

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT
RURAL**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA
REGLEMENTATION**

**RECUEIL DE TEXTES
RELATIF AU DOMAINE FORESTIER
STEPPIQUE ET A LA PROTECTION
DE LA NATURE**

JUIN 2012

SOMMAIRE

CHARTE

Charte de la révolution agraire : annexe relative à la steppe, *p. 622. JORA N° 54 du 08-07-1975*

LOIS - ORDONNANCES

Ordonnance n°75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral. , *p. 626. JORA N° 54 du 08-07-1975*

Loi n°84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts. *JORA N°26 du 26.06.1984, Page 684*

Loi n°91-20 du 2 décembre 1991 modifiant et complétant la loi n°84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts. *JORA N°02 du 04.12.1991, Page 19*

Loi n° 2004-03 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du développement durable. *JORA N° 41 du 27-06-2004, p. 10.*

Loi n°2004-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relatif à la chasse. *JORA N°51 du 15.08.2004, Page 5*

Ordonnance n°2006-05 du 19Joumada Ethania1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition. *JORA N°47 du 19.07.2006, Page 12*

Loi n° 2006-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition. *JORA N°72 du 15.11.2006, Page 10*

DECRETS PRESIDENTIELS

Décret n° 82-437 du 11 décembre 1982 portant ratification du protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord, en matière en lutte contre la désertification, signé au Caire le 5 février 1977, *p. 1680. JORA N° 51 du 11-12-1982*

Décret n° 82-440 du 11 décembre 1982 portant ratification de la convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles signée à Alger le 15 septembre 1968. *JORA N°51 du 11-12-1982, Page 1685*

Décret présidentiel n° 92-449 du 6 décembre 1992 portant approbation de l'accord de prêt n° 3487 AL signé le 5 août 1992 à Washington DC entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet pilote de développement forestier et d'aménagement de bassins versants. *JORA N° 88 du 13-12-1992, Page 1838*

Décret présidentiel n° 93-99 du 10 avril 1993 portant ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 mai 1992, *p. 4 JORA N° 24 du 21-04-1993*

Décret présidentiel n° 95-163 du 7 Moharram 1416 correspondant au 6 juin 1995 portant ratification de la convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992. *JORA N°32 du 14.06.1995, Page 3*

Décret présidentiel n° 96-52 du 2 Ramadhan 1416 correspondant au 22 janvier 1996 portant ratification de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, adoptée à Paris le 17 juin 1994. *p.10. JORA N° 6 du 24-01-1996*

Décret présidentiel n° 2000-425 du 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000 portant ratification des statuts de l'observatoire du Sahara et du Sahel adoptés à Rabat - Royaume du Maroc - le 7 mars 2000, *p.3. JORA N° 79 du 23-12-2000*

Décret présidentiel n°2004-22 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 autorisant la contribution de l'Algérie à la sixième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole. *JORA N°08 du 08.02.2004, Page 16*

Décret présidentiel n°2004-125 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant approbation de l'accord de prêt n°628-DZ signé le 17 février 2004 à Rome, entre la république algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement pour le financement du projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la wilaya de M'Sila. *JORA N°25 du 21.04.2004, Page 17*

Décret présidentiel n°2004-170 du 19 Rabie Ethani 1425 correspondant au 8 juin 2004 portant ratification du protocole de Cartagena sur le prévention des risques biotechnologiques relatif à la diversité biologique, adopté à Montréal le 29 janvier 2000. *JORA N°38 du 13.06.2004, Page 3*

Décret présidentiel n°2005-391 du 6 Ramadhan 1426 correspondant au 9 octobre 2005 portant approbation de l'accord de prêt n°652-DZ signé le 13 juillet 2005 à Rome entre le gouvernement de la république algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la wilaya de Tlemcen. *JORA N°69 du 12.10.2005, Page 3*

Décret présidentiel n° 2006-121 du 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006 portant ratification des statuts de l'union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ainsi que le règlement y relatif. *JORA N°18 du 22.03.2006, Page 3*

Décret présidentiel n° 2006-405 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant ratification du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995. *JORA N°74 du 22.11.2006, Page 3*

Décret présidentiel n° 2007-90 du 29 Safar 1428 correspondant au 19 mars 2007 autorisant la contribution de l'Algérie à la septième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA) . *JORA N°19 du 21.03.2007, Page 11*

Décret présidentiel n° 2009-260 du 21 Chaâbane 1430 correspondant au 12 août 2009 autorisant la contribution de l'Algérie à la huitième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA). *JORA N°47 du 16 août 2009 ; Page 8*

DECRETS EXECUTIFS

Décret n°75-166 du 30 décembre 1975 portant limites des zones steppiques. *p. 22. JORA N° 03 du 09-01-1976*

Décret n°75-168 du 30 décembre 1975 portant limitation du cheptel dans les zones steppiques. *p. 26. JORA N° 03 du 09-01-1976*

Décret n°83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut type des parcs nationaux. *JORA N° 31 du 26.07.1983, Page 1327*

Décret n° 87-44 du 10 février 1987 relatif à la prévention contre les incendies dans le domaine forestier national et à proximité. *JORA N° 7 du 11.02.1987, Page 165*

Décret n° 87-45 du 10 février 1987 portant organisation et coordination des actions en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le domaine forestier national. *JORA N° 7 du 11.02.1987, Page 167*

Décret n°87-143 du 16 juin 1987 fixant les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles. *JORA N° 25 du 17-06-1987, Page 636*

Décret n°87-144 du 16 juin 1987 fixant les modalités de création et de fonctionnement des réserves naturelles. *JORA N° 25 du 17.06.1987, Page 636*

Décret exécutif n° 95-212 du 8 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 5 août 1995 portant rattachement de la forêt de Bainem au domaine national forestier. *JORA N° 43 du 08.08.1995, Page 11*

Décret exécutif n°95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création du conseil national des forêts et de la protection de la nature. *JORA N° 64 du 29.10.1995, Page 15*

Décret exécutif n°96-65 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 portant distraction d'une parcelle de la forêt domaniale de Mahoura canton Kreroufa commune de Bendjerah wilaya de Guelma du régime forestier national. *JORA N° 7 du 28.01.1996, Page 13*

Décret exécutif n°98-216 du 29 Safar 1419 correspondant au 24 juin 1998 modifiant le décret n°83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut type des parcs nationaux. *JORA N° 46 du 24-06-1998, Page 9*

Décret exécutif n°99-36 du 24 Chaoual 1419 correspondant au 10 février 1999 portant déclassement d'une parcelle du territoire du parc national de Chréa. *JORA N° 7 du 13-02-1999, Page 3.*

Décret exécutif n° 2000-115 du 20 Safar 1421 correspondant au 24 mai 2000 fixant les règles d'établissement du cadastre forestier national. *JORA N° 30 du 28-05-2000, Page 9.*

Décret exécutif n°01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 05 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 5 de la loi n°84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts. *JORA N° 20 du 08-04-2001. p.12.*

Décret exécutif n°02-368 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Chlef canton de la gare, commune de Chlef, Wilaya de Chlef du régime forestier. *JORA N° 74 du 13-11-2002, Page 5*

Décret exécutif n°02-369 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Chlef canton de la gare, commune de Chlef, Wilaya de Chlef du régime forestier. *JORA N° 74 du 13-11-2002, Page 5*

Décret exécutif n°05-445 du 14 novembre 2005 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale d'El Hamiz commune des Deux Bassins, wilaya de Médéa, du régime du régime forestier national. *JORA N°75 du 20.11.2005. Page 11*

Décret exécutif n°05-469 du 10 décembre 2005 fixant les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre la détermination et le classement des zones de montagne ainsi que leur regroupement en massifs montagneux . *JORA N°80 du 11.12.05. Page 19*

Décret exécutif n°06-159 du 15 mai 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'ouvrages pour la lutte contre la remontée de la nappe phréatique de la vallée de Ouargla. *JORA N°32 du 17.05.2006 ; Page 13.*

Décret exécutif n° 06-248 du 13 Joumada Ethania 1427 correspondant au 9 juillet 2006 fixant les modalités d'organisation des battues administratives. *JORA N°46 du 16.07.2006 ; Page 2.*

Décret exécutif n° 06-364 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 déterminant la durée de suspension de l'exercice de la chasse ainsi que les espèces et les territoires concernés. *JORA N°66 du 22.10.06, Page 7*

Décret exécutif n° 06-365 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale, située dans la zone d'expansion touristique colonel Haouès dans la wilaya de Tipaza, du régime forestier national. *JORA N°66 du 22.10.06, Page 7*

Décret exécutif n° 06-368 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 fixant le régime juridique de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives ainsi que les conditions et les modalités de son octroi. *JORA N°67 du 28.10.06, Page 3*

Décret exécutif n° 06-383 du 5 Chaoual 1427 correspondant au 28 octobre 2006 portant incorporation au domaine forestier national de deux parcelles de terre situées dans les communes de Mogheul et Boukaïs, wilaya de Béchar. *JORA N°70 du 05.11.06, Page 3*

Décret exécutif n° 06-386 du 8 Chaoual 1427 correspondant au 31 octobre 2006 fixant les conditions et les modalités d'obtention et de délivrance du permis de chasse. *JORA N°70 du 05.11.06, Page 8*

Décret exécutif n° 06-387 du 8 Chaoual 1427 correspondant au 31 octobre 2006 fixant les modalités d'établissement et de délivrance de la licence de chasser. *JORA N°70 du 05.11.06, Page 14*

Décret exécutif n° 06-398 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant les règles de l'amodiation des territoires de chasse sur le domaine public et privé de l'Etat ainsi que les modalités et conditions de location des terrains de chasse appartenant à des particuliers. *JORA N°72 du 15.11.2006, Page 14*

Décret exécutif n° 06-399 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 relatif aux registres des activités des associations de chasseurs, des fédérations des chasseurs de wilaya et de la fédération nationale des chasseurs. *JORA N°72 du 15.11.2006, Page 16*

Décret exécutif n° 06-400 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique. *JORA N°72 du 15.11.2006, Page 17*

Décret exécutif n° 06-442 du 11 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 2 décembre 2006 fixant les conditions d'exercice de la chasse. *JORA N°79 du 06.12.2006, Page 4*

Décret exécutif n° 07-227 du 9 Rajab 1428 correspondant au 24 juillet 2007 fixant les procédures et les modalités d'exercice de la chasse touristique. *JORA N°48 du 29.07.2007, Page 11*

Décret exécutif n° 07-231 du 15 Rajab 1428 correspondant au 30 juillet 2007 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Sidi Fredj située dans la wilaya d'Alger du régime forestier national. *JORA N°49 du 05.08.2007, Page 6*

Décret exécutif n° 07-301 du 15 Ramadhan 1428 correspondant au 27 septembre 2007 modifiant et complétant le décret n° 80-184 du 19 juillet 1980 portant mise en place des organes de coordination des actions de protection des forêts. *JORA N°63 du 07.10.2007, Page 12*

Décret exécutif n° 07-317 du 4 Chaoual 1428 correspondant au 16 octobre 2007 fixant les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition. *JORA N°66 du 21.10.2007, Page 11*

Décret exécutif n° 08-123 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 déterminant les modalités d'élaboration et d'adoption du plan national de développement du patrimoine cynégétique. *JORA N°22 du 30.04.2008, Page 6*

Décret exécutif n°08-197 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, Canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national. *JORA N°38 du 09.07.2008, Page 10*

Décret exécutif n°08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens. *JORA N° 39 DU 13.07.08, Page 4*

Décret exécutif n°08-412 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 fixant les mesures de protection pour la sauvegarde des espèces animales protégées et de leurs habitats. *JORA N° 01 du 06.01.09, Page 14*

Décret exécutif n°08-413 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 déterminant les centres spécialisés de naturalisation des espèces animales protégées trouvées mortes. *JORA N° 01 du 06.01.09, Page 15*

Décret exécutif n°08-414 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 fixant les modalités de capture des spécimens d'animaux classés espèces animales menacées de disparition. *JORA N° 01 du 06.01.09, Page 16*

Décret exécutif n° 09-75 du 13 Safar 1430 correspondant au 9 février 2009 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale du Saint Leu commune de Mers El Hadjadj de la wilaya d'Oran, du régime forestier national. *JORA N°11 du 15.02.2009. Page 3.*

Décret exécutif n° 09-76 du 13 Safar 1430 correspondant au 9 février 2009 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag Canton Sbaa, lieu dit Koudiat Ed Draouch commune de Berrihane de la wilaya d'El Taref, du régime forestier national, pour la réalisation des travaux de compression. *JORA N°11 du 15.02.2009. Page 4.*

Décret exécutif n°09-320 du 19 Chaoual 1430 correspondant au 8 octobre 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n°95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création du conseil national des forêts et de la protection de la nature. *JORA N°59 du 14.10.2009. Page 5*

Décret exécutif n° 09-362 du 23 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 11 novembre 2009 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du réseau local de surveillance sanitaire de la faune sauvage et déterminant ses missions. *JORA N°65 du 15.11.2009. Page 43*

Décret exécutif n° 10-70 du 15 Safar 1431 correspondant au 31 janvier 2010 relatif à l'usage des rapaces vivants pour l'exercice de la chasse au vol. *JORA N°09 du 03.02.2010. Page 3*

Décret exécutif n° 10-276 du 27 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 4 novembre 2010 relatif au classement des espèces animales et du patrimoine cynégétique ainsi que les procédures de changement de classification. *JORA N°68 du 10.11.2010. Page 13.*

Décret exécutif n° 11-110 du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011 complétant le décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993 portant obligation pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles. *JORA N°15 DU 9 MARS 2011. Page 5*

Décret exécutif n° 11-197 du 19 Joumada Ethania 1432 correspondant au 22 mai 2011 fixant les dispositions relatives à la détention, la mise en vente, la vente ou l'achat, le colportage ou l'exportation des animaux gibier, nés et élevés en captivité. *Page 15. JORA N°29 du 22 mai 2011*

Décret exécutif n° 11-238 du 7 Chaâbane 1432 correspondant au 9 juillet 2011 portant déclassement de parcelles de forêts domaniales dans les wilayas de Béjaia, d'Alger et de Jijel du régime forestier national. *Page 6. JORA N°39 du 13 juillet 2011*

Décret exécutif n° 11-360 du 24 Dhou El Kaada 1432 correspondant au 22 octobre 2011 portant déclassement de parcelles de forêts domaniales, dans la wilaya de Annaba, du régime forestier national. *Page 7. JORA N°59 du 26 octobre 2011*

Décret exécutif n° 12-235 du 3 Rajab 1433 correspondant au 24 mai 2012 fixant la liste des espèces animales non domestiques protégées. *Page 5. JORA N°35 du 10 juin 2012*

ARRETES INTERMINISTERIELS

Arrêté interministériel du 6 novembre 2001 fixant la composition et le fonctionnement de la commission de wilaya chargée d'examiner les demandes d'autorisation d'usage sur les terres du domaine forestier national. *JORA N°75 du 09.12.2001, Page 19*

Arrêté interministériel du 21 Joumada El Oula 1427 correspondant au 17 juin 2006 portant nomination des officiers titulaires du corps spécifique de l'administration des forêts en qualité d'officiers de police judiciaire. *JORA N°52 du 20.08.2006; Page 23*

Arrêté interministériel du 7 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégée. *JORA N°71 du 12.11.2006, Page 16*

Arrêté interministériel du 8 Chaoual 1429 correspondant au 8 octobre 2008 portant déclaration de zones sinistrées. *JORA N°58 du 08.10.2008, Page 31*

ARRETES MINISTERIELS

Quatre (04) Arrêtés du 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Miloudi, Kheloufi, Souidania, Kerrouche, Oued Béni Messous, Meghnouche, Oued El Kerma et Baba Ali dans la wilaya d'Alger. *JORA N°79 du 17.12.2003, Pages 29 à 31*

Cinq (05) Arrêtés du 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans les wilayas de Blida, Tlemcen, Jijel, Skikda et Ain Defla. *JORA N°84 du 31.12.2003, Pages 19 à 24*

Cinq (05) Arrêtés du 15 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommés *El Eulma, Ain Berda, Berrehal, Oued El Aneb et Treat* dans la wilaya de Annaba. *JOR A N°84 du 31.12.2003, Pages 25 à 27*

Quatre (04) Arrêtés du 15 avril 2003 portant délimitation des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur d'El Karboussa, de Djebel Boukechrouda, de Djebel Ancel et de Ksar El Azeb dans la wilaya de GUELMA. *JORA N°01 du 04.01.2004. Pages 21 - 22*

Arrêté du 30 avril 2003 portant délimitation des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de BATNA. *JORA N°01 du 04.01.2004. Page 23*

Quatre (04) Arrêtés du 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans les wilayas de Tipaza, Mila, Ain Temouchent et Relizane. *JORA N°02 du 07.01.2004, Pages 14-19*

Quatre (04) Arrêtés du 09 juin 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans les wilayas de Tebessa, Tizi Ouzou, Constantine et Mostaganem. *JORA N°02 du 07.01.2004, Pages 21-24*

Dix (10) Arrêtés du 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans les wilayas d'Oum El Bouaghi, de Béjaia, de Tiaret, de Sétif, de Saida, de Sidi Bel Abbès, de Médéa, d'Oran, de Bordj Bou Arréridj et d'El Taref. *JORA N°30 du 16.05.2004, Pages 13 - 21*

Deux (02) arrêtés du 23 mai 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans les wilayas de Chlef et Mascara. *JORA N°58 du 13.09.2004, Pages 17-18*

Arrêté du 23 mai 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'El Bayadh. *JORA N°55 du 1^{er}.09.2004, Page 20*

Arrêté du 25 janvier 2006 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Nouara et Chebket Bouchaara dans la wilaya de M'Sila. *JORA N°30 du 10.05.2006; Page 30.*

Arrêté du 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006 portant annulation de l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt. *JORA N°48 du 30.07.2006 ; Page 19*

Arrêté du 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006 portant annulation de l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna. *JORA N°48 du 30.07.2006 ; Page 19*

Arrêté du 12 Joumada Ethania 1427 correspondant au 8 juillet 2006 portant délimitation des périmètres de terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans des communes de la wilaya de Skikda. *JORA N°57 du 13.09.2006 ; Page 92*

Arrêté du 7 Moharram 1429 correspondant au 15 janvier 2008 portant nomination des membres de la commission interministérielle pour l'examen et l'adoption des règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux. *JORA N°19 du 09.04.2008 ; Page 19*

Arrêté du 13 Rabie Ethani 1429 correspondant au 19 avril 2008 portant nomination des membres de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition. *JORA N°41 du 20.07.2008 ; Page 11*

CHARTRE DE LA REVOLUTION AGRAIRE : ANNEXE RELATIVE A LA STEPPE

Depuis trois ans, la révolution agraire transforme, de façon radicale, les conditions de vie et de travail des paysans dans les régions agricoles du pays. Elle s'adresse maintenant aux habitants des régions steppiques, à ceux qui vivent principalement de l'élevage pastoral là où les cultures régulières ne sont pas possibles pour leur apporter la même libération.

La perspective politique de la révolution agraire, qu'elle s'applique au Nord ou au Sud, est unique ; seules ses modalités d'application s'adaptent aux caractères spécifiques de l'élevage pastoral et aux problèmes particuliers des pasteurs.

Unité de l'option fondamentale : dans toutes les régions et dans tous les secteurs, l'objectif est de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et d'organiser les producteurs pour leur permettre, par l'amélioration de leurs conditions de production et avec l'aide de l'Etat, de parvenir à une vie meilleure.

Spécificité des moyens à mettre en œuvre : dans les régions actuellement consacrées à l'élevage pastoral, le principal facteur de production est le troupeau : c'est donc sur le droit de posséder du cheptel que porteront les opérations juridiques de la révolution agraire dans la steppe, c'est en cheptel que seront effectuées les attributions, c'est sur l'amélioration de l'élevage, dans les parcours, que porteront les interventions technico-économiques de l'Etat.

DEFINITION DE LA STEPPE

La steppe est l'immense zone où, du fait de l'aridité du climat, aucune culture n'est possible sans irrigation, mais où une végétation permanente permet l'élevage ovin : c'est « le pays du mouton » qui s'étend au Sud du tracé de l'isohyète des 400 mm de pluies moyennes par année, jusqu'à l'isohyète des 100 mm, au Sud duquel commence le désert saharien. Ainsi définie, la steppe couvre environ 20 millions d'hectares, dont 15 seraient effectivement utilisables par les troupeaux. La partie Nord de cet ensemble, entre les isohyètes 400 et 300 environ, est souvent utilisée pour une céréaliculture peu productive, qui s'étend au détriment des parcours.

On estime que sur la steppe, vivent actuellement 8 à 10 millions d'ovins au minimum : ce troupeau constitue la principale capacité de production de viande et de laine du pays et doit donc être considéré comme une importante richesse nationale, bien qu'il soit loin d'atteindre le niveau de production techniquement possible et qu'il soit périodiquement décimé par la sécheresse.

Le troupeau est la ressource principale ou unique de 170.000 familles environ, l'élevage, avec les activités qui lui sont directement liées, étant la seule production importante des régions steppiques.

NECESSITE DE LA REVOLUTION AGRAIRE DANS LA STEPPE

La steppe algérienne subit actuellement une triple exploitation, dont les efforts conjugués sont responsables de la précarité des conditions de vie et de travail des producteurs pastoraux, de la dégradation du milieu naturel, de l'insuffisance et de l'irrégularité des capacités de production et de la valeur de la production.

Le caractère continu et cumulatif des processus de dégradation socio-économique provoqués initialement par le système colonial exige une intervention radicale, seule capable d'engager un processus inverse de régénération du milieu naturel et d'amélioration des conditions de vie et de travail de la population de ces régions :

1° L'exploitation de l'homme par l'homme est, dans les conditions de production de l'élevage pastoral, constante et particulièrement grave : le troupeau est très inégalement réparti, la moitié de l'effectif étant possédée par 5% des éleveurs qui, de plus, sont pratiquement les seuls à pouvoir mettre en œuvre certains progrès techniques et multiplient fréquemment leurs revenus en pratiquant le commerce du bétail.

Les gros propriétaires de troupeaux les font garder par des bergers qui, n'ayant pas la possibilité de subsister autrement et ne pouvant se défendre du fait de l'isolement imposé par les conditions de vie dans la steppe, ne peuvent refuser les conditions draconiennes du contrat de « AZELA ». Cette exploitation s'étend à la famille entière, puisque les femmes et les enfants participent à la garde et aux soins du troupeau sans que la part revenant au berger rémunère cet apport en travail.

La misère des familles de bergers est encore accentuée par les contraintes propres à ce travail, qui impose l'isolement et les déplacements constants au rythme de la recherche des pâturages : elles ont ainsi difficilement accès aux services sociaux et culturels, à l'école et aux soins médicaux, en particulier, dont tous les citoyens du pays doivent pouvoir bénéficier à égalité.

D'autre part, les gros éleveurs exploitent indirectement les autres habitants de la steppe en monopolisant à leur seul profit, par le fait que ce sont leurs troupeaux qui les utilisent, des pâturages collectifs qui devraient servir également à tous : ainsi, la misère de ceux qui ont peu ou pas de cheptel, permet l'enrichissement de ceux qui, en possédant beaucoup, sont les principaux bénéficiaires des richesses naturelles de la steppe.

C'est à l'injustice de ces rapports sociaux que la révolution agraire doit mettre fin dans la steppe, d'une façon radicale et définitive.

2° La surexploitation des parcours est la conséquence des conditions actuelles de production : les petits éleveurs cherchent à survivre, les gros à réaliser le maximum de profits immédiats, et aucune organisation n'assure l'entretien et le renouvellement des capacités de production.

La colonisation, en détruisant systématiquement l'ancienne organisation communautaire, a détruit avec elle les formes de discipline et de prévoyance traditionnelles qui, auparavant, imposaient des précautions ancestrales pour la conservation des pâturages et la constitution de réserves en prévision des périodes de disette.

La généralisation de la recherche du profit et les pouvoirs de fait accordés par la puissance coloniale à ses serviteurs, ont abouti à la constitution d'une catégorie de gros éleveurs, propriétaires d'un important capital en bétail qu'ils cherchent à faire fructifier le plus rapidement possible au prix d'un véritable pillage de la steppe.

De leur côté, un nombre important d'éleveurs et de bergers sont contraints, pour survivre, à introduire leurs animaux sur les pâturages, sans attendre la période favorable, à tenter de semer quelques parcelles de céréales pour leur consommation, à arracher la végétation pour l'utiliser comme combustible, à cueillir l'alfa sans précautions.

Dans ces conditions, la steppe est gravement surexploitée, les parcours ne sont pas entretenus ni améliorés, la végétation se renouvelle peu et mal, l'impact des interventions techniques de l'Etat reste limité. C'est ainsi que les capacités de production de la steppe tendent à diminuer, que sa capacité de régénération après les mauvaises périodes s'affaiblit et que des zones entières sont en voie de désertification.

La révolution agraire a pour objectif de lutter contre cette dégradation du milieu, pour maintenir et augmenter les capacités de production qui seront mises en œuvre dans le cadre des nouveaux rapports sociaux qu'elle instaure.

3° Des réseaux d'exploitation des producteurs pastoraux et des régions steppiques dans leur ensemble, ont été mis en place dans le cadre global du système colonial et contribuent à aggraver la situation socio-économique de leur population.

Beaucoup de gros éleveurs qui monopolisent les pâturages à leur profit sont des étrangers à la steppe : ils transforment leurs capitaux en cheptel pour en tirer des profits spéculatifs, qu'ils utilisent ensuite à de nouvelles spéculations, sans pratiquer aucun investissement productif dans les régions qu'ils exploitent.

D'autre part, parce qu'elles ont été systématiquement négligées et défavorisées pendant la période coloniale, les régions

steppiques se trouvent en position d'infériorité par rapport aux régions du pays où des activités modernes se développent. Les infrastructures y sont demeurées très faibles, en particulier, les communications et les services sociaux, l'encadrement technique et administratif y est insuffisant. Les réseaux commerciaux sont organisés de façon d'absorber les richesses de la steppe au profit des spéculateurs du Nord ou des villes.

Dans ces conditions, les producteurs pastoraux demeurent ensermés dans des structures sociales archaïques et déformées par l'utilisation qu'en font certains à leur profit ; ils vendent à bas prix des animaux sur lesquels les intermédiaires font des bénéfices considérables, ils paient cher les produits de consommation qu'ils achètent. Ils ne recueillent souvent qu'une faible partie des résultats de l'action prévue par l'Etat en leur faveur, ils ne peuvent pas s'organiser efficacement pour améliorer leurs pâturages et leurs troupeaux.

La révolution agraire doit supprimer les bases de cette infériorité pour leur permettre de participer en partenaires égaux au développement du pays et à ses résultats.

Exploitation des producteurs directs, surexploitation du milieu naturel, domination par les autres secteurs : c'est à cette triple contradiction que s'attaque la révolution agraire en intervenant dans la steppe.

LE CONTENU DE LA REVOLUTION AGRAIRE DANS LA STEPPE

La révolution agraire dans les régions steppiques a pour objectif, en conformité avec son objectif général et compte tenu de leurs problèmes spécifiques, de transformer radicalement et d'un même mouvement, les rapports de production, les conditions d'utilisation des parcours et les conditions de vie des éleveurs.

1° La suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme repose sur une juste répartition du cheptel, un usage collectif et organisé des ressources du milieu et une production intensifiée grâce à l'aide de l'Etat.

La révolution agraire dans la steppe doit d'abord mettre fin à l'exploitation des bergers et des petits éleveurs par les gros propriétaires, en appliquant le principe « les pâturages et le cheptel à ceux qui les rendent productifs par leur travail et qui en vivent directement ».

Elle retire donc la faculté de posséder un troupeau aux propriétaires qui ne s'en occupent pas directement et personnellement, mis à part ceux qui se trouvent dans les conditions prévues par l'ordonnance portant révolution agraire pour les exceptions aux règles concernant l'absentéisme.

Elle limite l'effectif du cheptel qui peut être détenu par les propriétaires, de façon à ce qu'ils puissent vivre avec des revenus du même niveau que ceux dont le droit est reconnu aux exploitants agricoles, en conduisant eux-mêmes leur troupeau avec l'aide de leur famille.

Compte tenu du caractère particulier du moyen de production concerné, le troupeau, l'excédent par rapport au niveau autorisé, n'est pas nationalisé et verse au fonds national de la révolution agraire, mais fait seulement l'objet d'une obligation de vente dans les conditions choisies par le propriétaire concerné.

Elle attribue aux bergers et en priorité aux anciens bergers des propriétaires absenteïstes et limités, ainsi qu'aux petits éleveurs, un nombre d'animaux reproducteurs calculé de façon à ce que l'élevage leur assure un revenu de même niveau que celui des attributaires de terres agricoles et une juste rémunération de leur travail.

Elle facilite et accélère la participation des attributaires de bétail à l'effort de développement national, en leur garantissant le bénéfice de leur travail et en levant ainsi les obstacles à l'introduction du progrès technique dans la steppe. En créant les conditions nécessaires au développement de coopératives de différents types, elle instaure de nouveaux rapports de production, caractérisés par la maîtrise collective des producteurs sur les moyens de production mis en œuvre et le produit obtenu.

Elle assure aux éleveurs moyens qui vivent de la conduite directe de leur troupeau, par l'action des coopératives agricoles polyvalentes communales de services, l'apport de toutes les mesures et techniques destinées à améliorer les revenus

pastoraux, tout en reconnaissant et en confirmant leur droit de propriété sur les animaux qu'ils élèvent eux-mêmes.

Elle protège ceux des travailleurs qui, n'ayant pu accéder immédiatement au statut d'attributaire, devront continuer pour un temps, à travailler pour le compte d'autrui, en abolissant la « AZELA » et, d'une façon générale, toute forme de rémunération à la part de produit, et en leur assurant le statut de salarié protégé par le code du travail, en bénéficiant d'un salaire minimum garanti et de tous les avantages sociaux établis pour les travailleurs agricoles.

2° L'organisation des parcours.

Dans la steppe, la révolution agraire n'a pas seulement à assurer une juste répartition du cheptel, mais à augmenter son importance et sa production en améliorant la qualité des pâturages et en assurant leur renouvellement constant. Ce résultat ne peut être atteint que si les interventions techniques sont mises en œuvre dans le cadre d'un effort global de discipline pour l'utilisation du milieu naturel, donc d'organisation des parcours.

La révolution agraire, dans ce but, renoue avec les traditions juridiques de notre société, en ce qui concerne l'usage collectif des pâturages, tout en l'organisant par la mise en place de structures coopératives appropriées aux conditions de vie et de travail des régions pastorales.

Elle ne reconnaît aucun droit de propriété individuel sur les terres de parcours : l'ensemble de ces terres, quel que soit le caractère juridique que leur avait attribué la législation coloniale, redevient propriété de la collectivité nationale, qui en restitue la jouissance perpétuelle aux collectifs formés par ceux qui vivent de leur travail dans l'élevage pastoral. La responsabilité de la bonne utilisation des parcours est confiée aux communes, dans le cadre desquelles, par l'intermédiaire des coopératives agricoles polyvalentes communales de services, sont également mis en place tous les moyens et services nécessaires au développement rationnel de l'élevage.

L'accès aux parcours communaux est un droit imprescriptible de tous les habitants de la commune auxquels la révolution agraire reconnaît le droit de posséder un troupeau et d'en seuls ce droit étant manifesté par la remise d'une carte d'éleveur.

L'accès aux parcours est organisé de façon à ce que les ressources qu'ils représentent soient équitablement réparties entre les éleveurs propriétaires, limités ou non, et les attributaires de cheptel qui recroissent le droit d'utiliser collectivement la partie des parcours libérée par le retrait des troupeaux des propriétaires absenteïstes et limités.

Cette organisation repose sur l'adoption d'un plan d'aménagement de la commune comportant une évaluation des charges en bétail pouvant être supportées par chaque type de pâturage, un plan de mise en défense, un plan de rotation, une définition des servitudes collectives concernant les passages et les points d'eau, ainsi qu'éventuellement, les autorisations de labour et les projets de mise en valeur que peuvent justifier, au bénéfice de groupements coopératifs, certaines aptitudes particulières du territoire communal.

Le plan d'organisation des parcours est proposé, pour chaque commune, par la coopérative agricole polyvalente communale de services, aidée des services techniques compétents, en cas de besoin. Après son adoption, il est exécuté par cette coopérative, dans le cadre du programme spécial de mise en valeur de la steppe.

Le droit de pacage sur les parcours communaux implique l'engagement, de la part de chacun des éleveurs qui l'exerce, de respecter le plan de rotation et l'amélioration des ces parcours, de protéger les mises en défense et les installations à usage collectif, de participer par leur travail à la réalisation et à l'entretien des aménagements. Cette participation aux travaux est organisée démocratiquement dans le cadre de la coopérative agricole polyvalente communale de services et des coopératives de production quand elles existent. Elle peut également être le fait des groupements de mise en valeur qui seront implantés là où les parcours, fortement dégradés, ne peuvent supporter actuellement qu'une faible charge en bétail et nécessitent des travaux importants : la rémunération des travaux de mise en valeur complètera, dans ce cas, les revenus d'un élevage qui deviendra suffisant quand ils auront porté leur fruit.

C'est la coopérative agricole polyvalente communale de services qui, sous l'autorité de l'assemblée populaire communale

et avec l'aide de tous les utilisateurs des parcours communaux, assurera la délimitation et la surveillance des parcours, pour en écarter les troupeaux non autorisés et veiller à ce qu'aucune dégradation n'y soit commise.

Ainsi, les diverses interventions techniques prévues par l'Etat pourront être réalisées, en grande partie, par les éleveurs eux-mêmes, et produire leurs pleins effets. Une organisation rationnelle de l'élevage pourra alors être mise en place et mettre à la disposition des éleveurs les apports du progrès scientifique pour une amélioration continue de la qualité et de la productivité du troupeau.

3° L'amélioration des conditions de vie dans la steppe.

La révolution agraire assurera aux producteurs pastoraux des revenus réguliers et suffisants : une organisation de la commercialisation des produits du troupeau reposant sur la coopérative agricole polyvalente communale de services complètera son intervention au niveau de la production, de façon à libérer les éleveurs de l'exploitation dont ils sont actuellement victimes de la part des intermédiaires.

Cette organisation aura également un effet de régularisation sur la production, en favorisant les éleveurs qui, ayant respecté les règles rationnelles de l'élevage, auront obtenu des produits de qualité, et en contribuant à l'allègement des parcours en cas de disette. Elle sera complétée par un système d'approvisionnement assurant aux éleveurs, régulièrement et à prix normaux, la fourniture des produits nécessaires à l'amélioration de l'élevage.

D'autre part, les coopératives agricoles polyvalentes communales de services pourront prendre l'initiative de développer des activités productives destinées à compléter les revenus de l'élevage ; elles auront une activité de commercialisation de biens de consommation à des prix adéquats, libérant ainsi les éleveurs des spéculateurs et, par là, favorisant l'abandon de pratiques néfastes pour la végétation steppique comme la céréaliculture extensive.

A ces interventions destinées à élever et régulariser le niveau de vie de l'ensemble des habitants de la steppe, la révolution agraire fera un effort particulier, rendu nécessaire par l'actuel sous-équipement de la majorité des communes pastorales, pour l'implantation et l'amélioration des services publics.

Cet effort portera sur les services techniques d'assistance à l'élevage, en particulier en cas de disette ou de calamité, et sur les transports. Il portera également sur les services sociaux, en particulier les écoles que les enfants de la steppe, dégarés de l'obligation de participer à la conduite de troupeau, pourront enfin fréquenter régulièrement, les services de santé, les moyens d'information et de développement culturel.

Grouper les installations où sont fournis ces services en centres bien situés par rapport aux lieux de production et aux moyens de communication, permettra d'amorcer une stabilisation des familles autour de ces bâtiments collectifs, l'objectif étant d'aboutir, aussi vite que les transformations des conditions de production le permettront, à la naissance de véritables villages.

Par l'utilisation réfléchie du milieu, par la libération des capacités d'initiative des éleveurs, la révolution agraire supprimera les causes de nomadisme et permettra la sédentarisation des producteurs pastoraux.

Dans une phase transitoire, le déplacement des troupeaux pourra demeurer nécessaire et l'action devra porter alors sur l'humanisation des modalités de ces déplacements.

Cette phase transitoire pourra être abrégée là où la révolution agraire créera la possibilité de diversifier les sources de revenu, actuellement dépendant du seul élevage ovin, en implantant des industries coopératives des produits de l'élevage, en introduisant des petits élevages et une aviculture de qualité, en assurant des débouchés au travail artisanal de la laine où s'exprime le génie artistique de la population de ces régions.

C'est sur la base de cet ensemble d'activités nouvelles et d'un juste équilibre d'échanges entre les différentes régions de notre pays, que la révolution agraire pourra créer un habitat permanent bien équipé. Dans ces villages de l'avenir, l'immémoriale infériorité des nomades par rapport aux citadins, sera enfin effacée et les formes d'organisation sociales oppressives dont les conditions de vie des nomades ont jusqu'à présent permis le maintien, pourront être remplacées par une authentique démocratie entre producteurs solidaires.

LA REALISATION DE LA REVOLUTION AGRAIRE DANS LA STEPPE

La mise en œuvre de la révolution agraire sera assurée dans la steppe, selon les mêmes principes que dans les régions agricoles, en conséquence du principe d'unicité de la révolution agraire.

Le rôle de l'assemblée populaire communale élargie (A.P.C.E.) pour la constatation de la propriété, le choix des attributaires et l'application des arrêtés du wali, y sera comme dans le Nord essentiel ; les responsabilités des différents organes, sinon leurs modalités pratiques d'action, y seront celles-là mêmes qui ont été définies dans l'ordonnance portant révolution agraire.

Ici comme là, la réalisation de la révolution agraire reposera sur la participation consciente et active des futurs bénéficiaires, organisés pour assumer leurs responsabilités au sein de l'Union nationale des paysans algériens. Ici comme là, l'objectif demeure l'émergence d'un homme nouveau, libéré de l'exploitation et prêt à prendre ses responsabilités pour la construction collective de la vie dans la steppe et de l'importance déterminante que doit y prendre l'intervention de développement de l'Etat, certains organes verront leur rôle accru et des institutions spécifiques pourront être mises en place.

1° La stratégie de la révolution agraire dans la steppe.

La révolution agraire vise une transformation globale de la steppe, la transformation des rapports de production s'appuyant sur l'amélioration des conditions de production, qui, elle-même, ne peut être menée à bien que dans le cadre de nouveaux rapports sociaux, lesquels ne pourront prendre naissance et se raffermir que si les conditions de vie de la population connaissent de profondes modifications. Les interventions prévues à ces trois niveaux doivent donc être les éléments intégrés d'une même politique globale, entrant en pratique de façon ordonnée et coordonnée.

Cette politique, si elle comporte des actions immédiates sur la propriété du cheptel, est en réalité une œuvre de très longue haleine, le processus d'arrêt de la dégradation des ressources naturelles, puis d'amélioration des capacités de production du milieu steppique étant inévitablement lent et soumis de surcroît aux aléas climatiques, il ne pourra devenir définitif et cumulatif que sur la base de recherches et d'expérimentations scientifiques, qui elles-mêmes demandent des délais avant que leurs résultats puissent être utilisés à grande échelle. Il exigera des moyens matériels, techniques et humains considérables, qui ne pourront être réunis et entièrement fonctionnels qu'après une période plus ou moins longue d'essais et de formation. Enfin, la transformation des bases mêmes de la vie sociale, elle non plus, ne saurait être immédiate et ne sera définitivement acquise que lorsque la majorité des producteurs sera organisée sur une base démocratique et efficace et aura bénéficié pendant plusieurs années des actions de formation et d'amélioration des conditions de vie.

La révolution agraire aura donc à construire un édifice cohérent sur la base des premiers acquis qui rendront possibles des actions à effets plus lointains, qui eux-mêmes auront à consolider les réalisations antérieures, tout en préparant de nouvelles transformations. Elle aura à s'appuyer sans cesse, tout en la développant, sur la conscience politique des bergers et petits éleveurs organisés, qui seuls sont à même d'associer leur puissante volonté de changement avec une connaissance précise des contraintes qui pèsent sur la vie dans la steppe. C'est leur participation concrète aux décisions à toutes les étapes qui garantira que le rythme suivi est adapté aux problèmes et que les programmes ne risquent pas de s'engager dans la voie du bureaucratisme stérile ou de la technicité irréaliste.

2° Le déroulement de la révolution agraire.

C'est dans le cadre communal que l'articulation des interventions prendra son importance la plus grande et que la participation des intéressés sera la plus directe.

Les communes, par leurs assemblées populaires communales élargies, en particulier, aux représentants authentiques des bergers et des petits éleveurs, auront à assurer la pleine réalisation des dispositions concernant la propriété du cheptel et les attributions. Elles auront, en outre, parce que les problèmes de l'élevage et de l'amélioration des conditions d'existence en milieu pastoral concernent la population entière des communes de la steppe, un rôle fondamental et permanent

dans l'organisation de la gestion et de l'utilisation des biens communs constitués par les parcours et leurs aménagements. En particulier, elles auront à veiller à la discipline d'exploitation du milieu et à faire appliquer démocratiquement les décisions de protection de la végétation, de rotation des pâturages, de conservation et de développement du patrimoine communal. Elles auront, enfin, à préparer des plans de développement et d'équipement communal qui traduisent les besoins de l'ensemble de la population et permettent l'application des principes retenus par la révolution agraire, tant pour l'aménagement des parcours que pour la création d'activités complémentaires à l'élevage et pour l'installation des services publics appelés à favoriser une sédentarisation rationnelle des nomades.

Le rôle des communes dans la réalisation, avec l'aide financière et technique de l'Etat, de leur propre transformation sera donc capital dès le début de la révolution agraire et s'approfondira sans cesse au fur et à mesure que le progrès économique et social se concrétisera. Elles seront soutenues dans cet effort, par les exécutifs élargis et les élus des wilayas qui, grâce au nouveau découpage récemment entré en vigueur, seront pour celles situées dans la steppe, mieux à même de se concentrer sur les problèmes des régions pastorales.

2° L'organisation de la production.

L'expérience a démontré que l'utilisation collective des pâturages constitue une forme supérieure de gestion qui, loin de dissoudre l'initiative individuelle des éleveurs, renforce au contraire, leur conscience du milieu et de leurs intérêts collectifs.

En milieu pastoral, toute action d'amélioration des conditions d'existence des producteurs ne peut être efficace que si elle est collective, si elle s'appuie sur la solidarité de l'ensemble des intéressés sans laquelle le combat contre les conditions naturelles et l'héritage de la situation coloniale serait voué à l'échec.

Mais cette organisation collective doit être démocratique, juste, capable d'empêcher définitivement la résurrection de l'oppression et de la recherche du profit individuel, propre à assurer l'épanouissement solidaire des individus dans la dignité du travail restaurée.

C'est pourquoi la révolution agraire repose dans la steppe comme dans les régions agricoles, sur des coopératives de différents types.

Les éleveurs auront le choix du type de coopérative qu'ils auront à créer, depuis le groupement simple où seuls les pâturages et les équipements collectifs sont communs, jusqu'aux coopératives de forme évoluée où l'accroissement du bien-être est plus lié à l'usage du progrès technique et au niveau d'intensification qu'à l'aptitude individuelle à utiliser les situations existantes.

Dans toutes les coopératives, les producteurs associés organiseront librement leur travail, mettront en œuvre les moyens de production et disposeront du produit, à la seule condition que le capital initialement attribué ne diminue pas.

Les coopératives, organisées en priorité pour les attributaires de cheptel, ne leur seront pas réservées. La révolution agraire, en effet, en restaurant la dignité du travail, met en place les conditions d'élargissement de l'organisation du travail, sans pour autant imposer l'adhésion aux coopératives ainsi créées.

Les propriétaires d'un troupeau limité, à la condition qu'ils l'exploitent directement et personnellement au sens de l'ordonnance portant révolution agraire, bénéficieront de l'usage collectif des pâturages et, par conséquent, dans le cadre de l'organisation communale et à travers leur adhésion à la coopérative agricole polyvalente communale de services, des bienfaits de l'application de la révolution agraire en milieu pastoral.

Quant aux éleveurs moyens, ils auront le choix entre l'adhésion aux groupements ou coopératives de production et une situation semblable à celle des éleveurs dont le troupeau aura été limité.

Dans tous les cas, le cheptel sera possédé individuellement ; le droit de propriété des attributaires sur le cheptel attribué sera, cependant, limité par l'obligation de conserver le capital dont ils auront bénéficié, en maintenant l'effectif des animaux

reproducteurs, à son niveau initial au minimum, donc en remplaçant régulièrement les animaux âgés.

Dans le cadre ainsi défini, l'activité d'élevage qui exige de l'homme une adhésion particulièrement sensible et entière à son travail, pourra bénéficier à la fois des initiatives individuelles et de la solidarité du collectif, relayée, en cas de besoin, par la solidarité nationale.

3° Le programme spécial de développement de la steppe.

La révolution agraire en milieu pastoral, c'est également un programme spécial d'aménagement et de mise en valeur : réaliser une meilleure utilisation des parcours, rétablir l'indispensable équilibre biologique entre le végétal et l'animal, reconstituer le sol et le tapis végétal, supprimer les causes actuelles de dégradation des pâturages, donc les risques de désertification, tels sont ses objectifs.

Cette politique de sauvegarde comblera les techniques de défense et restauration des sols, le reboisement, l'amélioration des pâturages par le rétablissement et l'enrichissement de la couverture végétale, la création de points d'eau judicieusement répartis.

Elle s'appuiera sur le « barrage vert », gigantesque réalisation par laquelle les énergies de la jeunesse du pays tout entier sont mobilisées au service de la production et du développement de la steppe.

Les effets des années de disette seront d'autre part amortis par des réserves fourragères sur pied, constituées pendant les bonnes années et par l'entretien de stocks de fourrages et d'aliments.

En attendant que ces mesures portent leur plein effet, des dispositions transitoires de lutte contre les calamités pastorales seront prises en vue de sauvegarder au moins le capital constitué par les animaux reproducteurs.

Dans la zone substeppe, ruinée par une céréalioculture stérilisante, l'objectif sera de promouvoir, chaque fois que cela sera possible, des cultures fourragères ou des pâturages semés et des systèmes de production associant l'agriculture et l'élevage.

Le programme de développement portera également sur le cheptel : mené le plus souvent de façon archaïque, il est resté en marge du progrès scientifique et est constitué, pour l'essentiel, d'animaux à croissance lente, au format souvent réduit et défectueux, avec des rendements en viande trop faible.

Or, les qualités potentielles de nos races ovines sont exceptionnelles. Elles ont une excellente adaptation au milieu et peuvent répondre aux besoins en viande, lait, laine et peaux.

C'est pourquoi le programme doit comprendre des mesures visant à identifier les grandes races ovines algériennes et à en fixer les caractéristiques, les aires de diffusion et les modalités d'amélioration. La diffusion de ces races sera entreprise dans les coopératives d'élevage dès leur constitution, en ayant recours aux moyens scientifiques les plus poussés à partir du cheptel sélectionné par des haras de béliers. Le programme comprend également la protection effective du cheptel contre les grandes maladies ovines, essentiellement par la mise en place d'un système de prévention.

L'ensemble des éléments de ce programme reposera sur des recherches scientifiques méthodiquement poussées en vue de leur application aux problèmes concrets de la steppe, tant en ce qui concerne la connaissance des parcours steppeiques, de leurs possibilités d'amélioration et des méthodes d'utilisation des parcours que de l'étude des races ovines, de l'alimentation et de l'abreuvement et, d'une façon générale, des méthodes de conduite du troupeau.

4° Les coopératives agricoles polyvalentes communales de services dans la steppe.

Dans la steppe, la révolution agraire repose essentiellement sur elles, dans la mesure où les équipements nécessités par le développement des zones pastorales sont, en général, d'une dimension et d'une portée telles qu'ils dépassent les possibilités d'un éleveur ou d'un groupement coopératif d'éleveurs. Elles sont, d'autre part, l'instrument d'exécution de la commune dans sa tâche d'organisation et de contrôle de l'utilisation des parcours. Garantes de l'introduction

permanente du progrès technique dans la commune, elles devront fonctionner démocratiquement sans se substituer à leurs membres dont la responsabilité doit s'exercer pour leur assurer une constante adaptation aux problèmes concrets des producteurs. Dans les régions pastorales, certaines fonctions dévolues par la révolution agraire aux coopératives agricoles polyvalentes communales de services reçoivent un contenu spécifique.

Ainsi, elles sont responsables, avec l'appui des services techniques spécialisés, de l'établissement et du respect des règles concernant la bonne utilisation des parcours de la commune ; elles interviennent également pour vérifier que les troupeaux introduits sur ces parcours appartiennent bien à des éleveurs de la commune autorisés et ne dépassant pas l'effectif admis.

D'autre part, elles assurent la constitution et la gestion des stocks nécessaires pour prévenir les calamités pastorales, ainsi que la répartition de l'aide de l'Etat, quand celle-ci s'avère nécessaire.

Parmi les services rendus à leurs adhérents, figurent, en priorité, tous ceux qui visent à l'amélioration de l'élevage et parmi les plus importants, les soins vétérinaires, la sélection des animaux, la création, la gestion et l'entretien des points d'eau pastoraux.

Elles ont à mettre en place un système de commercialisation de cheptel et des produits qui garantissent un revenu normal au producteur, tout en favorisant par des prix différentiels, le respect des règles de bonne conduite du troupeau.

Enfin, elles ont à assurer l'approvisionnement à bon compte et régulier des familles de leurs adhérents, en biens de consommation de base, et ont à se montrer particulièrement dynamiques pour le lancement d'activités de tous ordres susceptibles de fournir des emplois et revenus complémentaires à ceux de l'élevage. Tous les éleveurs directs au sens où l'entend la révolution agraire, ont droit, s'ils le demandent, à bénéficier des services de la coopérative pour l'amélioration de leur élevage. Mais il va de soi, qu'en contrepartie des avantages qu'ils retirent, ils sont engagés par leur adhésion à utiliser tous les services mis en place par leur coopérative, y compris en matière de commercialisation du cheptel.

La coopérative agricole polyvalente communale de services, démocratiquement gérée par ses adhérents, est le point de rencontre des besoins des producteurs et des agents chargés de dispenser l'aide, les crédits et les moyens de l'Etat. Elle doit devenir le point de rayonnement des transformations techniques, le lieu de la régulation des effectifs du troupeau et du marché de bétail, le centre à partir duquel les rapports sociaux commenceront leur transformation au niveau de la commune toute entière, sur la base de la réussite des collectifs de producteurs. Dans la bataille pour le progrès de la steppe, les coopératives agricoles polyvalentes communales de services sont les bastions fortifiés qui, déjà mis en place, auront

à démarrer les premières actions et à élargir sans cesse la qualité et l'étendue de leur influence, pour devenir les bases de la structuration économique de ces immenses espaces actuellement inorganisés. Leur importance est donc telle que l'effort des organisations politiques et, en particulier, de l'Union nationale des paysans algériens, devra porter, en premier lieu, sur la concrétisation de leur fonctionnement démocratique, pour que leur action, dépassant l'efficacité technique et économique, puisse concourir à la transformation globale de la société pastorale.

CONCLUSION

La révolution agraire, en s'appliquant à la steppe, ne procède pas seulement à une juste répartition du troupeau, au bénéfice de tous ceux qui en vivent ou qui doivent en vivre, en mettant en place une organisation efficace et démocratique des éleveurs directs ; elle crée les conditions nécessaires à la mobilisation de leurs énergies pour réaliser, avec l'aide de l'Etat, les aménagements de parcours et les améliorations de troupeaux qui aboutiront à une augmentation de la production.

Cette amélioration de la production, résultat des efforts des producteurs et de l'intervention de l'Etat, se traduira, à la fois, par une élévation du niveau de vie et des conditions de vie des habitants de la steppe, et par un meilleur approvisionnement du pays tout entier.

La régularisation à long terme des ressources pastorales et les mesures d'assistance directe qui pourront s'avérer nécessaires dans les prochaines années, en cas de disette, permettront l'allègement, puis la suppression des contraintes qui ont, jusqu'à présent, condamné les pasteurs à des déplacements incessants et de grande amplitude.

La mise en place de réseaux de services économiques, sociaux et culturels coordonnés, pourra aboutir, sur cette base, à la création de centres de vie autour desquels la sédentarisation des nomades pourra devenir une réalité positive, facteur du progrès individuel et collectif.

C'est ainsi que la révolution agraire, après avoir supprimé l'injustice et l'exploitation de l'homme par l'homme dans la steppe et après avoir rendu possible une renaissance des capacités de production de ce milieu naturel, aboutira à l'abolition de l'inégalité radicale qui opposait aux habitants des régions riches les pasteurs condamnés au mouvement et à l'isolement pour la recherche de leur subsistance.

Les citoyens qui vivent dans la steppe seront alors concrètement et non pas seulement sur le plan des droits juridiques, les égaux de leurs frères du Nord.

C'est cet accomplissement de la révolution et du socialisme que promet aujourd'hui l'entrée en vigueur de la révolution agraire dans les régions pastorales.

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral.

AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 68-69 du 21 mars 1968 fixant les modalités de création et d'organisation des commissariats chargés de la mise en valeur dans les grands périmètres ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu la charte de la Révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n°s 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et 70-72 du 2 novembre 1970 relatives au statut général de la coopération et à l'organisation précoopérative ;

Vu le décret n° 72-106 du 7 juin 1972 portant statut de la coopération agricole ;

Vu le décret n° 72-107 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la révolution agraire au niveau de la wilaya ;

Vu le décret n° 72-108 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la révolution agraire au niveau communal ;

Vu le décret n° 72-150 du 27 juillet 1972 portant statut-type du groupement précoopératif de mise en valeur ;

Vu le décret n° 72-155 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole de services spécialisée ;

permanente du progrès technique dans la commune, elles devront fonctionner démocratiquement sans se substituer à leurs membres dont la responsabilité doit s'exercer pour leur assurer une constante adaptation aux problèmes concrets des producteurs. Dans les régions pastorales, certaines fonctions dévolues par la révolution agraire aux coopératives agricoles polyvalentes communales de services reçoivent un contenu spécifique.

Ainsi, elles sont responsables, avec l'appui des services techniques spécialisés, de l'établissement et du respect des règles concernant la bonne utilisation des parcours de la commune ; elles interviennent également pour vérifier que les troupeaux introduits sur ces parcours appartiennent bien à des éleveurs de la commune autorisés et ne dépassant pas l'effectif admis.

D'autre part, elles assurent la constitution et la gestion des stocks nécessaires pour prévenir les calamités pastorales, ainsi que la répartition de l'aide de l'Etat, quand celle-ci s'avère nécessaire.

Parmi les services rendus à leurs adhérents, figurent, en priorité, tous ceux qui visent à l'amélioration de l'élevage et parmi les plus importants, les soins vétérinaires, la sélection des animaux, la création, la gestion et l'entretien des points d'eau pastoraux.

Elles ont à mettre en place un système de commercialisation de cheptel et des produits qui garantissent un revenu normal au producteur, tout en favorisant par des prix différentiels, le respect des règles de bonne conduite du troupeau.

Enfin, elles ont à assurer l'approvisionnement à bon compte et régulier des familles de leurs adhérents, en biens de consommation de base, et ont à se montrer particulièrement dynamiques pour le lancement d'activités de tous ordres susceptibles de fournir des emplois et revenus complémentaires à ceux de l'élevage. Tous les éleveurs directs au sens où l'entend la révolution agraire, ont droit, s'ils le demandent, à bénéficier des services de la coopérative pour l'amélioration de leur élevage. Mais il va de soi, qu'en contrepartie des avantages qu'ils retirent, ils sont engagés par leur adhésion à utiliser tous les services mis en place par leur coopérative, y compris en matière de commercialisation du cheptel.

La coopérative agricole polyvalente communale de services, démocratiquement gérée par ses adhérents, est le point de rencontre des besoins des producteurs et des agents chargés de dispenser l'aide, les crédits et les moyens de l'Etat. Elle doit devenir le point de rayonnement des transformations techniques, le lieu de la régulation des effectifs du troupeau et du marché de bétail, le centre à partir duquel les rapports sociaux commenceront leur transformation au niveau de la commune toute entière, sur la base de la réussite des collectifs de producteurs. Dans la bataille pour le progrès de la steppe, les coopératives agricoles polyvalentes communales de services sont les bastions fortifiés qui, déjà mis en place, auront

à démarrer les premières actions et à élargir sans cesse la qualité et l'étendue de leur influence, pour devenir les bases de la structuration économique de ces immenses espaces actuellement inorganisés. Leur importance est donc telle que l'effort des organisations politiques et, en particulier, de l'Union nationale des paysans algériens, devra porter, en premier lieu, sur la concrétisation de leur fonctionnement démocratique, pour que leur action, dépassant l'efficacité technique et économique, puisse concourir à la transformation globale de la société pastorale.

CONCLUSION

La révolution agraire, en s'appliquant à la steppe, ne procède pas seulement à une juste répartition du troupeau, au bénéfice de tous ceux qui en vivent ou qui doivent en vivre, en mettant en place une organisation efficace et démocratique des éleveurs directs ; elle crée les conditions nécessaires à la mobilisation de leurs énergies pour réaliser, avec l'aide de l'Etat, les aménagements de parcours et les améliorations de troupeaux qui aboutiront à une augmentation de la production.

Cette amélioration de la production, résultat des efforts des producteurs et de l'intervention de l'Etat, se traduira, à la fois, par une élévation du niveau de vie et des conditions de vie des habitants de la steppe, et par un meilleur approvisionnement du pays tout entier.

La régularisation à long terme des ressources pastorales et les mesures d'assistance directe qui pourront s'avérer nécessaires dans les prochaines années, en cas de disette, permettront l'allègement, puis la suppression des contraintes qui ont, jusqu'à présent, condamné les pasteurs à des déplacements incessants et de grande amplitude.

La mise en place de réseaux de services économiques, sociaux et culturels coordonnés, pourra aboutir, sur cette base, à la création de centres de vie autour desquels la sédentarisation des nomades pourra devenir une réalité positive, facteur du progrès individuel et collectif.

C'est ainsi que la révolution agraire, après avoir supprimé l'injustice et l'exploitation de l'homme par l'homme dans la steppe et après avoir rendu possible une renaissance des capacités de production de ce milieu naturel, aboutira à l'abolition de l'inégalité radicale qui opposait aux habitants des régions riches les pasteurs condamnés au mouvement et à l'isolement pour la recherche de leur subsistance.

Les citoyens qui vivent dans la steppe seront alors concrètement et non pas seulement sur le plan des droits juridiques, les égaux de leurs frères du Nord.

C'est cet accomplissement de la révolution et du socialisme que promet aujourd'hui l'entrée en vigueur de la révolution agraire dans les régions pastorales.

LOIS ET ORDONNANCES

Ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral.

AU NOM DU PEUPLE,

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n°s 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967 portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 68-69 du 21 mars 1968 fixant les modalités de création et d'organisation des commissariats chargés de la mise en valeur dans les grands périmètres ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969 portant code de la wilaya ;

Vu la charte de la Révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n°s 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et 70-72 du 2 novembre 1970 relatives au statut général de la coopération et à l'organisation précoopérative ;

Vu le décret n° 72-106 du 7 juin 1972 portant statut de la coopération agricole ;

Vu le décret n° 72-107 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la révolution agraire au niveau de la wilaya ;

Vu le décret n° 72-108 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la révolution agraire au niveau communal ;

Vu le décret n° 72-150 du 27 juillet 1972 portant statut-type du groupement précoopératif de mise en valeur ;

Vu le décret n° 72-155 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole de services spécialisée ;

Vu le décret n° 72-156 du 27 juillet 1972 portant statut-type de la coopérative agricole polyvalente communale de services ;

Le Conseil des ministres entendu,

Ordonne :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre I

Principes

Article 1^{er}. — Sont propriété de l'Etat les terres de parcours situées dans les zones steppiques telles que définies aux articles 9 et 10 ci-dessous.

A ce titre, elles sont versées au fonds national de la révolution agraire.

Art. 2. — Le cheptel appartient à celui qui l'élève et en vit directement.

Le droit d'usage des parcours est réservé aux éleveurs propriétaires qui exploitent directement et personnellement leurs troupeaux et aux attributaires de la révolution agraire au titre de la présente ordonnance.

Art. 3. — La qualité d'éleveur et les droits qui en découlent sont retirés aux propriétaires qui n'exploitent pas directement et personnellement leurs troupeaux.

Art. 4. — Dans toutes les zones d'application de la présente ordonnance, le cheptel est limité de façon à ce qu'il n'excède pas la capacité de travail de l'éleveur et de sa famille.

Art. 5. — Est aboli le régime de la « Azala » sous toutes ses formes.

Sont éteintes de plein droit et dans leur totalité, les dettes contractées sous quelque forme que ce soit par le azal à l'égard du propriétaire de cheptel dans le cadre du contrat qui les unit.

Art. 6. — Au sens de la présente ordonnance, est réputé azal, tout berger conduisant un troupeau pour le compte d'autrui avec ou sans participation aux frais d'exploitation, dans le cadre du contrat conclu de quelque manière que ce soit et percevant sa rémunération sous forme de redevance en argent ou en nature, proportionnelle au croît du troupeau ou aux bénéfices qui en découlent.

Art. 7. — Les bergers et les petits éleveurs bénéficient d'attribution de cheptel dans le cadre des dispositions de la présente ordonnance. A cet effet, l'Etat dégage les ressources financières nécessaires à l'acquisition dudit cheptel.

Art. 8. — L'Etat définit la politique, met en place les structures et dégage les moyens en matière de production, commercialisation, équipement et mise en valeur dans les zones steppiques.

Chapitre II

Des zones d'application

Art. 9. — Constituent les différentes zones steppiques faisant l'objet des dispositions de la présente ordonnance :

- zone agro-pastorale substeppique dite « zone semi-aride inférieure » comprise entre les isohyètes 300 et 400 mm ;
- zone steppe nord dite « zone aride supérieure à influence tellienne » comprise entre les isohyètes 200 et 300 mm ;
- zone steppe sud dite « zone aride inférieure à influence saharienne » comprise entre les isohyètes 200 et 300 mm ;
- zone de parcours pré-saharienne dite « région des dayas aride inférieure » située en dessous de l'isohyète 200 mm.

Les limites de ces zones sont fixées par décret.

Art. 10. — Sont considérés comme terres de parcours, l'ensemble des pâturages naturels situés dans les zones steppiques telles que définies à l'article 9 ci-dessus, à l'exclusion des terres ayant fait l'objet, à la date de publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, d'une mise en valeur constante, soit

du fait de conditions de milieu naturel favorables, soit du fait d'installations permettant une irrigation saisonnière ou permanente.

Chapitre III

Des propriétaires non-exploitants et de la limitation du cheptel

Art. 11. — Dans toutes les zones d'application de la présente ordonnance, ne peuvent détenir de cheptel ovin ou caprin en pleine propriété que les personnes qui l'exploitent directement et personnellement au sens de l'article 29 de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire, sous réserve des dispositions de l'article 14 ci-dessous et des exceptions prévues au chapitre IV du présent titre.

Art. 12. — Dans toutes les zones d'application de la présente ordonnance, le cheptel ovin ou caprin détenu en pleine propriété par des personnes qui l'exploitent directement et personnellement, est limité de façon à ce que le revenu minimum d'une famille moyenne vivant uniquement de son exploitation soit équivalent, à la date de publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, à dix mille dinars.

Art. 13. — Dans toutes les zones d'application de la présente ordonnance, l'effectif maximum de cheptel qu'il est permis à tout chef de famille de posséder en pleine propriété lorsqu'il a la qualité de propriétaire-éleveur exploitant direct et personnel est égal à l'effectif autorisé dans la commune considérée, augmenté d'autant de fois l'effectif du cheptel attribuable dans la même commune que ledit chef de famille a d'enfants à charge et ce, sans que cet effectif puisse cependant excéder 150% de l'effectif maximum.

Art. 14. — Les propriétaires non-exploitants directs et personnels visés à l'article 11 ci-dessus ainsi que les éleveurs exploitants directs et personnels dont le troupeau a fait l'objet de limitation au titre de l'article 12, sont tenus de se dessaisir du troupeau ou de l'excédent, suivant le cas.

A cet effet, ils peuvent librement les commercialiser.

Art. 15. — Les dispositions de l'article 11 ci-dessus, ne s'appliquent pas aux propriétaires non exploitants possédant un cheptel ovin ou caprin dont l'effectif n'excède pas 10 têtes.

Chapitre IV

Exceptions au principe du retrait de la qualité d'éleveur aux propriétaires non exploitants

Art. 16. — Le cheptel détenu par les éleveurs non exploitants, qui bénéficient, à titre permanent ou temporaire, des exceptions prévues dans le présent chapitre, reste soumis aux dispositions relatives à la limitation énoncées au chapitre III ci-dessus.

A - Exceptions générales

Art. 17. — Ne sont en aucun cas réputés éleveurs non exploitants au sens de la présente ordonnance :

- les propriétaires éleveurs âgés de plus de soixante ans à la date de publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire,
- les membres de l'ALN et de l'OCFLN déclarés invalides permanents à 60 % au moins par suite de leur participation à la guerre de libération nationale,
- les veuves de chouhada non remariées,
- les ascendants et descendants de chouhada au premier degré en ligne directe,
- les personnes atteintes d'une incapacité physique permanente de 60 % au moins, dûment constatée,
- les mineurs jusqu'à l'âge de leur majorité civile.

Lorsque ces mêmes catégories de personnes détiennent des droits sur un cheptel en indivision, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à leurs quotes-parts.

B - Exceptions particulières

Art. 18. — L'application des dispositions de la présente ordonnance relative aux éleveurs non exploitants, est suspendue

à l'égard de tout propriétaire reconnu temporairement absent, et ce, pendant la durée de son absence.

Art. 19. — Est reconnu comme temporairement absent :

a) tout éleveur ayant émigré en qualité de travailleur à l'étranger.

Toutefois, l'éleveur propriétaire d'un cheptel susceptible de lui procurer des ressources suffisantes pour le faire vivre et dont l'effectif est supérieur à celui attribuable et qui a émigré en qualité de travailleur à l'étranger, est tenu de reprendre l'exploitation de son cheptel dans un délai de deux (2) ans. Passé ce délai, il est réputé éleveur non exploitant.

b) tout éleveur se trouvant en situation de mobilisation dans le cadre du service national ;

c) tout éleveur se trouvant sous l'effet d'une incapacité juridique temporaire, le mettant dans l'impossibilité d'exploiter directement et personnellement son cheptel ;

d) tout éleveur qui produit la preuve qu'il se trouve temporairement dans l'incapacité physique de l'exploiter directement et personnellement au sens de la présente ordonnance.

Art. 20. — Tout éleveur qui se prévaut des dispositions de l'article précédent en vue d'être reconnu temporairement absent, est tenu de déclarer ou de faire déclarer son cheptel à l'assemblée populaire communale où il est situé et ce, dans l'année qui suit la publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire ; faute de quoi, après constat d'abandon consécutif à enquête préalable, il est déchu de sa qualité d'éleveur.

Art. 21. — Pendant la durée de son absence, tout éleveur reconnu temporairement absent est tenu de confier l'exploitation de son cheptel :

a) soit à un parent ou à une tierce personne résidant dans la commune où est situé ledit cheptel, à condition que celui-ci l'exploite directement et personnellement au sens de la présente ordonnance et qu'il possède, en outre, la qualité de berger ou de petit éleveur ;

b) soit à tout groupement pré-coopératif ou toute coopérative d'élevage d'attributaires en activité sur le territoire de la même commune.

Le cheptel dont l'exploitation est ainsi confiée à un tiers à titre onéreux ou gratuit, fera l'objet de déclaration auprès des services de l'assemblée populaire de la commune où il est situé.

Art. 22. — Tout éleveur reconnu temporairement absent est tenu de reprendre directement et personnellement, au sens de la présente ordonnance, l'exploitation de son cheptel dans l'année qui suit la fin de son absence ; faute de quoi, il est réputé éleveur non exploitant.

Art. 23. — N'est pas réputée éleveur non exploitant au sens de la présente ordonnance, toute femme détentrice d'un droit de propriété sur un cheptel et à l'exploitation duquel elle se fait substituer soit par son conjoint, soit lorsqu'elle n'est pas mariée, par l'un de ses ascendants directs ou l'un de ses frères ou l'un de ses oncles.

Lorsque la personne chargée de l'exploitation par substitution du cheptel concerné est le conjoint, celui-ci est tenu de s'y livrer directement et personnellement au sens de la présente ordonnance ; faute de quoi, il est réputé éleveur non exploitant.

Lorsque la femme détentrice du droit de propriété n'est pas mariée, elle est tenue de choisir parmi les parents visés à l'alinéa 1^{er} du présent article, un parent qui doit exploiter directement et personnellement ce cheptel ; faute de quoi, elle est déchu de sa qualité de propriétaire éleveur.

Art. 24. — Est réputée éleveur non exploitant, au sens de la présente ordonnance, toute femme détentrice d'un droit de propriété sur un cheptel à l'exploitation duquel elle se fait substituer par toute personne autre que l'une de celles auxquelles l'alinéa premier de l'article précédent autorise de recourir.

Néanmoins, échappe à la qualification de propriétaire non exploitant, toute femme qui reçoit par héritage un cheptel,

à condition qu'elle administre la preuve que ses ressources proviennent essentiellement de son droit sur ledit cheptel et ce, même si l'exploitation par substitution de ce cheptel est confiée à toute personne que l'une de celles auxquelles l'alinéa premier de l'article précédent autorise de recourir.

Art. 25. — L'exploitation par substitution de tout cheptel appartenant à un mineur autre qu'émancipé, est autorisée jusqu'à l'âge de sa majorité civile.

Elle est confiée en priorité et à l'exclusion de toute autre personne, soit à l'un des ascendants directs dudit mineur, soit à l'un de ses frères, soit à l'un de ses oncles paternels ou, à défaut, à l'un de ses oncles maternels.

Art. 26. — A défaut des proches parents énumérés au second alinéa de l'article précédent, l'exploitation par substitution du cheptel concerné est confiée à un tuteur choisi par le notaire. Dans ce cas, le tuteur est habilité à exploiter lui-même ledit cheptel, directement et personnellement au sens de la présente ordonnance.

Art. 27. — Tout mineur détenteur d'un droit de propriété sur un cheptel est tenu dans un délai d'un an, à dater de sa majorité, d'en assurer l'exploitation directe et personnelle au sens de la présente ordonnance ; faute de quoi, il sera réputé éleveur non exploitant.

Chapitre V

De l'attribution du cheptel

Art. 28. — Dans toute commune située en zone pastorale, l'effectif du cheptel ovin ou caprin attribué au titre de la révolution agraire, est déterminé de façon à ce que le revenu minimum d'une famille moyenne vivant uniquement de l'exploitation de ce cheptel soit équivalent, à la date de publication de la présente ordonnance au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, à trois mille cinq cents dinars.

Art. 29. — L'attribution de cheptel est gratuite et individuelle. Toutefois, les attributaires de cheptel sont tenus de constituer des coopératives d'élevage auxquelles sont attribuées des terres de parcours collectives.

Art. 30. — Tout attributaire de cheptel ovin ou caprin au titre de la révolution agraire, doit remplir l'ensemble des conditions ci-après :

- être de nationalité algérienne,
- jouir de ses droits civiques,
- n'avoir pas adopté une attitude indigne durant la guerre de libération nationale,
- être majeur à la date d'attribution,
- être apte physiquement aux activités d'élevage,
- être berger de profession,
- ne disposer d'aucune source de revenu permanente en dehors de ses activités professionnelles dans l'élevage,
- ne pas être propriétaire de cheptel ou posséder un cheptel dont l'effectif est inférieur à celui déterminé à l'article 28 ci-dessus.

Tout petit éleveur bénéficiant d'une attribution de cheptel, est tenu d'adhérer à une coopérative d'élevage.

Art. 31. — Dans toutes les zones d'application de la présente ordonnance, les attributaires sont choisis parmi les catégories des personnes ci-après mentionnées par ordre de priorité :

a) les bergers conduisant un troupeau pour le compte de propriétaires tenus de se dessaisir de leur cheptel au titre de l'article 14 ci-dessus et ce, qu'ils aient la qualité de salarié permanent ou saisonnier, de asal ou de gérant associé au droit du troupeau en vertu de contrats conclus de quelque manière que ce soit ;

b) les moudjahidine éleveurs et les fils de chounada éleveurs sans troupeaux, n'ayant bénéficié par ailleurs d'aucune mesure de reclassement ;

c) les bergers sans troupeau et les petits éleveurs possédant un cheptel dont l'effectif est inférieur à celui déterminé à l'article 28 ci-dessus, sous réserve des conditions énumérées à l'article 30 ci-dessus et notamment l'obligation d'adhérer à une coopérative d'élevage.

A l'intérieur de chacune des catégories d'attributaires ci-dessus énumérées, priorité est reconnue en considération du nombre de personnes à charge.

Art. 32. — Les obligations s'attachant à la qualité d'attributaire et découlant des dispositions de l'article 126 de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire, feront l'objet d'un décret ultérieur.

Toutefois, l'attributaire est tenu de maintenir l'effectif des brebis reproductrices au moins égal à celui qui a été attribué au titre de l'article 28 ci-dessus.

L'attributaire est tenu dans le cadre des dispositions de la présente ordonnance et des textes pris pour son application, de procéder à la reconstitution du cheptel initialement attribué en cas de mortalité ou destruction par suite de calamités ou quelque événement que ce soit.

Art. 33. — Tout attributaire qui ne se conforme pas aux obligations édictées à l'article précédent, est passible de sanctions dont le degré de gravité et les conséquences qu'elles comportent sont susceptibles d'aller jusqu'à la déchéance de la qualité d'attributaire, dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 et des textes subséquents.

Art. 34. — Les dispositions du chapitre III du titre 1° sont applicables exclusivement aux éleveurs exploitants directs et personnels utilisant les terres de parcours définies aux articles 9 et 10.

Une réglementation particulière relative à l'élevage intensif ou industriel sera édictée ultérieurement.

Les travailleurs salariés de l'élevage bénéficient, sur l'ensemble du territoire national, des dispositions de la législation du travail et de la législation sociale en vigueur.

Art. 35. — Dans toutes les zones d'application de la présente ordonnance, les éleveurs propriétaires peuvent continuer à exploiter leurs troupeaux jusqu'à application effective de la révolution agraire.

Art. 36. — Il est créé au sein du fonds national de la révolution agraire, tel que défini aux articles 18 à 27 de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire, une rubrique spécifique aux zones steppiques telles que définies aux articles 9 et 10 ci-dessus.

Cette rubrique retrace l'ensemble des opérations liées à l'application de la révolution agraire en zones steppiques et notamment l'affectation des terres de parcours au fonds national de la révolution agraire ainsi que les achats et les attributions de cheptel.

Les modalités d'exécution des dispositions du présent article, feront l'objet de textes ultérieurs.

Art. 37. — Les dispositions de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 relatives aux modalités pratiques de mise en œuvre de la révolution agraire et aux agents et organes chargés de leur exécution, sont applicables aux opérations définies dans le présent titre.

TITRE II

ORGANISATION ET EXPLOITATION DES TERRES DE PARCOURS

Art. 38. — La commune située en zones pastorales constitue l'assise territoriale d'exécution des dispositions de la présente ordonnance.

Art. 39. — Les terres de parcours de chaque commune située en zones pastorales sont réparties :

- en terres de parcours attribuées collectivement en vue de la constitution de coopératives d'élevage,
- en terres de parcours communes aux éleveurs,

— en terres de parcours dégradées susceptibles, après leur mise en valeur, soit d'être attribuées, soit d'être mises en réserve.

Art. 40. — L'assemblée populaire communale veille avec l'aide de la coopérative agricole polyvalente communale de services (CAPCS), à l'organisation et aux conditions d'utilisation des terres de parcours de son ressort territorial.

L'utilisation des pâturages par les coopératives d'élevage et les éleveurs donne lieu au versement d'une redevance au profit de la commune.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont précisées par décret.

Art. 41. — Dans toute commune située en zones pastorales, la répartition des terres de parcours entre les différentes catégories définies à l'article 39, tient compte de l'effectif du cheptel devant être maintenu sur le territoire de la commune, du nombre de propriétaires remplissant les conditions nécessaires à la poursuite de leurs activités d'élevage une fois les mesures de la révolution agraire appliquées ainsi que du nombre d'attributaires dans la commune concernée.

Des décrets détermineront par zone homogène, un maximum et un minimum de superficie à affecter :

- aux terres de parcours communes aux éleveurs,
- aux terres de parcours à attribuer collectivement.

Art. 42. — Les terres de parcours communes aux éleveurs sont constituées, au sein de chaque commune située en zones pastorales, par les terres de parcours non attribuées collectivement et aptes à recevoir une charge en cheptel.

Ces terres sont accessibles au cheptel de tout éleveur propriétaire exploitant direct et personnel ainsi qu'aux personnes bénéficiant des dispositions de l'article 15 ci-dessus.

Art. 43. — Les terres de parcours dégradées, inaptes à recevoir une charge normale en cheptel, peuvent être attribuées aux personnes répondant aux critères de l'article 30 ci-dessus sous la forme de groupement de mise en valeur.

Ces groupements sont régis par les dispositions du décret n° 72-150 du 27 juillet 1972. Dès que les travaux d'aménagement de l'aire attribuée ont eu pour effet de reconstituer un pâturage apte à supporter une charge suffisante en cheptel, le groupement de mise en valeur se transforme, après avis conforme de la coopérative agricole polyvalente communale de services, en coopérative d'élevage ; il est alors procédé à une attribution de cheptel aux coopérateurs dans les conditions fixées à l'article 28 ci-dessus.

Toutefois, pendant la durée des travaux d'aménagement et sur proposition de la CAPCS, le groupement de mise en valeur peut recevoir une première attribution de cheptel.

Art. 44. — Les personnes ayant bénéficié d'une attribution en cheptel au titre de l'article 28 ci-dessus, sont tenues de constituer des coopératives d'élevage selon les modalités qui seront déterminées par des textes ultérieurs.

Les coopératives ainsi constituées bénéficient d'une attribution collective de terres de parcours.

Art. 45. — Les superficies des terres de parcours attribuées au titre de l'article 29 ci-dessus, sont déterminées suivant la qualité du pâturage de façon qu'elles puissent supporter l'ensemble du cheptel attribué aux membres de la coopérative.

La superficie attribuée doit rester comprise entre des fourchettes fixées par décret.

Art. 46. — Les attributaires membres d'une coopérative d'élevage sont tenus de se conformer aux statuts de la coopérative et à son règlement intérieur ainsi qu'aux clauses d'un cahier des charges qui déterminera notamment les conditions de conduite du troupeau ainsi que celles relatives à l'exploitation, l'aménagement et l'entretien des pâturages.

Art. 47. — Les coopératives d'élevage et les groupements de mise en valeur constitués au titre des dispositions de la présente ordonnance, sont tenus d'adhérer à la coopérative agricole polyvalente communale de services implantée dans la commune.

Art. 48. — Une fois les opérations de la révolution agraire achevées dans la commune, les éleveurs propriétaires peuvent,

adhérer individuellement aux coopératives constituées par les attributaires conformément aux statuts de celles-ci, ou constituer entre eux des groupements précoopératifs ou des coopératives.

Les groupements précoopératifs et les coopératives ainsi constitués sont tenus d'adhérer à la CAPCS.

Les éleveurs propriétaires exploitant individuellement leurs troupeaux, peuvent librement adhérer à la coopérative agricole polyvalente communale de services située dans leur commune de résidence.

Toutefois, les sociétaires et les usagers individuels ou collectifs de la CAPCS sont tenus d'utiliser l'ensemble des services qu'elle met à leur disposition, y compris pour la commercialisation des produits de l'élevage.

TITRE III

DEVELOPPEMENT PASTORAL

Chapitre I

Aménagement

Art. 49. — Le développement intégré des zones steppiques s'inscrit dans la stratégie du développement national. Il comprend des actions d'équipement et d'aménagement visant au rétablissement de l'équilibre agro-pastoral et à la promotion économique, sociale et culturelle des éleveurs.

Art. 50. — Sur toute l'étendue des zones steppiques définies à l'article 9 ci-dessus, sont effectués des travaux d'inventaire ainsi que des travaux d'aménagement, de mise en valeur, de reboisement et de conservation des pâturages et des nappes alfatières.

Il sera procédé à la cartographie, au recensement de la végétation et à l'inventaire des ressources en pâturage et en eau.

Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire prend des mesures nécessaires en vue d'organiser et d'exécuter ces travaux. Il établit, dans le cadre du plan national, un plan d'aménagement et de mise en valeur, en fixant l'ordre d'urgence des opérations et leur classement en programmes annuels et pluriannuels ainsi que leur délai d'exécution en liaison avec les organes d'exécution de la révolution agraire et les CAPCS.

Il désigne, à cet effet, les organismes chargés de l'exécution technique de ces opérations.

Art. 51. — Le plan d'aménagement et de mise en valeur visé à l'article ci-dessus, comporte un programme d'exploitation des ressources hydrauliques sur toute l'étendue de la zone steppe.

Art. 52. — La mise en défens de certaines aires steppiques en vue de leur mise en valeur, est prononcée par arrêté du wali.

Le même arrêté fixe la durée de la mise en défens, ainsi que les travaux de restauration et d'aménagement à exécuter sur le périmètre concerné.

Art. 53. — Les aires steppiques mises en défens sont protégées et organisées en groupements de mise en valeur dans les conditions prévues à l'article 42 ci-dessus.

Art. 54. — Il est procédé à la régénération de la végétation des parcours dans les conditions appropriées au climat et au sol.

Art. 55. — Les mesures d'ordre technique relatives aux cultures et assolements pratiqués dans la zone agro-pastorale substeppe définie à l'article 9, alinéa a, sont précisées par le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 56. — Des zones de mise en valeur peuvent être constituées dans les zones steppiques définies à l'article 9 ci-dessus conformément à l'ordonnance n° 68-69 du 22 mars 1968 relative aux grands périmètres.

La délimitation des zones de mise en valeur ainsi que le programme y afférent font l'objet d'un décret.

Art. 57. — Les dispositions de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire et notamment les articles 146 à 153, sont applicables de plein droit aux exploitants des zones de mise en valeur constituées dans les zones steppiques.

Art. 58. — L'aménagement du barrage vert constitue un programme de lutte contre la desertification et de développement des zones steppiques.

Chapitre II

Amélioration du troupeau

Art. 59. — Tout troupeau situé dans les zones définies à l'article 9 ci-dessus, quel qu'en soit le détenteur ou le propriétaire, devra à l'expiration de deux années après la date de mise en application de la présente ordonnance dans la zone considérée, répondre à la composition ci-après :

- 5 % de caprins laitiers,
- 5 % de béliers,
- 90 % de brebis reproductrices.

A l'expiration du délai ci-dessus, et en l'absence de dérogation, les caprins et les béliers en surnombre dans un troupeau devront être commercialisés. Le défaut de commercialisation du troupeau en surnombre dans un délai d'un mois après la date de constatation des faits, entraîne pour les détenteurs et propriétaires contrevenants, le retrait de la carte professionnelle et la cessation de l'aide et des services fournis par la CAPCS.

Le contrôle régulier de la composition des troupeaux est assuré par l'APC avec l'aide de la CAPCS.

Art. 60. — L'organisation des échanges entre les zones steppiques et les zones agricoles fera l'objet d'une réglementation particulière qui précisera, d'une part, les conditions de transfert vers les zones à cultures fourragères intensives des animaux non reproducteurs à engraisser et d'autre part, les conditions de transfert vers les zones steppiques, des produits fourragers et aliments concentrés.

Art. 61. — Il est institué un livre généalogique pour l'inscription des sujets d'élite des principales races d'ovins. Le centre national de la recherche zootechnique est chargé de la tenue et du suivi du livre généalogique selon les modalités qui seront fixées par arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire.

Art. 32. — Il est créé :

- un centre de production de géniteurs ou « haras » par wilaya,
- un centre d'insémination artificielle par « haras »,
- un centre vétérinaire par daïra,
- un centre dispensaire vétérinaire au sein de chaque coopérative agricole polyvalente communale de services.

Chapitre III

Commercialisation des produits d'élevage

Art. 63. — Outre la mission dévolue par l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 susvisée et les textes subséquents, la CAPCS assure, en particulier, la commercialisation des produits de l'élevage dans les zones d'application de la présente ordonnance.

Sous réserve des dispositions de l'article 48 ci-dessus, les éleveurs commercialisent librement leurs produits.

Les attributaires sont tenus de commercialiser leurs produits par la CAPCS.

La CAPCS organise, également, les échanges de ces produits entre ces zones et les zones du nord du pays.

Chapitre IV

Organisation professionnelle des éleveurs

Art. 64. — Au sens de la présente ordonnance :

- est réputée « éleveur » toute personne qui conduit, alimente, entretient et exploite un troupeau pour son propre compte,
- est réputé berger tout travailleur qui conduit, alimente et tient un troupeau pour le compte d'un tiers,
- est réputée petit éleveur toute personne qui conduit, alimente, entretient et exploite, pour son propre compte, un

troupeau dont l'effectif est inférieur à celui attribué au titre de l'article 29.

Art. 65. — Il est institué une carte professionnelle d'éleveur.

La carte professionnelle constate la qualité d'éleveur direct et personnel. Elle ouvre droit à l'utilisation des parcours et au bénéfice de l'aide et services fournis par l'Etat.

Elle est délivrée aux attributaires de la révolution agraire et, après les opérations de limitation, aux éleveurs directs et personnels.

Art. 66. — La carte professionnelle d'éleveur prévue à l'article 65 ci-dessus est délivrée par le wali sur la base d'une liste approuvée par délibération de l'APCE.

Art. 67. — La nature juridique et les modalités d'attribution de la carte d'éleveur sont précisées par décret.

Art. 68. — Les communes situées en zones pastorales tiennent un registre des éleveurs.

Elles procèdent régulièrement, par l'intermédiaire des coopératives agricoles polyvalentes communales de services, à la vérification de la conformité des mentions portées sur les cartes d'éleveurs avec les effectifs réels des troupeaux.

Art. 69. — Les éleveurs propriétaires peuvent employer, au titre des exceptions prévues par les dispositions énoncées au chapitre IV du titre 1^{er} ci-dessus, un berger.

Les coopératives et les éleveurs peuvent employer des travailleurs saisonniers.

Les conditions et périodes d'emploi des travailleurs saisonniers sont précisées par décret.

Les bergers et les travailleurs saisonniers bénéficient des dispositions de la législation du travail et de la législation sociale en vigueur.

Chapitre V

Sédentarisation

Art. 70. — L'Etat met en place l'ensemble des équipements nécessaires à la formation des conditions de vie dans les zones steppiques.

Art. 71. — La sédentarisation des éleveurs est favorisée notamment par la construction de villages pastoraux.

Art. 72. — Les programmes de développement des zones steppiques portent à la fois sur les infrastructures économiques, sociales et culturelles.

Art. 73. — La mise en place de l'infrastructure économique favorise notamment la création d'industries des produits de l'élevage et de l'artisanat.

Chapitre VI

Organisation contre les calamités pastorales

Art. 74. — Sont considérés, comme calamités pastorales, la sécheresse, la disette, l'épizootie, les tempêtes de neige et d'une façon générale, tous les dommages d'une gravité exceptionnelle dus à agent naturel.

L'Etat organise la lutte contre les calamités pastorales.

Les dispositions du présent article sont précisées par décret. Le même décret détermine les attributions et le fonctionnement des organes nationaux et régionaux de lutte contre les calamités pastorales.

Art. 75. — Toute coopérative agricole polyvalente communale de services située en zone steppique, est tenue de constituer et d'entretenir un stock de fourrage, d'orge et d'aliments en prévision des calamités pastorales.

La constitution de ces stocks ainsi que leurs frais d'entretien sont financés conjointement par une subvention de l'Etat et par une cotisation annuelle versée par les éleveurs.

Les modalités pratiques d'application des dispositions du présent article, sont précisées par décret.

Art. 76. — Il est institué un système d'assurance mutuelle destiné à couvrir les risques de mortalité du cheptel. Les conditions d'adhésion et de couverture du risque ainsi que les taux de cotisation et les modalités de financement seront déterminés par décret.

TITRE IV

PROTECTION DES ZONES STEPPIQUES

Art. 77. — Sur toute l'étendue des zones steppiques telles que définies à l'article 9 ci-dessus, sont interdits l'arrachage et la destruction de tous végétaux ligneux ou semi-ligneux et d'une matière générale, toute action ayant pour effet de favoriser la dégradation des pâturages ou l'érosion éolienne ou fluviale.

Sauf dérogation accordée par les autorités des wilayas, aucun labour ne peut être effectué dans ces zones, les dérogations ci-dessus visées, sont accordées par le wali :

- pour les terres situées en zone agro-pastorale définie à l'article 9 ci-dessus,
- lorsque les superficies concernées peuvent bénéficier d'une irrigation d'appoint dans les autres zones.

Les dispositions de l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire et notamment celles relatives à la nationalisation totale ou partielle des terres, sont applicables de plein droit dans ces cas.

Art. 78. — Le défaut d'entretien et de conservation des pâturages et, plus généralement, le non-respect des règlements d'exploitation déterminés par le cahier des charges visés à l'article 46 ci-dessus, peuvent entraîner suivant la gravité de l'infraction commise :

- la suppression provisoire du pacage sur une parcelle de terre de parcours de la coopérative d'élevage concernée,
- la substitution de la coopérative agricole polyvalente communale de services à la coopérative d'élevage pour effectuer les travaux prévus aux règlements d'exploitation et ce, à la charge exclusive de la coopérative d'élevage concernée,
- la déchéance de la qualité d'attributaire de la révolution agraire du ou des membres de la coopérative en infraction.

Art. 79. — Les éleveurs propriétaires sont tenus au respect de la réglementation relative à l'entretien, à la conservation et à l'exploitation des pâturages.

Les faits commis en infraction aux dispositions du présent titre sont constatés et poursuivis comme délits dans les aires soumises au régime forestier.

En cas de récidive, il peut être prononcé le retrait de la carte professionnelle d'éleveur ainsi que l'exclusion de la coopérative agricole polyvalente communale de services de la commune du lieu de l'infraction.

TITRE V

Dispositions transitoires

Art. 80. — A titre transitoire, le droit d'achaba est reconnu à l'ensemble des éleveurs des zones steppiques sous réserve du respect des obligations découlant des dispositions de la présente ordonnance et des textes pris pour son application.

Les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par décret. Le même décret précise l'organisation de l'achaba.

Art. 81. — Les dispositions de la présente ordonnance sont précisées s'il échet, par des textes ultérieurs.

Art. 82. — Toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance, sont abrogées.

Art. 83. — La présente ordonnance prend effet à compter du 17 juin 1975 et sera publiée au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 juin 1975

Houari BOUMEDIENE

SOMMAIRE (Suite)

DECRETS, ARRETES, DECISIONS
ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTERE

Décret n° 84-152 du 16 juin 1984 fixant les attributions du Premier ministre, p. 656.

Décret n° 84-153 du 23 juin 1984 complétant le décret n° 79-300 du 31 décembre 1979 portant revalorisation des traitements des fonctionnaires, p. 657.

Arrêtés des 30 et 31 octobre 1983 portant mouvement dans le corps des administrateurs, p. 657.

MINISTERE DES FINANCES

Décret n° 84-154 du 23 juin 1984 portant virement de crédit au budget du ministère de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat, p. 667.

MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Décrets du 31 mai 1984 mettant fin aux fonctions de directeurs de la réglementation et de l'administration locale au sein des conseils exécutifs de wilayas, p. 668.

Décrets du 31 mai 1984 mettant fin aux fonctions de chefs de daïras, p. 668.

Décrets du 1er juin 1984 portant nomination de secrétaires généraux de wilayas, p. 669.

Décrets du 1er juin 1984 portant nomination de chefs de daïras, p. 670.

Arrêté interministériel du 3 avril 1984 rendant exécutoire la délibération n° 19 du 19 novembre 1982 de l'assemblée populaire de la wilaya de Biskra, portant création de l'Entreprise de wilaya des matériaux de construction de Biskra « S.O.M.A.C.O.B.I.S. de Biskra », p. 670.

Arrêté interministériel du 3 avril 1984 rendant exécutoire la délibération n° 10 du 16 mai 1983 de l'assemblée populaire de la wilaya de Constantine, portant création de l'Entreprise de wilaya des matériaux de construction de Constantine « S.O.M.A.C.O.M. de Constantine », p. 671.

Arrêté interministériel du 16 mai 1984 rendant exécutoire la délibération n° 4 du 8 février 1982 de l'assemblée populaire de la wilaya de Chlef, portant création de l'Entreprise de wilaya de réalisation du génie et des ouvrages électriques « S.O.R.E.L.E.C. de Chlef », p. 671.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Décret n° 84-155 du 23 juin 1984 portant application de l'article 68 du code de la route relatif aux manifestations sportives se déroulant sur la voie publique, p. 672.

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS

Arrêté interministériel du 12 juin 1984 fixant le prix de l'eau, p. 674.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté interministériel du 30 mai 1984 portant organisation et ouverture d'un concours professionnel pour l'accès au corps des ingénieurs d'application du ministère des travaux publics, p. 675.

LOIS ET ORDONNANCES

Loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts.

Le Président de la République,

Vu la Charte nationale ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 14, 151 et 154 ;

Vu la loi n° 82-02 du 6 février 1982 relative au permis de construire et de lotir ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983 portant code des eaux ;

Vu l'ordonnance n° 66-62 du 26 mars 1966 relative aux zones et aux sites touristiques ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal, ensemble les textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée, portant code de wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 74-107 du 6 décembre 1974 portant code de la route ;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 17 juillet 1975 portant code pastoral ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975 portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier ;

Vu l'ordonnance n° 76-4 du 20 février 1976 relative aux règles applicables en matière de sécurité contre les risques de l'incendie et de panique et à la création des commissions de prévention et de protection civile ;

Vu l'ordonnance n° 76-48 du 25 mai 1976 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 76-79 du 23 octobre 1976 portant code de la santé publique ;

Vu le décret n° 82-437 du 11 décembre 1982 portant ratification du protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord en matière de lutte contre la désertification, signé au Caire le 5 février 1977 ;

Vu le décret n° 82-440 du 11 décembre 1982 portant ratification de la convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, signée à Alger le 15 septembre 1968 ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages, menacées d'extinction, signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale,
Promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — La présente loi portant régime général des forêts a pour objet la protection, le développement, l'extension, la gestion et l'exploitation des forêts, des terres à vocation forestière et des autres formations forestières ainsi que la conservation des sols et la lutte contre toute forme d'érosion.

Chapitre I

Principes généraux

Art. 2. — Le patrimoine forestier est une richesse nationale. Le respect de l'arbre est un devoir pour tous les citoyens.

Art. 3. — La protection et le développement des forêts sont une exigence fondamentale de la politique nationale de développement économique et social.

Art. 4. — Le développement du patrimoine forestier s'intègre dans le processus de planification nationale.

Art. 5. — Les institutions nationales mettent en œuvre des programmes de sensibilisation, de vulgarisation et d'éducation pour favoriser la protection et le développement du patrimoine forestier.

Art. 6. — Sont déclarés d'intérêt national :

1°) la protection, le développement et l'utilisation rationnelle des forêts, des autres formations forestières et des terres à vocation forestière ;

2°) la préservation et la lutte contre les incendies et toutes les altérations ou dégradations du milieu forestier ;

3°) la protection et l'utilisation rationnelle des terres soumises à l'érosion et à la désertification.

Chapitre II

Champ d'application

Art. 7. — Sont soumises au régime général des forêts :

- les forêts,
- les terres à vocation forestière,
- les autres formations forestières.

Toutefois, l'affectation d'une partie du patrimoine forestier à un régime juridique autre que forestier est fixée par décret.

Art. 8. — On entend par forêt, toute terre couverte d'essences forestières sous forme de peuplements à l'état normal.

Art. 9. — On entend par peuplement à l'état normal, tout peuplement comportant au minimum :

- cent (100) arbres à l'hectare en état de maturité en zone aride et semi-aride,
- trois cents (300) arbres à l'hectare en état de maturité en zone humide et sub-humide.

Art. 10. — On entend par terre à vocation forestière :

— toutes terres couvertes de bois et maquis ou d'essences forestières résultant de la dégradation des forêts, et ne remplissant pas les conditions fixées aux articles 8 et 9 de la présente loi,

— toutes terres qui, pour des raisons écologiques et économiques, trouvent leur meilleure utilisation dans l'établissement d'une forêt.

Art. 11. — On entend par autres formations forestières, toute végétation arborée constituée en bosquets, bandes, brise-vent, haies quel que soit son état.

Chapitre III

Constitution du domaine forestier national

Art. 12. — Le domaine forestier national fait partie du domaine économique de l'Etat ou des collectivités locales.

Art. 13. — Sont versées dans le domaine forestier national :

- les forêts,
- les terres à vocation forestière appartenant à l'Etat, aux collectivités locales, établissements et organismes publics,
- les autres formations forestières appartenant à l'Etat, aux collectivités locales, établissements et organismes publics.

Art. 14. — Le domaine forestier national est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

TITRE II

PROTECTION DU PATRIMOINE FORESTIER

Chapitre I

Règles générales

Art. 15. — La protection du patrimoine forestier est une condition de son développement.

Il est du devoir de chacun de contribuer à sa sauvegarde.

Art. 16. — L'Etat prend toutes les mesures de protection pour assurer la pérennité du patrimoine forestier et le garantir contre toute atteinte et dégradation.

Chapitre II

Défrichement

Art. 17. — Le défrichement consiste, au sens de la présente loi, en l'opération de réduction de la superficie du patrimoine forestier à des fins autres que celles permettant son aménagement et son développement.

Art. 18. — Aucun défrichement ne peut avoir lieu sans autorisation préalable délivrée par le ministre chargé des forêts après avis des collectivités locales concernées et après reconnaissance de l'état des lieux.

Chapitre III

Protection contre les incendies et les maladies

Art. 19. — La prévention et la lutte contre les incendies nécessitent la participation des différentes structures de l'Etat. Les règles relatives, notamment aux structures concernées, l'organisation de la prévention et la lutte et les moyens à mettre en œuvre sont précisés par voie réglementaire.

Art. 20. — Toute personne valide ne peut refuser son concours si elle est requise par les autorités compétentes pour combattre l'incendie de forêt,

L'Etat garantit la réparation des dommages occasionnés aux personnes requises à cet effet.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie de décret.

Art. 21. — L'incinération, en dehors des habitations et des endroits spécialement aménagés à cet effet, de tous végétaux, bois mort, chaume et autres objets susceptibles d'être source d'incendie est interdite à l'intérieur et à proximité du patrimoine forestier. Toutefois, certains feux sont autorisés lorsque toutes les précautions de nature à éviter l'incendie de forêt auront été prises.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 22. — Sans préjudice des dispositions du code de la route, les engins opérant dans le patrimoine forestier ou à proximité doivent être munis d'un dispositif normalisé de sécurité tendant à éviter tout risque d'incendie de forêt.

Art. 23. — Les structures de l'Etat chargées de l'entretien du réseau routier national, les organismes chargés du transport par voie ferrée, de l'adduction, de la gestion et de l'exploitation du gaz et de l'électricité sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir tout risque d'incendie de forêt.

Art. 24. — Les décharges dans le domaine forestier national sont interdites ainsi que le dépôt ou l'abandon de tout autre objet susceptible de provoquer un incendie.

Toutefois, certaines décharges peuvent être autorisées par le président de l'assemblée populaire communale, l'administration des forêts préalablement consultée.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par voie réglementaire.

Art. 25. — Le ministère chargé des forêts organise et prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir et lutter contre les maladies et les prédateurs, parasites et toutes les formes de dégradations affectant le patrimoine forestier.

Chapitre IV

Pâturage

Art. 26. — Le pâturage dans le domaine forestier national est organisé par voie réglementaire. Il est cependant interdit :

- dans les jeunes reboisements,
- dans les zones incendiées,
- dans les régénérations naturelles,
- dans les aires protégées.

Chapitre V

Construction dans le domaine forestier national ou à proximité

Art. 27. — Aucun atelier à façonner le bois, chantier ou magasin pour faire le commerce du bois ou produits dérivés du bois ne peuvent être établis

sans autorisation du ministère chargé des forêts et conformément à la réglementation en vigueur, à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national.

Art. 28. — Aucun four à chaux ou à plâtre, aucune briquetterie ou tuilerie, aucun four de fabrication de matériaux de construction ou autre unité quelconque dont l'activité peut être une source d'incendie ne peuvent être établis à l'intérieur et à moins d'un (1) km du domaine forestier national sans autorisation du ministère chargé des forêts et conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 29. — Aucun campement, logé, baraque, hangar ou aire de stockage de bois ne peuvent être établis sans autorisation du président de l'assemblée populaire communale, l'administration des forêts préalablement consultée, conformément à la réglementation en vigueur, à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national.

Art. 30. — Aucune usine à scie de bois ne peut être établie à l'intérieur et à moins de deux (2) kms du domaine forestier national sans autorisation du ministère chargé des forêts et conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 31. — Les constructions et travaux dans le domaine forestier national sont effectués après autorisation du ministère chargé des forêts et conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 32. — Les propriétaires et les gestionnaires d'immeubles, d'usines, d'établissements, hangars et autres constructions établis antérieurement à la publication de la présente loi à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier national sont tenus de se faire connaître, dans un délai d'un an auprès du ministère chargé des forêts qui leur prescrit les mesures propres à protéger le patrimoine forestier.

Chapitre VI

Extraction de matériaux

Art. 33. — L'extraction ou l'enlèvement de matériaux, notamment des carrières, sablières à des fins de travaux publics ou l'exploitation minière effectués dans le domaine forestier national sont soumis à l'autorisation du ministère chargé des forêts.

Chapitre VII

Usages dans le domaine forestier national

Art. 34. — Dans le domaine forestier national, les usages consistent pour les personnes vivant à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier national dans l'utilisation de ce dernier et de certains de ses produits pour leurs besoins domestiques et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Art. 35. — Les usages autorisés sont classés en plusieurs catégories dont notamment ceux relatifs :

- aux infrastructures du domaine forestier national,
- aux produits de la forêt,

— au pâturage,

— à certaines autres activités annexes en association avec la forêt et son environnement immédiat.

Art. 36. — Aucun usage dans le domaine forestier national ne peut être exercé en dehors des dispositions de la présente loi.

TITRE III

AMENAGEMENT - CLASSIFICATION - GESTION ET EXPLOITATION DES FORETS

Chapitre I

Règles d'aménagement

Art. 37. — Les forêts sont assujetties à un plan d'aménagement arrêté par le ministre chargé des forêts après consultation des collectivités locales, conformément à la politique nationale d'aménagement du territoire.

Art. 38. — Le plan d'aménagement comprend notamment toutes les actions d'études, de gestion, d'exploitation et de protection concourant à un développement intégré, économique et social de la forêt.

Art. 39. — Dans le cadre de la politique nationale de développement du secteur forestier, il est établi un inventaire forestier national périodique, quantitatif et qualitatif du patrimoine forestier.

Art. 40. — Il est institué un cadastre forestier national.

Chapitre II

Classification et gestion

Art. 41. — Compte tenu de leurs potentialités et des besoins socio-économiques et locaux, les forêts sont classées en :

1° forêts de rapport ou d'exploitation dont la fonction principale est la production du bois et autres produits forestiers,

2° forêts de protection dont la principale fonction est la protection des terres, des infrastructures et ouvrages publics contre les érosions,

3° forêts et autres formations forestières destinées spécialement à la protection des raretés et des beautés naturelles, à la récréation et détente en milieu naturel, la recherche scientifique et l'enseignement et à la défense nationale.

Art. 42. — Les objectifs et les modes d'aménagement à adapter à chacune de ces catégories de forêts et autres formations forestières, leur répartition et leur classement sont établis dans le plan d'aménagement prévu aux articles 37 et 38 de la présente loi.

Art. 43. — Les forêts de protection et celles à destination spéciale, bénéficient de règles spéciales relatives à leur protection et à leur gestion dans le cadre du plan d'aménagement.

Art. 44. — Les produits forestiers font l'objet d'une normalisation et d'un classement dans une nomenclature fixée par le ministère chargé des forêts conformément à la nomenclature des activités productives.

Chapitre III

Exploitation

Art. 45. — Les règles relatives au martelage, aux coupes, aux permis d'exploitation et de colportage des produits forestiers sont fixées par voie réglementaire.

Art. 46. — Les modalités d'organisation de l'exploitation et de la vente des produits forestiers sont déterminées par voie réglementaire.

TITRE IV

DEVELOPPEMENT DES TERRES A VOCATION FORESTIERE ET LUTTE CONTRE L'EROSION

Art. 47. — Le développement des terres à vocation forestière, la protection des sols contre l'érosion et la désertification comprend toutes les actions nécessitant des interventions complémentaires et intégrées pour répondre aux objectifs de développement économique et social.

Chapitre I

Reboisement

Art. 48. — Le reboisement est une action d'intérêt national.

Il peut être déclaré d'utilité publique sur toute terre à vocation forestière.

Art. 49. — Le développement des terres à vocation forestière est effectué dans le cadre d'un plan national de reboisement initié par le ministère chargé des forêts après consultation des collectivités locales.

Le plan national de reboisement comprend notamment des reboisements à destination de protection et de production.

Art. 50. — L'Etat accorde son concours aux particuliers qui se proposent d'exécuter un reboisement sur leurs terres.

Les modalités du concours, du mode de reboisement, des droits et obligations des bénéficiaires sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 51. — Les terres à vocation forestière concernées par les mesures de l'article 48 de la présente loi et appartenant à des particuliers, doivent être reboisées conformément aux prescriptions du ministère chargé des forêts et des dispositions du plan national de reboisement. L'Etat procède, à sa charge, aux travaux de reboisement.

En cas de refus du propriétaire, il peut être procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique conformément à la législation en vigueur.

Art. 52. — Outre les dispositions de l'article 12 de la loi relative à la protection de l'environnement, les règles de transit des semences et plants sont fixées par le décret prévu audit article.

Chapitre II

Protection des terres contre l'érosion

Art. 53. — Toutes les fois que l'état de dégradation de la végétation et des sols impose des travaux urgents de protection contre l'érosion, il est créé, par décret pris sur rapport du ministre chargé des forêts et des ministres concernés et après avis des collectivités locales concernées, des périmètres d'utilité publique pour la protection, la restauration et la mise en valeur des zones considérées.

Art. 54. — Le décret portant création d'un périmètre d'utilité publique, prévu à l'article 53 de la présente loi, détermine les limites et la superficie des terres concernées, la liste des travaux et les moyens à mettre en œuvre ainsi que les règles relatives à l'indemnité de privation de jouissance concernant les particuliers affectés par la mesure.

Art. 55. — Les propriétaires dont les terres se trouvent comprises dans les périmètres prévus à l'article 53 de la présente loi ne peuvent s'opposer à l'exécution des travaux et mesures prévus dans ce chapitre.

Ils conservent la propriété de leurs biens.

L'Etat prend à sa charge, les aspects techniques et financiers. Toutefois, les propriétaires bénéficiaires doivent respecter les prescriptions du ministère chargé des forêts.

Le non respect répété et caractérisé des prescriptions peut entraîner une mesure d'expropriation pour cause d'utilité publique, conformément à la législation en vigueur.

Art. 56. — Les travaux de fixation des dunes et de lutte contre l'érosion éolienne et la désertification sont d'utilité publique et exécutés dans les conditions fixées par les articles 53, 54 et 55 de la présente loi.

Art. 57. — Le ministère chargé des forêts, en relation avec les ministères et collectivités locales concernés, élabore un programme de lutte contre la désertification.

Ce programme comprend notamment, les études concernant les processus de désertification, la détermination des zones à protéger et les voies et moyens à mettre en œuvre.

Chapitre III

Règles relatives aux terres à vocation forestière appartenant aux particuliers

Art. 58. — Tout propriétaire de terres à vocation forestière exerce ses droits dans la limite de la présente loi.

La gestion des terres à vocation forestière appartenant aux particuliers s'effectue conformément aux dispositions de la présente loi et aux textes pris pour son application.

Art. 59. — Lorsqu'une terre à vocation forestière, située à l'intérieur de la forêt et appartenant à un particulier, est nécessaire à l'homogénéité ou à l'aménagement des massifs forestiers, l'Etat propose au propriétaire concerné l'achat ou l'échange de cette enclave contre un autre terrain de même valeur au moins. A défaut d'accord amiable, il peut être procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique conformément à la législation en vigueur.

Art. 60. — Lorsqu'une terre à vocation forestière appartenant à un particulier est mitoyenne au domaine forestier national, constitue un prolongement naturel de celui-ci et revêt une importance économique ou écologique, le ministère chargé des forêts peut ordonner que sa gestion soit soumise au plan d'aménagement prévu aux articles 37 et 38 de la présente loi.

Dans ce cas, l'Etat entreprend à sa charge les travaux d'aménagement.

En cas de refus du propriétaire, l'Etat lui propose l'achat ou l'échange de la parcelle concernée contre une autre terre de même valeur au moins. A défaut d'accord amiable, il peut être procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique conformément à la législation en vigueur.

Art. 61. — Tout propriétaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver ses terres à vocation forestière des incendies et maladies.

Lorsque la mise en œuvre de ces mesures nécessite l'utilisation de procédés et moyens particuliers, il est fait appel au concours de l'Etat.

TITRE V

POLICE FORESTIERE

Art. 62. — La police forestière est assurée par les officiers et agents de police judiciaire ainsi que par le corps technique forestier prévu dans le code de procédure pénale.

Art. 63. — Les personnels du corps technique forestier ne peuvent entrer en fonction qu'après avoir prêté serment devant le tribunal de leur résidence et avoir fait enregistrer leur commission et l'acte de prestation de leur serment aux greffes du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions.

Art. 64. — Le corps technique forestier est astreint au port d'un uniforme, d'insignes distinctifs, d'une arme de service et de marteaux forestiers dont les caractéristiques et les modalités de port sont déterminées par voie réglementaire.

TITRE VI

DISPOSITIONS PENALES

Chapitre I

Constatation des infractions

Art. 65. — La police forestière exerce toutes les actions en réparation des infractions en matière forestières conformément au code de procédure pénale.

Art. 66. — Les infractions à la présente loi font l'objet de recherche, de constatation et d'enquête par les officiers et agents de police judiciaire, conformément au code de procédure pénale.

Art. 67. — Le corps technique forestier exerce ses prérogatives conformément à ses statuts et aux dispositions du code de procédure pénale.

Art. 68. — Dans le cas où le procès-verbal porte saisie, il en est fait une expédition, déposée dans les 24 heures au greffe du tribunal compétent pour qu'il puisse en être donné communication à ceux qui réclameraient les objets et bestiaux saisis.

Art. 69. — Si les bestiaux saisis en infraction à la présente loi ne sont pas réclamés dans les six (6) jours qui suivent la notification, le juge en ordonne la vente, laquelle est réalisée par l'administration des domaines, au marché le plus proche.

Si la réclamation n'a lieu qu'après la vente des bestiaux saisis, le propriétaire n'a droit qu'à la restitution du produit de la vente, tous frais déduits.

Art. 70. — Tout jugement ou arrêt rendu à la suite d'une infraction à la législation forestière est exécuté conformément à la législation en vigueur et communiqué par le greffe de la juridiction ayant rendu le jugement ou l'arrêt à l'administration locale chargée des forêts du lieu de commission de l'infraction.

Chapitre II

Infractions

Art. 71. — Outre les infractions retenues par le code pénal, les dispositions suivantes déterminent les infractions à la législation forestière.

Art. 72. — Sont punis d'une amende de 2.000 à 4.000 DA ceux qui coupent ou arrachent des arbres ayant moins de 20 centimètres de tour à 1 mètre du sol.

S'il s'agit d'arbres semés, plantés ou venus naturellement depuis moins de 5 ans, l'amende est portée au double et un emprisonnement de 2 mois à 1 an peut être prononcé.

En cas de récidive, les sanctions sont portées au double.

Art. 73. — Sont punis des mêmes peines que celles prévues à l'article 72 de la présente loi, ceux qui enlèvent des chablis et bois de délits.

Art. 74. — Ceux qui, extraient, enlèvent ou détiennent en fraude du liège, sont condamnés à une amende de 1.000 à 2.000 DA par quintal de liège.

En cas de récidive, un emprisonnement de 15 jours à 2 mois est prononcé et l'amende portée au double.

Art. 75. — L'exploitation ou le colportage, sans autorisation, des produits forestiers, sont punis de 10 jours à 2 mois d'emprisonnement, de la confiscation des produits et au paiement de leur valeur au moins.

Art. 76. — Toute extraction ou enlèvement, sans autorisation, à des fins d'exploitation, de pierres, sables, minéral, terre, dans le domaine forestier national, donne lieu à des amendes de 1.000 DA à 2.000 DA par véhicule automobile, 200 à 500 DA par bête attelée, de 100 à 200 DA par bête de somme et de 50 à 100 DA par personne.

En cas de récidive, un emprisonnement de 5 à 10 jours peut être prononcé, ces amendes portées au double.

Art. 77. — Sans préjudice de la remise des lieux en l'état, les infractions aux articles 27, 28, 29 et 30 de la présente loi sont punies d'une amende de 1.000 à 50.000 DA.

En cas de récidive, un emprisonnement d'un mois à six mois peut être prononcé.

Art. 78. — Quiconque effectue des labours ou des cultures, sans autorisation, dans le domaine forestier national, est condamné à une amende de 500 à 2.000 DA par hectare.

En cas de récidive, un emprisonnement de 10 à 30 jours est prononcé.

Art. 79. — Sont punis d'une amende de 1.000 à 3.000 DA, ceux qui défrichent sans autorisation.

Les défrichements effectués en infraction aux dispositions de la présente loi, dans le domaine forestier national, sont punis d'une amende de 1.000 à 10.000 DA par hectare.

En cas de récidive, un emprisonnement de 1 à 6 mois peut être prononcé et l'amende portée au double.

Art. 80. — Toute extraction, enlèvement de végétaux servant à la fixation des dunes, donne lieu à des amendes de 1.000 à 2.000 DA par charge de véhicule automobile, 500 à 1.000 DA par charge de bête attelée, 200 à 400 DA par charge de bête de somme et de 100 à 200 DA par charge de personne.

En cas de récidive, un emprisonnement de 5 jours à 1 mois peut être prononcé, les amendes portées au double.

Art. 81. — Les propriétaires d'animaux trouvés en infraction dans le domaine forestier national, sont condamnés à une amende de 50 DA par bête de laine ou veau, 50 à 100 DA par bovin, bête de somme ou camelin, 100 à 150 DA par caprin.

Art. 82. — Les amendes prévues à l'article 81 de la présente loi sont portées au double, lorsque le délit de pâturage est constaté :

- dans les jeunes plantations et les forêts en voie de régénération,
- dans les forêts incendiées de moins de 10 ans,
- dans les aires protégées,
- dans les forêts et autres formations forestières à destination spéciale.

Art. 83. — Quiconque procède à une incinération de végétaux, de bois mort, de chaume ou allume un feu, en infraction aux dispositions de la présente loi, est puni d'une amende de 100 à 1.000 DA.

En cas de récidive, l'amende est portée au double.

Art. 84. — Toute personne requise conformément à l'article 20 de la présente loi et qui refuse son concours pour combattre un incendie de forêt, sans raison valable, est punie d'une amende de 100 à 500 DA.

En cas de récidive, un emprisonnement de 10 à 30 jours peut être prononcé, l'amende portée au double.

Art. 85. — Toute infraction à l'article 22 de la présente loi est punie d'une amende de 100 à 500 DA.

Art. 86. — Est punie d'une amende de 100 à 2.000 DA, toute infraction à l'article 24 de la présente loi et ce, sans préjudice de la remise des lieux en l'état.

En cas de récidive, une peine d'emprisonnement de 10 jours peut être prononcée, l'amende portée au double.

Art. 87. — Quiconque arrache des souches vives d'alfa ou défriche des nappes alfatières est puni d'une amende de 20 à 100 DA par charge d'homme, 50 à 150 DA par charge de bête de somme, 150 à 300 DA par charge de bête attelée, 500 à 2.000 DA par charge de véhicule automobile, 1.000 à 5.000 DA par hectare défriché.

En cas de récidive, un emprisonnement de 10 à 30 jours peut être prononcé et les amendes portées au double.

Art. 88. — Sont considérées comme circonstances aggravantes, outre celles que retient le code pénal :

- le fait de commettre l'infraction dans les aires protégées et les forêts de protection,
- dans les forêts et autres formations forestières à destination spéciale,
- l'enlèvement, la détention des bois marqués du marteau forestier.

Art. 89. — Dans tous les cas d'infractions, les produits forestiers de délits sont confisqués.

TITRE VII

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Chapitre I

Parcs nationaux et réserves naturelles

Art. 90. — Sans préjudice de l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels et conformément aux dispositions de la loi sur la protection de l'environnement, certaines parties du patrimoine forestier peuvent être érigées en parcs nationaux ou réserves naturelles.

Chapitre II

L'alfa

Art. 91. — Les règles d'aménagement, de gestion et d'exploitation des nappes alfatières sont fixées par voie réglementaire et ce, conformément aux dispositions du code pastoral.

Chapitre III

Dispositions finales

Art. 92. — Les modalités d'application de la présente loi seront précisées, en tant que de besoin, par voie réglementaire.

Art. 93. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Art. 94. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juin 1984.

Chadli BENDJEDID.

Loi n° 84-13 du 23 juin 1984 portant découpage judiciaire.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 151-6° :

Vu l'ordonnance n° 65-278 du 16 novembre 1965 portant organisation judiciaire ;

Vu l'ordonnance n° 74-73 du 12 juillet 1974 portant création de Cours ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Il est institué, sur l'ensemble du territoire national, trente et une (31) Cours dont le siège et la compétence territoriale seront fixés par décret.

Art. 2. — Dans le ressort de chaque Cour, il est institué des tribunaux dont le nombre, le siège et le ressort seront fixés par décret.

Il peut être institué dans le ressort de chaque tribunal des sections au niveau des communes.

Art. 3. — Les modalités d'application de la présente loi et notamment les modalités de transfert aux nouvelles juridictions, des procédures en Cours devant les anciennes juridictions, ainsi que la validité de tous les actes, formalités, décisions, jugements et arrêts intervenus à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, seront fixées par décret.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions de l'ordonnance n° 74-73 du 12 juillet 1974 susvisée.

Art. 5. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juin 1984.

Chadli BENDJEDID.

Loi n° 84-14 du 23 juin 1984 portant abrogation de l'article 39 de la loi n° 63-99 du 2 avril 1963, modifiée, relative à l'institution d'une pension d'invalidité et à la protection des victimes de la guerre de libération nationale.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85, 151-21° et 154 ;

Vu la loi n° 63-99 du 2 avril 1963 relative à l'institution d'une pension d'invalidité et à la protection des victimes de la guerre de libération nationale, modifiée par la loi n° 64-169 du 8 juin 1964 et par les ordonnances n° 66-35 du 2 février 1966 et 68-510 du 16 août 1968 ;

Vu l'ordonnance n° 71-18 du 9 avril 1971 autorisant le dépôt des demandes en vue d'attribution de pensions ;

Vu l'ordonnance n° 72-68 du 29 décembre 1972 portant loi de finances pour 1973, notamment son article 20 ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — L'article 39 de la loi n° 63-99 du 2 avril 1963, modifiée, relative à l'institution d'une pension d'invalidité et à la protection des victimes de la guerre de libération nationale, est abrogé.

Art. 2. — Sont validés les actes accomplis antérieurement à la date de publication de la présente loi.

Art. 3. — Les droits à pensions des membres de l'Armée de libération nationale et de l'Organisation civile du Front de libération nationale, ainsi que des ayants droit de chouchada, sont liquidés avec effet à compter de la date fixée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, par les textes législatifs en vigueur.

La liquidation des arrérages est faite, pour chaque période considérée, sur la base des taux en vigueur durant cette période.

Art. 3. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 décembre 1991.

Chadli BENDJEDID.

Loi n° 91-20 du 2 décembre 1991 modifiant et complétant la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 115 et 117 ;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 26 septembre 1975 portant code pastoral ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982, relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983, relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 85-02 du 26 janvier 1985, modifiant et complétant, l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966 portant code de procédure pénale ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, relative au domaine national ;

Après adoption par l'Assemblée populaire nationale,

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — *L'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 relative au régime général des forêts est complété par un alinéa in fine rédigé comme suit :*

« Les usages autorisés sont classés en plusieurs catégories, dont notamment ceux relatifs :

- aux infrastructures du domaine forestier national,
- aux produits de la forêt,
- aux pâturages,
- à certaines autres activités annexes en association avec la forêt et son environnement immédiat,
- à la mise en valeur des terres incultes ou de nature saline par le développement d'activités non polluantes déclarées prioritaires par le plan de développement national ».

Art. 2. — *L'article 62 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 relative au régime général des forêts est complété par un article 62 bis nouveau rédigé comme suit :*

« Art. 62 bis. — Ont également la qualité d'officier de police judiciaire, les officiers titulaires du corps spécifique de l'administration des forêts nommés par arrêté interministériel pris par le ministre de la justice et le ministre chargé des forêts ».

Art. 3. — La loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée est complétée par un article nouveau 62 bis 1 rédigé comme suit :

« Art. 62 bis 1. — Sont considérés comme agents de police judiciaire les officiers et sous-officiers du corps spécifique de l'administration des forêts non concernés par les dispositions de l'article 62 bis ci-dessus ».

Art. 4. — La loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée est complétée par un article 62 bis 2 nouveau rédigé comme suit :

« Art. 62 bis 2. — les officiers et sous-officiers du corps spécifique de l'administration des forêts procèdent aux enquêtes et investigations en matière de délits et infractions à la loi portant régime général des forêts, à la législation relative à la chasse et à tous les règlements pour lesquels ils sont expressément désignés.

Ils confirment lesdits délits et infractions dans des procès-verbaux qu'ils établissent selon les conditions fixées par des textes spécifiques ».

Art. 5. — *L'article 66 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée est complété comme suit :*

« Art. 66. — Les infractions à la présente loi font l'objet de recherche, de constatation et d'enquête par les officiers et agents de police judiciaire conformément au code de procédure pénale ainsi que par les officiers et agents de police judiciaire du corps spécifique de l'administration des forêts précités ».

Art. 6. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 décembre 1991.

Chadli BENDJEDID.

En cas d'acceptation, par les personnes verbalisées, de la transaction, il leur est accordé un abattement de 20 % du montant de l'amende retenue.

La transaction met fin aux poursuites judiciaires.

A défaut de paiement dans un délai de quarante cinq (45) jours à compter de la date d'acceptation de la transaction, le dossier est transmis au procureur de la République territorialement compétent, aux fins de poursuites judiciaires.

Art. 62. — En cas de récidive au sens de l'article 47 (alinéa 2) de la présente loi, le contrevenant est exclu du bénéfice de la transaction et le procès-verbal le concernant est transmis d'office par le directeur de wilaya chargé du commerce au procureur de la République territorialement compétent aux fins de poursuites judiciaires.

Art. 63. — Dans le cadre de la poursuite judiciaire des infractions résultant de l'application des dispositions de la présente loi et même si l'administration chargée du commerce n'est pas partie à l'instance, le représentant du ministre chargé du commerce dûment habilité peut de plein droit présenter des conclusions écrites ou orales auprès des juridictions concernées.

Art. 64. — Les amendes prévues par la présente loi se cumulent quelle que soit la nature des infractions commises.

Art. 65. — Sans préjudice des dispositions de l'article 2 du code de procédure pénale, les associations de protection du consommateur et les associations professionnelles légalement constituées ainsi que toute personne physique ou morale ayant intérêt, peuvent ester en justice tout agent économique qui a enfreint les dispositions de la présente loi.

Elles peuvent, en outre, se constituer partie civile en vue de la réparation du préjudice subi.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Art. 66. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles de la présente loi et notamment les dispositions des titres IV, V et VI de l'ordonnance n° 95-06 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995 relative à la concurrence.

Toutefois, les affaires en cours d'instruction à la date d'entrée en vigueur de la présente loi continuent à être régies par les dispositions des titres précités de l'ordonnance n° 95-06 du 25 janvier 1995 susvisée.

A titre transitoire, demeurent en vigueur les textes réglementaires subséquents pris pour son application jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux textes réglementaires qui les abrogent, à l'exception du décret

exécutif n° 95-335 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 relatif aux modalités de mise en œuvre de l'amende de transaction qui sera abrogé.

Art. 67. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA



Loi n° 04-03 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du développement durable.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 17,119,122 et 126 ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et à l'urbanisme ;

Vu la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel ;

Vu la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire ;

Vu la loi n° 02-02 du 22 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 5 février 2002 relative à la protection et à la valorisation du littoral ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Après adoption par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire, la présente loi a pour objet de fixer les prescriptions applicables en matière de protection, d'habilitation et d'aménagement des zones de montagnes et de leur développement durable.

TITRE I

**DE LA DEFINITION ET DU CLASSEMENT
DES ZONES DE MONTAGNES ET DES MASSIFS
MONTAGNEUX**

Chapitre 1

**De la définition des zones de montagnes
et des massifs montagneux**

Art. 2. — Au sens de la présente loi, on entend par :

— **Zones de montagnes** : l'ensemble des espaces formés par des chaînes et/ou des massifs montagneux et présentant à ce titre des caractéristiques géographiques de relief, d'altitude et de pente, ainsi que l'ensemble des espaces qui leur sont contigus et qui sont liés à l'économie, aux facteurs d'aménagement du territoire, et aux écosystèmes de l'espace de montagnes concerné, et qui sont qualifiés de zones de montagnes.

— **Massif montagneux** : les zones de montagnes formant une entité géographique, économique et sociale homogène.

Chapitre 2

Du classement des zones de montagnes

Art. 3. — Sur la base des réalités géographiques d'altitude et de pente, et des critères d'homogénéité économique, environnementale et d'aménagement du territoire les zones de montagnes sont classées en quatre catégories :

- des zones de haute montagne ;
- des zones de moyenne montagne ;
- des zones de piémont ;
- des zones contiguës.

Art. 4. — Outre le classement prévu par les dispositions de l'article 3 ci-dessus, les zones de montagnes sont caractérisées par la densité des occupations humaines et sont qualifiées de :

- zones à très forte densité ;
- zones à forte densité ;
- zones à moyenne densité ;
- zones à faible densité ;
- zones à très faible densité.

Art. 5. — Sont précisées par voie réglementaire les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre :

- la détermination des communes qualifiées de zones de montagnes ;
- le classement des zones de montagnes au titre de la catégorie dont elles relèvent conformément aux dispositions de l'article 2 ci-dessus ;

— la distinction entre les zones de montagnes en matière de densité et de caractéristiques de chaque zone ;

— le regroupement de ces zones de montagnes en massifs.

TITRE II

**DE L'AMENAGEMENT DES ZONES DE
MONTAGNES ET DES MASSIFS MONTAGNEUX**

Art. 6. — Les prescriptions d'aménagement du territoire relatives aux zones de montagnes ont pour objectif de prendre en charge :

- la fragilité et le caractère sensible des zones de montagnes ;
- le handicap naturel ou géographique causé par l'altitude ou la pente ;
- le caractère du développement durable des zones de montagnes ;
- le facteur humain.

Chapitre 1

**Des conditions de prise en charge des zones
de montagnes lors de l'élaboration des instruments
d'aménagement du territoire**

Art. 7. — Nonobstant les dispositions de l'article 23 de la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 susvisée, les schémas directeurs des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national doivent, lors de leur élaboration, prendre en charge chaque catégorie de zone de montagnes selon leur caractérisation en matière de densité, et édicter les prescriptions et les recommandations adaptées aux zones considérées.

Art. 8. — Sous réserve des dispositions de la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 relative à l'orientation foncière, les terres de montagnes classées agricoles et définies aux articles 4, 5, 6, 7, 8, et 15 de la loi suscitée sont protégées contre toute exploitation non agricole et sont prises en considération lors de l'élaboration des plans régionaux et de wilaya d'aménagement du territoire.

Art. 9. — Les schémas régionaux d'aménagement du territoire font ressortir toutes les zones de montagnes et leur classification en matière de densité, afin d'orienter les actions de développement en fonction des spécificités des zones et d'atténuer les handicaps.

Art. 10. — Les plans d'aménagement du territoire de wilaya prescrivent les occupations des espaces en matière de réalisation des infrastructures socio-économiques selon la typologie des espaces, la densité des zones de montagnes et les éventuels risques naturels.

Art. 11. — Les zones de montagnes sont des zones à promouvoir au sens de l'article 18 de la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 susvisée et bénéficient en vertu de cette loi de la plénitude des mesures spécifiques qui leur sont consacrées.

Art. 12. — Il est créé un conseil national de protection et de promotion des zones de montagnes dénommé "Conseil National de la montagne".

"Le conseil national de la montagne" est chargé notamment de :

— définir les activités à même de protéger, de promouvoir et d'aménager les différentes zones et massifs montagneux,

— faciliter la coordination entre les différentes activités programmées au niveau des massifs montagneux par les avis et les propositions qu'il formule,

— fournir la consultation sur les priorités de l'intervention publique et les conditions d'octroi des subventions qu'accorde "le fonds pour la montagne",

— sensibiliser sur l'importance des zones de montagnes et sur la nécessité de leur protection et de leur promotion dans le cadre du développement durable.

La composition du "conseil national de la montagne", ses attributions, son organisation et les modalités de son fonctionnement sont précisées par voie réglementaire.

Art. 13. — Il est créé un fond pour le développement des zones de montagnes dénommé "fonds pour la montagne".

Ce fonds est destiné à soutenir le financement des activités et opérations visant la protection, la promotion et l'habilitation des zones de montagnes ainsi que les différentes études y afférentes.

Les ressources du "fonds pour la montagne" et les modalités de leur affectation sont fixées par la loi de finances.

Art. 14. — Les normes d'implantation des établissements publics, notamment ceux liés au transport, à la santé, et à l'éducation, doivent être revues pour permettre une implantation plus adaptée de ces établissements publics aux zones de montagnes en fonction de leur densité.

Chapitre 2

Le règlement d'aménagement du territoire des massifs montagneux

Art. 15. — En raison des différences géographiques, écologiques, économiques, de densité des occupations, et des vocations des zones de montagnes, et afin de permettre l'édition de prescriptions adaptées aux réalités de chaque zone de montagne, l'ensemble des prescriptions de développement du territoire prises en vertu de la présente loi sont élaborées, et adoptées, pour chaque massif montagneux, dans un règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux.

Art. 16. — Pour chaque massif montagneux, le règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux fera ressortir dans chaque zone de montagne, sur la base des densités humaines existantes ou projetées :

— les vocations de chaque zone de montagne et les équipements pour concrétiser et valoriser la zone concernée conformément à sa vocation, ainsi que les occupations des espaces et les usages autorisés, ou la proposition de son classement en site ou en aire protégée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

— l'ensemble des prescriptions relatives à l'implantation des routes, des constructions, des installations socio-économiques, industrielles, et de traitement des déchets, des zones d'activité économique, ainsi que les conditions d'extension des villes et villages.

Art. 17. — Les prescriptions du règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux ne peuvent avoir pour objectif que de permettre la meilleure adéquation entre la réalité des handicaps naturels, la densité des occupations de la zone de montagne concernée, et les caractéristiques requises des infrastructures et équipements et de leurs implantations.

Art. 18. — Les modalités d'élaboration et d'adoption du règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux, les études et consultations préalables devant être menées ainsi que les procédures d'arbitrage y afférentes sont précisées par décret.

Art. 19. — Les règlements d'aménagement du territoire de massifs montagneux sont révisés et actualisés après l'adoption de nouveaux schémas nationaux, régionaux, ou de wilaya d'aménagement du territoire qui comportent une évolution des implantations, des vocations, et de l'économie des zones de montagnes concernées.

Art. 20. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA



Loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 119, 121, 122 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Art. 14. — Les articles 79, 80 et 81 de la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, susvisée, sont dénumérotés en articles 78, 79 et 80 dans la présente loi.

Art. 15. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004

Abdelaziz BOUTEFLIKA.



Loi n° 04-06 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 portant abrogation de certaines dispositions du décret législatif n° 94-07 du 7 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 18 mai 1994 relatif aux conditions de la production architecturale et à l'exercice de la profession d'architecte.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 122 et 126 ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et à l'urbanisme,

Vu le décret législatif n° 94-07 du 7 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 18 mai 1994 relatif aux conditions de la production architecturale et à l'exercice de la profession d'architecte ;

Après adoption par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — La présente loi a pour objet d'abroger certaines dispositions du décret législatif n° 94-07 du 7 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 18 mai 1994 relatif aux conditions de la production architecturale et à l'exercice de la profession d'architecte.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions des articles 50, 51, 52, 53 et 54 du décret législatif n° 94-07 du 7 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 18 mai 1994, susvisé.

Art. 3. — Les articles 55, 56, 57, 58, 59 et 60 du décret législatif n° 94-07 du 7 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 18 mai 1994, susvisé, sont dénumérotés en articles 50, 51, 52, 53, 54 et 55.

Art. 4. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait Alger, le 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse.

Le Président de la République,

Vu la Constitution notamment ses articles 17, 18, 119, 122 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983, modifiée et complétée, relative au code des eaux ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, relative au régime général des forêts ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités vétérinaires et de protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90 - 08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant loi d'orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 juin 1995 relative aux assurances ;

Vu l'ordonnance n° 97-06 du 12 Ramadhan 1417 correspondant au 21 juin 1997 relative aux matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel ;

Vu la loi n° 99-06 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999 fixant les règles régissant l'activité de l'agence de tourisme et de voyage ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Après adoption par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Art. 1er. — La présente loi a pour objet de déterminer les règles relatives à l'exercice de la chasse.

Art. 2. — Au sens de la présente loi on entend par :

— la chasse : la recherche, la poursuite et le tir ou la capture des animaux vivant à l'état sauvage dénommés gibiers ;

— la chasse à tir : consiste à rechercher, à poursuivre, à guetter ou à attirer le gibier avec ou sans chien et dont la mise à mort se fait avec une arme de chasse ;

— la chasse à courre : consiste à faire poursuivre et forcer le petit ou le grand gibier à poil par une meute de chiens courant suivis par des chasseurs se déplaçant à pied, ou à cheval ;

— la chasse au vol : consiste à faire poursuivre et à capturer le petit gibier à poil ou à plumes par certains oiseaux de proie dressés à cet effet ;

— la chasse à la passée : consiste à tirer au vol le gibier d'eau sur les lieux de passage lorsqu'il entre ou sort de son reposoir. Elle se pratique une demi-heure avant le lever du jour ou une demi-heure après le coucher du soleil ;

— la nuit : période réputée commencer une demi-heure après le coucher du soleil et finir une demi-heure avant son lever ;

— la chasse touristique : consiste à exercer la chasse par un touriste chasseur de nationalité étrangère résident ou non sur le territoire national ;

— le spécimen : il est entendu par spécimen, tout animal sauvage vivant ou mort, ainsi que toute partie ou tout produit obtenu de l'animal.

TITRE I

DES PRINCIPES GENERAUX

Art. 3. — Les règles relatives à l'exercice de la chasse ont pour objet de :

— fixer les conditions de la chasse et des chasseurs, d'assurer la préservation, la promotion et le développement du patrimoine cynégétique ;

— interdire toute chasse ou autre action de chasse en dehors des zones et des périodes prévues par les dispositions de la présente loi et ses textes d'application.

Art. 4. — Les dispositions de la présente loi concernent les modalités d'exercice du droit de chasse.

Les modalités d'organisation des battues administratives sont précisées par voie réglementaire.

Art. 5. — La chasse est un droit ouvert à tous les citoyens nationaux sur le territoire national remplissant les conditions prescrites par la législation et la réglementation en vigueur.

Le droit de chasser n'est ouvert aux ressortissants étrangers non-résidents sur le territoire national que dans les conditions fixées aux articles 16, 17 et 18 de la présente loi et ses textes d'application.

TITRE II

DE LA CHASSE

Chapitre I

Des conditions d'exercice de la chasse

Art. 6. — Sans préjudice des dispositions relatives aux conditions et modalités de détention des armes à feu, l'exercice de la chasse est ouvert à tout citoyen algérien réunissant les conditions suivantes :

1 — être titulaire d'un permis de chasse en cours de validité ;

2 — être titulaire d'une licence de chasser en cours de validité ;

3 — être membre d'une association de chasseurs ;

4 — être couvert pour sa responsabilité civile en qualité de chasseur et pour sa responsabilité pénale pour l'emploi des armes à feu, ou autres moyens de chasse, par une police d'assurance en cours de validité.

Section 1

Du permis de chasse

Art. 7. — Le permis de chasse exprime la capacité du chasseur à l'exercice de la chasse.

Il est personnel. Il n'est ni cessible ni transmissible. Il ne peut être ni prêté ni loué.

Art. 8. — Le permis de chasse est délivré et validé par le wali ou son délégué, ou par le chef de la daïra du lieu de résidence du postulant.

Art. 9. — Le postulant au permis de chasser doit justifier des conditions suivantes :

1 — avoir 18 ans révolus,

2 — n'avoir aucun handicap physique ou mental incompatible avec l'exercice de la chasse,

3 — devoir subir un stage organisé par l'administration chargée de la chasse pour l'obtention d'une attestation l'habilitant à être titulaire d'un permis de chasse.

Les modalités d'application des dispositions du troisième tiret ci-dessus, le contenu du dossier de demande de permis de chasse et sa délivrance sont déterminés par voie réglementaire.

Art. 10. — Les agents de police judiciaire et les corps spécifiques de l'administration des forêts, prévus par le code de procédure pénale, peuvent exiger, à tout moment, la présentation du permis de chasse.

Le permis de chasse est retiré à son titulaire à la suite d'une décision judiciaire conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 11. — Le permis de chasse est valable sur l'ensemble du territoire national et pour une durée de dix (10) ans, renouvelable selon les mêmes conditions prévues à l'article 9 ci-dessus.

Le postulant au renouvellement de son permis de chasse ne doit pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi depuis au moins cinq (5) ans.

Art. 12. — Les droits de délivrance et de validation du permis de chasse sont fixés par la loi de finances.

Section 2

De la licence de chasser

Art. 13. — La licence de chasser permet à son titulaire l'exercice de la chasse sur les territoires de chasse amodiés ou loués par l'association dont il est membre, conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 14. — La licence de chasser est délivrée exclusivement aux chasseurs titulaires d'un permis de chasse en cours de validité, à la demande de l'association de chasseurs à laquelle ils sont affiliés.

La licence de chasser est valable pour une année et permet l'exercice de la chasse pour une seule campagne de chasse.

Les modalités d'établissement et de délivrance d'une licence de chasser sont précisées par voie réglementaire.

Art. 15. — Les corps habilités visés à l'article 10 ci-dessus peuvent exiger la présentation de la licence de chasser à tout moment.

A la fin de sa validité, celle-ci est restituée à l'administration chargée de la chasse.

Chapitre II

Des conditions de la chasse touristique

Art. 16. — La chasse touristique sur le territoire national ne peut être exercée que dans les conditions ci-après :

— par l'intermédiaire d'une agence touristique qui exerce l'ensemble des tâches dévolues aux associations de chasseurs par les articles 34 à 40 de la présente loi,

— sur les lieux cynégétiques à reproduction artificielle,

— être titulaire d'un permis de chasse en cours de validité à la demande de l'agence touristique,

— être titulaire d'une licence de chasser en cours de validité à la demande de l'agence touristique,

— être titulaire d'une police d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité civile en sa qualité de chasseur et sa responsabilité pénale pour l'emploi des armes à feu ou d'autres moyens de chasse.

Les procédures et les modalités d'exercice de la chasse touristique par le touriste chasseur et le chasseur algérien et la validation du permis de chasse touristique, ainsi que les relations entre les agences touristiques, l'administration chargée de la chasse, les associations de chasseurs, les fédérations de wilaya et la fédération nationale des chasseurs, sont précisées par voie réglementaire.

Art. 17. — Les agences de tourisme sont tenues de veiller au respect de la législation et de la réglementation en matière de chasse par leurs clients étrangers.

Elles ne peuvent, à cet égard, déclinier la responsabilité qui leur est conférée par les dispositions de la présente loi et de ses textes d'application, du fait des agissements de leurs clients.

Art. 18. — Les produits de chasse touristique faisant l'objet de transformation, et/ou de conditionnement et /ou d'exportation ne peuvent dépasser le nombre autorisé par la loi et selon des modalités précisées par voie réglementaire.

Chapitre III

Des moyens de chasse

Art. 19. — Les moyens de chasse autorisés, dans les conditions d'utilisation qui les régissent, sont :

1 — les fusils de chasse,

2 — les chiens de chasse,

3 — les oiseaux rapaces dressés pour la capture du gibier,

4 — les chevaux,

5 — les moyens traditionnels tels que l'arc.

Toutefois en cas de nécessité, l'administration chargée de la chasse peut autoriser l'utilisation du furet.

Art. 20. — Seul l'emploi d'une arme de chasse réglementaire est autorisé pour abattre le gibier.

Les caractéristiques des armes et munitions de chasse sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 21. — Les conditions de détention, d'importation et de dressage des chiens de chasse sont fixées par voie réglementaire.

Art. 22. — La capture, la détention, le dressage, le transport et l'utilisation des rapaces vivants pour l'exercice de la chasse en faveur d'associations de chasseurs pratiquant la chasse au vol sont soumis à autorisation délivrée selon des modalités fixées par voie réglementaire.

Art. 23. — Sont prohibés pour la chasse :

I - Les moyens de locomotion motorisés y compris :

— véhicules, motos, hélicoptères, aéronefs et autres engins utilisés soit comme moyens de rabat soit comme moyens de chasse.

II - Les moyens de capture tels que :

— filets, lacets, hameçons, collets, pièges, nasses, trappes et tout matériel qui capture ou tue directement le gibier, facilite la capture ou la destruction du gibier ou provoque sa destruction massive,

— glu ou toute drogue susceptible d'enivrer ou de détruire le gibier,

— lampes, lampes-torches ou tout autre dispositif émettant de la lumière artificielle ou susceptible d'aveugler le gibier pour sa capture,

— silencieux ou dispositif pour le tir nocturne,

— appareils de transmission radiophonique ou tout autre appareil de communication,

— explosifs, engins détonnants ou pyrotechniques pour la chasse du gibier.

Chapitre IV

Des périodes de chasse

Art. 24. — Pour permettre une meilleure protection du patrimoine cynégétique, les prélèvements au titre de l'exercice de la chasse sont fixés sur la base d'évaluations du potentiel cynégétique en tenant compte de sa diversité quantitative et qualitative et de sa répartition sur le territoire national.

Art. 25. — L'exercice de la chasse est interdit :

- en temps de neige,
- en période de fermeture de la chasse, sauf pour les espèces pullulantes conformément aux dispositions prévues par les articles 63 à 65 de la présente loi,
- de nuit, sauf pour la chasse le soir ou à l'aube,
- en période de reproduction des oiseaux et des animaux.

Art. 26. — L'exercice de la chasse peut être suspendu :

- en cas de calamité naturelle pouvant avoir une incidence directe sur la survie du gibier,
- lorsque les nécessités de protéger les lieux cynégétiques le requièrent.

La suspension de l'exercice de la chasse peut concerner une, plusieurs ou toutes les espèces animales.

La durée de la suspension, les espèces qu'elle concerne ainsi que le territoire sur lequel elle s'applique sont déterminés par voie réglementaire.

Chapitre V

Des lieux de chasse

Art. 27. — La chasse s'exerce dans les territoires du domaine public et privé ouverts et gérés à cet effet par amodiation réalisée par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente conformément à un cahier des charges.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 28. — La durée de l'amodiation est de un (1) à neuf (9) ans. Elle est renouvelable selon les mêmes procédures que celles qui ont prévalu à son établissement.

Art. 29. — Les redevances au titre de l'amodiation de terrains de chasse sont fixées par la loi de finances.

Art. 30. — Les propriétaires privés ne peuvent chasser sur leurs propres terres ou louer les terrains qu'ils possèdent pour l'exercice de la chasse, que sur autorisation de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente qui doit s'assurer que l'ensemble des conditions requises pour l'exercice de la chasse telles que fixées par le cahier des charges évoqué à l'article 27 ci-dessus sont respectées notamment celles relatives à la protection et la promotion du patrimoine cynégétique, ainsi qu'aux conditions générales d'exercice de la chasse.

Les modalités et les conditions de location de terrains privés peuvent, le cas échéant, être précisées par voie réglementaire.

Art. 31. — Nul ne peut chasser sur la propriété d'autrui sans que la chasse n'ait été autorisée.

Les propriétaires privés sont tenus de veiller au respect de la législation et de la réglementation en matière de chasse par leur locataire.

Art. 32. — L'exercice de la chasse est interdit :

- 1 — dans les parcs culturels au sens de la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel,
- 2 — dans les aires de protection de la faune sauvage créées en vertu de dispositions législatives autres que celles prévues par la présente loi,
- 3 — dans les forêts, maquis et broussailles incendiés et dans les jeunes reboisements âgés de moins de dix (10) ans,
- 4 — dans les forêts et terrains de l'Etat non loués,
- 5 — dans les sites enneigés.

Art. 33. — Les modalités d'application des conditions d'exercice de la chasse sont fixées par voie réglementaire, notamment :

- les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse,
- les différentes espèces pour lesquelles la chasse est autorisée,
- le nombre de pièces de gibier susceptibles d'être abattues par chasseur, par journée de chasse, et par région de chasse,
- les conditions de transport, de colportage, de vente, d'achat, d'importation et d'exportation du gibier.

TITRE III

DES CHASSEURS

Chapitre I

Des associations de chasseurs

Art. 34. — Les associations de chasseurs sont constituées à l'échelon d'une ou de plusieurs communes, conformément aux dispositions législatives en vigueur.

Art. 35. — Sans préjudice des missions et des objectifs fixés dans leurs statuts, les associations de chasseurs doivent contribuer et veiller à :

- la préservation de la faune sauvage notamment des espèces protégées,
- le développement du capital cynégétique et le suivi des populations de gibier,
- l'exercice de la chasse dans le respect des équilibres biologiques des populations animales,
- la lutte contre le braconnage,
- la sensibilisation des chasseurs et la vulgarisation des principes de la chasse.

Art. 36. — L'association prend toutes les mesures nécessaires pour la préservation des terrains de chasse amodiés et le développement du patrimoine cynégétique.

Art. 37. — L'association de chasseurs représente ses membres, dans le cadre et dans les limites de ses statuts et règlements en vigueur, auprès des autorités locales et des services concernés de l'administration chargée de la chasse et auprès de la fédération de chasseurs de la wilaya.

Art. 38. — Aux fins d'exercice des missions de contrôle dévolues à l'administration chargée de la chasse, et à sa demande, les associations de chasseurs sont tenues de présenter leurs différents registres ainsi que tout document se rapportant à leurs activités.

Art. 39. — Conformément à la législation en vigueur, les statuts des associations de chasseurs doivent comporter les conditions et modalités d'affiliation de nouveaux membres.

Art. 40. — La qualité de membre d'une association de chasseurs confère le droit de chasser sur l'ensemble du territoire de chasse amodié par l'association conformément à ses statuts et règlements.

Chapitre II

Des fédérations de chasseurs de wilaya

Art. 41. — Les associations de chasseurs d'une même wilaya constituent la fédération de chasseurs de wilaya. La fédération de wilaya est une association au sens des dispositions législatives en vigueur. Elle constitue l'organe de coordination des associations et représente les associations auprès des autorités publiques et de la fédération nationale des chasseurs.

Art. 42. — Sans préjudice des objectifs fixés par leurs statuts, les fédérations de chasseurs de wilaya veillent et contribuent à la préservation et au développement du patrimoine cynégétique par, notamment :

- la transmission à l'administration chargée de la chasse de tout avis, information, ou proposition en matière de chasse,

- la représentation des chasseurs et de leurs associations au niveau de la wilaya,

- la contribution à une gestion harmonieuse des associations de chasseurs qui leur sont affiliées en veillant à l'exécution par ces dernières des orientations relatives à la politique cynégétique,

- la coordination des efforts et des activités des associations de chasse en vue d'améliorer la pratique de la chasse, la protection de l'aménagement des territoires de chasse et des habitats de la faune sauvage,

- la participation aux actions de dénombrement du gibier et de prévention du braconnage,

- la contribution à la formation des chasseurs pour l'obtention du permis de chasse,

- la tenue des statistiques du potentiel cynégétique de la wilaya, des prélèvements et des tableaux de chasse par chasseur et par association,

- l'organisation d'actions d'information, d'éducation et de communication.

La fédération des chasseurs de wilaya peut agir auprès de l'administration chargée de la chasse pour demander toute mesure conservatoire afin de préserver le patrimoine cynégétique et les valeurs liées à l'exercice de la chasse.

Art. 43. — Toute nouvelle association de chasseurs régulièrement constituée est membre de plein droit de la fédération des chasseurs de la wilaya concernée.

Art. 44. — Aux fins d'exercice des missions de contrôle dévolues à l'administration chargée de la chasse, et à sa demande, la fédération des chasseurs de wilaya est tenue de présenter ses différents registres ainsi que tout document se rapportant à ses activités.

Ces registres sont définis par voie réglementaire.

Chapitre III

De la fédération nationale des chasseurs

Art. 45. — Conformément à la législation en vigueur, les fédérations de chasseurs de wilaya sont regroupées en une fédération nationale des chasseurs qui en assure la coordination et la représentation.

Art. 46. — Sans préjudice des objectifs fixés par ses statuts, la fédération nationale des chasseurs a pour rôle :

- d'émettre tout avis, étude, observation, ou recommandation destinés à l'administration chargée de la chasse sur toutes les activités de protection, de développement et d'exploitation de la chasse,

- de conseiller, de soutenir et d'harmoniser les activités des fédérations de chasseurs de wilaya,

- d'informer le grand public,

- de diffuser auprès des chasseurs des supports de nature pédagogique,

- d'organiser les relations et les échanges avec les organisations de chasse étrangères,

- de veiller à l'exécution par les fédérations de chasseurs de wilaya des orientations relatives à la politique cynégétique.

Art. 47. — Aux fins d'exercice des missions de contrôle dévolues à l'administration chargée de la chasse, et à sa demande, la fédération nationale des chasseurs est tenue de présenter ses différents registres ainsi que tout document se rapportant à ses activités.

Ces registres sont définis par voie réglementaire.

TITRE IV

DU PATRIMOINE CYNEGETIQUE

Chapitre I

Des institutions du patrimoine cynégétique

Art. 48. — Il est institué un conseil consultatif de la chasse dénommé : « conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique » chargé de donner son avis sur la politique cynégétique et sur les voies et moyens d'amélioration et de développement de la pratique de la chasse, ainsi que sur la gestion et le développement du patrimoine cynégétique.

Art. 49. — La composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique sont déterminés par voie réglementaire.

Art. 50. — Il est créé un conseil de déontologie de la chasse au cours des deux (2) années qui suivent la création du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique.

Chapitre II

Du classement des espèces animales et du patrimoine cynégétique

Art. 51. — Les espèces animales sont classées en :

- espèces protégées,
- espèces gibier,
- espèces pullulantes,
- autres espèces.

Art. 52. — Le patrimoine cynégétique est constitué par les espèces gibier et les espèces pullulantes.

Art. 53. — Sont déterminées par voie réglementaire :

— Les conditions et modalités de classification des espèces animales et du patrimoine cynégétique ainsi que les procédures de changement de classification,

— les conditions et les modalités dans lesquelles des prélèvements d'animaux relevant des espèces protégées peuvent être effectués par l'administration chargée de la chasse ou sous son contrôle aux fins de recherche scientifique ou d'enseignement,

— les conditions et les modalités des prélèvements de gibier vivants destinés au repeuplement,

— la régulation des effectifs des espèces pullulantes.

Section 1

Des espèces protégées

Art. 54. — Les espèces animales classées dans la catégorie des espèces protégées sont celles réputées rares, en voie d'extinction ou dont les effectifs sont en nette régression.

Art. 55. — Nonobstant la législation en vigueur en la matière, les espèces animales protégées ne peuvent être ni chassées, ni capturées sur l'ensemble du territoire national.

Des mesures de protection pour la sauvegarde de ces espèces et de leurs habitats sont fixées par voie réglementaire.

Art. 56. — La détention, le transport, l'utilisation, le colportage, la vente ou l'achat, la mise en vente ainsi que la naturalisation des espèces protégées sont interdits.

L'administration chargée de la chasse peut autoriser les associations de chasse, les fédérations de wilaya, la fédération nationale et les agences touristiques à exercer des activités de repeuplement des espèces ayant un intérêt cynégétique.

Art. 57. — La naturalisation des espèces protégées trouvées mortes est du ressort exclusif des centres spécialisés déterminés par voie réglementaire.

Art. 58. — Les mesures propres à prévenir et à réparer les dommages causés aux activités humaines par l'effet de la faune sauvage ainsi que les modalités d'estimation de ces dommages et d'indemnisation des dégâts sont déterminées par voie réglementaire.

Section 2

Des espèces gibier

Art. 59. — Les espèces gibier sont constituées par tous les animaux qui peuvent être chassés pendant une période d'ouverture de la chasse sur des territoires déterminés conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 60. — La mise en vente, la vente, l'achat, le transport, le colportage et l'exportation du gibier mort ou vif, ou de parties de gibier sont interdits pendant la période de fermeture de la chasse, sauf autorisation spéciale délivrée par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

Art. 61. — Les chasseurs ne peuvent transporter, pendant la période de chasse, un nombre d'animaux au-delà du nombre maximal autorisé à abattre au cours d'une journée de chasse.

Art. 62. — La détention, la mise en vente, la vente, l'achat, le colportage, ou l'exportation des animaux sauvages et de gibier, nés et élevés en captivité, sont régis par des dispositions définies par voie réglementaire.

Section 3

Des espèces pullulantes

Art. 63. — Les espèces d'animaux classées espèces pullulantes sont constituées par les animaux sauvages dont la pullulation pourrait provoquer des déséquilibres biologiques, écologiques ou économiques.

Art. 64. — Le classement au titre d'espèce pullulante à pour but, notamment :

1 — d'assurer un développement équilibré de la faune sauvage,

2 — de préserver les cultures et les cheptels en particulier dans les zones situées à proximité des massifs forestiers,

3 — de prémunir la faune contre les maladies épizootiques.

Art. 65. — Les battues administratives pour l'élimination d'espèces pullulantes sont organisées selon les modalités fixées par l'article 4 de la présente loi.

Section 4

Des autres espèces

Art. 66. — Sont classés au titre des autres espèces, les animaux qui ne sont classés ni au titre des espèces protégées, ni au titre des espèces gibier, ni au titre des espèces pullulantes.

Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, les animaux classés dans la catégorie des autres espèces sont interdits à la chasse.

Art. 67. — Le gibier et les animaux sauvages, quelle que soit l'espèce, détenus ou commercialisés en infraction aux dispositions de la présente loi font l'objet, à titre de mesure conservatoire, de saisie.

Section 5

Des mesures particulières

Art. 68. — A l'exception des animaux pullulants nuisibles à la santé, aux récoltes et au cheptel, les propriétaires et les ayants droit peuvent être autorisés par l'administration chargée de la chasse à repousser ou à chasser les animaux qui causent des dommages à leur propriété ou à leur cheptel.

Sont interdits comme moyens de destruction massive, l'utilisation de l'incendie et/ou l'inoculation de maladies, la pose de collets ou la réalisation de fosses.

Art. 69. — Toute personne qui blesse ou tue, par inadvertance, accident ou pour défendre sa vie ou celle des siens, du gibier ou des animaux sauvages protégés ou non, est tenue de le porter à la connaissance de l'administration chargée de la chasse ou des services de police ou de gendarmerie nationale les plus proches.

Art. 70. — Pour prévenir la destruction des espèces de gibier, notamment des oiseaux, et pour favoriser leur repeuplement, il est interdit de laisser divaguer les chiens sur les territoires de chasse, les réserves et les aires protégées.

Les agents de l'administration chargée de la chasse et les autres fonctionnaires habilités en la matière sont tenus de prendre toutes les dispositions pour empêcher cette divagation.

Art. 71. — Afin de prémunir le gibier de toutes formes d'épizooties, il est institué au niveau de chaque wilaya, un réseau local de surveillance sanitaire de la faune sauvage, d'observation et de détection des manifestations épizootiques et de mise en place, en coordination avec les services sanitaires et vétérinaires concernés, des dispositifs propres à les circonscrire.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par voie réglementaire.

Chapitre III

Des instruments de gestion du patrimoine cynégétique

Art. 72. — Il est institué un plan national de développement du patrimoine cynégétique, en vue d'en assurer la protection, le développement et l'exploitation.

Art. 73. — Le plan national de développement du patrimoine cynégétique comprend :

- l'inventaire cynégétique,
- l'aménagement cynégétique,
- les plans de gestion du patrimoine cynégétique.

Le plan national de développement du patrimoine cynégétique comprend notamment les programmes d'amélioration naturelle des espèces, les actions sanitaires à mener en leur direction, les mesures de protection et de développement propres aux espèces protégées et/ou menacées ainsi que les programmes de préservation et de reconstitution des milieux et des habitats des espèces.

Les modalités d'élaboration et d'adoption de ce plan sont déterminées par voie réglementaire.

Art. 74. — L'inventaire cynégétique comprend :

— la carte nationale cynégétique où sont identifiées les régions cynégétiques des différentes espèces de gibier, la classification de leurs habitats et la détermination de la capacité d'accueil de chaque territoire en fonction des objectifs tracés,

— les statistiques des espèces vivantes sur le territoire national ainsi que celles des espèces migratrices.

Art. 75. — L'aménagement cynégétique comprend sur la base de l'inventaire visé à l'article 73 ci-dessus :

- les potentialités cynégétiques,
- les programmes de développement durable et d'exploitation rationnelle du patrimoine cynégétique.

Art. 76. — Les plans de gestion cynégétique constituent l'instrument de référence de l'exploitation du patrimoine cynégétique.

Ils retracent pour chaque espèce gibier, dans chaque région de chasse, les effectifs de l'espèce et les quantités susceptibles d'être prélevées au titre de la chasse ainsi que toutes les actions de repeuplement et de développement des espèces concernées.

Les modalités d'élaboration et d'approbation de ces plans de gestion ainsi que leur contenu sont fixés par voie réglementaire.

Chapitre IV

Des aires soumises à régime particulier

Art. 77. — Des parties du territoire national peuvent être classées en réserve nationale de faune sauvage lorsque la conservation et le développement de la faune présente une importance particulière, notamment la préservation des populations animales menacées ou en voie de disparition.

Les modalités de création, de classement et de fonctionnement de ces réserves sont fixées par voie réglementaire.

Art. 78. — L'administration chargée de la chasse peut interdire ou restreindre le pâturage sur des parties de territoire dénommées : "aires de protection de la faune" pour assurer la préservation et la multiplication d'une ou de plusieurs espèces à intérêt cynégétique ainsi que pour permettre la protection de certaines espèces de la faune et de leurs habitats dans des territoires qui présentent un intérêt particulier en raison de l'existence d'écosystèmes complexes ou rares et d'y interdire toute action de chasse ou de destruction d'animaux.

Les conditions et les règles de classement de ces territoires, les modalités de leur gestion et de leur surveillance sont fixées par voie réglementaire.

Art. 79. — Afin de maintenir et de favoriser le développement du gibier, les associations de chasseurs en collaboration avec la fédération des chasseurs de wilaya et la fédération nationale des chasseurs peuvent laisser en réserve une partie de leur territoire de chasse.

TITRE V

DE LA POLICE DE LA CHASSE, DES INFRACTIONS ET DES PEINES

Chapitre I

De la police de la chasse

Art. 80. — La recherche et la constatation des infractions aux dispositions prévues par la présente loi sont effectuées conformément aux dispositions du code de procédure pénale.

Art. 81. — Les services relevant de l'autorité chargée de la chasse et les autres corps de police judiciaire sont chargés du contrôle de la provenance et de la détention

d'animaux sauvages morts ou vifs et du gibier en général en tous lieux où ils peuvent être chassés, mis en vente, détenus pour être livrés au commerce ou à la consommation.

Art. 82. — Les services des douanes, les services chargés du contrôle sanitaire et vétérinaire, ainsi que ceux de la police des frontières, sont chargés du contrôle aux frontières du transport, de l'introduction ou de la sortie des spécimens d'animaux sauvages conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 83. — Le gibier et les animaux sauvages saisis par les corps de police et les services des douanes sont remis contre décharge à l'administration chargée de la chasse territorialement compétente qui les remettra à des établissements spécialisés.

Art. 84. — Les modalités de contrôle, de surveillance, et de lutte contre le braconnage sont fixées par voie réglementaire.

Chapitre II

Des infractions et des peines en matière de chasse

Art. 85. — Quiconque exerce la chasse ou autre action de chasse hors des zones et des périodes prévues par les dispositions de la présente loi est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à trois (3) ans et d'une amende de 50.000 dinars à 100.000 dinars.

Art. 86. — Celui qui tente de chasser sans permis de chasse ou licence de chasser ou chasse avec le permis ou la licence de chasser d'autrui est puni d'un emprisonnement de deux (2) à six (6) mois et d'une amende de 20.000 à 50.000 dinars ou de l'une des deux peines.

Art. 87. — Tout chasseur qui n'est pas en possession de son permis de chasse ou de sa licence de chasser, durant l'exercice de la chasse, est puni d'une amende de 500 à 1.000 dinars.

Art. 88. — Celui qui se livre à la chasse avec un permis ou une licence de chasser non validés, est puni d'une amende de 10.000 à 30.000 dinars et doit en plus s'acquitter de la redevance annuelle.

Art. 89. — Celui qui a cédé, loué ou prêté son permis de chasse et/ou sa licence de chasser à autrui en vue de lui permettre de chasser, est puni d'une amende de 10.000 à 20.000 dinars. Le permis de chasse et/ou la licence de chasser seront retirés pour une durée de cinq (5) années au moins.

Art. 90. — Quiconque exerce la chasse à l'aide de moyens prohibés conformément aux dispositions de la présente loi, est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à trois (3) ans et d'une amende de 20.000 à 50.000 dinars ou de l'une des deux peines.

Dans tous les cas, les moyens utilisés, le gibier ainsi capturé ou abattu, les œufs, les couvées, les animaux et leurs petits seront confisqués.

Art. 91. — Quiconque exerce la chasse sur la propriété d'autrui sans que la chasse n'ait été autorisée est puni d'une amende de 10.000 à 50.000 dinars.

Art. 92. — Quiconque chasse les espèces animales protégées ou les détient, les transporte, les colporte, les utilise, les vend ou les achète ou les met en vente ou les naturalise, est puni d'un emprisonnement de deux (2) à six (6) mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 dinars.

Les animaux ou parties d'animaux protégés vivants, morts ou naturalisés seront saisis.

Art. 93. — Quiconque met en vente, vend, achète, transporte, colporte ou exporte du gibier mort ou vif, sans autorisation spéciale délivrée par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente est puni d'une amende de 20.000 à 50.000 dinars. Le gibier objet de l'infraction sera confisqué.

Art. 94. — Quiconque transporte pendant la période de chasse un nombre d'animaux au-delà du nombre maximal autorisé à abattre au cours d'une journée de chasse est puni d'une amende de 2.000 à 10.000 dinars par pièce de gibier.

Art. 95. — Quiconque commercialise du gibier en dehors de la période de chasse est puni d'un emprisonnement de deux (2) à six (6) mois et d'une amende de 20.000 à 100.000 dinars ou de l'une des deux peines.

Tout gibier saisi doit être remis à l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

Art. 96. — Quiconque s'oppose au contrôle prévu par la présente loi, notamment dans son article 81, est puni d'une amende de 5.000 à 20.000 dinars.

Art. 97. — Quiconque chasse sans autorisation sur les terrains amodiés ou loués pour la pratique de la chasse, est puni d'une amende de 10.000 à 50.000 dinars. Son permis de chasse ou sa licence de chasser lui sont retirés pour la campagne de chasse en cours.

Art. 98. — Quiconque chasse dans les aires soumises au régime de protection institué conformément aux dispositions de la présente loi est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à une (1) année et d'une amende de 20.000 à 50.000 dinars ou de l'une des deux peines.

Dans tous les cas, le gibier, les œufs, les couvées, les animaux et leurs petits ainsi que les armes ou instruments ayant servi à leur capture seront confisqués.

Art. 99. — Quiconque a usé de violence ou a proféré des menaces à l'encontre des agents chargés du contrôle de la chasse est puni conformément aux dispositions des articles 148 et 284 du code pénal.

Art. 100. — Dans les cas de récidive, les peines prévues par la présente loi sont portées au double.

Art. 101. — Lors d'infraction, le chasseur touriste fait l'objet des mêmes sanctions que celles prévues par les dispositions de la présente loi.

Art. 102. — Il est toujours prononcé la saisie des animaux illicitement capturés, abattus, mis en vente, vendus, acquis, transportés ainsi que les armes, engins, objets, produits et moyens de transport ayant été utilisés.

Art. 103. — La juridiction compétente peut prononcer la confiscation provisoire ou la saisie d'office de l'arme ayant servi à commettre l'infraction de chasse.

Art. 104. — Toute arme et objets abandonnés par les auteurs d'infractions restés inconnus, sont saisis conformément aux modalités fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 105. — Les procédures d'établissement et de transmission des procès-verbaux de constatation d'infraction de chasse obéissent aux dispositions du code de procédure pénale.

Art. 106. — La poursuite des infractions n'est pas exclusive des actions en réparation pouvant être intentées par l'administration chargée de la chasse ou les associations de chasseurs concernées à l'encontre des auteurs de l'infraction aux dispositions de la loi relative à la chasse.

Art. 107. — Dans le cas où l'infraction est commise sur des terrains amodiés ou sur des propriétés privées, les restitutions et dommages et intérêts peuvent être reversés aux associations amodiataires et aux propriétaires des terrains par l'administration chargée de la chasse en vue d'actions de repeuplement.

Art. 108. — Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées notamment la loi n° 82-10 du 21 août 1982, susvisée.

Art. 109. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

**Ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427
correspondant au 15 juillet 2006 relative à la
protection et à la préservation de certaines
espèces animales menacées de disparition.**

— — — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 17, 18, 122 et 124 ;

Vu la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) signée à Washington le 3 mars 1973, à laquelle l'Algérie a adhéré par le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 ;

Vu la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage faite à Bonn le 23 juin 1979 ratifiée par le décret présidentiel n° 05-108 du 20 Safar 1426 correspondant au 31 mars 2005 ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, relative au régime général des forêts ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005 relative à l'eau ;

Le conseil des ministres entendu,

Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1er. — Sans préjudice des dispositions législatives relatives aux espèces animales protégées, la présente ordonnance a pour objet de fixer les modalités de protection et de préservation de certaines espèces animales menacées de disparition.

Art. 2. — Au sens de la présente ordonnance, on entend par espèces animales menacées de disparition les espèces de faune sauvage dont l'existence en tant qu'espèces subit une atteinte importante entraînant un risque avéré d'extinction et qui, de ce fait, font l'objet de mesures de protection et de préservation particulières.

Art. 3. — Les espèces animales menacées de disparition sont :

Classe des mammifères :

Mouflon à manchettes : AMMOTRAGUS LERVIA.

Oryx : ORYX DAMMAH.

Cerf de Barbarie : CERVUS ELAPHUS BARBARUS.

Hyène rayée : HYENA HYENA.

Gazelle rouge : GAZELLA RUFFINA.

Gazelle d'Atlas : GAZELLA CUVIERI.

Gazelle dama : GAZELLA DAMA.

Gazelle dorcas : GAZELLA DORCAS.

Gazelle du Sahara : GAZELLA LEPTOCEROS.

Fennec : FENNECUS ZERDA.

Guépard : ACINONYX JUBATUS.

Chat des sables : FELIS MARGARITA.

Addax : ADDAX NASOMACULATUS.

Classe des oiseaux :

Ibis chauve : GERONTICUS EREMITA.

Erismature à tête blanche : OXYURA LEUCOCEPHALA.

Faucon crecerellette : FALCO NAUMANNI.

Faucon pèlerin : FALCO PEREGRINUS.

Outarde houbara : CHLAMYDOTIS UNDULATA.

Grande outarde : OTIS TARDA.

Outarde canepetière : TETRAX TETRAX.

Classe des reptiles :

Tortue grecque : TESTUDO GRAECA.

Fouette – queue : UROMASTYX ACANTHINURUS.

Varan du désert : VARANUS GRISENS.

La liste fixée par le présent article peut être étendue à d'autres espèces animales menacées de disparition par voie réglementaire.

Art. 4. — Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur, la chasse des animaux mentionnés sur la liste fixée à l'article 3 de la présente ordonnance est interdite par tout moyen.

Sont également interdits la capture, la détention, le transport, la naturalisation et la commercialisation des animaux ou parties d'animaux d'espèces menacées de disparition.

Seule peut être autorisée, selon les modalités fixées par voie réglementaire, la capture des spécimens d'animaux classés espèces animales menacées de disparition à des fins exclusives de recherche scientifique ou de reproduction pour le repeuplement ou la détention par des établissements de présentation au public.

Art. 5. — Il est institué une commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition composée d'experts de la faune sauvage, de la santé animale et de la protection des écosystèmes.

La commission, présidée par le ministre chargé de la chasse, est consultée sur toutes les questions relatives à la situation générale de ces espèces, leur protection et leur préservation.

Les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de cette commission sont fixés par voie réglementaire.

Art. 6. — Sur la base des travaux de la commission instituée par l'article 5 ci-dessus, les aires dans lesquels subsistent les animaux mentionnés sur la liste fixée à l'article 3 ci-dessus ainsi que les sites de reproduction et les aires de repos des espèces concernées sont délimités par un décret qui précise les mesures restrictives applicables pour la protection, la préservation et la multiplication des espèces concernées.

Art. 7. — Dans les aires définies selon les modalités fixées à l'article 6 ci-dessus, la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition effectue un suivi et une évaluation des effectifs de l'espèce concernée, de leurs sites de reproduction et de leurs aires de repos.

La commission élabore annuellement un rapport sur l'évolution des espèces menacées de disparition et de leur habitat qu'elle transmet au ministre chargé de la chasse.

Art. 8. — Dans les aires et zones délimitées définies selon les modalités fixées par la présente ordonnance, tout usage, activité, construction ou établissement non expressément autorisé selon les modalités fixées à l'article 6 ci-dessus est interdit.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions de l'article 4 ci-dessus est punie d'un emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA).

Les produits de la chasse, les armes, munitions, véhicules et tous moyens ayant été utilisés pour la chasse ou la capture de ces animaux sont confisqués.

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Art. 10. — Sans préjudice des autres sanctions prévues par la législation en vigueur en la matière, toute personne ayant permis, facilité, aidé ou contribué par quelque façon que ce soit à la chasse ou à la capture, la détention, le transport et la commercialisation des animaux ou parties d'animaux mentionnés sur la liste fixée à l'article 3 ci-dessus, est punie d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à deux (2) ans et d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à trois cent mille dinars (300.000 DA).

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Art. 11. — Quiconque commet une infraction aux dispositions de l'article 8 ci-dessus est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à dix-huit (18) mois et d'une amende de cinquante mille dinars (50.000 DA) à deux cent mille dinars (200.000 DA). L'auteur de l'infraction est, en outre, tenu des frais de démolition des constructions et de la remise en l'état des lieux.

En cas de récidive, la peine est portée au double.

Art. 12. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Jomada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — ★ — — — —

Ordonnance n° 06-06 du 19 Jomada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 modifiant et complétant la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil.

— — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 122 et 124 ;

Vu la loi n° 84-10 du 11 février 1984, modifiée et complétée, relative au service civil ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Le Conseil des ministres entendu ;

Promulgue l'ordonnance dont la teneur suit :

Article 1er. — La présente ordonnance a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 de la loi n° 84-10 du 11 février 1984, susvisée, sont complétées *in fine* comme suit :

« Art. 2. —
..... »

LOIS

Loi n° 06-12 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 51, 122-26, 124 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Après approbation par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est approuvée l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Loi n° 06-13 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 122, 124 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006 ;

Après approbation par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est approuvée l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Loi n° 06-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 17, 18, 122, 124 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Après approbation par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est approuvée l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

-----★-----

Loi n° 06-15 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-06 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 modifiant et complétant la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 122, 124 et 126 ;

Vu l'ordonnance n° 06-06 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 modifiant et complétant la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil ;

Après approbation par le Parlement ;

Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — Est approuvée l'ordonnance n° 06-06 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 modifiant et complétant la loi n° 84-10 du 11 février 1984 relative au service civil.

Art. 2. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

SOMMAIRE (Suite)

Décret n° 82-440 du 11 décembre 1982 portant ratification de la convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles signée à Alger le 15 septembre 1968, p. 1685.

Décret n° 82-441 du 11 décembre 1982 portant adhésion de la République algérienne démocratique et populaire au protocole relatif à la protection de la mer méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, fait à Athènes le 17 mai 1980, p. 1691.

Décret n° 82-442 du 11 décembre 1982 portant ratification de l'accord de coopération économique, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République hellénique, signé à Alger le 13 mai 1982, p. 1695.

Décret n° 82-443 du 11 décembre 1982 portant ratification de l'accord de coopération scientifique et technique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République de l'Inde, signé à New Delhi, le 28 février 1980, p. 1696.

Décret n° 82-444 du 11 décembre 1982 portant ratification de la convention entre la République algérienne démocratique et populaire et la Répu-

blique tchécoslovaque relative à l'entraide judiciaire en matière civile, familiale et pénale, signée à Alger, le 4 février 1981, p. 1698.

Décret n° 82-445 du 11 décembre 1982 portant ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République populaire socialiste d'Albanie, fait à Tirana, le 13 juillet 1981, p. 1704.

Décret n° 82-446 du 11 décembre 1982 portant ratification de l'accord entre la République algérienne démocratique et populaire et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, tendant à éviter la double imposition sur les revenus provenant de l'exploitation des services aériens internationaux, fait à Alger, le 27 mai 1981, p. 1706.

Décret n° 82-447 du 11 décembre 1982 portant ratification de l'accord de coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre la République algérienne démocratique et populaire et la République de Finlande, fait à Helsinki, le 19 janvier 1982, p. 1707.

Décret n° 82-448 du 11 décembre 1982 portant ratification de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, signé à Brasilia, le 3 juin 1981, p. 1709.

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret n° 82-437 du 11 décembre 1982 portant ratification du protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord en matière de lutte contre la désertification, signé au Caire le 5 février 1977.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 111-17° ;

Vu le protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord en matière de lutte contre la désertification, signé au Caire le 5 février 1977 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, le protocole de coopération entre les pays d'Afrique du Nord en matière de lutte contre la désertification, signé au Caire le 5 février 1977.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 décembre 1982.

Chadli BENDJEDID

**P R O T O C O L E
DE COOPERATION ENTRE LES ETATS
D'AFRIQUE DU NORD POUR LA LUTTE
CONTRE LA DESERTIFICATION**

Considérant les dangers multiples auxquels sont exposés certains Etats du fait de l'avancée des déserts qui leur sont limitrophes, il s'avère impérieux de renforcer la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la désertification. L'Assemblée générale des Nations unies a, à cet effet, adopté la résolution n° 3337 de 1974 par laquelle elle invite les Etats concernés à prendre conscience de la question et à dégager les voies et moyens susceptibles d'éviter tout éventuel danger et à coopérer entre eux pour faire face à l'avancée des déserts ;

Considérant le danger constitué par l'avancée des déserts à laquelle s'exposent les cinq pays arabes d'Afrique du Nord, à savoir, la République tunisienne, la République algérienne démocratique et populaire, la République arabe de Libye, la République arabe d'Egypte et le Royaume du Maroc et qui a, selon divers rapports scientifiques, conduit, annuellement à la perte et à la diminution, tantôt par dégradation, tantôt par disparition, de grandes superficies de terres agricoles ou à vocation agricole et de zones de pâturages naturels limitrophes des déserts ;

Considérant la nécessité de coopérer dans ce domaine et d'agir par des mesures décisives pour arrêter ce fléau qui menace l'existence et la stabilité des populations arabes et à la lumière des recommandations de la Conférence des ministres arabes de la science (CASTRAB), tenue en août 1976, sur la nécessité d'une coopération régionale pour la lutte contre l'avancée des déserts ;

Considérant l'existence de potentialités humaines et techniques et de moyens matériels qui permettent aux cinq Etats d'Afrique du Nord de prendre des mesures susceptibles d'enrayer les risques de ce fléau qui constitue l'avancée des déserts et ce, en vue de préserver les richesses naturelles, animales et végétales et protéger, également, les populations arabes ;

Considérant l'existence, dans les cinq Etats arabes, de projets nationaux de lutte contre l'avancée des déserts et l'implantation de ceintures vertes protectrices, le programme de l'Organisation des Nations unies pour l'environnement et l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences ont élaboré une étude sur l'utilité d'une coopération, entre les cinq Etats arabes d'Afrique du Nord, dans le domaine de la lutte contre l'avancée des déserts ;

Les cinq Etats arabes, signataires du présent protocole, sont convenus d'élaborer une stratégie commune en vue de coordonner leurs actions dans la lutte contre l'avancée des déserts et ce, par le biais d'une planification et la réalisation de projets.

Dans ce contexte, il a été décidé :

— la création d'une commission permanente comprenant les cinq pays (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et l'Egypte) et dont la mission consiste à coordonner les projets et les plans nationaux en vue de soutenir les efforts dans les domaines suivants :

1° la protection des zones agricoles des dangers que constitue l'avancée des déserts et la mise en œuvre de toute action tendant à freiner la désertification ;

2° l'organisation, l'amélioration des zones de pâturage et le développement des richesses animales ;

3° la plantation d'arbres et le reboisement en vue d'accroître les ressources en bois ;

4° l'accroissement de la densité des populations rurales et sahariennes ;

5° le développement des activités touristiques et la création de nouvelles zones touristiques ;

6° l'accroissement de la production alimentaire pour lutter contre la malnutrition dans ces Etats.

La commission permanente précitée aura pour tâche :

1° d'élaborer un plan d'action commune précisant les grandes lignes de la lutte à engager contre l'avancée des déserts, telles la gestion des pâturages, la plantation d'arbres et la culture de végétaux selon les exigences de l'équilibre précis du milieu ;

2° de coordonner les méthodes d'exécution et d'organiser toutes les activités possibles dans chacun de ces pays ;

3° de centraliser toutes les informations et les recherches ayant un rapport avec ce sujet et avec

les différents projets déjà réalisés et ce, afin de tirer pleinement profit des résultats obtenus ;

4° d'échanger, entre les cinq Etats concernés, les informations et les différentes expériences acquises en matière de lutte contre l'avancée des déserts ;

5° d'échanger, entre les Etats précités, les semences et plants de diverses espèces d'arbres, d'arbustes, de plants de pâturages et d'autres végétaux et qui ont fait l'objet d'expériences concluantes ;

6° de coordonner les activités de formation, particulièrement les programmes de formation et tirer pleinement profit des différents instituts et centres de formation existant actuellement dans chacun de ces cinq Etats.

Dans le cadre de la coordination et de la coopération entre les cinq Etats :

1 — la commission permanente assurera le suivi de l'exécution des tâches par le biais de visites, rapports ou par d'autres moyens convenus par accord, pour assurer la continuité de la coopération avec la compétence et le niveau requis ;

2 — la commission élaborera les règlements régissant ses activités ainsi que les modalités de ses relations avec les institutions arabes et internationales ;

3 — les cinq Etats concernés accorderont les crédits nécessaires qui permettront à la commission d'assumer ses tâches ;

4 — la commission sera dotée d'un secrétariat technique administratif dont le siège sera fixé dans l'un des cinq Etats concernés ; les relations entre le secrétariat et le pays abritant le siège seront régies par un protocole particulier ;

5 — la commission peut créer une caisse spéciale à laquelle participeront les Etats, les Organisations, les Caisses arabes et les Institutions internationales.

Le présent protocole a été signé au siège du secrétariat général de la Ligue arabe, au Caire, le samedi correspondant au 5 février 1977.

— La République tunisienne,

— la République algérienne démocratique et populaire,

— la République arabe de Libye,

— la République arabe d'Egypte,

— le Royaume du Maroc.

Décret n° 82-438 du 11 décembre 1982 portant ratification de la convention culturelle et technique entre la République algérienne démocratique et populaire et la République islamique de l'Iran, signée à Alger le 15 février 1982.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 111-17° ;

Vu la convention culturelle et technique entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Gouvernement de la République islamique de l'Iran, signée à Alger le 15 février 1982 ;

les fonctions du bureau permanent, en vertu de la présente convention, jusqu'au moment où une autre organisation ou un Gouvernement sera désigné par une majorité des deux-tiers de toutes les parties contractantes.

2. Le bureau permanent devra, notamment :

a) aider à convoquer et à organiser les conférences visées à l'article 6 ci-dessus ;

b) tenir la liste des zones humides d'importance internationale et recevoir des parties contractantes les informations prévues par le paragraphe 5 de l'article 2 ci-dessus, sur toutes additions, extensions, suppressions ou diminutions, relatives aux zones humides inscrites sur la liste ;

c) recevoir des parties contractantes les informations prévues conformément au paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus, sur toutes modifications des conditions écologiques des zones humides inscrites sur la liste ;

d) notifier à toutes les parties contractantes toute modification de la liste ou tout changement dans les caractéristiques des zones humides inscrites et prendre les dispositions pour que ces questions soient discutées à la prochaine conférence ;

e) donner connaissance à la partie contractante intéressée, des recommandations des conférences en ce qui concerne ces modifications à la liste ou ces changements dans les caractéristiques des zones humides inscrites.

Article 9

1. La convention est ouverte à la signature pour une durée indéterminée.

2. Tout membre de l'Organisation des Nations unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou adhérent au statut de la Cour internationale de justice, peut devenir une partie contractante de cette convention par :

a) la signature sans réserve de ratification ;

b) la signature sous réserve de ratification, suivie de la ratification ;

c) l'adhésion.

3. La ratification ou l'adhésion seront effectuées par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, ci-après appelée : « le dépositaire ».

Article 10

1. La convention entrera en vigueur quatre mois après le moment où sept (7) Etats seront devenus parties contractantes à la convention, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 9 ci-dessus.

2. Par la suite, la convention entrera en vigueur, pour chacune des parties contractantes, quatre (4) mois après la date de sa signature, sans réserve de ratification ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 11

1. La convention restera en vigueur pour une durée indéterminée.

2. Toute partie contractante pourra dénoncer la convention après une période de cinq (5) ans après la date à laquelle elle sera entrée en vigueur pour cette partie, en faisant, par écrit, la notification au dépositaire. La dénonciation prendra effet quatre (4) mois après le jour où la notification en aura été reçue par le dépositaire.

Article 12

1. Le dépositaire informera, aussitôt que possible, tous les Etats ayant signé la convention ou y ayant adhéré :

a) des signatures de la convention ;

b) des dépôts d'instruments de ratification de la convention ;

c) des dépôts d'instruments d'adhésion à la convention ;

d) de la date d'entrée en vigueur de la convention ;

e) des notifications de dénonciation de la convention.

2. Lorsque la convention sera entrée en vigueur, le dépositaire la fera enregistrer au Secrétariat des Nations unies, conformément à l'article 102 de la Charte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente convention.

Décret n° 82-440 du 11 décembre 1982 portant ratification de la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, signée à Alger le 15 septembre 1968.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,
Vu la Constitution et notamment son article 111-17° ;

Vu la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, signée à Alger le 15 septembre 1968 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, signée à Alger, le 15 septembre 1968.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 décembre 1982.

Chadli BENDJEDID.

CONVENTION AFRICAINNE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DES RESSOURCES NATURELLES PREAMBULE :

Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Etats africains indépendants,

Pleinement conscients de ce que les sols, les eaux, la flore et les ressources en faune constituent un capital d'importance vitale pour l'homme ;

Reitérant, comme nous l'avons déclaré lors de notre adhésion à la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, que nous savons que notre devoir est de « mettre les ressources naturelles et humaines de notre continent au service du progrès général de nos peuples dans tous les domaines de l'activité humaine » ;

Pleinement conscients de l'importance toujours grandissante des ressources naturelles au point de vue économique, nutritif, scientifique, éducatif, culturel et esthétique ;

Conscients des dangers qui menacent ce capital irremplaçable ;

Reconnaissant que l'utilisation de ces ressources doit viser à satisfaire les besoins de l'homme selon la capacité du milieu ;

Désireux d'entreprendre une action individuelle et collective en vue de la conservation, de l'utilisation et du développement de ce capital par l'établissement et le maintien de son utilisation rationnelle pour le bien-être présent et futur de l'humanité ;

Convaincus que la conclusion d'une convention est un des moyens les plus indiqués pour atteindre ce but ;

Sommes convaincus de ce qui suit :

Article 1er. Les Etats contractants ont décidé de conclure, par les présentes dispositions, une convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles.

PRINCIPE FONDAMENTAL

Art. 2.— Les Etats contractants s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour assurer la conservation, l'utilisation et le développement des sols, des eaux, de la flore et des ressources en faune, en se fondant sur des principes scientifiques et en prenant en considération les intérêts majeurs de la population.

DEFINITIONS

Art. 3. — Aux fins de la présente convention, les expressions suivantes ont respectivement la signification ci-après, à savoir :

- 1) « ressources naturelles » signifie ressources naturelles renouvelables, c'est-à-dire les sols, les eaux, la flore et la faune ;
- 2) « spécimen » désigne tout représentant d'une espèce animale ou végétale sauvage, ou une partie seulement d'une telle plante ;
- 3) « trophée » désigne tout spécimen d'animal mort ou une partie d'un tel spécimen, quelle ait été incluse ou non dans un objet travaillé ou transformé ou traité de toute autre façon, à moins qu'elle n'ait perdu son identité d'origine, ainsi que les nids, œufs, coquilles d'œufs ;
- 4) « réserve naturelle » désigne toute aire protégée en vue de ses ressources naturelles, soit comme réserve naturelle intégrale, parc national ou réserve spéciale ;
- a) « réserve naturelle intégrale » désigne une aire :
 - 1) placée sous le contrôle de l'Etat et dont les limites ne peuvent être changées, ni aucune partie aliénée, sauf par l'autorité législative compétente et

ii) sur l'étendue de laquelle toute espèce de chasse ou de pêche, toute exploitation forestière, agricole ou minière, tout pâturage, toute fouille ou prospection, sondage, terrassement ou construction, tous travaux tendant à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation, toute pollution des eaux et, de manière générale, tout acte de nature à apporter des perturbations à la faune ou à la flore, toute introduction d'espèces zoologiques ou botaniques, soit indigènes, soit importées, sauvages ou domestiquées, seront strictement interdits.

iii) où il sera défendu de résider, de pénétrer, de circuler ou de camper et qu'il sera interdit de survoler à basse altitude, sans autorisation spéciale écrite de l'autorité compétente et dans laquelle les recherches scientifiques (y compris les éliminations d'animaux et de végétaux en vue de maintenir un écosystème) ne pourront être effectuées qu'avec la permission de cette autorité.

b) « parc national » désigne une aire :

i) placée sous le contrôle de l'Etat et dont les limites ne peuvent être changées, ni aucune partie aliénée, sauf par l'autorité législative compétente ;

ii) exclusivement destinée à la propagation, la protection, la conservation et l'aménagement de la végétation et des populations d'animaux sauvages, ainsi qu'à la protection des sites, des paysages, ou des formations géologiques d'une valeur scientifique ou esthétique particulière, dans l'intérêt et pour la récréation du public ;

iii) dans laquelle l'abattage, la chasse et la capture d'animaux et la destruction ou la collecte de plantes sont interdits, sauf pour des raisons scientifiques ou pour les besoins de l'aménagement et à condition que de telles opérations aient lieu sous la direction et le contrôle de l'autorité compétente.

iv) comportant tout milieu aquatique auquel s'appliquent toutes ou l'une quelconque des dispositions de l'alinéa b (i - iii) du présent article.

Les activités interdites dans les réserves naturelles intégrales en vertu des dispositions de l'alinéa (a) (ii) du paragraphe 4 du présent article sont également interdites dans les parcs nationaux, sauf dans la mesure où elles sont indispensables pour permettre aux autorités du parc, notamment par des mesures d'aménagement, de mettre en œuvre les dispositions de l'alinéa (ii) de ce présent paragraphe et pour permettre au public de visiter ces parcs ; néanmoins, la pêche sportive pourra être pratiquée avec l'autorisation et sous le contrôle de l'autorité compétente.

c) « réserve spéciale » désigne autres aires protégées telles que :

i) « réserve de faune » qui désigne une aire :

a) mise à part pour la conservation, l'aménagement et la propagation de la vie animale sauvage, ainsi que pour la protection et l'aménagement de son habitat ;

b) dans laquelle la chasse, l'abattage, ou la capture de la faune sont interdits, sauf par les autorités de la réserve ou sous leur direction ou leur contrôle ;

c) où l'habitation et les autres activités humaines sont réglementées ou interdites.

ii) « réserve partielle » ou « sanctuaire » désigne une aire :

a) mise à part pour la protection de communautés caractéristiques d'animaux et, plus généralement, d'oiseaux sauvages, ou la protection d'espèces animales ou végétales particulièrement menacées, notamment celles qui figurent sur la liste annexée à la présente convention, ainsi que des habitats indispensables à leur survie ;

b) dans laquelle tout autre intérêt ou activité est subordonné à la réalisation de cet objectif ;

iii) « réserves des sols », « des eaux » et « des forêts » désignent des aires mises à part pour la protection de ces ressources particulières.

SOLS

Art. 4. — Les Etats contractants prendront des mesures efficaces de conservation et d'amélioration des sols, et s'attacheront particulièrement à lutter contre l'érosion et la mauvaise utilisation des terres ; pour ce faire, ils :

a) adopteront des plans d'utilisation des terres fondées sur des études scientifiques (écologiques, pédologiques, économiques et sociologiques), et en particulier sur des classifications relatives à la capacité d'utilisation des terres ;

b) feront en sorte lors de l'application des méthodes d'agriculture et des réformes agraires :

i) d'améliorer la conservation du sol et d'introduire des méthodes culturelles meilleures, qui garantissent une productivité des terres à long terme,

ii) de contrôler l'érosion causée par diverses formes d'utilisation des terres, qui pourrait aboutir à une perte de couverts végétaux.

EAUX

Art. 5. — 1) Les Etats contractants institueront des politiques de conservation, d'utilisation et de développement des eaux souterraines et superficielles, et s'efforceront de garantir aux populations un approvisionnement suffisant et continu en eaux potables en prenant les mesures appropriées, eu égard :

i) à l'étude des cycles de l'eau et aux inventaires par bassin de drainage ;

ii) à la coordination et la planification des projets de développement des ressources en eau ;

iii) à l'administration et au contrôle de toutes les formes d'utilisation des eaux ;

iv) à la prévention et au contrôle de leur pollution.

2) Lorsque les ressources en eau, superficielles ou souterraines intéressent deux ou plusieurs Etats Contractants, ceux-ci se consulteront et, le cas échéant, constitueront des Commissions inter-étatiques pour étudier et résoudre les problèmes nés de l'utilisation commune de ces ressources, et pour assurer conjointement le développement et la conservation de celles-ci.

FLORE

Art. 6. — 1) Les Etats Contractants prendront les mesures nécessaires pour protéger la flore et assurer sa meilleure utilisation et son meilleur développement. A cette fin, ils :

a) adopteront des plans scientifiquement établis pour la conservation, l'utilisation et l'aménagement des forêts et des parcs, en tenant compte des besoins sociaux et économiques des Etats en cause, de l'importance du couvert végétal pour le maintien de l'équilibre hydrologique d'une région, pour la productivité des sols et pour conserver les habitats de la faune ;

b) s'attacheront spécialement, dans le cadre des dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus, au contrôle des feux de brousse, de l'exploitation des forêts, du défrichement et du surpâturage par les animaux domestiques et sauvages ;

c) mettront à part des surfaces qu'ils constitueront en réserves forestières et appliqueront des programmes d'afforestation là où ils s'avèreront nécessaires ;

d) restreindront le pâturage sous forêt aux saisons et à l'intensité qui n'empêchent pas la régénération forestière ;

e) créeront des jardins botaniques en vue de perpétuer les espèces végétales qui présentent un intérêt particulier.

2) Ils assureront, en outre, la conservation d'espèces végétales ou de groupements végétaux menacés d'extinction et/ou offrant une valeur scientifique ou esthétique particulière, en veillant à ce qu'ils soient représentés dans les réserves naturelles.

RESSOURCES EN FAUNE

Art. 7. — 1) Les Etats Contractants assureront la conservation, l'utilisation rationnelle et le développement de leurs ressources en faune et de leur environnement dans le cadre d'un plan d'utilisation des terres et du développement économique et social. Ils procéderont à l'aménagement de ces ressources en suivant des plans basés sur des principes scientifiques.

A ces fins :

a) ils procéderont à l'aménagement de la faune à l'intérieur d'aires sélectionnées en suivant les buts assignés à ces aires et procéderont à l'aménagement de la faune exploitable en dehors de ces aires pour en obtenir un rendement maximal soutenu, compatible avec les autres utilisations des terres et complémentaires à celles-ci ;

b) ils procéderont à l'aménagement des milieux aquatiques, qu'ils soient d'eau douce, d'eau saumâtre ou d'eaux côtières, en tenant à

diminuer les effets nuisibles des pratiques d'utilisation des eaux et des terres qui pourraient avoir un effet néfaste sur les habitats aquatiques.

2) Les Etats contractants adopteront une législation adéquate sur la chasse, la capture et la pêche qui :

- a) réglemente, de manière appropriée, l'octroi de permis ;
- b) indique les méthodes interdites ;
- c) interdit pour la chasse, la capture et la pêche :
 - i) toute méthode susceptible de causer une destruction massive d'animaux sauvages ;
 - ii) l'utilisation de drogues, poisons, armes et appâts empoisonnés ;
 - iii) l'utilisation d'explosifs ;
- d) interdit formellement pour la chasse et la capture :
 - 1) l'utilisation d'engins à moteur ;
 - 2) l'utilisation du feu ;
 - 3) l'utilisation d'armes à feu susceptibles de tirer plus d'une seule cartouche sous une seule pression de la détente ;
 - 4) les opérations nocturnes ;
 - 5) l'utilisation de projectiles contenant des détonants.
- e) interdit, dans toute la mesure du possible, pour la chasse ou la capture :
 - i) l'utilisation de filets ou enceintes ;
 - ii) l'utilisation de pièges aveugles, fosses, collets, fusils fixes, trébuchets, guet-apens.
- f) veille à ce que la viande de chasse soit utilisée aussi rationnellement que possible et interdite l'abandon sur le terrain, par les chasseurs, de dépouilles d'animaux représentant une ressource alimentaire.

Les opérations de capture ainsi que les opérations nocturnes effectuées à l'aide de drogues ou d'engins motorisés ne tomberont cependant pas sous le coup des interdictions prévues par le paragraphe (c) si elles sont accomplies par ou sous le contrôle des autorités compétentes.

ESPECES PROTEGEES

Art. 8. — 1) Les Etats Contractants reconnaissent qu'il est important et urgent d'accorder une protection particulière aux espèces animales et végétales menacées d'extinction ou qui seraient susceptibles de le devenir ainsi qu'à l'habitat nécessaire à leur survie. Dans le cas où l'une de ces espèces ne serait représentée que sur le territoire d'un seul Etat Contractant, ce dernier a une responsabilité tout Etat contractant, ce dernier a une responsabilité toute particulière pour sa protection.

Les Etats Contractants protégeront les espèces qui sont ou qui seront énumérées dans les classes A et B figurant dans l'annexe jointe à l'original de la présente convention, conformément au degré de protection qui leur sera accordé, de la manière suivante :

a) les espèces comprises dans la classe A seront protégées totalement sur tout le territoire des Etats Contractants ; la chasse, l'abattage, la capture ou la collecte de leurs spécimens ne seront permis que sur autorisation délivrée dans chaque cas par l'autorité supérieure compétente en la matière et seulement soit si l'intérêt national le nécessite, soit dans un but scientifique ;

b) les espèces comprises dans la classe B bénéficieront d'une protection totale mais pourront cependant être chassées, abattues, capturées, collectées, en vertu d'une autorisation spéciale, délivrée par l'autorité compétente.

2) L'autorité compétente de chaque Etat Contractant examinera la nécessité d'appliquer les dispositions du présent article à des espèces non mentionnées en annexe jointe à l'original de la présente convention, afin de conserver dans chaque Etat la flore et la faune indigène. L'Etat en cause fera figurer ces espèces en classes A ou B suivant ses besoins spécifiques.

TRAFFIC DE SPECIMENS ET DE TROPHÉES

Art. 9. — 1) Les Etats Contractants, s'il s'agit d'espèces animales auxquelles l'article 8 ne s'applique pas :

- a) réglementeront le commerce et le transport de leurs spécimens et de leurs trophées ;
- b) contrôleront l'application de ces mesures de manière à éviter tout trafic de spécimens et de trophées illégalement capturés, abattus ou obtenus.

2) S'il s'agit d'espèces végétales et animales auxquelles l'article 8 (1) s'applique, les Etats contractants :

- a) prendront des mesures similaires à celles du paragraphe (1) ;
- b) soumettront l'exportation de leurs spécimens et de leurs trophées à une autorisation :
 - i) supplémentaire à celle exigée pour leur capture, abattage ou collecte, conformément à l'article 8,
 - ii) qui indique leur destination,
 - iii) qui ne sera accordée que si les spécimens ou trophées ont été légalement obtenus,
 - iv) qui sera contrôlée lors de l'exportation,
 - v) pour laquelle sera élaborée une forme commune à tous les Etats contractants, qui sera établie en vertu de l'article 16.
- c) soumettront l'importation et le transit de leurs spécimens et trophées à la présentation de l'autorisation requise par l'alinéa b) ci-dessus, sous peine de la confiscation des spécimens et trophées illégalement exportés, et sans préjudice à d'autres sanctions éventuelles.

RESERVES NATURELLES

Art. 10. — 1) Les Etats Contractants maintiendront ou, si besoin est, agrandiront les réserves naturelles existant lors de l'entrée en vigueur de la présente convention, sur leur territoire, et, le cas échéant, dans leurs eaux territoriales, et examineront, de

préférence dans le cadre de programmes de planification d'utilisation des terres, la nécessité d'en créer de nouvelles afin :

- 1) de protéger les écosystèmes les plus représentatifs de leurs territoires, et spécialement ceux qui sont d'une manière quelconque, particuliers à ces territoires,
- ii) d'assurer la conservation de toutes les espèces et, plus particulièrement, de celles figurant à l'annexe de la présente convention.

2) Là où cela est nécessaire, les Etats contractants établiront autour des réserves naturelles des zones dans lesquelles les autorités compétentes réglementeront les activités susceptibles d'être nuisibles aux ressources naturelles protégées.

DROITS COUTUMIERS

Art. 11. — Les Etats Contractants prendront les mesures législatives nécessaires pour mettre les droits coutumiers en harmonie avec les dispositions de la présente Convention.

RECHERCHE

Art. 12. — Les Etats Contractants veilleront à encourager et à promouvoir la recherche en matière de conservation, d'utilisation et d'aménagement des ressources naturelles et porteront une attention particulière aux facteurs écologiques et sociaux.

EDUCATION EN MATIERE DE CONSERVATION

Art. 13. — 1) - a) Les Etats Contractants veilleront à ce que les populations prennent conscience de l'étroite dépendance dans laquelle elles se trouvent vis-à-vis des ressources naturelles, et comprennent la nécessité et les règles de leur utilisation rationnelle.

b) A ces fins, ils feront en sorte que les principes développés au paragraphe 1) :

- i) soient inclus dans leurs programmes d'enseignement à tous les niveaux,
- ii) fassent l'objet de campagnes d'information susceptibles d'initier et de gagner le public à la notion de conservation.

2) Pour la réalisation du paragraphe 1) ci-dessus, les Etats Contractants utiliseront au maximum la valeur éducative et culturelle des réserves naturelles.

PLANS DE DEVELOPPEMENT

Art. 14. — 1) Les Etats Contractants veilleront à ce que la conservation et l'aménagement des ressources naturelles soient considérés comme partie intégrante des plans de développement nationaux et/ou régionaux.

2) Dans la formulation de tous ces plans de développement, pleine considération sera donnée tant aux facteurs écologiques qu'aux facteurs économiques et sociaux.

3) Lorsqu'un de ces plans est susceptible d'affecter les ressources naturelles d'un autre Etat, ce dernier sera consulté.

ORGANISATION DES SERVICES NATIONAUX DE CONSERVATION

Art. 15. — Chaque Etat Contractant créera, s'il ne l'a déjà fait, une administration unique ayant

dans ses attributions l'ensemble des matières traitées par la présente Convention ; en cas d'impossibilité, un système sera établi en vue de coordonner les activités en ces matières.

COOPERATION INTERETATIQUE

Art. 16. — 1) Les Etats contractants coopéreront :

- a) chaque fois qu'une coopération s'impose pour donner plein effet aux prescriptions de la présente Convention et,
- b) chaque fois qu'une mesure nationale est susceptible d'affecter les ressources naturelles d'un autre Etat.

2) Ils adresseront à l'Organisation de l'Unité africaine :

- a) le texte des lois, décrets, règlements et instructions en vigueur dans leurs territoires et destinés à assurer l'application de la présente Convention ;
- b) des rapports sur les résultats obtenus dans l'application des dispositions de la présente Convention ;
- c) sur demande, tout renseignement permettant de rassembler une documentation sur les matières traitées par la présente Convention.

3) A la requête des Etats Contractants, l'Organisation de l'Unité africaine convoquera une réunion devant examiner les matières traitées par la présente Convention. Cette requête devra émaner de trois Etats contractants et être acceptée par les deux-tiers des Etats pour lesquels la réunion est proposée.

4) Les frais découlant de la présente Convention qui incombent à l'Organisation de l'Unité Africaine seront inclus dans son budget régulier, à moins qu'ils n'aient été répartis entre les Etats contractants ou fournis autrement.

DEROGATIONS

Art. 17. — Les prescriptions de la présente Convention n'affecteront pas les pouvoirs des Etats contractants en ce qui concerne :

- i) l'intérêt supérieur de l'Etat,
- ii) la force majeure,
- iii) la défense de la vie humaine.

Elles ne feront pas obstacle à l'adoption, par les Etats contractants :

- i) en cas de famine,
- ii) pour la protection de la santé publique,
- iii) pour la défense des biens à prendre, des mesures contraires aux dispositions de la présente Convention, pourvu qu'elles soient délimitées quant à leur objet, leur temps et leur lieu d'application.

REGLEMENT DES DIFFERENDS

Art. 18. — Tout différend entre les Etats Contractants relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui ne peut être réglé par voie de négociation sera, à la requête de l'une des parties, soumis à la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation de l'Unité africaine.

SIGNATURE ET RATIFICATION

Art. 19. — 1) La présente Convention sera ouverte à la signature des Etats Contractants, immédiatement après son approbation, par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine.

2) Elle sera ratifiée par chacun des Etats Contractants. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

RESERVES

Art. 20. — 1) Au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, tout Etat pourra déclarer n'assumer qu'une partie de la présente Convention. Ne sont cependant pas susceptibles de donner lieu à des réserves les dispositions des articles 2 à 11.

2) Les réserves faites conformément au paragraphe précédent seront déposées en même temps que les instruments de ratification ou d'adhésion.

3) Tout Etat contractant ayant formulé des réserves conformément au paragraphe précédent pourra à tout moment les retirer par notification au Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine.

ENTREE EN VIGUEUR

Art. 21. — 1) La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt du quatrième instrument de ratification ou l'adhésion auprès du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine, qui en informera les Etats participant à la Convention.

2) Pour les Etats qui ratifieront la Convention, ou y adhéreront postérieurement au dépôt du quatrième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt, par cet Etat, de son instrument de ratification ou d'adhésion.

3) La Convention de Londres de 1933 ou toute autre Convention relative à la conservation de la flore et de la faune à l'état naturel cessera ses effets quant aux Etats pour lesquels la présente Convention est entrée en vigueur.

ADHESION

Art. 22. — 1) Après la date d'approbation stipulée à l'article 19, paragraphe 1) la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat africain indépendant et souverain.

2) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine.

DENONCIATION

Art. 23. — 1) Tout Etat Contractant pourra dénoncer la présente Convention par notification écrite au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine.

2) Cette dénonciation prendra effet, en ce qui concerne l'Etat dont elle émane, un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

3) Aucune dénonciation ne prendra cependant effet avant l'expiration d'une période de cinq ans à partir de la date de la mise en vigueur pour cet Etat de la présente Convention.

REVISION

Art. 24. — 1) Après expiration d'une période de cinq ans, à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, une demande de révision de tout ou partie de la Convention pourra être formulée en tout temps, par tout Etat Contractant, par notification écrite adressée au Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine.

2) L'organe compétent de l'Organisation de l'Unité Africaine s'occupera conformément aux dispositions de l'article 16, alinéa 3 de la présente Convention, de toute demande de révision ainsi notifiée.

3) 1) à la demande d'un ou plusieurs Etats contractants, et sans préjudice des dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article.

L'annexe à la présente Convention pourra être révisée ou complétée par l'organe compétent de l'Organisation de l'Unité Africaine.

11) ces modifications entreront en vigueur trois mois après leur approbation par l'organe compétent de l'Organisation de l'Unité Africaine.

DISPOSITION FINALE

Art. 25. — L'original de la présente Convention, dont les textes anglais et français feront également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine.

En foi de quoi, Nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats africains indépendants, réunis à Alger, Algérie, le 15 septembre 1968, avons signé la présente Convention.

LISTE DES ETATS MEMBRES

- | | |
|------------------------|-------------------------------|
| 1. ALGERIE | 22. MALI |
| 2. BOSTWANA | 23. MAROC |
| 3. BURUNDI | 24. MAURITANIE |
| 4. CAMEROUN | 25. NIGER |
| 5. CONGO | 26. NIGERIA |
| 6. COTE D'IVOIRE | 27. OUGANDA |
| 7. DAHOMEY | 28. REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE |
| 8. ETHIOPIE | 29. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE |
| 9. GABON | 30. RWANDA |
| 10. GAMBIE | 31. SENEGAL |
| 11. GHANA | 32. SIERRA LEONE |
| 12. GUINEE | 33. SOMALIE |
| 13. GUINEE EQUATORIALE | 34. SUDAN |
| 14. HAUTE VOLTA | 35. TANZANIE |
| 15. ILE DE LA REUNION | 36. TCHAD |
| 16. KENYA | 37. TOGO |
| 17. LESOTHO | 38. TUNISIE |
| 18. LIBERIA | 39. SWAZILAND |
| 19. LIBYE | 40. ZAIRE |
| 20. MADAGASCAR | 41. ZAMBIE |
| 21. MALAWI | |

Décret présidentiel n° 92 - 448 du 6 décembre 1992 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la culture et de la communication.

Le Président du Haut Comité d'Etat;

Sur le rapport du ministre de l'économie;

Vu la Constitution, notamment son article 74-6°;

Vu la proclamation du 14 janvier 1992 instituant le Haut Comité d'Etat;

Vu la délibération n° 92 - 04/HCE du 2 juillet 1992 relative à l'élection du Président du Haut Comité d'Etat;

Vu la loi n° 84 - 17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 91-25 du 18 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992;

Vu le décret législatif n° 92 - 04 du 11 octobre 1992 portant loi de finances complémentaire pour 1992;

Vu le décret présidentiel du 25 octobre 1992 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 1992, au budget des charges communes;

Vu le décret exécutif n° 92 - 395 du 26 octobre 1992 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 1992, au ministre de la culture et de la communication;

Décète :

Article 1er. — Il est annulé sur 1992, un crédit de soixante dix millions de dinars (70.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles — Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1992, un crédit de soixante dix millions de dinars (70.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la culture et de la communication et au chapitre n° 36-01 "Subvention aux établissements publics, relevant du secteur de la culture et de la communication".

Art. 3. — Le ministre de l'économie et le ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 décembre 1992.

Ali KAFI.

Décret présidentiel n° 92-449 du 6 décembre 1992 portant approbation de l'accord de prêt n° 3487 AL signé le 5 août 1992 à Washington DC entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet pilote de développement forestier et d'aménagement de bassins versants.

Le président du Haut Comité d'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'économie et du ministre délégué au trésor,

Vu la Constitution, notamment ses articles 74 (3 et 6°) et 116;

Vu la proclamation du 14 janvier 1992 instituant le Haut Comité d'Etat;

Vu la délibération n° 92-04/HCE du 2 juillet 1992 relative à l'élection du président du Haut Comité d'Etat;

Vu la loi n° 63-165 du 7 mai 1963 portant création et fixant les statuts de la caisse algérienne de développement, ensemble l'ordonnance n° 72-26 du 7 juin 1972 portant changement de dénomination de la caisse algérienne de développement;

Vu la loi n° 63-320 du 31 août 1963 autorisant l'adhésion de la République algérienne démocratique et populaire à des accords internationaux et notamment son article 2;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances notamment ses articles 27, 28, 48 à 50, 67 et 68;

Vu la loi n° 87-03 du 27 janvier 1987 relative à l'aménagement du territoire;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment son article 43;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu la loi n° 90-21 du 1er août 1990 relative à la comptabilité publique;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990 portant orientation foncière;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990 relative à l'aménagement et à l'urbanisme;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale;

Vu la loi 91-25 du 18 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992;

Vu la loi 91-26 du 18 décembre 1991 portant plan national pour 1992;

Vu le décret n° 81-348 du 12 décembre 1981 portant création de l'institut national de recherche forestière;

Vu le décret exécutif n° 90-114 du 21 avril 1990, modifié et complété, portant création de l'Agence nationale des forêts;

Vu le décret exécutif n° 91-434 du 9 novembre 1981 portant réglementation des marchés publics;

Vu l'accord de prêt n° 3487 AL signé le 5 août 1992 à Washington DC entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet pilote de développement forestier et d'aménagement de bassins versants;

Décète:

Article 1er. — Est approuvé et sera exécuté conformément aux lois et règlements en vigueur, l'accord de prêt n° 3487 AL signé le 5 août 1992 à Washington DC entre la

République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour le financement du projet pilote de développement forestier et d'aménagement de bassins versants.

Art. 2 — Les interventions de la Banque algérienne de développement (BAD), de l'Agence nationale des forêts (ANF) et de l'Institut national de recherche forestière (INRF) sont effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions prévues en annexe 1 pour (l'ANF) et (l'INRF).

Art. 3. — La Banque algérienne de développement, l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière sont tenus de prendre toutes les dispositions légales, contractuelles et opérationnelles nécessaires pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 décembre 1992.

Ali KAFI.

ANNEXE I

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — L'utilisation des moyens financiers empruntés par l'Etat est effectuée conformément aux lois, règlements et procédures applicables, notamment en matière de budget, de comptabilité, de plan et de contrôle.

Art. 2. — L'intervention de la Banque algérienne de développement en matière de mobilisation du prêt susvisé a pour objet, en conformité avec les lois et règlements en vigueur applicables en matière de budget de comptabilité, de contrôle, de transferts et relations financières extérieures, de planification et de programmation des échanges extérieurs et de passation des marchés:

1°) - le traitement des dossiers relatifs à l'utilisation du prêt prévu par l'accord de prêt, en liaison avec l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière;

2°) - la vérification de la conformité des dépenses prévues par l'accord de prêt lors de l'élaboration des demandes de décaissements du prêt;

3°) - la vérification de l'existence de la mention "service fait" lorsqu'elle est exigible sur les documents justificatifs présentés par l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière pour paiement;

4°) - l'introduction auprès de la BIRD des demandes de décaissements du prêt.

Art. 3. — Les crédits prévus dans le cadre de l'accord de prêt susvisé sont imputés par l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière, dans la limite des crédits budgétaires à réaliser au titre du plan annuel, sur la base de contrats commerciaux régulièrement établis et exécutés par l'ordonnateur concerné.

Art. 4. — La Banque algérienne de développement est tenue:

— de prendre toutes les dispositions légales, contractuelles et opérationnelles nécessaires pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat en contrepartie des obligations contractées par lui,

— d'effectuer toutes opérations, tous bilans, contrôle et, le cas échéant, d'audit pour l'évaluation et le bilan de la mise en œuvre de l'accord de prêt.

Art. 5. — Les opérations de développement du prêt sont assurées par la Banque algérienne de développement, conformément aux dispositions de l'accord de prêt sus-mentionnées, pour le financement des opérations programmées dans le cadre du plan pluriannuel de l'Agence nationale des forêts et de l'Institut national de recherche forestière.

Art. 6. — Dans le cadre de l'exécution de l'accord de prêt susvisé, la Banque algérienne de développement doit veiller au respect des lois et règlements applicables en matière d'engagement et d'ordonnancement.

TITRE II

CONDITIONS DE GESTION COMPTABLE

Art. 7. — La Banque algérienne de développement est tenue de prendre toutes les dispositions matérielles et organisationnelles afin d'assurer la gestion comptable de l'accord de prêt ci-dessus mentionné.

Art. 8. — Les opérations comptables reflétant l'intervention de la Banque algérienne de développement dans le cadre de l'objet du présent décret sont prises en charge pour ordre dans des comptes séparés soumis au contrôle légal et à la communication régulière aux services compétents du ministère de l'économie, mensuellement, trimestriellement et annuellement.

Les documents comptables et les pièces justificatives, doivent être disponibles à tout moment pour un contrôle sur place et sur pièce, par tout organe de contrôle et d'inspection.

TITRE III

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Art. 9. — La Banque algérienne de développement est tenue de prendre toutes les mesures nécessaires à la réalisation par l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière de leurs obligations financières, dans les délais de manière à sauvegarder les intérêts de l'Etat.

Art. 10. — Les opérations de remboursement du prêt sont effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur, par les services compétents du ministère de l'économie, sur la base des utilisations faites en rapport avec les montants prévus à l'accord de prêt et qui leur sont communiqués par la Banque algérienne de développement, l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière.

Art. 11. — Les services concernés du ministère de l'économie sont tenus de:

— prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'ouverture d'une ligne sur le compte d'emprunt auprès de l'Agence comptable centrale du Trésor aux fins de remboursement du prêt sur les moyens légalement prévus à cet effet;

— de procéder périodiquement à l'établissement du bilan de ce compte en ressources et en dépenses.

Art. 12. — Les services compétents du ministère de l'économie ainsi que la Banque algérienne de développement sont tenus de prévoir les ressources financières nécessaires au remboursement des différentes échéances du prêt.

TITRE IV

CONDITIONS DE CONTRÔLE ET DE COORDINATION

Art. 13. — La Banque algérienne de développement est tenue d'adresser mensuellement, trimestriellement et annuellement au ministère de l'économie et par son intermédiaire au Conseil national de planification, au ministère des affaires étrangères, au ministère de l'agriculture, à l'Agence nationale des forêts et à l'institut national de recherche forestière, une évaluation de l'utilisation du prêt ainsi que tous les éléments ayant un impact sur les relations avec la BIRD et leur évolution.

Art. 14. — La Banque algérienne de développement réalise à chaque phase une évaluation comptable de la mise en œuvre de l'accord de prêt et établit un rapport final d'exécution dudit accord dans l'ensemble de ses aspects qui sera transmis aux autorités prévues à l'article 13 ci-dessus et pour les besoins de la coordination des études et de l'information s'y rapportant, au secrétariat général du Gouvernement.

Art. 15. — Les opérations de gestion comptable de l'accord de prêt susvisé assurées par la Banque algérienne de développement sont soumises aux lois et règlements applicables en matière d'inspection par les services de l'inspection générale des finances (IGF) et des services compétents relevant du ministère de l'économie qui doivent prendre toutes les dispositions nécessaires à la réalisation des opérations de contrôle.

ANNEXE II

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1. — Les opérations d'exécution du projet financé par l'accord de prêt conclu entre la République algérienne démocratique et populaire et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement sont effectuées par l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière en coordination avec les autorités concernées et conformément aux lois et règlements en vigueur et aux modalités fixées ci-après.

TITRE II

ASPECTS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET OPERATIONNELS

Chapitre I

En matière de réalisation du projet

Art. 2. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière sont chargés, dans la limite de leurs attributions et en coordination avec le ministère de l'agriculture et les autres autorités compétentes concernées, conformément aux lois et

règlements en vigueur, de l'exécution des opérations nécessaires à la réalisation du projet et notamment les opérations ci-après:

1°) - la prise en charge du processus de passation des marchés y compris les aspects administratifs, financiers et techniques jusqu'à la présélection des fournisseurs ;

2°) - la préparation des dossiers relatifs à la passation des marchés, notamment les appels d'offres sur la base du dossier technique et du cahier des charges du projet préalablement définis et approuvés par eux (l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière);

3°) - la présentation des dossiers d'appel d'offres devant les commissions internes compétentes, régulièrement constituées et mises en œuvre pour la réalisation de la concurrence dans la transparence et pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat, à l'égard de tous autres co-contractants;

4°) - la conclusion des contrats afférents à l'acquisition des fournitures, aux travaux, services, à la formation et à l'assistance technique, conformément aux lois et règlements en vigueur;

5°) - le dédouanement et l'enlèvement des fournitures objet des contrats dans le cadre de l'exécution du projet;

6°) - la réception des fournitures et équipements ainsi que les opérations de contrôle technique et de vérification de ces équipements, fournitures et travaux en conformité avec les prescriptions contractuelles, les lois, normes et règlements en vigueur et aux spécifications définies dans le cahier des charges du projet;

7°) - la gestion des garanties contractuelles et légales (de bonne exécution et de restitution d'avance) et tout contentieux éventuel à l'égard du fournisseur.

Chapitre II

En matière d'études, de recherche et d'assistance technique

Art. 3. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière assurent, dans la limite de leurs attributions, en coordination avec les autorités concernées, en conformité avec les objectifs du projet et avec les normes, lois et règlements en vigueur, l'exécution des opérations ayant pour objet:

— l'identification des études et thèmes de recherche nécessitant une expertise ou une consultation;

— le choix technique des experts ou bureaux d'études soumissionnaires;

— l'élaboration du cahier des charges relatif aux études à entreprendre au titre de l'exécution du projet;

— le programme de réalisation et de contrôle des opérations d'études et d'assistance technique, en coordination avec les autorités légalement concernées.

Art. 4. — L'élaboration du plan à moyen terme d'aménagement de deux bassins versants de Bouguedfine (Wilaya de Chlef) et Bayad (Wilaya de Tissemsilt) est destinée, à la fin de l'exécution du projet pilote, à permettre la définition du projet de stratégie nationale en

matière d'aménagement de bassins versants.

Ce projet de stratégie sera soumis, conformément aux procédures en la matière, à l'examen du Conseil du Gouvernement et de toutes autorités compétentes avant toute mise en œuvre et engagements.

Chapitre III

En matière de formation

Art. 5. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière prennent conformément aux lois et règlements en vigueur des mesures administratives nécessaires à la mise en œuvre des actions de formation par le co-contractant en Algérie qu'à l'étranger pour la réalisation du projet.

Art. 6. — Les objectifs du programme de formation consistent à former le personnel existant et nouveau de l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière pour améliorer les capacités du personnel notamment dans les domaines:

- de l'application des plans d'aménagement,
- des techniques de plantation et de lutte contre l'érosion,
- de la conservation de la nature,
- de la recherche forestière.

Art. 7. — L'élaboration des programmes de formation en question est faite par l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière en collaboration avec le co-contractant.

TITRE III

ASPECTS BUDGÉTAIRES, FINANCIERS, COMPTABLES, COORDINATION ET CONTRÔLE

Art. 8. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière prendront toutes les dispositions nécessaires au niveau des structures, activités, organes, relations institutionnelles et contractuelles pour s'assurer la prise en charge dans leurs plans pluriannuels établis conformément aux lois et règlements en vigueur, des voies et moyens nécessaires à la réalisation des objectifs qui leur sont assignés par les textes qui les régissent.

Art. 9. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière prendront toutes les dispositions administratives pour l'étude, la présentation et l'établissement de leurs projets de plans pluriannuels conformément aux lois et règlements applicables et selon les échéances à cet effet.

Art. 10. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière établissent conformément aux lois et règlements en vigueur, et en coordination avec le ministère de l'agriculture et les autres autorités compétentes concernées, les prévisions budgétaires, annuelles et pluriannuelles nécessaires à la réalisation des composantes du projet financées par le prêt, dans le cadre des lois de finances et des plans d'équipements.

Art. 11. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière effectuent conformément

aux lois et règlements en vigueur, les engagements et ordonnancements nécessaires aux dépenses afférentes aux contrats de travaux, de fournitures, de contrôle et de suivi, conclus dans le cadre de la réalisation du projet financé par l'accord de prêt et dans la limite des crédits de paiement annuels en concours définitifs octroyés conformément aux autorisations de programmes prévues.

Art. 12. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière transmettent à la Banque algérienne de développement les dossiers relatifs à ces opérations (documents et pièces justificatives, factures, contrats et tous autres documents exigés pour paiement à effectuer) tant pour le versement de l'acompte que pour le paiement intégral de chaque opération en vue à l'introduction auprès de la BIRD des demandes de décaissements.

Art. 13. — L'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière sont tenus d'assurer conformément aux lois et règlements en vigueur:

- a) - la comptabilité relative à toutes les opérations de règlement effectuées dans le cadre de la réalisation du projet financé par l'accord de prêt,
- b) - l'établissement des bilans comptables,
- c) - la conservation et l'archivage de tous les documents administratifs, budgétaires, comptables et financiers relatifs à l'exécution du projet.

Art. 14. — L'Agence nationale des forêts dresse trimestriellement en relation avec l'Institut national de recherche forestière, le bilan des opérations budgétaires de toute nature notamment physiques, financières, commerciales, budgétaires, économiques et comptables relatives à l'exécution du projet qu'elle transmet au ministère de l'économie, au ministère de l'agriculture, au Conseil national de la planification et au ministère des affaires étrangères, et une évaluation de l'utilisation du prêt ainsi que tous les éléments ayant un impact sur les relations avec la BIRD.

Art. 15. — L'Agence nationale des forêts établit annuellement en relation avec l'Institut national de recherche forestière un rapport d'évaluation de l'exécution de l'accord de prêt d'une part, et du projet d'autre part qu'elle transmet aux autorités mentionnées à l'article 14 ci-dessus ainsi qu'un rapport final d'exécution qu'elle transmet dans les mêmes conditions.

Art. 16. — L'Agence nationale des forêts prend en charge les procédures de coordination et d'information avec la BIRD en matière de passation des marchés publics et porte tout litige éventuel, à la connaissance des autorités concernées.

Art. 17. — L'Agence nationale des forêts informe le ministère de l'économie des suites réservées par la BIRD aux dossiers administratifs, techniques, financiers et commerciaux.

Art. 18. — Outre le suivi et le contrôle assurés par le ministère de l'agriculture pour la réalisation du projet, l'Agence nationale des forêts et l'Institut national de recherche forestière veillent dans la limite de leurs attributions et conformément aux lois et règlements en vigueur, à la réalisation des opérations de suivi économique, administratif, technique, financier, commercial, budgétaire et comptable sur la base du

planning de réalisation du projet en liaison avec leurs plans annuels et pluriannuels.

Art. 19. — Les opérations effectuées par l'Agence nationale des forêts et l'institut national de recherche forestière, dans le cadre de l'exécution du projet sont soumises conformément aux lois et règlements en vigueur, au contrôle des services d'inspection du ministère de l'agriculture et de l'inspection générale des finances (IGF) qui doivent prendre toutes les dispositions nécessaires à la réalisation des opérations de contrôle et d'inspection.



Décret présidentiel n° 92-450 du 6 décembre 1992 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère de la justice.

Le Président du Haut Comité d'Etat,

Sur le rapport du ministre de l'économie,

Vu la Constitution, notamment son article 74-6;

Vu la proclamation du 14 janvier 1992 instituant le Haut Comité d'Etat;

Vu la délibération n° 92-04/HCE du 2 juillet 1992 relative à l'élection du Président du Haut Comité d'Etat;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances;

Vu la loi n° 91-25 du 18 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992;

Vu le décret législatif n° 92-04 du 11 octobre 1992 portant loi de finances complémentaire pour 1992;

Vu le décret présidentiel du 25 octobre 1992 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 1992, au budget des charges communes;

Vu le décret exécutif n° 91-546 du 30 décembre 1991 portant répartition des crédits ouverts au titre du budget de fonctionnement par la loi de finances pour 1992, au ministre de la justice;

Vu le décret exécutif n° 92-167 du 28 avril 1992 portant création de chapitres et transfert de crédits au sein du budget de fonctionnement du ministère de la justice;

Décète :

Article. 1er. — Il est annulé sur 1992, un crédit de vingt quatre millions de dinars (24.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 "Dépenses éventuelles — Provision groupée".

Art. 2. — Il est ouvert sur 1992, un crédit de vingt quatre millions de dinars (24.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère de la justice et aux chapitres énumérés à l'état annexé au présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'économie et le ministre de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

ETAT ANNEXE

N°s DES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN DINARS
MINISTERE DE LA JUSTICE		
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
4ème Partie		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-14	Services judiciaires — Charges annexes.....	5.000.000
34-24	Services pénitentiaires — Charges annexes	5.000.000
34-26	Services pénitentiaires — Alimentation	4.500.000
34-80	Services judiciaires — Parc automobile	1.000.000
34-91	Services pénitentiaires — Parc automobile	1.500.000
	Total de la 4ème partie	17.000.000
5ème Partie		
<i>Travaux d'entretien</i>		
35-11	Services judiciaires — Entretien des immeubles	2.000.000
35-21	Services pénitentiaires — Entretien des immeubles	3.000.000
	Total de la 5ème partie	5.000.000

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 93-99 du 10 avril 1993 portant ratification de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 mai 1992.

Le Président du Haut Comité d'Etat,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution et notamment son article 74-11;

Vu la proclamation du 14 janvier 1992 instituant le Haut Comité d'Etat;

Vu la délibération n° 92-04/HCE du 2 juillet 1992 relative à l'élection du Président du Haut Comité d'Etat;

Vu la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 mai 1992;

Décète :

Article 1^{er}. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 mai 1992.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 avril 1993.

Ali KAFI.

Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Les parties à la présente convention :

Conscientes que les changements du climat de la planète et leurs effets néfastes sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière,

Préoccupées par le fait que l'activité humaine a augmenté sensiblement les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, que cette augmentation renforce l'effet de serre naturel et qu'il en résultera en moyenne un réchauffement supplémentaire de la surface terrestre et de l'atmosphère, ce dont risquent de souffrir les écosystèmes naturels et l'humanité,

Notant que la majeure partie des gaz à effet de serre émis dans le monde par le passé et à l'heure actuelle ont leur origine dans les pays développés, que les émissions par habitant dans les pays en développement sont encore relativement faibles et que la part des émissions totales imputables aux pays en développement ira en augmentant pour leur permettre de satisfaire leurs besoins sociaux et leurs besoins de développement,

Conscientes du rôle et de l'importance des puits et réservoirs de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres et marins,

Notant que la prévision des changements climatiques recèle un grand nombre d'incertitudes, notamment en ce qui concerne leur déroulement dans le temps, leur ampleur et leurs caractéristiques régionales,

Conscientes que le caractère planétaire des changements climatiques requiert de tous les pays qu'ils coopèrent le plus possible et participent à une action internationale, efficace et appropriée, selon leurs responsabilités communes mais différenciées, leurs capacités respectives et leur situation sociale et économique,

Rappelant les dispositions pertinentes de la déclaration de la conférence des Nations Unies sur l'environnement adoptée à Stockholm le 16 juin 1972,

Rappelant que, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur propre politique d'environnement et de développement et ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent par de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale,

Réaffirmant que le principe de la souveraineté des Etats doit présider à la coopération internationale destinée à faire face aux changements climatiques,

Considérant qu'il appartient aux Etats d'adopter une législation efficace en matière d'environnement, que les normes, objectifs de gestion et priorités écologiques doivent refléter les conditions d'environnement et de développement dans lesquelles ils s'inscrivent et que les normes appliquées par certains pays risquent d'être inappropriées et par trop coûteuses sur les plans économique et social pour d'autres pays, en particulier les pays en développement,

Rappelant les dispositions de la résolution 44/228 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, relative à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, et de ses résolutions 43/53 du 6 décembre 1988, 44/207 du 22 décembre 1989, 45/212 du 21 décembre 1990 et 46/169 du 19 décembre 1991 sur la protection du climat mondial pour les générations présentes et futures,

Rappelant également les dispositions de la résolution 44/206 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1989, sur les effets néfastes éventuels d'une hausse du niveau des mers sur les îles et les zones côtières, en particulier les zones côtières de faible élévation, ainsi que les dispositions pertinentes de sa résolution 44/172 du 19 décembre 1989 sur l'application du plan d'action pour lutter contre la désertification,

Rappelant en outre la convention de Vienne de 1985 pour la protection de la couche d'ozone et le protocole de Montréal de 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ajusté et modifié le 29 juin 1990,

Prenant note de la déclaration ministérielle de la deuxième conférence mondiale sur le climat, adoptée le 7 novembre 1990,

Conscientes des utiles travaux d'analyse menés par nombre d'Etats sur les changements climatiques et des contributions importantes apportées par l'organisation météorologique mondiale, le programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organes, organisations et organismes des Nations Unies, ainsi que par d'autres organismes internationaux et intergouvernementaux, à l'échange des résultats de la recherche scientifique et à la coordination de la recherche,

Conscientes que les mesures permettant de comprendre les changements climatiques et d'y faire face auront une efficacité pour l'environnement et une efficacité sociale et économique maximales si elles se fondent sur les considérations scientifiques, techniques et économiques appropriées et si elles sont constamment réévaluées à la lumière des nouveaux progrès réalisés dans ces domaines,

Sachant que diverses mesures prises pour faire face aux changements climatiques peuvent trouver en elles-mêmes leur justification économique et peuvent aussi contribuer à résoudre d'autres problèmes d'environnement,

Sachant également que les pays développés doivent agir immédiatement et avec souplesse sur la base de priorités clairement définies, ce qui constituera une première étape vers des stratégies d'ensemble aux niveaux mondial, national et éventuellement régional, ces stratégies de riposte devant tenir compte de tous les gaz à effet de serre et prendre dûment en considération la part de chacun d'eux dans le renforcement de l'effet de serre,

Sachant en outre que les pays de faible élévation et autres petits pays insulaires, les pays ayant des zones côtières de faible élévation, des zones arides ou semi-arides ou des zones sujettes aux inondations, à la sécheresse et à la désertification ainsi que les pays en développement ayant des écosystèmes montagneux fragiles sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques,

Conscientes des difficultés particulières que connaîtront les pays, notamment les pays en développement, dont l'économie est particulièrement tributaire de la production, de l'utilisation et de l'exportation de combustibles fossiles, du fait des mesures prises pour limiter les émissions de gaz à effet de serre,

Affirmant que les mesures prises pour parer aux changements climatiques doivent être étroitement coordonnées avec le développement social et économique afin d'éviter toute incidence néfaste sur ce dernier, compte pleinement tenu des besoins prioritaires légitimes des pays en développement, à savoir une croissance économique durable et l'éradication de la pauvreté,

Conscientes que tous les pays, et plus particulièrement les pays en développement, doivent pouvoir accéder aux ressources nécessaires à un développement social et économique durable et que, pour progresser vers cet objectif, les pays en développement devront accroître leur

consommation d'énergie en ne perdant pas de vue qu'il est possible de parvenir à un meilleur rendement énergétique et de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre d'une manière générale et notamment en appliquant des technologies nouvelles dans des conditions avantageuses du point de vue économique et du point de vue social,

Résolues à préserver le système climatique pour les générations présentes et futures,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1er

Définitions *

Aux fins de la présente convention :

1. On entend par "effets néfastes des changements climatiques" les modifications de l'environnement physique ou des biotes dues à des changements climatiques et qui exercent des effets nocifs significatifs sur la composition, la résistance ou la productivité des écosystèmes naturels et aménagés, sur le fonctionnement des systèmes socio-économiques ou sur la santé et le bien-être de l'homme.

2. On entend par "changements climatiques" des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables.

3. On entend par "système climatique" un ensemble englobant l'atmosphère, l'hydrosphère, la biosphère et la géosphère, ainsi que leurs interactions.

4. On entend par "émissions" la libération de gaz à effet de serre ou de précurseurs de tels gaz dans l'atmosphère au-dessus d'une zone et au cours d'une période données.

5. On entend par "gaz à effet de serre" les constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et réémettent le rayonnement infrarouge.

6. On entend par "organisation régionale d'intégration économique" une organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée qui a compétence dans des domaines régis par la présente convention ou ses protocoles et a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à signer, à ratifier, à accepter ou à approuver lesdits instruments ou à y adhérer.

7. On entend par "réservoir" un ou plusieurs constituants du système climatique qui retiennent un gaz à effet de serre ou un précurseur de gaz à effet de serre.

8. On entend par "puits" tout processus, toute activité ou tout mécanisme, naturel ou artificiel, qui élimine de l'atmosphère un gaz à effet de serre, un aérosol ou un précurseur de gaz à effet de serre.

* Les titres des articles sont exclusivement donnés pour la commodité du lecteur.

9. On entend par "source" tout processus ou activité qui libère dans l'atmosphère un gaz à effet de serre, un aérosol ou un précurseur de gaz à effet de serre.

Article 2

Objectif

L'objectif ultime de la présente convention et de tous instruments juridiques connexes que la conférence des parties pourrait adopter est de stabiliser, conformément aux dispositions pertinentes de la convention, les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Il conviendra d'atteindre ce niveau dans un délai suffisant pour que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement économique puisse se poursuivre d'une manière durable.

Article 3

Principes

Dans les mesures qu'elles prendront pour atteindre l'objectif de la convention et en appliquer les dispositions, les parties se laisseront guider, entre autres, par ce qui suit :

1. Il incombe aux parties de préserver le système climatique dans l'intérêt des générations présentes et futures, sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives. Il appartient, en conséquence, aux pays développés parties d'être à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques et leurs effets néfastes.

2. Il convient de tenir pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation spéciale des pays en développement parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, ainsi que des parties, notamment des pays en développement parties, auxquelles la convention imposerait une charge disproportionnée ou anormale.

3. Il incombe aux parties de prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes des changements climatiques et en limiter les effets néfastes. Quand il y a risque de perturbations graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour différer l'adoption de telles mesures, étant entendu que les politiques et mesures qu'appellent les changements climatiques requièrent un bon rapport coût-efficacité, de manière à garantir des avantages globaux au coût le plus bas possible. Pour atteindre ce but, il convient que ces politiques et mesures tiennent compte de la diversité des contextes socio-économiques, soient globales, s'étendent à toutes les sources et à tous les puits et réservoirs de gaz à effet de serre qu'il conviendra, comprennent des mesures d'adaptation et s'appliquent à tous les secteurs économiques. Les initiatives visant à faire face aux changements climatiques pourront faire l'objet d'une action concertée des parties intéressées.

4. Les parties ont le droit d'œuvrer pour un développement durable et doivent s'y employer. Il convient que les politiques et mesures destinées à protéger le système climatique contre les changements provoqués par l'homme soient adaptées à la situation propre de chaque partie et intégrées dans les programmes nationaux

de développement, le développement économique étant indispensable pour adopter des mesures destinées à faire face aux changements climatiques.

5. Il appartient aux parties de travailler de concert à un système économique international qui soit porteur et ouvert et qui mène à une croissance économique et à un développement durables de toutes les parties, en particulier des pays en développement parties, pour leur permettre de mieux s'attaquer aux problèmes posés par les changements climatiques. Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce.

Article 4

Engagements

1. Toutes les parties, tenant compte de leurs responsabilités communes mais différenciées et de la spécificité de leurs priorités nationales et régionales de développement, de leurs objectifs et de leur situation :

a) Etablissent, mettent à jour périodiquement, publient et mettent à la disposition de la conférence des parties, conformément à l'article 12, des inventaires nationaux des émissions anthropiques par leurs sources et de l'absorption par leurs puits de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal, en recourant à des méthodes comparables qui seront approuvées par la conférence des parties;

b) Etablissent, mettent en œuvre, publient et mettent régulièrement à jour des programmes nationaux et, le cas échéant, régionaux contenant des mesures visant à atténuer les changements climatiques en tenant compte des émissions anthropiques par leurs sources et de l'absorption par leurs puits de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal, ainsi que des mesures visant à faciliter l'adaptation voulue aux changements climatiques;

c) Encouragent et soutiennent par leur coopération la mise au point, l'application et la diffusion - notamment par voie de transfert - de technologies, pratiques et procédés qui permettent de maîtriser, de réduire ou de prévenir les émissions anthropiques des gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal dans tous les secteurs pertinents, en particulier ceux de l'énergie, des transports, de l'industrie, de l'agriculture, des forêts et de la gestion des déchets ;

d) Encouragent la gestion rationnelle et encouragent et soutiennent par leur coopération la conservation et, le cas échéant, le renforcement des puits et réservoirs de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal, notamment la biomasse, les forêts et les océans de même que les autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins ;

e) Préparent, en coopération, l'adaptation à l'impact des changements climatiques et conçoivent et mettent au point des plans appropriés et intégrés pour la gestion des zones côtières, pour les ressources en eaux et l'agriculture, et pour la protection et la remise en état des zones frappées par la sécheresse et la désertification, notamment en Afrique, et par les inondations ;

f) Tiennent compte, dans la mesure du possible, des considérations liées aux changements climatiques dans

leurs politiques et actions sociales, économiques et écologiques et utilisent des méthodes appropriées, par exemple des études d'impact, formulées et définies sur le plan national, pour réduire au minimum les effets - préjudiciables à l'économie, à la santé publique et à la qualité de l'environnement - des projets ou mesures qu'elles entreprennent en vue d'atténuer les changements climatiques ou de s'y adapter ;

g) Encouragent et soutiennent par leur coopération les travaux de recherche scientifique, technologique, technique, socio-économique et autres, l'observation systématique et la constitution d'archives de données sur le système climatique permettant de mieux comprendre les causes, les effets, l'ampleur et l'échelonnement dans le temps des changements climatiques, ainsi que les conséquences économiques et sociales des diverses stratégies de riposte, et de réduire et dissiper les incertitudes qui subsistent à cet égard ;

h) Encouragent et soutiennent par leur coopération l'échange de données scientifiques, technologiques, techniques, socio-économiques et juridiques sur le système climatique et les changements climatiques ainsi que sur les conséquences économiques et sociales des diverses stratégies de riposte, ces données devant être échangées dans leur intégralité, librement et promptement ;

i) Encouragent et soutiennent par leur coopération l'éducation, la formation et la sensibilisation du public dans le domaine des changements climatiques et encouragent la participation la plus large à ce processus, notamment celle des organisations non gouvernementales ;

j) Communiquent à la conférence des parties des informations concernant l'application, conformément à l'article 12.

2. Les pays développés parties et les autres parties figurant à l'annexe I prennent les engagements spécifiques prévus ci-après :

a) Chacune de ces parties adopte des politiques nationales 1/ et prend en conséquence les mesures voulues pour atténuer les changements climatiques en limitant ses émissions anthropiques de gaz à effet de serre et en protégeant et renforçant ses puits et réservoirs de gaz à effet de serre. Ces politiques et mesures démontreront que les pays développés prennent l'initiative de modifier les tendances à long terme des émissions anthropiques conformément à l'objectif de la convention, reconnaissant que le retour, d'ici à la fin de la présente décennie, aux niveaux antérieurs d'émissions anthropiques de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal contribuerait à une telle modification et, tenant compte des différences entre ces parties quant à leur point de départ et à leur approche, à leur structure économique et à leur base de ressources, de la nécessité de maintenir une croissance économique forte et durable, des technologies disponibles et des autres circonstances propres à chaque cas, ainsi que de la nécessité pour chacune de ces parties de contribuer de façon appropriée et équitable à l'action mondiale entreprise pour atteindre cet objectif. Ces parties peuvent appliquer de telles politiques et mesures en association avec d'autres parties et aider d'autres parties à contribuer à l'objectif de la convention, en particulier à celui du présent alinéa ;

1/ Ce terme s'entend aussi des politiques et mesures adoptées par les organisations d'intégration économique régionale.

b) Afin de favoriser le progrès dans ce sens, chacune de ces parties soumettra, conformément à l'article 12, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la Convention à son égard, puis à intervalles périodiques, des informations détaillées sur ces politiques et mesures visées à l'alinéa a), de même que sur les projections qui en résultent quant aux émissions anthropiques par ses sources et à l'absorption par ses puits de gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal, pour la période visée à l'alinéa a), en vue de ramener individuellement ou conjointement à leurs niveaux de 1990 les émissions anthropiques de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal. La conférence des parties passera ces informations en revue, à sa première session puis à intervalles périodiques, conformément à l'article 7 ;

c) Il conviendra que le calcul, aux fins de l'alinéa b), des quantités de gaz à effet de serre émises par les sources et absorbées par les puits s'effectue sur la base des meilleures connaissances scientifiques disponibles, notamment en ce qui concerne la capacité effective des puits et la contribution de chacun de ces gaz aux changements climatiques. La conférence des parties examinera et adoptera les méthodes à utiliser pour ce calcul à sa première session et les passera en revue à intervalles réguliers par la suite ;

d) La conférence des parties, à sa première session, examinera les alinéas a) et b) pour voir s'ils sont adéquats. Elle le fera à la lumière des données scientifiques et évaluations les plus sûres concernant les changements climatiques et leur impact, ainsi que des données techniques, sociales et économiques pertinentes. Sur la base de cet examen, la conférence des parties prendra les mesures voulues, qui pourront comporter l'adoption d'amendements aux engagements visés aux alinéas a) et b). A sa première session, elle prendra également des décisions au sujet des critères régissant une application conjointe, comme indiqué à l'alinéa a). Elle procédera à un deuxième examen des alinéas a) et b) au plus tard le 31 décembre 1998, puis à des intervalles réguliers dont elle décidera, jusqu'à ce que l'objectif de la convention ait été atteint ;

e) Chacune de ces parties :

i) coordonne selon les besoins avec les autres parties visées les instruments économiques et administratifs appropriés élaborés aux fins de l'objectif de la convention ;

ii) recense et examine périodiquement celles de ses politiques et pratiques qui encouragent des activités ajoutant aux émissions anthropiques de gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal ;

f) La conférence des parties passera en revue, le 31 décembre 1998 au plus tard, les informations disponibles afin de statuer sur les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux listes figurant aux annexes I et II, avec l'accord de la partie intéressée ;

g) Toute partie ne figurant pas à l'annexe I pourra, dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, notifier au depositaire son intention d'être liée par les dispositions des alinéas (a et b). Le depositaire informera les autres signataires et parties de toute notification en ce sens.

3. Les pays développés parties et les autres parties développées figurant à l'annexe II fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour couvrir la totalité des coûts convenus encourus par les pays en développement parties du fait de l'exécution de leurs obligations découlant de l'article 12, paragraphe 1. Ils fournissent également les ressources financières nécessaires aux pays en développement parties, notamment aux fins de transferts de technologie, pour couvrir la totalité des coûts supplémentaires convenus entraînés par l'application des mesures visées au paragraphe 1 du présent article et sur lesquels un pays en développement partie se sera entendu avec l'entité ou les entités internationales visées à l'article 11, conformément audit article. L'exécution de ces engagements tient compte du fait que les apports de fonds doivent être adéquats et prévisibles, ainsi que de l'importance d'un partage approprié de la charge entre les pays développés parties.

4. Les pays développés parties et les autres parties développées figurant à l'annexe II aident également les pays en développement parties particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à faire face au coût de leur adaptation auxdits effets.

5. Les pays développés parties et les autres parties développées figurant à l'annexe II prennent toutes les mesures possibles en vue d'encourager, de faciliter et de financer, selon les besoins, le transfert ou l'accès de technologies et de savoir-faire écologiquement rationnels aux autres parties, et plus particulièrement à celles d'entre elles, qui sont des pays en développement, afin de leur permettre d'appliquer les dispositions de la convention. Dans ce processus, les pays développés parties soutiennent le développement et le renforcement des capacités et technologies propres aux pays en développement parties. Les autres parties et organisations en mesure de le faire peuvent également aider à faciliter le transfert de ces technologies.

6. La conférence des parties accorde aux parties figurant à l'annexe I qui sont en transition vers une économie de marché, pour les mettre mieux à même de faire face aux changements climatiques, une certaine latitude dans l'exécution de leurs engagements au titre du paragraphe 2, notamment en ce qui concerne le niveau historique, qui sera choisi comme référence, des émissions anthropiques de gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal.

7. La mesure dans laquelle les pays en développement parties s'acquitteront effectivement de leurs engagements au titre de la convention dépendra de l'exécution efficace pour les pays développés parties de leurs propres engagements en ce qui concerne les ressources financières et le transfert de technologie et tiendra pleinement compte du fait que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les priorités premières essentielles des pays en développement parties.

8) Aux fins de l'exécution des engagements énoncés dans le présent article, les parties étudient les mesures — concernant notamment le financement, l'assurance et le transfert de technologie — qui doivent être prises dans le cadre de la convention pour répondre aux besoins et préoccupations spécifiques des pays en développement parties face aux effets néfastes des changements climatiques et à l'impact des mesures de riposte, notamment dans les pays suivants :

- a) les petits pays insulaires ;
- b) les pays ayant des zones côtières de faible élévation ;
- c) les pays ayant des zones arides et semi-arides, des zones de forêts et des zones sujettes au dépérissement des forêts ;
- d) les pays ayant des zones sujettes à des catastrophes naturelles ;
- e) les pays ayant des zones sujettes à la sécheresse et à la désertification ;
- f) les pays ayant des zones de forte pollution de l'atmosphère urbaine ;
- g) les pays ayant des écosystèmes, notamment des écosystèmes montagneux, fragiles ;
- h) les pays dont l'économie est fortement tributaire soit des revenus de la production, de la transformation et de l'exportation de combustibles fossiles et de produits apparentés à forte intensité énergétique, soit de la consommation desdits combustibles et produits ;
- i) les pays sans littoral et les pays de transit.

La conférence des parties peut en outre prendre les mesures voulues, selon qu'il conviendra, touchant le présent paragraphe.

9. Les parties tiennent pleinement compte, dans leur action concernant le financement et le transfert de technologie, des besoins particuliers et de la situation spéciale des pays les moins avancés.

10. Dans l'exécution des engagements découlant de la convention, les parties tiennent compte, conformément à l'article 10, de la situation de celles d'entre elles, notamment les pays en développement, dont l'économie est vulnérable aux effets néfastes des mesures de riposte aux changements climatiques. Tel est notamment le cas des parties dont l'économie est fortement tributaire soit des revenus de la production, de la transformation et de l'exportation de combustibles fossiles et de produits apparentés à forte intensité énergétique, soit de la consommation desdits combustibles et produits, soit de l'utilisation de combustibles fossiles qu'il est très difficile à ces parties de remplacer par des produits de substitution.

Article 5

Recherche et observation systématique

Lorsqu'elles s'acquittent de leurs engagements en vertu de l'article 4, paragraphe 1g, les parties :

- a) soutiennent et, selon le cas, développent davantage les organisations ou les programmes et réseaux internationaux et intergouvernementaux dont le but est de définir, réaliser, évaluer et financer des travaux de recherche, de collecte de données et d'observation systématique, en tenant compte de la nécessité de limiter le plus possible les doubles emplois ;
- b) soutiennent les efforts menés aux niveaux international et intergouvernemental pour renforcer l'observation systématique et les capacités et moyens nationaux de recherche scientifique et technique, notamment dans les pays en développement, et pour encourager l'accès aux données provenant de zones ne relevant pas de la juridiction nationale et à leur analyse, ainsi que pour en promouvoir l'échange ;

c) prennent en considération les préoccupations et les besoins particuliers des pays en développement et coopèrent pour améliorer leurs moyens et capacités endogènes de participation aux efforts visés aux alinéas (a et b).

Article 6

Education, formation et sensibilisation du public

Lorsqu'elles s'acquittent de leurs engagements en vertu de l'article 4, paragraphe 1i, les parties :

a) s'emploient à encourager et à faciliter aux niveaux national et, le cas échéant, sous-régional et régional, conformément à leurs lois et règlements et selon leurs capacités respectives :

i) l'élaboration et l'application de programmes d'éducation et de sensibilisation du public sur les changements climatiques et leurs effets ;

ii) l'accès public aux informations concernant les changements climatiques et leurs effets ;

iii) la participation publique à l'examen des changements climatiques et de leurs effets et à la mise au point de mesures appropriées pour y faire face ; et

iv) la formation de personnel scientifique, technique et de gestion ;

b) soutiennent par leur coopération et encouragent au niveau international, en recourant s'il y a lieu aux organismes existants :

i) la mise au point et l'échange de matériel éducatif et de matériel destiné à sensibiliser le public aux changements climatiques et à leurs effets ; et

ii) la mise au point et l'exécution de programmes d'éducation et de formation, y compris par le renforcement des organismes nationaux et par l'échange ou le détachement de personnel chargé de former des experts en la matière, notamment pour les pays en développement.

Article 7

Conférence des parties

1. Il est créé une conférence des parties.

2. En tant qu'organe suprême de la présente convention, la conférence des parties fait régulièrement le point de l'application de la convention et de tous autres instruments juridiques connexes qu'elle pourrait adopter et prend, dans la limite de son mandat, les décisions nécessaires pour favoriser l'application effective de la convention.

A cet effet :

a) elle examine périodiquement les obligations des parties et les arrangements institutionnels découlant de la convention, en fonction de l'objectif de la convention, de l'expérience acquise lors de son application et de l'évolution des connaissances scientifiques et techniques ;

b) elle encourage et facilite l'échange d'informations sur les mesures adoptées par les parties pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets, en tenant compte de la diversité de situation, de responsabilités et de moyens des parties ainsi que de leurs engagements respectifs au titre de la convention ;

c) elle facilite, à la demande de deux parties ou davantage, la coordination des mesures adoptées par elles pour faire face aux changements climatiques et à leurs effets, en tenant compte de la diversité de situation, de responsabilité et de moyens des parties ainsi que de leurs engagements respectifs au titre de la convention ;

d) elle encourage et dirige, conformément à l'objectif et aux dispositions de la convention, l'élaboration et le perfectionnement périodique de méthodes comparables, dont conviendra la conférence des parties, visant notamment à inventorier les émissions de gaz à effet de serre par les sources et leur absorption par les puits, ainsi qu'à évaluer l'efficacité des mesures prises pour limiter ces émissions et renforcer l'absorption de ces gaz ;

e) elle évalue, sur la base de toutes les informations qui lui sont communiquées conformément aux dispositions de la convention, l'application de la convention par les parties, les effets d'ensemble des mesures prises en application de la convention, notamment les effets environnementaux, économiques et sociaux et leurs incidences cumulées, et les progrès réalisés vers l'objectif de la convention ;

f) elle examine et adopte des rapports périodiques sur l'application de la convention et en assure la publication ;

g) elle fait des recommandations sur toutes questions nécessaires à l'application de la convention ;

h) elle s'efforce de mobiliser des ressources financières conformément à l'article 4, paragraphes 3, 4 et 5, et à l'article 11 ;

i) elle crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la convention ;

j) elle examine les rapports de ces organes, à qui elle donne des directives ;

k) elle arrête et adopte, par consensus, des règlements intérieurs et des règles de gestion financière pour elle-même et pour tous organes subsidiaires ;

l) le cas échéant, elle sollicite et utilise les services et le concours des organisations internationales et des organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents, ainsi que les informations qu'ils fournissent ;

m) elle exerce les autres fonctions nécessaires pour atteindre l'objectif de la convention, ainsi que toutes les autres fonctions qui lui sont conférées par la convention.

3. La conférence des parties adopte, à sa première session, son propre règlement intérieur et ceux des organes subsidiaires créés en application de la convention ; lesdits règlements comprennent la procédure de prise de décisions applicable aux questions pour lesquelles la convention ne prévoit pas déjà de procédure à cet égard. Cette procédure peut préciser la majorité requise pour l'adoption de telle ou telle décision.

4. La première session de la conférence des parties sera convoquée par le secrétariat provisoire visé à l'article 21, et se tiendra un an au plus tard après l'entrée en vigueur de la convention. Par la suite, la conférence des parties, à moins qu'elle n'en décide autrement, tient des sessions ordinaires une fois par an.

5. La conférence des parties tient des sessions extraordinaires à tout autre moment qu'elle juge nécessaire, ou si une partie en fait la demande par écrit, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des parties, dans les six mois qui suivent sa communication aux parties par le secrétariat.

6. L'organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées des Nations Unies et l'agence internationale de l'énergie atomique ainsi que tous États membres d'une de ces organisations ou observateurs auprès d'une de ces organisations qui ne sont pas parties à la convention peuvent être représentés aux sessions de la conférence des parties en tant qu'observateurs. Tout organe ou organisme national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental compétent dans les domaines visés par la convention, qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaite être représenté à une session de la conférence des parties en qualité d'observateur, peut y être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur adopté par la conférence des parties.

Article 8 **Secrétariat**

1. Il est créé un secrétariat.

2. Les fonctions du secrétariat sont les suivantes:

a) organiser les sessions de la conférence des parties et des organes subsidiaires de la conférence créés en vertu de la convention et leur fournir les services voulus,

b) compiler et diffuser les rapports qu'il reçoit,

c) sur demande, aider les parties, et en particulier, parmi elles, les pays en développement, à compiler et diffuser les informations requises par la convention,

d) établir des rapports sur ses activités et les soumettre à la conférence des parties,

e) assurer la coordination nécessaire avec les secrétariats des autres organes internationaux compétents,

f) prendre, sous la supervision de la conférence des parties les dispositions administratives et contractuelles que peut requérir l'accomplissement efficace de ses fonctions et,

g) exercer les autres fonctions de secrétariat qui lui sont dévolues par la convention ou par l'un quelconque de ses protocoles, et toutes autres fonctions que la conférence des parties peut lui assigner;

3. A sa première session, la conférence des parties désignera un secrétariat permanent et prendra les dispositions voulues pour son fonctionnement.

Article 9 **Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique**

1. Il est créé un organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, chargé de fournir en temps opportun à la conférence des parties et le cas échéant, à ses autres organes subsidiaires des renseignements et des avis sur les aspects scientifiques et technologiques de la convention. Cet organe, ouvert à la participation de toutes les parties, est multidisciplinaire. Il est composé de représentants des gouvernements faisant autorité dans leur

domaine de compétence. Il rend régulièrement compte de tous les aspects de ses travaux à la conférence des parties.

2. L'organe agissant sous l'autorité de la conférence des parties et s'appuyant sur les travaux des organes internationaux compétents, a pour fonctions:

a) de faire le point des connaissances scientifiques sur les changements climatiques et leurs effets,

b) de faire le point, sur le plan scientifique, des effets des mesures prises en application de la convention,

c) de recenser les technologies et savoir-faire de pointe, novateurs et performants et d'indiquer les moyens d'en encourager le développement et d'en assurer le transfert,

d) de fournir des avis sur les programmes scientifiques, sur la coopération internationale et la recherche - développement en matière de changements climatiques et sur les moyens d'aider les pays en développement à se doter d'une capacité propre,

e) de répondre aux questions scientifiques, technologiques et méthodologiques que la conférence des parties et ses organes subsidiaires pourront lui poser.

3. Les fonctions et le mandat de l'organe pourront être précisés plus avant par la conférence des parties.

Article 10

Organe subsidiaire de mise en œuvre

1. Il est créé un organe subsidiaire de mise en œuvre, chargé d'aider la conférence des parties à assurer l'application et le suivi de la convention. Cet organe, ouvert à la participation de toutes les parties, est composé de représentants des gouvernements, experts dans le domaine des changements climatiques. Il rend régulièrement compte de tous les aspects de ses travaux à la conférence des parties.

2. L'organe, agissant sous l'autorité de la conférence des parties, a pour fonctions:

a) d'examiner les informations communiquées conformément à l'article 12, paragraphe 1, pour évaluer l'effet global conjugué des mesures prises par les parties à la lumière des évaluations scientifiques les plus récentes des changements climatiques,

b) d'examiner les informations communiquées conformément à l'article 12, paragraphe 2, pour aider la conférence des parties à effectuer les examens prévus à l'article 4, paragraphe 2 d),

c) d'aider la conférence des parties, selon les besoins, à préparer et exécuter ses décisions.

Article 11

Mécanisme financier

1. Le mécanisme chargé de fournir des ressources financières sous formes de dons ou à des conditions de faveur, notamment pour le transfert de technologie, est ici défini. Ce mécanisme relève de la conférence des parties devant laquelle il est responsable et qui définit ses politiques, les priorités de son programme et les critères d'agrément liés à la convention. Son fonctionnement est confié à une ou plusieurs entités internationales existantes.

2. Le mécanisme financier est constitué sur la base d'une représentation équitable et équilibrée de toutes les parties, dans le cadre d'un système de gestion transparent.

3. La conférence des parties et l'entité ou les entités chargées d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier conviennent des arrangements voulus pour donner effet aux paragraphes qui précèdent, parmi lesquels devront figurer:

a) des modalités destinées à assurer que les projets financés dans le domaine des changements climatiques sont conformes aux politiques, priorités de programme et critères d'agrément définis par la conférence des parties,

b) les modalités selon lesquelles telle ou telle décision de financement pourra être revue à la lumière de ces politiques, priorités de programme et critères,

c) la présentation régulière par l'entité ou les entités à la conférence des parties de rapports sur ses opérations de financement, conformément au principe de sa responsabilité, posé au paragraphe 1,

d) le calcul sous une forme prévisible et identifiable du montant des moyens financiers nécessaires et disponibles pour appliquer la présente convention et la façon dont ce montant sera périodiquement revu.

4. A sa première session, la conférence des parties fera le nécessaire pour donner effet aux dispositions ci-dessus, en examinant et prenant en considération les dispositions provisoires visées à l'article 21, paragraphe 3, et elle décidera du maintien éventuel de ces dispositions. Ensuite, et dans les quatre ans, elle fera le point du fonctionnement du mécanisme et prendra les mesures appropriées,

5. Les pays développés parties pourront également fournir, et les pays en développement parties pourront obtenir, des ressources financières par voie bilatérale, régionale ou multilatérale aux fins de l'application de la convention.

Article 12

Communication d'informations concernant l'application

1. Conformément à l'article 4, paragraphe 1, chacune des parties communique à la conférence des parties, par l'intermédiaire du secrétariat, les éléments d'information ci-après:

a) un inventaire national des émissions anthropiques par ses sources et de l'absorption par ses puits de tous les gaz à effet de serre non réglementés par le protocole de Montréal, dans la mesure où ses moyens le lui permettent, en utilisant des méthodes comparables sur lesquelles la conférence des parties s'entendra et dont elle encouragera l'utilisation,

b) une description générale des mesures qu'elle prend ou envisage de prendre pour appliquer la convention,

c) toute autre information que la partie juge utile pour atteindre l'objectif de la convention et propre à figurer dans sa communication, y compris, dans la mesure du possible, des données utiles à la détermination des tendances des émissions dans le monde.

2. Chacun des pays développés parties et chacune des autres parties inscrites à l'annexe I fait figurer dans sa communication les éléments d'information ci-après:

a) la description détaillée des politiques et mesures qu'ils ont adoptées pour se conformer à l'engagement souscrit à l'article 4, paragraphes 2 a) et 2b),

b) l'estimation précise des effets que les politiques et mesures visées à l'alinéa a) ci-dessus auront sur les émissions anthropiques de gaz à effet de serre par leurs sources et l'absorption par leurs puits pendant la période visée à l'article 4 paragraphe 2 a).

3. En outre, chacun des pays développés parties et chacune des autres parties développées figurant à l'annexe II donnent le détail des mesures prises conformément à l'article 4 paragraphes 3 à 5.

4. Il est loisible aux pays en développement parties de proposer des projets à financer en précisant les technologies, les matériaux, l'équipement, les techniques ou les pratiques qu'il faudrait pour les exécuter et en donnant si possible une estimation de tous les coûts supplémentaires de ces projets, des progrès de la réduction des émissions et de l'absorption des gaz à effet de serre ainsi qu'une estimation des avantages que l'on peut en attendre.

5. Chacun des pays développés parties et chacune des autres parties inscrites à l'annexe I présentera sa communication initiale dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur de la convention à son égard. Chacune des parties qui ne figurent pas sur cette liste présentera sa communication initiale dans les trois ans de l'entrée en vigueur de la convention à son égard ou de la mise à disposition des ressources financières conformément à l'article 4 paragraphe 3. Les parties qui sont au nombre des pays les moins avancés seront libres du choix de la date de leur communication initiale. Par la suite, la fréquence des communications de toutes les parties sera fixée par la conférence des parties, qui tiendra compte des différences d'échéance indiquées dans le présent paragraphe.

6. Les informations communiquées par les parties en application du présent article seront transmises dans les meilleurs délais par le secrétariat à la conférence des parties et aux organes subsidiaires compétents. La conférence des parties révisera au besoin les procédures de transmission des informations.

7. A partir de sa première session, la conférence des parties prendra des dispositions pour assurer la fourniture aux pays en développement parties, sur leur demande, d'un concours technique et financier qui les aide à réunir et à communiquer les informations demandées dans le présent article et à recenser les moyens techniques et financiers nécessaires à l'exécution des projets proposés et des mesures de riposte prises au titre de l'article 4. Ce concours pourra être fourni par d'autres parties, par les organisations internationales compétentes et par le secrétariat, selon qu'il conviendra.

8. Tout groupe de parties peut, sous réserve de se conformer aux directives de la conférence des parties et d'en aviser au préalable celle-ci, s'acquitter des obligations énoncées dans le présent article en présentant une communication conjointe, à condition d'y faire figurer des informations sur la façon dont chacune de ces parties s'est acquittée des obligations que la convention lui impose en propre.

9. Les informations reçues par le secrétariat et dont la partie qui les fournit aura indiqué qu'elles sont confidentielles, selon des critères qu'établira la conférence des parties, seront compilées par le secrétariat de manière à préserver ce caractère avant d'être transmises à l'un des organes appelés à les recevoir et à les examiner.

10. Sous réserve du paragraphe 9 et sans préjudice de la possibilité pour toute partie de rendre sa communication publique en tout temps, les communications présentées par les parties en application du présent article sont mises par le secrétariat à la disposition du public en même temps qu'elles sont soumises à la conférence des parties.

Article 13

Règlement des questions concernant l'application

La conférence des parties étudiera, à sa première session, la mise en place d'un processus consultatif multilatéral, à la disposition des parties sur leur demande, pour le règlement des questions relatives à l'application de la convention.

Article 14

Règlement des différends

1. En cas de différend entre deux ou plus de deux parties au sujet de l'interprétation ou de l'application de la convention, les parties concernées s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

2. Lorsqu'elle ratifie, accepte ou approuve la convention ou y adhère, ou à tout moment par la suite, une partie qui n'est pas une organisation régionale d'intégration économique peut déclarer dans un instrument écrit soumis au dépositaire que pour ce qui est de tout différend lié à l'interprétation ou à l'application de la convention, elle reconnaît comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l'égard de toute partie acceptant la même obligation:

a) la soumission du différend à la cour internationale de justice;

b) l'arbitrage conformément à la procédure qu'adoptera dès que possible la conférence des parties dans une annexe consacrée à l'arbitrage.

Une partie qui est une organisation régionale d'intégration économique peut faire en matière d'arbitrage une déclaration allant dans le même sens, conformément à la procédure visée à l'alinéa b).

3. la déclaration faite en application du paragraphe 2 reste en vigueur jusqu'à ce qu'elle expire conformément à ses termes ou jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle notification écrite de la révocation de cette déclaration aura été déposée auprès du dépositaire.

4. Le dépôt d'une nouvelle déclaration, la notification de la révocation d'une déclaration ou l'expiration d'une déclaration n'affecte en rien une procédure engagée devant la cour internationale de justice ou le tribunal arbitral, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.

5. Sous réserve du paragraphe 2, si, à l'expiration d'un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle une partie a notifié à une autre partie l'existence d'un différend entre elles, les parties concernées ne sont pas parvenues à régler leur différend en utilisant les moyens décrits au paragraphe 1, le différend, à la demande de l'une quelconque des parties au différend, est soumis à conciliation.

6. Une commission de conciliation est créée à la demande de l'une des parties au différend. La commission est composée de membres désignés, en nombre égal, par chaque partie concernée et d'un président choisi conjointement par les membres désignés par les parties. La commission présente une recommandation que les parties examinent de bonne foi.

7. La conférence des parties adoptera, dès que possible, une procédure complémentaire de conciliation dans une annexe consacrée à la conciliation.

8. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout instrument juridique connexe que la conférence des parties pourra adopter, à moins que l'instrument n'en dispose autrement.

Article 15

Amendements à la convention

1. Toute partie peut proposer des amendements à la convention.

2. Les amendements à la convention sont adoptés à une session ordinaire de la Conférence des parties. Le texte de toute proposition d'amendement à la convention est communiqué aux parties par le secrétariat six mois (06) au moins avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le secrétariat communique aussi les propositions d'amendement aux signataires de la convention et, pour information, au dépositaire.

3. Les parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur toute proposition d'amendement à la convention. Si tous les efforts dans ce sens demeurent vains et qu'aucun accord n'intervienne, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des parties présentes et votantes. L'amendement adopté est communiqué par le secrétariat au dépositaire, qui le transmet à toutes les parties pour acceptation.

4. Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur à l'égard des parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le dépositaire, des instruments d'acceptation des trois quarts au moins des parties à la convention.

5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cette partie, auprès du dépositaire, de son instrument d'acceptation dudit amendement.

6. Aux fins du présent article, l'expression "parties présentes et votantes" s'entend des parties qui sont présentes et qui votent pour ou contre.

Article 16

Adoption et amendement d'annexes de la convention

1. Les annexes de la convention font partie intégrante de celle-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute

référence à la convention constitue également une référence à ses annexes. Sans préjudice des dispositions de l'article 14, paragraphes 2 b) et 7, les annexes se limitent à des listes, formules et autres documents descriptifs de caractère scientifique, technique, procédural ou administratif.

2. Les annexes de la convention sont proposées et adoptées selon la procédure décrite à l'article 15, paragraphes 2, 3, et 4

3. Toute annexe adoptée en application du paragraphe 2 entre en vigueur à l'égard de toutes les parties à la convention six mois (6) après la date à laquelle le dépositaire leur en a notifié l'adoption, exception faite des parties qui, dans le même délai, notifient par écrit au dépositaire qu'elles n'acceptent pas l'annexe en question. A l'égard des parties qui retirent cette notification de non-acceptation, l'annexe entre en vigueur le quatre-vingt-dixième (90^{ème}) jour qui suit la date de réception par le dépositaire de la notification de ce retrait.

4. Pour la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements à des annexes de la convention, la procédure est la même que pour la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes elles-mêmes, conformément aux paragraphes 2 et 3.

5. Si l'adoption d'une annexe ou d'un amendement à une annexe nécessite un amendement à la convention, cette annexe ou cet amendement n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la convention entre lui-même en vigueur.

Article 17 **Protocoles**

1. La conférence des parties peut, à l'une quelconque de ses sessions ordinaires, adopter des protocoles à la convention.

2. Le texte de tout protocole proposé est communiqué aux parties par le secrétariat six mois au moins avant la session.

3. Les règles régissant l'entrée en vigueur de tout protocole sont définies par le protocole lui-même.

4. Seules les parties à la convention peuvent être parties à un protocole.

5. Seules les parties à un protocole prennent des décisions en vertu dudit protocole.

Article 18

Droit de vote

1. Chaque partie à la convention dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-après.

2. Dans les domaines de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont parties à la convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs Etats membres exerce le sien, et inversement.

Article 19

Dépositaire

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la convention et des protocoles adoptés conformément à l'article 17.

Article 20

Signature

La Présente convention est ouverte à la signature des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'une institution spécialisée des Nations Unies ou parties au statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que des organisations d'intégration économique régionale, à Rio de Janeiro, pendant la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, puis au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 20 juin 1992 au 19 juin 1993.

Article 21

Dispositions transitoires

1. Jusqu'à la fin de la première session de la Conférence des parties, les fonctions du secrétariat visées à l'article 8 seront exercées provisoirement par le secrétariat créé par l'assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 45/212 du 21 décembre 1990.

2. Le chef du secrétariat provisoire visé au paragraphe 1 ci-dessus collaborera étroitement avec le groupe intergouvernemental d'experts pour l'étude du changement climatique, de manière que celui-ci puisse répondre aux besoins d'avis scientifiques et techniques objectifs. D'autres organes scientifiques compétents pourront aussi être consultés.

3. Le fonds pour l'environnement mondial du programme des Nations Unies pour le développement, du programme des Nations Unies pour l'environnement et de la banque internationale pour la reconstruction et le développement sera l'entité internationale chargée d'assurer à titre provisoire le fonctionnement du mécanisme financier visé à l'article 11. Il conviendra, à cet égard, que le Fonds soit réaménagé de la manière voulue et que la composition de ses membres devienne universelle, pour qu'il puisse répondre aux exigences de l'article 11.

Article 22

Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

1. La convention est soumise à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des Etats et des organisations d'intégration économique régionale. Elle sera ouverte à l'adhésion dès le lendemain du jour où elle cessera d'être ouverte à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

2. Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient partie à la convention sans qu'aucun de ses Etats membres y soit partie est liée par toutes les obligations découlant de la convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une telle organisation sont parties à la convention, cette organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations que leur impose la

convention. En pareil cas, l'organisation et ses Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits découlant de la convention.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des questions régies par la convention. En outre, ces organisations informent le dépositaire, qui en informe à son tour les parties, de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 23

Entrée en vigueur

1. La Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de chaque Etat ou organisation d'intégration économique régionale qui ratifie, accepte ou approuve la convention, ou y adhère, après le dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par cet Etat ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale n'est pas compté en sus de ceux déposés par ses Etats membres.

Article 24

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite à la présente convention.

Article 25

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention à l'égard d'une partie, cette partie pourra la dénoncer par notification écrite donnée au dépositaire.

2. Cette dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le dépositaire en aura reçu notification, ou à toute date ultérieure spécifiée dans ladite notification.

3. Toute partie qui aura dénoncé la convention sera réputée avoir dénoncé également tout protocole auquel elle est partie.

Article 26

Textes faisant foi

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à New York le neuf mai mille neuf cent quatre-vingt-douze.

ANNEXE I

Allemagne
Australie
Autriche
Bélarus a/
Belgique
Bulgarie a/
Canada
Communauté européenne
Danemark
Espagne
Estonie a/
Etats-unis d'Amérique
Fédération de Russie a/
Finlande
France
Grèce
Hongrie a/
Irlande
Islande
Italie
Japon
Lettonie a/
Lituanie a/
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-bas
Pologne a/
Portugal
Roumanie a/
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Suède
Suisse
Tchécoslovaquie a/
Turquie
Ukraine a/

a/ Pays en transition vers une économie de marché.

ANNEXE II

Allemagne
Australie
Autriche
Belgique
Canada
Communauté européenne
Danemark
Espagne
Etats-unis d'Amérique
Finlande
France

Grèce
Irlande
Islande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège

Nouvelle-Zélande
Pays-bas
Portugal
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Suède
Suisse
Turquie

DECRETS

Décret exécutif n° 93-100 du 12 avril 1993 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-73 du 9 mars 1991 portant statut particulier des membres de la Cour des comptes.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81 et 116 ;

Vu la loi n° 90-32 du 4 décembre 1990 relative à l'organisation et au fonctionnement de la Cour des comptes ;

Vu le décret n° 83-617 du 31 octobre 1983 relatif aux pensions de retraites des cadres supérieurs de l'Etat ;

Vu le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié, relatif à l'indemnité d'expérience ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut type des travailleurs des institutions et des administrations publiques ;

Vu le décret exécutif n° 90-226 du 25 juillet 1990 fixant les droits et obligations des travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 90-228 du 25 juillet 1990 fixant le mode de rémunération applicable aux travailleurs exerçant des fonctions supérieures de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-72 du 9 mars 1991 fixant le règlement intérieur de la Cour des Comptes ;

Vu le décret exécutif n° 91-73 du 9 mars 1991 portant statut particulier des membres de la Cour des Comptes ;

Décrète :

Article 1er. — *L'article 26 du décret exécutif n° 91-73 du 9 mars 1991 susvisé est modifié comme suit :*

« **Art. 26.** — Les conseillers chefs de secteur de contrôle sont nommés par décret exécutif sur proposition du président de la Cour des comptes :

— soit parmi les titulaires d'une des licences prévues à l'article 21 de la loi n° 90-32 du 4 décembre 1990 susvisé et justifiant d'une expérience professionnelle de seize (16) ans, à la date de la nomination acquise après l'obtention de la licence, dans les domaines intéressant les missions de la Cour des comptes ;

— soit parmi les conseillers principaux titulaires et/ou les conseillers justifiant de quatre (4) ans d'ancienneté en cette qualité, à la date de la nomination.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. Lorsqu'ils sont appelés à réintégrer leur grade d'origine, ceux qui étaient membres de la Cour des comptes à la date de leur nomination réintègrent leur grade d'origine en qualité de conseiller principal ».

Art. 2. — *L'article 27 du décret exécutif n° 91-73 du 9 mars 1991 susvisé est modifié comme suit :*

« **Art. 27.** — Le vice-président, le censeur général et les chefs de département de contrôle sont nommés par décret exécutif, soit parmi les membres de la Cour des Comptes placés hors-hiérarchie et/ou les conseillers principaux, soit parmi les agents publics remplissant les conditions prévues à l'article 26 (1er tiret) ci-dessus.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes. Lorsqu'ils sont appelés à réintégrer leur grade d'origine, ceux qui étaient membres de la Cour des comptes à la date de leur nomination réintègrent leur grade d'origine en qualité de conseiller principal ».

Art. 3. — Les dispositions du décret exécutif n° 91-73 du 9 mars 1991 susvisé sont complétées par un **article 27 bis** rédigé ainsi qu'il suit :

« **Art. 27 bis.** — En cas de vacance d'une des fonctions de vice-président, de censeur général, de chef de département ou de conseiller chef de secteur, le président de la Cour des comptes désigne, par décision, un intérimaire qui doit obligatoirement remplir les conditions attachées à la fonction concernée, prévues selon le cas, aux articles 26 et 27 ci-dessus et propose la nomination d'un titulaire, dans un délai maximal de trois (03) mois, à compter de la vacance de la dite fonction.

La décision prévue à l'alinéa précédent prend effet à la date de sa signature, laquelle intervient, après les visas réglementaires, dans les mêmes formes que celles prévues pour les actes individuels.

Pendant la durée de son intérim, qui ne peut excéder une (01) année, l'intéressé reçoit l'ensemble des éléments liés à la rémunération attachée à la fonction occupée, sauf si celle qu'il perçoit, dans son emploi ou grade d'origine, lui est supérieure ».

Art. 4. — *L'article 28 du décret exécutif n° 91-73 du 9 mars 1991 susvisé est modifié comme suit :*

« **Art. 28.** — La valorisation de l'indemnité d'expérience professionnelle des membres de la Cour des comptes des premier et deuxième grades ainsi que leur avancement d'échelon et leur promotion aux groupes et aux grades

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 95-163 du 7 Moharram 1416 correspondant au 6 juin 1995 portant ratification de la convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992.

Le Président de l'Etat,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 74-11 ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire, notamment ses articles 5 et 13-11 ;

Vu l'ordonnance n° 95-03 du 19 Chaabane 1415 correspondant au 21 janvier 1995 portant approbation de la convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992 ;

Considérant la convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992 ;

Décète :

Article 1er. — Est ratifiée et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Moharram 1416 correspondant au 6 juin 1995

Liamine ZEROUAL.

CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

PREAMBULE

Les parties contractantes;

Conscientes de la valeur intrinsèque de la diversité biologique et de la valeur de la diversité et de ses éléments constitutifs sur les plans environnemental, génétique, social, économique, scientifique, éducatif, culturel, récréatif et esthétique;

Conscientes également de l'importance de la diversité biologique pour l'évolution et pour la préservation des systèmes qui entretiennent la biosphère;

Affirmant que la conservation de la diversité biologique est une préoccupation commune à l'humanité;

Réaffirmant que les Etats ont des droits souverains sur leurs ressources biologiques;

Réaffirmant également que les Etats sont responsables de la conservation de leur diversité biologique et de l'utilisation durable de leurs ressources biologiques;

Préoccupées par le fait que la diversité biologique s'appauvrit considérablement par suite de certaines des activités de l'homme;

Conscientes du fait que les renseignements et les connaissances sur la diversité biologique font généralement défaut et qu'il est nécessaire de développer d'urgence les moyens scientifiques, techniques et institutionnels propres à assurer le savoir fondamental nécessaire à la conception des mesures appropriées et à leur mise en œuvre;

Notant qu'il importe au plus haut point d'anticiper et de prévenir les causes de la réduction ou de la perte sensible de la diversité biologique à la source et de s'y attaquer;

Notant également que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitudes scientifiques totales ne doit pas être invoquée comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets;

Notant, en outre, que la conservation de la diversité biologique exige essentiellement la conservation *in situ* des écosystèmes et des habitats naturels ainsi que le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel;

Notant en outre que des mesures *ex situ* de préférence dans le pays d'origine, revêtent également une grande importance;

Reconnaissant qu'un grand nombre de communautés locales et de populations autochtones dépendent étroitement et traditionnellement des ressources biologiques sur lesquelles sont fondées leurs traditions et qu'il est souhaitable d'assurer le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles intéressant la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments;

Reconnaissant également le rôle capital que jouent les femmes dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et affirmant la nécessité d'assurer leur pleine participation à tous les niveaux aux décisions politiques concernant la conservation de la diversité biologique et à leur application;

Soulignant qu'il importe et qu'il est nécessaire de favoriser la coopération internationale, régionale et mondiale entre les Etats et les organisations intergouvernementales et le secteur non gouvernemental aux fins de conservation de la diversité biologique et de l'utilisation durable de ses éléments;

Reconnaissant que le fait d'assurer des ressources financières nouvelles et additionnelles ainsi, qu'un accès satisfaisant aux techniques pertinentes, devrait influencer sensiblement sur la mesure dans laquelle le monde sera à même de s'attaquer à l'appauvrissement de la diversité biologique;

Reconnaissant, en outre, que des moyens spéciaux sont nécessaires pour satisfaire les besoins des pays en développement, notamment la fourniture de ressources financières nouvelles et additionnelles, ainsi qu'un accès approprié aux techniques pertinentes;

Notant à cet égard les conditions particulières des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires;

Reconnaissant que des investissements importants sont nécessaires pour assurer la conservation de la diversité biologique dont on peut escompter de nombreux avantages sur les plans environnemental, économique et social;

Reconnaissant que le développement économique et social et l'éradication de la pauvreté sont les premières priorités des pays en développement qui prennent le pas sur toutes les autres;

Conscientes du fait que la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique revêtent la plus haute importance pour la satisfaction des besoins alimentaires, sanitaires et autres de la population de la planète qui ne cesse de croître, et que l'accès aux ressources génétiques et à la technologie ainsi que leur partage sont de ce fait indispensables;

Notant qu'à terme, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique renforceront les relations amicales entre Etats et contribueront à la paix de l'humanité;

Désireuses d'améliorer et de compléter les arrangements internationaux existant en matière de conservation de la diversité biologique et d'utilisation durable de ses éléments;

Déterminées à conserver et à utiliser durablement la diversité biologique au profit des générations présentes et futures;

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1er

Objectifs

Les objectifs de la présente Convention, dont la réalisation sera conforme à ses dispositions pertinentes, sont la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, notamment, grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des techniques pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux techniques, et grâce à un financement adéquat.

Article 2

Emploi des termes

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

Biotechnologie : toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants ou des dérivés de ceux-ci, pour réaliser ou modifier des produits ou des procédés à usage spécifique.

Conditions *in situ* : conditions caractérisées par l'existence de ressources génétiques au sein d'écosystèmes et d'habitats naturels et, dans le cas des espèces domestiquées et cultivées, dans le milieu où se sont développés leurs caractères distinctifs.

Conservation *ex situ* : la conservation d'éléments constitutifs de la diversité biologique en dehors de leur milieu naturel.

Conservation *in situ* : la conservation des écosystèmes et des habitats naturels et le maintien et la reconstitution de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel et, dans le cas des espèces domestiquées et cultivées, dans le milieu où sont développés leurs caractères distinctifs.

Diversité biologique : variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes.

Ecosystème : le complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux et de micro-organismes et de leur environnement non vivant qui par leur interaction, forment une unité fonctionnelle.

Espèce domestiquée ou cultivée : toute espèce dont le processus d'évolution a été influencé par l'homme pour répondre à ses besoins.

Habitat : le lieu ou type du site dans lequel un organisme ou une population existe à l'état naturel.

Matériel génétique : le matériel d'origine végétale, animale, microbienne ou autre, contenant des unités fonctionnelles de l'hérédité.

Organisation régionale d'intégration économique : toute organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, à laquelle ces Etats membres ont transféré des compétences en ce qui concerne les questions régies par la présente Convention et qui a été dûment mandatée, conformément à ses procédures internes, pour signer, ratifier, accepter, approuver ladite Convention ou y adhérer.

Pays d'origine des ressources génétiques : pays qui possède ces ressources génétiques dans des conditions *in situ*.

Pays fournisseur de ressources génétiques : tout pays qui fournit des ressources génétiques récoltées auprès de sources *in situ*, y compris les populations d'espèces sauvages ou domestiquées, ou prélevées auprès de sources *ex situ*, qu'elles soient ou non originaires de ce pays.

Ressources biologiques : les ressources génétiques, les organismes ou éléments de ceux-ci, les populations, ou tout autre élément biotique des écosystèmes ayant une utilisation ou une valeur effective ou potentielle pour l'humanité.

Ressources génétiques : le matériel génétique ayant une valeur effective ou potentielle.

Technologie : toute technologie y compris la biotechnologie.

Utilisation durable : l'utilisation des éléments constitutifs de la diversité biologique d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur appauvrissement à long terme, et sauvegardent ainsi leur potentiel pour satisfaire les besoins et les aspirations des générations présentes et futures.

Zone protégée : toute zone géographiquement délimitée qui est désignée ou réglementée, et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation.

Article 3

Principe

Conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale.

Article 4

Champ d'application

Sous réserve des droits des autres Etats et sauf disposition contraire expresse de la présente Convention, les dispositions de la Convention s'appliquent à chacune des parties contractantes :

a) lorsqu'il s'agit des éléments de la diversité biologique de zones situées dans les limites de sa juridiction nationale;

b) lorsqu'il s'agit des processus et activités qui sont réalisés sous sa juridiction ou son contrôle, que ce soit à l'intérieur de la zone relevant de sa juridiction nationale ou en dehors des limites de sa juridiction nationale, indépendamment de l'endroit où ces processus et activités produisent leurs effets.

Article 5

Coopération

Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, coopère avec d'autres parties contractantes, directement, ou le cas échéant, par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, dans des domaines ne relevant pas de la juridiction nationale et dans d'autres domaines d'intérêt mutuel, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 6

Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable

Chacune des parties contractantes, en fonction des conditions et moyens qui lui sont propres :

a) élabore des stratégies, plans ou programmes nationaux tendant à assurer la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ou adapte à cette fin ses stratégies, plans ou programmes existants qui tiendront compte, entre autres, des mesures énoncées dans la présente Convention qui la concernent,

b) intègre, dans toute la mesure possible et comme il convient, la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans ses plans, programmes et politiques sectoriels ou insectoriels pertinents.

Article 7

Identification et surveillance

Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, notamment aux fins des articles 8 à 10 :

a) identifie les éléments constitutifs de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable, en tenant compte de la liste indicative de catégories figurant à l'annexe I;

b) surveille par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques, les éléments constitutifs de la diversité biologique identifiés en application de l'alinéa (a) ci-dessus, et prête une attention particulière à ceux qui doivent d'urgence faire l'objet de mesures de conservation ainsi qu'à ceux qui offrent le plus de possibilités en matière d'utilisation durable;

c) identifie les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et surveille leurs effets par prélèvement d'échantillons et d'autres techniques;

d) conserve et structure à l'aide d'un système les données résultant des activités d'identification et de surveillance entreprises conformément aux alinéas a) b) et c) ci-dessus.

Article 8

Conservation *in situ*

Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) établit un système de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique;

b) élabore, si nécessaire, des lignes directrices pour le choix, la création et la gestion de zones protégées ou de zones où des mesures spéciales doivent être prises pour conserver la diversité biologique;

c) réglemente ou gère les ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique à l'intérieur comme à l'extérieur des zones protégées afin d'assurer leur conservation et leur utilisation durable;

d) favorise la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel;

e) promeut un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées en vue de renforcer la protection de ces dernières;

f) remet en état et restaure les écosystèmes dégradés et favorise la reconstitution des espèces menacées moyennant, entre autres, l'élaboration et l'application de plans ou autres stratégies de gestion;

g) met en place ou maintient des moyens pour réglementer, gérer ou maîtriser les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants et modifiés résultant de la biotechnologie qui risquent d'avoir sur l'environnement des impacts défavorables qui pourraient influencer sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine;

h) empêche d'introduire, contrôle ou éradique les espèces exotiques qui menacent des écosystèmes, des habitats ou des espèces;

i) s'efforce d'instaurer les conditions nécessaires pour assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs;

j) sous réserve des dispositions de sa législation nationale respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques;

k) formule ou maintient en vigueur les dispositions législatives et autres dispositions réglementaires nécessaires pour protéger les espèces et populations menacées;

l) lorsqu'un effet défavorable important sur la diversité biologique a été déterminé conformément à l'article 7, réglemente ou gère les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités;

m) coopère à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation *in situ* visée aux alinéas a) à l) ci-dessus, notamment aux pays en développement.

Article 9

Conservation *ex situ*

Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, et au premier chef afin de compléter les mesures de conservation *in situ* :

a) adopte des mesures pour conserver *ex situ* des éléments constitutifs de la diversité biologique, de préférence dans le pays d'origine de ces éléments;

b) met en place et entretient des installations de conservation *ex situ* et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes, de préférence dans le pays d'origine des ressources génétiques;

c) adopte des mesures en vue d'assurer la reconstitution et la régénération des espèces menacées et la réintroduction de ces espèces dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions;

d) réglemente et gère la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation *ex situ* de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces *in situ*, excepté lorsque des mesures *ex situ* particulières sont temporairement nécessaires, conformément à l'alinéa c, ci-dessus;

e) coopère à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation *ex situ* visée aux alinéas a à d, ci-dessus, et à la création et au maintien de moyens de conservation *ex situ* dans les pays en développement.

Article 10

Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique

Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) intègre les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national;

b) adopte des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique;

c) protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable;

d) aide les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie;

e) encourage ses pouvoirs publics et son secteur privé à coopérer pour mettre au point des méthodes favorisant l'utilisation durable des ressources biologiques.

Article 11

Mesures d'incitation

Chaque partie contractante adopte, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra, des mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique.

Article 12

Recherche et formation

Les parties contractantes, tenant compte des besoins particuliers des pays en développement :

a) mettent en place et poursuivent des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et ses éléments constitutifs et en assurer l'utilisation durable, et apportent un appui à l'éducation et à la formation répondant aux besoins particuliers des pays en développement,

b) favorisent et encouragent la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable, en particulier dans les pays en développement, en se conformant entre autres aux décisions de la conférence des parties faisant suite aux recommandations de l'organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques,

c) conformément aux dispositions des articles 16, 18 et 20, encouragent l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques, et coopèrent à cet effet.

Article 13

Education et sensibilisation du public

Les parties contractantes :

a) favorisent et encouragent une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet et en assurent la promotion par les médias, ainsi que la prise en compte de ces questions dans les programmes d'enseignement;

b) coopèrent, selon qu'il conviendra, avec d'autres Etats et des organisations internationales, pour mettre au point des programmes d'éducation et de sensibilisation du public concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 14

Etudes d'impact et réduction des effets nocifs

1. Chaque partie contractante, dans la mesure du possible et selon qu'il conviendra :

a) adopte des procédures permettant d'exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets qu'elle a proposés et qui sont susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique en vue d'éviter et de réduire au minimum de tels effets, et, s'il y a lieu permet au public de participer à ces procédures,

b) prend les dispositions voulues pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement de ses programmes politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique,

c) encourage, sur une base de réciprocité, la notification, l'échange de renseignements et les consultations au sujet des activités relevant de sa juridiction ou de son autorité et susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique d'autres Etats ou de zones situées hors des limites de la juridiction nationale, en encourageant la conclusion d'accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, selon qu'il conviendra,

d) dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction ou son contrôle et menaçant la diversité biologique dans une zone relevant de la juridiction d'autres Etats ou dans des zones situées en dehors des limites de la juridiction des Etats, en informe immédiatement les Etats susceptibles d'être touchés par ce danger ou ce dommage, et prend les mesures propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer autant que possible les effets,

e) facilite les arrangements nationaux aux fins de l'adoption de mesures d'urgence au cas où des activités ou des événements, d'origine naturelle ou autre présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique, et encourage la coopération internationale en vue d'étayer ces efforts nationaux et, selon qu'il est approprié et comme en conviennent les Etats ou les organisations régionales d'intégration économique concernés, en vue d'établir des plans d'urgence communs,

2. La conférence des parties examine, sur la base des études qui seront entreprises, la question de la responsabilité et de la réparation, y compris la remise en état et l'indemnisation pour dommages causés à la diversité biologique, sauf si cette responsabilité est d'ordre strictement interne.

Article 15

Accès aux ressources génétiques

1. Etant donné que les Etats ont droit de souveraineté sur leurs ressources naturelles, le pouvoir de déterminer l'accès aux ressources génétiques appartient aux gouvernements et est régi par la législation nationale.

2. Chaque partie contractante s'efforce de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres parties contractantes et de ne pas imposer de restrictions allant à l'encontre des objectifs de la présente convention.

3. Aux fins de la présente convention, on entend par ressources génétiques fournies par une partie contractante, et dont il est fait mention dans le présent article et aux articles 16 et 19 ci-après, exclusivement les ressources qui sont fournies par des parties contractantes qui sont des pays d'origine de ces ressources ou par des parties qui les ont acquises conformément à la présente convention.

4. L'accès, lorsqu'il est accordé, est régi par des conditions convenues d'un commun accord et est soumis aux dispositions du présent article.

5. L'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable donné en connaissance de cause de la partie contractante qui fournit lesdites ressources, sauf décision contraire de cette partie.

6. Chaque partie contractante s'efforce de développer et d'effectuer des recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres parties contractantes avec la pleine participation de ces parties et, dans la mesure du possible, sur leur territoire.

7. Chaque partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique générale appropriées, conformément aux articles 16 et 19 et, le cas échéant, par le biais du mécanisme de financement créé en vertu des articles 20 et 21, pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et de la mise en valeur ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la partie contractante qui fournit ces ressources. Ce partage s'effectue selon des modalités mutuellement convenues.

Article 16

Accès à la technologie et transfert de technologie

1. Chaque partie contractante, reconnaissant que la technologie inclut la biotechnologie, et que l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci entre parties contractantes sont des éléments essentiels à la réalisation des objectifs de la présente convention, s'engage, sous réserve des dispositions du présent article, à assurer et/ou à faciliter à d'autres parties contractantes l'accès aux technologies nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies.

2. L'accès à la technologie et le transfert de celle-ci, tels que visés au paragraphe 1 ci-dessus, sont assurés et/ou facilités pour ce qui concerne les pays en développement à des conditions justes et les plus favorables, y compris à des conditions de faveur et préférentielles s'il en est ainsi mutuellement convenu, et selon que de besoin, conformément aux mécanismes financiers établis aux termes des articles 20 et 21.

Lorsque les technologies font l'objet de brevets et autres droits de propriété intellectuelle, l'accès et le transfert sont assurés selon des modalités qui reconnaissent les droits de propriété intellectuelle et sont compatibles avec leur protection adéquate et effective.

L'application du présent paragraphe sera conforme aux dispositions des paragraphes 3, 4 et 5 ci-après.

3. Chaque partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives ou de politique générale voulues pour que soit assuré aux parties contractantes, qui fournissent des ressources génétiques en particulier celles qui sont des pays en développement, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues, y compris à la technologie protégée par des brevets et autres droits de propriété intellectuelle, le cas échéant par le biais des dispositions des articles 20 et 21, dans le respect du droit international et conformément aux paragraphes 4 et 5 ci-après.

4. Chaque partie contractante prend, comme il convient, les mesures législatives, administratives, ou de politique générale, voulues pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie visée au paragraphe 1 ci-dessus, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice tant des institutions gouvernementales que du secteur privé des pays en développement et, à cet égard, se conforme aux obligations énoncées aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus.

5. Les parties contractantes, reconnaissant que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle peuvent avoir une influence sur l'application de la convention, coopèrent à cet égard sans préjudice des législations nationales et du droit international pour assurer que ces droits s'exercent à l'appui et non à l'encontre de ses objectifs.

Article 17

Echange d'informations

1. Les parties contractantes facilitent l'échange d'informations, provenant de toutes les sources accessibles au public, intéressant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en tenant compte des besoins spéciaux des pays en développement.

2. Cet échange comprend l'échange d'informations sur les résultats des recherches techniques, scientifiques et socio-économiques ainsi que d'informations sur les programmes de formation et d'études, les connaissances spécialisées et les connaissances autochtones et traditionnelles en tant que telles ou associées aux technologies visées au paragraphe I de l'article 16. Cet échange comprend aussi, lorsque c'est possible le rapatriement des informations.

Article 18

Coopération technique et scientifique

1. Les parties contractantes encouragent la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, au besoin par le biais des institutions nationales et internationales compétentes.

2. Chaque partie contractante encourage la coopération technique et scientifique avec d'autres parties contractantes, en particulier les pays en développement, pour l'application de la présente Convention, notamment par l'élaboration et l'application de politiques nationales. En encourageant cette coopération, il convient d'accorder une attention particulière au développement et au renforcement des moyens nationaux par la biais de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des institutions.

3. La conférence des parties, à sa première réunion, détermine comment créer un centre d'échange pour encourager et faciliter la coopération technique et scientifique.

4. Conformément à la législation et aux politiques nationales, les parties contractantes encouragent et mettent au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la présente convention. A cette fin, les parties contractantes encouragent également la coopération en matière de formation de personnel et d'échange d'experts.

5. Les parties contractantes encouragent, sous réserve d'accords mutuels, l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la présente convention.

Article 19

Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages

1. Chaque partie contractante prend les mesures législatives, administratives ou de politique voulues pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des parties contractantes, en particulier les pays en développement, qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche, si possible dans ces parties contractantes.

2. Chaque partie contractante prend toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des parties contractantes, en particulier des pays en développement, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces parties. Cet accès se fait à des conditions convenues d'un commun accord.

3. Les parties examinent s'il convient de prendre des mesures et d'en fixer les modalités, éventuellement sous forme d'un protocole, comprenant notamment un accord préalable donné en connaissance de cause définissant les procédures appropriées dans le domaine du transfert, de la manutention et de l'utilisation en toute sécurité de tout organisme vivant modifié résultant de la biotechnologie qui risquerait d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

4. Chaque partie contractante communique directement ou exige que soit communiquée, par toute personne physique ou morale relevant de sa juridiction et fournissant des organismes visés au paragraphe 3 ci-dessus, toute information disponible relative à l'utilisation et aux règlements de sécurité exigés par ladite partie contractante en matière de manipulation de tels organismes, ainsi que tout renseignement disponible sur l'impact défavorable potentiel des organismes spécifiques en cause, à la partie contractante sur le territoire de laquelle ces organismes doivent être introduits.

Article 20

Ressources financières

1. Chaque partie contractante s'engage à fournir, en fonction de ses moyens, un appui et des avantages financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la présente convention, conformément à ses plans, priorités et programmes nationaux.

2. Les parties qui sont des pays développés fournissent des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en œuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la présente Convention et de bénéficier de ses dispositions, ces surcoûts étant convenus entre une partie qui est un pays en développement et la structure institutionnelle visée à l'article 21, selon la politique, la stratégie, les priorités du programme et les conditions d'attribution ainsi qu'une liste indicative des surcoûts établies par la conférence des parties. Les autres parties, y compris les pays qui se trouvent dans une phase de transition vers l'économie de marché, peuvent assumer volontairement les obligations des parties qui sont des pays développés. Aux fins du présent article, la conférence des parties dresse à sa première réunion la liste des parties qui sont des pays développés et des autres parties qui assument volontairement les obligations des parties qui sont des pays développés.

La conférence des parties revoit périodiquement cette liste et la modifie en cas de besoin. Les autres pays et sources seraient également encouragés à fournir des contributions à titre volontaire. Pour traduire ces engagements en actes, on tiendra compte de la nécessité de faire en sorte que le flux des fonds soit adéquat, prévisible et ponctuel et du fait qu'il est important de répartir le fardeau entre les parties contributantes inscrites sur la liste susmentionnée.

3. Les parties qui sont des pays développés peuvent aussi fournir, au bénéfice des parties qui sont des pays en développement, des ressources financières liées à l'application de la présente convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales.

4. Les pays en développement ne pourront s'acquitter effectivement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention que dans la mesure où les pays développés s'acquitteront effectivement des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention s'agissant des ressources financières et du transfert de technologie et où ces derniers tiendront pleinement compte du fait que le développement économique et social et l'élimination de la pauvreté sont les priorités premières et absolues des pays en développement.

5. Les parties tiennent pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés dans les mesures qu'ils prennent en matière de financement et de transfert de technologie.

6. Les parties contractantes prennent aussi en considération les conditions spéciales résultant de la répartition et de la localisation de la diversité biologique sur le territoire des parties qui sont des pays en développement, et de la dépendance de ces dernières, en particulier de celles qui sont des petits Etats insulaires.

7. Elles prennent également en considération la situation particulière des pays en développement, notamment de ceux qui sont les plus vulnérables du point de vue de l'environnement, tels que ceux qui ont des zones arides et semi-arides, des zones côtières et montagneuses.

Article 21

Mécanisme de financement

1. Un mécanisme de financement est institué pour fournir des ressources financières aux parties qui sont des pays en développement, aux fins de la présente convention, sous forme de dons ou à des conditions de faveur, dont les éléments essentiels sont exposés dans le présent article. Aux fins de la convention, le mécanisme fonctionne sous l'autorité et la direction de la conférence des parties, envers laquelle il est comptable.

Le fonctionnement du mécanisme est assuré par la structure institutionnelle dont pourrait décider la conférence des parties à sa première réunion. Aux fins de la présente Convention, la conférence des parties détermine la politique générale, la stratégie et les priorités du programme ainsi que les critères définissant les conditions d'attribution et d'utilisation de ces ressources. Les contributions seront telles qu'elles permettront de prendre en compte la nécessité de versements prévisibles, adéquats et ponctuels comme il est prévu à l'article 20, en rapport avec le montant des ressources nécessaires, dont la

conférence des parties décidera périodiquement, et l'importance du partage du fardeau entre les parties contributantes figurant sur la liste mentionnée au paragraphe 2 de l'article 20. Les parties qui sont des pays développés ainsi que d'autres pays et d'autres sources peuvent également verser des contributions volontaires. Le mécanisme fonctionne selon un système de gestion démocratique et transparent.

2. Conformément aux objectifs de la présente convention, la conférence des parties détermine, à sa première réunion, la politique générale, la stratégie et les priorités du programme, ainsi que des critères et des lignes directrices détaillés pour définir les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières et les utiliser, y compris le contrôle et l'évaluation régulière de cette utilisation. La conférence des parties décide des dispositions nécessaires pour donner effet au paragraphe 1 ci-dessus après consultation avec la structure institutionnelle à laquelle aura été confié le fonctionnement du mécanisme de financement.

3. La conférence des parties examine l'efficacité du mécanisme de financement créé par le présent article, notamment les critères et les lignes directrices visés au paragraphe 2 ci-dessus, au plus tôt deux ans après l'entrée en vigueur de la présente convention et ensuite de façon régulière. Sur la base de cet examen, elle prend des mesures appropriées pour rendre le mécanisme plus efficace si nécessaire.

4. Les parties contractantes envisagent de renforcer les institutions financières existantes pour qu'elles fournissent des ressources financières en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique.

Article 22

Relations avec d'autres conventions internationales

1. Les dispositions de la présente convention ne modifient en rien les droits et obligations découlant pour une partie contractante d'un accord international existant, sauf si l'exercice de ces droits ou le respect de ces obligations causait de sérieux dommages à la diversité biologique ou constituait pour elle une menace.

2. Les parties contractantes appliquent la présente convention, en ce qui concerne le milieu marin, conformément aux droits et obligations des Etats découlant du droit de la mer.

Article 23

La conférence des parties

1. Il est institué par les présentes une conférence des parties. La première réunion de la conférence des parties est convoquée par le directeur exécutif du programme des Nations Unies pour l'environnement, un an au plus tard,

après l'entrée en vigueur de la présente convention. Par la suite, les réunions ordinaires de la conférence des parties auront lieu régulièrement, selon la fréquence déterminée par la conférence à sa première réunion.

2. Des réunions extraordinaires de la conférence des parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la conférence le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des parties dans les six mois suivant sa communication auxdites parties par le secrétariat.

3. La conférence des parties arrête et adopte par consensus son propre règlement intérieur et celui de tout organe subsidiaire qu'elle pourra créer, ainsi que le règlement financier régissant le financement du secrétariat. A chaque réunion ordinaire, elle adopte le budget de l'exercice financier courant jusqu'à la session ordinaire suivante.

4. La conférence des parties examine l'application de la présente convention et, à cette fin :

a) établit la forme et la fréquence de la communication des renseignements à présenter conformément à l'article 26 et examine ces renseignements ainsi que les rapports présentés par tout organe subsidiaire,

b) étudie les avis techniques, technologiques et scientifiques sur la diversité biologique fournis conformément à l'article 25,

c) examine et adopte, en tant que de besoin, des protocoles conformément à l'article 28,

d) examine et adopte, selon qu'il convient, les amendements à la présente convention et à ses annexes, conformément aux articles 29 et 30,

e) examine les amendements à tout protocole, ainsi qu'à toute annexe audit protocole et, s'il en est ainsi décidé, recommande leur adoption aux parties au protocole considéré,

f) examine et adopte, en tant que de besoin, et conformément à l'article 30, les annexes supplémentaires à la présente convention,

g) crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à l'application de la présente convention, en particulier pour donner des avis scientifiques et techniques,

h) se met en rapport, par l'intermédiaire du secrétariat, avec les organes exécutifs des conventions traitant des questions qui font l'objet de la présente convention en vue de fixer avec eux les modalités de coopération appropriées,

i) examine et prend toutes autres mesures nécessaires à la poursuite des objectifs de la présente convention en fonction des enseignements tirés de son application.

5. L'organisation des Nations unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, de même que tout Etat qui n'est pas partie à la présente convention, peuvent se faire représenter aux réunions de la conférence des parties en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, gouvernemental ou non gouvernemental, qualifié dans les domaines se rapportant à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique qui a informé le secrétariat de son désir de se faire représenter à une réunion de la conférence des parties en qualité d'observateur peut être admis à y prendre part à moins qu'un tiers au moins des parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation des observateurs sont subordonnées au respect du règlement intérieur adopté par la conférence des parties.

Article 24

Le secrétariat

1. Il est institué par les présentes un secrétariat. Ses fonctions sont les suivantes :

- a) organiser les réunions de la conférence des parties prévues à l'article 23 et en assurer le service ;
- b) s'acquitter des fonctions qui lui sont assignées en vertu de tout protocole à la présente convention ;
- c) établir des rapports sur l'exercice des fonctions qui lui sont assignées en vertu de la présente convention et les présenter à la conférence des parties ;
- d) assurer la coordination avec les autres organismes internationaux compétents, et en particulier conclure les arrangements administratifs et contractuels qui pourraient lui être nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions ;
- e) s'acquitter de toutes autres fonctions que la conférence des parties pourrait décider de lui assigner.

2. A sa première réunion ordinaire, la conférence des parties désigne le secrétariat parmi les organisations internationales compétentes qui se seraient proposées pour assurer les fonctions de secrétariat prévues par la présente convention.

Article 25

Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques

1. Un organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques est créé par les présentes pour donner en temps opportun à la conférence des parties et, le cas échéant, à ses autres organes subsidiaires, des avis concernant l'application de la présente convention. Cet organe est ouvert à la participation de toutes les parties et il est pluridisciplinaire. Il se compose de représentants gouvernementaux compétents dans les domaines de spécialisation concernés. Il fait régulièrement rapport à la conférence des parties sur tous les aspects de son travail.

2. Sous l'autorité de la conférence des parties, conformément aux directives qu'elle aura établies, et sur sa demande, cet organe :

- a) fournit les évaluations scientifiques et techniques sur la situation en matière de diversité biologique ;
- b) réalise des évaluations scientifiques et techniques sur les effets des types de mesures prises conformément aux dispositions de la présente convention ;
- c) repère les technologies et savoir-faire de pointe, novateurs et efficaces concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et indique les moyens d'en promouvoir le développement ou d'en assurer le transfert ;
- d) fournit des avis sur les programmes scientifiques et la coopération internationale en matière de recherche-développement concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique ;
- e) répond aux questions d'ordre scientifique, technique, technologique et méthodologique que la conférence des parties et ses organes subsidiaires lui adressent.

3. Les attributions, le mandat, la structure et le fonctionnement de cet organe pourront être précisés par la conférence des parties.

Article 26

Rapports

Selon une périodicité qui sera déterminée par la conférence des parties, chaque partie contractante présente à la conférence des parties un rapport sur les dispositions qu'elle a adoptées pour appliquer la présente convention et la mesure dans laquelle elles ont permis d'assurer la réalisation des objectifs qui y sont énoncés.

Article 27

Règlement des différends

1. En cas de différend entre parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties concernées recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices ou à la médiation d'une tierce partie.

3. Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver la présente convention ou d'y adhérer, et à tout moment par la suite, tout Etat ou organisation régionale d'intégration économique peut déclarer par écrit auprès du dépositaire que, dans le cas d'un différend qui n'a pas été réglé conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, il ou elle accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre des modes de règlement ci-après, ou les deux :

a) l'arbitrage conformément à la procédure énoncée à la première partie de l'annexe II ;

b) la soumission du différend à la Cour internationale de justice.

4. Si les parties n'ont pas accepté la même procédure ou une procédure quelconque, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le différend est soumis à la conciliation conformément à la deuxième partie de l'annexe II, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent aux différends touchant un protocole, sauf si celui-ci en dispose autrement.

Article 28

Adoption de protocoles

1. Les parties contractantes coopèrent pour formuler et adopter des protocoles à la présente convention.

2. Les protocoles sont adoptés à une réunion de la conférence des parties.

3. Le secrétariat communique aux parties le texte de tout projet de protocole au moins six mois avant la réunion de la conférence des parties.

Article 29

Amendements à la convention ou aux protocoles

1. Toute partie contractante peut proposer des amendements à la présente convention. Toute partie à un protocole peut proposer des amendements à ce protocole.

2. Les amendements à la présente convention sont adoptés à une réunion de la conférence des parties. Les amendements à un protocole sont adoptés à une réunion des parties au protocole considéré. Le texte de tout projet d'amendement à la présente convention ou à un protocole, sauf disposition contraire du protocole considéré, est communiqué par le secrétariat aux parties à l'instrument considéré au moins six mois avant la réunion à laquelle il est proposé pour adoption. Le secrétariat communique aussi les amendements proposés aux signataires de la présente convention, pour information.

3. Les parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout projet d'amendement à la présente convention ou à un protocole. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, l'amendement est adopté en dernier recours par le vote à la majorité des deux tiers des parties à l'instrument considéré, présentes à la réunion et exprimant leur vote ; il est soumis par le depositaire à la ratification, l'acceptation ou l'approbation de toutes les parties.

4. La ratification, l'acceptation ou l'approbation des amendements est notifiée par écrit au depositaire. Les amendements adoptés conformément au paragraphe 3 ci-dessus, entrent en vigueur pour les parties les ayant acceptés le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les deux tiers au moins des parties à la présente convention ou au protocole considéré, sauf disposition contraire du protocole en question. Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cette partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements.

5. Aux fins du présent article, l'expression "parties présentes à la réunion et exprimant leur vote" s'entend des parties présentes à la réunion qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

Article 30

Adoption des annexes et des amendements aux annexes

1. Les annexes à la présente convention ou à ses protocoles font partie intégrante de la convention ou de ses protocoles, selon le cas, et, sauf disposition contraire expresse, toute référence à la présente convention ou à ses protocoles renvoie également à leurs annexes. Les annexes sont limitées aux questions de procédure et aux questions scientifiques, techniques et administratives.

2. Sauf disposition contraire d'un protocole concernant ses propres annexes, la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'annexes supplémentaires à la présente convention ou d'annexes à un protocole sont régies par la procédure suivante :

a) les annexes à la présente convention ou à ses protocoles sont proposées et adoptées selon la procédure fixée à l'article 29 ;

b) toute partie qui ne peut approuver une annexe supplémentaire à la présente convention ou une annexe à l'un de ses protocoles auquel elle est partie en donne par écrit notification au depositaire dans l'année qui suit la date de communication de l'adoption par le depositaire. Ce dernier informe sans délai toutes les parties de toute notification reçue. Une partie peut à tout moment retirer une objection et l'annexe considérée entre alors en vigueur à l'égard de cette partie sous réserve de l'alinéa c) ci-dessous ;

c) un an après la communication par le depositaire de l'adoption de l'annexe, celle-ci entre en vigueur à l'égard de toutes les parties à la présente convention ou au protocole considéré qui n'ont pas donné par écrit la notification prévue à l'alinéa b) ci-dessus.

3. La proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur d'amendements aux annexes à la présente convention ou à l'un de ses protocoles sont soumises à la même procédure que la proposition, l'adoption et l'entrée en vigueur des annexes à la convention ou à l'un de ses protocoles.

4. Si une annexe supplémentaire ou un amendement à une annexe se rapporte à un amendement à la convention ou un protocole, cette annexe supplémentaire ou cet amendement n'entre en vigueur que lorsque l'amendement à la convention ou au protocole considéré entre lui-même en vigueur.

Article 31

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, chaque partie à la présente convention ou à tout protocole dispose d'une voix.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont parties à la convention ou au protocole considéré. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 32

Rapports entre la présente convention et ses protocoles

1. Aucun Etat ni aucune organisation régionale d'intégration économique ne peut devenir partie à un protocole sans être ou devenir simultanément partie à la présente convention.

2. Les décisions prises en vertu d'un protocole sont prises par les seules parties au protocole considéré. Toute partie contractante qui n'a pas ratifié, accepté ou approuvé un protocole peut participer, en qualité d'observateur, à toute réunion des parties à ce protocole.

Article 33

Signature

La présente convention est ouverte à la signature de tous les Etats et organisations régionales d'intégration économique à Rio de Janeiro du 5 au 14 juin 1992 et au siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 15 juin 1992 au 14 juin 1993.

Article 34

Ratification, acceptation, approbation

1. La présente convention et ses protocoles sont soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Etats et des organisations régionales d'intégration économique. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire.

2. Toute organisation visée au paragraphe 1 ci-dessus, qui devient partie à la présente convention ou à l'un quelconque de ses protocoles et dont aucun Etat membre n'est lui-même partie contractante, est liée par toutes les obligations énoncées dans la convention ou dans le protocole considéré, selon le cas. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une de ces organisations sont parties à la convention ou à un protocole, l'organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu de la convention ou du protocole, selon le cas. En tel cas, l'organisation et ses Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment leurs droits au titre de la convention ou du protocole.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la convention ou par le protocole considéré. Elles informent également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de ces compétences.

Article 35

Adhésion

1. La présente convention et ses protocoles éventuels sont ouverts à l'adhésion des Etats et des organisations régionales d'intégration économique à partir de la date à laquelle la convention ou le protocole considéré ne sont plus ouverts à la signature. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

2. Dans leurs instruments d'adhésion, les organisations visées au paragraphe 1 ci-dessus indiquent l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par la convention ou par le protocole considéré. Elles informent également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de ces compétences.

3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 34 s'appliquent aux organisations régionales d'intégration économique qui adhèrent à la présente convention ou à l'un quelconque de ses protocoles.

Article 36

Entrée en vigueur

1. La présente convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Un protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du nombre d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion précisé dans ledit protocole.

3. A l'égard de chacune des parties contractantes qui ratifie, accepte ou approuve la présente convention, ou y adhère, après le dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt, par ladite partie contractante, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. A moins qu'il n'en dispose autrement, un protocole entre en vigueur pour une partie contractante qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 2 ci-dessus, soit le quatre-vingt-dixième jour après la date de dépôt par cette partie contractante de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit au moment où la convention entre en vigueur pour cette partie, la dernière date étant retenue.

5. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 37

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite à la présente convention.

Article 38

Dénonciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention à l'égard d'une partie contractante, cette partie contractante peut à tout moment dénoncer la convention par notification écrite au dépositaire.

2. Toute dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de sa réception par le dépositaire, ou à toute autre date ultérieure qui pourra être spécifiée dans la notification de dénonciation.

3. Toute partie contractante qui aura dénoncé la présente convention sera considérée comme ayant également dénoncé les protocoles auxquels elle est partie.

Article 39

Arrangements financiers provisoires

Sous réserve qu'il ait été intégralement restructuré, conformément aux dispositions de l'article 21, le fonds pour l'environnement mondial du programme des Nations unies pour le développement du programme des Nations unies pour l'environnement et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement est,

provisoirement, la structure institutionnelle prévue par l'article 21, pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente convention à la première réunion de la conférence des parties ou jusqu'à ce que la conférence des parties ait désigné une structure institutionnelle conformément à l'article 21.

Article 40

Arrangements intérimaires pour le secrétariat

Le secrétariat à fournir par le directeur exécutif du programme des Nations unies pour l'environnement est le secrétariat prévu au paragraphe 2 de l'article 24, établi sur une base intérimaire pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente convention à la première réunion de la conférence des parties.

Article 41

Dépositaire

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies assume les fonctions de dépositaire de la présente convention et de ses protocoles.

Article 42

Textes faisant foi

L'original de la présente convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du secrétaire général de l'organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé la présente convention.

Fait à Rio de Janeiro, le 5 juin 1992.

ANNEXE I

IDENTIFICATION ET SURVEILLANCE

1. Ecosystèmes et habitats : comportant une forte diversité, de nombreuses espèces endémiques ou menacées, ou des étendues sauvages; nécessaires pour les espèces migratrices; ayant une importance sociale, économique, culturelle ou scientifique; ou qui sont représentatifs, uniques ou associés à des processus d'évolution ou d'autres processus biologiques essentiels;

2. Espèces et communautés qui sont menacées; des espèces sauvages apparentées à des espèces domestiques ou cultivées d'intérêt médicinal, agricole ou économique; d'importance sociale, scientifique ou culturelle; ou d'un intérêt pour la recherche sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, telles que les espèces témoins;

3. Génomes et gènes décrits revêtant une importance sociale, scientifique ou économique.

ANNEXE II

PREMIERE PARTIE

ARBITRAGE

Article premier

La partie requérante notifie au secrétariat que les parties renvoient un différend à l'arbitrage conformément à l'article 27. La notification indique l'objet de l'arbitrage et notamment les articles de la Convention ou protocole dont l'interprétation ou l'application font l'objet du litige. Si les parties ne s'accordent pas sur l'objet du litige avant la désignation du président du tribunal arbitral, c'est ce dernier qui le détermine. Le secrétariat communique les informations ainsi reçues à toutes les parties à la Convention ou au protocole concerné.

Article 2

1. En cas de différend entre deux parties, le tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à aucun titre.

2. En cas de différend entre plus de deux parties, les parties ayant le même intérêt désignent un arbitre d'un commun accord.

3. En cas de vacance, il est pourvu à la vacance selon la procédure prévue pour la nomination initiale.

Article 3

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'est pas désigné, le secrétaire général de l'organisation des Nations Unies procède, à la requête d'une partie, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après réception de la requête, l'une des parties au différend n'a pas procédé à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le secrétaire général qui procède à la désignation dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Le tribunal arbitral rend ses décisions conformément aux dispositions de la présente Convention, à tout protocole concerné et au droit international.

Article 5

Sauf si les parties au différend en décident autrement, le tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure.

Article 6

A la demande de l'une des parties, le tribunal arbitral peut recommander les mesures conservatoires indispensables.

Article 7

Les parties au différend facilitent les travaux du tribunal arbitral et, en particulier, utilisent tous les moyens à leur disposition pour :

- a) fournir au tribunal tous les documents, renseignements et facilités nécessaires;
- b) permettre au tribunal, en cas de besoin, de faire comparaître des témoins ou des experts et d'enregistrer leur déposition.

Article 8

Les parties et les arbitres sont tenus de conserver le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils obtiennent confidentiellement au cours des audiences du tribunal arbitral.

Article 9

A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement du fait des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal sont pris en charge, à parts égales, par les parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux parties.

Article 10

Toute partie contractante ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision, peut intervenir dans la procédure avec le consentement du tribunal.

Article 11

Le tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 12

Les décisions du tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

Article 13

Si l'une des parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne défend pas sa cause, l'autre partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de prononcer sa décision. Le fait qu'une des parties ne se soit pas présentée devant le tribunal ou se soit abstenue de faire valoir ses droits ne fait pas obstacle à la procédure. Avant de prononcer sa sentence définitive, le tribunal arbitral doit s'assurer que la demande est fondée dans les faits et en droit.

Article 14

Le tribunal prononce sa sentence définitive au plus tard cinq mois à partir de la date à laquelle il a été créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois supplémentaires.

Article 15

La sentence définitive du tribunal arbitral est limitée à la question qui fait l'objet du différend et est motivée. Elle contient les noms des membres qui ont participé au délibéré et la date à laquelle elle a été prononcée. Tout membre au tribunal peut y annexer un avis distinct ou une opinion divergente.

Article 16

La sentence est obligatoire pour les parties au différend. Elle est sans appel, à moins que les parties ne se soient entendues d'avance sur une procédure d'appel.

Article 17

Tout différend qui pourrait surgir entre les parties au différend concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence, peut être soumis par l'une des parties au tribunal arbitral qui l'a rendue.

DEUXIEME PARTIE

CONCILIATION

Article premier

Une commission de conciliation est créée à la demande de l'une des parties au différend. A moins que les parties n'en conviennent autrement, la commission se compose de cinq membres, chaque partie concernée en désignant deux et le président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

Article 2

En cas de différend entre plus de deux parties, les parties ayant le même intérêt désignent leurs membres de la commission d'un commun accord. Lorsque deux parties au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

Article 3

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la commission n'ont pas été nommés par les parties, le secrétaire général de l'organisation des Nations Unies procède, à la requête de la partie qui a fait la demande, aux désignations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Si, dans un délai de deux mois après la dernière nomination d'un membre de la commission celle-ci n'a pas choisi son président, le secrétaire général de l'organisation des Nations Unies procède, à la requête d'une partie, à la désignation du président dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

La commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. A moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de résolution du différend que les parties examinent de bonne foi.

Article 6

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

Décret présidentiel n° 96-52 du 2 Ramadhan 1416 correspondant au 22 janvier 1996 portant ratification de la Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, adoptée à Paris le 17 juin 1994.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution et notamment son article 74-11,

Vu l'ordonnance n° 96-04 du 19 Chaâbane 1416 correspondant au 10 janvier 1996 portant approbation de la convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, adoptée à Paris le 17 juin 1994;

Considérant la convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, adoptée à Paris le 17 juin 1994;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifiée, la convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, adoptée à Paris le 17 juin 1994, annexée à l'original du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Ramadhan 1416 correspondant au 22 janvier 1996.

Liamine ZEROUAL.

Décret présidentiel n° 96-53 du 2 Ramadhan 1416 correspondant au 22 janvier 1996 portant ratification de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution et notamment son article 74-11,

Vu l'ordonnance n° 96-05 du 19 Chaâbane 1416 correspondant au 10 janvier 1996 portant approbation de la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, signée à Montégo-Bay (Jamaïque) le 10 décembre 1982;

Considérant la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, signée à Montégo-Bay (Jamaïque) le 10 décembre 1982;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifiée, et sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer signée à Montégo-Bay (Jamaïque) le 10 décembre 1982, annexée à l'original du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 2 Ramadhan 1416 correspondant au 22 janvier 1996.

Liamine ZEROUAL.

DECRETS

Décret exécutif n° 96-54 du 2 Ramadhan 1416 correspondant au 22 janvier 1996 modifiant et complétant le décret exécutif n° 91-434 du 9 novembre 1991 portant réglementation des marchés publics.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile;

Vu l'ordonnance n° 67-90 du 17 juin 1967, modifiée et complétée, portant code des marchés publics;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique;

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 2000-425 du 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000 portant ratification des statuts de l'observatoire du Sahara et du Sahel adoptés à Rabat - Royaume du Maroc - le 7 mars 2000.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant les statuts de l'observatoire du Sahara et du Sahel adoptés à Rabat - Royaume du Maroc - le 7 mars 2000 ;

Décrète :

Article 1er. — Sont ratifiés et seront publiés au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, les statuts de l'observatoire du Sahara et du Sahel adoptés à Rabat - Royaume du Maroc - le 7 mars 2000.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

STATUTS DE L'OBSERVATOIRE DU SAHARA ET DU SAHEL

Article 1er

Dénomination – Mission – Siège

1.1. L'observatoire du Sahara et du Sahel est une organisation à caractère international dont la mission est :

— d'être un outil de liaison et un cadre international de partenariat et de concertation dans le domaine de la lutte contre la désertification et de l'atténuation des effets de la sécheresse ;

— de contribuer à la maîtrise et aux échanges d'informations utiles à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse.

1.2. Le siège de l'OSS est fixé à Tunis. Les modalités de son établissement et de son fonctionnement sont fixées par un accord de siège avec le pays hôte.

Article 2

Membres

2.1. Les membres sont :

- les Etats africains qui contribuent et/ou adhèrent aux présents statuts ;
- les Etats non africains qui contribuent et/ou adhèrent aux présents statuts ;
- les organisations sous-régionales africaines chargées de la lutte contre la désertification et de l'atténuation des effets de la sécheresse ayant adhéré aux présents statuts ;
- les organisations du système des Nations Unies ayant adhéré aux présents statuts ;
- les organisations intergouvernementales qui contribuent et/ou adhèrent aux présents statuts ;
- les organisations non gouvernementales internationales ayant été admises conformément aux procédures définies par les présents statuts.

ADHESION – ADMISSION – RETRAIT

Adhésion :

2.2. Les Etats adhèrent aux présents statuts selon leurs procédures internes et par notification écrite adressée au secrétariat exécutif de l'OSS.

2.3. Les organisations sous-régionales africaines chargées de la lutte contre la désertification et de l'atténuation des effets de la sécheresse, celles du système des Nations Unies et celles intergouvernementales, adhèrent aux présents statuts par notification écrite au secrétariat exécutif de l'OSS.

2.4. Seules peuvent adhérer les organisations intergouvernementales dont les activités sont compatibles avec les objectifs de l'OSS et dont la demande d'adhésion a été acceptée par le conseil d'administration de l'OSS.

Admission :

2.5. Sont admis d'office à titre de membres :

- a) les Etats qui ont notifié par écrit leur contribution ;
- b) les organisations intergouvernementales qui ont notifié par écrit leur contribution.

2.6. Sont en outre admises à titre de membres, les organisations non gouvernementales internationales dont la demande d'admission, notifiée par écrit au secrétariat exécutif de l'OSS, a été acceptée par le conseil d'administration de l'OSS. Seules peuvent être admises les organisations non gouvernementales internationales à caractère scientifique, dont les activités sont compatibles avec les objectifs de l'OSS. Elles assistent aux réunions des organes de l'OSS sans droit de vote à l'assemblée générale.

Retrait :

2.7. La qualité de membre se perd par notification écrite au secrétariat exécutif de l'OSS. Elle devient effective trois mois après ladite notification. Les éventuels engagements du membre concerné, continueront d'être régis par les dispositions contractuelles y relatives.

Article 3

Objectifs – Activités

Objectifs :

L'OSS a pour objectifs fondamentaux de :

3.1. Contribuer à la lutte contre la désertification et à l'atténuation des effets de la sécheresse en Afrique, ainsi qu'à la gestion durable des ressources naturelles ;

3.2. Accroître les échanges et la synergie entre les Etats, notamment, d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie, Lybie) membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) ainsi que l'Egypte, les Etats d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Burkina Faso, Cap vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) membres du Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), les Etats d'Afrique de l'Est (Djibouti, Ethiopie, Erythrée, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan) membres de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), pour consolider un véritable espace régional de coopération et favoriser une gestion durable des ressources naturelles dans les zones arides et semi-arides ;

3.3. Développer le partenariat Nord-Sud, Nord-Nord et Sud-Sud.

Activités :

L'OSS a pour activités de :

3.4. Contribuer à une meilleure maîtrise de l'information auprès des utilisateurs ;

3.5. Promouvoir des actions de partenariat et de développement entre l'ensemble de ses membres pour consolider la mise en œuvre de la convention internationale de lutte contre la désertification (CCD) et de l'agenda 21 ;

3.6. Contribuer à l'évaluation, la valorisation et la diffusion des connaissances concernant la sécheresse et la désertification ;

3.7. S'appuyer sur les structures existantes en Afrique et harmoniser son action avec celles-ci et avec les institutions internationales de développement agissant dans le même sens ;

3.8. Renforcer les capacités africaines en matière de gestion des ressources naturelles et de recherche-développement se rapportant à la sécheresse et à la désertification ;

3.9. Favoriser les approches globales pour la mise en œuvre des stratégies nationales, sous-régionales et régionales de prévention et de lutte contre la dégradation des milieux; soutenir, à la demande des Etats membres et des organisations spécialisées, les efforts de formulation des priorités nationales et sous-régionales sur la base des besoins identifiés ;

3.10. Favoriser l'harmonisation des procédures de collecte et de traitement des données de diverses sources et développer des outils d'évaluation, de communication et d'information ;

3.11. Soutenir et encourager, à la demande des Etats concernés et des organisations spécialisées, les actions efficaces de formation à tous les niveaux, favoriser l'échange des savoir-faire locaux et la maîtrise des techniques pertinentes ;

3.12. Jouer le rôle de facilitateur pour guider les pays touchés dans leur recherche d'appui, notamment dans les domaines de l'organisation des réseaux de circulation de l'information, de la mise en œuvre des systèmes de suivi-évaluation de l'impact des actions et des programmes engagés ainsi que dans les efforts de renforcement des capacités dans les domaines précités.

Article 4

Ressources

Les ressources de l'OSS comprennent :

- des contributions volontaires de l'ensemble des membres ;
- des moyens spécifiques qui peuvent lui être attribués dans le cadre d'opérations contractuelles ;
- toute ressource d'origine nationale ou plurinationale ;
- toute autre ressource autorisée (dons, legs...) par le conseil d'administration.

Article 5

Contrôle des comptes

Le contrôle de l'OSS est effectué par un commissaire aux comptes titulaire désigné par le conseil d'administration, sur appel d'offres ouvert aux commissaires aux comptes externes reconnus en tant que tel dans un pays membre de l'OSS. Il exerce sa fonction dans les conditions prévues par le règlement financier.

Article 6 Les organes

Les organes de l'OSS sont :

- l'assemblée générale ;
- le conseil d'administration ;
- le conseil scientifique et technique ;
- le secrétariat exécutif.

Article 7 L'assemblée générale

A. – Composition :

7.1. L'assemblée générale est composée de membres. Ils disposent chacun d'une voix sous réserve de l'article 2.6. Ils ne peuvent détenir plus de deux pouvoirs en sus du leur.

B. – Attribution :

7.2. L'assemblée générale est l'organe suprême de l'OSS. Elle oriente l'action de l'OSS. Elle a notamment pour tâches de définir les orientations de l'OSS, d'approuver les statuts et les modifications y afférents, de décider du transfert du siège social et de la dissolution de l'OSS. Elle peut, par mandat spécial, déléguer ses tâches au conseil d'administration sauf en matière de transfert du siège, de dissolution, d'approbation et de modification des statuts.

C. – Fonctionnement :

7.3. L'assemblée générale se réunit tous les quatre ans en session ordinaire sur convocation du conseil d'administration, les convocations, portant mention de l'ordre du jour, sont adressées par le président ou par le secrétaire exécutif mandaté à cet effet, à l'ensemble des membres au moins deux mois avant la date de sa tenue.

7.4. L'assemblée générale, pour délibérer valablement, doit atteindre le *quorum* fixé à la moitié au moins de l'ensemble des membres.

7.5. A la demande du conseil d'administration ou du tiers des membres, il peut être convoqué une assemblée générale extraordinaire.

7.6. Sous réserve des articles 11 et 12, elle se prononce sur la base du consensus. Si toutefois ce dernier ne peut être trouvé, l'assemblée générale passe au vote et se prononce à la majorité simple des membres présents.

7.7. L'assemblée générale élit parmi les représentants des membres, le président de l'OSS et les membres du conseil d'administration, pour un mandat de quatre ans, renouvelable.

7.8. Le fonctionnement des réunions de l'assemblée générale est défini dans le règlement intérieur de l'assemblée générale.

Article 8 Le conseil d'administration

A. – Composition :

8.1. Le conseil d'administration est composé d'un nombre maximum de dix huit membres élus par l'assemblée générale parmi ses membres pour une durée de quatre ans, renouvelable. Le président du conseil d'administration est le président de l'OSS.

8.2. Afin de refléter les objectifs de l'OSS, la composition du conseil d'administration respecte la répartition et les modes de désignation suivants :

- au maximum 2 Etats africains membres par organisation sous-régionale africaine ;
- les organisations sous-régionales africaines membres de l'OSS ;
- un Etat représentant les Etats africains, n'appartenant à aucune organisation sous-régionale membre ;
- quatre (4) Etats représentant les Etats non africains ;
- trois (3) organisations du système des Nations-Unies ;
- une (1) organisation non gouvernementale internationale.

B. – Attributions :

8.3. Le conseil d'administration met en œuvre les orientations et les résolutions de l'assemblée générale.

8.4. Il adopte le budget et le programme annuels de l'OSS, tient informé l'assemblée générale des rapports relatifs à la situation morale et financière de celui-ci et lui soumet les comptes des exercices clos, les bilans ainsi que le programme d'actions quadriennal.

8.5. Il arrête et approuve les comptes des exercices clos de l'OSS.

8.6. Il approuve, sur proposition du secrétaire exécutif, le statut du personnel, le règlement du personnel, le règlement financier et les dispositions particulières relatives au fonctionnement de l'OSS.

8.7. Il nomme le commissaire aux comptes pour un mandat de 2 ans, renouvelable.

8.8. Il nomme le secrétaire exécutif. Il met fin à son mandat.

8.9. Il nomme les membres du conseil scientifique et technique sur proposition du secrétaire exécutif.

8.10. Il approuve l'admission de nouveaux membres.

8.11. Il autorise, par délibération, le secrétaire exécutif à ouvrir un ou des comptes bancaires.

8.12. Il peut créer des groupes *ad hoc*.

8.13. Il peut convoquer, en cas de nécessité, une assemblée générale extraordinaire.

C. – Fonctionnement :

8.14. Le conseil d'administration se réunit une fois par an sur convocation de son président. Il se prononce sur la base du consensus. Si toutefois ce dernier ne peut être trouvé, le conseil d'administration, à la demande du tiers de ses membres, se prononce à la majorité simple des membres présents. Le président du conseil scientifique et technique assiste au conseil d'administration avec voix consultative.

8.15. Il nomme en son sein un bureau dont la composition, le fonctionnement et les attributions sont définis dans un règlement intérieur du conseil d'administration.

8.16. Le fonctionnement des réunions du conseil d'administration est défini dans le règlement intérieur du conseil d'administration.

Article 9

Le conseil scientifique et technique

A. – Composition :

9.1. Le conseil scientifique et technique est composé de huit à douze personnalités scientifiques, nommées par le conseil d'administration sur proposition du secrétaire exécutif, en raison de leurs compétences dans les domaines d'activité de l'OSS.

La composition du conseil scientifique et technique reflète les objectifs de partenariat Nord-Sud et Sud-Sud de l'OSS.

9.2. Le choix des membres du conseil scientifique et technique et leurs mandats respectifs sont fixés par le conseil d'administration en fonction de l'évolution des programmes d'activité de l'OSS.

B. – Attributions :

9.3. Le conseil scientifique et technique contribue à la préparation des orientations scientifiques et techniques à présenter à l'assemblée générale.

9.4. Il est consulté par le secrétaire exécutif sur toutes les actions à caractère scientifique et technique du programme. Ses membres contribuent, selon leurs compétences personnelles, sous des formes déterminées par le secrétaire exécutif, à la mise en œuvre et au suivi des programmes scientifiques et techniques de l'OSS.

9.5. Il élabore le rapport d'évaluation des résultats du programme d'activités sur la base des contributions personnelles et préalables de chacun de ses membres. Il peut formuler auprès du secrétaire exécutif, les propositions à caractère scientifique et technique qu'il juge opportunes.

9.6. Les membres du conseil scientifique et technique apportent leur appui au secrétariat exécutif pour présenter les programmes scientifiques et techniques de l'OSS aux partenaires financiers.

9.7. Le conseil scientifique et technique peut créer des groupes *ad hoc*.

C. – Fonctionnement :

9.8. Le conseil scientifique et technique élit parmi ses membres un président, deux vice-présidents et un rapporteur.

9.9. Le conseil scientifique et technique se réunit une fois tous les deux ans sur convocation de son président. Il prend ses décisions par consensus.

9.10. Le fonctionnement des réunions du conseil scientifique et technique est défini dans le règlement intérieur du conseil scientifique et technique.

Article 10

Le secrétariat exécutif

10.1. Le secrétariat exécutif met en œuvre les décisions du conseil d'administration et prend toutes les mesures nécessaires à la gestion de l'OSS, à l'exécution de ses programmes, à l'application de sa politique et à l'accomplissement de sa mission.

10.2. Le secrétariat exécutif prépare les budgets et les programmes de l'OSS chaque année et les soumet pour approbation au conseil d'administration.

10.3. Le secrétariat exécutif soumet à chaque session ordinaire de l'assemblée générale, un bilan sur les activités de l'OSS depuis l'assemblée générale précédente, ainsi qu'un rapport d'orientation pour les quatre années à venir. Le bilan et le rapport d'orientation sont soumis au conseil d'administration qui les présente à l'assemblée générale avec ses observations éventuelles.

10.4. Le secrétariat exécutif applique les dispositions du règlement financier pour l'administration financière de l'OSS. Il établit un rapport annuel d'activités et un état des comptes de l'année écoulée, qui sont certifiés par le commissaire aux comptes et adressés à l'ensemble des membres, après approbation par le conseil d'administration.

10.5. Le secrétariat exécutif est dirigé par le secrétaire exécutif. Le secrétaire exécutif est responsable devant le conseil d'administration.

10.6. Le secrétaire exécutif représente l'institution dans les actes de la vie courante. En cas de représentation en justice, il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

10.7. Le secrétaire exécutif prend part aux réunions de l'assemblée générale du conseil d'administration et du conseil scientifique et technique, sans droit de vote. Il est assisté du personnel scientifique, technique et administratif qu'il juge nécessaire.

10.8. Le secrétaire exécutif recrute et licencie le personnel du secrétariat exécutif, conformément aux dispositions du statut du personnel et du règlement du personnel.

10.9. Les responsabilités du secrétaire exécutif envers l'OSS sont de caractère exclusivement international. Dans l'exercice de ses fonctions, il ne doit demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité étrangère à l'OSS.

10.10. Le mandat du secrétaire exécutif est d'une durée de quatre ans, renouvelable une fois.

10.11. La rémunération et les avantages du secrétaire exécutif sont fixés par le conseil d'administration.

10.12. Le secrétaire exécutif est autorisé, par délibération du conseil d'administration, à ouvrir un ou des comptes bancaires.

10.13. Le secrétaire exécutif soumet pour approbation au conseil d'administration le statut du personnel, le règlement du personnel, le règlement financier et les amendements éventuels y afférents.

Article 11

Modification des statuts

11.1. Des projets de modification des statuts peuvent être adoptés par le conseil d'administration sur la proposition du secrétaire exécutif ou celle d'un tiers de l'ensemble des membres dont se compose le conseil d'administration. Ces projets sont soumis par le conseil d'administration à l'approbation de l'assemblée générale.

11.2. Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour du conseil d'administration suivant lequel doit être envoyé à l'ensemble des membres de l'assemblée générale au moins trois mois avant la date de sa tenue.

11.3. Pour délibérer valablement, le conseil d'administration doit se composer d'un tiers au moins de l'ensemble de ses membres. Si cette proportion n'est pas atteinte, les propositions de modification des statuts seront inscrites à l'ordre du jour d'un prochain conseil d'administration, convoqué dans un délai de trois mois.

11.4. Les statuts modifiés sont approuvés sur la base du consensus de l'ensemble des membres présents ou représentés en assemblée générale. Si toutefois ce consensus ne peut être trouvé, l'assemblée générale passe au vote et se prononce à la majorité des deux tiers de l'ensemble des membres présents ou représentés. Cette approbation prend effet à la date du vote.

Article 12

Dissolution

12.1. L'assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'OSS, convoquée spécialement à cet effet dans les mêmes délais que ceux prévus à l'article précédent doit, pour délibérer valablement, comprendre les deux tiers de l'ensemble des membres au moins.

12.2. A défaut, l'assemblée est convoquée de nouveau dans les mêmes délais que ceux prévus à l'article précédent et doit, pour délibérer valablement, comprendre un quart de l'ensemble des membres présents ou représentés.

12.3. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers de l'ensemble des membres présents ou représentés à cette assemblée.

12.4. Si l'Unesco ou l'Etat du siège se retire de l'OSS, celui-ci sera mis en liquidation et le conseil d'administration prendra toutes mesures qu'il jugerait opportunes, notamment en ce qui concerne la dévolution des avoirs de l'OSS. Avant de mettre l'OSS en liquidation, le conseil d'administration étudiera toutes les possibilités de transfert dans un autre Etat membre de l'OSS.

12.5. En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs de l'actif, s'il y a lieu, conformément aux dispositions du pays hôte. Les actifs seront distribués à une organisation ayant des buts similaires.

Article 13

Langues de travail

Les langues de travail de l'OSS sont l'anglais et le français.

En foi de quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés ont arrêté les présents statuts dont les textes français, anglais et arabe font foi. Ces exemplaires originaux sont déposés dans les archives du secrétariat exécutif de l'OSS et des copies conformes seront remises, par la voie diplomatique aux parties adhérentes.

Le secrétaire exécutif
Chedli FEZZANI

Vu le décret présidentiel 04-20 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 instituant une commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle du 8 avril 2004, notamment son article 3 ;

Décrète :

Article 1er. — M. Saïd Bouchair est désigné coordonnateur des travaux de la commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle du 8 avril 2004.

Art. 2. — Les fonctions de coordonnateur cessent dès la fin de mission de la commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle du 8 avril 2004.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.



Décret présidentiel n° 04-22 du 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004 autorisant la contribution de l'Algérie à la sixième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-3° et 6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 82-14 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour 1983, notamment son article 26 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois des finances, notamment son article 24 ;

Vu le décret n° 77-176 du 7 décembre 1977 relatif à la ratification de l'accord portant création du fonds international de développement agricole, adopté le 13 juin 1976 ;

Vu la résolution 130/XXVI sur la sixième reconstitution des ressources, adoptée le 19 février 2003, à la vingt-sixième session du Conseil des gouverneurs du fonds international de développement agricole ;

Décrète :

Article 1er. — Est autorisée la contribution de la République algérienne démocratique et populaire à la sixième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole.

Art. 2. — Le versement de la contribution susvisée sera opéré sur les fonds du Trésor dans les formes prévues par la résolution 130/XXVI sur la sixième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Dhou El Hidja 1424 correspondant au 7 février 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 11 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 4 janvier 2004 complétant l'arrêté du 9 Chaâbane 1418 correspondant au 9 décembre 1997 fixant la liste des établissements publics de formation spécialisée, habilités pour l'organisation et le déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels pour l'accès aux corps spécifiques à l'administration chargée de la communication et de la culture.

Le Chef du Gouvernement et,

La ministre de la communication et de la culture,

Vu le décret n° 66-145 du 2 juin 1966, modifié et complété, relatif à l'élaboration et la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985, portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 03-208 du 3 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 5 mai 2003 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations

2 — exécuter les cahiers des charges se rapportant au projet ;

3 — concrétiser la réalisation des plans d'actions établis par eux sous contrôle du ministère chargé de l'habitat et de l'urbanisme et prévus aux annexes I et II du présent décret ;

4 — mettre en œuvre les opérations relatives à la gestion des marchés ;

5 — prendre toutes les dispositions en vue d'assurer une information fiable et régulière nécessaire :

a) à l'évaluation et à la prévision des besoins en relation avec les plans d'actions de réalisation des programmes du projet et des cahiers des charges s'y rapportant ;

b) à la réalisation et l'exécution des opérations techniques, documentaires, contractuelles, commerciales, monétaires, financières, budgétaires, douanières, comptables, foncières, relationnelles, opérationnelles, juridiques, informationnelles, administratives et de contrôle technique des programmes du projet ;

c) à la coordination, au suivi, au contrôle, à l'audit et à l'inspection des opérations inhérentes aux programmes susvisés constituant le projet ;

d) aux contrôles, aux bilans, à la synthèse et à l'information concernant toutes les opérations des programmes susvisés ;

6 — veiller à l'établissement et à la transmission au ministère chargé de l'habitat et de l'urbanisme, à la CNL et aux autorités compétentes concernées, des rapports trimestriels sur les activités, moyens, opérations et résultats au titre des programmes du projet ;

7 — conserver les archives et tenir les comptes relatifs aux opérations réalisées par eux et prendre les dispositions pour permettre la réalisation des actions de contrôle prévues dans le cadre des lois et règlements en vigueur, des dispositions des annexes I et II du présent décret et des cahiers des charges s'y rapportant ;

8 — prendre les dispositions nécessaires à l'organisation des opérations de comptabilité et de conservation des archives ;

9 — suivre et faire suivre :

* la livraison des équipements et contribuer à toutes opérations de contrôle s'y rapportant ;

* la réalisation des travaux et contribuer à toutes opérations de contrôle s'y rapportant ;

10 — prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer la prise en charge des opérations, obligations et actions en matière de financement, de contrôle et d'exécution des programmes du projet ;

11 — effectuer, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux annexes I et II du présent décret, les dépenses afférentes aux marchés conclus dans le cadre de la réalisation des programmes du projet ;

12) contribuer à toutes opérations d'évaluation et d'information relatives à l'exécution des programmes du projet et des plans d'actions s'y rapportant ;

13) prendre les dispositions nécessaires en vue d'assurer la prise en charge des opérations et des actions en matière de contrôle technique des équipements et des travaux faisant l'objet des marchés passés, conformément aux dispositions du présent décret et de ses annexes I et II ;

14) prendre toutes les dispositions nécessaires à la sauvegarde des intérêts de l'Etat dans le cadre de la réalisation des opérations prévues au présent décret et à ses annexes I et II.

—————★—————

Décret présidentiel n° 04-125 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant approbation de l'accord de prêt n° 628-DZ signé le 17 février 2004 à Rome, entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la wilaya de M'Sila.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (3° et 6°) et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 63-165 du 7 mai 1963 portant création et fixant les statuts de la caisse algérienne de développement, ensemble l'ordonnance n° 72-26 du 7 juin 1972 portant changement de dénomination de la caisse algérienne de développement en Banque algérienne de développement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, notamment ses articles 27, 28, 48 à 50, 67 et 68 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement du développement durable du territoire ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit ;

Vu la loi n° 03-22 du 4 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004 ;

Vu le décret n° 77-176 du 7 décembre 1977 relatif à la ratification de l'accord portant création du fonds international de développement agricole adopté le 13 juin 1976 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-250 du 13 Joumada El Oula 1423 correspondant au 24 juillet 2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ;

Vu le décret exécutif n° 92-78 du 22 février 1992 fixant les attributions de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993 déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 97-483 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997, modifié et complété, fixant les modalités, charges et conditions de la concession de parcelles de terre du domaine privé de l'Etat dans les périmètres de mise en valeur ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 02-248 du 12 Joumada El Oula 1423 correspondant au 23 juillet 2002 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-109 intitulé "fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe" ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003 fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "fonds national de développement rural et de mise en valeur des terres par la concession" ;

Vu l'accord de prêt n° 628-DZ signé le 17 février 2004 à Rome, entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la wilaya de M'Sila ;

Décrète :

Article 1er. — Est approuvé et sera exécuté, conformément aux lois et règlements en vigueur, l'accord de prêt n° 628-DZ signé le 17 février 2004 à Rome, entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la wilaya de M'Sila.

Art. 2. — Le ministre chargé de l'agriculture et du développement rural, le ministre chargé des finances, le directeur général des forêts, le directeur général de la Banque algérienne de développement et les directeurs techniques de wilayas concernées par le projet, sont tenus de prendre, chacun en ce qui le concerne, toutes les dispositions nécessaires à la sauvegarde des intérêts de l'Etat, à l'exécution, à la coordination, au suivi et au contrôle des opérations de réalisation du projet conformément aux lois et règlements en vigueur et aux annexes I et II du présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ANNEXE I

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — La mise en œuvre de l'accord de prêt n° 628-DZ susvisé assure la réalisation des objectifs et programmes du projet de développement rural des zones montagneuses du nord de la wilaya de M'Sila, conformément aux lois et règlements en vigueur, aux dispositions du présent décret et de ses annexes I et II.

Ce projet est structuré en cinq (5) composantes :

- 1 — renforcement des capacités locales ;
- 2 — conservation des eaux et des sols et développement agricole ;
- 3 — petite et moyenne hydraulique et infrastructures socio-économiques ;
- 4 — système financier décentralisé et promotion de la micro-entreprise et de l'artisanat ;
- 5 — organisation et gestion du projet.

Art. 2. — Sous l'égide du ministère chargé de l'agriculture et du développement rural, la direction générale des forêts est chargée de l'exécution du projet susvisé.

Art. 3. — Les mesures de mise en œuvre de réalisation, de coordination, de suivi et de contrôle concernant l'exécution du projet sont traduites sous forme de plans d'actions qui serviront de base de travail aux organismes et opérateurs concernés, pour assurer la réalisation du projet.

Les plans d'actions sont établis par la direction générale des forêts dans le cadre de ses attributions, en relation avec les différents intervenants.

TITRE II

ASPECTS FINANCIER, BUDGETAIRE COMPTABLE ET DE CONTROLE

Art. 4. — L'utilisation des moyens financiers, empruntés par l'Etat et mis en œuvre par la Banque algérienne de développement, est effectuée conformément aux lois, règlements et procédures applicables notamment en matière de budget, de monnaie, de comptabilité et de contrôle.

Art. 5. — Les prévisions budgétaires annuelles et pluriannuelles de l'Etat, nécessaires à la réalisation du projet financé par l'accord de prêt, sont établies conformément aux lois et règlements en vigueur et en coordination avec les autorités compétentes.

Les dépenses afférentes au projet sont effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 6. — Les opérations de remboursement du prêt sont effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur par le ministère chargé des finances, sur la base des utilisations faites en rapport avec les montants prévus dans l'accord de prêt et qui lui sont communiqués par la Banque algérienne de développement.

Art. 7. — Les opérations comptables reflétant l'intervention de la Banque algérienne de développement, dans le cadre de l'objet du présent décret et de ses annexes I et II, sont prises en charge pour ordre dans des comptes séparés soumis au contrôle légal et à la communication régulière aux services compétents du ministère chargé des finances mensuellement, trimestriellement et annuellement.

Les documents comptables et les pièces justificatives doivent être disponibles à tout moment pour un contrôle sur place et sur pièces par tout organe de contrôle et d'inspection.

ANNEXE II

TITRE I

INTERVENTIONS DU MINISTERE CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Article 1er. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, le ministère chargé de l'agriculture et du développement rural assure, au titre de l'exécution du projet, notamment la réalisation des interventions ci-après :

1 — assurer l'exécution des actions de conception, de coordination, de suivi, de mise en œuvre et de contrôle concernant les opérations prévues par les dispositions du présent décret et de ses annexes I et II ;

2 — concevoir, faire établir par la direction générale des forêts, les plans d'actions prévus aux annexes I et II du présent décret et faire assurer par l'ordonnateur la gestion, la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et la coordination de leur exécution ;

3 — mobiliser les fonds de soutien financier par le biais du "Fonds de lutte contre la désertification et de développement du pastoralisme et de la steppe" et du "Fonds national de développement rural et de mise en valeur des terres par la concession" ;

4 — dresser et faire dresser par la direction générale des forêts le bilan physique et financier ;

5 — prendre en charge, en coordination avec le ministère chargé des finances, la Banque algérienne de développement et la direction générale des forêts, l'échange d'informations avec le Fonds international de développement agricole, notamment en matière de passation des marchés et porter tout litige éventuel à la connaissance des autorités compétentes concernées ;

6 — assurer l'élaboration de programmes d'inspection et de contrôle et d'un rapport annuel portant sur l'exécution des programmes du projet jusqu'à l'établissement du rapport final physique et financier du projet ;

7 — prendre et faire prendre, conformément aux lois et règlements en vigueur, et aux dispositions du présent décret et de ses annexes I et II, toutes les dispositions nécessaires :

* à la préparation rapide des dossiers des demandes de décaissement et leur présentation à la Banque algérienne de développement ;

* au suivi régulier des opérations administratives, documentaires, contractuelles, financières, techniques et budgétaires de décaissement du prêt et de paiement des dépenses susvisées.

TITRE II

INTERVENTIONS DU MINISTERE CHARGE DES FINANCES

Art. 2. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, le ministère chargé des finances assure, au titre de l'exécution du projet, notamment la réalisation des interventions ci-après :

1 — prendre toutes les dispositions nécessaires à la réalisation des opérations de remboursement du prêt qui seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur, sur la base des utilisations faites en rapport avec les montants prévus dans l'accord de prêt et qui lui sont communiqués par la Banque algérienne de développement ;

2 — élaborer et fournir, par l'inspection générale des finances aux autorités compétentes concernées par la gestion et la mise en œuvre de l'accord de prêt :

a) un rapport d'audit sur les comptes du projet, y compris le compte spécial, au plus tard six (6) mois après la clôture de l'exercice auquel il se rapporte ;

b) un rapport final sur l'exécution du projet ;

3 — prendre en charge les relations concernant l'accord de prêt en vue d'assurer :

* la gestion de l'utilisation des crédits affectés à ce projet et le suivi régulier et rigoureux des reliquats des crédits affectés ;

* l'établissement de la convention de gestion entre le ministère des finances et la Banque algérienne de développement ;

* la gestion et le contrôle des relations de la Banque algérienne de développement avec le fonds international de développement agricole.

TITRE III

INTERVENTIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES FORETS

Art. 3. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, la direction générale des forêts assure, au titre de l'exécution du projet, notamment les interventions ci-après :

1 — prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer l'exécution des actions et opérations de conception, de coordination, de suivi, de mise en œuvre, de réalisation et de contrôle visés au présent décret et à ses annexes I et II ;

2 — mettre en œuvre les opérations relatives à la passation des marchés dans les conditions et délais prévus ;

3 — prendre toutes les dispositions nécessaires :

a) à l'évaluation et à la prévision des besoins découlant des plans d'actions des programmes du projet s'y rapportant ;

b) à la réalisation et l'exécution des opérations relatives à la mise en œuvre des programmes du projet ;

c) aux interventions relatives à la coordination, au suivi et au contrôle ;

d) à l'audit et à l'inspection des opérations inhérentes aux programmes du projet ;

4 — veiller à l'établissement et à la transmission au ministère chargé de l'agriculture et du développement rural, à la Banque algérienne de développement et aux autorités concernées, des rapports trimestriels et annuels sur les activités, moyens, opérations et résultats les concernant au titre des programmes du projet ;

5 — suivre et faire suivre la réalisation des travaux et contribuer à toutes les opérations de contrôle s'y rapportant ;

6 — effectuer, conformément aux lois et règlements en vigueur, les dépenses afférentes aux commandes et marchés conclus dans le cadre de la réalisation du projet ;

7 — conserver les archives et tenir les comptes relatifs aux opérations réalisées par elle-même dans le cadre du projet.

TITRE IV

INTERVENTIONS DE LA BANQUE ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT

Art. 4. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, la Banque algérienne de développement assure, au titre de l'exécution du projet, notamment la réalisation des interventions ci-après :

1 — conclure une convention de gestion avec le ministère des finances ;

2 — traiter les dossiers relatifs à l'utilisation du prêt, en liaison notamment avec le ministère chargé de l'agriculture et du développement rural et le ministère chargé des finances ;

3 — vérifier, lors de l'élaboration des demandes de décaissement du prêt, la conformité des dépenses prévues par l'accord de prêt et les contrats passés au titre du projet ;

4 — introduire rapidement auprès du fonds international de développement agricole les demandes de décaissement du prêt ;

5 — réaliser les opérations de décaissement du prêt conformément aux dispositions de l'accord de prêt ;

6 — prendre en charge toutes les dispositions nécessaires pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat en contrepartie des obligations contractées par lui pour la réalisation du projet ;

7 — établir les opérations comptables, bilans, contrôles et évaluation des actions, moyens et résultats se rapportant à la mise en œuvre du projet ;

8 — prendre en charge toutes les dispositions nécessaires au respect des lois et règlements applicables en matière d'engagement et d'ordonnancement ;

9 — réaliser, à chaque phase de l'exécution du projet, une évaluation comptable de la mise en œuvre de l'accord de prêt et établir et adresser au ministère chargé des finances et au ministère chargé de l'agriculture et du développement rural les documents suivants :

a) un rapport trimestriel et annuel portant sur une évaluation de la mise en œuvre de l'accord de prêt ;

b) un rapport trimestriel portant sur ses relations avec le fonds international de développement agricole ;

c) un rapport final d'exécution de l'accord de prêt ;

10 — archiver et conserver tous documents détenus par elle conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 04-170 du 19 Rabie Ethani 1425 correspondant au 8 juin 2004 portant ratification du protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, adopté à Montréal le 29 janvier 2000.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9°,

Vu le décret présidentiel n° 95-163 du 7 Moharram 1416 correspondant au 6 juin 1995 portant ratification de la convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro le 5 juin 1992 ;

Considérant le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, adopté à Montréal le 29 janvier 2000 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire le protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique, adopté à Montréal le 29 janvier 2000.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Rabie Ethani 1425 correspondant au 8 juin 2004.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique

Les parties au présent protocole,

Etant parties à la convention sur la diversité biologique, ci-après dénommée "la convention",

Rappelant les paragraphes 3 et 4 de l'article 19, l'article 8 g) et l'article 17 de la convention,

Rappelant aussi la décision II/5 du 17 novembre 1995 de la conférence des parties à la convention demandant l'élaboration d'un protocole sur la prévention des risques biotechnologiques qui porterait expressément sur les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne pouvant avoir des effets défavorables sur la conservation et

l'utilisation durable de la diversité biologique, et qui envisagerait, en particulier, une procédure appropriée d'accord préalable en connaissance de cause,

Réaffirmant l'approche de précaution consacrée par le principe 15 de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

Conscientes que la biotechnologie moderne se développe rapidement et que le grand public est de plus en plus préoccupé par les effets défavorables qu'elle pourrait avoir sur la diversité biologique, y compris les risques qu'elle pourrait comporter pour la santé humaine,

Reconnaissant que la biotechnologie moderne offre un potentiel considérable pour le bien-être de l'être humain pourvu qu'elle soit développée et utilisée dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour l'environnement et la santé humaine,

Conscientes également de l'importance cruciale que revêtent pour l'humanité les centres d'origine et les centres de diversité génétique,

Tenant compte du fait que de nombreux pays, notamment les pays en développement, disposent de moyens limités pour faire face à la nature et à l'importance des risques, connus et potentiels, que présentent les organismes vivants modifiés,

Estimant que les accords sur le commerce et l'environnement devraient se soutenir mutuellement en vue de l'avènement d'un développement durable,

Soulignant que le présent protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur,

Considérant qu'il est entendu que le présent préambule ne vise pas à subordonner le protocole à d'autres accords internationaux,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1er

Objectif

Conformément à l'approche de précaution consacrée par le principe 15 de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif du présent protocole est de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique compte tenu également des risques pour la santé humaine en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières.

Article 2

Dispositions générales

1. Chaque partie prend les mesures juridiques, administratives et autres nécessaires et appropriées pour s'acquitter de ses obligations au titre du protocole.

2. Les parties veillent à ce que la mise au point, la manipulation, le transport, l'utilisation, le transfert et la libération de tout organisme vivant modifié se fassent de manière à prévenir ou à réduire les risques pour la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine.

3. Rien dans le présent protocole ne porte atteinte, de quelque façon que ce soit, à la souveraineté des Etats sur leurs eaux territoriales telle qu'établie en droit international, ni aux droits souverains ou à la juridiction qu'ils exercent sur leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental en vertu du droit international, ni à l'exercice, par les navires et avions de tous les Etats, des droits et libertés de navigation conférés par le droit international et consacrés dans les instruments internationaux pertinents.

4. Rien dans le présent protocole ne doit être interprété comme restreignant le droit d'une partie de prendre des mesures plus rigoureuses pour la conservation et l'utilisation durables de la diversité biologique que celles prévues par le protocole, à condition qu'elles soient compatibles avec l'objectif et les dispositions du protocole et en accord avec les autres obligations imposées à cette partie par le droit international.

5. Les parties sont encouragées à tenir compte, de manière appropriée, des compétences disponibles, des instruments existants et des travaux entrepris par les instances internationales compétentes s'agissant des risques pour la santé humaine.

Article 3

Définitions

Aux fins du protocole :

a) **"Conférence des parties"** s'entend de la conférence des parties à la convention ;

b) **"Utilisation en milieu confiné"** s'entend de toute opération entreprise dans un dispositif, une installation, ou toute autre structure physique, faisant intervenir des organismes vivants modifiés qui sont réglementés par des mesures spécifiques qui en limitent effectivement le contact avec le milieu extérieur, et l'impact sur ce milieu ;

c) **"Exportation"** s'entend de tout mouvement transfrontière intentionnel en provenance d'une partie et à destination d'une autre partie ;

d) **"Exportateur"** s'entend de toute personne morale ou physique, relevant de la juridiction de la partie exportatrice, qui prend des dispositions pour qu'un organisme vivant modifié soit exporté ;

e) **"Importation"** s'entend de tout mouvement transfrontière intentionnel à destination d'une partie et en provenance d'une autre partie ;

f) **"Importateur"** s'entend de toute personne morale ou physique, relevant de la juridiction de la partie importatrice, qui prend des dispositions pour qu'un organisme vivant modifié soit importé ;

g) **"Organisme vivant modifié"** s'entend de tout organisme vivant possédant une combinaison de matériel génétique inédite obtenue par recours à la biotechnologie moderne ;

h) **"Organisme vivant"** s'entend de toute entité biologique capable de transférer ou de répliquer du matériel génétique, y compris des organismes stériles, des virus et des viroïdes ;

i) **"Biotechnologie moderne"** s'entend :

a) De l'application de techniques *in vitro* aux acides nucléiques, y compris la recombinaison de l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'introduction directe d'acides nucléiques dans des cellules ou organites ;

b) De la fusion cellulaire d'organismes n'appartenant pas à une même famille taxonomique, qui surmontent les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction ou de la recombinaison et qui ne sont pas des techniques utilisées pour la reproduction et la sélection de type classique ;

j) **"Organisation régionale d'intégration économique"** s'entend de toute organisation constituée par des Etats souverains d'une région donnée, à laquelle ses Etats membres ont transféré leur compétence pour toutes les questions relevant du protocole et qui a été dûment habilitée, conformément à ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter ou approuver le protocole, ou à y adhérer ;

k) **"Mouvement transfrontière"** s'entend de tout mouvement d'un organisme vivant modifié en provenance d'une partie et à destination d'une autre partie, à ceci près qu'aux fins des articles 17 et 24, "mouvement transfrontière" s'étend aux mouvements entre parties et non-parties.

Article 4

Champ d'application

Le présent protocole s'applique aux mouvements transfrontières, au transit, à la manipulation et à l'utilisation de tout organisme vivant modifié qui pourrait avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique compte-tenu également des risques pour la santé humaine.

Article 5

Produits pharmaceutiques

Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit des parties de soumettre tout organisme vivant modifié à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation, le présent protocole ne s'applique pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés qui sont des produits pharmaceutiques destinés à l'homme relevant d'autres accords ou organismes internationaux pertinents.

Article 6

Transit et utilisations en milieu confiné

1. Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit d'une partie de transit de réglementer le transport d'organismes vivants modifiés sur son territoire et d'aviser le centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques de toute décision qu'elle a prise, en vertu du paragraphe 3 de l'article 2 concernant le transit sur son territoire d'un organisme vivant modifié déterminé, les dispositions du présent protocole concernant la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux organismes vivants modifiés en transit.

2. Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit de toute partie de soumettre un organisme vivant modifié quel qu'il soit à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation et de fixer des normes applicables aux utilisations en milieu confiné dans les limites de sa juridiction, les dispositions du présent protocole relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné qui sont effectués conformément aux normes de la partie importatrice.

Article 7

Application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause

1. Sous réserve des articles 5 et 6, la procédure d'accord préalable en connaissance de cause prévue aux articles 8, 9, 10 et 12 s'applique avant le premier mouvement transfrontière intentionnel d'organismes vivants modifiés destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la partie importatrice.

2. L'introduction intentionnelle dans l'environnement visée au paragraphe 1 ci-dessus ne concerne pas les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

3. L'article 11 s'applique avant le premier mouvement transfrontière d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés.

4. La procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'applique pas aux mouvements transfrontières intentionnels des organismes vivants modifiés qui, dans une décision de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole, sont définis comme peu susceptibles d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

Article 8

Notification

1. La partie exportatrice adresse ou exige que l'exportateur veille à adresser, par écrit, à l'autorité nationale compétente de la partie importatrice, une notification avant le mouvement transfrontière intentionnel d'un organisme vivant modifié visé au paragraphe 1 de l'article 7. La notification contient au minimum les informations spécifiées à l'annexe I.

2. La partie exportatrice veille à ce qu'il y ait responsabilité juridique quant à l'exactitude des informations communiquées par l'exportateur.

Article 9

Accusé de réception de la notification

1. La partie importatrice adresse par écrit à l'auteur de la notification, dans les quatre-vingt-dix jours, un accusé de réception de la notification.

2. L'accusé de réception indique :

a) la date de réception de la notification ;

b) si la notification contient à première vue les informations visées à l'article 8 ;

c) s'il convient de procéder en se conformant au cadre réglementaire de la partie importatrice ou en suivant la procédure prévue à l'article 10 ;

3. Le cadre réglementaire national mentionné au paragraphe 2 c) ci-dessus doit être conforme au protocole.

4. Le fait, pour la partie importatrice, de ne pas accuser réception d'une notification, ne signifie pas qu'elle consent au mouvement transfrontière intentionnel.

Article 10

Procédure de décision

1. Les décisions prises par la partie importatrice sont conformes à l'article 15

2. La partie importatrice doit, dans le délai prescrit à l'article 9, indiquer par écrit à l'auteur de la notification si le mouvement transfrontière intentionnel peut avoir lieu :

a) Seulement lorsque la partie importatrice a donné son consentement par écrit ;

ou

b) A l'issue d'un délai d'au moins quatre-vingt-dix jours sans autre consentement par écrit.

3. Dans les deux cent soixante-dix jours suivant la date de réception de la notification, la partie importatrice communique par écrit, à l'auteur de la notification et au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, la décision visée au paragraphe 2 a) ci-dessus :

a) autorisant l'importation, avec ou sans condition, et indiquant comment la décision s'appliquera aux importations ultérieures du même organisme vivant modifié ;

b) interdisant l'importation ;

c) demandant des renseignements pertinents supplémentaires conformément à sa réglementation nationale ou à l'annexe I ; le nombre de jours qui s'écoule entre le moment où la partie importatrice demande des renseignements pertinents supplémentaires et celui où elle les obtient n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du délai dont elle dispose pour répondre ;

d) informant l'auteur de la notification que la période spécifiée au présent paragraphe est prolongée d'une durée définie.

4. Sauf dans le cas d'un consentement inconditionnel, les décisions visées au paragraphe 3 ci-dessus doivent indiquer les raisons qui les ont motivées.

5. Le fait, pour la partie importatrice, de ne pas communiquer sa décision dans les deux cent soixante-dix jours suivant la date de réception de la notification ne signifie pas qu'elle consent au mouvement transfrontière intentionnel.

6. L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de l'organisme vivant modifié en question comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

7. La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole décide, à sa première réunion, des procédures et mécanismes appropriés pour aider les parties importatrices à prendre une décision.

Article 11

Procédure à suivre pour les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés

1. Toute partie qui prend une décision définitive concernant l'utilisation sur le territoire national, y compris la mise sur le marché, d'un organisme vivant modifié qui peut faire l'objet d'un mouvement transfrontière et qui est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, doit, dans les quinze jours qui suivent, en informer les autres parties, par l'intermédiaire du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Cette information doit contenir au minimum les renseignements demandés à l'annexe II. La partie fournit par écrit une copie de cette information

aux correspondants nationaux des parties qui ont informé d'avance le secrétariat du fait qu'elles n'ont pas accès au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. La présente disposition ne s'applique pas aux décisions concernant les essais sur le terrain.

2. Toute partie qui prend une décision conformément au paragraphe 1 ci-dessus veille à ce que des dispositions légales garantissent l'exactitude des informations fournies par le demandeur.

3. Toute partie peut demander des informations supplémentaires à l'autorité mentionnée au paragraphe b) de l'annexe II.

4. Toute partie peut prendre, dans le cadre de sa réglementation nationale, une décision concernant l'importation d'un organisme vivant modifié destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, sous réserve que cette décision soit conforme à l'objectif du présent protocole.

5. Chaque partie met à la disposition du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques une copie de toutes les lois, réglementations et directives nationales applicables à l'importation des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés, si disponibles.

6. Tout pays en développement ou pays à économie en transition partie au présent protocole peut, en l'absence du cadre réglementaire national visé au paragraphe 4 ci-dessus, lorsqu'il exerce sa compétence nationale, déclarer, par l'intermédiaire du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, que sa décision préalable à la première importation d'un organisme vivant modifié destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, au sujet duquel des informations ont été fournies en application du paragraphe 1 ci-dessus sera prise :

a) à l'issue d'une évaluation des risques entreprise conformément à l'annexe III ;

et

b) dans un délai prévisible ne dépassant pas deux cent soixante-dix jours.

7. Le fait qu'une partie ne communique pas sa décision conformément au paragraphe 6 ci-dessus ne signifie pas qu'elle consente à importer ou qu'elle refuse d'importer l'organisme vivant modifié considéré destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, à moins qu'elle ne l'ait spécifié par ailleurs.

8. L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche

pas cette partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de cet organisme vivant modifié s'il est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

9. Toute partie peut faire connaître ses besoins en matière d'assistance financière et technique et de développement des capacités, s'agissant des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés. Les parties coopèrent pour répondre à ces besoins, conformément aux articles 22 et 28 du présent protocole.

Article 12

Examen des décisions

1. Une partie importatrice peut, à tout moment, au vu de nouvelles informations scientifiques sur les effets défavorables potentiels sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu aussi des risques pour la santé humaine, reconsidérer et modifier sa décision concernant un mouvement transfrontière intentionnel. En pareil cas, dans un délai de trente jours, elle en informe les auteurs de notifications antérieures de mouvements de l'organisme vivant modifié en question, ainsi que le centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en indiquant les raisons de sa décision.

2. Une partie exportatrice ou l'auteur d'une notification peut demander à une partie importatrice de reconsidérer la décision qu'elle a prise la concernant en vertu de l'article 10, lorsque la partie exportatrice ou l'auteur de la notification estime :

a) qu'il y a un changement de circonstances de nature à influencer sur les résultats de l'évaluation des risques qui ont fondé la décision ;

ou

b) que des renseignements scientifiques ou techniques supplémentaires sont disponibles.

3. La partie importatrice répond par écrit à cette demande dans les quatre-vingt-dix jours, en indiquant les raisons de sa décision.

4. La partie importatrice peut, à sa discrétion, exiger une évaluation des risques pour les importations ultérieures.

Article 13

Procédure simplifiée

1. Une partie importatrice peut, sous réserve que des mesures adéquates soient appliquées pour assurer le mouvement transfrontière intentionnel sans danger d'organismes vivants modifiés, conformément à l'objectif du protocole, spécifier à l'avance au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques :

a) les cas où un mouvement transfrontière intentionnel dont elle est la destination peut avoir lieu au moment même où le mouvement lui est notifié ;

b) les importations d'organismes vivants modifiés exemptés de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause. Les notifications visées à l'alinéa a) ci-dessus peuvent valoir pour des mouvements similaires ultérieurs à destination de la même partie.

2. Les renseignements concernant un mouvement transfrontière intentionnel devant figurer dans la notification visée au paragraphe 1 a) ci-dessus sont ceux indiqués à l'annexe I.

Article 14

Accords et arrangements bilatéraux régionaux et multilatéraux

1. Les parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux concernant les mouvements transfrontières intentionnels d'organismes vivants modifiés, s'ils sont conformes à l'objectif du protocole et à condition que ces accords et arrangements n'aboutissent pas à un degré de protection moindre que celui prévu par le protocole.

2. Les parties s'informent mutuellement, par l'intermédiaire du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, de tout accord ou arrangement bilatéral, régional ou multilatéral qu'elles ont conclu avant ou après la date d'entrée en vigueur du protocole.

3. Les dispositions du protocole n'ont aucun effet sur les mouvements transfrontières intentionnels qui ont lieu en vertu d'un de ces accords ou arrangements entre les parties à cet accord ou arrangement.

4. Toute partie peut décider que sa réglementation nationale s'applique à certaines importations spécifiques qui lui sont destinées et notifie sa décision au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 15

Evaluation des risques

1. Les évaluations des risques entreprises en vertu du présent protocole le sont selon des méthodes scientifiques éprouvées, conformément à l'annexe III et en tenant compte des méthodes d'évaluation des risques reconnues. Ces évaluations des risques s'appuient au minimum sur les informations fournies conformément à l'article 8 et sur d'autres preuves scientifiques disponibles permettant de déterminer et d'évaluer les effets défavorables potentiels des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

2. La partie importatrice veille à ce que soit effectuée une évaluation des risques pour prendre une décision au titre de l'article 10. Elle peut exiger que l'exportateur procède à l'évaluation des risques.

3. Le coût de l'évaluation des risques est pris en charge par l'auteur de la notification si la partie importatrice l'exige.

Article 16

Gestion des risques

1. En tenant compte de l'article 8 g) de la convention, les parties mettent en place et appliquent des mécanismes, des mesures et des stratégies appropriés pour réglementer, gérer et maîtriser les risques définis par les dispositions du protocole relatives à l'évaluation des risques associés à l'utilisation, à la manipulation et aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés.

2. Des mesures fondées sur l'évaluation des risques sont imposées dans la mesure nécessaire pour prévenir les effets défavorables de l'organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les risques pour la santé humaine, sur le territoire de la partie importatrice.

3. Chaque partie prend des mesures appropriées pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés, y compris des mesures prescrivant une évaluation des risques avant la première libération d'un organisme vivant modifié.

4. Sans préjudice du paragraphe 2 ci-dessus, chaque partie veille à ce que tout organisme vivant modifié, importé ou mis au point localement, ait été soumis à une période d'observation appropriée correspondant à son cycle de vie ou à son temps de formation avant d'être utilisé comme prévu.

5. Les parties coopèrent en vue :

a) d'identifier les organismes vivants modifiés ou les caractères d'organismes vivants modifiés qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine ;

b) de prendre des mesures appropriées pour traiter ces organismes vivants modifiés ou caractères spécifiques.

Article 17

Mouvements transfrontières non intentionnels et mesures d'urgence

1. Chaque partie prend des mesures appropriées pour notifier aux Etats effectivement touchés ou pouvant l'être, au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et, au besoin, aux organisations internationales compétentes, tout incident dont elle a connaissance qui relève de sa compétence et qui a pour résultat une libération entraînant ou pouvant entraîner un mouvement transfrontière non intentionnel d'un organisme vivant modifié susceptible d'avoir des effets défavorables importants sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine dans ces Etats. La notification est donnée dès que la partie concernée prend connaissance de cette situation.

2. Chaque partie communique au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent protocole pour ce qui la concerne, les coordonnées de la personne habilitée à recevoir les notifications données en vertu du présent article.

3. Toute notification donnée en vertu du paragraphe 1 ci-dessus devrait comporter les éléments suivants :

a) toute information pertinente disponible sur les quantités estimatives et les caractéristiques et caractères pertinents des organismes vivants modifiés ;

b) des renseignements sur les circonstances et la date prévue de la libération, ainsi que sur l'utilisation de l'organisme vivant modifié dans la partie d'origine ;

c) toute information disponible sur les effets défavorables potentiels sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les risques pour la santé humaine, ainsi que toute information disponible sur les mesures possibles de gestion des risques ;

d) tout autre renseignement pertinent ;

e) les coordonnées à contacter pour tout complément d'information.

4. Pour réduire au minimum tout effet défavorable important sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, chaque partie sous la juridiction de laquelle a lieu la libération de l'organisme vivant modifié visée au paragraphe 1 ci-dessus consulte immédiatement les Etats effectivement touchés ou pouvant l'être, pour leur permettre de déterminer les interventions appropriées et de prendre les mesures nécessaires, y compris des mesures d'urgence.

Article 18

Manipulation, transport, emballage et identification

1. Afin d'éviter des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine, chaque partie prend les mesures nécessaires pour exiger que les organismes vivants modifiés qui font l'objet d'un mouvement transfrontière intentionnel relevant du présent protocole soient manipulés, emballés et transportés dans des conditions de sécurité tenant compte des règles et normes internationales pertinentes.

2. Chaque partie prend des mesures pour exiger que la documentation accompagnant :

a) les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale, ou destinés à être transformés, indique clairement qu'ils "peuvent contenir" des organismes vivants modifiés et qu'ils ne sont pas destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement, et indique les coordonnées à contacter pour tout complément d'information. La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole prend une décision

exposant en détail les modalités de cette obligation, en particulier la façon dont il faudra spécifier l'identité de ces organismes ainsi que toute identification particulière, au plus tard dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du protocole ;

b) les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné indique clairement qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, en spécifiant les règles de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées à contacter pour tout complément d'informations, y compris le nom et l'adresse de la personne et de l'institution auxquelles les organismes vivants modifiés sont expédiés ;

c) les organismes vivants modifiés destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la partie importatrice, ainsi que tout autre organisme vivant modifié visé par le protocole, indique clairement qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, spécifie leur identité et leurs traits et caractéristiques pertinents, ainsi que toute règle de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées de la personne à contacter pour tout complément d'information, ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse de l'importateur et de l'exportateur ; et contienne une déclaration certifiant que le mouvement est conforme aux prescriptions du protocole applicables à l'exportateur.

3. La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole détermine s'il est nécessaire d'élaborer des normes d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport, et fixe les modalités de cette élaboration, en consultant d'autres organismes internationaux compétents en la matière.

Article 19

Autorités nationales compétentes et correspondants nationaux

1. Chaque partie désigne un correspondant national chargé d'assurer en son nom la liaison avec le secrétariat. Chaque partie désigne également une ou plusieurs autorités nationales compétentes chargées de s'acquitter des fonctions administratives qu'appelle le protocole et autorisées à agir en son nom dans l'exécution de ces fonctions. Une partie peut confier à une entité unique les fonctions de correspondant national et d'autorité nationale compétente.

2. Chaque partie communique au secrétariat, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du protocole pour ce qui la concerne, les noms et adresses de son correspondant national et de l'autorité ou des autorités nationales compétentes. Lorsqu'une partie désigne plus d'une autorité nationale compétente, elle indique au secrétariat, avec sa notification à cet effet, quels sont les domaines de responsabilité respectifs de ces autorités. le cas échéant, il sera au moins précisé quelle est l'autorité compétente pour chaque type d'organisme vivant modifié. Chaque partie notifie immédiatement au secrétariat toute modification de la désignation de son correspondant national ou du nom, de l'adresse, ou des responsabilités de son ou ses autorités nationales compétentes.

3. Le secrétariat porte immédiatement à la connaissance des parties les notifications reçues en vertu du paragraphe 2 ci-dessus et met également cette information à disposition par le biais du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 20

Echange d'informations et centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques

1. Un centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est créé dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la convention, pour :

a) faciliter l'échange d'informations scientifiques, techniques, écologiques et juridiques, ainsi que de données d'expériences, relatives aux organismes vivants modifiés ;

b) aider les parties à appliquer le protocole, en tenant compte des besoins spécifiques des pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux et les petits Etats insulaires en développement, et des pays à économie en transition, ainsi que des pays qui sont des centres d'origine et des centres de diversité génétique.

2. Le centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est un moyen de rendre l'information disponible aux fins précisées au paragraphe 1 ci-dessus, Il permet d'accéder aux informations pertinentes pour l'application du protocole que fournissent les parties. Il permet aussi d'accéder aux autres mécanismes internationaux d'échange d'informations sur la prévention des risques biotechnologiques, si possible.

3. Sans préjudice de la protection des informations confidentielles, chaque partie communique au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques toute information qu'elle est tenue de fournir au titre du protocole, et :

a) Toutes les lois, réglementations et directives nationales en vigueur visant l'application du protocole, ainsi que les informations requises par les parties dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ;

b) Tout accord ou arrangement bilatéral régional ou multilatéral ;

c) Un résumé des évaluations des risques ou des études environnementales relatives aux organismes vivants modifiés menées en application de sa réglementation et effectuées conformément à l'article 15, y compris, au besoin des informations pertinentes concernant les produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé provenant d'organismes vivants modifiés qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique répliquable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne ;

d) Ses décisions finales concernant l'importation ou la libération d'organismes vivants modifiés ;

e) Les rapports soumis en vertu de l'article 33, y compris les rapports sur l'application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause.

4. Les modalités de fonctionnement du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole à sa première réunion et font l'objet d'examen ultérieurs.

Article 21

Informations confidentielles

1. La partie importatrice autorise l'auteur de la notification à indiquer quelles sont, parmi les informations communiquées en application des procédures prévues par le protocole ou exigées par la partie importatrice dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause du protocole, celles qu'il faut considérer comme confidentielles. En pareil cas, une justification est fournie sur demande.

2. La partie importatrice consulte l'auteur de la notification lorsqu'elle décide que l'information considérée par celui-ci comme confidentielle ne remplit pas les conditions requises pour être traitée comme telle et, avant de divulguer l'information, elle l'informe de sa décision, en indiquant ses raisons sur demande et en ménageant la possibilité de consultations et d'un réexamen interne de la décision.

3. Chaque partie protège les informations confidentielles reçues en vertu du protocole, y compris les informations confidentielles reçues au titre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause du protocole. Chaque partie veille à disposer de procédures lui permettant de protéger ces informations et protège la confidentialité de ces informations d'une manière aussi favorable que celle dont elle use pour les informations confidentielles se rapportant aux organismes vivants modifiés d'origine nationale.

4. La partie importatrice n'utilise pas ces informations à des fins commerciales, sauf avec l'accord écrit de l'auteur de la notification.

5. Si l'auteur de la notification retire ou a retiré celle-ci, la partie importatrice respecte la confidentialité de toutes les informations commerciales ou industrielles, y compris les informations sur la recherche-développement, ainsi que celles dont la confidentialité fait l'objet d'un désaccord entre cette partie et l'auteur de la notification.

6. Sans préjudice du paragraphe 5 ci-dessus, les informations ci-après ne sont pas tenues pour confidentielles :

- a) Le nom et l'adresse de l'auteur de la notification ;
- b) Une description générale de l'organisme ou des organismes vivants modifiés ;
- c) Un résumé de l'évaluation des risques d'impact sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, tenant compte également des risques pour la santé humaine ;
- d) Les méthodes et plans d'intervention d'urgence.

Article 22

Création de capacités

1. Les parties coopèrent au développement et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques y compris la biotechnologie dans la mesure où elle a trait à la prévention des risques biotechnologiques, en vue de la mise en œuvre effective du protocole dans les pays en développement parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits Etats insulaires en développement, ainsi que dans les parties à économie en transition, y compris par l'intermédiaire des institutions et organisations mondiales, régionales, sous-régionales et nationales et, s'il y a lieu, en favorisant la participation du secteur privé.

2. Aux fins d'application du paragraphe 1 ci-dessus, en ce qui concerne la coopération, les besoins des pays en développement parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires en développement, en matière de ressources financières, d'accès à la technologie et au savoir-faire, et de transfert de technologie et de savoir-faire conformément aux dispositions pertinentes de la convention, sont pleinement pris en compte dans la création de capacités pour la prévention des risques biotechnologiques. La coopération à la création de capacités comprend, sous réserve des différences existant entre les situations, les moyens et les besoins de chaque partie : la formation scientifique et technique à l'utilisation rationnelle et sans danger de la biotechnologie et à l'utilisation des évaluations des risques et des techniques de gestion des risques biotechnologiques, ainsi que le renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de prévention des risques biotechnologiques. Les besoins des parties à économie en transition sont également pris pleinement en considération dans la création de capacités pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 23

Sensibilisation et participation du public

1. Les parties :

a) Encouragent et facilitent la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine. Les parties, pour ce faire, coopèrent, selon qu'il convient, avec les autres Etats et les organes internationaux ;

b) S'efforcent de veiller à ce que la sensibilisation et l'éducation du public comprennent l'accès à l'information sur les organismes vivants modifiés, au sens du protocole, qui peuvent être importés.

2. Les parties, conformément à leurs lois et réglementations respectives, consultent le public lors de la prise de décisions relatives aux organismes vivants modifiés et mettent à la disposition du public l'issue de ces décisions, tout en respectant le caractère confidentiel de l'information, conformément à l'article 21.

3. Chaque partie s'efforce d'informer le public sur les moyens d'accès au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 24

Non-parties

1. Les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés entre parties et non-parties doivent être compatibles avec l'objectif du protocole. Les parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux avec des non-parties au sujet de ces mouvements transfrontières.

2. Les parties encouragent les non-parties à adhérer au protocole et à communiquer au centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques des renseignements appropriés sur les organismes vivants modifiés libérés sur leur territoire, ou faisant l'objet de mouvements à destination ou en provenance de zones relevant de leur juridiction nationale.

Article 25

Mouvements transfrontières illicites

1. Chaque partie adopte des mesures nationales propres à prévenir et à réprimer, s'il convient, les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés contrevenant aux mesures nationales qu'elle a prises pour appliquer le présent protocole. De tels mouvements seront réputés mouvements transfrontières illicites.

2. En cas de mouvements transfrontières illicites, la partie touchée peut demander à la partie d'origine d'éliminer à ses propres frais les organismes vivants modifiés concernés, en les rapatriant ou en les détruisant, selon qu'il convient.

3. Chaque partie met à la disposition du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les renseignements relatifs aux cas de mouvements transfrontières illicites la concernant.

Article 26

Considérations socio-économiques

1. Les parties, lorsqu'elles prennent une décision concernant l'importation, en vertu du présent protocole ou en vertu des mesures nationales qu'elles ont prises pour appliquer le protocole, peuvent tenir compte, en accord avec leurs obligations internationales, des incidences socio-économiques de l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, eu égard à la valeur de la diversité biologique pour les communautés autochtones et locales, en particulier.

2. Les parties sont encouragées à coopérer à la recherche et à l'échange d'informations sur l'impact socio-économique des organismes vivants modifiés, en particulier pour les communautés autochtones et locales.

Article 27

Responsabilité et réparation

La conférence des parties, siégeant en tant que réunion des parties au présent protocole, engage, à sa première réunion, un processus visant à élaborer des règles et procédures internationales appropriées en matière de responsabilité et de réparation pour les dommages résultant de mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés, en analysant et en prenant dûment en compte les travaux en cours en droit international sur ces questions, et s'efforce d'achever ce processus dans les quatre ans.

Article 28

Mécanisme de financement et ressources financières

1. Lorsqu'elles examinent la question des ressources financières destinées à l'application du protocole, les parties tiennent compte des dispositions de l'article 20 de la convention.

2. Le mécanisme de financement établi par l'article 21 de la convention est, par l'intermédiaire de la structure institutionnelle qui en assure le fonctionnement, le mécanisme de financement du protocole.

3. En ce qui concerne la création de capacités visée à l'article 22 du protocole, la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole, tient compte, lorsqu'elle fournit des directives concernant le mécanisme de financement visé au paragraphe 2 ci-dessus, pour examen par la conférence des parties, du besoin de ressources financières des pays en développement parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires en développement.

4. Dans le cadre du paragraphe 1 ci-dessus, les parties tiennent également compte des besoins des pays en développement parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires en développement, ainsi que ceux des parties à économie en transition, lorsqu'elles s'efforcent de déterminer et satisfaire leurs besoins en matière de création de capacités aux fins de l'application du protocole.

5. Les directives fournies au mécanisme de financement de la convention dans les décisions pertinentes de la conférence des parties, y compris celles qui ont été approuvées avant l'adoption du protocole, s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux dispositions du présent article.

6. Les pays développés parties peuvent aussi fournir des ressources financières et technologiques pour l'application des dispositions du protocole, dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux, dont les pays en développement parties et les parties à économie en transition pourront user.

Article 29

Conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole

1. La conférence des parties siège en tant que réunion des parties au protocole.

2. Les parties à la convention qui ne sont pas parties au protocole peuvent participer en qualité d'observateur aux travaux de toute réunion de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole. Lorsque la conférence des parties siège en tant que réunion des parties au protocole, les décisions qui sont prises en vertu du protocole le sont seulement par les parties au protocole.

3. Lorsque la conférence des parties siège en tant que réunion des parties au protocole, tout membre du bureau de la conférence des parties représentant une partie à la convention qui n'est pas encore partie au protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les parties au protocole parmi elles.

4. La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole suit l'application du protocole et prend, dans le cadre de son mandat, les décisions nécessaires pour en favoriser l'application effective. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par le protocole et :

a) Formule des recommandations sur toute question concernant l'application du protocole ;

b) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires pour faire appliquer le protocole ;

c) Fait appel et recourt, en tant que de besoin, aux services, à la coopération et aux informations fournis par les organisations internationales et les organes intergouvernementaux et non-gouvernementaux compétents ;

d) Détermine la présentation et la périodicité de la transmission des informations à communiquer en application de l'article 33 du protocole et examine ces informations ainsi que les rapports soumis par ses organes subsidiaires ;

e) Examine et adopte, en tant que de besoin, les amendements au protocole et à ses annexes, ainsi que toute nouvelle annexe au protocole, jugés nécessaires pour son application ; et

f) Exerce toute autre fonction que pourrait exiger l'application du protocole.

5. Le règlement intérieur de la conférence des parties et les règles de gestion financière de la convention s'appliquent *mutatis mutandis* au protocole, à moins que la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole n'en décide autrement par consensus.

6. La première réunion de la conférence des parties à la convention siégeant en tant que réunion des parties au protocole est convoquée par le secrétariat en même temps que la première réunion de la conférence des parties qui se tiendra après la date d'entrée en vigueur du protocole. Par la suite, les réunions ordinaires de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole se tiendront en même temps que les réunions ordinaires de la conférence des parties, à moins que la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole n'en décide autrement.

7. Des réunions extraordinaires de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole peuvent avoir lieu à tout autre moment si la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des parties dans les six mois suivant sa communication aux parties par le secrétariat.

8. L'organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout Etat membre desdites organisations ou tout observateur auprès des dites organisations qui n'est pas partie à la Convention, peuvent être représentés en qualité d'observateur aux réunions de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole. Tout organe ou institution, à caractère national ou international, gouvernemental ou non-gouvernemental, compétent dans des domaines visés par le présent protocole et ayant informé le secrétariat de son souhait d'être représenté en qualité d'observateur à une réunion de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole, peut être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des parties présentes ne s'y opposent. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur visé au paragraphe 5 ci-dessus, sauf disposition contraire du présent article.

Article 30

Organes subsidiaires

1. Tout organe subsidiaire créé par, ou en vertu de la convention peut, sur décision de la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au présent protocole s'acquitter de fonctions au titre du protocole, auquel cas la réunion des parties spécifie les fonctions exercées par cet organe.

2. Les parties à la convention qui ne sont pas parties au présent protocole peuvent participer, en qualité d'observateur, aux travaux de toute réunion d'un organe subsidiaire du protocole. Lorsqu'un organe subsidiaire de la convention agit en tant qu'organe subsidiaire du protocole, les décisions relevant du protocole sont prises uniquement par les parties au protocole.

3. Lorsqu'un organe subsidiaire de la convention exerce ses fonctions en tant qu'organe subsidiaire du protocole, tout membre du bureau de cet organe subsidiaire représentant une partie à la convention qui n'est pas encore partie au protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les parties au protocole parmi elles.

Article 31

Secrétariat

1. Le secrétariat établi en vertu de l'article 24 de la Convention fait fonction de secrétariat du présent protocole.

2. Le paragraphe 1 de l'article 24 de la convention relatif aux fonctions du secrétariat s'appliquent *mutatis mutandis* au présent protocole.

3. Pour autant qu'ils sont distincts, les coûts des services de secrétariat afférents au présent protocole sont pris en charge par les parties au protocole. La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole prend, à sa première réunion, les dispositions financières nécessaires à cet effet.

Article 32

Relations avec la convention

Sauf mention contraire dans le présent protocole, les dispositions de la convention relatives à ses protocoles s'appliquent au présent instrument.

Article 33

Suivi et établissement des rapports

Chaque partie veille au respect des obligations qui sont les siennes en vertu du présent protocole et, à des intervalles réguliers décidés par la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole, fait rapport à la conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole sur les mesures qu'elle a prises pour en appliquer les dispositions.

Article 34

Respect des obligations

La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du protocole et à traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comportent des dispositions visant à offrir des conseils ou une assistance, le cas échéant. Ils sont distincts et sans préjudice de la procédure et des mécanismes de règlement des différends établis en vertu de l'article 27 de la convention.

Article 35

Evaluation et examen

La conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole procède, cinq ans après l'entrée en vigueur du protocole, puis ensuite au moins tous les cinq ans, à une évaluation de son efficacité, notamment à une évaluation de ses procédures et annexes.

Article 36

Signature

Le présent protocole est ouvert à la signature des Etats et des organisations régionales d'intégration économique à l'office des Nations unies à Nairobi du 15 au 26 mai 2000, et au siège de l'organisation des Nations unies à New York du 5 juin 2000 au 4 juin 2001.

Article 37

Entrée en vigueur

1. Le présent protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par les Etats ou les organisations régionales d'intégration économique qui sont parties à la convention.

2. Le présent protocole entre en vigueur pour un Etat ou une organisation régionale d'intégration économique qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 ci-dessus, soit le quatre-vingt-dixième jour après la date de dépôt, par cet Etat ou cette organisation d'intégration économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit au moment où la convention entre en vigueur pour cet Etat ou cette organisation régionale d'intégration économique, la date la plus tardive étant retenue.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

Article 38

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite au présent protocole.

Article 39

Dénunciation

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole à l'égard d'une partie, cette partie peut dénoncer le protocole par notification écrite au depositaire.

2. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa réception par le depositaire, ou à toute date ultérieure qui pourra être spécifiée dans ladite notification.

Article 40

Textes faisant foi

L'original du présent protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du secrétaire général de l'organisation des Nations unies.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé le présent protocole.

Fait à Montréal le vingt-neuf janvier deux mille.

ANNEXE I

**INFORMATIONS DEVANT FIGURER
DANS LES NOTIFICATIONS A PRESENTER
CONFORMEMENT AUX ARTICLES 8, 10 ET 13**

- a) Nom, adresse et coordonnées de l'exportateur.
- b) Nom, adresse et coordonnées de l'importateur.
- c) Nom et identité de l'organisme vivant modifié et son classement en fonction du degré de sécurité biologique, dans l'Etat d'exportation, s'il existe.
- d) Date ou dates prévues du mouvement transfrontière si elles sont connues.
- e) Nom commun et taxonomie, point de collecte ou d'acquisition et caractéristiques de l'organisme récepteur ou des organismes parents pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques.
- f) Centres d'origine et centres de diversité génétique, lorsqu'ils sont connus, de l'organisme récepteur et/ou des organismes parents et description des habitats où les organismes peuvent persister ou proliférer.
- g) Nom commun et taxonomie, point de collecte ou d'acquisition, et caractéristiques de l'organisme ou des organismes donneurs pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques.
- h) Description de l'acide nucléique ou de la modification introduite, de la technique utilisée et des caractéristiques de l'organisme vivant modifié qui en résultent.
- i) Utilisation prévue de l'organisme vivant modifié ou des produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé ayant pour origine l'organisme vivant modifié, qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique répliquable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne.
- j) Quantité ou volume des organismes vivants modifiés à transférer.
- k) Rapport préexistant sur l'évaluation des risques qui soit conforme à l'annexe III.
- l) Méthodes proposées pour assurer la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation sans danger, y compris l'emballage, l'étiquetage, la documentation, les méthodes d'élimination et les procédures à suivre en cas d'urgence, le cas échéant.
- m) Situation de l'organisme vivant modifié au regard de la réglementation dans l'Etat d'exportation (par exemple, s'il est interdit dans l'Etat exportateur, s'il existe d'autres restrictions, ou si sa mise en circulation générale a été autorisée); si l'organisme vivant modifié est prohibé dans l'Etat exportateur, la ou les raisons de cette interdiction.
- n) Résultat et objet de toute notification de l'exportateur adressée à d'autres Etats en ce qui concerne l'organisme vivant modifié à transférer.
- o) Déclaration selon laquelle les informations ci-dessus sont exactes.

ANNEXE II

**RENSEIGNEMENTS A FOURNIR POUR
TOUT ORGANISME VIVANT MODIFIE
DESTINE A ETRE UTILISE DIRECTEMENT
POUR L'ALIMENTATION HUMAINE OU
ANIMALE, OU A ETRE TRANSFORME,
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 11**

- a) Le nom et les coordonnées de la personne demandant une autorisation pour utilisation sur le territoire national.
- b) Le nom et les coordonnées de l'autorité responsable de la décision.
- c) Le nom et l'identité de l'organisme vivant modifié.
- d) Une description de la modification génétique, de la technique employée, et des caractéristiques de l'organisme vivant modifié qui en résultent.
- e) Toute identification unique de l'organisme vivant modifié.
- f) La taxonomie, le nom commun, le point de collecte ou d'acquisition, et les caractéristiques de l'organisme récepteur ou des organismes parents pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques.
- g) Les centres d'origine et centres de diversité génétique, lorsqu'ils sont connus, de l'organisme récepteur et/ou des organismes parents et une description des habitats où les organismes peuvent persister ou proliférer.
- h) La taxonomie, le nom commun, le point de collecte et d'acquisition, et les caractéristiques de l'organisme ou des organismes donneurs pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques.
- i) Les utilisations autorisées de l'organisme vivant modifié.
- j) Un rapport sur l'évaluation des risques qui soit conforme à l'annexe III.
- k) Les méthodes proposées pour assurer la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation sans danger, y compris l'emballage, l'étiquetage, la documentation, les méthodes d'élimination et les procédures à suivre en cas d'urgence, le cas échéant.

ANNEXE III

EVALUATION DES RISQUES**Objectif**

1. Aux fins du présent protocole, l'évaluation des risques a pour objet de déterminer et d'évaluer les effets défavorables potentiels des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans le milieu récepteur potentiel probable, en tenant compte également des risques pour la santé humaine.

Utilisation des évaluations des risques

2. L'évaluation des risques est utilisée notamment par les autorités compétentes pour prendre une décision en connaissance de cause concernant les organismes vivants modifiés.

Principes généraux

3. L'évaluation des risques devrait être effectuée selon des méthodes scientifiques éprouvées et dans la transparence et peut tenir compte des avis techniques et directives des organisations internationales compétentes.

4. Il ne faut pas nécessairement déduire de l'absence de connaissances ou de consensus scientifiques la gravité d'un risque, l'absence de risque, ou l'existence d'un risque acceptable.

5. Les risques associés aux organismes vivants modifiés ou aux produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé provenant d'organismes vivants modifiés qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique répliquable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne, devraient être considérés en regard des risques posés par les organismes récepteurs ou parents non modifiés dans le milieu récepteur potentiel probable.

6. L'évaluation des risques devrait être effectuée au cas par cas. La nature et le degré de précision de l'information requise peuvent varier selon le cas, en fonction de l'organisme vivant modifié concerné, de son utilisation prévue et du milieu récepteur potentiel probable.

Méthodes

7. L'évaluation des risques peut nécessiter un complément d'information sur des questions particulières, qui peut être défini et demandé à l'occasion de l'évaluation; en revanche, des informations sur d'autres questions peuvent ne pas être pertinentes, dans certains cas.

8. Pour atteindre son objectif, l'évaluation des risques comportera, le cas échéant, les étapes suivantes :

a) L'identification de toute nouvelles caractéristiques génotypiques et phénotypiques liées à l'organisme vivant modifié qui peuvent avoir des effets défavorables sur la diversité biologique dans le milieu récepteur potentiel probable, et comporter aussi des risques pour la santé humaine ;

b) L'évaluation de la probabilité que ces effets défavorables surviennent, compte tenu du degré et du type d'exposition du milieu récepteur potentiel probable de l'organisme vivant modifié ;

c) L'évaluation des conséquences qu'auraient ces effets défavorables s'ils survenaient ;

d) L'estimation du risque global présenté par l'organisme vivant modifié sur la base de l'évaluation de la probabilité de survenue des effets défavorables repérés et de leurs conséquences ;

e) Une recommandation indiquant si les risques sont acceptables ou gérables, y compris, au besoin, la définition de stratégies de gestion de ces risques ; et

f) Lorsqu'il existe des incertitudes quant à la gravité du risque, on peut demander un complément d'information sur des points précis préoccupants, ou mettre en œuvre des stratégies appropriées de gestion des risques et/ou contrôler l'organisme vivant modifié dans le milieu récepteur.

Points à examiner

9. Selon le cas, l'évaluation des risques tient compte des données techniques et scientifiques pertinentes concernant :

a) **L'organisme récepteur ou les organismes parents** : Les caractéristiques biologiques de l'organisme récepteur ou des organismes parents, y compris des précisions concernant la taxonomie, le nom commun, l'origine, les centres d'origine et les centres de diversité génétique, lorsqu'ils sont connus, et une description de l'habitat où les organismes peuvent persister ou proliférer ;

b) **L'organisme ou les organismes donneurs** : Taxonomie et nom commun, source et caractéristiques biologiques pertinentes des organismes donneurs ;

c) **Le vecteur** : Les caractéristiques du vecteur, y compris son identité, le cas échéant, sa source ou son origine, et les aires de répartition de ses hôtes ;

d) **L'insert ou les inserts et/ou les caractéristiques de la modification** : Les caractéristiques génétiques de l'acide nucléique inséré et la fonction qu'il détermine, et/ou les caractéristiques de la modification introduite ;

e) **L'organisme vivant modifié** : Identité de l'organisme vivant modifié, et différences entre les caractéristiques biologiques de l'organisme vivant modifié et celles de l'organisme récepteur ou des organismes parents ;

f) **La détection et l'identification de l'organisme vivant modifié** : Méthodes de détection et d'identification proposées et leur particularité, précision et fiabilité ;

g) **L'information relative à l'utilisation prévue** : Information relative à l'utilisation prévue de l'organisme vivant modifié, y compris toute utilisation nouvelle ou toute utilisation différant de celle de l'organisme récepteur ou parents ; et

h) **Le milieu récepteur** : Information sur l'emplacement et les caractéristiques géographiques, climatiques et écologiques du milieu récepteur potentiel probable, y compris information pertinente sur la diversité biologique et les centres d'origine qui s'y trouvent.

DECRETS

Décret présidentiel n° 05-391 du 6 Ramadhan 1426 correspondant au 9 octobre 2005 portant approbation de l'accord de prêt n° 652-DZ signé le 13 juillet 2005 à Rome entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la wilaya de Tlemcen.

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (3° et 6°) et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 63-165 du 7 mai 1963 portant création et fixant les statuts de la caisse algérienne de développement, ensemble l'ordonnance n° 72-26 du 7 juin 1972 portant changement de dénomination de la caisse algérienne de développement en Banque algérienne de développement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, notamment ses articles 27, 28, 48 à 50, 67 et 68 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit ;

Vu la loi n° 04-21 du 17 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 ;

Vu le décret n° 77-176 du 7 décembre 1977 relatif à la ratification de l'accord portant création du fonds international de développement agricole adopté le 13 juin 1976 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-250 du 13 Joumada El Oula 1423 correspondant au 24 juillet 2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ;

Vu le décret exécutif n° 92-78 du 22 février 1992 fixant les attributions de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993 déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 97-483 du 15 Chaâbane 1418 correspondant au 15 décembre 1997, modifié et complété, fixant les modalités, charges et conditions de la concession de parcelles de terre du domaine privé de l'Etat dans les périmètres de mise en valeur ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 03-145 du 26 Moharram 1424 correspondant au 29 mars 2003, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-111 intitulé "Fonds national de développement et de mise en valeur des terres par la concession" ;

Vu l'accord de prêt n° 652/DZ signé le 13 juillet 2005 à Rome entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la wilaya de Tlemcen ;

Décète :

Article 1er. — Est approuvé et sera exécuté, conformément aux lois et règlements en vigueur, l'accord de prêt n° 652-DZ signé le 13 juillet 2005 à Rome entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds international de développement agricole pour le financement du projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la wilaya de Tlemcen.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et du développement rural, le ministre des finances, le directeur général des forêts, le directeur général de la Banque algérienne de développement, le directeur général de la caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) et les directeurs techniques des wilayas concernées par le projet, sont tenus de prendre, chacun en ce qui le concerne, toutes les dispositions nécessaires à la sauvegarde des intérêts de l'Etat, et à l'exécution, à la coordination, au suivi et au contrôle des opérations de réalisation du projet conformément aux lois et règlements en vigueur et aux annexes I et II du présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Ramadhan 1426 correspondant au 9 octobre 2005.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

ANNEXE I

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — La mise en œuvre de l'accord de prêt n° 652-DZ, susvisé, assure la réalisation des objectifs et programmes du projet de développement rural des monts des Traras et de Sebaa Chioukh de la wilaya de Tlemcen, conformément aux lois et règlements en vigueur, aux dispositions du présent décret et de ses annexes I et II.

Ce projet est structuré en cinq (5) composantes :

- 1 — renforcement des capacités locales ;
- 2 — aménagement du terroir ;
- 3 — appui au développement agricole ;
- 4 — système financier décentralisé et promotion de la micro-entreprise et de l'artisanat ;
- 5 — organisation et gestion du projet.

Art. 2. — Sous l'égide du ministère chargé de l'agriculture et du développement rural, la direction générale des forêts est chargée de l'exécution du projet susvisé.

Art. 3. — Les mesures de mise en œuvre, de réalisation, de coordination, de suivi et de contrôle concernant l'exécution du projet sont traduites sous forme de plans d'actions qui serviront de base de travail aux organismes et opérateurs concernés, pour assurer la réalisation du projet.

Les plans d'actions sont établis par la direction générale des forêts dans le cadre de ses attributions, en relation avec les différents intervenants.

TITRE II

ASPECTS FINANCIER, BUDGETAIRE COMPTABLE ET DE CONTROLE

Art. 4. — L'utilisation des moyens financiers, empruntés par l'Etat et mis en œuvre par la Banque algérienne de développement, est effectuée conformément aux lois, règlements et procédures applicables notamment en matière de budget, de monnaie, de comptabilité et de contrôle.

Art. 5. — Les prévisions budgétaires annuelles et pluriannuelles de l'Etat, nécessaires à la réalisation du projet financé par l'accord de prêt, sont établies conformément aux lois et règlements en vigueur et en coordination avec les autorités compétentes.

Les dépenses afférentes au projet sont effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 6. — Les opérations de remboursement du prêt sont effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur par le ministère chargé des finances, sur la base des utilisations faites en rapport avec les montants prévus dans l'accord de prêt et qui lui sont communiqués par la Banque algérienne de développement.

Art. 7. — Les opérations comptables reflétant l'intervention de la Banque algérienne de développement, dans le cadre de l'objet du présent décret et de ses annexes I et II, sont prises en charge pour ordre dans des comptes séparés soumis au contrôle légal et à la communication régulière aux services compétents du ministère chargé des finances mensuellement, trimestriellement et annuellement.

Les documents comptables et les pièces justificatives doivent être disponibles à tout moment pour un contrôle sur place et sur pièces par tout organe de contrôle et d'inspection.

ANNEXE II

TITRE I

INTERVENTIONS DU MINISTERE CHARGE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Article 1er. — Outre les interventions et actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, le ministère chargé de l'agriculture et du développement rural assure, au titre de l'exécution du projet, notamment la réalisation des interventions ci-après :

1 — assurer l'exécution des actions de conception, de coordination, de suivi, de mise en œuvre et de contrôle concernant les opérations prévues par les dispositions du présent décret et de ses annexes I et II ;

2 — concevoir, faire établir par la direction générale des forêts, les plans d'actions prévus aux annexes I et II du présent décret et faire assurer par l'ordonnateur la gestion, la mise en œuvre, le suivi, le contrôle et la coordination de leur exécution ;

3 — dresser et faire dresser, par la direction générale des forêts, le bilan physique et financier ;

4 — prendre en charge, en coordination avec le ministère chargé des finances, la Banque algérienne de développement et la direction générale des forêts, l'échange d'informations avec le fonds international de développement agricole, notamment en matière de passation des marchés et porter tout litige éventuel à la connaissance des autorités compétentes concernées ;

5 — assurer l'élaboration de programmes d'inspection et de contrôle et d'un rapport annuel portant sur l'exécution des programmes du projet jusqu'à l'établissement du rapport final physique et financier du projet ;

6 — prendre et faire prendre, conformément aux lois et règlements en vigueur, et aux dispositions du présent décret et de ses annexes I et II, toutes les dispositions nécessaires :

* à la préparation rapide des dossiers des demandes de décaissement et leur présentation à la Banque algérienne de développement ;

* au suivi régulier des opérations administratives, documentaires, contractuelles, financières, techniques et budgétaires de décaissement du prêt et de paiement des dépenses susvisées.

TITRE II

INTERVENTIONS DU MINISTERE CHARGE DES FINANCES

Art. 2. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, le ministère chargé des finances assure, au titre de l'exécution du projet, notamment la réalisation des interventions ci-après :

1 — prendre toutes les dispositions nécessaires à la réalisation des opérations de remboursement du prêt qui seront effectuées conformément aux lois et règlements en vigueur, sur la base des utilisations faites en rapport avec les montants prévus dans l'accord de prêt et qui lui sont communiqués par la Banque algérienne de développement ;

2 — élaborer et fournir, par l'inspection générale des finances aux autorités compétentes concernées par la gestion et la mise en œuvre de l'accord de prêt :

a) un rapport d'audit sur les comptes du projet, y compris le compte spécial, au plus tard six (6) mois après la clôture de l'exercice auquel il se rapporte ;

b) un rapport final sur l'exécution du projet ;

3 — prendre en charge les relations concernant l'accord de prêt en vue d'assurer :

* la gestion de l'utilisation des crédits affectés à ce projet et le suivi régulier et rigoureux des reliquats des crédits affectés ;

* conclure la convention de gestion entre le ministère des finances et la Banque algérienne de développement ;

* la gestion et le contrôle des relations de la Banque algérienne de développement avec le fonds international de développement agricole.

TITRE III

INTERVENTIONS DE LA DIRECTION GENERALE DES FORETS

Art. 3. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, la direction générale des forêts assure, au titre de l'exécution du projet, notamment les interventions ci-après :

1 — prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer l'exécution des actions et opérations de conception, de coordination, de suivi, de mise en œuvre, de réalisation et de contrôle visés au présent décret et à ses annexes I et II ;

2 — mettre en œuvre les opérations relatives à la passation des marchés dans les conditions et délais prévus ;

3 — prendre toutes les dispositions nécessaires :

a) à l'évaluation et à la prévision des besoins découlant des plans d'actions des programmes du projet s'y rapportant ;

b) à la réalisation et l'exécution des opérations relatives à la mise en œuvre des programmes du projet ;

c) aux interventions relatives à la coordination, au suivi et au contrôle ;

d) à l'audit et à l'inspection des opérations inhérentes aux programmes du projet ;

4 — veiller à l'établissement et à la transmission, au ministère chargé de l'agriculture et du développement rural, à la Banque algérienne de développement et aux autorités concernées, des rapports trimestriels et annuels sur les activités, moyens, opérations et résultats les concernant au titre des programmes du projet ;

5 — suivre et faire suivre la réalisation des travaux et contribuer à toutes les opérations de contrôle s'y rapportant ;

6 — effectuer, conformément aux lois et règlements en vigueur, les dépenses afférentes aux commandes et marchés conclus dans le cadre de la réalisation du projet ;

7 — conserver les archives et tenir les comptes relatifs aux opérations réalisées par elle-même dans le cadre du projet.

TITRE IV

INTERVENTIONS DE LA BANQUE ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT

Art. 4. — Outre les interventions et les actions découlant des dispositions du présent décret, de ses annexes I et II et de l'accord de prêt et dans les limites de ses attributions, la Banque algérienne de développement assure, au titre de l'exécution du projet, notamment la réalisation des interventions ci-après :

1 — conclure une convention de gestion avec le ministère des finances ;

2 — traiter les dossiers relatifs à l'utilisation du prêt, en liaison notamment avec le ministère chargé de l'agriculture et du développement rural et le ministère chargé des finances ;

3 — vérifier, lors de l'élaboration des demandes de décaissement du prêt, la conformité des dépenses prévues par l'accord de prêt et les contrats passés au titre du projet ;

4 — introduire rapidement auprès du fonds international de développement agricole les demandes de décaissement du prêt ;

5 — réaliser les opérations de décaissement du prêt conformément aux dispositions de l'accord de prêt ;

6 — prendre en charge toutes les dispositions nécessaires pour la sauvegarde des intérêts de l'Etat en contrepartie des obligations contractées par lui pour la réalisation du projet ;

7 — établir les opérations comptables, bilans, contrôles et évaluation des actions, moyens et résultats se rapportant à la mise en œuvre du projet ;

8 — prendre en charge toutes les dispositions nécessaires au respect des lois et règlements applicables en matière d'engagement et d'ordonnancement ;

9 — réaliser, à chaque phase de l'exécution du projet, une évaluation comptable de la mise en œuvre de l'accord de prêt et établir et adresser au ministère chargé des finances et au ministère chargé de l'agriculture et du développement rural les documents suivants :

a) un rapport trimestriel et annuel portant sur une évaluation de la mise en œuvre de l'accord de prêt ;

b) un rapport trimestriel portant sur ses relations avec le fonds international de développement agricole ;

c) un rapport final d'exécution de l'accord de prêt ;

10 — archiver et conserver tous documents détenus par elle conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

-----★-----

Décret présidentiel n° 05-392 du 6 Ramadhan 1426 correspondant au 9 octobre 2005 portant approbation de l'accord de prêt n° 18/429 signé le 15 Joumada Ethania 1426 correspondant au 21 juillet 2005 à Tunis entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds saoudien de développement, pour le financement du projet de construction de 1.000 logements dans la wilaya de Boumerdès.

Le Président de la République,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'habitat et de l'urbanisme,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (3° et 6°) et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, notamment ses articles 27, 28, 48 à 50, 67 et 68 ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988, modifiée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire ;

Vu la loi n° 03-05 du 13 Rabie Ethani 1424 correspondant au 14 juin 2003 portant loi de finances complémentaire pour 2003 ;

Vu l'ordonnance n° 03-11 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit ;

Vu la loi n° 04-21 du 17 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 29 décembre 2004 portant loi de finances pour 2005 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-250 du 13 Joumada El Oula 1423 correspondant au 24 juillet 2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ;

Vu le décret exécutif n° 91-145 du 12 mai 1991, modifié et complété, portant statut de la caisse nationale du logement (CNL) ;

Vu le décret exécutif n° 91-147 du 12 mai 1991, modifié et complété, portant transformation de la nature juridique des statuts des offices de promotion et de gestion immobilière et détermination des modalités de leur organisation et de leur fonctionnement ;

Vu le décret exécutif n° 92-78 du 22 février 1992 fixant les attributions de l'inspection générale des finances ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993 déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret exécutif n° 98-227 du 19 Rabie El Aouel 1419 correspondant au 13 juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat ;

Vu l'accord de prêt n° 18/429 signé le 15 Joumada Ethania 1426 correspondant au 21 juillet 2005 à Tunis entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds saoudien de développement, pour le financement du projet de construction de 1.000 logements dans la wilaya de Boumerdès ;

Décrète :

Article 1er. — Est approuvé et sera exécuté, conformément aux lois et règlements en vigueur, l'accord de prêt n° 18/429 signé le 15 Joumada Ethania 1426 correspondant au 21 juillet 2005 à Tunis entre la République algérienne démocratique et populaire et le fonds saoudien de développement, pour le financement du projet de construction de 1.000 logements dans la wilaya de Boumerdès.

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 06-121 du 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006 portant ratification des statuts de l'union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ainsi que le règlement y relatif.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant les statuts de l'union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ainsi que le règlement y relatif, tels qu'amendés respectivement le 22 octobre 1996 et le 29 mai 2002 ;

Décète :

Article 1er. — Sont ratifiés et seront publiés au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire les statuts de l'union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources ainsi que le règlement y relatif, tels qu'amendés respectivement le 22 octobre 1996 et le 29 mai 2002.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Safar 1427 correspondant au 12 mars 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — —

Union mondiale pour la Nature

STATUTS

du 5 octobre 1948, révisés le 22 octobre 1996

ET REGLEMENT

révisé le 29 mai 2002

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES

TABLE DES MATIERES

STATUTS ET REGLEMENT

STATUTS	Page
Préambule	5
I ère Partie Statut juridique	5
Ile Partie Objectifs	5
IIIe Partie Membres	6
IVe Partie Organisation	7
Ve Partie Le congrès mondial de la nature.....	8
VIe Partie Le conseil	9
VIIe Partie Les comités nationaux et régionaux et les forums régionaux	11
VIIIe Partie Les commissions	12

TABLE DES MATIERES (Suite)

	Page
IXe Partie	Le secrétariat 12
Xe Partie	Le conseiller juridique 13
XIe Partie	Finances 13
XIIe Partie	Limite de responsabilité financière et indemnités..... 13
XIIIe Partie	Vote par correspondance..... 13
XIVe Partie	Relations extérieures..... 13
XVe Partie	Siège..... 14
XVIe Partie	Langues officielles..... 14
XVIIe Partie	Le règlement..... 14
XVIIIe Partie	Amendement des statuts..... 14
XIXe Partie	Dissolution..... 14
XXe Partie	Interprétation..... 14
XXIe Partie	Clause finale..... 14

Annexe – Règles de procédure du congrès mondial de la nature

I ère Partie	Statut juridique 15
Ile Partie	Structure du congrès mondial de la nature 15
IIIe Partie	Délégués et observateurs 15
IVe Partie	Comités du congrès mondial de la nature 15
Ve Partie	Secrétariat du congrès mondial de la nature 16
VIe Partie	Débats 16
VIIe Partie	Ordre du jour et motions 17
VIIIe Partie	Modes de vote 19
IXe Partie	Elections 19
Xe Partie	Langues et comptes rendus 20
XIe Partie	Amendement des règles de procédure 20

REGLEMENT

I ère Partie	Statut juridique 21
Ile Partie	Programme 21
IIIe Partie	Membres 21
IVe Partie	Le congrès mondial de la nature 23
Ve Partie	Le conseil 24
VIe Partie	Les comités nationaux et régionaux et les forums régionaux 25
VIIe Partie	Les commissions 26
VIIIe Partie	Finances 27
IXe Partie	Vote par correspondance 28
Xe Partie	Politique des langues 28
XIe Partie	Amendements 28
XIIe Partie	Clause finale 28
Annexe	Liste des Etats par région de l'UICN 29
	Historique..... 30

STATUTS

Préambule

Reconnaissant que :

La conservation de la nature et de ses ressources implique la sauvegarde et la gestion du monde vivant, milieu naturel de l'Homme et des ressources renouvelables de la terre, fondement de toute civilisation,

Les beautés naturelles constituent l'une des sources d'inspiration de la vie spirituelle et le cadre indispensable à la détente, qu'une existence de plus en plus mécanisée rend plus que jamais nécessaire,

L'essor de la civilisation actuelle est dû à la découverte de moyens de plus en plus efficaces pour développer et utiliser ces ressources et qu'en conséquence le sol, les eaux, les forêts et la végétation, la vie sauvage, les sites naturels encore intacts et les paysages caractéristiques sont d'une importance vitale des points de vue économique, social, éducatif et culturel,

L'appauvrissement progressif des ressources naturelles entraîne inévitablement un abaissement du niveau de vie de l'humanité, mais que cette tendance n'est pas nécessairement irréversible si l'Homme prend pleinement conscience de son étroite dépendance vis-à-vis de ses ressources et s'il reconnaît la nécessité de les préserver et de les gérer de manière à favoriser la paix, le progrès et la prospérité de l'humanité,

Convaincus que, puisque la protection et la conservation de la nature et de ses ressources revêtent une importance essentielle pour tous les peuples, une organisation internationale se consacrant essentiellement à ces buts sera précieuse aux Gouvernements, à l'organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées ainsi qu'à d'autres organisations intéressées,

Rappelant que, pour ces raisons, les Gouvernements, services publics, organisations, institutions et associations intéressés à ces questions, réunis à Fontainebleau le 5 octobre 1948, ont créé une Union, actuellement désignée sous le nom d'Union Internationale pour la conservation de la Nature et de ses Ressources (appelée ci-après « UICN ») et régie par des statuts adoptés pour la première fois lors de sa fondation,

Les membres de l'UICN, réunis à Montréal du 13 au 23 octobre 1996, ont réitéré leur engagement en faveur des buts susmentionnés et ont adopté les présents statuts révisés pour la conduite des affaires de l'UICN.

Ière Partie

Statut juridique

1. L'union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) (aussi connue sous le nom d'union mondiale pour la nature) est constituée, conformément à l'article 60 du code civil suisse, en tant qu'association internationale de membres gouvernementaux et non-gouvernementaux. En conséquence, elle a la personnalité juridique et peut accomplir tout acte conforme à ses objectifs.

Ile Partie

Objectifs

2. Les objectifs de l'UICN sont d'influer sur les sociétés du monde entier, de les encourager et de les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable.

3. Pour atteindre ces objectifs, l'UICN :

a) mobilise ses membres, composantes et partenaires pour forger des alliances pour la conservation de la nature ;

b) renforce la capacité institutionnelle de ses membres de conserver la diversité biologique et de sauvegarder les processus écologiques entretenant la vie aux niveaux mondial, régional, national et local ;

c) favorise une coopération accrue entre ses membres gouvernementaux et non gouvernementaux pour renforcer les capacités de ses membres et partenaires ;

d) encourage la recherche scientifique sur la conservation de la nature et de ses ressources et diffuse des informations sur cette recherche ;

e) sert de forum pour discuter des questions de conservation, y compris de leurs dimensions scientifiques, pédagogiques, juridiques, économiques, sociales et politiques, aux niveaux mondial, régional, national et local ;

f) met sur pied des réseaux d'experts et des systèmes d'information pour apporter un appui à ses membres et à ses composantes ;

g) prépare et diffuse des déclarations sur la conservation de la nature en tirant partie des compétences des ses membres et de ses composantes ;

h) influe sur les instruments juridiques et administratifs nationaux et internationaux afin que les sociétés puissent profiter des avantages d'une utilisation durable de la nature et de ses ressources ;

i) intervient auprès des Gouvernements et des organismes internationaux afin d'influer sur les politiques de l'environnement ;

j) aide à la création de mécanismes permettant de discuter et de résoudre les problèmes internationaux de l'environnement ;

k) contribue à la préparation d'accords internationaux relatifs à la conservation de la nature et de ses ressources et encourage les Etats à adhérer à ces accords ;

l) prend toute autre mesure appropriée susceptible de promouvoir la conservation de la nature et de ses ressources ;

m) applique les dispositions des présents statuts.

IIIe Partie

Membres**Catégories**

4. Les membres de l'UICN sont :

catégorie A : (a) des Etats et des organismes gouvernementaux ,

(b) des organisations d'intégration politique et /ou économique,

catégorie B : (c) des organisations nationales non-gouvernementales,

(d) des organisations internationales non-gouvernementales, et

catégorie C : (e) des affiliés.

5. Au sens des présents statuts :

(a) Les Etats sont ceux qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, d'une de ses institutions spécialisées, de l'agence internationale de l'énergie atomique, ou qui sont parties aux statuts de la Cour internationale de justice ;

(b) Les organismes gouvernementaux sont des organisations, des institutions et, le cas échéant, des départements ministériels qui relèvent de l'appareil de l'Etat, y compris ceux des composantes d'Etats fédéraux ou d'Etats ayant une structure analogue ;

(c) Les organisations d'intégration politique et/ou économique sont des organisations constituées exclusivement d'Etats, auxquelles ces Etats ont conféré compétence juridique pour des matières ayant trait aux objectifs de l'UICN ;

(d) Les organisations nationales non-gouvernementales sont des institutions et associations établies dans un Etat ;

(e) Les organisations internationales non gouvernementales sont des institutions et associations organisées dans deux Etats au moins, et

(f) Les membres affiliés sont des organismes gouvernementaux et des organisations nationales et internationales non gouvernementales, qui n'appartiennent pas aux catégories A et B.

Admission

6. Les Etats et les organisations d'intégration politique et/ou économique deviennent membres de l'UICN par notification au directeur général de leur adhésion aux présents statuts.

7. Les organismes gouvernementaux, les organisations nationales et internationales non-gouvernementales, et les affiliés, deviennent membres de l'UICN lorsque le conseil a :

(a) établi que le candidat partage et soutient les objectifs de l'UICN ;

(b) établi que le candidat ne poursuit pas d'objectifs ou n'agit pas de façon qu'il soit en conflit avec les objectifs ou les activités de l'UICN ;

(c) établi que le candidat a la réalisation de la mission de l'UICN comme un de ses buts principaux et a à son actif un nombre substantiel d'activités dans le domaine de la conservation de la nature et de ses ressources ; et

(d) établi que le candidat possède les autres qualifications requises par le règlement pour devenir membre.

8. Avant d'admettre un candidat, le conseil :

a. notifie aux membres la demande d'admission et considère toute objection à son encontre ; et

b. suit la procédure et les critères prescrits par le règlement.

9. Le conseil décide de l'admission du candidat à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

10. Toute décision du conseil concernant l'admission d'un candidat peut faire l'objet d'un recours par dix membres ayant droit de vote dans le délai prescrit par le règlement. En cas de recours, le congrès mondial de la nature appelé ci-après « le congrès mondial » a le droit d'invalider la décision du conseil à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par chaque catégorie de membres ayant droit de vote.

11. Un candidat dont l'admission est refusée par le conseil ne pourra pas redemander son admission durant une période de trois ans. Un candidat, dont le recours contre la décision du conseil lui refusant l'admission a été rejetée par le congrès mondial, ne peut redemander son admission durant une période de cinq ans. Dans le cas où un candidat, dont l'admission a été refusée par le congrès mondial, redemande son admission et le conseil recommande celle-ci, la candidature est soumise au congrès mondial pour décision.

Droits et obligations des membres

12. (a) Les membres ont le droit, entre autres :

(i) de participer au congrès mondial ;

(ii) de participer, de façon appropriée, aux comités nationaux et régionaux ou aux forums régionaux de membres ;

(iii) d'exprimer leur opinion sur les candidatures de nouveaux membres ;

(iv) de recevoir des informations régulières sur le budget et les activités de l'UICN ;

(v) de présenter leurs vues aux composantes de l'UICN ; et

(vi) de recevoir, sur demande et à un prix raisonnable, des copies des publications de l'UICN et des procès-verbaux des réunions officielles de l'UICN, à l'exception de celles tenues à huis clos.

(b) Les membres des catégories A et B ont également le droit :

(i) de proposer au conseil des candidats à l'élection par le congrès mondial aux postes de président, trésorier et présidents des commissions ;

(ii) de présenter des candidats au poste de président directement au congrès mondial ;

(iii) de présenter au congrès mondial des candidats aux postes de conseillers régionaux ;

(iv) de soumettre au congrès mondial des motions ; et

(v) de voter lors des sessions du congrès mondial ou par correspondance.

(c) Les membres ont l'obligation entre autres :

(i) d'appuyer et de faciliter les objectifs, les activités et la conduite des affaires de l'UICN ;

(ii) de fournir à l'UICN, sur demande, les informations existantes sur leurs activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de l'UICN ;

(iii) de payer leur cotisation conformément au règlement ; et

(iv) de fournir à l'UICN toute information requise pour le calcul de leur cotisation.

Suspension, rescision, expulsion et retrait :

13. (a) Les droits d'un membre relatifs aux élections, aux votes et aux motions sont suspendus *ipso facto* lorsque la cotisation de ce membre est arriérée d'un an. Lorsque la cotisation est arriérée de deux ans, la question est soumise au congrès mondial qui peut décider de rescinder tous les droits restants du membre en cause. Les termes d'une telle rescision sont fixés par le congrès mondial ;

(b) si un an après la décision prise par le congrès mondial de rescinder tous les droits restants d'un membre, le membre en question n'a pas payé les arriérés de cotisation qu'il avait au moment de cette rescision, il sera considéré comme s'étant retiré de l'UICN ;

(c) si un membre agit de façon persistante de manière sérieusement contraire aux objectifs de l'UICN, sa suspension ou non-expulsion peut être proposée au conseil ;

(i) dans le cas d'une organisation d'intégration politique et/ou économique ou d'un état membre, par deux Etats membres, au moins ;

(ii) dans le cas de tout autre membre appartenant à la catégorie A ou de tout membre appartenant à la catégorie B, par dix membres au moins de la même catégorie ; et

(iii) dans le cas d'un membre appartenant à la catégorie C, par dix membres au moins ayant droit de vote.

(d) le conseil peut, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés :

(i) demander au membre concerné de présenter, dans un délai de quatre-vingt-dix jours, les raisons pour lesquelles sa suspension ou son expulsion n'est pas justifiée ; et

(ii) décider, après avoir examiné sa réponse, d'informer le membre en question de l'intention du conseil de soumettre la proposition à un vote du congrès mondial.

(e) si, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la notification de la décision du conseil, le membre n'indique pas au directeur général son souhait de voir procéder à un vote, le membre concerné est considéré comme s'étant retiré de l'UICN ;

(f) si le membre concerné demande un vote :

(i) le directeur général soumet la proposition de suspension ou d'expulsion, accompagnée de toute explication présentée par le membre concerné, aux membres ayant droit de vote ;

(ii) le vote a lieu lors de la session suivante du congrès mondial et la décision est prise, dans le cas d'un membre de la catégorie A ou de la catégorie B, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés dans la catégorie correspondante et, dans le cas d'un membre de la catégorie C, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés de tous les membres ayant droit de vote ;

(iii) seuls les Etats membres peuvent prendre part à un vote sur une proposition de suspension ou d'expulsion d'une organisation d'intégration politique et/ou économique ou d'un Etat membre ; et

(iv) sauf dans le cas prévu au point (iii) ci-dessus, seuls les membres de la catégorie à laquelle le membre concerné appartient peuvent se prononcer sur une proposition de suspension ou d'expulsion d'un membre de la catégorie A ou de la catégorie B.

(g) tout membre peut se retirer en tout temps de l'UICN en avisant par écrit le directeur général de sa décision. Un membre qui se retire n'a pas droit au remboursement des cotisations dont le paiement a été effectué.

Réadmission

14. Tout ancien membre de l'UICN, qui remplit les conditions prévues pour l'admission de membre, peut être réadmis par le conseil, conformément au règlement.

IVe Partie

Organisation

15. L'UICN se compose :

(a) du congrès mondial de la nature ;

(b) du conseil ;

(c) des comités nationaux et régionaux et des forums régionaux de membres ;

(d) des commissions ; et

(e) du secrétariat.

16. Les régions de l'UICN sont :

(a) Afrique ;

(b) Mésio-Amérique et Amérique du Sud ;

(c) Amérique du Nord et Caraïbes ;

(d) Asie du Sud et de l'Est ;

(e) Asie de l'Ouest ;

(f) Océanie ;

(g) Europe de l'Est, Asie du Nord et Asie Centrale ; et

(h) Europe de l'Ouest.

17. Les Etats appartenant à ces régions sont énumérés dans le règlement. Un Etat ne peut être transféré d'une région à une autre sans l'accord du congrès mondial.

Ve Partie

Le congrès mondial de la nature

18. Le congrès mondial de la nature est l'organe suprême l'UICN.

Composition :

19. Le congrès mondial se compose des délégués dûment accrédités par les membres de l'UICN, qui se réunissent en session. Les délégués des membres de catégories A et B constituent respectivement les catégories gouvernementales et non-gouvernementales du congrès mondial.

Fonctions

20. Les fonctions du congrès mondial sont entre autres :

- (a) définir la politique générale de l'UICN,
- (b) faire des recommandations aux Gouvernements ainsi qu'aux organisations nationales et internationales sur toute question ayant trait aux objectifs de l'UICN.
- (c) recevoir et examiner les rapports :
 - (i) du directeur général sur les activités de l'UICN durant la période écoulée depuis la session précédente du congrès mondial ;
 - (ii) du directeur général et du trésorier concernant les affaires financières de l'UICN,
 - (iii) des présidents des commissions ;
 - (iv) des comités régionaux reconnus et des forums régionaux ;
- (d) recevoir le rapport des vérificateurs aux comptes et approuver les comptes vérifiés ;
- (e) examiner et approuver le programme et le plan financier pour la période allant jusqu'à la prochaine session ordinaire du congrès mondial ;
- (f) fixer le montant des cotisations des membres de l'UICN ;
- (g) décider du nombre des commissions et de leurs mandats ;
- (h) élire le président, le trésorier, les conseillers régionaux et les présidents des commissions ;
- (i) élire, lorsqu'il le juge approprié, les titulaires des charges honorifiques ;
- (j) nommer un ou plusieurs vérificateurs aux comptes ;
- (k) décider la suspension et l'expulsion de membres de l'UICN ;
- (l) statuer sur les recours ;
- (m) offrir un forum public pour débattre des meilleurs moyens de conserver l'intégrité et la diversité de la nature et faire en sorte que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable et ;
- (n) exercer toute autre fonction qui lui est conférée par les présents statuts.

Lieu du congrès mondial et responsabilités de l'Etat hôte.

21. Le congrès mondial se réunit en Suisse ou dans un autre Etat qui accepte d'être l'hôte d'une session du congrès mondial aux conditions suivantes :

- (a) toutes les personnes en droit d'assister au congrès mondial seront admises dans cet Etat sans discrimination ;
- (b) tous les participants au congrès mondial auront le droit de s'exprimer librement lors des sessions du congrès mondial et des réunions qui lui sont associées ;
- (c) tout sera mis en œuvre pour faciliter l'entrée et la sortie du matériel et de l'équipement nécessaires à la tenue du congrès mondial ; et
- (d) toutes les autres dispositions nécessaires au fonctionnement du congrès mondial seront prises selon les termes d'un accord écrit entre l'UICN et l'Etat hôte en question.

22. Le lieu est choisi de façon à tenir les sessions du congrès mondial dans un nombre de régions aussi varié que possible.

Sessions

23. Le conseil, après avoir pris en considération les suggestions des membres, décide de la date et du lieu de chaque session ordinaire ou extraordinaire du congrès mondial. La décision du conseil est communiquée aux membres de l'UICN par le directeur général, en même temps qu'un ordre du jour provisoire neuf mois au moins avant chaque session.

24. Le congrès mondial se réunit en session ordinaire normalement tous les trois ans. Chaque session ordinaire comprend des séances consacrées à la conduite des affaires de l'UICN et des séances consacrées à la conservation de la nature. Les séances consacrées à la conservation de la nature peuvent être ouvertes au public.

25. Une session extraordinaire du congrès mondial est convoquée :

- (a) lorsque le cinquième au moins des membres de la catégorie A ou de la catégorie B en fait la demande, ou
- (b) lorsque le conseil le juge nécessaire.

26. Le président ou l'un des vice-présidents assume la présidence des séances du congrès mondial. Personne ne pourra présider une séance comprenant une élection à laquelle il / elle est candidat (e).

Elections

27. Le président, le trésorier, et les présidents des commissions sont élus par le congrès mondial sur présentation du conseil. Des présentations pour le poste de président peuvent aussi être faites par quarante membres ayant droit de vote provenant de trois régions au moins, dans le délai prescrit par le règlement.

28. Les conseillers régionaux sont élus par le congrès mondial conformément à l'article 39, et au règlement.

29. Règles de procédure

(a) Les règles de procédure du congrès mondial sont annexées aux présents statuts.

(b) Chaque membre ayant droit de vote peut déposer une motion visant à amender les règles de procédure du congrès mondial. Cette motion sera soumise pour examen au comité directeur du congrès mondial si déposée durant une session du congrès, ou au conseil, si déposée avant une telle session. Le comité directeur ou le conseil recommandera au congrès mondial :

(i) L'acceptation de la motion dans sa forme originale ;

(ii) L'acceptation de la motion sous une forme modifiée, ou

(iii) Le rejet de la motion ;

(c) Le conseil peut proposer une mention visant à amender les règles de procédure.

(d) Tout amendement aux règles de procédure requiert une décision du congrès mondial prise à la majorité simple.

(e) Le congrès mondial, lorsqu'il amende les règles de procédure, décide de la date d'entrée en vigueur de l'amendement.

Votes

30. Seuls les membres de catégories A et B disposent du droit de vote.

31. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du congrès mondial sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés dans chaque catégorie.

32. Les abstentions ne sont pas comptées comme suffrages exprimés.

33. Il est procédé aux élections à choix multiples, conformément aux règles de procédure.

34. Les membres gouvernementaux disposent des droits de vote suivants :

(a) Chaque Etat membre de l'UICN dispose de trois voix , une d'elles est exercée collectivement par les organismes gouvernementaux de cet Etat qui sont membres, s'il y en a ;

(b) Les organismes gouvernementaux qui sont membres de l'UICN, mais qui proviennent d'un Etat qui ne l'est pas, disposent collectivement d'une voix ;

(c) Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres de l'UICN sont également membres d'une organisation d'intégration politique et/ou économique et que cette dernière est membre de l'UICN, l'organisation et ses Etats membres fixent les modalités d'exercice de leur droit de vote. Le nombre total de leurs voix ne peut cependant pas dépasser le nombre de voix accordées aux Etats membres de l'UICN appartenant à cette organisation.

35. Les membres non-gouvernementaux disposent des droits de vote suivants :

(a) Les organisations nationales non-gouvernementales disposent chacune d'une voix.

(b) Les organisations internationales non-gouvernementales disposent chacune de deux voix.

Réexamen de décisions

36. Toute décision du congrès mondial prise lorsque :

(a) Moins de la moitié des voix des membres de la catégorie A ou B était représentée à cette session du congrès mondial, ou

(b) La décision en cause porte sur une question qui ne figurait pas à l'ordre du jour distribué aux membres avant le congrès mondial.

Doit être confirmée par un vote par correspondance si au moins quarante membres ayant droit de vote en provenance d'au moins trois régions en font la demande au plus tard quatre-vingt-dix jours après la distribution de la décision du congrès mondial. Tant qu'elle n'est pas confirmée, la décision est suspendue.

VI^e Partie

Le conseil

37. Sous réserve de l'autorité du congrès mondial, le conseil est responsable de la surveillance et du contrôle général de toutes les affaires de l'UICN.

Composition

38. Les membres du conseil sont :

(a) le président ;

(b) le trésorier ;

(c) les présidents des commissions ;

(d) les conseillers régionaux ;

(e) un conseiller de l'Etat où l'UICN a son siège nommé par le conseil, à condition qu'aucun conseiller régional de cet Etat n'ait été élu, et

(f) un maximum de cinq conseillers supplémentaires, choisis par le conseil en fonction de qualifications, compétences et intérêts divers.

39. Les conseillers régionaux sont au nombre de vingt-quatre. Trois conseillers régionaux sont élus pour chaque région.

40. Il ne peut y avoir plus d'un conseiller régional et de deux présidents de commissions en provenance du même Etat.

41. Le président, le trésorier, les conseillers régionaux et les présidents des commissions sont élus pour un mandat allant de la clôture de la session ordinaire du congrès mondial au cours de laquelle ils sont élus, à la clôture de la session ordinaire suivante du congrès mondial. Les conseillers nommés exercent leurs fonctions pour le reste du mandat pour lequel les autres conseillers sont élus.

42. Les membres du conseil ne peuvent exercer une même fonction consécutivement pour plus de deux mandats complets.

43. En cas de vacance, le conseil peut pourvoir aux postes de président, de trésorier, de conseillers et de présidents de commissions pour la période du mandat restant à accomplir.

44. Les présidents adjoints des commissions ont le droit de participer aux réunions du conseil. Ils disposent du droit de vote du président de leur commission en son absence.

45. Le conseil peut inviter des observateurs à ses réunions.

Fonctions

46. Les fonctions du conseil sont, entre autres :

(a) Dans le cadre de la politique générale de l'UICN définie par le congrès mondial, prendre des décisions en matière de politique et arrêter des directives complémentaires,

(b) Adopter et diffuser des déclarations sur des questions importantes ayant trait aux objectifs de l'UICN,

(c) Rendre compte et faire des recommandations aux membres de l'UICN et au congrès mondial sur toute question portant sur les activités de l'UICN,

(d) Approuver le programme et le budget pour l'année suivante et évaluer la mise en œuvre du programme de façon régulière,

(e) Evaluer le travail des commissions,

(f) Approuver le rapport annuel du directeur général, ainsi que l'état des comptes des recettes et dépenses et le bilan de fin d'année,

(g) Reconnaître les comités nationaux et régionaux et les consulter ainsi que leurs membres,

(h) Admettre les membres de l'UICN et les transférer d'une catégorie de membres à une autre,

(i) Elire parmi ses membres un maximum de quatre vice-présidents choisis en tenant compte d'une répartition géographique équilibrée et d'une représentation équitable entre hommes et femmes,

(j) Nommer le directeur général et procéder à l'évaluation de son travail,

(k) Présenter des candidats aux postes de président, trésorier et présidents des commissions, après considération de toute proposition faite par les membres de l'UICN,

(l) Nommer un président adjoint et un comité directeur pour chaque commission, sur proposition du président de la commission concernée

(m) Choisir les conseillers nommés,

(n) Nommer le conseiller juridique,

(o) Rendre compte aux membres de l'UICN des décisions prises qui affectent de manière substantielle le programme ou le budget de l'UICN,

(p) Nommer un comité d'organisation, un responsable des élections et un groupe de travail sur les résolutions pour la préparation de chaque session du congrès mondial, et

(q) S'acquitter de toute autre tâche qui lui est confiée par le congrès mondial ou par les présents statuts.

47. Le conseil peut fixer le montant des droits à payer pour participer aux manifestations organisées par l'UICN.

48. Dans des circonstances exceptionnelles, le conseil peut, par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, prendre des mesures qui, aux termes des statuts, font parties des prérogatives du congrès mondial. Dans de tels cas les membres de l'UICN ayant droit de vote sont avisés de ces mesures dans les meilleurs délais. Si la majorité des membres ayant droit de vote de l'une ou l'autre catégorie signifie son désaccord dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de cet avis, ces mesures sont annulées.

Bureau

49. Le conseil établit un bureau qui agit au nom du conseil et sous son autorité, entre les sessions du conseil.

Comités et groupes de travail

50. Le conseil peut nommer des comités et groupes de travail, et veille à ce que la composition de ces comités et groupes de travail reflète la diversité géographique et autre de l'UICN.

Réunions

51. Le conseil se réunit au moins une fois par an. Le président peut, chaque fois que cela est nécessaire, convoquer une réunion du conseil et en a l'obligation si le tiers des membres du conseil en fait la demande. Si le président se trouve dans l'impossibilité de convoquer une réunion du conseil, un des vice-présidents peut le faire à sa place.

52. Le président assume la présidence des réunions du conseil. En son absence ou en cas de conflit d'intérêt, l'un des vice-présidents ou un membre du conseil choisi parmi les membres du conseil présents assume la présidence.

53. Les règles de procédure du conseil, et les devoirs du président, des vice-présidents et du trésorier sont fixés par le règlement

Quorum et vote

54. La moitié des membres du conseil, qu'ils soient présents ou représentés, constituent le *quorum*. En cas d'absence de *quorum* à une réunion du conseil dûment convoquée, des projets de décisions peuvent être préparés par les membres présents et envoyés à tous les membres du conseil pour décision par vote par correspondance.

55. Sauf disposition contraire des présents statuts, les décisions du conseil sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés. Chaque membre du conseil dispose d'une voix. En cas d'égalité des voix, le président de la réunion a voix prépondérante.

56. Lors des votes du conseil, les abstentions ne sont pas comptées comme suffrages exprimés.

Procuration

57. Les membres du conseil qui se trouvent dans l'impossibilité de participer à une réunion du conseil peuvent, par une procuration écrite, charger un autre membre du conseil de prendre la parole et de voter en leur nom, en se conformant aux instructions contenues dans la procuration. Un membre du conseil ne peut accepter plus de procurations que le nombre prescrit par le règlement.

Transparence

58. Les travaux du conseil sont menés de façon à assurer leur transparence. Les comptes rendus des réunions sont à la disposition des membres de l'UICN, et un rapport sur les décisions prises leur est communiqué. Le conseil peut décider que les débats à huis clos restent confidentiels.

Devoirs des membres du conseil

59. Les membres du conseil ont une obligation fondamentale d'exercer leurs fonctions à l'UICN avec diligence et intégrité.

60. Les membres du conseil informent ce dernier de tout conflit d'intérêt qu'ils pourraient avoir concernant des questions examinées par le conseil, et s'abstiennent de participer aux discussions et votes les concernant.

61. Aucun membre du conseil ne peut voter sur une question au sujet de laquelle lui-même, ou un membre proche de sa famille, a un intérêt juridique ou financier.

62. Les membres du conseil exercent leurs fonctions à l'UICN à titre personnel et non en qualité de représentant de leur Etat ou de leur organisation respectifs.

63. Aucun membre du conseil ne recevra de rémunération de l'UICN. Les frais encourus dans l'exercice de leurs fonctions peuvent lui être remboursés.

Vacance au sein du conseil

64. La charge d'un membre du conseil sera considérée *ipso facto* comme étant vacante si ce membre n'assiste pas à trois réunions consécutives du conseil sans le consentement de ce dernier.

Suspension et exclusion d'un membre du conseil

65. Si un membre du conseil agit de façon sérieusement contraire à ses devoirs, deux autres membres du conseil et le président ou un vice-président peuvent proposer que le conseil procède à sa suspension. La possibilité est donnée au membre en question de réfuter les allégations formulées contre lui. Prenant en considération les allégations et les réponses, le conseil peut suspendre le membre en question par un vote pris à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Si le membre du conseil suspendu en fait la demande dans un délai de trente jours

dès la décision, celle-ci sera soumise aux membres de l'UICN pour confirmation, au moyen d'un vote par correspondance. S'il n'en fait pas la demande, ou si la décision du conseil est confirmée, il est considéré comme étant exclu du conseil. Si le vote par correspondance ne confirme pas la suspension, il est rétabli dans ses fonctions.

VIIe partie

Les comités nationaux et régionaux et les forums régionaux

66. Les membres de l'UICN au sein d'un Etat, d'une région ou d'une partie de région peuvent organiser des comités limités aux membres de l'UICN ou à leurs représentants, en vue de faciliter la coopération entre les membres, la coordination entre les composantes de l'UICN et la participation des membres au programme et à la conduite des affaires de l'UICN. Une proposition de création de tels comités nationaux ou régionaux doit être présentée conformément au règlement.

67. Le conseil ne peut reconnaître qu'un seul comité national par Etat, et qu'un seul comité par région ou partie de région.

68. Un forum régional de membres peut être tenu dans chaque région ou partie de région entre les sessions du congrès mondial afin, entre autres, de permettre aux membres de participer à la préparation et à l'évaluation du programme et des stratégies de l'UICN et de préparer la session suivante du congrès mondial. Soit les membres, soit le conseil, peuvent convoquer un forum régional. Tous les membres de l'UICN dans la région ont le droit d'être invités et de participer à un tel forum. Un forum régional peut déterminer sa propre organisation. Les règles de procédure du congrès mondial s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces forums régionaux.

69. Un comité national ou régional ne peut assumer des obligations financières substantielles avant d'avoir obtenu une personnalité juridique propre ou établi des règles de procédure propres dans une forme acceptable par le conseil.

70. Chaque membre de l'UICN a le droit d'adhérer au comité national de son Etat et de participer à l'élection d'un seul comité régional. Si un membre de l'UICN provient d'un Etat ayant des territoires dans plus d'une région de l'UICN, il peut choisir, soit de participer au comité régional de la région à laquelle l'Etat appartient, soit à celui de la région ou partie de région dans laquelle le membre est situé géographiquement.

71. Les comités nationaux et régionaux :

a) peuvent avoir une personnalité juridique propre, et distincte de celle de l'UICN, sous une forme acceptable par le conseil ;

b) sont autonomes et ne peuvent imposer aucune obligation financière, ni aucune responsabilité à charge de l'UICN, laquelle ne peut être tenue responsable des engagements souscrits par un comité, sous réserve de l'autorisation préalable du conseil ; et

c) travaillent en collaboration avec le secrétariat et les commissions pour formuler, coordonner et réaliser le programme de l'UICN dans leur Etat ou région.

72. Les conseillers régionaux et les autres membres du conseil résidant dans un Etat ou une région où de tels comités ou forums ont été créés sont invités à participer aux réunions et activités des comités nationaux et régionaux et aux forums régionaux concernés. Les membres des commissions résidant dans de tels Etats ou régions peuvent être invités à participer aux réunions et activités de ces comités nationaux ou régionaux et aux forums régionaux.

VIIIe Partie

Les commissions

73. Les commissions sont des réseaux d'experts bénévoles, chargés de développer et de promouvoir le savoir, l'expérience et les objectifs de l'UICN.

Composition

74. Le congrès mondial crée les commissions et détermine leurs mandats. Le conseil peut proposer au congrès mondial la création, la suppression ou la subdivision d'une commission ou la modification du mandat d'une commission. Le conseil peut créer une commission provisoire dans l'attente d'une décision de la session ordinaire ou extraordinaire suivante du congrès mondial à condition que son mandat n'empiète pas sur celui d'une commission déjà existante.

Fonctions

75. Les fonctions des commissions sont de remplir leur mission telle que définie par leur mandat, y compris :

a) analyser des thèmes, préparer des évaluations, rapports, plans d'action, critères et méthodologie et entreprendre des recherches et d'autres tâches de nature scientifique et technique ;

b) entreprendre les tâches qui leur sont assignées dans le programme intégré de l'UICN ;

c) fournir un avis sur toute question ayant trait à leurs domaines de compétence ;

d) approfondir les connaissances et les compétences sur des questions relevant de leurs mandats ;

e) collaborer avec les membres et le secrétariat afin de développer des activités au sein des diverses régions et fournir l'expertise nécessaire aux membres et composantes de l'UICN ; et

f) assumer toute autre tâche qui peut leur être confiée par le congrès mondial ou par le conseil.

76. L'organisation, les activités et la gestion financière des commissions, ainsi que la procédure relative à la nomination de leurs membres, sont fixées par le règlement.

77. Le président de chaque commission présente un rapport à chaque session ordinaire ou extraordinaire du congrès mondial et chaque année au conseil.

IXe Partie

Le secrétariat

78. Le secrétariat est constitué du personnel de l'UICN. Le directeur général est le chef de l'exécutif de l'UICN et dirige le secrétariat. Le directeur général est placé sous l'autorité du conseil.

79. Le directeur général :

a) est nommé par le conseil sur la base du critère du plus haut niveau de compétence, pour la durée et selon les conditions fixées par celui-ci ;

b) est responsable de la mise en œuvre effective de la politique et du programme de l'UICN, tels que définis par le congrès mondial et le conseil ;

c) assume la responsabilité de la gestion financière et des comptes de l'UICN ;

d) assume la responsabilité de la coordination du travail du secrétariat avec les autres composantes de l'UICN ;

e) a qualité pour faire des déclarations au nom de l'UICN ;

f) a qualité pour signer tout engagement au nom de l'UICN et pour déléguer ce pouvoir ;

g) dirige le secrétariat du congrès mondial.

80. Le directeur général ou son représentant ont le droit de participer et de prendre la parole aux réunions des composantes de l'UICN et de tout comité ou groupe de l'une ou l'autre de ces composantes, mais sans droit de vote.

81. Le directeur général nomme les membres du secrétariat conformément au règlement du personnel qu'il prépare et que le conseil approuve. Le personnel est choisi sur la base des critères de compétence, de l'égalité des chances, d'une représentation équitable entre hommes et femmes, d'une représentation géographique équilibrée et sans discrimination de race ou de croyance.

82. Dans l'accomplissement de leurs fonctions, le directeur général et le personnel ne demandent ni ne reçoivent d'instructions de sources externes à l'UICN, ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur qualité de membre du personnel d'une organisation internationale. Tous les membres de l'UICN s'engagent à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du directeur général et du personnel et à ne pas les influencer indûment dans l'exécution de leurs tâches.

83. Le directeur général soumet chaque année au conseil un rapport annuel sur les activités de l'UICN, accompagné de l'état des comptes des recettes et dépenses et du bilan de fin d'année, ainsi que des propositions pour les activités à venir.

Après avoir été approuvé par le conseil, ce rapport est communiqué aux membres de l'UICN.

84. Le directeur général prépare un rapport sur les travaux de l'UICN depuis la session précédente du congrès mondial, pour présentation à chaque session ordinaire du congrès mondial. Le rapport est soumis au conseil par le directeur général et présenté au congrès mondial avec les observations éventuelles du conseil.

Xe Partie

Le conseiller juridique

85. Le conseiller juridique conseille, en matière juridique, le congrès mondial, le conseil, le secrétariat et toute autre composante de l'UICN désignée par le règlement.

86. Le conseiller juridique a le droit de participer et de prendre la parole aux sessions du congrès mondial, aux réunions du conseil et de ses comités et à celles de toute autre composante de l'UICN désignée par le règlement, mais sans droit de vote.

XIe Partie

Finances

87. Les recettes de l'UICN proviennent des cotisations des membres de contrats, de subventions, de dons, d'investissements et de toute autre source approuvée par le conseil.

88. Le directeur général :

a) veille à ce qu'il soit tenu un compte exact et précis de toutes les recettes et dépenses de l'UICN ;

b) fait en sorte que toutes les recettes et les dépenses soient en accord avec le budget et établit les contrôles internes appropriés, y compris des audits, en vue d'assurer l'utilisation effective et efficace des ressources de l'UICN ;

c) fait en sorte que les comptes de l'UICN soient examinés chaque année par les vérificateurs aux comptes nommés par le congrès mondial et que leur rapport écrit soit envoyé à tous les membres de l'UICN avec les commentaires éventuels du conseil ;

d) d'entente avec le trésorier, soumet, lors de chaque session ordinaire du congrès mondial, un rapport sur les comptes consolidés de l'UICN, conjointement avec les rapports des vérificateurs aux comptes, pour les années concernées ;

e) soumet à l'approbation du congrès mondial à chacune de ses sessions ordinaires un projet de programme et un plan financier pour la période s'étendant jusqu'à la prochaine session ordinaire du congrès mondial, accompagnés des commentaires du trésorier et du conseil ;

f) soumet chaque année à l'approbation du conseil le programme et le budget annuels ; et

g) tient le trésorier au courant des dépenses imprévues et des variations importantes survenant dans les recettes prévues et si nécessaire, soumet, en accord avec le trésorier, des budgets révisés au conseil.

89. Le trésorier peut s'opposer, en raison de considérations financières, à toute modification proposée au budget et informe le conseil de cette objection.

90. Le conseil peut établir ou approuver des fonds de dotation pour l'UICN, consacrés exclusivement au soutien de l'UICN, de ses objectifs et de son programme. Ces fonds seront sous le contrôle du conseil, conformément au règlement.

XIIe Partie

Limite de responsabilité financière et indemnités

91. La responsabilité d'un membre de l'UICN est limitée au paiement de sa cotisation.

92. Nonobstant l'article 15 (c), l'UICN n'est responsable que de ses obligations financières propres et, sous réserve de l'article 71 (b), non de celles des comités nationaux ou régionaux. Le conseil peut établir des procédures pour l'indemnisation de l'UICN par tout comité national ou régional.

93. L'UICN indemnise les membres du conseil, dans la mesure autorisée par la loi, en raison de prétentions découlant de l'exercice normal de leurs fonctions émises à leur encontre.

XIIIe Partie

Vote par correspondance

94. Toute décision sur une question relevant de la compétence du congrès mondial peut être prise au moyen d'un vote par correspondance. Il sera procédé à un tel vote à la demande du conseil ou d'un cinquième au moins du nombre total de voix de l'une ou l'autre catégorie de membres ayant droit de vote.

95. Toutes les questions relevant de la compétence du conseil peuvent être décidées au moyen d'un vote par correspondance. Sauf disposition contraire des statuts, un tel vote par correspondance a lieu sur demande du président ou de dix membres du conseil au moins.

96. Les décisions prises par vote par correspondance sont régies, *mutatis mutandis*, par les dispositions s'appliquant aux votes du congrès mondial et du conseil.

XIVe Partie

Relations extérieures

97. Le directeur général, avec l'accord du conseil, peut établir des relations de travail appropriées entre l'UICN et des Gouvernements et des organisations, qu'elles soient nationales ou internationales, gouvernementales ou non.

98. Le directeur général peut, avec l'accord du conseil, effectuer les démarches appropriées pour obtenir, en conformité avec la législation de l'Etat dans lequel l'UICN a l'intention d'exercer des activités, le statut juridique nécessaire à l'exercice de celles-ci.

XVe Partie

Siège

99. L'UICN a son siège en Suisse.

XVIe Partie

Langues officielles

100. Les langues officielles de l'UICN sont l'anglais, l'espagnol et le français.

XVIIe Partie

Le règlement

101. Le règlement d'exécution des présents statuts, adoptés par le congrès mondial, peut être amendé par le conseil. Le règlement doit être conforme aux statuts et ne peut ni restreindre ni étendre les droits des membres d'exercer un contrôle sur toute question régie par les présents statuts. Tout amendement proposé doit figurer à l'ordre du jour d'une des réunions périodiques du conseil et, pour être adopté, doit réunir les deux tiers des suffrages exprimés lors de deux réunions périodiques consécutives du conseil.

102. Tout amendement au règlement est transmis aux membres de l'UICN dans les meilleurs délais après son adoption.

103. Le congrès mondial procède à l'examen d'un amendement au règlement adopté par le conseil, lorsque la demande en est faite par au moins quarante membres ayant droit de vote et à condition que cette demande soit faite dans les cent-quatre-vingt jours suivant la communication par le conseil de cet amendement. Un tel appel est suspensif.

XVIIIe Partie

Amendement des statuts

104. Tout membre de l'UICN peut proposer un amendement aux présents statuts pour examen par le conseil. Une telle proposition d'amendement doit parvenir au secrétariat au plus tard cent quatre-vingt jours avant l'ouverture d'une session ordinaire du congrès mondial. Le conseil informe les membres de sa décision de soumettre ou non l'amendement au congrès mondial et, dans l'affirmative, sous quelle forme.

105. Des amendements aux présents statuts peuvent être proposés au congrès mondial :

a) par le conseil, qui peut incorporer dans sa proposition des suggestions émanant des membres de l'UICN conformément à l'article 104, ou

b) par cinq membres de l'UICN de la catégorie A ou cinquante membres de la catégorie B, à condition que cette proposition parvienne au secrétariat cent-quatre-vingt jours au moins avant l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du congrès mondial.

106. Le directeur général communique aux membres de l'UICN tout amendement aux présents statuts proposé par le conseil ou par des membres de l'UICN conformément à l'article 105, au moins cent vingt jours avant la date prévue pour l'ouverture d'une session ordinaire ou extraordinaire du congrès mondial. Une telle communication est assortie d'une explication relative à la proposition et de tout commentaire du conseil.

107. A moins qu'il n'en soit décidé autrement, les amendements aux statuts proposés en conformité aux articles 105 et 106 entrent en vigueur à la clôture de la session du congrès mondial à laquelle ils sont adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés dans chacune des catégories A et B.

108. Lorsque les statuts de l'UICN sont amendés et les fonctions des diverses composantes existantes affectées, les composantes existantes exercent les tâches définies aux termes des statuts amendés pendant toute période de transition occasionnée par les amendements.

XIXe Partie

Dissolution

109. Le congrès mondial ne peut décider de dissoudre l'UICN que sur la base d'une motion écrite adressée à tous les membres de l'UICN au moins cent vingt jours avant la date prévue pour l'ouverture de la session du congrès mondial durant laquelle la motion sera considérée. L'adoption d'une telle motion exige la majorité des trois quarts des suffrages exprimés dans chacune des catégories A et B.

110. Après la dissolution, les biens de l'UICN seront dévolus à une institution dont les objectifs sont similaires à ceux de l'UICN, conformément aux dispositions du droit suisse.

XXe Partie

Interprétation

111. Les versions française, anglaise et espagnole des présents statuts font également foi.

112. Des versions des présents statuts faisant foi peuvent être adoptées par le congrès mondial dans d'autres langues.

XXIe Partie

Clause finale

113. Les présents statuts, adoptés par les membres de l'UICN, réunis lors du premier congrès mondial de la nature à Montréal du 13 au 23 octobre 1996, remplacent entièrement les statuts précédents auxquels ils se substituent et entrent en vigueur le 24 octobre 1996, sans pour cela affecter la validité des décisions prises en vertu des statuts antérieurs.

ANNEXE

**REGLES DE PROCEDURE DU CONGRES
MONDIAL DE LA NATURE**

Ie Partie

Statut juridique

1. Les présentes règles de procédure régissent la conduite du congrès mondial de la nature (appelé ci-après « le congrès mondial ») et doivent se lire conjointement avec les statuts et le règlement de l'UICN.

Ile Partie

Structure du congrès mondial de la nature

Séances consacrées à la conduite des affaires :

2. Le congrès mondial, en sa qualité d'organe suprême de l'UICN, se réunit en séances consacrées à la conduite de ses affaires et à sa politique, conformément aux statuts.

Séances consacrées à la conservation :

3. Le congrès mondial se réunit en séances consacrées à des questions de conservation de la nature et aux moyens propres à assurer la réalisation des objectifs de l'UICN. Il favorise le partage d'informations et d'expériences entre les membres de l'UICN ainsi que l'harmonisation de leurs points de vue.

Certaines séances consacrées à des questions majeures relatives à la conservation de la nature et des ressources naturelles peuvent être ouvertes au public.

Réunions associées

4. Le conseil peut autoriser la tenue d'ateliers, de réunions techniques et autres conjointement avec une session du congrès mondial et prévoir le temps nécessaire à cet effet.

IIIe Partie

Délégués et observateurs

Délégués

5. Les membres de l'UICN ayant droit de vote peuvent être représentés au congrès mondial par trois délégués au plus. Si un membre ayant droit de vote est représenté par plusieurs délégués, il nomme un chef de délégation.

6. Tout chef de délégation qui n'est pas en mesure de prendre part à une séance du congrès mondial peut se faire remplacer par un autre délégué dûment autorisé à cet effet soit par lui, soit par un représentant du membre ayant les pouvoirs nécessaires, ou, dans le cas d'un Etat membre, conformément aux procédures de cet Etat.

7. Un membre du secrétariat de l'UICN ne peut être désigné comme délégué ou observateur au congrès mondial.

Observateurs

8. Les Etats non-membres et les organisations avec lesquelles L'UICN entretient des relations officielles de travail peuvent, à l'invitation du conseil, être représentés au congrès mondial par des observateurs.

9. Les membres des commissions ainsi que les membres d'honneur et les bienfaiteurs peuvent participer au congrès mondial en tant qu'observateurs.

10. Les membres des groupes de travail de l'UICN officiellement constitués et d'autres personnes ayant des relations de travail analogues avec l'UICN qui ne sont pas membres d'une délégation peuvent, à l'invitation du directeur général, participer au congrès mondial en qualité d'observateurs.

Nombre des représentants

11. L'approbation préalable du directeur général est requise pour qu'un membre, nonobstant l'article 5 des présentes règles de procédure, ou une institution ayant le statut d'observateur puissent être représentés au congrès mondial par plus de trois personnes.

Lettres de créances

12. Une lettre de créances désignant ses représentants doit être déposée par chaque membre et par chaque institution ayant signé le statut d'observateur. Cette lettre de créances doit être signée par le responsable du membre ou de l'observateur concerné ayant la compétence nécessaire à cet effet. De tels responsables peuvent procéder à leur propre accréditation en tant que représentants. La lettre de créances doit, soit être faite sur un formulaire fourni par le directeur général, soit donner tous les détails requis par ce formulaire. Elle doit être renvoyée au directeur général avant l'ouverture du congrès mondial et porter un sceau officiel ou être assortie d'une lettre officielle.

IVe Partie

Comités du congrès mondial de la nature

13. Le congrès mondial nomme un comité directeur, un comité des résolutions, un comité de vérification des pouvoirs et un comité des finances et des audits. Il peut nommer tout autre comité qu'il juge nécessaire à la conduite de ses travaux et il définit leur cahier des charges.

14. Chaque comité régleme la conduite de ses travaux et nomme un rapporteur.

Comité directeur

15. Le comité d'organisation désigné par le conseil pour s'occuper de la préparation du congrès mondial constitue avec le président, les vice-présidents et le directeur général de l'UICN, le comité directeur auquel incombe la tâche de veiller à la bonne marche des travaux du congrès mondial.

16. Le président, un vice-président ou un autre membre du conseil, exerce la fonction de président du comité directeur.

17. Toute question ayant trait à l'organisation du congrès mondial doit être soumise au comité directeur.

18. Le comité directeur se réunit autant de fois qu'il le juge nécessaire durant le congrès mondial et, pour autant que de besoin, invite toute personne intéressée à participer à ses réunions.

Comité des résolutions

19. Le congrès mondial élit un comité des résolutions.

20. Les membres du groupe de travail des résolutions désignés par le conseil sont membres *ex officio* du comité des résolutions.

Comité de vérification des pouvoirs

21. Le congrès mondial élit un comité de vérification des pouvoirs composé de membres qui lui sont présentés par le président, et du directeur général ou de son représentant, *ex officio*. Le comité examine les lettres de créances et fait rapport au congrès mondial. Le rapport indique le nombre de voix dont dispose chaque délégation conformément aux statuts.

Ve Partie

Secrétariat du congrès mondial de la nature

22. Le directeur général de l'UICN dirige le secrétariat du congrès mondial.

23. Le secrétariat fournit au congrès mondial les services de secrétariat et l'assistance qui lui sont nécessaires. Il est responsable de la préparation, de la réception, de la traduction et de la distribution des documents officiels, des réunions ainsi que de l'organisation de l'interprétation.

VIe Partie

Débats

Ordre et discipline

24. Le président ou l'un des vice-présidents, ou un membre du conseil assume la présidence des sessions du congrès mondial.

25. Les tâches du président de la session sont les suivantes :

(a) Ouvrir, suspendre et clore les séances du congrès mondial ;

(b) Annoncer à l'issue de chaque séance la date, l'horaire, et les points à l'ordre du jour de la séance suivante ;

(c) Diriger les débats du congrès mondial ;

(d) Assurer la discipline, donner la parole, limiter le temps de parole, clore les débats, mettre les questions aux voix et annoncer le résultat des votes , et

(e) Sauf arrangements contraires, soumettre les propositions du conseil au congrès mondial.

26. Le président de la session rappelle à l'ordre tout participant qui trouble les débats ou enfreint les présentes règles de procédure de quelque autre façon.

27. En cas de trouble persistant ou de violation persistante des règles de procédure, le président de la session peut proposer l'exclusion du responsable jusqu'à la fin de la séance. Le congrès mondial se prononce sur cette proposition séance tenante et sans débat.

Participation aux séances

28. La participation aux séances du congrès mondial consacrées à la conduite des affaires de l'UICN est limitée aux délégués, aux observateurs, aux personnes qui ont été invitées dans un but spécifique, ainsi qu'aux membres du conseil et aux membres des comités directeurs des commissions, au directeur général et aux membres du personnel du secrétariat. La dimension des délégations participantes peut être limitée sur proposition du comité d'organisation de la conférence.

29. Les séances du congrès mondial concernant des sujets autres que la conduite des affaires de l'UICN sont ouvertes à tous les délégués, observateurs, membres du conseil et du personnel du secrétariat, membres des commissions, invités spéciaux et représentants de la presse accrédités par le directeur général, à moins que le congrès mondial n'en décide autrement.

30. Certaines des séances du congrès mondial consacrées à des questions portant sur la conservation de la nature, ainsi que tout atelier et aux séances techniques tenus conjointement avec le congrès mondial peuvent être ouverts au public selon les conditions définies par le conseil, qui peut prévoir un droit d'inscription.

Droit de parole

31. Le président de la session prend note de tous les participants désirant prendre la parole. Dans l'ordre de leur demande et dans la mesure du possible, il leur donne la parole, faisant en sorte que divers points de vue soient entendus.

32. Les participants ne peuvent intervenir que si le président de la session leur donne la parole.

33. Le directeur général peut, à tout moment, avec la permission du président de la session, faire une communication orale ou écrite au congrès mondial sur toute question faisant l'objet de discussion.

34. Lorsqu'une motion est débattue, le président de la session donne, dans la mesure où il le juge approprié, la parole alternativement aux orateurs pour et aux orateurs contre la motion.

35. Le président de la session peut impartir un temps limité de parole aux orateurs et limiter leurs interventions en conséquence.

36. Un orateur ne peut être interrompu que pour un point d'ordre. Il peut, cependant, avec l'autorisation du président de la session, céder la parole à un autre délégué ou observateur afin de lui permettre de demander des éclaircissements sur un point particulier de son intervention.

37. Si un orateur intervient hors de propos, le président de la session peut le rappeler à l'ordre. S'il persiste, le président peut lui interdire de reprendre la parole jusqu'à la fin du débat. L'orateur en question peut faire appel par écrit contre son exclusion des débats auprès du comité directeur. Les participants qui considèrent que le droit de parole leur a été refusé parce qu'il n'a pas été pris note de leur demande d'intervention peuvent également faire appel. Le comité directeur rend compte de cet appel au congrès mondial au début de la séance suivante et celui-ci tranche par un vote, à moins que le président n'annule sa décision.

38. Un participant désireux de faire une communication, de donner une explication à titre personnel ou d'exercer un droit de réponse sera entendu à la discrétion du président de la session.

39. Aucun orateur ne peut prendre la parole plus de cinq minutes pour :

- a) une explication de vote ;
- b) toute question de procédure ; et
- c) une communication ou explication faite à titre personnel.

40. Le directeur général remet une carte d'identification donnant le droit d'intervenir à chaque délégation, chaque membre affilié, chaque membre du conseil, chaque président adjoint de commission, ainsi qu'à tout autre observateur désigné par le conseil.

Motions de procédure

41. La parole est accordée en priorité au participant qui désire :

- a) attirer l'attention du président de la session sur un point d'ordre ou une violation des règles de procédure ;
- b) demander l'ajournement du débat (motion qui ne peut être proposée plus d'une fois au cours d'un débat) ;
- c) proposer la clôture d'un débat à la fin d'une intervention ; et
- d) proposer la clôture de la séance.

42. Les points ci-dessus ont la priorité sur la question faisant l'objet du débat principal qui est suspendu pendant qu'on procède à leur examen.

43. Dans un débat portant sur des motions d'ajournement, de clôture d'un débat ou de clôture de la séance, seules les personnes suivantes peuvent intervenir :

l'auteur de la motion, un orateur contre la motion et le président de la session ou le rapporteur du ou des comité (s) concerné (s). Les membres prennent alors une décision.

44. Un délégué peut faire appel contre une décision du président de la session auprès du comité directeur. Le président de la session communique la décision du comité directeur au congrès mondial qui peut la confirmer ou la modifier.

VIIe Partie

Ordre du jour et motions

Ordre du jour

45. Le directeur général, en consultation avec le conseil, prépare pour chaque session du congrès, un projet d'ordre du jour sur la base d'un avant-projet distribué au préalable, conformément aux statuts. Ce projet indique, dans la mesure du possible, à quelles séances chaque question particulière sera discutée. Le projet d'ordre du jour et les documents émanant du conseil ou du secrétariat, relatifs à des questions exigeant l'approbation du congrès mondial, sont distribués aux membres de l'UICN cent cinquante jours au moins avant le début de la session. Le projet d'ordre du jour est soumis pour adoption à la première séance de la session.

46. Tout recours contre des décisions du conseil est mis à l'ordre du jour.

47. L'ordre du jour une fois adopté, des propositions visant à y ajouter des points ou à le modifier, ne peuvent être présentées au congrès mondial que par le comité directeur.

Motions

48. Au sens des présentes règles de procédure, une motion signifie un projet écrit de toute décision que l'on propose au congrès mondial de prendre. Une telle motion peut revêtir la forme d'une résolution, d'une recommandation, de la formulation d'une opinion ou d'une proposition. Les résolutions sont adressées à l'UICN elle-même. Les recommandations sont adressées à des tiers et peuvent avoir trait à toute question qui présente une importance dans le cadre des objectifs de l'UICN.

49. Des motions peuvent être présentées par le conseil ou par tout membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins deux autres membres ayant droit de vote. Les motions doivent être normalement soumises au directeur général, quatre-vingt-dix jours au moins avant l'ouverture de la prochaine session du congrès mondial concernée. Le secrétariat distribue toutes les motions acceptées qu'il a reçues, à tous les membres, au moins soixante jours avant la session du congrès mondial concernée.

50. Un mémorandum explicatif concis de cinq cents mots au maximum, rédigé dans l'une des langues officielles, peut être annexé au texte de la motion et être distribué tel quel, mais il ne fait pas partie de la motion et n'est pas soumis au vote.

51. Lors de la discussion du projet de programme ou du mandat proposé pour une commission, toute motion ou partie de motion affectant ces documents sont pris en considération dans les débats, et ces motions sont traitées en tant que propositions d'amendements au programme, ou au mandat concerné. De telles motions sont transmises par le groupe de travail des résolutions ou le comité des résolutions à la session du congrès mondial qui considère le programme et les mandats des commissions. Les membres ayant proposé ces motions en sont avisés.

52. Des motions ne peuvent être présentées lors du congrès mondial que par le conseil ou par un membre ayant droit de vote avec l'appui d'au moins cinq autres membres ayant droit de vote et uniquement si leur sujet est nouveau, urgent, qu'il n'était pas prévisible, qu'il émane des délibérations du congrès mondial ou qu'il traite de questions à son ordre du jour. Le texte de ce type de motion n'est distribué aux délégués par le secrétariat que si le comité des résolutions les accepte comme satisfaisant à au moins un des critères suivants :

a) « Nouveau » signifie que la question qui fait l'objet de la résolution ou recommandation s'est posée dans les quatre-vingt-dix jours précédant le début de la session du congrès mondial ;

b) « Urgent » s'applique à une question au sujet de laquelle des développements pourraient intervenir peu après le congrès mondial et sur lesquels on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une résolution ou une recommandation du congrès mondial ait un impact ;

c) « N'était pas prévisible » s'applique à une question qui, tout en n'étant pas nouvelle, a connu des rebondissements dans les quatre-vingt-dix jours précédant le début de la session du congrès mondial qui appellent une action de la part de celui-ci ;

d) « Emane des délibérations du congrès mondial » signifie que la question a été débattue au cours d'une réunion faisant officiellement partie du congrès mondial, que ce soit lors de séances consacrées à la conduite des affaires de l'UICN ou à la conservation de la nature, ou lors de réunions techniques, de réunions des commissions, de groupes de travail ou de réunions associées ;

e) « Traite des questions à l'ordre du jour » s'applique à toute question devant être débattue au cours d'une des réunions mentionnées au point ci-dessus, mais qui n'a pas encore été traitée par cette réunion, au moment où était présentée la résolution ou la recommandation .

53. Les motions satisfaisant à au moins un des critères ci-dessus sont soumises dans les délais établis par le comité directeur. Les motions reçues après ces délais ne sont admises qu'avec le consentement du président de la session.

54. Les motions ne sont acceptées que si elles sont compatibles avec les objectifs de l'UICN. Les motions ne peuvent répéter les décisions d'une session antérieure du congrès mondial que si la question traitée n'a pas encore été résolue et nécessite des mesures supplémentaires.

55. Le comité directeur statue sur tout recours introduit par l'auteur de la motion et ceux qui l'ont appuyé contre une décision du groupe de travail des résolutions ou du comité des résolutions écartant ou amendant leur motion. Le président de la session annonce la décision du comité directeur et le congrès mondial peut confirmer ou modifier cette décision.

56. Le comité des résolutions peut soumettre une motion à un comité ou à un groupe de contact *ad hoc* composé de délégués pour examen et conseil, ou décider qu'elle sera directement discutée par le congrès mondial et soumise à son vote. Le président de la session peut également proposer qu'une motion débattue lors du congrès mondial soit soumise à un groupe de contact. Les rapports de tels groupes sont normalement examinés par le comité des résolutions avant leur présentation au congrès mondial. Les débats au congrès mondial seront conduits sur la base des textes résultant de ce processus.

57. Quand l'examen d'un texte de motion est terminé, un vote a lieu sur le texte dans son ensemble. Avant que ce vote ait lieu, des explications sur ce texte peuvent être données, si le congrès mondial le décide.

Amendements aux motions

58. Tout délégué peut proposer des amendements à une motion.

59. Les amendements doivent avoir un rapport direct avec le texte qu'ils sont destinés à modifier. Ils doivent être signés par leur auteur et, à moins d'avoir été proposés au cours d'un débat, soumis à temps pour pouvoir être distribués avant leur examen. Tous les amendements sont normalement soumis au comité des résolutions. Le comité des résolutions ou, dans des circonstances particulières, quand un amendement est proposé au cours d'un débat, le président de la session, décident si un amendement est recevable.

60. Les amendements sont discutés avant le texte original de la motion et sont mis aux voix avant le texte lui-même.

61. Si deux amendements ou plus portent sur la même partie d'une motion, l'amendement qui diffère le plus du texte qu'il est destiné à modifier est mis aux voix le premier. S'il est adopté, tout autre amendement contradictoire portant sur cette même partie est considéré comme non avenu. Si l'amendement n'est pas adopté, l'amendement suivant par ordre de priorité est mis aux voix et la même procédure est suivie pour tous les autres amendements. En cas de doute quant au rang de priorité, le président de la session tranche.

62. Le comité des résolutions ou, dans des circonstances spéciales, quand un amendement est proposé au cours d'un débat, le président de la session, peuvent proposer que des amendements soient débattus ou mis aux voix ensemble. Ils peuvent proposer qu'un texte et les amendements qui y sont proposés soient soumis à un groupe de contact.

VIIIe Partie

Modes de vote

Cartes de vote

63. Les cartes de vote marquées de façon à identifier la session concernée du congrès mondial sont distribuées aux délégués par le secrétariat, en accord avec le rapport du comité de vérification des pouvoirs.

64. Les cartes distribuées aux délégués des membres de la catégorie A sont blanches, celles des membres de la catégorie B sont vertes.

65. Chaque carte blanche ou verte correspond à un suffrage. Les cartes sont distribuées conformément au nombre de suffrages auquel chaque membre a droit en vertu des statuts.

Modes de vote pour les motions

66. Seul un représentant accrédité d'une délégation peut intervenir et voter pour ce membre. Aucun délégué ne peut faire usage de la carte de vote et du droit de parole d'une autre délégation, sans la permission préalable, expresse et écrite, de la délégation en question.

67. Les délégués votent normalement en levant leur carte de vote (vote informel). Le résultat du vote est annoncé par le président de la session.

68. Si le président de la session l'estime nécessaire ou si un délégué le demande, le vote est répété, les cartes de vote de chaque catégorie étant comptées séparément par deux scrutateurs au moins (vote formel).

69. A la demande des délégués d'au moins dix membres ayant droit de vote, le vote a lieu par appel nominal. L'appel se fait pour chaque catégorie séparément et pour chaque délégation dans l'ordre de la liste imprimée des membres en commençant par un Etat choisi par tirage au sort.

Le vote est exprimé par « oui » « non » ou « abstention ». Les abstentions ne sont pas considérées comme suffrages exprimés.

70. Un scrutin secret peut avoir lieu à la demande des délégués de dix membres ayant droit de vote. Dans ce cas les bulletins de vote ne portant que les lettres « A » ou « B » sont distribués par le secrétariat sur présentation de la carte de vote à raison d'un bulletin par carte. Le bulletin de vote porte les inscriptions « oui » « non », ou « abstention ».

Les bulletins de vote ne peuvent être utilisés que pour un scrutin. Si un autre scrutin a lieu, les bulletins doivent porter un numéro d'identification correspondant au scrutin pour lequel ils sont valables.

71. Le président de la session est responsable de la désignation de scrutateurs, du dépouillement du vote et de l'annonce du résultat du vote.

72. Le directeur général tient un registre des déclarations écrites faites par tout membre pour expliquer son vote et il reflète ces déclarations dans la publication des procès-verbaux, ou dans celles des résolutions et des recommandations du congrès mondial.

73. Le président de la session peut exercer son droit de vote s'il a qualité de délégué. En cas d'égalité de voix, il n'a pas voix prépondérante et la motion sera considérée comme ayant été rejetée.

IX Partie

Elections

Responsable des élections

74. Le responsable des élections, nommé par le conseil conformément aux statuts, est responsable de la surveillance des élections au congrès mondial et du dépouillement des votes.

Présentation des candidatures et mode de vote pour les élections.

75. Les présentations de candidatures faites par un membre des catégories A ou B avant le congrès mondial sont communiquées par le conseil aux membres.

76. Avant l'élection, le secrétariat fait en sorte que les membres aient l'occasion de rencontrer les candidats et reçoivent des informations les concernant.

77. Un nom figurant sur la liste des candidats présentés au congrès mondial ne peut être retiré que par le candidat lui-même, par écrit.

78. Les élections du président, du trésorier et de chacun des présidents des commissions ont lieu séparément comme suit :

a) Le président et le trésorier peuvent être élus par acclamations ;

b) Lorsqu'un vote est requis et qu'il n'y a qu'une candidature par poste, si le candidat ne recueille pas la majorité simple des suffrages exprimés dans chaque catégorie de membres ayant droit de vote, il est pourvu au poste par le congrès mondial ou faute de décision avant la clôture de la session, par le nouveau conseil ; et

c) Lorsqu'il y a plus d'un candidat pour l'un ou l'autre de ces postes, un vote intervient conformément au paragraphe 81.

79. Lorsque l'unique candidat au poste de président, trésorier ou président d'une commission se retire ou devient inéligible, le conseil se réunit en session extraordinaire et en tenant compte des points de vue des membres de l'UICN, propose un nouveau candidat au congrès mondial.

80. Lorsque le nombre de candidats aux postes de conseillers régionaux est égal ou inférieur au nombre de postes vacants dans la région pour laquelle ils ont été présentés, il sera procédé à un vote individuel pour chaque candidat. Si un candidat ne recueille pas la majorité simple des suffrages exprimés dans chacune des catégories de membres ayant droit de vote, le poste de conseiller régional sera pourvu par le nouveau conseil.

81. Lorsqu'il y a plusieurs candidats au poste de président, de trésorier, de conseiller régional ou de président de commission :

a) le bulletin de vote comporte la liste des candidats dans l'ordre alphabétique, à partir d'une lettre tirée au sort ;

b) dans le cas d'une élection au poste de président, de trésorier ou de président de commission lorsqu'il y a deux candidats ou plus par vote, le vote a lieu en plaçant un «X» face au nom du candidat préféré ;

c) lorsque trois personnes doivent être élues aux postes de conseillers régionaux parmi quatre candidats ou plus, le vote a lieu en plaçant un « X » face aux noms de trois candidats préférés. Lorsque plus d'un candidat est originaire du même Etat, seul le candidat ayant reçu le plus grand nombre de votes peut être élu ;

d) les abstentions sont indiquées par un zéro en face du nom du candidat ;

e) les bulletins de vote qui ne sont pas remplis conformément aux paragraphes (b) et (c) ci-dessus ne sont pas pris en compte ;

f) les suffrages exprimés pour chaque candidat sont additionnés et les candidats rangés dans l'ordre des voix obtenues, cela se faisant séparément pour les votes de catégorie A et de catégorie B. L'ordre ainsi obtenu pour la catégorie A est alors additionné à celui de la catégorie B pour former un ordre combiné ;

g) dans le cas où l'ordre combiné ainsi obtenu est le même pour deux candidats ou plus, l'ordre est recalculé de la façon suivante : le total des voix de catégorie A pour chaque candidat, nécessaire pour pourvoir les postes concernés, est multiplié par un facteur constant, égal au nombre des suffrages exprimés de la catégorie B divisé par le nombre de suffrages exprimés de la catégorie A pour tous les candidats dans le cadre de ce scrutin ; le total ajusté des voix de la catégorie A est alors ajouté au total des voix de la catégorie B et les candidats rangés dans l'ordre du total combiné des voix ainsi obtenu ;

h) le candidat (les candidats) obtenant l'ordre le plus élevé est (sont) élu (s) et

i) les résultats des élections, ainsi que le nombre de voix obtenues par les candidats sont tenus à la disposition du congrès mondial.

Xe Partie

Langues et comptes rendus

Langues officielles

82. Les interventions prononcées dans l'une des langues officielles sont interprétées dans les autres langues officielles. Si un orateur souhaite s'exprimer dans une langue non officielle, il lui appartient d'organiser et de supporter les frais de l'interprétation dans une des langues officielles. Un orateur peut également être autorisé à organiser l'interprétation dans sa propre langue.

83. Tous les documents officiels sont présentés dans l'une des langues officielles et traduits dans les autres.

Rapports officiels

84. Il est pris acte des motions adoptées à chacune des séances du congrès mondial en tant que décisions et les textes en sont distribués dans les langues officielles dès que possible à tous les délégués et observateurs présents.

85. Après chaque congrès mondial, les procès-verbaux comprenant les décisions prises sont publiés dans les langues officielles, conformément à la politique sur l'usage des langues à l'UICN. Le directeur général les fait parvenir à tous les membres de l'UICN ainsi qu'aux participants au congrès mondial. Les procès-verbaux rendent compte de la procédure et des débats du congrès mondial, mettant tout particulièrement en évidence la manière dont le congrès mondial a traité des motions et des amendements y afférents, de même que le résultat des votes.

Documents officiels

86. Les documents officiels de chaque congrès mondial sont les suivants :

a) l'ordre du jour de la session ;

b) les motions et les amendements proposés ;

c) les rapports et les autres documents émanant du président, du trésorier, des vérificateurs aux comptes, du conseil, du comité directeur, des commissions, du directeur général et des comités du congrès mondial ;

d) les mémoires soumis au nom de membres ou d'observateurs, qui concernent des questions ayant trait à l'organisation du congrès mondial s'ils ont été approuvés par le comité directeur, ou, s'agissant de toute autre question, s'ils ont été approuvés par le conseil ; et

e) les décisions du congrès mondial.

87. Tous les documents officiels sont numérotés.

XIe Partie

Amendement des règles de procédure

88. Les règles de procédure peuvent être amendées conformément aux statuts.

REGLEMENT

I^{ère} Partie

Statut juridique

1. Le présent règlement est établi en application des statuts et doit se lire conjointement avec les statuts et les règles de procédure du congrès mondial de la nature (appelé ci-après « le congrès mondial ») annexés aux statuts.

II^e Partie

Programme

2. L'UICN poursuit ses objectifs au moyen d'un programme intégré d'activités formulé, coordonné et mis en œuvre par les membres et les composantes de l'UICN. Le programme est adopté par le congrès mondial et fait l'objet d'une révision annuelle par le conseil. Le programme, doit entre autres :

a) examiner comment les espèces et les écosystèmes fonctionnent, comment ils peuvent être maintenus par la pratique de la conservation et comment assurer que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable ;

b) suivre de façon continue et évaluer la diversité biologique existante et les conditions de son maintien, identifier les menaces à sa conservation et améliorer les moyens de définir les priorités en matière de conservation de la nature ;

c) élaborer et mettre à l'épreuve des pratiques saines de conservation et d'utilisation durable des espèces et des écosystèmes et démontrer leur bien-fondé notamment par le biais de projets coopératifs sur le terrain ;

d) développer des instruments susceptibles d'être les plus aptes à compenser ou corriger les impacts dommageables ;

e) examiner comment le comportement humain, les institutions, les systèmes de valeurs, les mécanismes de connaissance, les politiques sociales, les modes de développement et les activités économiques sont liés à la conservation, à l'utilisation durable et à l'accès équitable aux ressources naturelles et peuvent les affecter ;

f) favoriser la sensibilisation du public à la conservation de la nature et de ses ressources grâce à l'éducation et à une large diffusion de l'information ;

g) promouvoir la formation et l'éducation continues de conservateurs de la nature à tous les niveaux et encourager leur engagement au sein de communautés locales dans le monde entier en vue de développer des modes de vie durables ;

h) aider au développement et à l'amélioration de la législation dans le domaine de la conservation de la nature et de ses ressources ;

i) préparer des projets d'accords internationaux sur la conservation de la nature et de ses ressources et encourager les gouvernements à adhérer aux accords une fois conclus ;

j) renforcer les membres de l'UICN et leurs structures nationales et régionales ;

k) poursuivre des programmes d'intérêt mutuel aux niveaux international, régional, national et local notamment avec des gouvernements, des organisations non-gouvernementales, des organisations internationales et des organismes d'aide au développement ; et

l) recueillir, analyser, interpréter et diffuser des informations, notamment par la préparation, la publication et la distribution de documents, de textes législatifs, et d'études scientifiques et d'autres informations.

III^e Partie

Membres

Admission

3. Etats et organisations d'intégration politique et/ou économique :

a) la notification de l'adhésion aux statuts par un Etat est faite par le Chef de l'Etat, le chef du Gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, ou en leur nom.

b) la notification de l'adhésion aux statuts par une organisation d'intégration politique et/ou économique est faite par un responsable de l'organisation dûment autorisé à cet effet, et est accompagnée d'une déclaration relative à l'étendue des compétences de l'organisation dans les domaines relevant des sujets traités par les statuts.

c) un Etat ou une organisation d'intégration politique et/ou économique qui devient membre de l'UICN désigne un point de contact chargé d'assurer la liaison avec le secrétariat de l'UICN.

4. Organismes gouvernementaux

Un organisme gouvernemental souhaitant devenir membre de l'UICN soumet une demande d'admission au directeur général, accompagnée d'une déclaration du responsable de l'organisme, indiquant sa qualité à adhérer aux statuts.

5. Organisations nationales non-gouvernementales :

a) Sous réserve du paragraphe (b) ci-dessous, toute organisation nationale non-gouvernementale, souhaitant être admise en tant que membre de l'UICN doit, en plus des conditions requises par les statuts ;

i.) être une entité à but non lucratif conforme à la législation de l'Etat où elle a son siège ;

ii.) exister depuis trois ans au moins ;

iii.) être dotée d'un conseil d'administration autonome et indépendant, un appui financier du Gouvernement à l'organisation ne dénotant pas, en soi, une absence d'indépendance, et

iv.) avoir une structure juridique qui prévoit l'élection ou la nomination périodique de ses dirigeants.

b) Toute université, ou institution similaire d'études supérieures, dûment reconnue, ses centres spécialisés et instituts de recherche, organisés au sein d'un Etat, souhaitant être admis dans cette catégorie, doit :

- i. être une organisation à but non lucratif conforme à la législation de l'Etat où elle a son siège ;
- ii. exister depuis trois ans au moins ;
- iii. être un organisme académique ou professionnel de haut niveau ; et
- iv. être dotée d'une administration et d'une direction autonomes.

6. Organisations internationales non gouvernementales

Toute organisation internationale non-gouvernementale souhaitant être admise en tant que membre de l'UICN doit, en plus des conditions requises par les statuts :

- a) être une organisation à but non lucratif conforme à la législation de l'Etat où elle a son siège ;
- b) exister depuis trois ans au moins ;
- c) avoir comme membres des organisations dûment constituées, ou des personnes, ou une combinaison d'organisations et de personnes et avoir des règles régissant l'admission de tels membres, ceux-ci devant provenir de deux Etats au moins ;
- d) avoir à son actif un nombre substantiel d'activités conduites dans deux Etats au moins ;
- e) dans le cas d'une organisation dont les membres sont eux-mêmes des organisations, fonctionner dans deux Etats au moins et avoir au moins cinq membres ;
- f) dans le cas d'une organisation dont les membres sont des personnes, avoir des sections actives ou des programmes importants dans deux Etats au moins ;
- g) être doté d'un organe directeur ouvert aux ressortissants de deux Etats au moins ; et
- h) avoir une structure juridique qui prévoit l'élection ou la nomination périodique de ses dirigeants.

Demande d'admission

7. Les organismes gouvernementaux, les organisations non-gouvernementales nationales et internationales et les affiliés soumettent une demande d'admission au directeur général, utilisant à cet effet le formulaire fourni par le secrétariat et indiquant la catégorie de membres à laquelle ils aspirent. La demande d'admission est signée par le responsable de l'organisme ou de l'organisation.

8. Toute demande d'admission comportera les informations relatives aux objectifs, aux membres, au financement et aux activités de l'organisme ou de l'organisation en question qui peuvent être requises par le conseil pour décider de son admission.

9. Le candidat soumet, avec sa demande d'admission, une déclaration écrite aux termes de laquelle il fait siens les objectifs de l'UICN.

10. Les demandes d'admission doivent être accompagnées d'un dépôt égal à la cotisation due la première année. Cette somme sera remboursée en cas de non-admission.

11. Une fois admis, le nouveau membre s'engage à faire connaître ses liens avec l'UICN.

Processus d'admission

12. Une demande d'admission doit parvenir au directeur général six mois au moins avant sa prise en considération par le conseil.

13. Le candidat doit documenter ses activités dans le domaine de la conservation de la nature et des ressources naturelles sur une période d'au moins trois ans.

14. Le directeur général adresse les demandes d'admission, ainsi que toute information utile sur le candidat, à tous les membres de l'UICN ayant droit de vote au moins cent quarante jours avant leur prise en considération par le conseil.

15. Lorsqu'un membre ayant droit de vote exerce son droit de faire objection à une demande d'admission, cette objection doit parvenir au directeur général au moins soixante-quinze jours avant la réunion du conseil au cours de laquelle la demande d'admission doit être examinée.

16. Cette objection ne peut se fonder que sur le fait que le candidat ne remplit pas les conditions imposées par les statuts ou le règlement pour devenir membre de l'UICN. Une telle objection indique les raisons et détails spécifiques sur lesquels l'objection se fonde.

17. Une possibilité de répondre à l'objection est donnée au candidat ; cette réponse est présentée au moins quarante-cinq jours avant la réunion du conseil à laquelle la demande d'admission doit être examinée.

18. Le conseil, après avoir considéré la demande d'admission ainsi que toute objection et réponse la concernant, peut admettre le candidat à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

19. Un recours contre toute décision du conseil relative à une admission peut être introduit dans les six mois suivant la notification de la décision du conseil.

20. Les membres doivent informer, sans délai, le directeur général des changements importants survenant dans les données fournies à l'appui de leur demande d'admission en temps que membre de l'UICN qui risquent d'affecter leur qualité de membre ou la catégorie de membres à laquelle ils appartiennent.

Transfert de membres d'une catégorie à une autre

21. A sa demande ou après l'avoir avisé, le conseil, statuant à la majorité des deux tiers, peut transférer un membre dans une autre catégorie, s'il l'estime incorrectement classé. Le transfert et ses motifs sont notifiés aux membres de l'UICN. Si, dans les quatre-vingt-dix jours suivant cette notification, une objection est formulée par le membre en cause, ou par un autre membre ayant droit de vote, le transfert est soumis au congrès mondial pour ratification.

Cotisations des membres

22. Les cotisations des Etats membres de l'UICN sont calculées sur la base du pourcentage des contributions fixées pour les Etats membres dans le budget de l'Organisation des Nations Unies. Le conseil peut répartir les Etats membres en différents groupes pour l'évaluation des cotisations dues.

23. Les cotisations des autres membres sont établies par le congrès mondial, sur proposition du conseil.

24. Les cotisations sont échues le premier jour de chaque année civile.

25. Les cotisations sont payées en francs suisses ou toute autre devise librement convertible selon le barème fixé par le congrès mondial, sauf si le directeur général a convenu avec le membre concerné que le paiement en monnaie locale ou la fourniture d'installations, de biens et de services en remplacement de la cotisation sont acceptables parce qu'ils libèrent l'utilisation par l'UICN d'une somme équivalente à la cotisation normalement due par ce dernier.

26. Lorsqu'un membre, considéré comme s'étant retiré de l'UICN, demande sa réadmission dans les trois ans qui suivent son retrait, toutes les cotisations dues doivent être payées avant sa réadmission. Les demandes d'admission présentées trois ans au moins après que le membre se soit retiré sont traitées comme de nouvelles demandes d'admission.

Publications

27. Les membres reçoivent le rapport annuel de l'UICN, son bulletin et d'autres bulletins d'information appropriés publiés périodiquement dans les langues officielles de l'UICN. Les autres publications de l'UICN sont mises à la disposition des membres, moyennant paiement pour certains documents.

IVe Partie

Le congrès mondial de la nature

Préparation

28. Douze mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session du congrès mondial, le conseil :

a) nomme un comité d'organisation pour la préparation de la réunion, comprenant un représentant de l'Etat hôte ;

b) nomme un responsable des élections, qui ne peut être ni candidat à un poste à pourvoir par le congrès, ni membre du secrétariat.

29. Six mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session de congrès mondial, le conseil nomme un groupe de travail des résolutions, composé de trois personnes au moins, susceptibles d'être des délégués au congrès mondial et du directeur général *ex officio*, chargé de guider les membres en ce qui concerne la présentation de motions, de recevoir celles-ci, de faciliter

la discussion des motions entre les membres avant le congrès mondial et de les préparer en vue de leur soumission au comité des résolutions et au congrès mondial. Des motions consolidées peuvent être soumises par le groupe de travail des résolutions.

Elections : président, trésorier et présidents des commissions

30. Six mois au moins avant une réunion du conseil, elle-même tenue quatre mois au moins avant la date fixée pour l'ouverture d'une session ordinaire du congrès mondial, le directeur général invite les membres des catégories A et B à soumettre au conseil des propositions de candidats au poste de président ou de trésorier, ou de président d'une commission. Cette invitation est accompagnée d'une liste indiquant les noms du président, du trésorier et des présidents de commissions en exercice qui sont rééligibles et disposés à accepter une réélection. Les membres des commissions sont invités en même temps à soumettre leurs propositions de candidatures à la présidence de leur commission.

31. Le conseil établit les critères pour les qualités requises des candidats aux postes de président, trésorier et présidents des commissions. Ces critères sont mis à la disposition des membres des catégories A et B, et, dans le cas des présidents des commissions, aux comités directeurs des commissions.

32. Le conseil présente au plus deux candidatures respectivement pour le poste de président et celui de trésorier, après considération des propositions émises par les membres des catégories A et B. Des candidatures pour le poste de président peuvent aussi être présentées directement par les membres conformément aux statuts, à condition que cette présentation soit reçue par le directeur général de l'UICN soixante jours au moins avant l'ouverture de la session du congrès mondial.

33. Le conseil veillera, lorsqu'il présente au congrès mondial des candidatures au poste de président, à ce qu'elles tiennent compte du profil du directeur général en fonction et à ce qu'elles reflètent la diversité de l'UICN.

34. Le conseil présente, à chaque session ordinaire du congrès mondial, des candidatures à la présidence de chaque commission, après considération des propositions faites par les membres des catégories A et B et par les membres de la commission concernée. Les candidatures proposées prendront en compte le fait que les détenteurs de ces charges doivent posséder les compétences professionnelles du plus haut niveau et que dans leur ensemble, ils proviennent de régions diverses.

35. Toutes les candidatures seront soumises accompagnées d'un *curriculum vitae* pour chaque candidat, ainsi que d'une déclaration écrite du candidat indiquant qu'il est prêt à accepter le poste en cas d'élection. Le conseil fixe dans chaque cas la date limite du dépôt de candidatures. Les candidatures, accompagnées d'un *curriculum vitae* abrégé, seront présentées au congrès mondial par ordre alphabétique.

Elections : conseillers régionaux

36. La liste des Etats par région est annexée au présent règlement.

37. Neuf mois au moins avant chaque session ordinaire du congrès mondial, les membres des catégories A et B sont invités par le directeur général à soumettre au responsable des élections le nom des candidats qu'ils proposent aux postes de conseillers régionaux. Cette invitation est accompagnée d'une liste des conseillers régionaux en exercice, indiquant ceux qui sont rééligibles.

38. Les candidatures aux postes de conseillers régionaux pour une région sont présentées par cinq membres ou par dix pour cent des membres de cette région, provenant dans les deux cas de deux Etats au moins et ayant droit de vote. Pour les propositions de candidatures, les organisations internationales non-gouvernementales couvrant plusieurs régions seront considérées comme situées dans la région où se trouve leur bureau principal. Toutes les candidatures, accompagnées d'un *curriculum vitae* abrégé, fourni par le candidat concerné, sont présentées au congrès mondial. Chaque candidat présentera une déclaration écrite indiquant qu'il est prêt à accepter le poste en cas d'élection. Le conseil fixe dans chaque cas la date limite du dépôt des propositions de candidatures.

39. Les candidats à l'élection aux postes de conseillers régionaux doivent être ressortissants d'un Etat de la région concernée et résider dans cette même région.

40. Les propositions de candidatures faites par les membres d'une région aux postes de conseillers régionaux de cette région sont soumises par le responsable des élections, accompagnées des renseignements appropriés, à chaque session ordinaire du congrès mondial. Le responsable des élections établit la liste alphabétique des candidats, à partir d'une lettre choisie au hasard dans l'alphabet, en indiquant le nombre de membres ayant présenté le candidat.

Distinctions

41. Le congrès mondial peut, sur recommandation du conseil, conférer la qualité de membre d'honneur à toute personne physique ayant rendu des services éminents dans le domaine de la conservation de la nature et de ses ressources.

42. D'éminentes personnalités, à même de faire avancer la mission de l'UICN, peuvent être présentées par le conseil en vue de leur élection par le congrès mondial en tant que bienfaiteurs de l'UICN.

43. Le conseil peut décerner des distinctions pour services exceptionnels rendus à la conservation. Les commissions peuvent, après en avoir avisé le conseil, également décerner des distinctions.

44. Les membres d'honneur et les bienfaiteurs peuvent assister aux sessions du congrès mondial et participer à ses débats, ils reçoivent le rapport annuel et le bulletin de l'UICN et d'autres prestations conformément aux décisions du conseil.

Ve Partie**Le conseil****Nominations et vacance de postes**

45. Les membres du conseil qui sont élus nommés, dès que possible après leur élection, et pour un mandat correspondant au leur :

a) un maximum de cinq conseillers additionnels, choisis eu égard au besoin de maintenir un équilibre approprié entre les qualifications, intérêts et compétences divers ;

(b) un conseiller de la Suisse, choisi en consultation avec les autorités suisses à moins qu'un conseiller régional provenant de la Suisse n'ait été élu ;

(c) un maximum de quatre vice-présidents ; et

(d) le conseiller juridique.

46. Le conseil nomme un président adjoint et un comité directeur pour chaque commission. Les nominations sont faites en tenant compte des propositions du président de chaque commission, qui a lui-même pris en considération les suggestions faites par les membres de cette commission, et en s'efforçant de refléter la diversité géographique et autres, de l'UICN. Le président adjoint de chaque commission remplace le président lorsque celui-ci ne peut assurer ses fonctions.

47. En cas de vacance de la présidence de l'UICN, le conseil pourvoit au poste vacant en choisissant parmi les vice-présidents de l'UICN. En cas de toute autre vacance au conseil, le conseil suit, dans la mesure du possible, les procédures et conditions stipulées par les statuts pour l'élection ou la nomination au poste à pourvoir.

Obligations des membres du conseil

48. Aucun membre du conseil ne sera engagé comme consultant par l'UICN ni ne recevra de rémunération d'aucune composante de l'UICN pendant la durée d'exercice de son mandat.

Observateurs

49. Les organisations internationales avec lesquelles l'UICN entretient des rapports officiels de travail peuvent se faire représenter aux réunions du conseil par deux personnes au maximum. Ces observateurs ont le droit de prendre la parole.

Réunions du conseil

50. L'annonce des réunions ordinaires du conseil, accompagnée d'un projet d'ordre du jour, est envoyée aux personnes ayant le droit d'y être présentes. quarante-cinq jours, au moins, avant la réunion. Lors des sessions du congrès mondial, une réunion spéciale du conseil peut être convoquée en tout temps par le président, ou en son absence, par un vice-président.

51. Le président de chaque réunion du conseil déclare l'ouverture et la clôture de la réunion. Il préside aux débats, assure le respect des dispositions des statuts et du règlement, donne la parole aux orateurs, met les propositions aux voix et annonce les décisions prises. Tout membre du conseil peut requérir qu'une proposition soit soumise par écrit avant que le conseil n'en dispose, il statue sur les motions d'ordre et veille au bon déroulement de chaque réunion, tout membre du conseil a cependant le droit de contester une décision du président, qui peut alors être modifiée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

52. Un compte rendu résumé de chaque réunion du conseil, avec les propositions écrites, est préparé par le directeur général et est soumis à tous les membres du conseil dès que possible après la réunion. Les participants aux réunions du conseil peuvent transmettre le texte complet ou abrégé de leurs déclarations au secrétariat pour inclusion dans le procès-verbal. Si aucune objection n'est reçue dans un délai de quarante jours après la date d'envoi du compte rendu, celui-ci est réputé correct. Toute objection au compte rendu est transmise au conseil pour décision par vote par correspondance ou, à la discrétion du président, soumise à l'examen du conseil lors de la session suivante. Si une objection est soulevée quant à la rédaction d'une décision, celle-ci n'entre pas en vigueur avant être confirmée.

53. Toute langue officielle de l'UICN peut être utilisée au cours des réunions du conseil, l'interprétation d'une des langues officielles dans une autre est fournie lorsqu'un membre du conseil en fait la demande. De telles demandes doivent être adressées au secrétariat trente jours au moins avant la réunion.

Les membres du conseil peuvent aussi s'exprimer dans une langue autre que les langues officielles, mais ils doivent faire en sorte que l'interprétation dans l'une des langues officielles soit assurée par leurs soins.

54. Une décision du conseil portant sur une question qui ne figurait pas au projet d'ordre du jour distribué avant la réunion du conseil est définitive sauf si cinq membres du conseil assistant à la réunion s'y opposent, ou si cinq membres du conseil font part au directeur général de leur opposition dans les trente jours après la date d'envoi du compte rendu de la réunion.

55. Lors d'une réunion du conseil un suffrage est réputé exprimé lorsqu'il est exprimé par un membre du conseil «participant au scrutin» et «votant» «participant au scrutin» signifie présent ou représenté par procuration. «Votant» signifie exprimant un suffrage affirmatif ou négatif, les abstentions n'étant pas comptées comme suffrages exprimés.

56. Un membre du conseil ne peut accepter plus de deux procurations. Un membre du conseil détenant une procuration la remet au président de la réunion au cours de laquelle la procuration peut être utilisée.

Bureau

57. Le bureau comprend le président, qui le préside, le trésorier et quatre autres membres du conseil nommés par le conseil, dont un président de commission, reflétant dûment la diversité, géographique et autres, de l'UICN. En cas de vacance de poste, le conseil nomme un remplaçant parmi ses membres. Le conseil définit les règles de procédure du bureau.

58. Les décisions du bureau sont prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Les décisions prises sont envoyées aux membres du conseil dans les dix jours de leur adoption. Si cinq membres du conseil, qui ne sont pas membres du bureau, font part au directeur général de leur objection à une décision du bureau dans les quarante-cinq jours à compter de la date d'envoi de la décision, la décision en cause est renvoyée à la réunion suivante du conseil. Le conseil approuve ou rejette la décision du bureau. Si aucune objection n'a été émise par cinq membres du conseil dans les délais prévus, la décision du bureau entre en vigueur.

Comités et groupes de travail

59. Des comités et groupes de travail peuvent être établis par le conseil. Un comité est un organe temporaire ou permanent dont le cahier des charges est plus limité que celui du conseil. Un groupe de travail est un organe temporaire ayant une mission spécifique et limitée. Le sujet traité par un comité ou groupe de travail n'a, en général pas trait à des domaines dont une commission permanente s'occupe. Le cahier des charges, la direction, la composition et la durée des comités et groupes de travail sont déterminés par le conseil. Le conseil ne peut déléguer ses pouvoirs à un comité pour agir en son nom à des fins spécifiques que lorsque la majorité des membres du comité sont membres du conseil.

60. Lorsque le conseil établit des comités et des groupes de travail, il s'efforce de refléter la diversité géographique de l'UICN ainsi qu'un équilibre nécessaire entre les diverses expertises. Les membres des comités et des groupes de travail peuvent être choisis tant au sein de l'UICN qu'à l'extérieur.

VIe Partie

Les comités nationaux et régionaux et forums régionaux

61. Pour pouvoir être reconnus par le conseil, les comités nationaux doivent :

a) permettre à tous les membres de l'UICN dans leur Etat de devenir membres ; et

b) avoir pour membre la majorité des membres de l'UICN dans cet Etat.

62. Pour pouvoir être reconnu par le conseil, un comité régional doit être constitué de façon à ce que tous les membres de l'UICN dans la région ou partie de région soient autorisés à y participer sur un pied d'égalité.

63. Le directeur général est informé de toute proposition d'établir un comité, du nom de son président, de ses règles de procédure et de son adresse et il :

a) conseille le comité au sujet de la conformité de ces propositions avec le présent règlement ; et

b) une fois convaincu de cette conformité, informe le conseil lors de sa réunion suivante, de la constitution du comité, de façon à ce que le conseil puisse se prononcer sur sa reconnaissance.

64. Au cas où un comité agit de façon incompatible avec les objectifs de l'UICN, et où tous les efforts raisonnables ont été entrepris pour résoudre le problème et ont échoué, le directeur général peut recommander au conseil de retirer au comité en question la reconnaissance dont il bénéficiait. Avant de prendre sa décision, le conseil en avise le comité et lui donne l'occasion de répondre aux allégations faites.

65. Chaque comité reconnu par le conseil peut utiliser le nom de l'UICN et son logo, en relation avec le nom de son Etat, de sa région ou partie de région, de la façon prescrite par le conseil.

66. Les comités reconnus par le conseil :

a) élisent leur président et déterminent leurs règles de procédure ;

b) sont seuls responsables des fonds qu'ils recueillent et sont responsables des dettes et obligations juridiques qu'ils contractent ;

c) fixent les dates et lieux de leurs réunions et en informent leurs membres et le directeur général à l'avance ;

d) présentent un rapport d'activités au directeur général et au conseil une fois par an ;

e) acceptent le droit de tout membre de se désolidariser de toute décision du comité et si, le membre le demande, de faire clairement état de cette position ;

f) s'efforcent d'assurer la pleine participation de leurs membres ;

g) coopèrent avec le secrétariat et les commissions de façon à promouvoir le travail de l'UICN ; et

h) invitent le directeur général à participer à leurs réunions ou à s'y faire représenter.

67. Les comités reconnus par le conseil peuvent :

a) adopter et poursuivre leur propres politiques dans la mesure où elles sont conformes aux politiques et objectifs de l'UICN ;

b) être autorisés par le conseil à entreprendre des activités au nom de l'UICN ;

c) établir des comités sous-nationaux ou sous-régionaux et opérer par leur intermédiaire.

d) inviter, le cas échéant, des membres de l'UICN, d'autres Etats ou régions à participer à leurs activités ;

e) inviter d'autres personnes à participer à leurs activités en qualité d'observateurs ;

f) adopter leurs propres statuts et règlements intérieurs ;

g) procéder à des échanges de vue sur des questions ayant trait à la conservation de la nature dans leur Etat ou leur région respectifs ;

h) participer à l'élaboration du programme de l'UICN en ce qui concerne leur Etat ou leur région respectifs ; et

i) faire des déclarations sur des questions relevant des objectifs de l'UICN, à condition que ces déclarations ou les actions qui en résultent, soient faites au nom du comité seulement et n'entraînent aucune obligation financière, juridique ou politique pour l'UICN.

68. Le directeur général désigne au sein du secrétariat un point de liaison pour chaque comité et ;

a) tient le comité au courant des activités de l'UICN ;

b) consulte le comité sur les demandes d'admission à la qualité de membres de l'UICN, sur les mécanismes de participation au programme de l'UICN et sur la mise en œuvre des décisions du congrès mondial ayant trait à cet Etat ou région ;

c) fait participer le comité à la préparation des sessions du congrès mondial, des réunions régionales et d'autres événements importants ;

d) consulte le comité au sujet du développement des initiatives de l'UICN ayant trait à cet Etat ou région ;

e) informe le comité lorsque l'UICN a été consultée sur des questions importantes pour l'Etat ou la région et ;

f) informe le comité, lorsque cela s'avère approprié, des visites officielles prévues par des responsables et cadres de l'UICN.

VIIe Partie

Les commissions

Mandat

69. Le mandat de chaque commission, y compris le nom, la mission et le cahier des charges, est établi par le congrès mondial.

70. Avant chaque session ordinaire du congrès mondial, le conseil réexamine le cahier des charges et les activités de chaque commission. Toute proposition d'un membre de l'UICN concernant la mission et le cahier des charges d'une commission est communiquée aux membres de l'UICN cent vingt jours au moins avant la session ordinaire du congrès mondial concerné.

Membres des commissions

71. Une commission est constituée de personnes physiques et, lorsque cela s'avère approprié, d'organisations associées, choisies en fonction de leur compétence pour développer et faire avancer le savoir, l'expérience et les objectifs de l'UICN dans le cadre du mandat de la commission concernée.

72. Le mandat des membres des commissions continue quatre-vingt-dix jours après la fin de la session ordinaire du congrès mondial qui suit leur nomination ou jusqu'au renouvellement des membres de la commission, si celui-ci intervient plus tôt.

73. Lors de la première réunion du conseil suivant une session ordinaire du congrès mondial, le président de chaque commission propose un candidat au poste de président adjoint et, au plus tard, lors de la deuxième réunion du conseil suivant cette session ordinaire du congrès mondial, des candidats aux postes de membres du comité directeur. Les propositions du président sont faites après un processus de consultation approprié des membres de la commission, y compris une invitation aux membres de la commission de faire des propositions. Les membres du comité directeur sont choisis de façon à refléter la prise en considération de qualification, de représentation géographique, de diversités d'opinion et d'équité entre les sexes. Le président adjoint et les membres du comité directeur sortants restent en poste jusqu'à ce que le conseil désigne leurs successeurs.

74. Un président de commission peut désigner des responsables autres que le président adjoint et les membres du comité directeur.

75. Le président de chaque commission nomme les membres de la commission et, le cas échéant, procède au renouvellement de leur mandat. Les candidats sont choisis après consultation appropriée avec les membres de la commission et en particulier avec son comité directeur, de manière à couvrir un large éventail de sujets et d'opinions, ainsi que de régions géographiques. Le conseil et les membres de l'UICN peuvent proposer des candidats aux postes de présidents des commissions. Lorsque l'admission en tant que membre d'une commission est refusée à un candidat, la personne l'ayant présenté peut faire appel de la décision auprès du conseil, durant la période du mandat de la commission.

76. Le président d'une commission peut, avec l'appui du comité directeur de la commission, conférer des distinctions à un petit nombre de personnes ou d'organisations. Il en informe le conseil.

Activités des commissions

77. Les commissions collaborent entre elles et avec les membres de l'UICN, ses comités nationaux et régionaux et ses autres composantes afin de promouvoir les objectifs de l'UICN et son programme intégré.

78. Chaque président, assisté du comité directeur, conduit les activités de sa commission. Le président a qualité pour agir au nom de sa commission et peut déléguer une partie de ses responsabilités au président adjoint, à des membres du comité directeur ou à d'autres membres de la commission.

79. Les commissions peuvent établir des groupes de spécialistes composés de leurs membres et d'autres experts invités. Les objectifs et les politiques de ces groupes doivent être en accord avec les objectifs de l'UICN.

80. Chaque comité directeur adopte et peut amender le règlement intérieur de sa commission, celui-ci doit être conforme aux statuts et au règlement de l'UICN.

81. Le directeur général veille à ce que le secrétariat apporte un appui raisonnable au travail de chaque commission.

82. Le président de chaque commission fait en sorte que toute dépense pour les activités de la commission soit autorisée et qu'une comptabilité soit tenue pour l'ensemble des fonds à la disposition de sa commission.

83. Le conseil adopte des règles financières applicables aux commissions en vue de faciliter leur aptitude à obtenir des fonds et à les gérer de façon autonome. L'UICN n'est pas responsable des fonds recueillis de cette façon, ni de l'emploi de tels fonds, y compris pour l'engagement de personnel.

84. Le personnel relevant directement d'un président de commission et les membres du secrétariat qui collaborent avec la commission en question suivent un plan de travail établi d'entente entre le directeur général et le président de la commission.

VIIIe Partie

Finances

Compétences du directeur général en matière financière

85. En consultation avec le trésorier, le directeur général :

a) établit, selon que de besoin, des politiques et procédures financières détaillées, qui peuvent différer, selon les exigences prévalant dans les Etats où l'UICN opère ;

b) a qualité pour accepter, au nom de l'UICN, tous dons, legs et autres versements, sous réserve de toute instruction donnée par le conseil ;

c) désigne les banques dans lesquelles sont déposés les fonds de l'UICN ;

d) veille à ce que les dispositions juridiques applicables à toute transaction dans tous les Etats où l'UICN opère soient respectées ;

e) maintient des réserves à un niveau approprié ; et

f) applique des stratégies appropriées de gestion des risques

86. Le directeur général peut :

a) faire des investissements non-spéculatifs à court terme et des investissements prudents à long terme de fonds détenus dans des trusts ou des fonds spéciaux ; et

b) dans les limites des directives du conseil, accepter, de personnes physiques ou morales, des dons en espèces et autres formes de soutien aux activités de l'UICN.

87. En ce qui concerne la tenue des comptes de l'UICN et le contrôle des dépenses, le directeur général :

a) tient des comptes séparés pour chaque don avec affectation, centre de coût et fonds ;

b) tient les comptes en francs suisses pour toute transaction faite en d'autres monnaies au taux de change en vigueur à la date de la transaction ; et

c) veille à ce que toutes les transactions relatives aux activités de l'UICN dans le monde bénéficient des autorisations appropriées et que tous les biens soient gérés et inventoriés ;

d) s'entretient personnellement chaque année avec les trésoriers et les vérificateurs aux comptes au sujet de la vérification annuelle des comptes de l'UICN.

Programmes et budgets périodiques et annuels

88. Le plan financier nécessaire à la réalisation du programme de l'UICN, soumis à chaque session ordinaire du congrès mondial :

(a) commence normalement le 1er janvier suivant la session du congrès mondial à laquelle il a été approuvé et se termine le 31 décembre de l'année pendant laquelle la session ordinaire suivante du congrès mondial se tiendra ;

(b) est établi en francs suisses ;

(c) indique les relations entre le programme d'activités proposé et les estimations de revenus ;

(d) présente des propositions d'allocations de revenus et de dépenses équilibrées par rapport aux estimations de revenus avec ou sans affectation ; et

(e) indique la croissance ou les réductions prévues des éléments constitutifs du programme, des frais de personnel, des frais administratifs et les changements dans la répartition géographique des activités de l'UICN .

89. Le budget annuel couvre la période du 1er janvier au 31 décembre, il :

(a) fournit une estimation de tout revenu avec ou sans affectation, indiquant quels montants sont confirmés, quels montants correspondent à des prévisions fondées sur des propositions soumises aux bailleurs de fonds pour considération, et quels montants restent à recueillir au cours de l'année ;

(b) alloue les fonds sans affectation au financement tout d'abord des activités prévues par les statuts, ensuite à celles prévues au programme approuvé, ou aux réserves ;

(c) indique les dépenses projetées pour les principaux éléments constitutifs du budget de l'UICN et la mesure dans laquelle ces dépenses doivent être couvertes par des fonds avec ou sans affectation ; et

(d) indique de façon spécifique toute demande du directeur général au conseil d'approuver l'allocation de fonds sans affectation à des buts spéciaux qui ne sont pas prévus par le plan financier.

Vérification des comptes

90. Le directeur général fait en sorte que les vérificateurs aux comptes aient libre accès à tout document et autre information concernant les comptes et qu'aucune entrave ne soit apportée à leur travail.

IXe Partie

Vote par correspondance

91. Dans le cas où un vote par correspondance est requis par les statuts, les bulletins de vote sont distribués à tous les membres de L'UICN ayant droit de vote. Ces bulletins comportent quatre options de vote «Oui», «Non», «Abstention» ou le cas échéant « Renvoi à la prochaine session du congrès mondial».

92. Lorsqu'un vote par correspondance est effectué par d'autres organes de l'UICN, les mêmes bulletins de vote sont utilisés *mutatis mutandis*.

Xe Partie

Politique des langues

93. Le conseil adopte une politique sur l'usage des langues à l'UICN, et la réexamine périodiquement.

XIe Partie

Amendements

94. Le présent règlement peut être amendé conformément aux dispositions des statuts à ce sujet.

XIIe Partie

Clause finale

95. Le présent règlement adopté par le 1er congrès mondial de la nature, réuni à Montréal du 13 au 23 octobre 1996, entre en vigueur le 24 octobre 1996 et remplace entièrement le règlement précédent auquel il se substitue, sans toutefois affecter la validité des décisions prises en vertu du règlement antérieur.

ANNEXE

Etats membres de Nations Unies, de ses institutions spécialisées, de l'agence internationale de l'énergie atomique ou parties au statut de la Cour internationale de justice

Liste des Etats par région conformément aux articles 16 et 17 des statuts et à l'article 36 du présent règlement.

AFRIQUE	MESO-AMERIQUE ET AMERIQUE DU SUD		
Afrique du Sud	Argentine	Népal	Bulgarie
Algérie	Belize	Philippines	Croatie
Angola	Bolivie	République de Corée	Estonie
Bénin	Brésil	République démocratique populaire Lao	Fédération de Russie
Botswana	Chili	République populaire démocratique de Corée	Géorgie
Burkina Faso	Colombie	Singapour	Hongrie
Burundi	Costa Rica	Sri Lanka	Kazakhstan
Cameroun	El Salvador	Thaïlande	Kirghizistan
Cap-Vert	Equateur	Timor Oriental	Lettonie
Comores	Guatemala	Vietnam	L'ex République yougoslave de Macédoine
Congo	Guyana		Lituanie
Côte d'Ivoire	Honduras	ASIE DE L'OUEST	Ouzbékistan
Djibouti	Mexique	Afghanistan	Pologne
Egypte	Nicaragua	Arabie Saoudite	République de Moldova
Erythrée	Panama	Bahreïn	République Tchèque
Ethiopie	Paraguay	Emirats arabes unis	Roumanie
Gabon	Pérou	Iran	Serbie-et-Monténégro
Gambie	Suriname	Irak	Slovaquie
Ghana	Uruguay	Jordanie	Slovénie
Guinée- Bissau	Venezuela	Koweït	Tadjikistan
Guinée équatoriale		Liban	Turkménistan
Guinée	AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES	Oman	Ukraine
Jamahiryra arabe libyenne	Antigua-et-Barbuda	Pakistan	
Kenya	Bahamas	Qatar	EUROPE DE L'OUEST
Lesotho	Barbade	Syrie	Allemagne
Libéria	Canada	Yémen	Andorre
Madagascar	Cuba		Autriche
Malawi	Dominique	OCEANIE	Belgique
Mali	Etats-Unis d'Amérique	Australie	Chypre
Maroc	Grenade	Fidji	Danemark
Maurice	Haïti	Iles Cook	Espagne
Mauritanie	Jamaïque	Iles Marshall	Finlande
Mozambique	République Dominicaine	Iles Salomon	France
Namibie	Sainte-Lucie	Kiribati	Grèce
Nigeria	Saint-Kitts-et-Nevis	Micronésie (Etats fédérés de)	Irlande
Niger	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Nauru	Islande
Ouganda	Trinité-et-Tobago	Nioué	Israel
République Centrafricaine		Nouvelle- Zélande	Italie
République démocratique du Congo	ASIE DU SUD ET DE L'EST	Palaos	Liechtenstein
République unie de Tanzanie	Bengladesh	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Luxembourg
Rwanda	Bhoutan	Samoa	Malte
Sao-Tome-et-Principe	Brunei Darussalam	Tonga	Monaco
Sénégal	Cambodge	Tuvalu	Norvège
Seychelles	Chine	Vanuatu	Pays-Bas
Sierra Leone	Inde		Portugal
Somalie	Indonésie	EUROPE DE L'EST, ASIE DU NORD ET ASIE CENTRALE	Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
Soudan	Japon	Albanie	Saint-Marin
Swaziland	Malaisie	Arménie	Saint-Siège
Tchad	Maldives	Azerbaïdjan	Suède
Togo	Mongolie	Bélarus	Suisse
Tunisie	Myanmar	Bosnie-Herzégovine	Turquie
Zambie			
Zimbabwe			

Historique

1948 Adoption des statuts de l'UICN (alors appelée union internationale pour la protection de la nature) le 5 octobre 1948 (Fontainebleau, France)

1958 Amendement apportés par la 6ème assemblée générale (Athènes, Grèce)

1960 Amendements apportés par la 7ème assemblée générale (Varsovie, Pologne)

1963 Amendements apportés par la 8ème assemblée générale (Nairobi, Kenya)

1969 Amendements apportés par la 10ème assemblée générale (New Delhi, Inde)

1972 Amendements apportés par la 11ème assemblée générale (Banff, Canada)

1977 Révision par la 13ème assemblée générale extraordinaire (Genève, Suisse)

1978 Amendements apportés par la 14ème assemblée générale (Ashkabad, URSS)

1990 Amendements apportés par la 18ème assemblée générale (Perth, Australie)

1994 La 19ème Assemblée générale (Buenos Aires, Argentine) a adopté la Résolution 19,5 demandant une révision complète et appropriée des statuts de l'UICN ainsi que du règlement correspondant et du règlement intérieur de l'assemblée générale. L'objet de ce travail était de prendre en compte les changements importants intervenus dans la composition des membres, les opérations de l'Union ainsi que le contexte dans lequel elle opère, compte tenu du fait que la dernière révision importante remonte à 1977.

Ce travail a été mené par un comité de révision des statuts désigné par le conseil de l'UICN et comprenant les conseillers de chacune des huit régions statutaires de l'UICN, des représentants des commissions, le directeur général et un groupe de rédaction juridique. Les membres de l'UICN ont été tenus informés du travail accompli tout au long du processus et étaient activement encouragés à participer.

Comité de révision des statuts : M. Parvez Hassan (Président)*, M. Antonio Machado, (vice-président)*, M.E.U. Curtis Bohlen, M. Wolfgang Burhenne*, M. José Martinez Aragon*, M. Juan Mayr Maldonado, M. David McDowell, M. Jacques Morier Genoud*, M. Perez Olindo, M. Adrian Philips, M. Nicholas Robinson* (président du groupe de rédaction juridique), M. Mohammad Sulayem, M. Wang Sung, Mme Diane Tarte, M. Frantisek Urban et Mme Catherine Wallace(* groupe de rédaction juridique).

M. Martin Holdgate (ancien directeur général) a joué le rôle de conseiller tout en collaborant à l'ensemble du processus ; M. Mark Halle et Mme Françoise Burhenne-Guilmin du secrétariat de l'UICN ont fourni le soutien technique.

1996 Le congrès mondial de la nature (Montréal, Canada, 13-23 octobre 1996) a examiné les projets de manière approfondie et apporté de nouveaux amendements. Les statuts, règlement et règles de procédure ont été adoptés par consensus par les membres de l'UICN le 22 octobre 1996. Un comité de révision désigné par le congrès et comprenant les membres du groupe de rédaction juridique a vérifié la cohérence des textes dans les trois langues officielles (anglais, français et espagnol).

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 06-405 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant ratification du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995.

— — — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-9° ;

Considérant le protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié et sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire le protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995 .

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — —

PROTOCOLE RELATIF AUX AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES ET A LA DIVERSITE BIOLOGIQUE EN MEDITERRANEE

Les parties contractantes au présent protocole.

Etant parties à la Convention sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 ;

Conscientes des répercussions profondes des activités humaines sur l'état du milieu marin et du littoral et plus généralement sur les écosystèmes des zones présentant des caractéristiques méditerranéennes dominantes ;

Soulignant qu'il importe de protéger et, le cas échéant, d'améliorer l'état du patrimoine naturel et culturel méditerranéen, en particulier par la création d'aires spécialement protégées ainsi que par la protection et la conservation des espèces menacées ;

Considérant les instruments adoptés par la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement et notamment la convention sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 1992) ;

Conscientes que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitude scientifique totale ne doit pas être invoquée comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets ;

Considérant que toutes les parties contractantes doivent coopérer en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité des écosystèmes et qu'ils ont, à cet égard, des responsabilités communes mais différenciées ;

Sont convenues de ce qui suit :

PARTIE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

Définitions

Aux fins du présent protocole :

a) On entend par **"convention"** la convention sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée à Barcelone en 1995 ;

b) On entend par **"diversité biologique"** la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie, cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celles des écosystèmes ;

c) On entend par **"espèce en danger"** toute espèce menacée d'être en voie d'extinction dans tout ou partie de son aire de répartition ;

d) On entend par **"espèce endémique"** toute espèce dont l'aire de répartition est limitée à une zone géographique particulière ;

e) On entend par **"espèce menacée"** toute espèce qui risque de disparaître dans un avenir prévisible dans tout ou partie de son aire de répartition et dont la survie est peu probable si les facteurs de déclin numérique ou de dégradation de l'habitat persistent ;

f) On entend par **"état de conservation d'une espèce"** l'ensemble des influences qui, agissant sur cette espèce, peuvent affecter à long terme sa répartition et l'importance de sa population ;

g) On entend par “**parties**” les parties contractantes au présent protocole ;

h) On entend par “**organisation**” l’organisation visée à l’article 2 de la convention ;

i) On entend par “**centre**” le centre d’activités régionales pour les aires spécialement protégées.

Article 2

Champ d’application géographique

1. La zone d’application du présent protocole est la zone de la mer Méditerranée délimitée à l’article premier de la convention. Elle comprend en outre :

- le fond de la mer et son sous-sol ;
- les eaux, le fond de la mer et son sous-sol qui sont situés en deça de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale et qui s’étendent, dans le cas des cours d’eaux, jusqu’à la limite des eaux douces ;
- les zones côtières terrestres désignées par chacune des parties, y compris les zones humides.

2. Aucune disposition du présent protocole ni aucun acte adopté sur la base du présent protocole ne peut porter atteinte aux droits, revendications ou positions juridiques actuelles ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer, en particulier la nature et l’étendue des zones marines, la délimitation de ces zones entre Etats adjacents ou qui se font face, la liberté de navigation en haute mer, le droit et les modalités de passage par les détroits servant à la navigation internationale et le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale, ainsi que la nature et l’étendue de la juridiction de l’Etat côtier, de l’Etat du pavillon et de l’Etat du port.

3. Aucun acte ou activité intervenant sur la base du présent protocole ne constituera une base permettant de faire valoir, de soutenir ou de contester une revendication de souveraineté ou de juridiction nationale.

Article 3

Obligations générales

1. Chaque partie prend les mesures nécessaires pour :

- a) protéger, préserver et gérer, de manière durable et respectueuse de l’environnement, les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière, notamment par la création d’aires spécialement protégées ;
- b) protéger, préserver et gérer les espèces animales et végétales en danger ou menacées.

2. Les parties coopèrent, directement ou par l’intermédiaire des organisations internationales compétentes, pour la conservation et l’utilisation durable de la diversité biologique dans la zone d’application du présent protocole.

3. Les parties identifient et inventorient les éléments constitutifs de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable.

4. Les parties adoptent et intègrent dans leurs politiques sectorielles et intersectorielles des stratégies, plans et programmes visant à assurer la conservation de la diversité biologique et l’utilisation durable des ressources biologiques marines et côtières.

5. Les parties surveillent les éléments constitutifs de la diversité biologique mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Elles identifient les processus et catégories d’activités qui ont ou risquent d’avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l’utilisation durable de la diversité biologique et surveillent leurs effets.

6. Chaque partie applique les mesures prévues par le présent protocole sans qu’il ne soit porté atteinte à la souveraineté ou à la juridiction des autres parties ou des autres Etats. Toute action entreprise par une partie pour appliquer ces mesures doit être conforme au droit international.

PARTIE II

PROTECTION DES AIRES

PREMIERE SECTION

AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES

Article 4

Objectifs

Les aires spécialement protégées ont pour objectif de sauvegarder :

- a) les types d’écosystèmes marins et côtiers représentatifs de taille suffisante pour assurer leur viabilité à long terme et maintenir leur diversité biologique ;
- b) les habitats qui sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle en Méditerranée ou qui ont une aire de répartition naturelle réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ;
- c) les habitats nécessaires à la survie, la reproduction et la restauration des espèces animales et végétales en danger, menacées ou endémiques ;
- d) les sites présentant une importance particulière en raison de leur intérêt scientifique, esthétique, culturel ou éducatif.

Article 5

Création des aires spécialement protégées

1. Chaque partie peut créer des aires spécialement protégées dans les zones marines et côtières soumises à sa souveraineté ou à sa juridiction.

2. Au cas où une partie se propose de créer, dans une zone soumise à sa souveraineté ou juridiction nationale, une aire spécialement protégée contiguë à la frontière et aux limites d’une zone soumise à la souveraineté ou à la juridiction nationale d’une autre partie, les autorités compétentes des deux parties s’efforcent de coopérer en vue de parvenir à un accord sur les mesures à prendre et, entre autres, examinent la possibilité pour l’autre partie de créer une aire spécialement protégée correspondante ou d’adopter toute autre mesure appropriée.

3. Au cas où une partie se propose de créer, dans une zone soumise à sa souveraineté ou juridiction nationale, une aire spécialement protégée contiguë à la frontière et aux limites d'une zone soumise à la souveraineté ou à la juridiction nationale d'un Etat qui n'est pas partie au présent protocole, la partie s'efforce de coopérer avec cet Etat ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent.

4. Au cas où un Etat non partie au présent protocole se propose de créer une aire spécialement protégée contiguë à la frontière et aux limites d'une zone soumise à la souveraineté ou à la juridiction nationale d'une partie au présent protocole, cette dernière s'efforce de coopérer avec cet Etat ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2.

Article 6

Mesures de protection

Les parties, conformément au droit international et en tenant compte des caractéristiques de chaque aire spécialement protégée, prennent les mesures de protection requises, dont notamment :

a) le renforcement de l'application des autres protocoles de la convention et d'autres traités pertinents auxquels elles sont parties ;

b) l'interdiction de rejeter ou de déverser des déchets ou autres substances susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à l'intégrité de l'aire spécialement protégée ;

c) la réglementation du passage des navires et de tout arrêt ou mouillage ;

d) la réglementation de l'introduction de toute espèce non indigène à l'aire spécialement protégée en question ou génétiquement modifiée, ainsi que de l'introduction ou de la réintroduction d'espèces qui sont ou ont été présentes dans l'aire spécialement protégée concernée ;

e) la réglementation ou l'interdiction de toute activité d'exploration ou impliquant une modification de la configuration du sol ou l'exploitation du sous-sol de la partie terrestre, du fond de la mer ou de son sous-sol ;

f) la réglementation de toute activité de recherche scientifique ;

g) la réglementation ou l'interdiction de la pêche, de la chasse, de la capture d'animaux et de la récolte de végétaux ou de leur destruction ainsi que du commerce d'animaux ou de parties d'animaux, de végétaux ou de partie de végétaux provenant des aires spécialement protégées ;

h) la réglementation et si nécessaire l'interdiction de toute autre activité ou acte pouvant nuire ou perturber les espèces ou pouvant mettre en danger l'état de conservation des écosystèmes ou des espèces ou porter atteinte aux caractéristiques naturelles ou culturelles de l'aire spécialement protégée ;

i) toute autre mesure visant à sauvegarder les processus écologiques et biologiques, ainsi que les paysages.

Article 7

Planification et gestion

1. Les parties adoptent, conformément aux règles du droit international, des mesures de planification, de gestion, de surveillance et de contrôle des aires spécialement protégées.

2. Ces mesures devraient comprendre pour chaque aire spécialement protégée :

a) l'élaboration et l'adoption d'un plan de gestion qui précise le cadre juridique et institutionnel ainsi que les mesures de gestion et de protection applicables ;

b) la surveillance continue des processus écologiques, des habitats, des dynamiques des populations, des paysages, ainsi que de l'impact des activités humaines ;

c) la participation active des collectivités et populations locales, selon le cas, à la gestion des aires spécialement protégées, y compris l'assistance aux habitants qui pourraient être affectés par la création de ces aires ;

d) l'adoption de mécanismes pour le financement de la promotion et de la gestion des aires spécialement protégées, ainsi que le développement d'activités susceptibles d'assurer une gestion compatible avec la vocation de ces aires ;

e) la réglementation des activités compatibles avec les objectifs qui ont motivé la création de l'aire spécialement protégée et les conditions pour les autorisations y relatives ;

f) la formation de gestionnaires et de personnel technique qualifié, ainsi que la mise en place d'une infrastructure appropriée.

3. Les parties veillent à ce que leurs plans nationaux d'urgence contiennent des mesures visant à répondre aux incidents pouvant provoquer des dommages ou constituer une menace pour les aires spécialement protégées.

4. Lorsqu'elles ont établi des aires spécialement protégées couvrant à la fois des espaces terrestres et marins, les parties s'efforcent d'assurer la coordination de l'administration et de la gestion de l'ensemble de l'aire spécialement protégée.

DEUXIEME SECTION

AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES D'IMPORTANCE MEDITERRANEEENNE

Article 8

Etablissement de la liste des aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne

1. En vue de promouvoir la coopération en matière de gestion et de conservation des aires naturelles et de protection des espèces menacées et de leurs habitats, les parties établissent une "liste des aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne", ci-après dénommée "Liste des ASPIM".

2. Peuvent figurer sur la liste des ASPIM les sites :

— présentant une importance pour la conservation des éléments constitutifs de la diversité biologique en Méditerranée,

— renfermant des écosystèmes spécifiques à la région méditerranéenne ou des habitats d'espèces menacées d'extinction,

— ou présentant un intérêt particulier sur les plans scientifique, esthétique, culturel ou éducatif.

3. Les parties conviennent :

a) de reconnaître l'importance particulière de ces aires pour la région de la Méditerranée ;

b) de se conformer aux mesures applicables aux ASPIM et de ne pas autoriser ni entreprendre d'activités qui pourraient aller à l'encontre des objectifs qui ont motivé leur création.

Article 9

Procédure pour la création et l'inscription des ASPIM

1. Des ASPIM peuvent être créées, selon les procédures mentionnées aux paragraphes 2 à 4 du présent article, dans :

a) les zones marines et côtières soumises à la souveraineté ou à la juridiction des parties ;

b) des zones situées en tout ou en partie en haute mer.

2. La proposition d'inscription est présentée :

a) par la partie concernée, si l'aire est située dans un espace déjà délimité sur lequel s'exerce sa souveraineté ou sa juridiction ;

b) par deux ou plusieurs parties voisines concernées, si l'aire est située en tout ou en partie en haute mer ;

c) par les parties voisines concernées, dans les zones où les limites de souveraineté ou de juridiction nationale ne sont pas encore définies.

3. Les parties faisant une proposition d'inscription sur la liste des ASPIM fournissent au centre un rapport de présentation comprenant des informations sur sa localisation géographique, ses caractéristiques physiques et écologiques, son statut juridique, son plan de gestion et les moyens de sa mise en œuvre, ainsi qu'un exposé justifiant l'importance méditerranéenne de l'aire.

a) lorsqu'une proposition a été formulée au titre d'une aire mentionnée aux alinéas 2 b) et 2 c) du présent article, les parties voisines concernées se consultent en vue d'assurer la cohérence des mesures de protection et de gestion proposées, ainsi que les moyens de leur mise en œuvre.

b) les propositions formulées au titre d'une aire mentionnée au paragraphe 2 du présent article indiquent les mesures de protection et de gestion applicables à la zone ainsi que les moyens de leur mise en œuvre.

4. Les procédures pour l'inscription de l'aire proposée sur la liste sont les suivantes :

a) pour chaque aire, la proposition est soumise aux points focaux nationaux qui examinent la conformité de la proposition avec les lignes directrices et critères communs adoptés en vertu de l'article 16 ;

b) si une proposition faite en vertu de l'alinéa 2 a) du présent article répond aux lignes directrices et critères communs après évaluation, l'organisation informe la réunion des parties qui décide d'inscrire l'aire sur la liste des ASPIM ;

c) si une proposition faite en vertu des alinéas 2 b) et 2 c) du présent article répond aux lignes directrices et critères communs, le centre la transmet à l'organisation qui informe la réunion des parties. La décision d'inscrire l'aire sur la liste des ASPIM est prise, par consensus, par les parties contractantes qui approuvent aussi les mesures de gestion applicables à la zone.

5. Les parties qui ont proposé l'inscription de l'aire sur la liste mettent en œuvre les mesures de protection et de conservation définies dans leurs propositions conformément au paragraphe 3 du présent article. Les parties contractantes s'engagent à respecter les règles ainsi édictées. Le centre informe les organisations internationales compétentes de la liste et des mesures prises dans les ASPIM.

6. Les parties peuvent réviser la liste des ASPIM. A cette fin, le centre prépare un rapport.

Article 10

Modification du statut des ASPIM

La modification de la délimitation d'une ASPIM ou de son régime juridique ou la suppression de cette aire en tout ou en partie ne peuvent être décidées que pour des raisons importantes en tenant compte de la nécessité de sauvegarder l'environnement et de respecter les obligations prévues par le présent protocole et une procédure similaire à celle observée pour sa création et son inscription sur la liste.

PARTIE III

PROTECTION ET CONSERVATION DES ESPECES

Article 11

Mesures nationales pour la protection et la conservation des espèces

1. Les parties gèrent les espèces animales et végétales dans le but de les maintenir dans un état de conservation favorable.

2. Les parties identifient et inventorient, dans les zones soumises à leur souveraineté ou juridiction nationale, les espèces animales et végétales en danger ou menacées et accordent à ces espèces le statut d'espèces protégées. Les parties réglementent et, au besoin, interdisent les activités nuisibles à ces espèces ou à leur habitat et mettent en œuvre des mesures de gestion, de planification et autres pour en assurer un état de conservation favorable.

3. En ce qui concerne les espèces animales protégées, les parties contrôlent et, si nécessaire, interdisent :

a) la capture, la détention, la mise à mort (y compris, si possible, la capture, la mise à mort et la détention fortuites), le commerce, le transport et l'exposition à des fins commerciales de ces espèces, de leurs œufs, parties et produits ;

b) dans la mesure du possible, toute perturbation de la faune sauvage, en particulier pendant les périodes de reproduction, d'incubation, d'hibernation ou de migration ainsi que pendant toute autre période biologique critique.

4. En plus des mesures précisées au paragraphe précédent, les parties coordonnent leurs efforts, dans des actions bilatérales ou multilatérales, y compris, si cela est nécessaire, par des accords, pour protéger et restaurer les populations d'espèces migratrices dont l'aire de répartition s'étend à l'intérieur de la zone d'application du présent protocole.

5. En ce qui concerne les espèces végétales protégées et leurs parties et produits, les parties contrôlent et, si nécessaire, interdisent toute forme de destruction ou de perturbation, y compris la cueillette, la récolte, la coupe, le déracinement, la détention, le commerce, le transport et l'exposition à des fins commerciales de ces espèces.

6. Les parties élaborent et adoptent des mesures et des plans en ce qui concerne la reproduction *ex situ*, notamment en captivité, de la faune protégée et la culture de la flore protégée.

7. Les parties, directement ou par l'intermédiaire du centre, s'efforcent de consulter les Etats non parties à ce protocole dont le territoire est compris dans l'aire de répartition de ces espèces, dans le but de coordonner leurs efforts pour gérer et protéger les espèces en danger ou menacées.

8. Les parties prennent, si possible, des mesures pour le retour dans leur pays d'origine des espèces protégées exportées ou détenues illégalement. Les parties devraient s'efforcer de réintroduire ces spécimens dans leur habitat naturel.

Article 12

Mesures concertées pour la protection et la conservation des espèces

1. Les parties adoptent des mesures concertées pour assurer la protection et la conservation des espèces animales et végétales qui figurent dans les annexes au présent protocole relatives à la liste des espèces en danger ou menacées et à la liste des espèces dont l'exploitation est réglementée.

2. Les parties assurent la protection maximale possible et la restauration des espèces animales et végétales énumérées à l'annexe relative à la liste des espèces en danger ou menacées, en adoptant au niveau national les mesures prévues aux points 3 et 5 de l'article 11 du présent protocole.

3. Les parties interdisent la destruction et la détérioration des habitats des espèces figurant à l'annexe relative à la liste des espèces en danger ou menacées et élaborent et mettent en place des plans d'actions pour leur conservation ou restauration. Elles poursuivent leur coopération dans la mise en œuvre des plans d'actions pertinents déjà adoptés.

4. Les parties, en coopération avec les organisations internationales compétentes, prennent toutes les mesures appropriées pour assurer la conservation des espèces énumérées à l'annexe relative à la liste des espèces dont l'exploitation est réglementée, tout en autorisant et réglementant l'exploitation de ces espèces de manière à assurer et à maintenir leurs populations dans un état de conservation favorable.

5. Lorsque l'aire de répartition d'une espèce en danger ou menacée s'étend de part et d'autre d'une frontière nationale ou de la limite séparant les territoires ou les espaces soumis à la souveraineté ou à la juridiction nationale des deux parties au présent protocole, ces parties coopèrent en vue d'assurer la protection et la conservation et, le cas échéant, la restauration de l'espèce concernée.

6. A condition qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes, et que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population ou de toute autre espèce, les parties peuvent accorder des dérogations aux interdictions fixées pour la protection des espèces figurant aux annexes au présent protocole à des fins scientifiques, éducatives ou de gestion nécessaires à la survie des espèces ou pour empêcher des dommages importants. De telles dérogations doivent être notifiées aux parties contractantes.

Article 13

Introduction d'espèces non indigènes ou génétiquement modifiées

1. Les parties prennent toutes les mesures appropriées pour réglementer l'introduction volontaire ou accidentelle dans la nature d'espèces non indigènes ou modifiées génétiquement et interdire celles qui pourraient entraîner des effets nuisibles sur les écosystèmes, habitats ou espèces dans la zone d'application du présent protocole.

2. Les parties s'efforcent de mettre en œuvre toutes les mesures possibles pour éradiquer les espèces qui ont déjà été introduites lorsqu'après évaluation scientifique il apparaît que celles-ci causent ou sont susceptibles de causer des dommages aux écosystèmes, habitats ou espèces dans la zone d'application du présent protocole.

PARTIE IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX AIRES ET AUX ESPECES PROTEGEES

Article 14

Amendements aux annexes

1. Les procédures pour les amendements aux annexes au présent protocole sont celles visées à l'article 17 de la convention.

2. Toutes les propositions d'amendement qui sont soumises à la réunion des parties contractantes auront été évaluées préalablement par la réunion des points focaux nationaux.

Article 15

Inventaires

Chaque partie fait des inventaires exhaustifs :

a) des aires placées sous sa souveraineté ou juridiction qui comprennent des écosystèmes rares ou fragiles, qui sont des réservoirs de diversité biologique, qui sont importantes pour les espèces en danger ou menacées ;

b) des espèces animales ou végétales en danger ou menacées.

Article 16

Lignes directrices et critères communs

Les parties adoptent :

a) des critères communs énumérés en annexe pour le choix des aires marines et côtières protégées susceptibles d'être inscrites sur la liste des ASPIM ;

b) des critères communs concernant l'inscription d'espèces supplémentaires sur les annexes ;

c) des lignes directrices pour la création et la gestion des aires protégées.

Les critères et les lignes directrices mentionnées aux alinéas b) et c) peuvent être modifiés par la réunion des parties, sur la base d'une proposition faite par une ou plusieurs parties.

Article 17

Etudes d'impact sur l'environnement

Au cours des procédures qui précèdent la prise de décisions sur des projets industriels ou autres projets et activités pouvant avoir un impact affectant sérieusement les aires et les espèces protégées et leurs habitats, les parties évaluent et tiennent compte de l'impact possible, direct ou indirect, immédiat, ou à long terme, y compris de l'impact cumulatif des projets et des activités considérés.

Article 18

Intégration des activités traditionnelles

1. En définissant des mesures de protection, les parties prennent en considération les activités traditionnelles de la population locale sur le plan de la subsistance et de la culture. Elles accordent des dérogations, si cela est nécessaire, pour tenir compte de ces besoins. Aucune dérogation accordée de ce fait ne peut :

a) compromettre ni le maintien des écosystèmes protégés en vertu du présent protocole, ni les processus biologiques participant au maintien de ces écosystèmes.

b) provoquer ni l'extinction, ni une diminution substantielle des effectifs des espèces ou populations animales et végétales, en particulier les espèces en danger, menacées, migratrices ou endémiques.

2. Les parties qui accordent des dérogations aux mesures de protection en informent les parties contractantes.

Article 19

Publicité, information, sensibilisation et éducation du public

1. Les parties donnent la publicité qu'il convient à la création d'aires protégées, à leur délimitation, à la réglementation qui s'y applique ainsi qu'à la sélection des espèces protégées, à leur habitat et à la réglementation s'y rapportant.

2. Les parties s'efforcent d'informer le public de la valeur et de l'intérêt des aires protégées et des espèces protégées et des connaissances scientifiques qu'elles permettent de recueillir aussi bien du point de vue de la conservation de la nature que d'autres points de vue. Cette information devrait trouver une place appropriée dans les programmes d'enseignement. Les parties s'efforcent aussi de faire en sorte que le public et les organisations de protection de la nature participent aux mesures appropriées nécessaires pour protéger les aires et les espèces concernées y compris aux études d'impact sur l'environnement.

Article 20

Recherche scientifique, technique et dans le domaine de la gestion

1. Les parties encouragent et intensifient leur recherche scientifique et technique touchant aux fins du présent protocole. Elles encouragent et intensifient aussi la recherche orientée vers l'utilisation durable des aires et la gestion des espèces protégées.

2. Les parties se consultent, en tant que de besoin, entre elles et avec les organisations internationales compétentes, en vue de définir, de planifier et d'entreprendre des recherches scientifiques et techniques et les programmes de surveillance nécessaires à l'identification et au contrôle des aires et des espèces protégées et d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour mettre en place des plans de gestion et de restauration.

3. Les parties échangent directement ou par l'intermédiaire du centre des informations scientifiques et techniques sur leurs programmes de recherche et de surveillance en cours et prévus, ainsi que sur les résultats obtenus. Elles coordonnent, dans la mesure du possible, leurs programmes de recherche et de surveillance et s'efforcent de définir en commun ou de normaliser leurs méthodes.

4. Les parties accordent la priorité en matière de recherche scientifique et technique aux ASPIM et aux espèces figurant dans les annexes au présent protocole.

Article 21

Coopération mutuelle

1. Les parties établissent, directement ou avec l'aide du centre ou des organisations internationales concernées, des programmes de coopération afin de coordonner la création, la conservation, la planification et la gestion des aires spécialement protégées ainsi que le choix, la gestion et la conservation des espèces protégées. Les caractéristiques des aires et des espèces protégées, l'expérience acquise et les problèmes constatés font l'objet d'échanges réguliers d'information.

2. Les parties communiquent, dans les meilleurs délais aux autres parties, aux Etats qui peuvent être affectés et au centre toute situation pouvant mettre en danger les écosystèmes des aires spécialement protégées ou la survie des espèces de faune et de flore.

Article 22

Assistance mutuelle

1. Les parties coopèrent, directement ou avec l'aide du centre ou des organisations internationales concernées, à l'élaboration, au financement et à la mise en œuvre des programmes d'assistance mutuelle et d'aide aux pays en développement qui en expriment le besoin aux fins de la mise en œuvre du présent protocole.

2. Ces programmes portent, en particulier, sur l'éducation du public dans le domaine de l'environnement, la formation de personnel scientifique, technique et administratif, la recherche scientifique, l'acquisition, l'utilisation, la conception et la mise au point de matériels appropriés et le transfert de technologies à des conditions avantageuses à définir entre les parties concernées.

3. Les parties accordent la priorité en matière d'assistance mutuelle aux ASPIM et aux espèces figurant dans les annexes au présent protocole.

Article 23

Rapports des parties

1. Les parties présentent aux réunions ordinaires des parties un rapport sur la mise en application du présent protocole, notamment en ce qui concerne :

- a) le statut et l'état des aires inscrites sur la liste des ASPIM ;
- b) toute modification de la délimitation ou de la situation juridique des ASPIM et des espèces protégées ;
- c) les dérogations éventuellement accordées sur la base des articles 12 et 18 du présent protocole.

PARTIE V

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Article 24

Points focaux nationaux

Chaque partie désigne un point focal national pour faire la liaison avec le centre sur les aspects techniques et scientifiques de l'application du présent protocole. Les points focaux nationaux se réunissent périodiquement pour exercer les fonctions découlant du présent protocole.

Article 25

Coordination

1. L'organisation est chargée de coordonner la mise en application du présent protocole. Elle s'appuie à cette fin sur le centre qu'elle peut charger d'assurer les fonctions suivantes :

a) aider les parties, en coopération avec les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, à :

— établir et gérer les aires spécialement protégées dans le champ d'application du présent protocole ;

— mener à bien les programmes de recherche scientifique et technique conformément à l'article 20 du présent protocole ;

— mener à bien l'échange d'informations scientifiques et techniques entre les parties conformément à l'article 20 du présent protocole ;

— préparer des plans de gestion pour les aires et les espèces protégées ;

— élaborer des programmes de coopération conformément à l'article 21 du présent protocole ;

— préparer du matériel éducatif conçu pour différents publics ;

b) convoquer et organiser les réunions des points focaux nationaux et en assurer le secrétariat ;

c) formuler des recommandations concernant des lignes directrices et des critères communs conformément à l'article 16 du présent protocole ;

d) établir et mettre à jour des bases de données sur les aires spécialement protégées, les espèces protégées et les autres sujets se rapportant au présent protocole ;

e) préparer les rapports et les études techniques pouvant être nécessaires à la mise en œuvre du présent protocole ;

f) élaborer et mettre en œuvre les programmes de formation mentionnés à l'article 22, paragraphe 2 ;

g) coopérer avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, régionales et internationales, chargées de la protection des aires et des espèces, dans le respect de la spécificité de chacune et de la nécessité d'éviter la redondance des activités ;

h) mener à bien les fonctions qui lui sont confiées par les plans d'actions adoptés dans le cadre du présent protocole ;

i) mener à bien toute autre fonction qui lui est confiée par les parties.

Article 26

Réunions des parties

1. Les réunions ordinaires des parties au présent protocole se tiennent lors de réunions ordinaires des parties contractantes à la convention organisées en vertu de l'article 14 de la convention. Les parties peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément audit article.

2. Les réunions des parties au présent protocole ont notamment pour objet :

- a) de suivre l'application du présent protocole ;
- b) de superviser les travaux de l'organisation et du centre relatifs à la mise en œuvre du présent protocole et de fournir des orientations pour leurs activités ;
- c) d'examiner l'efficacité des mesures adoptées pour la gestion et la protection des aires et des espèces et la nécessité d'autres mesures, en particulier sous forme d'annexes et d'amendements à ce protocole ou à ses annexes ;
- d) d'adopter les lignes directrices et les critères communs prévus à l'article 16 du présent protocole ;
- e) d'examiner les rapports transmis par les parties conformément à l'article 23 du présent protocole, ainsi que toute autre information pertinente transmise par l'intermédiaire du centre ;
- f) de faire des recommandations aux parties sur les mesures à prendre pour la mise en œuvre du présent protocole ;
- g) d'examiner les recommandations formulées par les réunions des points focaux nationaux conformément à l'article 24 du présent protocole ;
- h) de décider de l'inscription des aires sur la liste des ASPIM conformément à l'article 9, paragraphe 4 ;
- i) d'examiner, s'il y a lieu, toute autre question concernant le présent protocole ;
- j) de discuter et d'évaluer les dérogations accordées par les parties conformément aux articles 12 et 18 du présent protocole.

PARTIE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 27

Incidence du protocole sur les législations internes

Les dispositions du présent protocole n'affectent pas le droit des parties d'adopter des mesures internes pertinentes plus strictes pour l'application du présent protocole.

Article 28

Rapports avec les tiers

1. Les parties invitent les Etats non parties et les organisations internationales à coopérer à la mise en œuvre du présent protocole.

2. Les parties s'engagent à prendre des mesures appropriées, compatibles avec le droit international, en vue d'assurer que nul n'entrepreneur des activités contraires aux principes et aux objectifs du présent protocole.

Article 29

Signature

Le présent protocole est ouvert à Barcelone le 10 juin 1995 et à Madrid du 11 juin 1995 au 10 juin 1996, à la signature de toute partie contractante à la convention.

Article 30

Ratification, acceptation ou approbation

Le présent protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assume les fonctions de dépositaire.

Article 31

Adhésion

A partir du 10 juin 1996, le présent protocole est ouvert à l'adhésion des Etats et des groupements économiques régionaux étant parties à la convention.

Article 32

Entrée en vigueur

1. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A partir de la date de son entrée en vigueur, le présent protocole remplace le protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée de 1982, dans les rapports entre les parties aux deux instruments.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent protocole.

Fait à Barcelone, le 10 juin 1995, en un seul exemplaire en langues arabe, anglaise, française et espagnole, les quatre textes faisant également foi, pour la signature de toute partie à la convention.

**ANNEXES AU PROTOCOLE RELATIF AUX
AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES ET A LA
DIVERSITE BIOLOGIQUE EN MEDITERRANEE**

ANNEXE I

**CRITERES COMMUNS POUR LE CHOIX DES
AIRES MARINES ET COTIERES PROTEGEES
SUSCEPTIBLES D'ETRE INSCRITES SUR LA
LISTE DES ASPIM**

A. - PRINCIPES GENERAUX

Les parties contractantes conviennent que les principes généraux suivants devront servir de base dans l'établissement de la liste des ASPIM :

a) La conservation du patrimoine naturel est l'objectif fondamental qui doit caractériser une ASPIM. La poursuite d'autres objectifs tels que la conservation du patrimoine culturel et la promotion de la recherche scientifique, de l'éducation, de la collaboration, de la participation, est hautement souhaitable dans le cas des ASPIM et représente un facteur favorable à l'inscription d'un site sur la liste, dans la mesure où elle reste compatible avec les objectifs de conservation.

b) Aucune limite n'est imposée ni sur le nombre total des aires incluses dans la liste ni sur le nombre d'aires à proposer pour inscription par une partie donnée. Néanmoins les parties conviennent que les sites seront sélectionnés sur des bases scientifiques et inscrits sur la liste en fonction de leurs qualités ; ils devront par conséquent remplir convenablement les conditions requises par le protocole et les présents critères.

c) Les ASPIM inscrites sur la liste ainsi que leur répartition géographique devront être représentatives de la région méditerranéenne et de sa biodiversité. A cet effet, la liste devra représenter le plus grand nombre possible de types d'habitats et d'écosystèmes.

d) Les ASPIM devront constituer le noyau d'un réseau ayant pour but la conservation efficace du patrimoine méditerranéen. Pour atteindre cet objectif, les parties développeront leur coopération bilatérale et multilatérale dans le domaine de la conservation et la gestion des sites naturels et notamment par la création d'ASPIM transfrontalières.

e) Les sites inclus dans la liste des ASPIM serviraient d'exemple et de modèle pour la protection du patrimoine de la région. A cette fin, les parties s'assurent que les sites inclus dans la liste des ASPIM disposent d'un statut juridique, de mesures de protection, de méthodes et moyens de gestion adéquats.

**B. - CARACTERISTIQUES GENERALES DES
AIRES SUSCEPTIBLES D'ETRE INSCRITES SUR
LA LISTE DES ASPIM.**

1. Pour être éligible à l'inscription sur la liste des ASPIM, une aire doit répondre au moins à un des critères généraux fixés à l'article 8 paragraphe 2 du protocole. Plusieurs de ces critères généraux peuvent, dans certains cas, être remplis par la même aire et une telle situation ne peut qu'appuyer la proposition d'inscription de l'aire sur la liste.

2. La valeur régionale est une condition de base pour qu'une aire soit incluse dans la liste des ASPIM. Les critères suivants doivent être utilisés pour évaluer l'intérêt méditerranéen d'une aire :

a) Unicité

L'aire renferme des écosystèmes rares ou uniques, ou des espèces rares ou endémiques.

b) Représentativité naturelle

L'aire renferme des processus écologiques ou des types de communauté ou d'habitat ou d'autres caractéristiques naturelles particulièrement représentatifs. La représentativité est le degré dans lequel une aire représente un type d'habitat, un processus écologique, une communauté biologique, un aspect physiographique ou une autre caractéristique naturelle.

c) Diversité

L'aire a une grande diversité d'espèces, de communautés, d'habitats ou d'écosystèmes.

d) Caractère naturel

L'aire conserve dans une très grande mesure son caractère naturel grâce à l'absence ou au degré limité de dégradations et de perturbations résultant d'activités humaines.

e) Présence d'habitats d'une importance cruciale pour les espèces en danger, menacées ou endémiques.

f) Représentativité culturelle

L'aire a une haute valeur représentative en ce qui concerne le patrimoine culturel, grâce à l'existence d'activités traditionnelles respectueuses de l'environnement et intégrées avec le milieu naturel qui contribuent au bien-être des populations locales.

3. Pour être inscrite sur la liste des ASPIM, une aire présentant un intérêt scientifique, éducatif ou esthétique doit, respectivement, posséder une valeur particulière pour la recherche dans le domaine des sciences naturelles ou pour les activités d'éducation ou de sensibilisation environnementales ou renfermer des caractéristiques naturelles, des paysages terrestres ou sous-marins exceptionnels,

4. En plus des critères individualisés dans l'article 8, paragraphe 2 du protocole, un certain nombre de caractéristiques et facteurs sont aussi considérés comme favorables à l'inscription d'une aire sur la liste, tels que :

a) L'existence de menaces susceptibles de porter atteinte à la valeur écologique, biologique, esthétique ou culturelle de l'aire ;

b) l'implication et la participation active du public dans un sens large, et notamment des collectivités locales dans le processus de planification et de gestion de l'aire ;

c) l'existence d'un conseil représentatif des secteurs publics, professionnels, associatifs et de la communauté scientifique intéressés par l'aire ;

d) l'existence dans l'aire d'opportunités de développement durable ;

e) l'existence d'un plan de gestion côtier intégré au sens de l'article 4 paragraphe 3 (e) de la convention.

C. STATUT JURIDIQUE

1. Toute aire susceptible d'être inscrite sur la liste des ASPIM doit être dotée d'un statut juridique assurant sa protection efficace à long terme.

2. Pour être inscrite sur la liste des ASPIM, une aire située dans un espace déjà délimité sur lequel s'exerce la souveraineté ou la juridiction d'une partie doit bénéficier d'un statut de protection reconnu par la partie concernée.

3. Dans le cas de sites situés en tout ou en partie en haute mer ou dans des zones où les limites de souveraineté ou de juridiction nationale ne sont pas encore définies, le statut juridique, le plan de gestion, les mesures applicables et les autres éléments prévus à l'article 9, paragraphe 3, du protocole seront fournis par les parties voisines concernées dans la proposition d'inscription sur la liste des ASPIM.

D. MESURES DE PROTECTION, DE PLANIFICATION ET DE GESTION

1. Les objectifs de conservation et de gestion doivent être clairement définis au niveau des textes relatifs à chaque site, et constitueront le point de départ pour évaluer l'adéquation des mesures adoptées et l'efficacité de leur mise en œuvre à l'occasion des révisions de la liste des ASPIM.

2. Les mesures de protection, de planification et de gestion applicables à chaque aire doivent être adéquates pour permettre d'atteindre les objectifs de conservation et de gestion fixés, à court et à long terme, pour le site, et tenir particulièrement compte des dangers qui le menacent.

3. Les mesures de protection, de planification et de gestion doivent être basées sur une connaissance adéquate des composantes naturelles et des facteurs

socio-économiques et culturels qui caractérisent chaque aire. En cas de lacunes dans les connaissances de base, une aire proposée pour inscription sur la liste des ASPIM doit être dotée d'un programme pour la collecte des données et des informations manquantes.

4. Les compétences et les responsabilités concernant l'administration et la mise en œuvre des mesures de conservation pour les aires proposées pour inscription sur la liste des ASPIM doivent être clairement définies au niveau des textes régissant chaque aire.

5. Dans le respect des spécificités qui caractérisent chaque site protégé, les mesures de protection d'une ASPIM doivent prendre en compte les aspects fondamentaux suivants :

a) le renforcement de la réglementation du rejet ou du déversement des déchets ou d'autres substances susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à l'intégrité de l'aire ;

b) le renforcement de la réglementation de l'introduction ou de la réintroduction de toute espèce dans l'aire ;

c) la réglementation de toute activité ou acte pouvant nuire ou perturber les espèces ou pouvant mettre en danger l'état de conservation des écosystèmes ou des espèces ou porter atteinte aux caractéristiques naturelles, culturelles ou esthétiques de l'aire.

d) la réglementation s'appliquant aux zones périphériques des aires en question.

6. Pour être inscrite sur la liste des ASPIM, une aire protégée doit être dotée d'un organe de gestion, disposant de pouvoirs et de moyens humains et matériels suffisants pour prévenir et/ou contrôler les activités susceptibles d'être en opposition aux objectifs de l'aire protégée.

7. Pour être inscrite sur la liste des ASPIM, une aire devra être dotée d'un plan de gestion. Les règles principales de ce plan de gestion doivent être définies dès l'inscription et mises en application immédiatement. Un plan de gestion détaillé devra être présenté pendant les trois (3) premières années suivant l'inscription sur la liste. Le non-respect de cette obligation entraînera le retrait du site de la liste.

8. Pour être inscrite sur la liste des ASPIM, une aire devra être dotée d'un programme de surveillance continue. Ce programme devra comporter l'identification et le suivi d'un certain nombre de paramètres significatifs pour l'aire en question, afin de permettre d'évaluer l'état et l'évolution de l'aire ainsi que l'efficacité des mesures de protection et de gestion mises en œuvre, en vue éventuellement de leur ajustement. A cette fin des études scientifiques complémentaires seront commanditées.

ANNEXE II

LISTE DES ESPECES EN DANGER
OU MENACEES

Magnolophyta

Posidonia oceanica

Zostera marina

Zostera noltii

Chlorophyta

Caulerpa ollivieri

Phaeophyta

Cystoseira amentacea (inclus var. *stricta* et var. *spicata*)

Cystoseira mediterranea

Cystoseira sedoides

Cystoseira spinosa (inclu *C. adriatica*)

Cystoseira zosteroides

Laminaria rodriguezii

Rhodophyta

Goniolithon byssoides

Lithophyllum lichenoides

Ptilophora mediterranea

Schimmelmannia schousboei

Porifera

Asbestopluma hypogea

Aplysina sp. plur.

Axinella cannabina

Axinella polypoides

Geodia cydonium

Ircinia foetida

Ircinia pipetta

Petrobiona massiliana

Tethya sp. plur.

Cnidaria

Astroides calycularis

Errina aspera

Gerardia savaglia

Echinodermata

Asterina pancerii

Centrostephanus longispinus

Ophidiaster ophidianus

Bryozoa

Hornera lichenoides

Mollusca

Ranella olearia (= *Argobuccinum olearium* = *A. giganteum*)

Charonia lampas (= *Ch. rubicunda* = *Ch. nodifera*)

Charonia tritonis (= *Ch. seguenziae*)

Dendropoma petraeum

Erosaria spurca

Gibbula nivosa

Lithophaga lithophaga

Luria lurida (= *Cypraea lurida*)

Mitra zonata

Patella ferruginea

Patella nigra

Pholas dactylus

Pinna nobilis

Pinna rudis (= *P. pernula*)

Schilderia achatidea

Tonna galea

Zonaria pyrum

Crustacea

Ocypode cursor

Pachylasma giganteum

Pisces

Acipenser naccarii

Acipenser sturio

Aphanius fasciatus

Aphanius iberus

Cetorhinus maximus

Carcharodon carcharias

Hippocampus ramulosus

Hippocampus hippocampus

Huso huso

Lethenteron zanandreae

Mobula mobular

Pomatoschistus canestrinii

Pomatoschistus tortonesei

Valencia hispanica

Valencia letourneuxi

Reptiles

Caretta caretta
Chelonia mydas
Dermochelys coriacea
Eretmochelys imbricata
Lepidochelys kempii
Trionyx triunguis

Aves

Pandion haliaetus
Calonectris diomedea
Falco eleonora
Hydrobates pelagicus
Larus audouinii
Numenius tenuirostris
Phalacrocorax aristotelis
Phalacrocorax pygmaeus
Pelecanus onocrotalus
Pelecanus crispus
Phoenicopterus ruber
Puffinus yelkouan
Sterna albifrons
Sterna bengalensis
Sterna sandvicensis

Mammalia

Balaenoptera acutorostrata
Balaenoptera borealis
Balaenoptera physalus
Delphinus delphis
Eubalaena glacialis
Globicephala melas
Grampus griseus
Kogia simus
Megaptera novaeangliae
Mesoplodon densirostris
Monachus monachus
Orcinus orca
Phocoena phocoena
Physeter macrocephalus
Pseudorca crassidens
Stenella coeruleoalba
Steno bredanensis
Tursiops truncatus
Ziphius cavirostris

ANNEXE III

**LISTE DES ESPECES DONT L'EXPLOITATION
EST REGLEMENTEE****Porifera**

Hippospongia communis
Spongia agaricina
Spongia officinalis
Spongia zimocca

Cnidaria

Antipathes sp. plur.
Corallium rubrum

Echinodermata

Paracentrotus lividus

Crustacea

Homarus gammarus
Maja squinado
Palinurus elephas
Scyllarides latus
Scyllarus pigmaeus
Scyllarus arctus

Pisces

Alosa alosa
Alosa fallax
Anguilla anguilla
Epinephelus marginatus
Isurus oxyrinchus
Lamna nasus
Lampetra fluviatilis
Petromyzon marinus
Prionace glauca
Raja alba
Sciaena umbra
Squatina squatina
Thunnus thynnus
Umbrina cirrosa
Xiphias gladius

par les mots :

Articles 2A à 2E et article 2I

Q. Article 17

A l'article 17 du protocole, remplacer les mots :

Articles 2A à 2H

par les mots :

Articles 2A à 2I

R. Annexe C

A l'annexe C du protocole, ajouter le groupe suivant :

Groupe	Substances	Nombre d'isomères	Potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone
Groupe III CH ₂ BrCl	Bromochlorométhane	1	0,12

Article 2

Relations avec l'amendement de 1997

Aucun Etat ni organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent amendement ou d'adhésion au présent amendement, s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un tel instrument à l'amendement adopté par les parties à leur neuvième réunion à Montréal le 17 septembre 1997.

Article 3

Entrée en vigueur

1. Le présent amendement entre en vigueur le 1er janvier 2001, sous réserve du dépôt, à cette date, d'au moins 20 instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement par des Etats ou des organisations régionales d'intégration économique qui

sont parties au protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été respectée, le présent amendement entrera en vigueur le quatre-vingt-dix-neuvième jour suivant la date à laquelle cette condition aura été remplie.

2. Aux fins du paragraphe 1, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique ne doit être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats membres de ladite organisation.

3. Postérieurement à son entrée en vigueur, tel que prévu au paragraphe 1, le présent instrument entre en vigueur pour toute autre partie au protocole le quatre-vingt-dix-neuvième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

DECRETS

Décret présidentiel n° 07-90 du 29 Safar 1428 correspondant au 19 mars 2007 autorisant la contribution de l'Algérie à la septième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA).

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (3° et 6°) et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 82-14 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour 1983, notamment son article 26 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances, notamment son article 24 ;

Vu le décret n° 77-176 du 7 décembre 1977 relatif à la ratification de l'accord portant création du fonds international de développement agricole, adopté le 13 juin 1976 ;

Vu la résolution n° 141/XXIX sur la septième reconstitution des ressources, adoptée le 16 février 2006, à la vingt-neuvième session du conseil des gouverneurs du fonds international de développement agricole ;

Décrète :

Article 1er. — Est autorisée la contribution de la République algérienne démocratique et populaire à la septième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA).

Art. 2. — Le versement de la contribution susvisée sera opéré sur les fonds du Trésor dans les formes prévues par la résolution 141/XXIX sur la septième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1428 correspondant au 19 mars 2007.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

DECRETS

Décret présidentiel n° 09-260 du 21 Chaâbane 1430 correspondant au 12 août 2009 autorisant la contribution de l'Algérie à la huitième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA).

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (3° et 8°) et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 82-14 du 30 décembre 1982 portant loi de finances pour 1983, notamment son article 26 ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois des finances, notamment son article 24 ;

Vu le décret n° 77-176 du 7 décembre 1977 relatif à la ratification de l'accord portant création du fonds international de développement agricole, adopté le 13 juin 1976 ;

Vu la résolution n° 154/XXXII sur la huitième reconstitution des ressources, adoptée le 19 février 2009, à la 32ème session du conseil des gouverneurs du fonds international de développement agricole ;

Décète :

Article 1er. — Est autorisée la contribution de la République algérienne démocratique et populaire à la huitième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole (FIDA).

Art. 2. — Le versement de la contribution susvisée sera opéré sur les fonds du Trésor dans les formes prévues par la résolution 154/XXXII sur la huitième reconstitution des ressources du fonds international de développement agricole.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Chaâbane 1430 correspondant au 12 août 2009.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Décret exécutif n° 09-257 du 20 Chaâbane 1430 correspondant au 11 août 2009 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'organe spécialisé en matière de tarification des assurances.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 74-15 du 30 janvier 1974, modifiée et complétée, relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;

Vu l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances, notamment son article 231 ;

Vu l'ordonnance n° 95-27 du 8 Chaâbane 1416 correspondant au 30 décembre 1995 portant loi de finances pour 1996, notamment son article 161 ;

Vu l'ordonnance n° 03-12 du 27 Joumada Ethania 1424 correspondant au 26 août 2003 relative à l'obligation d'assurance des catastrophes naturelles et à l'indemnisation des victimes ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-47 du 26 Chaâbane 1416 correspondant au 17 janvier 1996 relatif à la tarification des risques en matière d'assurance ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application de l'article 231 de l'ordonnance n° 95-07 du 23 Chaâbane 1415 correspondant au 25 janvier 1995, modifiée et complétée, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'organe spécialisé en matière de tarification des assurances.

L'organe ci-dessus cité est dénommé « **Bureau spécialisé de tarification en assurances** », par abréviation « B.S.T », ci-après désigné « le bureau ».

Décret n° 75-167 du 30 décembre 1975 fixant l'effectif du troupeau et la superficie des terres de parcours attribuables au titre de la Révolution agraire dans les zones steppiques.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu la charte de la Révolution agraire et notamment l'annexe relative à la steppe ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant Révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral ;

Vu le décret n° 72-107 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution temporaire des tâches de la Révolution agraire au niveau de la wilaya ;

Vu le décret n° 72-108 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés des tâches temporaires de la Révolution agraire au niveau communal ;

Vu le décret n° 75-166 du 30 décembre 1975 portant limites des zones steppiques.

Décrète :

Article 1^{er}. — Dans les zones steppiques, l'effectif du troupeau, attribuable au titre de la Révolution agraire est fixé à :

- CENT (100) brebis,
- CINQ (5) bœufs.

Art. 2. — La superficie en terres de parcours par troupeau attribuée est fixée dans chaque zone steppe telle que portée à l'annexe du présent décret.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 décembre 1975.

Houari BOUMEDIENE.

ANNEXE

SUPERFICIE ATTRIBUEE PAR TROUPEAU EN TERRES DE PARCOURS

ZONES	Superficie
A - Zone agro-pastorale dite « Zone semi-aride inférieure » comprise entre les isohyètes 300 et 400 mm, bornes incluses.	100 ha
B - Zone steppe Nord dite « Zone aride supérieure à influence tellienne » comprise entre les isohyètes 200 mm inclus et 300 mm exclus y compris l'enclave steppe.	250 ha
C - Zone steppe Sud dite « Zone aride inférieure à influence saharienne » comprise entre les isohyètes 200 mm inclus et 300 mm exclus.	400 ha
D - Zone de parcours pré-saharienne dite « Région des dhayas aride inférieure » située en-dessous de l'isohyète 200 mm.	Zone de transhumance

Décret n° 75-168 du 30 décembre 1975 portant limitation du cheptel dans les zones steppiques.

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu la charte de la Révolution agraire, et notamment l'annexe relative à la steppe ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant Révolution agraire ;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral et notamment les articles 12 et 13 ;

Vu le décret n° 72-107 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés de l'exécution des tâches temporaires de la Révolution agraire au niveau de la wilaya ;

Vu le décret n° 72-108 du 7 juin 1972 relatif aux organes chargés des tâches temporaires de la Révolution agraire au niveau communal ;

Décrète :

Article 1^{er}. — Dans toutes zones d'application du code pastoral, l'effectif maximum du cheptel qu'il est permis à tout chef de famille de posséder en toute propriété lorsqu'il a la qualité d'éleveur-propriétaire est fixé à :

- deux cent quatre-vingt (280) brebis,
- dix-huit (18) bœufs.

Cet effectif est augmenté de cent (100) brebis et cinq (5) bœufs pour chaque enfant à charge sans que l'effectif total puisse excéder 150 % de l'effectif maximum qu'il est permis de posséder.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 décembre 1975.

Houari BOUMEDIENE.

Décret n° 75-169 du 30 décembre 1975 portant statut-type de la coopérative d'élevage pastoral de la Révolution agraire (C.E.P.R.A.)

Le Chef du Gouvernement, Président du Conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire,

Vu les ordonnances n° 65-182 du 10 juillet 1965 et 70-53 du 18 djoumada I 1390 correspondant au 21 juillet 1970 portant constitution du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 71-73 du 8 novembre 1971 portant Révolution agraire, et notamment l'annexe relative à la steppe ;

Vu l'ordonnance n° 75-43 du 17 juin 1975 portant code pastoral ;

Vu l'ordonnance n° 72-23 du 7 juin 1972 abrogeant et remplaçant les ordonnances n° 67-256 du 16 novembre 1967 modifiée et 70-72 du 2 novembre 1970 relatives au statut général de la coopération et à l'organisation pré-coopérative ;

Vu le décret n° 72-106 du 7 juin 1972 portant statut de la coopération agricole, modifié ;

Il présente les travaux sur les points dont il est saisi par le directeur général de l'agence.

TITRE III

DISPOSITIONS FINANCIERES

Art. 15. — Les opérations de recettes et de dépenses de l'agence sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 16. — La tenue des écritures comptables de l'agence et le manement des fonds sont confiés à un agent comptable, agréé par le ministre des finances.

Art. 17. — L'agence est soumise au contrôle financier de l'Etat.

Art. 18. — Les ressources de l'agence comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes publics,
- les emprunts,
- les dons et legs,
- les autres recettes découlant des prestations de services et des activités en rapport avec son objet.

Art. 19. — Les dépenses de l'agence comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,
- les dépenses d'équipement,

Art. 20. — Le budget de l'agence est présenté par chapitres et articles.

Il est préparé par le directeur général et soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Il est ensuite transmis pour approbation au ministère de tutelle et au ministère des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 21. — Les comptes administratifs et de gestion, établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable, sont soumis, pour adoption par le directeur général de l'agence, au conseil d'orientation, à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent, accompagnés du rapport contenant les développements et les explications sur la gestion administrative et financière de l'agence.

Art. 22. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés auprès des autorités concernées et aux greffes de la Cour des comptes dans les conditions de la réglementation en vigueur.

Art. 23. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

Chadli BENDJEDID

Décret n° 83-458 du 28 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux.

Le Président de la République,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 67-261 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 81-49 du 24 mars 1981 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres ;

Décète :

TITRE I

DENOMINATION - OBJET

Article 1er. — Les parcs nationaux dont le statut-type est défini par le présent décret, sont des établissements publics à caractère administratif, dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ils sont placés sous la tutelle du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 2. — Les parcs nationaux, après acte de classement, conformément à la loi relative à la protection de l'environnement susvisée, sont créés par un décret qui précisera :

1° les limites territoriales de chacun des parcs.

Le plan de chacun des parcs sera annexé au décret de création,

2° le siège du parc national,

Art. 3. — Les parcs nationaux ont pour objet :

— la conservation de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, tout milieu naturel présentant un intérêt particulier à préserver.

— la préservation de ce milieu contre toutes les interventions artificielles et les effets de dégradation naturelle, susceptibles d'altérer son aspect, sa composition et son évolution,

— l'initiation et le développement, en relation avec les autorités et organismes concernées, de toutes activités de loisirs et sportives en rapport avec la nature,

— l'implantation, en relation avec les autorités et organismes concernés, d'une infrastructure touristique dans la zone périphérique,

Ils sont, en outre, chargés :

— d'observer et d'étudier le développement de la nature et de l'équilibre écologique,

— de coordonner toutes les études entreprises au sein du parc,

— de participer aux réunions scientifiques, colloques et séminaires se rapportant à son objet,

TITRE II

STRUCTURE DES PARCS

Art. 4. — Chaque parc comprend les classes suivantes :

Des classes 1 dites zone de réserve intégrale.

Des classes 2 dites primitives ou sauvages.

Des classes 3 dites à faibles croissances.

Des classes 4 dites tampons.

Des classes 5 dites périphériques.

— la classe dite zone de réserve intégrale comprenant des ressources à caractère unique ou particulier, est celle qui mérite une attention spéciale, en vue de conserver certaines ressources particulières ou uniques. Entrent dans cette zone, notamment la plupart des lieux historiques, préhistoriques, des sols mouilleux, des marais salants, des estuaires. Cette zone sert de laboratoire pour les observations scientifiques et éléments de comparaisons avec d'autres zones naturelles soumises à divers traitements (exploitations forestières, utilisation de l'eau, chasse aux animaux...).

— la classe dite primitive ou sauvage où sont interdites toutes constructions de routes, d'ouvrages, ainsi que toutes autres transformations, susceptibles d'altérer l'ambiance naturelle,

— la classe dite à faible croissance est celle où quelques transformations peuvent être réglementées.

— la classe dite tampon sert à protéger la zone primitive ou sauvage et la zone à faible croissance. Elle peut servir de lieu de camping,

— la classe périphérique sert de lieu à toutes formes de construction. Cette classe peut être traversée par les routes importantes.

Art. 5. — A l'exception de la zone primitive ou sauvage, la zone périphérique du parc peut faire l'objet d'une mise en valeur dans le respect des dispositions de l'article 3 du présent décret.

TITRE III

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Art. 6. — Chaque parc national est dirigé par un directeur et administré par un conseil d'orientation composé comme suit :

— le représentant du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres. Président,

— le représentant du ministre de l'intérieur,

— le représentant du ministre des finances,

— le représentant du ministre de la jeunesse et des sports,

— le représentant du ministre du tourisme,

— le représentant du ministre de l'agriculture et de la révolution agraire,

— le représentant du ministre de l'enseignement et de la recherche scientifique,

— le représentant du ministre de l'information,

— le représentant du ministre de la culture,

— le représentant du ministre de l'éducation et de l'enseignement fondamental,

— le représentant du ministre de la santé,

— le représentant du ministre des travaux publics,

— les représentants des secrétaires de mouhafada concernées,

— les walis des wilayas concernées ou leurs représentants,

— les présidents d'APC des communes concernées.

Le conseil d'orientation peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Le directeur et l'agent comptable assistent aux réunions à titre consultatif.

Art. 7. — Le conseil d'orientation délibère sur :

— l'organisation, le fonctionnement général et le règlement intérieur du parc national.

— les programmes de travail annuels et pluriannuels ainsi que le bilan d'activités de l'année écoulée,

— le programme de recherche scientifique,

— les programmes annuels et pluriannuels des équipements et des emprunts,

— les conditions générales de passation de conventions, marchés et autres transactions engageant le parc national,

— les états prévisionnels des recettes et des dépenses du parc,

— les comptes annuels,

— les règlements comptable et financier.

— l'acceptation et l'affectation des dons et legs.

Les délibérations du conseil d'orientation sont soumises à l'approbation de l'autorité de tutelle dans les trente (30) jours suivant leur adoption.

Art. 8. — Le conseil d'orientation se réunit en sessions ordinaires, deux fois par an, sur convocation de son président.

Il peut se réunir, en sessions extraordinaires à la demande, soit du président, soit du directeur du parc, soit du tiers (1/3) de ses membres.

Le conseil d'orientation ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres sont présents : si ce quorum n'est pas atteint une nouvelle réunion a lieu dans un délai de huit (8) jours suivant la date initialement prévue. Dans ce cas, les délibérations sont valables quelque soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont constatées sur des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, signé par le président et le secrétaire de séance.

Les résultats des délibérations sont adoptés à la majorité simple.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 9. — Le directeur du parc national est nommé par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 10. — Le directeur est assisté d'un secrétaire général et des chefs de départements.

Le secrétaire général et les chefs de départements sont nommés par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres, sur proposition du directeur du parc.

Art. 11. — Le directeur du parc agit dans le cadre des directives générales de l'autorité de tutelle :

- il est responsable du fonctionnement du parc, dans le respect des attributions du conseil d'orientation et exerce l'autorité hiérarchique sur tout le personnel du parc national,

- il représente le parc dans tous les actes de la vie civile,

- il établit les rapports à présenter aux délibérations du conseil d'orientation,

- il transmet les délibérations du conseil d'orientation, pour approbation, à l'autorité de tutelle,

- il peut déléguer sa signature à ses principaux adjoints dans les limites de ses attributions,

- il met en œuvre les résultats des délibérations du conseil d'orientation, approuvées par l'autorité de tutelle,

- il assure la préparation des réunions du conseil d'orientation dont il tient le secrétariat,

- il est ordonnateur du budget du parc conformément à la réglementation en vigueur ; à ce titre :

- * il établit le budget, engage et ordonne les dépenses du parc.

- * il passe tous les marchés, accords et conventions.

Art. 12. — Le directeur prend des arrêtés à l'effet d'exécution des délibérations du conseil d'orientation approuvées par l'autorité de tutelle et relatives aux mesures particulières de protection du parc.

A ce titre, il réglemente, notamment et conformément à la législation en vigueur, l'accès, la circulation et le stationnement des personnes, des véhicules et des animaux sur les routes situées à l'intérieur du parc national.

Art. 13. — Sauf cas d'urgence, les arrêtés visés à l'article 12 du présent décret sont communiqués, huit (8) jours au moins avant leur intervention, aux présidents d'assemblées populaires communales (A.P.C.) et des walis des collectivités intéressées ; ceux-ci informent le directeur des arrêtés qu'ils se proposent de prendre.

TITRE IV

ORGANISATION FINANCIERE

Art. 14. — Le parc est soumis au contrôle financier de l'Etat. Les opérations de recettes et de dépenses des parcs sont réalisées dans le cadre d'un budget élaboré et exécuté en conformité avec les règles de la comptabilité publique.

Art. 15. — La tenue des écritures comptables du parc et le maniement des fonds, sont confiés à un agent comptable agréé par le ministre des finances.

Art. 16. — Les ressources du parc comprennent :

- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et organismes publics,

- les emprunts,

- les dons et legs,

- les autres recettes découlant des activités en rapport avec son objet,

Art. 17. — Les dépenses du parc comprennent :

- les dépenses de fonctionnement,

- les dépenses d'équipement,

Art. 18. — Le budget du parc est présenté par chapitres et articles.

Le budget est préparé par le directeur et est soumis, pour délibération, au conseil d'orientation.

Il est ensuite transmis, pour approbation, au ministère de tutelle et au ministère des finances avant le début de l'exercice auquel il se rapporte, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 19. — Les comptes administratifs et de gestion établis respectivement par l'ordonnateur et l'agent comptable sont soumis, pour adoption, par le directeur du parc au conseil d'orientation, à la fin du premier trimestre qui suit la clôture de l'exercice, auquel ils se rapportent, accompagnés du rapport contenant les développements et les explications sur la gestion administrative et financière de l'établissement.

Art. 20. — Les comptes administratifs et de gestion sont déposés auprès des autorités concernées et aux greffes de la Cour des comptes dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 21. — Les modalités d'application des dispositions du présent décret seront précisées par arrêté du secrétaire d'Etat aux forêts et à la mise en valeur des terres.

Art. 22. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 juillet 1983.

Chadli BENDJEDID

consultatif, à toute personne dont la compétence serait requise pour donner un avis technique autorisé.

Art. 8. — Le conseil est présidé par l'un de ses membres, choisi par ses pairs pour une période d'un (1) an renouvelable.

Il est doté d'un secrétariat technique assuré par la société nationale des transports maritimes (S.N.T.M./C.N.A.M.).

Le conseil élabore et adopte son règlement intérieur qui est approuvé par arrêté du ministre des transports.

Art. 9. — Le conseil se réunit une fois par mois en session ordinaire, sur convocation de son président.

Il se réunit en session extraordinaire à l'initiative du ministre des transports ou du tiers de ses membres.

En cas d'empêchement du président, le conseil désigne, en son sein, un président de séance.

Un projet d'ordre du jour est établi par le secrétariat technique, approuvé par le président pour chaque réunion. Il est communiqué aux membres suffisamment à temps pour permettre un bon déroulement des travaux.

Art. 10. — Le conseil ne peut valablement se réunir que si les deux-tiers au moins de ses membres sont présents.

Toutefois, le conseil peut se réunir valablement huit (8) jours après, même si le quorum n'est pas atteint.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 11. — Les conclusions des travaux du conseil font l'objet de procès-verbaux signés par le président.

Le président communique les résultats des travaux, accompagnés de ses observations s'il y a lieu, au ministre des transports et, en tant que de besoin, aux ministres intéressés.

Art. 12. — Le conseil constitue, en son sein, selon les conditions et modalités de son règlement intérieur, des commissions ou sections pour la bonne marche de ses travaux.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 février 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-44 du 10 février 1987 relatif à la prévention contre les incendies dans le domaine forestier national et à proximité.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts ;

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu l'ordonnance n° 76-4 du 20 février 1976 relative aux règles applicables en matière de sécurité contre les risques de l'incendie et de panique et la création des commissions de prévention et de protection civile ;

Vu le décret n° 64-129 du 15 avril 1964 portant organisation administrative des protections civiles ;

Vu le décret n° 80-184 du 19 juillet 1980 portant mise en place des organes de coordination des actions de protection des forêts ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

Vu le décret n° 85-231 du 25 août 1985 fixant les conditions et modalités d'organisation et de mise en œuvre des interventions de secours en cas de catastrophes ;

Vu le décret n° 87-45 du 10 février 1987 portant organisation et coordination des actions en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le domaine forestier national ;

Décète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions des articles 20 à 24 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les règles et normes de prévention des incendies dans le domaine national forestier.

Art. 2. — Nul ne doit porter ou allumer du feu à l'intérieur et à moins d'un (1) kilomètre du domaine forestier national.

Toutefois, l'emploi du feu n'est autorisé qu'à des fins utiles, sous réserve de l'observation des prescriptions édictées par le présent décret.

Art. 3. — L'utilisation du feu dans les habitations situées à l'intérieur du domaine forestier national ou à proximité, pendant la période allant du 1er juin au 31 octobre de l'année considérée, n'est autorisée que pour les besoins domestiques. Le wali peut arrêter, avancer ou retarder les dates ci-dessus indiquées.

TITRE I

MESURES APPLICABLES AUX ACTIVITES
ET INSTALLATIONS DANS LE DOMAINE
FORESTIER NATIONAL ET A PROXIMITE

Art. 4. — Les habitations situées à l'intérieur et jusqu'à une distance de 500 mètres des limites du domaine forestier national doivent être entourées d'une bande de protection de dix (10) mètres de large, dépourvue de toute végétation secondaire, telle que arbustes, arbrisseaux, broussailles et plantes herbacées qui poussent sous les arbres composant les essences principales de la forêt.

Dans les limites de cette bande de protection, les arbres fruitiers sont épargnés et les sujets de l'essence principale sont élagués au tiers (1/3) minimum inférieur.

Art. 5. — Les terrains d'implantation de toutes constructions, installations et chantiers énumérés aux articles 24 à 33 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée, sont déterminés par les services techniques chargés des forêts de la wilaya.

Art. 6. — Les constructions, installations et chantiers autres que ceux à usage d'habitations, y compris ceux établis pour une durée inférieure à une (1) année, doivent être entourés d'une bande de protection de vingt-cinq (25) mètres de large, dépourvue de toute végétation secondaire ou matières inflammables.

Ils doivent être également pourvus d'équipements de lutte contre les incendies conformément aux prescriptions des services techniques chargés des forêts et de la protection civile.

Art. 7. — Les engins mécanisés, opérant à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national, doivent être équipés d'un dispositif « cache-flammes » dont les caractéristiques techniques sont fixées par les administrations chargées des forêts et de la protection civile.

Art. 8. — Les mesures et prescriptions prévues aux articles ci-dessus font l'objet d'un contrôle périodique par les services techniques de wilaya, chargés des forêts et de la protection civile.

Ce contrôle est obligatoirement effectué dans le mois qui précède le déclenchement de la campagne de protection des forêts contre les incendies.

TITRE II

MESURES A PRENDRE CONTRE L'EMPLOI
DU FEU DANS LE DOMAINE FORESTIER
NATIONAL ET A PROXIMITE

Art. 9. — Durant la campagne de protection des forêts contre les incendies, l'incinération des chaumes et tous autres végétaux sur pied, gisant à terre et mis en tas ou en ordins est interdite à l'intérieur et jusqu'à une distance d'un (1) kilomètre du domaine forestier national.

En dehors de cette période et dans les mêmes limites, l'incinération des chaumes et de tous autres végétaux est soumise à une autorisation délivrée par les services techniques chargés des forêts.

Art. 10. — L'incinération sanitaire des chaumes à l'intérieur et à moins d'un (1) kilomètre du domaine forestier national est soumise à une autorisation délivrée par les services techniques locaux chargés des forêts.

Elle s'effectue en présence d'un agent désigné par cette administration. La parcelle à incinérer doit être entourée d'une bande de protection de dix (10) mètres de large, dépourvue de toute végétation secondaire ou matières inflammables.

Art. 11. — Les conditions et modalités de délivrance des autorisations prévues aux articles précédents sont définies par le ministre chargé des forêts.

Art. 12. — L'obtention de l'autorisation d'incinérations, prévue aux articles 9 et 10 ci-dessus, ne libère pas son titulaire de ses responsabilités dans le cas où des dommages sont causés au domaine forestier national ou à des tiers.

Art. 13. — Le détenteur de l'autorisation est tenu de veiller à l'extinction totale du feu. En cas de reprise et de propagation du feu au domaine forestier national, sa responsabilité est engagée.

Art. 14. — Lorsqu'une décharge présente des risques d'incendie pour le domaine forestier national, le président de l'assemblée populaire communale doit prendre toutes les mesures utiles pour prévenir ces risques.

Art. 15. — Dans les décharges autorisées conformément à la législation en vigueur et situées à l'intérieur et jusqu'à une distance de 500 mètres du domaine forestier national, le président de l'assemblée populaire communale est tenu d'aménager un périmètre de sécurité et d'entourer le dépotoir d'une bande de protection d'une largeur de cinquante (50) mètres, dépourvue en permanence de toute végétation ou de toutes matières inflammables.

Art. 16. — Pendant la campagne de protection des forêts, et à l'intérieur du domaine forestier national et à moins d'un (1) kilomètre, la réalisation de charbonnière, l'extraction du goudron ou de la résine et l'enfumage des ruches sont interdits. En dehors de cette période, ces opérations peuvent être effectuées après autorisation délivrée par les services techniques chargés des forêts dans les conditions visées à l'article 11 du présent décret.

Art. 17. — Les feux de camp destinés à la cuisson des aliments n'est autorisé que dans les forêts réservées au camping.

La responsabilité du campeur est engagée dans le cas où le feu se propage du fait de l'inobservation des mesures préventives.

Les mesures préventives que doit observer tout campeur sont définies par le ministre chargé des forêts.

TITRE III

MESURES PARTICULIERES A CERTAINS
MASSIFS FORESTIERS

Art. 18. — Les massifs forestiers dans lesquels l'importance des incendies, leur fréquence et la gravité de leurs conséquences sont telles que la sécurité publique peut être compromise ou que les sols et les peuplements forestiers sont menacés de dégradations sont déclarés sensibles.

Le ministre chargé des forêts établit annuellement une carte de ces massifs et définit les règles et actions de prévention et de préservation, notamment les travaux d'aménagement et d'équipement à entreprendre.

Art. 19. — Les massifs déclarés sensibles peuvent être, en cas de nécessité, fermés à tous travaux et toutes activités extra-forestières susceptibles de générer des incendies, y compris le pacage, le tourisme, la chasse et le camping.

Durant le déroulement de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies, le wali peut procéder, par arrêté, à la fermeture des massifs déclarés sensibles.

Toutefois, les voies de circulation et d'accès des populations résidant à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier national restent ouvertes.

TITRE IV

MESURES A PRENDRE PAR LES COLLECTIVITES
LOCALES ET CERTAINS ORGANISMES
EN MATIERE DE TRAVAUX DE PREVENTION

Art. 20. — Les organismes chargés de l'adduction, de la gestion et de l'exploitation d'hydrocarbures et de l'électricité doivent tenir informé le wali concerné, des travaux et installations présentant un risque d'incendies, notamment par la fourniture de cartes précisant la localisation des réseaux traversant le domaine forestier national.

Art. 21. — L'organisme chargé de la gestion et de l'exploitation de l'électricité est tenu d'ouvrir et d'entretenir annuellement des bandes de protection de quinze (15) mètres de large dépourvues de toutes végétations sous les lignes de haute tension traversant le domaine forestier national.

Art. 22. — Les fuites d'hydrocarbures dans les sections de réseau implantées à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national, doivent être signalées, par les organismes concernés, à l'administration locale chargée des forêts.

Art. 23. — Les organismes chargés de la gestion et de l'exploitation des stations de pompage, réservoirs d'hydrocarbures, gazoducs et oléoducs situés à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national sont tenus de les signaler par des balises et de procéder, avant le 1er juin de chaque année, au nettoyage de leurs voies de servitude et impacts sur une largeur de cinq (5) mètres de part et d'autre des ouvrages.

Art. 24. — L'organisme chargé de l'exploitation du réseau ferroviaire est tenu, avant le 1er juin de chaque année, de procéder au nettoyage des accotements sur une largeur de cinq (5) mètres au minimum, des voies et tronçons de voie ferrée situés à l'intérieur du domaine forestier national.

Art. 25. — Les collectivités locales sont tenues, de procéder, avant le 1er juin de chaque année, au nettoyage sur une largeur de cinq (5) mètres de part et d'autre des accotements des routes et toutes autres voies d'accès situées à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national.

Art. 26. — Les exploitants agricoles sont tenus, avant le 1er juin de chaque année, de réaliser des bandes de protection de cinq (5) mètres de large, dépourvues de toute végétation et matières combustibles autour des parcelles agricoles situées à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national et présentant des risques d'incendies.

Art. 27. — Les caractéristiques techniques des travaux de nettoyage préventifs prévus aux articles précédents sont définies par l'administration locale chargée des forêts.

Art. 28. — Les travaux mis à la charge des exploitants en application des dispositions du présent décret sont, après une mise en demeure du wali restée sans suite, exécutés d'office aux frais des intéressés.

Art. 29. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 février 1987.

Chadli BENDJEDID.

— ♦ —
Décret n° 87-45 du 10 février 1987 portant organisation et coordination des actions en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le domaine forestier national.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 76-4 du 20 février 1976 relative aux règles applicables en matière de sécurité contre

TITRE III

MESURES PARTICULIERES A CERTAINS
MASSIFS FORESTIERS

Art. 18. — Les massifs forestiers dans lesquels l'importance des incendies, leur fréquence et la gravité de leurs conséquences sont telles que la sécurité publique peut être compromise ou que les sols et les peuplements forestiers sont menacés de dégradations sont déclarés sensibles.

Le ministre chargé des forêts établit annuellement une carte de ces massifs et définit les règles et actions de prévention et de préservation, notamment les travaux d'aménagement et d'équipement à entreprendre.

Art. 19. — Les massifs déclarés sensibles peuvent être, en cas de nécessité, fermés à tous travaux et toutes activités extra-forestières susceptibles de générer des incendies, y compris le pacage, le tourisme, la chasse et le camping.

Durant le déroulement de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies, le wali peut procéder, par arrêté, à la fermeture des massifs déclarés sensibles.

Toutefois, les voies de circulation et d'accès des populations résidant à l'intérieur ou à proximité du domaine forestier national restent ouvertes.

TITRE IV

MESURES A PRENDRE PAR LES COLLECTIVITES
LOCALES ET CERTAINS ORGANISMES
EN MATIERE DE TRAVAUX DE PREVENTION

Art. 20. — Les organismes chargés de l'adduction, de la gestion et de l'exploitation d'hydrocarbures et de l'électricité doivent tenir informé le wali concerné, des travaux et installations présentant un risque d'incendies, notamment par la fourniture de cartes précisant la localisation des réseaux traversant le domaine forestier national.

Art. 21. — L'organisme chargé de la gestion et de l'exploitation de l'électricité est tenu d'ouvrir et d'entretenir annuellement des bandes de protection de quinze (15) mètres de large dépourvues de toutes végétations sous les lignes de haute tension traversant le domaine forestier national.

Art. 22. — Les fuites d'hydrocarbures dans les sections de réseau implantées à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national, doivent être signalées, par les organismes concernés, à l'administration locale chargée des forêts.

Art. 23. — Les organismes chargés de la gestion et de l'exploitation des stations de pompage, réservoirs d'hydrocarbures, gazoducs et oléoducs situés à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national sont tenus de les signaler par des balises et de procéder, avant le 1er juin de chaque année, au nettoyage de leurs voies de servitude et impacts sur une largeur de cinq (5) mètres de part et d'autre des ouvrages.

Art. 24. — L'organisme chargé de l'exploitation du réseau ferroviaire est tenu, avant le 1er juin de chaque année, de procéder au nettoyage des accotements sur une largeur de cinq (5) mètres au minimum, des voies et tronçons de voie ferrée situés à l'intérieur du domaine forestier national.

Art. 25. — Les collectivités locales sont tenues, de procéder, avant le 1er juin de chaque année, au nettoyage sur une largeur de cinq (5) mètres de part et d'autre des accotements des routes et toutes autres voies d'accès situées à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national.

Art. 26. — Les exploitants agricoles sont tenus, avant le 1er juin de chaque année, de réaliser des bandes de protection de cinq (5) mètres de large, dépourvues de toute végétation et matières combustibles autour des parcelles agricoles situées à l'intérieur et à moins de 500 mètres du domaine forestier national et présentant des risques d'incendies.

Art. 27. — Les caractéristiques techniques des travaux de nettoyage préventifs prévus aux articles précédents sont définies par l'administration locale chargée des forêts.

Art. 28. — Les travaux mis à la charge des exploitants en application des dispositions du présent décret sont, après une mise en demeure du wali restée sans suite, exécutés d'office aux frais des intéressés.

Art. 29. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 février 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-45 du 10 février 1987 portant organisation et coordination des actions en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le domaine forestier national.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution et notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 66-154 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;

Vu l'ordonnance n° 67-24 du 18 janvier 1967, modifiée et complétée, portant code communal ;

Vu l'ordonnance n° 69-38 du 23 mai 1969, modifiée et complétée, portant code de la wilaya ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 76-4 du 20 février 1976 relative aux règles applicables en matière de sécurité contre

les risques d'incendie et de panique et à la création de commissions de prévention et de protection civile ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983 relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles et notamment son article 8 ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu le décret n° 63-336 du 11 septembre 1963 portant organisation de la lutte contre les incendies de forêts ;

Vu le décret n° 64-129 du 15 avril 1964 portant organisation administrative de la protection civile ;

Vu le décret n° 80-184 du 19 juillet 1980 portant mise en place des organes de coordination des actions de protection des forêts ;

Vu le décret n° 81-387 du 26 décembre 1981 déterminant les compétences et les attributions de la commune et de la wilaya dans les secteurs des forêts et de la mise en valeur des terres ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

Vu le décret n° 85-231 du 25 août 1985 fixant les conditions et modalités d'organisation et de mise en œuvre des interventions et secours en cas de catastrophes ;

Vu le décret n° 85-232 du 25 août 1985 relatif à la prévention des risques de catastrophes ;

Vu le décret n° 87-44 du 10 février 1987 relatif à la prévention contre les incendies dans le domaine forestier national et à proximité ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de définir les modalités d'organisation et de coordination des actions en matière de lutte contre les incendies dans le domaine forestier national.

Art. 2. — L'organisation de la lutte contre les incendies dans le domaine national forestier fait l'objet d'un plan feu de forêts au niveau de la commune, d'un groupe de communes et de la wilaya ;

TITRE I

ORGANISATION DE LA CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Art. 3. — Le plan feu de forêts comprend l'ensemble des mesures d'organisation et des actions d'intervention dans le but de prévenir les risques d'incendies et d'assurer la coordination des opérations de lutte, notamment :

a) le programme d'information, de sensibilisation et de vulgarisation, qui précise à l'intention des populations et des opérateurs intéressés, les mesures et actions à entreprendre dans le cadre de la prévention et la lutte contre les incendies ;

b) le programme quantifié des travaux préventifs à réaliser, les périodes de leur réalisation, les impacts concernés ainsi que les administrations, services et organismes chargés de leur exécution ;

c) la carte du dispositif de surveillance et d'intervention fixant les postes de vigie, le positionnement et le rayon d'action des brigades forestières de première intervention et des unités de la protection civile ;

d) la carte des infrastructures générales du territoire concerné comportant les réseaux routiers et ferroviaires, les accès, pistes et routes forestières, le réseau des tranchées pare-feu, les points d'eau, ainsi que les agglomérations et principales concentrations d'habitations, équipements et infrastructures socio-économiques qui y sont implantés à l'intérieur ou à proximité ;

e) la liste des services et organismes retenus pour intervenir en cas d'incendies, en fonction des priorités et des urgences, la consistance et la répartition à l'intérieur du territoire concerné, de leurs moyens humains et matériels ;

f) l'organisation de corps de sauveteurs bénévoles et les modalités de leur initiation et/ou leur formation à la lutte contre les incendies de forêts ;

g) l'index téléphonique et les adresses des présidents et membres des commissions de protection des forêts de wilaya, des comités opérationnels ainsi que des responsables des services et organismes retenus pour intervenir sur les feux de forêts ;

h) les procédures d'alerte et de circulation de l'information.

Art. 4. — Les cartes prévues par le plan feu des forêts définies à l'article précédent comportent les formations forestières du territoire concerné et sont établies en fonction de l'étendue de ce territoire, à l'échelle 1/50.000ème, 1/100.000ème et 1/200.000ème.

Art. 5. — Chaque commune ou groupe de communes élabore, en relation avec les services locaux chargés de la protection civile et des forêts, son plan feu de forêts.

Ce plan est adopté, selon le cas, par le comité opérationnel de commune ou de daïra conformément aux dispositions du décret n° 80-148 du 19 juillet 1980 susvisé ; il est soumis à l'approbation du wali territorialement compétent.

Art. 6. — Il est établi sous l'autorité du wali, par la commission de protection des forêts, un plan de forêts de wilaya qui intègre les plans feu de forêts mentionnés à l'article précédent.

Art. 7. — Le plan feu de forêts de wilaya ainsi établi fait l'objet d'un arrêté du wali.

Art. 8. — Les plans feu de forêts des communes, groupes de communes et de la wilaya sont diffusés auprès de l'ensemble des membres des comités opérationnels concernés dès leur adoption.

Le plan feu de forêts de la wilaya est communiqué aux structures des administrations centrales chargées de la protection civile et de la protection des forêts.

Art. 9. — Lorsqu'un massif forestier ou une forêt s'étendent aux territoires de deux ou plusieurs communes, daïra ou wilaya, ces dernières coordonnent l'élaboration et les actions prévues pour la mise en œuvre de leurs plans feu de forêts respectifs.

Art. 10. — Le plan feu de forêts est actualisé annuellement. L'actualisation est effectuée dans des délais permettant d'opérer la réalisation des travaux préventifs prévues à l'article 3 du présent décret.

Il est également procédé à la vérification de la disponibilité des équipements et moyens mobilisables en cas d'intervention.

Art. 11. — Indépendamment des pouvoirs du président de l'assemblée populaire communale, le wali peut édicter toutes autres mesures de nature à assurer la prévention des incendies de forêts et à coordonner les actions de lutte contre ces incendies.

Art. 12. — Le chef de daïra, assisté des services de la protection civile et des forêts, coordonne et supervise les opérations d'élaboration des plans feu de forêts des communes concernées.

Sur proposition de la commission de protection des forêts de wilaya, le wali désigne, parmi les membres du comité opérationnel permanent de wilaya, deux ou plusieurs agents chargés de procéder au contrôle de l'exécution des mesures prévues par les plans feu de forêts.

TITRE II

DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE DE PROTECTION DES FORETS ET MISE EN ŒUVRE DU PLAN FEU DE FORETS

Art. 13. — La campagne de protection des forêts contre les incendies est ouverte par arrêté du wali du premier juin au trente-et-un octobre de l'année considérée.

Les dates d'ouverture et de clôture de la campagne peuvent être avancées ou retardées en fonction des conditions météorologiques relevées par la wilaya.

Art. 14. — Pendant toute la durée de la campagne de protection des forêts, une permanence est organisée au niveau des sièges des comités opérationnels et de l'ensemble des services et organismes intervenants intéressés par la mise en œuvre du plan feu de forêts.

Elle est assurée de jour comme de nuit, y compris les jours fériés et de repos hebdomadaire, par les agents dûment habilités.

Art. 15. — La surveillance des massifs forestiers est assurée par le réseau de postes de vigie.

Durant toute la campagne de protection des forêts, chaque poste de vigie, pourvu de deux (2) gardiens au

minimum, fonctionne sans interruption de jour comme de nuit, conformément aux consignes de surveillances fixées par les services locaux chargés des forêts.

Art. 16. — Les sièges des permanences, les dispositifs de surveillance, le circuit de transmission de l'alerte et les liaisons nécessaires par les actions de lutte sont dotés de moyens de radiocommunication.

Art. 17. — Toute personne constatant la présence d'un feu en forêt est tenue de procéder à son extinction et, dans le cas d'impossibilité, d'en informer le poste forestier ou toute autre autorité les plus proches du foyer d'incendies.

Art. 18. — Lorsqu'un incendie est déclaré, les actions de lutte sont mises en œuvre conformément au plan feu de forêts.

Art. 19. — Les premières interventions sur les incendies déclarés sont effectuées par la brigade mobile des services locaux chargée des forêts qui, en cas de besoin, fait appel à l'unité de la protection civile.

Lorsque l'ampleur de l'incendie le justifie, il est procédé à la mobilisation des autres moyens prévus pour les plans feu de forêts.

Art. 20. — Le comité opérationnel dont les moyens sont insuffisants pour circonscrire l'incendie, fait appel au comité opérationnel immédiatement supérieur.

Art. 21. — Lorsque l'ampleur d'un incendie dépasse les capacités d'intervention d'une wilaya, le président de la commission de protection des forêts de cette wilaya informe le président de la commission nationale de protection des forêts qui réunit les moyens supplémentaires à mettre en œuvre.

Art. 22. — Lorsqu'un incendie s'étend sur le territoire de deux ou plusieurs communes, groupes de communes et wilayas, les comités opérationnels concernés mettent en œuvre les moyens d'intervention prévus par leurs plans feu de forêts respectifs.

Art. 23. — La direction des interventions et des secours est assurée par un poste de commandement placé, selon le cas, sous l'autorité du président de l'assemblée populaire communale, du chef de daïra ou du wali assisté des membres des comités opérationnels concernés.

En cas d'empêchement, leurs intérimaires ou des personnes dûment désignées les remplacent.

Dans le cas où l'incendie s'étend sur plusieurs wilayas, la coordination des interventions et des secours est assurée par le wali désigné conjointement par le ministre chargé des collectivités locales et le ministre chargé des forêts.

Art. 24. — La direction technique de la lutte active contre les incendies est assurée par l'officier de la protection civile, assisté du technicien forestier, les plus élevés en grade, présents sur les lieux.

Art. 25. — L'appel aux renforts des unités de l'Armée nationale populaire ne peut être effectué que par le wali ou son représentant dûment habilité à cet effet.

TITRE III

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Art. 26. — Les populations, qu'elles soient ou non usagères de biens forestiers ou détentrices en forêts de droits réels, sont tenues d'apporter leur concours dans la lutte contre les incendies.

La liste des personnes valides mobilisables en cas d'incendie est tenue à jour par le président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.).

Art. 27. — Lorsque les moyens d'intervention prévus par le plan « Feu de forêt » sont insuffisants pour éteindre un incendie, il est procédé à la réquisition des personnes et des biens conformément à la législation en vigueur.

Art. 28. — Les personnes et les biens réquisitionnés sont consignés dans un registre ouvert aux sièges des comités opérationnels.

Art. 29. — Les personnes et les biens réquisitionnés, engagés dans la lutte active contre les incendies, doivent être encadrés par les services techniques locaux chargés de la protection civile et des forêts.

Art. 30. — Les communes sont tenues de pourvoir à tous moyens de restauration, d'hébergement et d'abreuvement des chantiers d'intervention et de lutte contre l'incendie autant qu'il est nécessaire.

Art. 31. — Le collaborateur occasionnel bénévole ou requis du service de lutte contre les incendies est assimilé à un agent public pour les dommages qu'il subit et pour ceux que son intervention peut causer à des tiers.

Art. 32. — Les collaborateurs occasionnels des services de lutte contre les incendies de forêts, qu'ils soient bénévoles ou requis, bénéficient de la réparation des dommages subis lors de l'accomplissement de leur mission, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983 susvisée.

Art. 33. — La charge de la réparation du dommage subi par les collaborateurs occasionnels bénévoles ou requis du service de lutte contre les incendies de forêts, dans l'intérêt de la collectivité locale, conformément à la mission qui leur est confiée par le président de l'assemblée populaire communale (A.P.C.), est dévolue à la commune concernée.

Art. 34. — Les dispositions du décret n° 63-836 du 11 septembre 1963 susvisé sont abrogées.

Art. 35. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 février 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 86-279 du 18 novembre 1986 portant création d'une commission nationale de préparation des cérémonies et festivités de célébration du 25ème anniversaire de l'Indépendance nationale (rectificatif).

J.O. n° 47 du 19 novembre 1986

Page 1303, 1ère colonne, article 11, 2ème alinéa :

Au lieu de :

« Elles concernent la réalisation de modèles, de brevets et de planches dessinées représentant les différentes décorations instituées par la loi n° 84-02 du 2 janvier 1984 susvisée et exécutés par des peintres, graveurs, miniaturistes et ciseleurs nationaux ».

Lire :

« Elles concernent la réalisation, par des peintres, graveurs, miniaturistes et ciseleurs nationaux, de modèles, de brevets et de planches dessinées représentant les différentes étapes de la guerre de libération nationale et inspirés des combats et victoires qui lui sont liés ».

(Le reste sans changement).

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret du 1er janvier 1987 portant nomination d'un inspecteur général de wilaya.

Par décret du 1er janvier 1987, M. Youcef Chebli est nommé inspecteur général de la wilaya de Médéa.

Décrets du 1er janvier 1987 portant nomination de membres de conseils exécutifs de wilayas, chefs de division.

Par décret du 1er janvier 1987, M. Mohamed Benfekih est nommé membre du conseil exécutif de la wilaya de Médéa, chef de la division du développement des activités productives et de services.

Les délibérations du conseil sont prises à la majorité simple des membres. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 11. — Le secrétariat des séances du conseil est assuré par la structure chargée de la météorologie de l'administration centrale du ministère des transports.

Art. 12. — Les conclusions des travaux du conseil font l'objet de procès-verbaux signés par le président et inscrits sur un registre tenu par le secrétariat.

Le président communique les résultats des travaux, accompagnés des observations, s'il y a lieu, au ministre des transports et aux ministres intéressés.

Art. 13. — Le conseil constitue en son sein, selon les conditions et modalités de son règlement intérieur, des commissions ou sections pour tous travaux et études en rapport avec son objet.

Art. 14. — Les dispositions relatives à la mission, à l'organisation et au fonctionnement du conseil d'animation et de contrôle (C.A.C.), objet des articles 10 à 18 de l'ordonnance n° 75-25 du 29 avril 1975 portant création de l'Office national de la météorologie (O.N.M.), ainsi que toute disposition contraire, notamment celle contenue dans l'alinéa 1er de l'article 4 de ladite ordonnance, sont abrogées.

Art. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 juin 1987

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-143 du 16 juin 1987 fixant les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts,

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967 relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques ;

Vu l'ordonnance n° 76-48 du 25 mai 1976 fixant les règles applicables à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles.

Art. 2. — La décision de classement est préalable à la création des parcs nationaux et des réserves naturelles.

Elle est prononcée par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de la nature, après consultation des institutions et des collectivités locales concernées.

Art. 3. — Toute personne physique ou toute personne morale de droit public ou privé, peut demander au wali territorialement compétent, l'ouverture d'une instance de classement en parc ou réserve naturelle, d'une propriété ou de partie de territoire d'une ou plusieurs communes.

Art. 4. — La demande d'ouverture d'instance de classement nécessite la constitution d'un dossier en double exemplaire comportant une notice explicative indiquant notamment, les motifs, le plan de situation à une échelle suffisante de la propriété ou la partie de territoire proposée au classement, le plan cadastral de parcelle.

Un exemplaire du dossier est soumis par le wali au ministre chargé de la protection de la nature.

Art. 5. — Le ministre chargé de la protection de la nature élabore, en liaison avec les autres ministres et les collectivités locales intéressées, les études préliminaires au classement.

Art. 6. — Dans le cas où les études font apparaître des intérêts pour le classement en réserve ou en parc, le ministre chargé de la protection de la nature demande au wali l'ouverture d'une enquête publique, conformément aux procédures et modalités définies dans le présent décret.

Art. 7. — Le dossier du projet de classement ainsi arrêté comprend obligatoirement :

1. une note indiquant l'objet, les motifs et l'étendue de l'opération ainsi que la liste des communes concernées, incluses en totalité ou en partie dans la zone du parc ou de la réserve avec, par commune, l'indication des sections cadastrales correspondantes et les limites territoriales ;

2. un plan de situation, à une échelle suffisante, montrant le territoire à classer ;

3. les plans cadastraux et états parcellaires correspondants ;

4. une étude sur les incidences générales socio-économiques du projet ;

5. l'indication des sujétions et des interdictions qui seraient imposées par le décret créant le parc ou la réserve.

Art. 8. — Lorsque le projet de classement concerne le territoire de plusieurs wilayas, le ministre chargé de la protection de la nature désigne un wali centralisateur.

Art. 9. — Lorsque le projet de classement doit entraîner une quelconque modification d'un plan d'occupation des sols ou d'un document d'urbanisme, l'enquête engagée par le wali porte également sur cette modification.

Art. 10. — Le wali prend un arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de classement au vu du dossier défini ci-dessus.

Cet arrêté précise :

1. l'objet de l'enquête, la date d'ouverture et sa durée fixée à deux mois ;

2. les heures et les sièges des assemblées populaires communales où le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et formuler les observations sur un registre spécial, à feuillets non mobiles ouvert à cet effet, coté et paraphé par le wali concerné ;

3. les autorités compétentes chargées de recevoir les avis et observations formulés par les propriétaires et les titulaires de droits réels concernés par le projet de classement.

Art. 11. — Les assemblées populaires communales dont le territoire est inclus dans le projet de classement sont tenues d'émettre un avis sur le principe de création et ce, dans le respect du délai fixé ci-dessus.

Art. 12. — Pendant le délai fixé dans l'arrêté du wali, les observations sur le projet soumis à l'enquête sont consignées sur le registre spécial institué à cet effet dans chaque commune concernée.

Art. 13. — Les propriétaires concernés et les titulaires de droits réels peuvent faire connaître leur opposition au projet ou leur consentement, soit par mention consignée sur le registre spécial prévu à l'article 10 ci-dessus, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutefois, le propriétaire ou le titulaire de droits réels est réputé avoir tacitement consenti au classement lorsque, ayant reçu notification personnelle par lettre du wali, de mise à l'enquête et précisant les parties de ses biens concernées par le classement et lui indiquant que faute de réponse dans un délai de deux (2) mois, son silence vaudra consentement s'il n'a pas répondu.

Art. 14. — A l'expiration du délai d'enquête, le registre spécial est clos. Il est signé par le président de l'assemblée populaire communale et transmis dans les huit (8) jours, au wali dont dépend la commune.

Art. 15. — A l'issue des consultations, le dossier comprenant les pièces relatives à l'enquête publique les avis formulés et les consentements ou oppositions recueillis, est adressé avec son avis, par le wali centralisateur, au ministre chargé de la protection de la nature.

Art. 16. — Le projet de classement, modifié s'il y a lieu pour tenir compte des résultats de l'enquête,

est transmis pour avis, par le ministre chargé de la protection de la nature, aux ministres chargés respectivement de la défense nationale, des finances, des forêts et des mines, ainsi qu'aux autres ministres intéressés.

Le ministre chargé de la protection de la nature doit recueillir l'accord :

— du ministre chargé des finances si le territoire fait partie du domaine de l'Etat,

— du ministre chargé des forêts si le classement concerne une forêt soumise au régime général des forêts,

— des ministres chargés de la défense nationale et des transports lorsque le classement entraîne des contraintes pour le survol du territoire.

Les avis ou accords doivent être formulés dans un délai de trois (3) mois.

Art. 17. — Au vu des résultats de l'enquête, un décret pris sur le rapport du ministre chargé de la protection de la nature, prononce le classement du parc ou de la réserve.

Il précise également les limites du parc ou de la réserve, les actions, activités, travaux, constructions, installations et modes d'occupation des sols qui sont réglementés ou interdits. Ce décret est affiché, dès sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, au siège de la commune concernée.

Art. 18. — La décision de classement et le plan de délimitation du parc national ou de la réserve naturelle sont reportés au plan d'occupation des sols ou au document d'urbanisme en tenant lieu, au cadastre général et au cadastre forestier concerné.

Art. 19. — La décision de classement est notifiée aux propriétaires et titulaires de droits réels par le ministre chargé de la protection de la nature, dans un délai de deux (2) mois, à partir de la date de publication du présent décret au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire, conformément à l'article 19 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 susvisée.

Lorsqu'elle comporte des prescriptions particulières de nature à modifier la situation juridique ou l'utilisation antérieure des lieux, déterminant un préjudice direct, matériel certain, elle donne droit à une indemnité et ce, conformément à l'article 22 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement.

Art. 20. — Les demandes d'indemnisation formulées par les propriétaires, les titulaires de droits réels, ou leurs ayants droit, sont réglées conformément aux lois et règlements en vigueur, soit par accord amiable avec l'administration, soit par décision de la juridiction compétente.

Le propriétaire peut exiger l'acquisition par l'Etat de ses biens immeubles s'il justifie que le classement en parc national ou en réserve naturelle, le prive de la moitié du revenu normal qu'il retire de ses biens. L'acquisition a lieu, soit de gré à gré, soit par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 21. — Les demandes d'indemnisation ainsi que les demandes d'acquisition prévues aux articles 19 et 20 ci-dessus sont adressées au ministre chargé de la protection de la nature, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Elles précisent les sommes demandées et comportent les justifications dont l'intéressé entend faire état.

Elles comportent l'indication des autres titulaires de droits réels ou de droits personnels sur les immeubles dont il s'agit.

A cet effet, le ministre chargé de la protection de la nature est tenu de répondre, dans un délai de six (6) mois, à la date de la réception de la demande en précisant les sommes offertes.

A défaut d'accord amiable, dans les huit (8) mois, de la demande ou si le ministre chargé de la protection de la nature n'a pas répondu dans les délais fixés ci-dessus, l'intéressé peut saisir la juridiction compétente.

Art. 22. — Toute demande d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de leur aspect à l'intérieur du territoire, d'un parc national ou d'une réserve naturelle, est soumise à l'autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature et ce, conformément à l'article 23 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement.

Elle est adressée au wali territorialement compétent, accompagnée obligatoirement :

- d'une note précisant l'objet, les motifs et l'étendue de l'opération,
- d'un plan de situation détaillé,
- d'un plan général des ouvrages à exécuter ou des zones affectées par les modifications,
- d'une étude permettant d'apprécier les conséquences des modifications sur le territoire protégé et sur l'environnement en général.

Art. 23. — La demande de modification est diffusée pour étude et avis aux communes concernées.

L'ensemble du dossier, accompagné de l'avis du wali, est transmis au ministre chargé de la protection de la nature qui, après consultation des ministres concernés, notifie sa décision.

Art. 24. — Les parcs nationaux et réserves naturelles peuvent faire l'objet d'un déclassement, soit partiel, soit total.

Toutefois, les modifications des limites territoriales des parcs et réserves, ainsi que leur déclassement partiel ou total, doivent faire l'objet de la même procédure que le classement défini ci-dessus.

Art. 25. — Dans le cas d'un déclassement d'un parc ou d'une réserve, le décret portant déclassement détermine s'il y a lieu ou non à la restitution de l'indemnité prévue à l'article 22 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement susvisée et aux articles 19, 20 et 21 du présent décret.

Les contestations relatives aux indemnités dues aux intéressés sont réglées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 juin 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-144 du 16 juin 1987 fixant les modalités de création et de fonctionnement des réserves naturelles.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

Vu le décret n° 87-144 du 16 juin 1987 fixant les règles et les modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles ;

Décète :

Article 1er. — Les réserves naturelles telles que définies au chapitre II du titre II de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 susvisée, ont pour objet notamment :

— la préservation des espèces animales et végétales, notamment celles en voie de disparition sur tout ou partie du territoire national,

— la reconstitution des populations animales ou végétales et de leurs habitats,

— la protection des biotopes et des formations géologiques, géomorphologiques ou spécifiques remarquables,

— la sauvegarde ou la constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage,

— l'observation, la recherche et l'expérimentation sur le comportement de la faune et de la flore,

— la conservation et le développement de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux et, en général, tout milieu naturel dans son ensemble présentant un intérêt particulier qu'il importe de préserver de la dégradation ou de la soustraire à toute intervention artificielle susceptible d'en altérer la composition ou l'évolution,

Art. 21. — Les demandes d'indemnisation ainsi que les demandes d'acquisition prévues aux articles 19 et 20 ci-dessus sont adressées au ministre chargé de la protection de la nature, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Elles précisent les sommes demandées et comportent les justifications dont l'intéressé entend faire état.

Elles comportent l'indication des autres titulaires de droits réels ou de droits personnels sur les immeubles dont il s'agit.

A cet effet, le ministre chargé de la protection de la nature est tenu de répondre, dans un délai de six (6) mois, à la date de la réception de la demande en précisant les sommes offertes.

A défaut d'accord amiable, dans les huit (8) mois, de la demande ou si le ministre chargé de la protection de la nature n'a pas répondu dans les délais fixés ci-dessus, l'intéressé peut saisir la juridiction compétente.

Art. 22. — Toute demande d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de leur aspect à l'intérieur du territoire, d'un parc national ou d'une réserve naturelle, est soumise à l'autorisation spéciale du ministre chargé de la protection de la nature et ce, conformément à l'article 23 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement.

Elle est adressée au wali territorialement compétent, accompagnée obligatoirement :

- d'une note précisant l'objet, les motifs et l'étendue de l'opération,
- d'un plan de situation détaillé,
- d'un plan général des ouvrages à exécuter ou des zones affectées par les modifications,
- d'une étude permettant d'apprécier les conséquences des modifications sur le territoire protégé et sur l'environnement en général.

Art. 23. — La demande de modification est diffusée pour étude et avis aux communes concernées.

L'ensemble du dossier, accompagné de l'avis du wali, est transmis au ministre chargé de la protection de la nature qui, après consultation des ministres concernés, notifie sa décision.

Art. 24. — Les parcs nationaux et réserves naturelles peuvent faire l'objet d'un déclassement, soit partiel, soit total.

Toutefois, les modifications des limites territoriales des parcs et réserves, ainsi que leur déclassement partiel ou total, doivent faire l'objet de la même procédure que le classement défini ci-dessus.

Art. 25. — Dans le cas d'un déclassement d'un parc ou d'une réserve, le décret portant déclassement détermine s'il y a lieu ou non à la restitution de l'indemnité prévue à l'article 22 de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement susvisée et aux articles 19, 20 et 21 du présent décret.

Les contestations relatives aux indemnités dues aux intéressés sont réglées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 juin 1987.

Chadli BENDJEDID.

Décret n° 87-144 du 16 juin 1987 fixant les modalités de création et de fonctionnement des réserves naturelles.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-10° et 152 ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret n° 84-126 du 19 mai 1984 fixant les attributions du ministre de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts et celles du vice-ministre chargé de l'environnement et des forêts ;

Vu le décret n° 87-144 du 16 juin 1987 fixant les règles et les modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles ;

Décrète :

Article 1er. — Les réserves naturelles telles que définies au chapitre II du titre II de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 susvisée, ont pour objet notamment :

— la préservation des espèces animales et végétales, notamment celles en voie de disparition sur tout ou partie du territoire national,

— la reconstitution des populations animales ou végétales et de leurs habitats,

— la protection des biotopes et des formations géologiques, géomorphologiques ou spécifiques remarquables,

— la sauvegarde ou la constitution d'étapes sur les grandes voies de migration de la faune sauvage,

— l'observation, la recherche et l'expérimentation sur le comportement de la faune et de la flore,

— la conservation et le développement de la faune, de la flore, du sol, du sous-sol, de l'atmosphère, des eaux et, en général, tout milieu naturel dans son ensemble présentant un intérêt particulier qu'il importe de préserver de la dégradation ou de la soustraire à toute intervention artificielle susceptible d'en altérer la composition ou l'évolution,

— l'encouragement et le développement des études scientifiques et techniques concernant le milieu à préserver à l'intérieur de leurs limites territoriales.

Art. 2. — Le ministre chargé de la protection de la nature fixe, par arrêté, toutes les mesures de protection particulières de la réserve, notamment le séjour, l'accès, la circulation et le stationnement des personnes et des véhicules à l'intérieur des limites de la réserve.

Art. 3. — Le décret de création de la réserve naturelle détermine ses limites territoriales et le parc national de rattachement.

Art. 4. — La gestion de chaque réserve naturelle est assurée par le directeur du parc national de rattachement.

La réserve naturelle constitue une unité autonome du parc national.

Art. 5. — Les mesures de conservation et de préservation de la réserve naturelle sont mises en œuvre par un délégué nommé par arrêté du ministre chargé de la protection de la nature.

Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art. 6. — Les moyens nécessaires au fonctionnement de la réserve naturelle sont prévus au budget du parc dont elle dépend.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 juin 1987.

Chadli BENDJEDID.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret du 31 mai 1987 mettant fin aux fonctions d'un directeur à la Présidence de la République.

Par décret du 31 mai 1987, il est mis fin aux fonctions de directeur à la Présidence de la République, exercées par M. El-Hadi Banyekhlef.

Décret du 13 juin 1987 mettant fin aux fonctions du directeur général de la sûreté nationale.

Par décret du 13 juin 1987, il est mis fin aux

fonctions de directeur général de la sûreté nationale, exercées par M. El Hadi Khediri, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 13 juin 1987 portant nomination du directeur général de la sûreté nationale.

Par décret du 13 juin 1987, M. Abdelmadjid Bouzbid est nommé directeur général de la sûreté nationale.

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministériel du 18 avril 1987 portant modalités pratiques de transfert de l'hôpital central d'instruction de l'Armée nationale populaire du ministère de la défense nationale au ministère de la santé publique.

Le ministre de la défense nationale,

Le ministre de la santé publique et

Le ministre des finances,

Vu la loi n° 84-16 du 30 juin 1984 relative au domaine national ;

Vu l'ordonnance n° 84-02 du 8 septembre 1984 portant définition, composition, formation et gestion du domaine militaire, approuvée par la loi n° 84-19 du 6 novembre 1984, notamment ses articles 4 et 7 ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985 relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu l'ordonnance n° 67-281 du 20 décembre 1967, modifiée, relative aux fouilles et à la protection des sites et monuments historiques et naturels ;

Vu le décret n° 65-274 du 11 novembre 1965 portant création de l'Institut national de santé de l'Armée nationale populaire, notamment son article 8 ;

Vu le décret n° 87-72 du 31 mars 1987 portant transfert de l'hôpital central d'instruction de l'Armée nationale populaire au profit du ministère de la santé publique ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités pratiques du transfert des biens immobiliers et mobiliers composant l'hôpital central d'instruction de l'Armée nationale populaire, sis au n° 3 du boulevard Saïd Touati à Bab El Oued (Alger), désaffectés du domaine militaire de soutien et réintégrés dans le domaine particulier de l'Etat.

Décète :

Article 1er. — *L'article 2* du décret exécutif n° 84-211 du 18 août 1984, susvisé, est modifié et complété comme suit :

« Art. 2. — le nombre et la vocation des instituts composant l'université d'Oran sont fixés comme suit :

- un institut des sciences économiques;
- un institut des sciences juridiques et administratives;
- un institut de sociologie;
- un institut de psychologie et des sciences de l'éducation;
- un institut de langue et littérature arabes ;
- un institut des langues étrangères;
- un institut de bibliothéconomie;
- un institut des sciences de la nature;
- un institut d'informatique ;
- un institut des sciences de la terre;
- un institut de géographie et d'aménagement du territoire;
- un institut de mathématiques;
- un institut de physique-chimie;
- un institut des sciences commerciales;
- un institut de philosophie;
- un institut d'histoire »

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 5 août 1995.

Mokdad SIFI.

Décret exécutif n° 95-212 du 8 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 5 août 1995 portant rattachement de la forêt de Baïnem au domaine national forestier.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4 et 116 (alinéa 2);

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Choual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 95-46 du 5 Ramadhan 1415 correspondant au 5 février 1995 portant réaménagement des statuts du parc des loisirs et changement de sa dénomination en parc zoologique et des loisirs ;

Vu le décret exécutif n° 95-200 du 27 Safar 1416 correspondant au 25 juillet 1995, modifiant et complétant le décret exécutif n° 92-493 du 28 décembre 1992, portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de rattacher la forêt de Baïnem au domaine national forestier.

Art. 2. — Les limites territoriales de la forêt de Baïnem sont fixées par la carte annexée à l'original du présent décret.

Art. 3. — Les personnels liés à la gestion de la forêt de Baïnem sont transférés à l'administration des forêts et ce dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur.

Art. 4. — Le rattachement, prévu à l'article 1er ci-dessus, donne lieu à l'établissement d'inventaires qualitatif, quantitatif et estimatif, dressés conformément aux lois et règlements en vigueur par une commission dont les membres sont désignés par le ministre chargé des forêts.

Art. 5. — Les modalités d'application du présent décret sont définies, en tant que de besoin, par arrêté du ministre de tutelle.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie El Aouel 1416 correspondant au 5 août 1995.

Mokdad SIFI.

Décret exécutif n° 95-331 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 relatif aux conditions d'habilitation des sociétés pratiquant le factoring.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce, notamment ses articles 543 bis 14 à 543 bis 18 ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 543 bis 18 du décret législatif n° 93-08 du 25 avril 1993, modifiant et complétant l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975 portant code de commerce, le présent décret a pour objet de fixer les conditions à remplir par la société spécialisée dans les opérations de factoring, appelée factor, pour obtenir l'habilitation permettant l'exercice de cette activité.

Art. 2. — Le factor effectuant à titre de profession habituelle des opérations d'affacturage ou factoring au sens de l'article 543 bis 14 du code de commerce est une société commerciale constituée sous forme de société par actions (SPA) ou de société à responsabilité limitée (SARL) régie par la législation et la réglementation applicables aux sociétés commerciales.

Art. 3. — La société ne peut exercer son activité, qu'après avoir obtenu l'habilitation du ministre chargé des finances.

Art. 4. — La demande d'habilitation doit être introduite, par écrit, auprès du ministre chargé des finances.

Art. 5. — La demande d'habilitation doit être accompagnée des pièces suivantes :

- du statut de la société,
- du bilan d'ouverture dégageant un actif net effectif disponible ou réalisable, réservé aux opérations de factoring,
- du récépissé d'inscription au registre de commerce.

Art. 6. — La société habilitée doit :

— maintenir d'une manière permanente le minimum d'actif net effectif visé ci-dessus,

— transmettre au ministère chargé des finances, chaque année, le bilan de clôture accompagné des renseignements détaillés sur la situation financière, permettant de constater qu'elle possède le minimum d'actif net effectif requis,

— permettre aux agents désignés par le ministre chargé des finances de prendre connaissance des contrats conclus avec les adhérents et de tous documents en rapport avec ces contrats, dont la communication serait nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

Art. 7. — Le montant de l'actif net visé à l'article 5 ci-dessus est fixé par arrêté du ministre chargé des finances.

Art. 8. — L'habilitation délivrée par arrêté du ministre chargé des finances est publiée, au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Le refus d'habilitation est motivé.

Art. 9. — L'habilitation d'une société qui ne remplit plus une des conditions fixées par le présent décret est retirée partiellement ou totalement, par arrêté du ministre chargé des finances et publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Les modalités d'application du présent article sont précisées, en tant que de besoin, par arrêté du ministre chargé des finances.

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création du conseil national des forêts et de la protection de la nature.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée, portant régime général des forêts ;

Vu le décret présidentiel n° 94-92 du 30 Chaoual 1414 correspondant au 11 avril 1994 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 94-93 du 4 Dhou El Kaada 1414 correspondant au 15 avril 1994, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-33 du 9 février 1991 portant réorganisation du Museum national de la nature en agence nationale pour la conservation de la nature (A.N.N.) ;

Décète :

Article 1er. — Il est créé, auprès du ministre chargé des forêts, un organe consultatif dénommé "conseil national des forêts et de la protection de la nature" par abréviation "C.N.F.P.N." désigné ci-après "le conseil national".

Art. 2. — Le conseil national donne son avis et fait des propositions, notamment sur :

- la politique forestière nationale,
- les mesures à prendre et les moyens à mettre en œuvre en vue de promouvoir le développement et la protection des zones forestières ou à vocation forestière,
- les plans de développement des forêts et de la protection de la nature, de la sauvegarde et de la restauration des terres soumises à l'érosion et à la désertification,
- la législation et la réglementation relatives aux forêts et à la protection de la nature,
- le développement des activités d'exploitation et de transformation des produits forestiers et alfatiers.

Il émet également, des avis sur tout autre sujet qui lui est soumis par le ministre chargé des forêts.

Art. 3. — Le conseil national est composé, sous la présidence du représentant du ministre chargé des forêts, des membres suivants :

- le représentant du ministre chargé de l'environnement,
- le représentant du ministre de la défense nationale,
- le représentant du ministre chargé des collectivités locales,
- le représentant du ministre chargé du tourisme,
- le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale,
- le représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
- le représentant du ministre chargé de l'équipement,
- le représentant du ministre chargé de l'habitat,
- le représentant du ministre chargé du travail,

- le représentant du ministre chargé de l'industrie,
- le représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise,
- le représentant de l'autorité chargée de la planification,
- le directeur général de l'institut national de la recherche forestière (I.N.R.F.),
- deux (2) représentants des industries et exploitants forestiers désignés par la chambre nationale de commerce,
- le représentant de l'association des forestiers,
- le directeur général de l'agence nationale pour la conservation de la nature (A.N.N.).

Les membres du conseil national représentants des ministres doivent avoir, au moins, le rang de directeur de l'administration centrale.

Art. 4. — Le conseil national peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses délibérations.

Art. 5. — Le secrétariat du conseil national est assuré par les services de la direction générale des forêts.

Art. 6. — Le conseil national se réunit, au moins une fois par an, sur convocation du président ou du tiers de ses membres, en session ordinaire et, autant que de besoin, en session extraordinaire.

Art. 7. — Les frais de fonctionnement du conseil et de son secrétariat sont imputés sur le budget de fonctionnement du ministère chargé des forêts.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995.

Mokdad SIFI.



Décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution et notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2) ;

Vu la plate-forme portant consensus national sur la période transitoire ;

Vu la loi n° 82-10 du 21 août 1982 relative à la chasse ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

— de proposer aux pouvoirs publics les mesures de tout ordre de nature à promouvoir le fonctionnement de la filière,

— de mettre en œuvre la politique arrêtée en matière de stockage stratégique,

— d'assurer les missions que les pouvoirs publics peuvent leur confier dans le cadre de la promotion de la filière et de la maîtrise de son marché.

Art. 19. — Les offices interprofessionnels sont dotés d'un organe consultatif composé de représentants des professions de la filière agricole et des représentants des pouvoirs publics.

Art. 20. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 96-65 du 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996 portant distraction d'une parcelle de la forêt domaniale de Mahouna canton Kreroufa commune de Bendjerah wilaya de Guelma, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre des finances et du ministre de l'agriculture;

Vu la Constitution notamment ses articles 81-4° et 116 (alinéa 2);

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, portant régime général des forêts et notamment son article 7;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, relative à la commune;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, portant loi domaniale;

Vu le décret présidentiel n° 95-450 du 9 Chaâbane 1416 correspondant au 31 décembre 1995 portant nomination du Chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n° 96-01 du 14 Chaâbane 1416 correspondant au 5 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant des conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national.

Décète :

Article 1er. — Est distraite du régime forestier national, la parcelle telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, d'une contenance de 41 ares 50 centiares dépendant de la forêt de Mahouna canton Kreroufa commune de Bendjerah wilaya de Guelma, en vue de réaliser un centre de radiodiffusion et télédiffusion.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, est incorporée au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une affectation au profit de la commune de Bendjerah wilaya de Guelma et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 susvisée, notamment son article 86.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Ramadhan 1416 correspondant au 27 janvier 1996.

Ahmed OUYAHIA.



Décret présidentiel n° 96-03 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, à la Présidence de la République (rectificatif).

Décret présidentiel n° 96-04 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 7 janvier 1996 portant répartition des crédits ouverts, au titre de budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 1996, au ministère des affaires étrangères (rectificatif).

JO n° 2 du 16 Chaâbane 1416 correspondant au 10 janvier 1996

Page 4 - 1ère colonne - 6ème ligne

2ème colonne - 7ème ligne

Au lieu de :

Le Président de l'Etat.

Lire :

Le Président de la République.

(Le reste sans changement).

Décret exécutif n° 98-215 du 29 safar 1419 correspondant au 24 juin 1998 portant institution d'une indemnité en faveur des membres des commissions de recours des impôts directs et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-36 du 31 décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi de finances pour 1991, notamment ses articles 29, 30 et 31 ;

Vu la loi n° 97-02 du 2 Ramadhan 1418 correspondant au 31 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 39 ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet d'instituer une indemnité forfaitaire de présence et de participation au profit des membres des commissions de recours de daïra, de wilaya et centrale des impôts directs et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 2. — Le montant par séance, de l'indemnité prévue à l'article 1er ci-dessus est servi trimestriellement aux membres des commissions selon les modalités ci-après :

1) Pour la commission de recours de daïra :

- 1.000 DA pour le président ;
- 800 DA pour les membres ;
- 600 DA pour le secrétaire.

2) Pour la commission de recours de wilaya :

- 1.200 DA pour le président ;
- 1.000 DA pour les membres ;
- 800 DA pour le secrétaire.

3) Pour la commission de recours centrale :

- 1.500 DA pour le président ;
- 1.300 DA pour les membres et le rapporteur ;
- 1.000 DA pour le secrétaire.

Art. 3. — L'indemnité prévue à l'article 1er ci-dessus est imputable au budget du ministère des finances.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1419 correspondant au 24 juin 1998.

Ahmed OUYAHIA.



Décret exécutif n° 98-216 du 29 Safar 1419 correspondant au 24 juin 1998 modifiant le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 fixant le statut-type des parcs nationaux ;

Vu le décret présidentiel n° 97-230 du 19 Safar 1418 correspondant au 24 juin 1997 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 97-231 du 20 Safar 1418 correspondant au 25 juin 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier les dispositions du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 9 du décret n° 83-458 du 23 juillet 1983 susvisé sont modifiées comme suit :

"Art. 9. — Le directeur du parc national est nommé par décret exécutif, sur proposition du ministre chargé des forêts".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 Safar 1419 correspondant au 24 juin 1998.

Ahmed OUYAHIA.

DECRETS

Décret présidentiel n° 99-35 du 21 Chaoual 1419 correspondant au 7 février 1999 portant déclaration de deuil national.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er);

Vu la loi n° 63-145 du 25 avril 1963 portant définition des caractéristiques de l'emblème national;

Vu le décret n° 84-325 du 3 novembre 1984 fixant les conditions de déploiement de l'emblème national;

Vu le décès de sa Majesté le Roi Hussein Ben Talal, du Royaume de Jordanie Hachémite;

Décrète :

Article 1er. — Un deuil national est déclaré les 22, 23 et 24 Chaoual 1419 correspondant aux 8, 9 et 10 février 1999.

Art. 2. — L'emblème national sera mis en berne à travers l'ensemble du territoire national sur tous les édifices, notamment ceux prévus dans le décret n° 84-325 du 3 novembre 1984, susvisé.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Chaoual 1419 correspondant au 7 février 1999.

Liamine ZEROUAL.

-----★-----

Décret présidentiel n° 99-38 du 26 Chaoual 1419 correspondant au 12 février 1999 portant convocation du corps électoral pour l'élection à la Présidence de la République.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 71 et 77-6°;

Vu l'ordonnance n° 97-07 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 portant loi organique relative au régime électoral, notamment ses articles 16, 18, 154 et 163;

Décrète :

Article 1er. — En vue de l'élection du Président de la République, le corps électoral est convoqué le 15 avril 1999.

Le second tour aura lieu le quinzième jour après la proclamation des résultats du premier tour par le Conseil constitutionnel.

Art. 2. — Une révision exceptionnelle des listes électorales est ouverte à compter du 15 février 1999; elle est clôturée le 22 février 1999.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Chaoual 1419 correspondant au 12 février 1999.

Liamine ZEROUAL.

-----★-----

Décret exécutif n° 99-36 du 24 Chaoual 1419 correspondant au 10 février 1999 portant déclassement d'une parcelle du territoire du parc national de Chréa.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et de la pêche et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4 et 125 (alinéa 2);

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale;

Vu le décret n°83-461 du 23 juillet 1983 portant création du parc national de Chréa;

Vu le décret n°87-143 du 16 juin 1987 fixant les règles et modalités de classement des parcs nationaux et des réserves naturelles;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Châabane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du chef du Gouvernement;

Vu le décret présidentiel n°98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret exécutif n° 92-371 du 10 octobre 1992 fixant les règles applicables à la gestion des biens immeubles affectés au ministère de la défense nationale;

Décrète :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de la loi n° 83-03 du 5 février 1983 susvisée, la parcelle du territoire telle que délimitée par les plans joints en annexe à l'original du présent décret d'une contenance de 12 hectares 40 ares est déclassée du territoire du parc national de Chréa.

Art. 2. — La parcelle du territoire désignée à l'article 1er ci-dessus est incorporée au domaine privé de l'Etat conformément aux dispositions de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 susvisée et fera l'objet d'une affectation au profit du ministère de la défense nationale en vue de servir d'assiette à la réalisation d'ouvrages militaires conformément aux dispositions du décret exécutif n°92-371 du 10 octobre 1992 susvisé.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Chaoual 1419 correspondant au 10 février 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

Décret exécutif n° 99-37 du 24 Chaoual 1419 correspondant au 10 février 1999 complétant le décret exécutif n° 94-188 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994 portant statut de la caisse nationale d'assurance chômage

Le Chef du Gouvernement.,

Sur le rapport du ministre du travail, de la protection sociale et de la formation professionnelle,

Vu la constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret législatif n° 94-09 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 Mai 1994 portant préservation de l'emploi et protection des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire leur emploi ;

Vu le décret législatif n° 94-10 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant la retraite anticipée ;

Vu le décret législatif n° 94-11 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 instituant l'assurance chômage en faveur des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire et pour raison économique leur emploi ;

Vu le décret présidentiel n° 98-427 du 26 Chaâbane 1419 correspondant au 15 décembre 1998 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret Présidentiel n° 98-428 du Aouel Ramadhan 1419 correspondant au 19 décembre 1998 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-188 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994 portant statut de la caisse nationale d'assurance chômage ;

Décrète :

Article 1er. — L'article 5 du décret exécutif n° 94-188 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 Juillet 1994, susvisé est complété par deux alinéas supplémentaires nouveaux, ainsi rédigés.

— La participation au financement des actions entrant dans le cadre du micro-crédit, à travers notamment des contributions financières au Fonds de garantie des risques découlant des micro-crédits,

— La possibilité de participer au financement de la création d'activité, par les chômeurs éligibles à l'assurance chômage, que ce soit par des apports de crédits complémentaires à ceux bénéficiant de micro-crédits, soit par une participation à un montage de crédits spécifiques avec les institutions financières, et destinés aux chômeurs éligibles à l'assurance chômage.

Art. 2. — le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Chaoual 1419 correspondant au 10 février 1999.

Smaïl HAMDANI.

-----★-----

Décret exécutif n° 98-339 du 13 Rajab 1419 correspondant au 3 novembre 1998 définissant la réglementation applicable aux installations classées et fixant leur nomenclature (rectificatif).

JO N° 82 du 14 Rajab 1419 correspondant au 4 novembre 1998.

Page 3 — 2ème colonne — Article 5 — 3ème ligne

Au lieu de : leur exportation

Lire : leur exploitation

Page 7 — 2ème colonne — Article 33 — 1ère ligne

Au lieu de : d'une installation

Lire : d'une installation classée

(Le reste sans changement).

DECRETS

**Décret exécutif n° 2000-115 du 20 Safar 1421
correspondant au 24 mai 2000 fixant les règles
d'établissement du cadastre forestier national.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du
ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant
établissement du cadastre général et constitution du livre
foncier ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et
complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la
commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990 relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et
complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi
domaniale ;

Vu le décret n° 76-62 du 25 mars 1976, modifié et
complété, relatif à l'établissement du cadastre général ;

Vu le décret n° 76-63 du 25 mars 1976 relatif à
l'institution du livre foncier ;

Vu le décret n° 82-500 du 25 décembre 1982 relatif à
l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la
protection des signaux, bornes et repères ;

Vu le décret présidentiel n° 99-299 du 15 Ramadhan
1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant
nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 ramadhan
1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 89-234 du 19 décembre 1989,
modifié et complété, portant création d'une agence
nationale du cadastre ;

Vu le décret exécutif n° 91-65 du 2 mars 1991 portant
organisation des services des domaines et de la
conservation foncière ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991
relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Vu le décret exécutif n° 95-201 du 27 Safar 1416
correspondant au 25 juillet 1995 portant organisation et
fonctionnement de l'administration centrale de la direction
générale des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada
Ethanian 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant
création de la conservation des forêts de wilaya et fixant
son organisation et son fonctionnement ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions des
articles 40 et 92 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984,
susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les règles
d'établissement du cadastre forestier national.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Le cadastre forestier national a pour finalité
l'identification, la reconnaissance et la délimitation du
domaine forestier national.

Art. 3. — Au sens du présent décret, il est entendu par
domaine forestier national :

- les forêts ;
- les terres à vocation forestière ;
- les autres formations forestières.

Art. 4. — Il est entendu, conformément aux dispositions
des articles 13 et 14 de la loi n° 90-25 du 18 novembre
1990, susvisée, et aux dispositions de l'article 11 de la loi
n° 84-12 du 23 juin 1984, susvisée, par :

Forêt : Toute terre couverte par un peuplement boisé,
constitué d'une ou de plusieurs essences forestières, soit à
l'état spontané soit issues de boisement ou de reboisement
d'une superficie excédant dix (10) hectares d'un seul tenant
et comprenant au minimum :

- cent (100) arbres par hectare en état de maturité en
zone aride et semi-aride ;
- trois cents (300) arbres par hectare en état de maturité
en zone humide et subhumide.

Terre à vocation forestière : Toute terre couverte de
formations végétales naturelles variées tant par la taille
que par la densité dérivant de la dégradation des forêts à la
suite des coupes, des incendies ou des pâturages.

Ces terres englobent les maquis et les matorales.

Sont incluses dans ces formations, les crêtes assylvatiques de montagnes et les formations ligneuses ou herbacées nécessaires à la protection des zones littorales.

Autres formations forestières : Toute végétation arborée constituée en bosquets, bandes, brise-vent, haies, quel que soit son état.

CHAPITRE II

DE LA PROCEDURE D'ETABLISSEMENT DU CADASTRE FORESTIER NATIONAL

Art. 5. — La réalisation du cadastre forestier national donne lieu à l'établissement par commune :

1 — d'un registre parcellaire sur lequel les terres forestières, les terres à vocation forestière et les autres formations forestières sont rangées et insérées, de fait, dans l'état de section lorsque le cadastre général est établi;

2 — d'une matrice cadastrale sur laquelle les terres forestières et les terres à vocation forestière réunies par propriétaires, sont inscrites dans l'ordre alphabétiques de ces derniers ;

3 — de plans cadastraux conformes à la situation parcellaire.

Des expéditions et copies de ces documents sont destinées d'office aux communes et aux administrations concernées.

Art. 6. — Dans chaque commune, les opérations cadastrales font l'objet d'un arrêté du wali qui indique, notamment, la date d'ouverture des opérations postérieures, d'un mois au plus, à la date de publication de cet arrêté.

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la wilaya concernée et notifié au président de l'Assemblée populaire communale concernée et au conservateur des forêts de wilaya.

Art. 7. — La date d'ouverture des opérations cadastrales doit être portée à la connaissance du public par tous moyens publicitaires appropriés, notamment par voie d'affiches apposées aux sièges de la daïra, de la commune concernée et des communes avoisinantes.

Lorsque le cadastre concerne les forêts ou les terres à vocation forestière et les autres formations forestières situées sur le territoire de deux ou plusieurs wilayas, l'ouverture des opérations est déclenchée dans les mêmes formes que celles qui sont prévues ci-dessus par arrêté conjoint du ministre chargé des domaines et du ministre chargé des forêts.

Art. 8. — Les opérations de constitution du cadastre forestier national comportent, pour toutes les terres forestières et les terres à vocation forestière, la détermination :

— de la consistance matérielle, au sens des dispositions des articles 3 et 4 du présent décret ;

— des propriétaires apparents et des titulaires apparents de droits réels immobiliers.

Elles s'accompagnent obligatoirement d'une délimitation des propriétés publiques et privées.

Les limites de toute nature doivent, dans la mesure des besoins, être matérialisées d'une manière durable, soit au moyen de bornes, soit par d'autres marques.

Art. 9. — L'administration des domaines, les collectivités territoriales, les établissements et organismes publics doivent fournir toutes informations nécessaires sur les limites de leurs propriétés.

La délimitation des autres immeubles est effectuée avec le concours des propriétaires.

Art. 10. — Une commission cadastrale de délimitation est créée dans chaque commune dès l'ouverture des opérations cadastrales.

Cette commission est composée comme suit :

— un magistrat du tribunal dans le ressort duquel est située la commune, président, ce magistrat est désigné par le président de la Cour ;

— le président de l'assemblée populaire communale ou son représentant, vice-président ;

— un représentant des services des domaines ;

— un représentant des services de la conservation foncière ;

— un représentant des services chargés du cadastre ;

— un représentant des services agricoles ;

— un représentant des services chargés des travaux publics ;

— un représentant des services chargés de l'urbanisme ;

— un représentant des services chargés du tourisme ;

— un représentant des services chargés des affaires religieuses ;

— un représentant de l'administration des forêts, secrétaire.

Art. 11. — La commission se réunit à la demande du conservateur des forêts de wilaya, sur convocation de son président.

Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix, les deux-tiers (2/3) au moins des membres de la commission devant être présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Les décisions de la commission sont rendues exécutoires par décision du wali.

Il est dressé un procès-verbal détaillé de ses délibérations.

Art. 12. — La commission a pour mission :

- de réunir tous les documents et les indications de nature à faciliter l'identification des anciennes dépendances ainsi que l'élaboration des documents cadastraux relatifs au domaine forestier national ;

- de constater, s'il y a lieu, l'accord des intéressés sur les limites de leurs immeubles et, en cas de désaccord, de les concilier si faire se peut ;

- de statuer à l'appui de tous les documents fonciers et notamment des titres ou des certificats de propriété, sur les contestations n'ayant pu être réglées à l'amiable.

Art. 13. — Les propriétaires et autres possesseurs titulaires de droits réels immobiliers doivent assister aux constatations sur le terrain et formuler, le cas échéant, leurs observations.

Art. 14. — Dès l'achèvement des travaux techniques, le plan cadastral et les documents annexes sont déposés pendant un (1) mois au moins au siège de la commune où les intéressés ont le droit d'en prendre connaissance.

Les réclamations peuvent être présentées dans ledit délai, soit par écrit au président de l'Assemblée populaire communale de la commune, soit verbalement à un représentant de l'administration des forêts, qui se tient au siège de l'assemblée populaire communale, aux jours et heures portés à la connaissance du public.

Art. 15. — Les réclamations qui se sont éventuellement produites pendant le délai prévu à l'article 14 ci-dessus, sont soumises à l'examen de la commission cadastrale qui donne son avis sur les réclamations présentées, essaie de concilier les intéressés et, à défaut de conciliation, fixe les limites provisoires des immeubles telles qu'elles doivent être figurées au plan, en tenant compte de la possession.

Art. 16. — Les documents cadastraux sont alors, sauf pour les parties en litige, réputés conformes à la situation actuelle des propriétés et mis en œuvre.

Art. 17. — En ce qui concerne les parties en litige, un délai de trois (3) mois est donné aux propriétaires pour s'accorder sur leurs limites ou pour introduire une action devant la juridiction territorialement compétente.

Passé ce délai, les limites déterminées provisoirement deviennent définitives, sauf erreur matérielle reconnue et sauf les droits du propriétaire réel s'il venait à se révéler.

Dans tous les cas, les modifications à apporter aux documents cadastraux sont effectuées à l'occasion des travaux de conservation cadastrale.

Art. 18. — Il est établi pour chaque immeuble forestier recensé, identifié et reconnu par la commission, un plan cadastral accompagné d'un procès-verbal détaillé consignait l'ensemble des investigations énoncées aux articles ci-dessus.

Art. 19. — Les travaux topographiques en vue de l'établissement du plan cadastral sont exécutés par les soins des agents de l'administration chargée des forêts, avec le concours des agents de l'administration du cadastre ou de celui des géomètres experts fonciers régulièrement inscrits au tableau de l'ordre.

Art. 20. — Les opérations d'enquête et de délimitation sont exécutées aux échelles et modalités d'exécution en usage dans les services chargés du cadastre.

L'ensemble des documents d'enquête et de délimitation doit être remis à l'administration du cadastre en vue de sa mise en œuvre conformément aux dispositions du décret n° 76-63 du 25 mars 1976 susvisé.

Les opérations topographiques ou topométriques et d'enquêtes foncières nécessitées par l'établissement du cadastre forestier national devront obligatoirement être menées en liaison avec le service chargé de l'établissement du cadastre et intégrées dans les programmes des travaux cadastraux à entreprendre.

CHAPITRE III

DE LA TENUE A JOUR DU CADASTRE

Art. 21. — Dans les communes où le cadastre aura été établi, tout changement de limites de propriété, notamment par suite de regroupement, déclassement, échange, expropriation, dans la mesure où ces opérations sont autorisées par la législation en vigueur, doit être constaté par un procès-verbal de délimitation consistant en un plan régulier coté des surfaces modifiées, à une échelle au moins égale à celle du plan cadastral, présentant obligatoirement les références essentielles à ce dernier et, autant que possible, rattaché à des éléments du terrain.

Art. 22. — L'administration chargée de la tenue à jour du cadastre est habilitée à constater d'office, pour la tenue des documents dont elle a la charge, les changements de toute nature n'affectant pas la situation juridique des immeubles du domaine forestier national.

Art. 23. — Tout propriétaire ou détenteur d'immeuble forestier, à quelque titre que ce soit, est tenu d'en permettre le libre accès aux agents du service chargé du cadastre appelés à y pénétrer, soit pour y effectuer les vérifications nécessaires à l'établissement du cadastre, soit en vue de constater, pour la tenue et la mise à jour des documents cadastraux, les changements de toute nature affectant la situation des immeubles.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 24. — Quiconque aura frauduleusement déplacé les repères utilisés par les agents de l'administration des forêts chargés de la matérialisation du cadastre forestier national sera passible des peines prévues à l'article 417 du code pénal.

Art. 25. — Les mutations cadastrales s'opèrent conformément aux dispositions du chapitre IV du décret n° 76-63 du 25 mars 1976 relatif à l'institution du livre foncier.

Art. 26. — Les modalités d'application du présent décret seront précisées, en tant que besoin, par arrêté conjoint du ministre chargé des forêts et du ministre chargé des finances.

Art. 27. — Les opérations cadastrales, objet du présent décret, doivent démarrer au plus tard le 30 juin 2000.

Art. 28. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Safar 1421 correspondant au 24 mai 2000.

Ahmed BENBITOUR.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE

**Arrêté du 12 Safar 1421 correspondant au 16 mai 2000
fixant les taux proportionnels et les tarifs
forfaitaires de la redevance pour copie privée.**

Le ministre de la communication et de la culture,

Vu l'ordonnance n° 97-10 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, notamment les dispositions de son article 127 ;

Vu le décret présidentiel n° 99-300 du 16 Ramadhan 1420 correspondant au 24 décembre 1999 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-140 du 2 Dhou El Hidja 1416 correspondant au 20 avril 1996 fixant les attributions du ministre de la communication et de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 98-366 du 2 Chaâbane 1419 correspondant au 21 novembre 1998 portant statuts de l'office national des droits d'auteur et des droits voisins ;

Vu le décret exécutif n° 2000-41 du 17 Dhou El Kaada 1420 correspondant au 22 février 2000 fixant les modalités de déclaration et de contrôle relatifs à la redevance pour copie privée ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 127 de l'ordonnance n° 97-10 du 27 Chaoual 1417 correspondant au 6 mars 1997 susvisée, le présent arrêté a pour objet de fixer les taux proportionnels et les tarifs forfaitaires de la redevance pour copie privée.

Art. 2. — Les taux et les tarifs de la redevance pour copie privée sont arrêtés comme suit :

— Concernant les supports vierges sonores et vidéographiques soumis à la redevance pour copie privée, le taux est fixé à 6% du prix de vente public de l'unité.

— Pour les appareils d'enregistrement soumis à la redevance pour copie privée, les tarifs sont fixés forfaitairement comme suit :

* cent cinquante dinars (150,00 DA) pour les appareils dont le prix de vente public de l'unité est inférieur ou égal à trois mille dinars (3.000,00 DA) ;

* deux cent soixante dix dinars (270,00 DA) pour les appareils dont le prix de vente public de l'unité varie entre trois mille un dinars (3.001,00 DA) et six mille dinars (6.000,00 DA) ;

* quatre cent quatre vingt dinars (480,00 DA) pour les appareils dont le prix de vente public de l'unité varie entre six mille un dinars (6.001,00 DA) et dix mille dinars (10.000,00 DA) ;

* neuf cents dinars (900,00 DA) pour les appareils dont le prix de vente public de l'unité varie entre dix mille un dinars (10.001,00 DA) et vingt mille dinars (20.000,00 DA) ;

Vu le décret exécutif n° 2000-186 du 4 Rabie Ethani 1421 correspondant au 6 juillet 2000 fixant les attributions du ministre du travail et de la protection sociale;

Décète :

Article 1er. — La liste des centres spécialisés de rééducation prévue en annexe I jointe au décret n° 87-261 du 1er décembre 1987, susvisé, est complétée par la création d'un centre spécialisé de rééducation, dont l'implantation et le siège sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

WILAYA D'IMPLANTATION	SIEGE DE L'ETABLISSEMENT
46 – Aïn Témouchent	1 – Hammam Bouhdjar

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001.

Ali BENFLIS.

-----★-----

Décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-03 du 5 février 1983 relative à la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 83-17 du 16 juillet 1983, modifiée et complétée, portant code des eaux ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-25 du 18 novembre 1990, modifiée et complétée, portant orientation foncière ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 98-04 du 20 Safar 1419 correspondant au 15 juin 1998 relative à la protection du patrimoine culturel ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990 fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, modifiée et complétée, portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée.

Art. 2. — Au sens du présent décret, il est entendu par mise en valeur, toute action d'investissement tendant à mettre en production et à valoriser les terres du domaine forestier national par les actions de :

- plantation fruitière, fourragère et forestière ;
- création de pépinières spécialisées notamment dans la production de plants fruitiers, fourragers et forestiers ;
- mobilisation de l'eau ;
- petits élevages (apiculture, aviculture et cuniculture) et tout autre élevage cynégétique ;
- correction torrentielle et tout autre ouvrage de défense et restauration des sols (DRS) ;
- voies d'accès aux périmètres ;
- l'ensemble des opérations nécessaires à une utilisation rationnelle et optimale des terres du domaine forestier national à mettre en valeur ; et ce, notamment dans le cadre des alinéas 4 et 5 de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 susvisée.

Art. 3. — Les périmètres concernés du domaine forestier national destinés à la mise en valeur sont retenus sur la base de critères techniques, économiques et de protection du milieu et délimités par arrêté du ministre chargé des forêts sur proposition de l'administration des forêts.

Art. 4. — Pour les activités de mise en valeur des terres du domaine forestier national, tout postulant à une autorisation d'usage sur les terres situées dans les périmètres préalablement délimités, doit formuler une demande à l'administration des forêts territorialement compétente.

Art. 5. — Il est créé une commission d'examen des demandes d'autorisation d'usage dont la composition et le fonctionnement seront précisés par un arrêté conjoint des ministres chargés des finances et de l'agriculture.

Les dossiers soumis à l'examen de cette commission doivent comprendre :

- la demande de l'intéressé ;
- la fiche d'identification de la parcelle à mettre en valeur visée à l'article 7 ci-dessous ;
- un procès-verbal faisant ressortir l'ensemble des travaux à effectuer ainsi que leur échéancier et dont le modèle est annexé au présent décret.

Art. 6. — L'autorisation conférant l'usage des activités de mise en valeur sur les terres du domaine forestier national est établie par décision de l'administration des forêts territorialement compétente conformément aux conclusions de la commission d'examen.

Art. 7. — L'autorisation d'usage n'est pas un droit réel, elle est délivrée par l'administration des forêts sur la base d'une fiche d'identification dont le modèle est annexé au présent décret.

Art. 8. — La mise en œuvre de l'autorisation d'usage sur les terres du domaine forestier national s'effectue conformément au cahier des charges annexé au présent décret.

Art. 9. — L'Etat peut contribuer à la mise en valeur par la prise en charge des dépenses liées aux actions visées à l'article 2 conformément à la législation en vigueur.

Art. 10. — L'autorisation d'usage donne lieu au versement d'une redevance conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 11. — L'autorisation d'usage est consentie pour une durée déterminée, en comptabilité avec la nature des activités de mise en valeur comme suit :

- activités d'élevage (pépinière, petit élevage et élevage cynégétique) : 20 ans
- création de verger arboricole : 40 ans
- plantation forestière : 90 ans

Art. 12. — L'autorisation d'usage peut être renouvelée sur la base d'une demande écrite présentée par le bénéficiaire, trois (3) mois au moins avant son expiration, à la commission d'examen prévue à l'article 5 ci-dessus.

Art. 13. — L'autorisation d'usage peut être retirée à la diligence de l'administration des forêts, si après deux (2) mises en demeure, le bénéficiaire ne se conforme pas aux clauses du cahier des charges, notamment celles de réaliser son programme de mise en valeur dans les conditions et délais fixés.

Elle peut être retirée aussi à tout moment, soit par accord des parties, soit à l'initiative du bénéficiaire, à charge pour lui de donner un préavis de six (6) mois.

Art. 14. — Le retrait de l'autorisation d'usage peut être prononcé avant terme par l'administration lorsqu'il y a nécessité de réaliser des infrastructures et/ou d'installer des équipements d'intérêt général.

Le bénéficiaire, dans ce cas, ouvre droit à une indemnité déterminée par les services des domaines.

Art. 15. — En cas de décès du bénéficiaire, ses héritiers ou ses ayants droit peuvent bénéficier du maintien à leur profit de l'autorisation d'usage de la parcelle.

Art. 16. — Toute terre du domaine forestier national qui viendrait à être dénudée suite à un défrichement illicite ou à un incendie de forêt ne peut en aucun cas faire l'objet d'une autorisation d'usage et l'administration des forêts est tenue de prendre les dispositions nécessaires à la reconstitution du couvert végétal initial.

Tout postulant qui entreprendrait des défrichements illicites ou serait reconnu comme étant l'auteur d'un incendie de forêt ne peut en aucun cas bénéficier d'une autorisation d'usage.

Art. 17. — Conformément à la législation en vigueur, l'Etat se réserve la propriété des objets d'art, d'archéologie ou d'architecture, des trésors, médailles et monnaies anciennes, mines et richesses minières qui viendraient à être découverts dans la parcelle, objet de l'autorisation d'usage.

En cas de découverte de cette nature, le bénéficiaire devra en aviser les autorités compétentes conformément aux lois et règlements en vigueur et en informer immédiatement l'administration des forêts territorialement compétente.

Art. 18. — L'autorisation d'usage des activités de mise en valeur sur la parcelle de terre située dans le domaine public de l'Etat et soumise au régime général des forêts ne peut par quelle que procédure que ce soit évoluer vers une cession.

Toute vente, location ou sous-location des parcelles de terres objet de l'autorisation d'usage selon les modalités du présent décret est interdite, sous peine de retrait de l'autorisation d'usage.

Art. 19. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001.

Ali BENFLIS.

ANNEXE 1

CAHIER DES CHARGES

Article 1er

La présent cahier des charges a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 8 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé.

Article 2

Obligations du bénéficiaire et conditions d'utilisation de la parcelle

Le bénéficiaire de l'autorisation d'usage s'engage à réaliser le programme de mise en valeur conformément aux termes de référence contenus dans un procès-verbal visé par l'administration des forêts faisant ressortir l'état des lieux et l'ensemble des travaux à effectuer ainsi que leur échéancier conformément à l'article 5 du présent décret.

Il lui est expressément interdit également, sous peine d'annulation, d'utiliser tout ou une partie de la parcelle de terre à des fins autres que celles qui ont motivé l'autorisation d'usage ou à toute autre activité non autorisée par l'administration des forêts territorialement compétente.

Il est tenu d'autoriser l'accès aux structures de l'administration forestière locale pour l'évaluation périodique des opérations de mise en valeur dont le calendrier est fixé par le procès-verbal ainsi que pour toute autre visite d'administration spécialisée.

Le bénéficiaire s'engage à fournir à l'administration toutes les informations qu'elle serait amenée à demander pour le suivi des opérations de mise en valeur.

Concernant les actions de mobilisation de l'eau, le bénéficiaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur et notamment de détenir un permis d'exploitation délivré par les services compétents.

Concernant les actions de préservation du patrimoine forestier, le bénéficiaire est tenu de :

- respecter les limites préalablement matérialisées de la parcelle ;
- procéder aux opérations d'entretien des ouvrages de défense et restauration des sols (DRS) situés à l'intérieur de la parcelle ;
- alerter l'administration des forêts en cas d'attaques parasitaires ;
- prendre les précautions d'usage pour éviter toute déclaration d'incendie ;
- en cas de déclaration d'incendie au niveau des forêts proches de la parcelle, alerter les services de l'administration des forêts et effectuer la première intervention pour circonscrire le foyer d'incendie ;
- utiliser les voies d'accès existantes.

Article 3

Apport de l'Etat

L'Etat peut contribuer à la prise en charge des dépenses nécessaires aux infrastructures de base (voies d'accès, mobilisation de l'eau et ouvrages de défense et restauration des sols).

L'Etat peut également :

- contribuer à la prise en charge des dépenses nécessaires aux actions de mise en valeur, notamment les actions de plantation fruitière, fourragère ou autres ;
- à la demande du bénéficiaire, détacher pour une période déterminée, des experts de l'administration des forêts pour une assistance technique ;
- prendre en charge la formation professionnelle du personnel de l'exploitation ;
- accorder toutes les facilités et assistance nécessaires à la réussite de la mise en valeur ;
- mettre à la disposition du bénéficiaire toute la documentation nécessaire.

Article 4

L'entrée en jouissance

La date de notification de l'autorisation constitue le point de départ effectif de l'autorisation d'usage.

Article 5

Durée de l'autorisation d'usage, renouvellement

L'autorisation d'usage est accordée pour une durée de (à préciser en chiffre et en lettre) années renouvelables.

Sous réserve de la réalisation effective du programme de mise en valeur arrêté, le bénéficiaire peut obtenir le renouvellement de l'autorisation d'usage en présentant trois (3) mois au moins avant son expiration, une demande écrite au conservateur des forêts de wilaya territorialement compétent.

L'autorisation d'usage ne peut, en aucun cas, être renouvelée par tacite reconduction.

Article 6

Redevances

En application des dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 susvisé, la redevance est payable conformément à la législation en vigueur.

Article 7

Impôts, taxes et autres frais

Le bénéficiaire supportera les impôts, taxes et autres frais auxquels le terrain, objet de l'autorisation d'usage, pourra être assujéti pendant la durée d'autorisation d'usage.

Article 8
Garantie

Le bénéficiaire est censé bien connaître la parcelle de terre, objet de l'autorisation d'usage, et la prendra dans l'état où il la trouvera au jour de l'entrée en possession.

Article 9
Responsabilité

L'Etat n'interviendra dans aucun procès-verbal ni action qui serait intentée par ou contre le bénéficiaire pour l'utilisation de la parcelle de terre dans ses relations avec les tiers.

Dans le cas où la parcelle ferait l'objet d'une occupation illicite, le bénéficiaire devra en informer l'administration dans les meilleurs délais.

Article 10
Servitudes

Le bénéficiaire subira les servitudes passives de toute nature grevant la parcelle de terre, objet de l'autorisation d'usage, et profitera des servitudes actives.

Article 11
Retrait de l'autorisation d'usage

L'autorisation d'usage peut être retirée à la diligence de l'administration des forêts si, après deux (2) mises en demeure adressées au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception et restées infructueuses, l'usager ne se conforme pas aux clauses du cahier des charges, notamment celles de réaliser son programme de mise en valeur dans les conditions et délais fixés.

Article 12
**Etat de la parcelle à l'expiration
ou au retrait de l'autorisation d'usage**

A l'expiration ou au retrait de l'autorisation d'usage, le bénéficiaire sera tenu de laisser en bon état d'entretien immeubles et installations.

L'indemnisation, le cas échéant, sera calculée conformément à la réglementation en vigueur.

Lorsque les biens ne sont d'aucune utilité pour l'exploitation de la parcelle, le bénéficiaire doit en assurer l'enlèvement à ses frais; à défaut, l'administration des forêts se réserve le droit d'effectuer cette opération et les frais seront supportés par le bénéficiaire.

..... le

Le conservateur des forêts
de la wilaya de

Le bénéficiaire

ANNEXE 2

Ministère de l'agriculture
Direction générale des forêts

Conservation des forêts de la wilaya de

Circonscription des forêts de

Arrêté n° du

**Fiche d'identification de parcelle
à mettre en valeur**

I — Situation de la parcelle

1.1- Dénomination de la parcelle

1.2 - Localisation

Wilaya

- Daïra
- Commune
- Lieu dit

1.3- Superficie de la parcelle

1.4- Références à une carte

Carte :

Coordonnées : X1

X2

Y1

Y2

1.5 - Délimitation

1.6 - Nature juridique du terrain

II — Caractéristiques de la parcelle

2.1- Situation topographique

- Altitude maximum
- Altitude minimum
- Exposition
- Relief et pentes.

2.2 - Nature du sol (signaler les différents composants)

2.3 - Climat

- Vents dominants
- Température moyenne - du mois le plus chaud
- du mois le plus froid
- Pluviométrie moyenne annuelle
- Risques de gelée et de grêle

2.4 - Occupation actuelle : Nue, défrichée (préciser la date)

(croquis de l'incendie)

III — Aptitude de la parcelle : (A préciser)

• Activité d'élevage (pépinière, petit élevage, élevage cynégétique)

• Création de verger arboricole

• Plantation forestière.

ANNEXE 3

Ministère de l'agriculture

Direction générale des forêts

Conservation des forêts de la wilaya de

Circonscription des forêts de

Procès-verbal

L'an deux mille un et le du mois

Nous des forêts à

Avons procédé en présence de (1)

Né(e) le à

Demeurant à

Dûment avisé, à la reconnaissance de l'immeuble aux caractéristiques suivantes :

I — Caractéristiques de la parcelle

1.1 - Coordonnées

X :

Y :

Z :

1.2 - Superficie : ha are ca

1.3 - Occupation actuelle :

1.4 - Infrastructures et équipements existants : (piste, tranchée pare feu, banquettes, points d'eau, sources etc...)

1.5 - Sol

Type de sol :

Salinité :

Substrat :

Aptitude :

1.6 - Pente : (en %)

1.7 - Erosion : Si oui laquelle importance :

II — Description des travaux :

2.1 - Travaux d'infrastructure :

— Ouverture ou aménagement de pistes (km)
échancier

— Ouvrages d'art

• nombre

• nature

• volume.....

• échancier.....

— Autres à préciser

2.2 - Autres mesures de protection prévues :

— Fossés de protection

• nombre de fossés.....

• pente

• longueur.....

• échancier.....

— Banquettes

• espacement et dénivelé.....

• pente longitudinale.....

• longueur totale du réseau.....

• échancier.....

— Travaux de correction torrentielle (description, volume et échancier).....

— Barrages et seuils (nombre, volume et échancier).....

— Gabionnage (description, volume et échancier).....

— Autres travaux de correction

2.3 - Mobilisation de la ressource en eau :

— Retenue collinaire dans un cadre collectif

• volume d'eau à mobiliser.....

• nombre de bénéficiaires.....

• description, volume et échancier des travaux (y compris le réseau d'irrigation)
.....

(1) Nom, prénom, date et lieu de naissance de l'intéressé

- Points d'eau
 - volume d'eau à mobiliser.....
 - nombre de sources à capter.....
 - description, volume et échéancier des travaux.....

2.4 - Travaux préparatoires du sol à la plantation :

- Débroussaillage (ha) échéancier
- Rootage (ha) dont :
 - simple (ha)
 - croisé (ha)
 - échéancier
- Traçage et piquetage (densité en fonction de la ressource en eau disponible ou à mobiliser)
- Ouverture de potêts
 - sur rootage.....
 - sur terrain non traité.....
 - dimensions des potêts.....
 - échéancier.....
- Engrais
 - type
 - dose
 - période

2.5 - Plantation Période :

Espèces	Variétés	Provenance	Nombre	Densité

- Activité d'élevage (pépinière, élevage cynégétique, apiculture, autres à préciser)

Joindre un dossier technico-économique

L'intéressé le Chef de des forêts

Etabli à le :

Décret exécutif n° 01-88 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 portant organisation de l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du tourisme et de l'artisanat,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-256 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 2000-257 du 26 Joumada El Oula 1421 correspondant au 26 août 2000 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-188 du 23 juin 1990 déterminant les structures et les organes de l'administration centrale des ministères ;

Vu le décret exécutif n° 92-357 du 3 octobre 1992 fixant les attributions du ministre du tourisme et de l'artisanat ;

Vu le décret exécutif n° 92-358 du 3 octobre 1992, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat ;

Décète :

Article 1er. — Sous l'autorité du ministre, l'administration centrale du ministère du tourisme et de l'artisanat comprend :

* Le secrétaire général assisté de deux (2) directeurs d'études et auquel est rattaché le bureau d'ordre général ;

* Le chef de cabinet assisté de huit (8) chargés d'études et de synthèse chargés de :

— la préparation et de l'organisation de la participation du ministre aux activités gouvernementales et à celles liées aux relations avec le Parlement ;

— la préparation et l'organisation des activités du ministre dans le domaine des relations extérieures ;

— la préparation et l'organisation des activités du ministre avec les institutions publiques ;

— la préparation et l'organisation des relations du ministre avec les organes d'information ;

— la préparation et l'organisation des activités du ministre avec les partenaires sociaux et le mouvement associatif ;

— la préparation et le suivi des dossiers relatifs à l'évolution du cadre économique relevant du secteur ;

— la préparation et le suivi des dossiers relatifs aux programmes de recherche sectoriels ;

DECRETS

Décret exécutif n° 02-368 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle d'une contenance de 9 hectares dépendant de la forêt de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, du domaine public de l'Etat et est versée au domaine privé de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, susvisée.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002.

Ali BENFLIS.

Décret exécutif n° 02-369 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle d'une contenance de 1 hectare, 1 are, 20 centiares dépendant de la forêt de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret du domaine public de l'Etat et est versée au domaine privé de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, susvisée.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002.

Ali BENFLIS.

DECRETS

Décret exécutif n° 02-368 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle d'une contenance de 9 hectares dépendant de la forêt de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, du domaine public de l'Etat et est versée au domaine privé de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, susvisée.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002.

Ali BENFLIS.

Décret exécutif n° 02-369 du 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990 relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 02-205 du 22 Rabie El Aouel 1423 correspondant au 4 juin 2002 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle d'une contenance de 1 hectare, 1 are, 20 centiares dépendant de la forêt de Chlef, canton de la Gare, commune de Chlef, wilaya de Chlef, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret du domaine public de l'Etat et est versée au domaine privé de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 31 de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, susvisée.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 6 Ramadhan 1423 correspondant au 11 novembre 2002.

Ali BENFLIS.

Art. 10 — Le prix national pour la protection de l'environnement est remis par le ministre chargé de l'environnement.

Art. 11 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 05-445 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale d'El Hamiz commune des Deux Bassins, wilaya de Médéa du régime forestier national.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale d'El Hamiz commune des Deux Bassins, wilaya de Médéa, du régime forestier national, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 2. — La parcelle, désignée à l'article 1er ci-dessus, d'une contenance de 57 ares, 18 centiares est incorporée au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une affectation au profit de la commune des Deux Bassins, wilaya de Médéa, en vue de la construction d'un établissement scolaire (CEM), et, ce, conformément aux articles 31 et 82 de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, susvisée.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 27 Chaâbane 1426 correspondant au 1er octobre 2005 mettant fin à des fonctions au titre du ministère des finances.

Par décret présidentiel du 27 Chaâbane 1426 correspondant au 1er octobre 2005, il est mis fin, au titre du ministère des finances, aux fonctions suivantes exercées par Mme et MM. :

A - Administration centrale :

1 — Aïcha Kouadri Boudjelthia, chargée d'études et de synthèse, admise à la retraite.

2 — Abdelhak Benallegue, directeur d'études à la direction générale du Trésor.

3 — Farid Baka, directeur du budget de fonctionnement à la direction générale du budget, appelé à exercer une autre fonction.

4 — Abdelmalek Zoubeydi, directeur des statistiques et de l'évaluation, appelé à exercer une autre fonction.

5 — Smaïn Bidouche, directeur de la législation, de la réglementation et des techniques douanières à la direction générale des douanes, à compter du 10 février 2004.

6 — Mohand Khellaf, inspecteur à l'inspection des services fiscaux, admis à la retraite.

7 — Eliess Larras, sous-directeur des documents et archives à la direction des études et de la prévision, admis à la retraite.

8 — Ali Merouane, sous-directeur du personnel à la direction générale des douanes.

9 — Saïd Akkouche, sous-directeur des industries, des mines et de l'énergie à l'inspection générale des finances, appelé à exercer une autre fonction, à compter du 24 mars 2003.

10 — Amar Kheloufi, chargé de l'inspection à l'inspection des services fiscaux à la direction générale des impôts, admis à la retraite.

Décret exécutif n° 05-469 du 8 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 10 décembre 2005 fixant les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre la détermination et le classement des zones de montagne ainsi que leur regroupement en massifs montagneux.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 01-20 du 27 Ramadhan 1422 correspondant au 12 décembre 2001 relative à l'aménagement et au développement durable du territoire ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-03 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004 relative à la protection des zones de montagnes dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret présidentiel n°04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-08 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 de la loi n° 04-03 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de définir les études et les consultations préalables requises ainsi que l'ensemble des conditions, des modalités et des procédures devant permettre :

— la détermination des communes qualifiées de zones de montagne,

— le classement des zones de montagne au titre de la catégorie dont elles relèvent conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 04-03 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004, susvisée,

— la distinction entre les zones de montagne en matière de densité de population et de caractéristiques de chaque zone,

— le regroupement de ces zones de montagne en massifs montagneux.

Art. 2. — Sur la base des critères fixés par les articles 2 et 3 de la loi n° 04-03 du 5 Joumada El Oula 1425 correspondant au 23 juin 2004, susvisée, les études évoquées à l'article 1er ci-dessus sont élaborées par des bureaux d'études, des organismes spécialisés ou tout centre de recherche en matière de géographie économique ou en aménagement du territoire ou en environnement, sur la base de conventions ou de contrats d'études.

Art. 3. — Les études sont élaborées par massif montagneux, en tenant compte des caractéristiques géographiques, économiques et de densité humaine, ces études doivent expressément faire ressortir :

— le diagnostic géographique, économique et social du massif montagneux concerné ;

— les critères, paramètres et autres données significatives utilisées pour l'élaboration de ces études ;

— les propositions de classement en zones de montagne et en catégories de densité telles que définies à l'article 1er du présent décret.

Art. 4. — Pour le suivi de l'élaboration des actes prévus à l'article 1er ci-dessus, il est institué une commission interministérielle des études de classement des zones de montagne, dénommée ci-après "la commission", composée des représentants du :

— ministre chargé de l'aménagement du territoire, président,

— ministre chargé des collectivités locales,

— ministre chargé des finances,

— ministre chargé des ressources en eau,

— ministre chargé de l'énergie,

— ministre chargé de l'environnement,

— ministre chargé de l'éducation nationale,

— ministre chargé de l'agriculture,

— ministre chargé du développement rural,

— ministre chargé des travaux publics,

— ministre chargé de la santé,

— ministre chargé des transports,

— ministre chargé de la petite et moyenne entreprise,

— ministre chargé de la culture,

— ministre chargé de l'artisanat,

— ministre chargé de la solidarité nationale.

Art. 5. — La commission est notamment chargée :

— d'examiner et de valider les études et les projets de classement des zones de montagne qui lui sont soumis par le ministre chargé de l'aménagement du territoire ;

— de définir, le cas échéant, tout aspect des études ou de projets nécessitant un examen complémentaire.

Art. 6. — La commission peut faire appel à toute autre personne en mesure d'apporter une contribution à ses travaux.

Le secrétariat des travaux de la commission est assuré par les services du ministère chargé de l'aménagement du territoire.

Les membres de la commission sont informés du lieu, de la date et de l'ordre du jour de la réunion au moins quinze (15) jours avant sa tenue.

Art. 7. — La liste nominative des membres de la commission est fixée par arrêté du ministre chargé de l'aménagement du territoire sur proposition des autorités dont ils relèvent.

Art. 8. — Le ministre chargé de l'aménagement du territoire transmet, pour consultation, les projets de classement aux walis, aux assemblées populaires de wilaya, aux assemblées populaires communales concernées, ainsi qu'à toute institution, organisme ou association dont l'avis peut permettre de favoriser la pertinence et l'efficacité du classement envisagé.

Art. 9. — Au terme de la procédure de consultation, la commission procède à l'examen des avis, observations ou propositions émis et valide le projet de classement par un procès-verbal qui fait ressortir s'il y a lieu l'ensemble des modifications à apporter et les éléments soumis à l'arbitrage.

Art. 10. — Le classement des zones de montagne par massifs montagneux, au sens de l'article 5 de la loi n° 04-03 du 5 Joumada El oula 1425 correspondant au 23 juin 2004, susvisée est prononcé par décret exécutif.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire

Fait à Alger, le 8 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 10 décembre 2005.

Ahmed OUYAHIA.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté interministériel du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005 mettant fin au détachement auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Le ministre de la défense nationale,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu le décret n° 83-363 du 28 mai 1983 relatif à l'exercice de la tutelle pédagogique sur les établissements de formation supérieure ;

Vu le décret n° 85-59 du 23 mars 1985 portant statut-type des travailleurs des institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 98-119 du 21 Dhou El Hidja 1418 correspondant au 18 avril 1998 portant création de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-162 du 23 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 2 mai 2005 fixant les missions et attributions du ministre délégué auprès du ministre de la défense nationale ;

Vu le décret exécutif n° 89-122 du 18 juillet 1989, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'enseignement et de la formation supérieurs ;

Vu le décret exécutif n° 94-260 du 19 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 27 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 Rajab 1420 correspondant au 16 octobre 1999 fixant les droits et obligations particuliers des personnels enseignants détachés du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 Rajab 1425 correspondant au 24 août 2004 portant renouvellement du détachement d'enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat au titre de l'année universitaire 2004-2005 ;

Arrêtent :

Article 1er. — Il est mis fin, à compter du 1er octobre 2005, au détachement auprès de l'école nationale préparatoire aux études d'ingéniorat, des six (6) personnels enseignants relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, dont les noms figurent au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005.

Pour le ministre
de la défense nationale,
Le ministre délégué

Abdelmalek GUENAIZIA

Le ministre
de l'enseignement
supérieur
et de la recherche
scientifique,

Rachid HARAUBIA

Décret exécutif n° 06-159 du 17 Rabie Ethani 1427 correspondant au 15 mai 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'ouvrages pour la lutte contre la remontée de la nappe phréatique de la vallée de Ouargla.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des ressources en eau,

Vu la Constitution, notamment ses articles, 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 12 *bis* de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, susvisée, et conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé, le présent décret a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'ouvrages pour la lutte contre la remontée de la nappe phréatique de la vallée de Ouargla, en raison du caractère d'infrastructure d'intérêt général, d'envergure nationale et stratégique de ces travaux.

Art. 2. — La superficie globale des biens immobiliers et/ou droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus est de quatre cent trente deux (432) hectares situés sur le territoire de la wilaya de Ouargla et délimitée conformément au plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 3. — La consistance des travaux à engager au titre de l'opération relative à la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'ouvrages pour la lutte contre la remontée des eaux de la nappe phréatique de la vallée de Ouargla est la suivante :

— un réseau de conduites composé de :

• conduites d'assainissement d'un linéaire de 100 km (diamètre de 200 à 1100)

• conduites de drainage d'un linéaire de 41 km (diamètre de 1000 et 1100)

— canal de transfert d'un linéaire de 40 km

— 3 stations d'épuration (capacité entre 720 et 3960 m3/h)

— 36 stations de relevage et de pompage (capacité entre 43 et 648 m3/h)

Art. 4. — Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour les opérations d'expropriation des biens immobiliers et droits réels immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 17 Rabie Ethani 1427 correspondant au 15 mai 2006.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-160 du 17 Rabie Ethani 1427 correspondant au 15 mai 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative aux travaux de protection du barrage de Beni Haroun.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des ressources en eau,

Vu la Constitution, notamment ses articles, 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret présidentiel n° 04-136 du 29 Safar 1425 correspondant au 19 avril 2004 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 12 *bis* de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, susvisée, et conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé, le présent décret a pour objet de

**Décret exécutif n° 06-248 du 13 Joumada Ethania 1427
correspondant au 9 juillet 2006 fixant les
modalités d'organisation des battues
administratives.**

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre l'agriculture et du
développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux
activités de médecine vétérinaire et à la protection de la
santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à
la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à
la wilaya ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux
associations ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424
correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de
l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse,
notamment son article 4 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani
1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du
Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani
1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 98-96 du 15 Dhou El Kaada
1418 correspondant au 18 mars 1998 fixant les modalités
d'application de l'ordonnance n° 97-06 du 12 Ramadhan
1417 correspondant au 21 janvier 1997, modifiée et
complétée, relative aux matériels de guerre, armes et
munitions ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 4 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret
a pour objet de fixer les modalités d'organisation des
battues administratives.

Art. 2. — La battue administrative est un moyen de
régulation des populations d'animaux sauvages classées
espèces pullulantes selon les conditions et modalités
prévues par les dispositions de l'article 65 de la loi
n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au
14 août 2004, susvisée.

Art. 3. — La battue administrative peut être effectuée
en une ou plusieurs opérations selon les modalités fixées
par les dispositions de l'article 5 ci-dessous.

Art. 4. — Les battues administratives sont initiées par
l'administration chargée de la chasse, notamment à la
demande des victimes de dégâts causés par les espèces
pullulantes après avis de la direction de l'agriculture et
des services de sécurité territorialement compétents en
concertation avec la fédérations des chasseurs de la wilaya
concernée.

Art. 5. — L'autorisation des battues administratives est
accordée par arrêté du wali qui doit préciser :

- les territoires sur lesquels elles doivent avoir lieu,
- une estimation du nombre d'animaux de l'espèce
pullulante à éliminer,
- la liste des chasseurs et des rabatteurs devant
participer à la battue administrative ;
- les moyens matériels requis et notamment les
munitions et moyens de transport,
- toute disposition complémentaire en matière de
sécurité et de bon déroulement de la battue notamment la
préservation des autres espèces animales non concernées
par la battue administrative,
- les dates d'ouverture et de clôture de la battue ou de
chacune des actions qu'elle comporte,
- toute mesure particulière destinée à faciliter
l'exécution de la battue,
- les armes, munitions ou moyens de chasse à utiliser
pour la battue, en fonction de l'espèce pullulante
considérée, sous réserve des dispositions réglementaires
en vigueur en la matière.

Art. 6. — Le contrôle des battues administratives est
effectué par le représentant de l'administration chargée de
la chasse territorialement compétente qui s'assure du
respect des conditions d'exécution des battues
administratives.

Art. 7. — L'exécution des battues administratives sur le
site est dirigée par un directeur de battue, qui est chargé
notamment :

- du positionnement des tireurs,
- du déploiement des rabatteurs,
- de l'usage des chiens, furets ou autres moyens de
chasse,
- de toutes les consignes de tir.

Le directeur de battue est désigné par arrêté du wali,
prévu par les dispositions de l'article 5 ci-dessus, parmi
les responsables de la fédération des chasseurs de la
wilaya concernée ou des associations de chasseurs qui en
relèvent.

Art. 8. — Les animaux prélevés à l'occasion des battues administratives sont, soit partagés entre les personnes ayant participé à la battue administrative, soit remis à des établissements abritant des animaux sauvages, soit chaulés et enfouis sur le site de la battue administrative.

Les modalités d'exécution des dispositions de cet article sont précisées, le cas échéant, dans l'arrêté du wali prévu par les dispositions de l'article 5 ci-dessus.

Art. 9. — A l'issue de chaque battue administrative, le responsable de l'administration locale chargé de la chasse établit un procès-verbal sur lequel sont mentionnés notamment :

- la date et le lieu de la battue,
- le nombre et l'espèce des animaux abattus,
- l'identité des personnes ayant participé à la battue administrative,
- toutes informations en relation avec l'opération.

Art. 10. — Les dépenses liées à l'organisation des battues administratives sont prises en charge par les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé qui demandent l'exercice des battues administratives concernées.

Art. 11. — Les établissements aéroportuaires disposent, en vertu du présent décret, d'une autorisation permanente de battue administrative pour les espèces volatiles.

Art. 12. — Tout acte de prélèvement d'animaux pullulants non conforme aux dispositions prévues par la loi n° 04-07 du 27 Jomada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, est poursuivi conformément à la législation en vigueur lors des battues administratives.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Jomada Ethania 1427 correspondant au 9 juillet 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 06-249 du 13 Jomada Ethania 1427 correspondant au 9 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités d'organisation des compétitions sportives pratiquées sur la plage.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre du tourisme et du ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 76-80 du 23 octobre 1976, modifiée et complétée, portant code maritime ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu la loi n° 02-02 du 22 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 5 février 2002 relative à la protection, à la préservation et à la valorisation du littoral ;

Vu la loi n° 03-02 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative aux règles générales d'utilisation et d'exploitation touristique des plages, notamment son article 35 ;

Vu la loi n° 04-10 du 27 Jomada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à l'éducation physique et aux sports ;

Vu le décret n° 82-467 du 18 décembre 1982 relatif aux manifestations et compétitions organisées par des étrangers ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 04-111 du 23 Safar 1425 correspondant au 13 avril 2004 fixant les conditions d'ouverture et d'interdiction des plages à la baignade ;

Vu le décret exécutif n° 04-112 du 23 Safar 1425 correspondant au 13 avril 2004 fixant les missions, l'organisation et les modalités de fonctionnement de la commission de wilaya chargée de proposer l'ouverture et l'interdiction des plages à la baignade ;

Vu le décret exécutif n° 05-405 du 14 Ramadhan 1426 correspondant au 17 octobre 2005 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement ainsi que les conditions de reconnaissance d'utilité publique et d'intérêt général des fédérations sportives nationales ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 35 de la loi n° 03-02 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités d'organisation des compétitions sportives pratiquées sur la plage.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Seules sont autorisées, sur les plages ouvertes à la baignade, les disciplines sportives susceptibles d'être pratiquées sur la plage dont la liste est fixée par arrêté conjoint des ministres chargés du tourisme et des sports.

Les compétitions sportives susceptibles d'être organisées sur les plages peuvent revêtir un caractère international, national ou local.

Annexe

Liste des centres de repos des moudjahidine

WILAYA D'IMPLANTATION	SIEGE DE L'ETABLISSEMENT
7 - Biskra	Hammam Salihine, commune Biskra
12 - Tébessa	Hammamet, commune Hammamet,
18 - Jijel	Centre de repos Béni Belaïd, commune Kheir Oued Adjoul
19 - Sétif	Hammam Guergour, commune Hammam Guergour
20 - Saïda	Hammam Rabbi, commune Ouled Khaled
24 - Guelma	Hammam Debagh, commune Hammam Debagh
27 - Mostaganem	Centre de repos Mostaganem, commune Mezghran
29 - Mascara	Hammam Bouhanifia, commune Bouhanifia
36 - El Tarf	El Kala, commune El Kala
40 - Khenchela	Hammam Salihine, commune El Hamma,
42 - Tipaza	Centre de repos Bouharoune, commune Bouharoune
44 - Aïn Defla	Hammam Righa, commune Hammam Righa
45 - Naâma	Hammam Aïn Ouarka, commune Assela
46 - Aïn Témouchent	Hammam Bouhadjar, commune Bouhadjar
47 - Ghardaïa	Hammam Zelfana, commune Zelfana

**Décret exécutif n° 06-364 du 26 Ramadhan 1427
correspondant au 19 octobre 2006
déterminant la durée de suspension de l'exercice
de la chasse ainsi que les espèces et les territoires
concernés.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux
activités de médecine vétérinaire et de la protection de la
santé animale ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative
à la wilaya ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse,
notamment son article 26 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani
1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du
Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 25 mai 2006
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 26 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret
a pour objet de déterminer la durée de la suspension de
l'exercice de la chasse ainsi que les espèces et les
territoires concernés.

Art. 2. — Lorsque les causes de suspension de la chasse
telles que fixées par les dispositions de l'article 26 de la
loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant
au 14 août 2004, susvisée, ne concernent qu'une wilaya, la
décision de suspension est prise par arrêté du wali de la
wilaya concernée, lorsque les causes de suspension
évoquées ci-dessus concernent plusieurs wilayas, la
décision de suspension est prise par arrêté du ministre
chargé de la chasse.

Art. 3. — Les arrêtés prévus par les dispositions de
l'article 2 ci-dessus fixent les limites des territoires
concernés, les dates d'entrée en vigueur et les durées des
suspensions de l'exercice de la chasse ainsi que les
espèces concernées.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 26 Ramadhan 1427 correspondant au
19 octobre 2006

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

**Décret exécutif n° 06-365 du 26 Ramadhan 1427
correspondant au 19 octobre 2006 portant
déclassement d'une parcelle de la forêt
domaniale, située dans la zone d'expansion
touristique colonel Haouès dans la wilaya de
Tipaza, du régime forestier national.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du
développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à
l'organisation territoriale du pays ;

Annexe

Liste des centres de repos des moudjahidine

WILAYA D'IMPLANTATION	SIEGE DE L'ETABLISSEMENT
7 - Biskra	Hammam Salihine, commune Biskra
12 - Tébessa	Hammamet, commune Hammamet,
18 - Jijel	Centre de repos Béni Belaïd, commune Kheir Oued Adjoul
19 - Sétif	Hammam Guergour, commune Hammam Guergour
20 - Saïda	Hammam Rabbi, commune Ouled Khaled
24 - Guelma	Hammam Debagh, commune Hammam Debagh
27 - Mostaganem	Centre de repos Mostaganem, commune Mezghran
29 - Mascara	Hammam Bouhanifia, commune Bouhanifia
36 - El Tarf	El Kala, commune El Kala
40 - Khenchela	Hammam Salihine, commune El Hamma,
42 - Tipaza	Centre de repos Bouharoune, commune Bouharoune
44 - Aïn Defla	Hammam Righa, commune Hammam Righa
45 - Naâma	Hammam Aïn Ouarka, commune Assela
46 - Aïn Témouchent	Hammam Bouhadjar, commune Bouhadjar
47 - Ghardaïa	Hammam Zelfana, commune Zelfana

**Décret exécutif n° 06-364 du 26 Ramadhan 1427
correspondant au 19 octobre 2006
déterminant la durée de suspension de l'exercice
de la chasse ainsi que les espèces et les territoires
concernés.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux
activités de médecine vétérinaire et de la protection de la
santé animale ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative
à la wilaya ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse,
notamment son article 26 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani
1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du
Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 25 mai 2006
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 26 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret
a pour objet de déterminer la durée de la suspension de
l'exercice de la chasse ainsi que les espèces et les
territoires concernés.

Art. 2. — Lorsque les causes de suspension de la chasse
telles que fixées par les dispositions de l'article 26 de la
loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant
au 14 août 2004, susvisée, ne concernent qu'une wilaya, la
décision de suspension est prise par arrêté du wali de la
wilaya concernée, lorsque les causes de suspension
évoquées ci-dessus concernent plusieurs wilayas, la
décision de suspension est prise par arrêté du ministre
chargé de la chasse.

Art. 3. — Les arrêtés prévus par les dispositions de
l'article 2 ci-dessus fixent les limites des territoires
concernés, les dates d'entrée en vigueur et les durées des
suspensions de l'exercice de la chasse ainsi que les
espèces concernées.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 26 Ramadhan 1427 correspondant au
19 octobre 2006

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

**Décret exécutif n° 06-365 du 26 Ramadhan 1427
correspondant au 19 octobre 2006 portant
déclassement d'une parcelle de la forêt
domaniale, située dans la zone d'expansion
touristique colonel Haouès dans la wilaya de
Tipaza, du régime forestier national.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du
développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à
l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06 -176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale, située dans la zone d'expansion touristique colonel Haouès dans la wilaya de Tipaza, du régime forestier national, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, d'une superficie d'un (1) hectare 98 ares 45 centiares est incorporée au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une affectation pour la réalisation d'équipements hôteliers et touristiques avec les diverses infrastructures d'accompagnement.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-366 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 fixant les conditions et les modalités de mise à disposition de locaux à usage professionnel et artisanal au profit des chômeurs promoteurs.

Le Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret législatif n° 93-03 du 1er mars 1993 relatif à l'activité immobilière ;

Vu l'ordonnance n° 05-05 du 18 Joumada Ethania 1426 correspondant au 25 juillet 2005 portant loi de finances complémentaire pour 2005, notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 05-16 du 29 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 31 décembre 2005 portant loi de finances pour 2006, notamment son article 53 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 94-188 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994, complété, portant statut de la caisse nationale d'assurance-chômage ;

Vu le décret exécutif n° 96-296 du 24 Rabie Ethani 1417 correspondant 8 septembre 1996, modifié et complété, portant création et fixant le statut de l'agence nationale du soutien à l'emploi des jeunes ;

Vu le décret exécutif n° 04-14 du 29 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 22 janvier 2004 portant création et fixant le statut de l'agence nationale de gestion du micro-crédit ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 9 de la loi de finances complémentaire pour 2005, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition de locaux à usage professionnel et artisanal au profit des chômeurs promoteurs.

CHAPITRE I

DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Sont concernés par les dispositions du présent décret, les locaux résultant :

— des opérations d'aménagement et de réhabilitation des actifs résiduels des aswaks et des entreprises de distribution des galeries algériennes dissoutes ;

— des programmes neufs.

Art. 3. — Les locaux prévus à l'article 2 ci-dessus sont mis à la disposition des bénéficiaires sous forme de location ou de location-vente.

DECRETS

Décret exécutif n° 06-368 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 fixant le régime juridique de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives ainsi que les conditions et les modalités de son octroi.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 35 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 03-03 du 16 Dhou El Hidja 1423 correspondant au 17 février 2003 relative aux zones d'expansion et sites touristiques ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, modifié et complété, portant création de la conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, susvisée, notamment son tiret 4, le présent décret a pour objet de fixer le régime juridique de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives ainsi que les conditions et les modalités de son octroi.

Art. 2. — Au sens du présent décret, il est entendu par « forêt récréative », toute forêt, section de forêt, ou toute formation forestière, naturelle ou plantée, aménagée ou à aménager, relevant du domaine forestier national et destinée à la récréation, à la détente, aux loisirs et à l'écotourisme.

CHAPITRE I

DU REGIME JURIDIQUE DE L'AUTORISATION D'USAGE POUR LES FORETS RECREATIVES

Art. 3. — L'autorisation d'usage pour les forêts récréatives est l'acte administratif par lequel il est conféré la capacité d'exploiter la forêt récréative au sens de l'article 2 ci-dessus à des fins de détente et de loisirs.

Art. 4. — L'exploitation des forêts récréatives est soumise au régime général des forêts tel que fixé par les dispositions de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, susvisée. Elle ne peut faire l'objet d'aucune transaction.

Art. 5. — L'autorisation d'usage pour les forêts récréatives comporte la délimitation du périmètre, objet de l'autorisation d'usage.

Art. 6. — L'autorisation d'usage pour les forêts récréatives est consentie pour une durée maximale de vingt (20) ans, sur la base des activités de récréation, de détente et de loisirs projetées. Elle peut être renouvelée à la demande du bénéficiaire.

Art. 7. — L'autorisation d'usage pour les forêts récréatives donne lieu au versement d'une redevance fixée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 8. — En cas de décès du bénéficiaire avant l'expiration de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives, ses héritiers ou ses ayants droit peuvent solliciter le maintien de l'activité pour le reste de la période convenue.

CHAPITRE II

DES MODALITES D'EXPLOITATION DES FORETS RECREATIVES

Art. 9. — Le bénéficiaire de l'autorisation d'usage pour une forêt récréative doit souscrire à un cahier des charges particulier, élaboré par la commission instituée par les dispositions de l'article 17 ci-dessous conformément aux dispositions du présent décret et à celles du cahier des charges général y annexé.

Art. 10. — Les modalités d'exploitation pour les forêts récréatives diffèrent selon que la forêt récréative concernée ait déjà fait l'objet d'aménagement par l'Etat ou par les collectivités territoriales ou qu'elle n'ait fait l'objet d'aucun aménagement et que cet aménagement relève du bénéficiaire de l'autorisation d'usage.

Art. 11. — Pour les forêts récréatives déjà aménagées, l'ensemble des charges incombant au bénéficiaire sont précisées dans le cahier des charges particulier qui

précise, outre les charges établies en vertu des dispositions de l'article 14 ci-dessous, les tâches d'entretien et de rénovation des équipements en place qui sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives, ainsi que l'ensemble des équipements, appareils, installations et aménagements supplémentaires éventuels autorisés.

Art. 12. — Pour les forêts récréatives non encore aménagées, avant l'octroi de l'acte d'autorisation d'usage pour les forêts récréatives, le bénéficiaire est tenu d'établir un plan d'aménagement de la forêt récréative concernée faisant ressortir l'ensemble des installations, équipements, et/ou occupations. Le plan d'aménagement fait l'objet de toutes les corrections utiles par la commission instituée par les dispositions de l'article 17 ci-dessous. A l'issue des corrections requises, le plan est approuvé par la dite commission et il est annexé au cahier des charges particulier dont il constitue une partie.

Art. 13. — Pour les forêts récréatives non encore aménagées, sur la base du plan d'aménagement dûment approuvé, le cahier des charges particulier fixe toutes les mesures de préservation et de protection du patrimoine forestier concerné, ainsi que celles concernant l'accès, la circulation, le stationnement et l'utilisation de moyens de locomotion motorisés à l'intérieur des forêts récréatives.

Art. 14. — Tant pour les forêts récréatives déjà aménagées que pour les forêts récréatives non encore aménagées, le bénéficiaire d'une autorisation d'usage peut, en outre, être tenu, selon des modalités précisées par le cahier des charges particulier, de contribuer, dans le périmètre objet de l'autorisation d'usage, à la prise en charge totale ou partielle des actions suivantes :

- l'entretien des ouvrages destinés à la protection des forêts (pistes, points d'eau, postes de vigie, tranchées pare-feu) ;
- l'entretien des ouvrages de défense et restauration des sols (DRS) situés à l'intérieur de la forêt ;
- le repeuplement du boisement forestier ;
- le respect de la capacité d'accueil des lieux.

CHAPITRE III

DES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AUTORISATION D'USAGE POUR LES FORETS RECREATIVES

Art. 15. — Les forêts récréatives dépendant du domaine forestier national à affecter à l'usage de forêts récréatives sont déterminées par arrêté du ministre chargé des forêts.

Art. 16. — Toute personne physique ou morale postulant à une autorisation d'usage pour une forêt récréative doit formuler une demande à l'administration chargée des forêts territorialement compétente, accompagnée d'un dossier comprenant :

- une demande précisant la localisation de la forêt récréative sollicitée ;

- un descriptif des activités de loisirs et de détente projetées ;

- une évaluation financière des investissements projetés.

Art. 17. — Il est créé, dans chaque wilaya, sous la présidence du wali, une commission chargée de l'examen des demandes d'octroi de l'autorisation d'usage pour les forêts récréatives, dont le secrétariat est assuré par l'administration chargée des forêts territorialement compétente et dont la composition et le fonctionnement sont précisés par un arrêté conjoint du ministre chargé des forêts, du ministre chargé des domaines et du ministre chargé des collectivités locales.

Art. 18. — Au titre de ses travaux, la commission chargée de l'examen des demandes d'octroi d'autorisation d'usage pour les forêts récréatives évalue les demandes, retient les bénéficiaires, approuve les plans d'aménagement institués par les dispositions de l'article 12 ci-dessus et établit les projets de cahier des charges particulier.

Art. 19. — Sur la base des travaux de la commission chargée de l'examen des demandes d'octroi d'autorisation d'usage pour les forêts récréatives, après approbation du plan d'aménagement, établissement du cahier des charges particulier et sa signature par le bénéficiaire, l'acte d'autorisation d'usage pour une forêt récréative est établi par l'administration chargée des domaines territorialement compétente.

CHAPITRE IV

DU CONTROLE DE L'AUTORISATION D'USAGE

Art. 20. — Les agents habilités de l'administration chargée des forêts procèdent à des contrôles réguliers pour constater toute infraction aux dispositions du présent décret et à celles du cahier des charges.

Art. 21. — Lorsque les installations ou l'exploitation du bénéficiaire d'une autorisation d'usage ne sont pas conformes aux dispositions du présent décret et/ou aux clauses du cahier des charges particulier, et, le cas échéant, aux installations, équipements et occupations prévus par le plan d'aménagement approuvé, le bénéficiaire est rendu destinataire d'une mise en demeure fixant le délai pour se conformer aux prescriptions requises, après consultation de la commission instituée par l'article 17 ci-dessus.

Si, à l'issue de ce délai, la mise en conformité n'a pas été effectuée, l'administration des forêts prononce la suspension de l'activité.

Durant la période de suspension de l'activité, la responsabilité du bénéficiaire reste engagée.

Si après les six (6) mois qui suivent la suspension de l'activité, la mise en conformité avec les dispositions du présent décret et/ou les clauses du cahier des charges particulier n'a pas été réalisée, l'administration des domaines prononce le retrait de l'autorisation d'usage.

Art. 22. — Sous réserve des dispositions de l'article 21 ci-dessus, le retrait de l'autorisation d'usage ne peut être prononcé avant terme par l'administration chargée des domaines, que lorsqu'il y a nécessité d'intérêt général.

Art. 23. — En cas de retrait de l'autorisation d'usage au titre des dispositions de l'article 22 ci-dessus, le bénéficiaire ouvre droit à une indemnité déterminée par les services de l'administration du domaine national sur la base des travaux prévus par le cahier des charges particulier et exécutés par le bénéficiaire.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Art. 24. — L'octroi d'autorisation d'usage, selon les modalités fixées par le présent décret, ne concerne que les forêts non incluses dans des zones d'expansion touristiques.

Pour les forêts comprises dans des zones d'expansion touristiques, les modalités de leur occupation sont celles fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 25. — Toute exploitation de parcelles relevant du domaine forestier à un usage de détente et de loisirs doit se conformer aux dispositions du présent décret dans un délai d'un (1) an à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne, démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

CAHIER DES CHARGES GENERAL

Article 1er. — Objet :

En application des dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 06-368 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006, le cahier des charges général a pour objet de fixer les clauses du cahier des charges particulier pour l'octroi de l'autorisation d'usage des forêts récréatives relevant du domaine forestier national aménagées ou à aménager spécialement et destinées à la récréation, à la détente et aux loisirs.

Art. 2. — Délimitation :

Le bénéficiaire de l'autorisation d'usage de la forêt récréative est tenu de respecter les limites préalablement matérialisées et reportées sur le cahier des charges particulier de la forêt objet de l'autorisation d'usage.

Art. 3. — Procès-verbal :

Est annexé, au cahier des charges particulier, un procès-verbal retraçant l'état de la forêt récréative au moment de l'octroi de l'autorisation d'usage. Ce procès-verbal comporte une description exhaustive des lieux, des infrastructures existantes et des plantations.

Art. 4. — Conformité des installations :

L'usage de la forêt devra être compatible avec le cadre naturel du lieu d'implantation et ne devra en aucune manière constituer une source de nuisance, de maladie ou de dégradation du milieu naturel.

Toutes les infrastructures doivent être légères, démontables et/ou transportables, et s'intégrer avec le paysage de la forêt. Hormis les réseaux éventuels d'évacuation des eaux usées implantés selon les modalités fixées par le plan d'aménagement, les constructions en dur sont formellement interdites et constituent un cas de retrait de l'autorisation d'usage.

Art. 5. — Hygiène :

Le bénéficiaire doit conserver les lieux dans un état de propreté et d'hygiène en effectuant des opérations de nettoyage et d'enlèvement des déchets à l'intérieur du périmètre de la forêt récréative.

Art. 6. — Feux de forêt et dégradation du milieu naturel :

Le bénéficiaire de l'autorisation d'usage doit s'équiper en matériels de première intervention contre les feux de forêts.

En cas de déclaration d'incendie au niveau de la forêt ou à proximité, outre l'alerte des services compétents, le bénéficiaire est tenu d'effectuer la première intervention.

Le bénéficiaire doit s'équiper en matériels de première intervention contre les feux de forêts selon les modalités fixées par le cahier des charges particulier.

Il doit, en outre, signaler à l'administration des forêts territorialement compétente toute dégradation du milieu naturel (maladies, infestations...).

Art. 7. — Réglementation de la circulation et signalisation :

L'ensemble de la signalisation destinée aux usagers de la forêt récréative, tant pour les accès, aires de jeux que pour les services et la sécurité, doit être prévu par le plan d'aménagement et fixé par le cahier des charges particulier.

Art. 8. — Durée de l'autorisation d'usage, renouvellement :

L'autorisation d'usage est accordée pour une durée maximale de vingt (20) ans, renouvelable.

Le renouvellement doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

La durée effective de l'autorisation d'usage est fixée par le cahier des charges particulier.

Art. 9. — Servitudes et autres frais :

Le bénéficiaire supportera les servitudes et autres frais auxquels la forêt peut être soumise pendant la durée de l'autorisation d'usage.

Art. 10. — Garantie :

Le bénéficiaire est censé avoir pris connaissance de l'état de la forêt, objet de l'autorisation d'usage qui lui est accordée, et il ne pourra exercer aucun recours contre l'administration chargée des forêts pour quelque cause que ce soit. Il ne pourra faire aucune réclamation, notamment en raison de l'état de la forêt, du sol et du sous-sol.

Art. 11. — Protection :

Le bénéficiaire est tenu de ne procéder à aucune coupe d'arbres ou toutes autres espèces végétales. En outre, il devra veiller à ce que les usagers ne portent pas atteinte à la forêt et à ses dépendances.

Art. 12. — Expiration ou retrait de l'autorisation d'usage :

Le bénéficiaire est tenu de laisser en bon état d'entretien, les immeubles, les installations, l'ensemble faisant retour au domaine forestier.

Un procès-verbal faisant ressortir leur état sera dressé conjointement par l'administration chargée des forêts et l'administration chargée des domaines.

Lorsque les biens ne sont d'aucune utilité pour l'exploitation de la forêt, le bénéficiaire doit en assurer l'enlèvement à ses frais, à défaut l'administration chargée des forêts se réserve le droit d'effectuer cette opération et les frais seront supportés par le bénéficiaire.

Art. 13. — Elaboration des cahiers des charges particuliers :

Les cahiers des charges particuliers doivent comporter toutes les dispositions et prescriptions prévues par le décret exécutif n° 06-368 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 et le cahier des charges général y annexé.

— — — — ★ — — — —

**Décret exécutif n° 06-369 du 26 Ramadhan 1427
correspondant au 19 octobre 2006 portant
création, organisation et fonctionnement de
l'agence de promotion du parc des Grands Vents.**

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code du commerce ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 juillet 1988, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment ses articles 44 à 47 ;

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990 relative à la comptabilité publique ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes ;

Vu le décret présidentiel n° 02-250 du 13 Joumada El Oula 1423 correspondant au 24 juillet 2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 96-431 du 19 Rajab 1417 correspondant au 30 novembre 1996 relatif aux modalités de désignation des commissaires aux comptes dans les établissements publics à caractère industriel et commercial, centres de recherche et de développement, organismes des assurances sociales, offices publics à caractère commercial et entreprises publiques non autonomes ;

Décrète :**CHAPITRE I****DENOMINATION - TUTELLE - SIEGE**

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de créer un établissement public à caractère industriel et commercial, dénommé « l'agence de promotion du parc des Grands Vents », doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, désigné ci-après « l'agence ».

Art. 2. — L'agence est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'aménagement du territoire.

Art. 3. — Le siège de l'agence est fixé à Alger.

CHAPITRE II**DES MISSIONS**

Art. 4. — L'agence a pour objet d'aménager et de gérer un parc paysager composant des équipements de loisirs, culturels, ludiques et sportifs ainsi qu'un district métropolitain en sa périphérie.

A ce titre l'agence est chargée :

En matière d'aménagement :

— de mettre en œuvre le plan général d'aménagement du parc des Grands Vents qui est adopté par voie réglementaire ;

— d'élaborer les documents de référence liés à chacune des zones du parc des Grands Vents ainsi que les cahiers des charges adoptés par arrêté conjoint du ministre chargé des finances, du ministre chargé de l'aménagement du territoire et du ministre concerné pour chacune des composantes du parc ;

DECRETS

Décret exécutif n° 06-383 du 5 Chaoual 1427 correspondant au 28 octobre 2006 portant incorporation au domaine forestier national de deux parcelles de terre situées dans les communes de Mogheul et Boukaïs, wilaya de Béchar.

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-74 du 12 novembre 1975 portant établissement du cadastre général et institution du livre foncier ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment ses articles 7 et 13 ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment son article 37 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — En application de l'article 37 de la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, susvisée, et conformément aux dispositions des articles 7 et 13 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, susvisée, le présent décret a pour objet l'incorporation au domaine forestier national de deux parcelles de terre situées dans les communes de Mogheul et Boukaïs, wilaya de Béchar.

Art. 2. — Les deux (2) parcelles de terre concernées par les dispositions de l'article 1er ci-dessus sont :

— une parcelle d'une contenance de deux mille sept cent cinquante (2.750) hectares située dans la commune de Mogheul, wilaya de Béchar ;

— une parcelle d'une contenance de douze mille cinquante (12.050) hectares située dans la commune de Boukaïs, wilaya de Béchar ;

telles que délimitées par le plan cadastral annexé à l'original du présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Chaoual 1427 correspondant au 28 octobre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

Décret exécutif n° 06-384 du 5 Chaoual 1427 correspondant au 28 octobre 2006 portant création, organisation et fonctionnement de l'établissement hospitalier de Aïn Turck, wilaya d'Oran.

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-35 du 29 avril 1975, modifiée et complétée, portant plan comptable national ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 88-01 du 12 janvier 1988 portant loi d'orientation sur les entreprises publiques économiques, notamment son titre III ;

Vu l'ordonnance n° 95-20 du 19 Safar 1416 correspondant au 17 juillet 1995 relative à la Cour des comptes ;

Vu le décret n° 71-215 du 25 août 1971, modifié, portant organisation du régime des études médicales ;

Vu le décret n° 71-275 du 3 décembre 1971 portant création du diplôme d'études médicales spéciales ;

Vu le décret n° 74-200 du 1er octobre 1974 portant création du diplôme de docteur en sciences médicales ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 05-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — Il est créé un établissement hospitalier à Aïn Turck, wilaya d'Oran, régi par les lois et règlements en vigueur et les dispositions du présent décret, dénommé ci-après "l'établissement".

Art. 2. — L'établissement de Aïn Turck est un établissement public à caractère spécifique, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé.

**Décret exécutif n° 06-386 du 8 Chaoual 1427
correspondant au 31 octobre 2006 fixant les
conditions et les modalités d'obtention et de
délivrance du permis de chasse.**

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative
à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative
à la wilaya ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse,
notamment son article 9 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani
1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du
Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani
1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 9 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret
a pour objet de fixer les conditions et les modalités
d'obtention et de délivrance du permis de chasse.

CHAPITRE I

**DES CONDITIONS D'OBTENTION DU PERMIS
DE CHASSE**

Art. 2. — Le postulant au permis de chasse remplissant
les conditions prévues par les alinéas 1 et 2 de l'article 9
de la loi n° 04 -07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004, susvisée, doit s'inscrire
auprès de l'administration chargée de la chasse
territorialement compétente pour effectuer le stage en vue
de l'obtention de l'attestation l'habilitant à être titulaire
d'un permis de chasse.

Art. 3. — Le dossier d'inscription au stage comporte :

— une demande de participation établie selon un
formulaire figurant à l'annexe I du présent décret et mise à
la disposition par l'administration chargée de la chasse,

— une copie certifiée conforme de la carte nationale
d'identité.

L'administration chargée de la chasse reçoit les
candidatures et adresse les convocations pour la
participation au stage.

Art. 4. — Le stage est organisé chaque année en
plusieurs sessions. Les centres de stage, les périodes de
leur déroulement, leur durée, ainsi que leurs programmes
et les modalités de leur organisation sont précisés par
arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 5. — Le programme du stage porte sur :

— la connaissance du gibier,

— la connaissance de la législation et de la
réglementation applicables à la chasse,

— l'éthique de la chasse,

— le maniement des armes et la connaissance des
munitions,

— les notions de secourisme.

Art. 6. — Dès son inscription au stage, le postulant
reçoit une documentation sur le programme du stage par
l'administration chargée de la chasse territorialement
compétente, ainsi que des informations par l'association
de chasseurs à laquelle il désire s'affilier.

Art. 7. — La participation au stage, après évaluation par
un jury présidé par un représentant qualifié de
l'administration chargée de la chasse, est sanctionnée par
une attestation d'habilitation à être titulaire d'un permis de
chasse, établie conformément au modèle de l'annexe II du
présent décret, délivrée par l'administration chargée de la
chasse territorialement compétente.

CHAPITRE II

**DES MODALITES DE DELIVRANCE
DU PERMIS DE CHASSE**

Art. 8. — Le permis de chasse est établi sous forme de
livret conformément au modèle fixé à l'annexe III du
présent décret.

Art. 9. — La délivrance du permis de chasse est
subordonnée à la présentation des documents suivants :

— une demande de délivrance du permis de chasse
conformément au modèle fixé à l'annexe IV du présent
décret,

— une attestation d'habilitation à être titulaire d'un
permis de chasse délivrée à l'issue du stage,

— l'acquittement des droits prévus par l'article 12 de la
loi n° 04 - 07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant
au 14 août 2004, susvisée,

— un certificat médical attestant que le candidat n'est
affecté d'aucun handicap incompatible avec l'exercice de
la chasse,

— une attestation d'affiliation à une association de
chasse,

— un extrait d'acte de naissance.

Art. 10. — Le dossier de demande du permis de chasse est transmis à l'administration de la chasse territorialement compétente qui le fait établir et délivrer conformément aux modalités fixées par les dispositions de l'article 8 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée.

Art. 11. — En cas de perte ou de destruction du permis de chasse, un *duplicata* est délivré par l'autorité ayant établi et délivré ledit permis de chasse conformément au modèle de l'annexe V du présent décret.

Art. 12. — La validation du permis de chasse est annuelle. Elle est effectuée par l'autorité ayant délivré le permis de chasse sur la base du paiement de la redevance fixée par la loi de finances.

Art. 13. — La validation du permis de chasse est subordonnée à la présentation des documents suivants :

— une demande de validation du permis de chasse selon le modèle prévu à l'annexe VI du présent décret ;

— une attestation d'assurance pour la campagne cynégétique ;

— un acquittement des droits de validation ;

— un certificat médical attestant que le postulant n'est affecté d'aucun handicap incompatible avec l'exercice de la chasse une fois tous les cinq (5) ans.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1427 correspondant au 31 octobre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

ANNEXE I

DEMANDE DE PARTICIPATION AU STAGE POUR L'OBTENTION DU PERMIS DE CHASSE

Je soussigné (e),

Monsieur / Madame

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Nationalité :

Sollicite la participation au stage pour l'obtention du permis de chasse.

Ci-joint :

- une fiche individuelle d'état civil ;
- une copie certifiée conforme de la pièce d'identité nationale ;
- une enveloppe timbrée libellée à mon adresse ;
- les frais d'inscription et de participation au stage.

Fait à le.....

Signature du demandeur

ANNEXE II

ATTESTATION DE STAGE POUR L'OBTENTION DU PERMIS DE CHASSE

Je soussigné (e), atteste que :

Monsieur / Madame

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Nationalité :

a participé au stage organisé par l'administration chargée de la chasse de la wilaya de..... qui s'est déroulé

du : au

à :

Et qu'il (elle) a été déclaré(e) apte à être titulaire d'un permis de chasse.

Fait à : le.....

Le conservateur des forêts de wilaya

ANNEXE IV

DEMANDE DE DELIVRANCE DU PERMIS DE CHASSE

Je soussigné (e),

Monsieur / Madame :

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Nationalité :

Sollicite la délivrance d'un permis de chasse.

Date d'arrivée de la demande

Permis délivré le

.....

N° du permis

.....

Fait à

Le

Signature du demandeur

Ci-joint :

- une photocopie de l'autorisation de détention d'arme de chasse,
- l'attestation d'habilitation à être titulaire d'un permis de chasse,
- deux (2) photos d'identité,
- un certificat médical attestant l'inexistence d'un handicap incompatible avec l'exercice de la chasse,
- un extrait d'acte de naissance,
- une attestation d'affiliation à une association de chasse.

Cadre réservé à l'administration

Daïra :

Wilaya :

ANNEXE V

DEMANDE D'UN DUPLICATA DU PERMIS DE CHASSE

(à adresser à la wilaya du demandeur)

Je soussigné (e),

Monsieur / Madame :

Nom :

Prénoms :

Né (e) le : à :

Adresse :

.....

Nationalité :

Sollicite la délivrance d'un *duplicata* moyennant le versement de la redevance cynégétique (1)

- pour perte,
- pour détérioration.

Ci-joint :

- deux (2) photos d'identité,
- une attestation d'assurance pour la campagne cynégétique,
- une déclaration de perte ou le permis détérioré.

Fait à, le.....

Signature du demandeur

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande :

(1) Rayer la mention inutile.

ANNEXE VI

DEMANDE DE VALIDATION DU PERMIS DE CHASSE

Je soussigné (e),

Monsieur / Madame

Nom :

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Adresse :

Titulaire du permis de chasse n° :

Délivré le : par :

Sollicite la validation de mon permis de chasse pour la campagne cynégétique 20...../20.....

Ci-joint :

- Une attestation d'assurance pour la campagne cynégétique,
- Une attestation d'adhésion à une association de chasse,
- Le permis de chasse,
- Un certificat médical attestant que le postulant n'est affecté d'aucun handicap incompatible avec l'exercice de la chasse, une fois tous les cinq (5) ans.

Fait à le

Signature du demandeur.

Cadre réservé à l'administration

Date d'arrivée de la demande :

Validation délivrée le :

N° de validation :

**Décret exécutif n° 06-387 du 8 Chaoual 1427
correspondant au 31 octobre 2006 fixant les
modalités d'établissement et de délivrance de la
licence de chasser.**

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du
développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative
à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative
à la wilaya ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425
correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse,
notamment son article 14 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani
1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du
Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani
1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990,
modifié et complété, fixant les attributions du ministre de
l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de
l'article 14 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania
1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le
présent décret a pour objet de fixer les modalités
d'établissement et de délivrance de la licence de
chasser.

Art. 2. — Le dossier de demande de la licence de
chasser est déposé auprès de l'administration chargée de
la chasse territorialement compétente par le président de
l'association de chasse concernée.

Art. 3. — La licence de chasser est établie par
l'administration chargée de la chasse territorialement
compétente conformément au formulaire annexé au
présent décret.

Art. 4. — La licence de chasser est établie sur
présentation des documents suivants :

— le permis de chasse de chaque titulaire dont l'année
de validation correspond à celle de la licence de chasser
demandée.

— l'extrait du bail d'amodiation ou de location du ou
des terrains de chasse contracté par l'association de chasse
concernée.

Art. 5. — Du fait des prescriptions applicables au
gibier d'eau et aux lieux sur lesquels s'exerce la chasse à
cette catégorie de gibier, les licences de chasser au
gibier d'eau sont établies par l'administration nationale
chargée de la chasse selon des modalités qui seront fixées
par arrêté conjoint des ministres chargés de la chasse, de
la protection de l'environnement et des ressources en eau.

Art. 6. — A l'issue de chaque campagne cynégétique, la
licence de chasser doit être restituée, dûment complétée et
visée par le président de l'association de chasse
concernée, à l'administration chargée de la chasse
territorialement compétente.

Art. 7. — L'administration chargée de la chasse
territorialement compétente est tenue, à l'issue de chaque
campagne de chasse, d'établir un bilan faisant ressortir les
prélèvements effectivement exercés.

Art. 8. — Sans préjudice des sanctions prévues par la
législation en vigueur, l'administration chargée de la
chasse territorialement compétente peut limiter ou
supprimer les droits de chasse des chasseurs ayant fourni
des indications incomplètes ou fausses lors de la
restitution de la licence de chasser prévue par les
dispositions de l'article 6 ci-dessus.

Art. 9. — Pour les associations de chasseurs ayant
amodié ou loué des terrains de chasse dans plusieurs
wilayas, la licence de chasser doit être validée par
l'administration de la chasse compétente pour chacune des
wilayas concernées. La quantité des prélèvements est
fixée sur la base des réalités cynégétiques de chaque
wilaya.

Art. 10. — Les droits relatifs à la licence de chasser
sont fixés par la loi de finances.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger le 8 Chaoual 1427 correspondant au
31 octobre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

ANNEXE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

DIRECTION GENERALE DES FORETS

CONSERVATION DES FORETS DE LA WILAYA DE :

LICENCE DE CHASSER DE LA CAMPAGNE CYNEGETIQUE

20.. / 20..

Nom :

Prénoms :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse :

Permis de chasse n° :

Validation du permis de chasse :

Validation de la licence :

Association :

N° de la licence :

Etablie le :

Association de chasse :

Désignation du ou des lot(s) de chasse amodié(s) ou loué(s) :

Superficie :

La présente licence est restituée par l'association d'affiliation à la fin de la campagne cynégétique.

L'arrêté d'ouverture de la campagne cynégétique fixera les gibiers autorisés comme suit :

Date	Gibier de passage	Lapin de garenne	Sanglier	Lièvre	Perdrix	Autres

GIBIERS AUTORISES	GIBIERS PRELEVES
—	—
—	—
—	—
—	—

Signature et cachet

Vu la loi n° 90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique ;

Vu la loi n° 99-11 du 15 Ramadhan 1420 correspondant au 23 décembre 1999 portant loi de finances pour 2000, notamment son article 89 ;

Vu la loi n° 2000-02 du 24 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 27 juin 2000 portant loi de finances complémentaire pour 2000, notamment son article 10 ;

Vu la loi n° 03-22 du 4 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 28 décembre 2003 portant loi de finances pour 2004, notamment son article 66 ;

Vu l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 25 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 02-67 du 23 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 6 février 2002, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé "Fonds de régulation des recettes" ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 25 de l'ordonnance n° 06-04 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, le présent décret a pour objet de modifier et compléter le décret exécutif n° 02-67 du 23 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 6 février 2002, modifié et complété, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale n° 302-103 intitulé "Fonds de régulation des recettes".

Art. 2. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 02-67 du 23 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 6 février 2002, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

"Art. 4. — Le compte enregistre :

En recettes :

— les plus-values résultant d'un niveau de recettes de fiscalité pétrolière supérieur aux prévisions de la loi de finances ;

— les avances de la Banque d'Algérie destinées à la gestion active de la dette extérieure ;

— toutes autres recettes liées au fonctionnement du fonds.

En dépenses :

— le financement du déficit du Trésor sans que le solde du fonds ne puisse être inférieur à 740 milliards de DA ;

— la réduction de la dette publique.

(..... Le reste sans changement) ".

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-398 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant les règles de l'amodiation des territoires de chasse sur le domaine public et privé de l'Etat ainsi que les modalités et conditions de location des terrains de chasse appartenant à des particuliers.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Décrète :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. — En application des dispositions des articles 27 et 30 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les règles de l'amodiation des territoires de chasse sur le domaine public et privé de l'Etat, ainsi que les modalités et conditions de location des terrains de chasse appartenant à des particuliers.

Art. 2. — Au sens du présent décret on entend par :

— **amodiation** : le contrat par lequel l'administration autorise l'exercice de la chasse dans les territoires relevant du domaine public et privé de l'Etat.

— **location pour l'exercice de la chasse** : le contrat de location par lequel un propriétaire privé loue ses terres à l'usage de l'exercice de la chasse.

Art. 3. — L'amodiation et la location des territoires de chasse sont consenties exclusivement aux associations de chasseurs.

CHAPITRE II

REGLES RELATIVES A L'AMODIATION

Art. 4. — L'amodiation des territoires de chasse relevant du domaine public forestier est consentie par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente à l'association de chasseurs, conformément aux prescriptions du cahier des charges annexé au présent décret.

Les terrains relevant du domaine public ou privé de l'Etat, autres que les terres relevant du domaine national forestier, ne peuvent faire l'objet d'amodiation qu'après accord de l'administration des domaines et de l'administration chargée de la gestion des terres concernées.

Art. 5. — Les territoires de chasse destinés à l'amodiation sont fixés et délimités par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Ils sont répartis en lots d'un seul tenant par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente sur la base de leurs potentialités cynégétiques et des plans de gestion cynégétique.

Art. 6. — Tout lot de chasse ne peut faire l'objet que d'une seule amodiation.

Art. 7. — L'association de chasseurs peut postuler à l'amodiation d'un ou plusieurs lots de chasse.

Cette demande est formulée auprès de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

Art. 8. — L'amodiation donne lieu au paiement de la redevance fixée par la loi de finances.

CHAPITRE III

MODALITES ET CONDITIONS DE LA LOCATION

Art. 9. — La location des terrains privés pour l'exercice de la chasse est régie par les dispositions de l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, susvisée.

Art. 10. — Le contrat de location prévu à l'article 9 ci-dessus doit préciser tous les aspects liés aux conditions d'exercice de la chasse.

Art. 11. — Le dossier de la demande d'autorisation pour l'exercice de la chasse sur des terrains privés est adressé à l'administration chargée de la chasse territorialement compétente ; il doit comporter :

— la demande d'autorisation pour l'exercice de la chasse ;

— la copie de l'agrément de l'association de chasseurs ;

— la copie du contrat de location.

Art. 12. — L'autorisation d'exercice de la chasse sur des terrains privés n'est accordée qu'après vérification, par l'administration chargée de la chasse, du respect des conditions fixées par l'article 30 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée.

Art. 13. — L'autorisation d'exercice de la chasse est retirée par l'administration chargée de la chasse, en cas de non-respect des conditions générales de l'exercice de la chasse.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

ANNEXE

CAHIER DES CHARGES RELATIF A L'AMODIATION DES TERRITOIRES DE CHASSE

Article 1er. — Objet :

Le présent cahier des charges détermine les conditions générales de l'amodiation des territoires de chasse.

Art. 2. — Durée :

Chaque lot de chasse est amodié pour une durée allant de (1) à (9) années.

Art. 3. — Renouvellement :

L'amodiatrice peut obtenir le renouvellement de l'amodiation en présentant, trois (3) mois au moins avant son expiration, une demande écrite au responsable de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

L'amodiation des territoires de chasse ne peut en aucun cas être renouvelée par tacite reconduction.

Art. 4. — Droits de l'administration :

L'administration se réserve le droit de gérer les forêts et les parties des forêts ou terrains compris dans l'amodiation.

Art. 5. — Résiliation de l'amodiation :

L'amodiation est résiliée par l'administration contractante dans les conditions suivantes :

— après deux mises en demeure réglementaires adressées à l'amodiatrice lorsqu'il ne se conforme pas aux prescriptions du cahier des charges ;

— en cas de dissolution de l'association des chasseurs amodiatrices.

Art. 6. — Conditions d'utilisation des lots amodiés :

Il est expressément interdit à l'amodiatrice d'utiliser tout ou partie du lot à des fins autres que celles qui ont motivé l'amodiation.

Art. 7. — Précautions :

L'amodiatrice est tenu de prendre toutes les précautions d'usage pour éviter toute déclaration d'incendie, d'alerter les services forestiers ou le point de secours le plus proche en cas de déclaration d'incendie, d'effectuer, le cas échéant, les premières interventions pour circonscrire le foyer d'incendie.

Art. 8. — Introduction de gibier pour repeuplement :

L'introduction de tout nouveau gibier sur les lots amodiés est soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 9. — Travaux d'entretien et d'amélioration des conditions d'exercice de la chasse :

En vue de repeupler les territoires de chasse et de sauvegarder le gibier sur le lot amodié, l'amodiatrice procède à la réalisation des travaux et des activités suivants :

— apport de nourriture par l'agrainage de l'amélioration des parcours et cultures à gibier ;

— création de points d'eau ;

— aménagement de zones pour le repeuplement du gibier ;

— lâchers de gibier ;

— une signalisation des zones d'habitat du gibier destinée à limiter l'empiètement par le public.

Art. 10. — L'association des chasseurs amodiatrices met en défens une partie des lots amodiés pour permettre la reproduction du gibier.

La détermination des zones mises en défens est opérée conjointement avec les services de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente et fait l'objet d'un procès-verbal de délimitation.

Art. 11. — Motifs de non-renouvellement :

Toute atteinte ou toute dégradation du lot seront à la charge de l'amodiatrice et peuvent constituer une cause de non- renouvellement de l'amodiation.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-399 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 relatif aux registres des activités des associations de chasseurs, des fédérations des chasseurs de wilaya et de la fédération nationale des chasseurs.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment ses articles 38, 44 et 47 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 38, 44 et 47 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de définir les registres se rapportant aux activités des associations de chasseurs, des fédérations des chasseurs de wilaya et de la fédération nationale des chasseurs.

Art. 2. — Les associations de chasseurs, les fédérations des chasseurs de wilaya et la fédération nationale des chasseurs doivent tenir les registres suivants :

— le registre des membres ;

— le registre des délibérations ;

— le registre des inventaires ;

— le registre des comptes.

L'amodiation des territoires de chasse ne peut en aucun cas être renouvelée par tacite reconduction.

Art. 4. — Droits de l'administration :

L'administration se réserve le droit de gérer les forêts et les parties des forêts ou terrains compris dans l'amodiation.

Art. 5. — Résiliation de l'amodiation :

L'amodiation est résiliée par l'administration contractante dans les conditions suivantes :

— après deux mises en demeure réglementaires adressées à l'amodiatrice lorsqu'il ne se conforme pas aux prescriptions du cahier des charges ;

— en cas de dissolution de l'association des chasseurs amodiatrices.

Art. 6. — Conditions d'utilisation des lots amodiés :

Il est expressément interdit à l'amodiatrice d'utiliser tout ou partie du lot à des fins autres que celles qui ont motivé l'amodiation.

Art. 7. — Précautions :

L'amodiatrice est tenu de prendre toutes les précautions d'usage pour éviter toute déclaration d'incendie, d'alerter les services forestiers ou le point de secours le plus proche en cas de déclaration d'incendie, d'effectuer, le cas échéant, les premières interventions pour circonscrire le foyer d'incendie.

Art. 8. — Introduction de gibier pour repeuplement :

L'introduction de tout nouveau gibier sur les lots amodiés est soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 9. — Travaux d'entretien et d'amélioration des conditions d'exercice de la chasse :

En vue de repeupler les territoires de chasse et de sauvegarder le gibier sur le lot amodié, l'amodiatrice procède à la réalisation des travaux et des activités suivants :

— apport de nourriture par l'agrainage de l'amélioration des parcours et cultures à gibier ;

— création de points d'eau ;

— aménagement de zones pour le repeuplement du gibier ;

— lâchers de gibier ;

— une signalisation des zones d'habitat du gibier destinée à limiter l'empiètement par le public.

Art. 10. — L'association des chasseurs amodiatrices met en défens une partie des lots amodiés pour permettre la reproduction du gibier.

La détermination des zones mises en défens est opérée conjointement avec les services de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente et fait l'objet d'un procès-verbal de délimitation.

Art. 11. — Motifs de non-renouvellement :

Toute atteinte ou toute dégradation du lot seront à la charge de l'amodiatrice et peuvent constituer une cause de non- renouvellement de l'amodiation.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-399 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 relatif aux registres des activités des associations de chasseurs, des fédérations des chasseurs de wilaya et de la fédération nationale des chasseurs.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-31 du 4 décembre 1990 relative aux associations ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment ses articles 38, 44 et 47 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 38, 44 et 47 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de définir les registres se rapportant aux activités des associations de chasseurs, des fédérations des chasseurs de wilaya et de la fédération nationale des chasseurs.

Art. 2. — Les associations de chasseurs, les fédérations des chasseurs de wilaya et la fédération nationale des chasseurs doivent tenir les registres suivants :

— le registre des membres ;

— le registre des délibérations ;

— le registre des inventaires ;

— le registre des comptes.

Art. 3. — Les conditions et les modalités de tenue de ces registres ainsi que leur contenu sont précisées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 4. — Tout registre, prévu à l'article 2 ci-dessus, ouvert doit être coté et paraphé par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

Art. 5. — Les associations de chasseurs ne disposant pas de registres dans les conditions et modalités fixées aux articles 2, 3 et 4 du présent décret ne peuvent ni demander l'établissement de licences de chasser pour leurs membres ni procéder à l'amodiation de terrains de chasse.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-400 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 49 ;

Vu le décret n° 83-74 du 8 janvier 1983 portant création du conseil supérieur de la chasse ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 49 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique, ci-après désigné «Le conseil ».

Art. 2. — Le conseil, présidé par le ministre chargé de la chasse, comprend les membres suivants :

- un représentant du ministre de la défense nationale,
- un représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,
- un représentant du ministre de la justice, garde des sceaux,
- un représentant du ministre des finances,
- un représentant du ministre chargé de l'environnement,
- un représentant du ministre chargé du tourisme,
- un représentant du ministre chargé de la culture,
- un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,
- le président de la chambre nationale de l'agriculture,
- le directeur général des forêts,
- le directeur de l'organisation foncière et de la protection des patrimoines du ministère de l'agriculture et du développement rural,
- le directeur des services vétérinaires du ministère de l'agriculture et du développement rural,
- le directeur de l'institut national de la recherche forestière,
- le directeur général du centre national du développement des ressources biologiques,
- un directeur de parc national,
- un directeur de centre cynégétique,
- un directeur de réserve de chasse,
- le président de la fédération nationale des chasseurs,
- un (1) président d'une fédération des chasseurs de wilaya,
- un (1) président d'une association des chasseurs,
- deux (2) personnalités qualifiées en raison de leurs compétences cynégétiques.

Le conseil peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 3. — Les conditions et les modalités de tenue de ces registres ainsi que leur contenu sont précisées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 4. — Tout registre, prévu à l'article 2 ci-dessus, ouvert doit être coté et paraphé par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

Art. 5. — Les associations de chasseurs ne disposant pas de registres dans les conditions et modalités fixées aux articles 2, 3 et 4 du présent décret ne peuvent ni demander l'établissement de licences de chasser pour leurs membres ni procéder à l'amodiation de terrains de chasse.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 06-400 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 49 ;

Vu le décret n° 83-74 du 8 janvier 1983 portant création du conseil supérieur de la chasse ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 49 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique, ci-après désigné «Le conseil ».

Art. 2. — Le conseil, présidé par le ministre chargé de la chasse, comprend les membres suivants :

- un représentant du ministre de la défense nationale,
- un représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales,
- un représentant du ministre de la justice, garde des sceaux,
- un représentant du ministre des finances,
- un représentant du ministre chargé de l'environnement,
- un représentant du ministre chargé du tourisme,
- un représentant du ministre chargé de la culture,
- un représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,
- le président de la chambre nationale de l'agriculture,
- le directeur général des forêts,
- le directeur de l'organisation foncière et de la protection des patrimoines du ministère de l'agriculture et du développement rural,
- le directeur des services vétérinaires du ministère de l'agriculture et du développement rural,
- le directeur de l'institut national de la recherche forestière,
- le directeur général du centre national du développement des ressources biologiques,
- un directeur de parc national,
- un directeur de centre cynégétique,
- un directeur de réserve de chasse,
- le président de la fédération nationale des chasseurs,
- un (1) président d'une fédération des chasseurs de wilaya,
- un (1) président d'une association des chasseurs,
- deux (2) personnalités qualifiées en raison de leurs compétences cynégétiques.

Le conseil peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

Art. 3. — La direction générale des forêts assure le secrétariat du conseil et l'assistance technique.

Art. 4. — Les membres du conseil sont désignés par arrêté du ministre chargé de la chasse sur proposition des autorités dont ils relèvent pour une durée de trois (3) ans renouvelable.

En cas d'interruption du mandat de l'un de ses membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes.

Art. 5. — Le conseil crée en son sein deux (2) commissions ci-après désignées :

— la commission chargée des questions relatives à la gestion, à la sauvegarde et au développement du patrimoine cynégétique,

— la commission chargée des questions relatives aux conditions d'exercice de la chasse.

Art. 6. — Les commissions suscitées sont chargées de préparer les dossiers qui leur sont soumis par le président du conseil.

A cet effet, elles établissent et formulent des propositions et avis qu'elles soumettent au conseil.

Art. 7. — Le conseil se réunit deux (2) fois par an au moins en session ordinaire, l'une avant l'ouverture de la campagne cynégétique et l'autre à sa fermeture.

Le conseil peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son président.

Art. 8. — Les convocations accompagnées des documents liés à l'ordre du jour de la réunion sont adressées aux membres du conseil, au moins quinze (15) jours avant la date de la réunion.

Ce délai peut être réduit pour les sessions extraordinaires sans toutefois être inférieur à huit (8) jours.

Art. 9. — Le conseil ne peut se réunir qu'en présence de la moitié de ses membres au moins.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une deuxième réunion est organisée dans les dix (10) jours suivant la date de la première réunion ; dans ce cas, il se réunit quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 10. — Les avis du conseil sont pris à la majorité des membres présents, en cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 11. — Les avis du conseil sont sanctionnés par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire de séance.

Art. 12. — Lors de sa première réunion, le conseil élabore et adopte son règlement intérieur.

Art. 13. — Les fonctions de membre du conseil ne sont pas rémunérées.

Toutefois, il peut être alloué des indemnités correspondant aux frais de déplacement et de séjour occasionnés lors des réunions, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 14. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, notamment celles du décret n° 83-74 du 8 janvier 1983, susvisé.

Art. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant changement de nom.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-6° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu l'ordonnance n° 70-20 du 19 février 1970 relative à l'état civil notamment ses articles 55 et 56 ;

Vu le décret n° 71-157 du 3 juin 1971, complété, relatif au changement de nom, notamment ses articles 3, 4 et 5 ;

Décète :

Article 1er. — Est autorisé le changement de nom conformément au décret n° 71-157 du 3 juin 1971, complété, relatif au changement de nom, aux personnes ci-après désignées :

Chagour Lakhdar, né en 1920 à Debila (wilaya d'El Oued) acte de naissance n° 610 et acte de mariage n° 48 dressé le 5 mai 1992 à Debila (wilaya d'El Oued) qui s'appellera désormais : Ammar Lakhdar.

Chaggour Mohammed Laïd, né en 1958 à Debila (wilaya d'El Oued) acte de naissance n° 612 et acte de mariage n° 78 dressé le 11 octobre 1988 à Debila (wilaya d'El Oued) et ses enfants mineurs :

* Fatiha, née le 19 avril 1988 à Debila (wilaya d'El Oued) acte de naissance n° 687 ;

* Mabrouka, née le 15 octobre 1989 à Debila (Wilaya d'El Oued) acte de naissance n° 1594 ;

* Aicha, née le 20 décembre 1990 à Debila (wilaya d'El Oued) acte de naissance n° 2078 ;

**Décret exécutif n° 06-442 du 11 Dhou El Kaada 1427
correspondant au 2 décembre 2006 fixant les
conditions d'exercice de la chasse.**

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 33 ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret présidentiel n° 06-175 du 26 Rabie Ethani 1427 correspondant au 24 mai 2006 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 33 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions d'exercice de la chasse.

Art. 2. — Avant chaque campagne cynégétique annuelle, sur la base d'un bilan de la saison de chasse écoulée par wilaya et après évaluation du potentiel cynégétique établi conformément aux instruments y afférents, le conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique entendu, l'administration chargée de la chasse détermine les conditions d'exercice de la chasse par wilaya et les adresse à chaque wali concerné.

Art. 3. — Le wali arrête :

— les périodes de chasse dans le cadre fixé par les dispositions de l'article 6 ci-dessous,

— les différentes espèces pour lesquelles la chasse est autorisée,

— le nombre de gibiers à abattre par chasseur, par journée de chasse et par zone de chasse.

Art. 4. — L'arrêté de campagne de chasse est signé par le wali, trente (30) jours au moins avant l'ouverture de la chasse, et affiché au niveau des communes après publication.

Art. 5. — Pendant les périodes d'ouverture de la chasse, l'exercice de la chasse n'est autorisé que les jours de repos hebdomadaire et les jours fériés.

Art. 6. — Au regard de chaque espèce de gibier, l'ouverture et la clôture générale de la chasse sont fixées aux dates indiquées ci-dessous :

ESPECES DE GIBIERS AUTORISEES A LA CHASSE	DATES	
	DU	AU
I - Gibier sédentaire		
a) Oiseaux : perdrix gamba , pigeon ramier (palombe), pigeon biset, ganga.	15 septembre	1er janvier
b) Mammifères : lapin de garenne, lièvre, sanglier, chacal, renard.		
II - Gibier de passage		
a) caille et tourterelle des blés.	15 juillet	7 août
b) bécasse des bois, grives, étourneaux.	1er novembre	1er février
III - Gibier chassé au vol		
Toutes les espèces autorisées par ce mode de chasse.	15 septembre	1er janvier

Art. 7. — Sauf dispositions contraires prévues par l'arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse, le transport et le colportage ne sont autorisés, pour chaque espèce de gibier ou partie(s) de gibier, que pendant la période d'ouverture de la chasse.

Art. 8. — Le transport, le colportage, la vente, l'achat, l'importation et l'exportation du gibier sont soumis à une autorisation spéciale prévue par l'article 60 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant 14 août 2004, susvisée.

Les conditions et les modalités d'octroi de cette autorisation sont fixées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 2 décembre 2006.

Abdelaziz BELKHADEM.

Décret présidentiel n° 07-225 du 7 Rajab 1428 correspondant au 22 juillet 2007 portant attribution de la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Djadir".

— — — — —

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77 (6° et 10°) et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-02 du 2 janvier 1984 portant institution du conseil de l'Ordre du mérite national, notamment ses articles 7 et 8 (alinéa 2) ;

Vu le décret n° 84-87 du 21 avril 1984, modifié et complété, portant organisation et fonctionnement du conseil de l'Ordre du mérite national ;

Décrète :

Article 1er. — La médaille de l'Ordre du mérite national au rang de "Djadir" est décernée à Monsieur Issa HAYATOU, vice-président de la Fédération Internationale de Football.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rajab 1428 correspondant au 22 juillet 2007.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — —★— — — — —

Décret exécutif n° 07-227 du 9 Rajab 1428 correspondant au 24 juillet 2007 fixant les procédures et les modalités d'exercice de la chasse touristique.

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 99-06 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999 fixant les règles régissant l'activité de l'agence de tourisme et de voyages ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 16 ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 84-162 du 7 juillet 1984, modifié, fixant les règles relatives à l'exercice de la chasse par les étrangers ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 98-96 du 19 Dhou El Kaada 1418 correspondant au 18 mars 1998 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 97-06 du 12 Ramadhan 1417 correspondant au 21 janvier 1997, modifié et complété, relative aux matériels de guerre, armes et munitions ;

Vu le décret exécutif n° 06-387 du 8 Chaoual 1427 correspondant au 31 octobre 2006 fixant les modalités d'établissement et de délivrance de la licence de chasser ;

Vu le décret exécutif n° 06-398 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant les règles de l'amodiation des territoires de chasse sur le domaine public et privé de l'Etat ainsi que les modalités et conditions de location des terrains de chasse appartenant à des particuliers ;

Vu le décret exécutif n° 06-442 du 11 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 2 décembre 2006 fixant les conditions d'exercice de la chasse ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 16 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les procédures et les modalités d'exercice de la chasse touristique.

CHAPITRE I

DES DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — La chasse touristique s'exerce exclusivement par l'intermédiaire d'agences de tourisme et de voyages :

1. agréées selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur ;

2. éligibles à l'organisation de la chasse touristique après autorisation délivrée par le ministre chargé de la chasse sur la base d'un cahier des charges ;

3. disposant d'un territoire de chasse amodié auprès de l'administration chargée des forêts et/ou loué auprès de particuliers conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le contenu du cahier des charges ainsi que les conditions et les modalités de délivrance de l'autorisation d'organisation de campagnes de chasse touristique par l'agence de tourisme et de voyages sont fixés par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 3. — Tout chasseur étranger doit, au moment du début de l'exercice de la chasse, disposer :

— d'un permis de chasse délivré à l'étranger, dûment validé au sens des dispositions de l'article 6 ci-après ;

— d'une licence de chasser particulière à la chasse touristique, dénommée ci-après "licence de chasser touristique" ;

— des assurances prévues par la législation et la réglementation en vigueur et notamment celles indiquées par les dispositions de l'article 8 du présent décret ;

— des autorisations et habilitations requises par la législation et la réglementation en vigueur en matière d'armes, de munitions et d'autres moyens de chasse.

Art. 4. — Les montants des droits et redevances relevant de l'exercice de la chasse touristique sont fixés par la loi de finances.

Art. 5. — Les redevances de l'amodiation des territoires destinés à la pratique de la chasse touristique sont fixées par la loi de finances.

Section 1

Du permis de chasse validé

Art. 6. — La validation du permis de chasse, établi par des autorités étrangères, est opérée par le wali territorialement compétent. Les conditions et modalités de validation du permis de chasse sont fixées par un arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé de la chasse.

Section 2

De la licence de chasser touristique

Art. 7. — La licence de chasser touristique est personnelle et incessible. Elle est délivrée pour chaque postulant par l'administration de la chasse territorialement compétente à la demande de l'agence de tourisme et de voyages concernée.

La licence de chasser doit fixer les espèces de gibier pouvant être chassées, les quotas de gibier pouvant être prélevés, ainsi que les périodes durant laquelle la chasse touristique est autorisée.

Section 3

Des assurances requises pour l'exercice de la chasse touristique

Art. 8. — L'agence de tourisme et de voyages fait souscrire, à chaque postulant, une police d'assurance couvrant la responsabilité civile et pénale du chasseur pouvant résulter de ses actes dans le cadre de l'exercice de la chasse et son rapatriement en cas de nécessité.

CHAPITRE II

DES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AGENCES DE TOURISME ET DE VOYAGES ORGANISANT DES ACTIONS DE CHASSE TOURISTIQUE

Art. 9. — Pour assumer les obligations instituées par les dispositions de l'article 16 deuxième tiret de la loi n° 04-07 du 14 août 2004, susvisée, et selon des modalités qui seront précisées par les dispositions du cahier des

charges prévu à l'article 2, deuxième tiret ci-dessus, l'agence de tourisme et de voyages peut faire appel à des établissements cynégétiques pour la prise en charge des repeuplements et des travaux d'aménagements cynégétiques dans les territoires amodiés ou loués.

Art. 10. — Les modalités de mise en œuvre des responsabilités incombant aux agences de tourisme et de voyages, en vertu des dispositions des articles 16, 1er tiret et 17 de la loi n° 04-07 du 14 août 2004, susvisée, sont précisées dans le cahier des charges prévu à l'article 2 du présent décret.

Art. 11. — L'agence de tourisme et de voyages peut solliciter les associations et fédérations de chasseurs pour mettre en œuvre l'organisation technique de la chasse sur le site et lui fournir tous moyens nécessaires au bon déroulement de la pratique de la chasse.

CHAPITRE III

DES DISPOSITIONS APPLICABLES A L'EXERCICE DE LA CHASSE TOURISTIQUE PAR DES ALGERIENS

Art. 12. — Les chasseurs de nationalité algérienne désirant pratiquer la chasse touristique, ne peuvent exercer d'actes de chasse qu'au titre de campagnes de chasse organisées par les agences de tourisme et de voyages dans les conditions fixées par les dispositions du présent décret et notamment celles de son article 2 ci-dessus.

Art. 13. — Les chasseurs de nationalité algérienne, exerçant la chasse touristique, au sens des dispositions de l'article 12 ci-dessus, doivent, lors de l'exercice de la chasse, disposer :

— de leur permis de chasse, établi et délivré conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;

— d'une licence de chasser touristique ;

— des polices d'assurances requises pour l'exercice de la chasse touristique à l'exclusion de celles portant sur le rapatriement.

CHAPITRE IV

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 14. — Toutes dispositions contraires au présent décret, notamment le décret n° 84-162 du 7 juillet 1984, sont abrogées.

Art. 15. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1428 correspondant au 24 juillet 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

Tout mouvement ultérieur des scellés devra faire l'objet d'un procès-verbal établissant que ce qui a été stocké, échantillonné et analysé correspond à ce qui a été saisi.

Art. 3. — En cas de saisie de stupéfiants ou de substances psychotropes, le magistrat compétent ordonne qu'il soit procédé à des prélèvements d'échantillons et en quantités suffisantes en vue de l'établissement des preuves et de l'identification des substances saisies. Ils sont placés sous scellés et mis à la disposition de la juridiction compétente.

Art. 4. — Le magistrat compétent ordonne qu'il soit procédé à la destruction des stupéfiants ou des substances psychotropes saisis aussitôt après le prélèvement des échantillons prévus à l'article 3 ci-dessus, à moins que la conservation dudit produit ou substance ne soit indispensable à la procédure en cours.

Il ordonne la remise des stupéfiants ou des substances psychotropes utilisables en médecine, médecine vétérinaire et pharmacie aux établissements compétents qui exercent des activités médicales et/ou scientifiques; un procès-verbal en est dressé.

Art. 5. — Les plantes et substances saisies qui n'auront pas été détruites ou remises à un organisme habilité en vue de leur utilisation licite, en application de l'article 4 ci-dessus, sont confisquées par décision de la juridiction compétente et sont détruites dès que la décision est devenue définitive.

Art. 6. — Les plantes et substances saisies ou confisquées sont détruites par une commission, présidée par le procureur de la République.

Un procès-verbal, cosigné par tous ceux qui ont assisté à l'opération de destruction, qui doit préciser la nature des plantes et substances détruites en est dressé, auquel sont annexées les fiches de saisie.

La composition de la commission prévue au présent article, les modalités de son fonctionnement ainsi que les modalités pratiques de destruction des stupéfiants et de substances psychotropes sont fixées par arrêté du ministre de la justice, garde des sceaux.

Art. 7. — Les frais de transport et de destruction des plantes et substances prévues par le présent décret sont à la charge du Trésor public.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rajab 1428 correspondant au 30 juillet 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

Décret exécutif n° 07-231 du 15 Rajab 1428 correspondant au 30 juillet 2007 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Sidi Fredj située dans la wilaya d'Alger du régime forestier national.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 7 ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale, notamment ses articles 31 et 82 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Sidi Fredj située dans la wilaya d'Alger du régime forestier national, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, d'une superficie de trois (3) hectares et soixante (60) ares, est incorporée au domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une affectation pour la réalisation d'équipements hôteliers et touristiques avec les diverses infrastructures d'accompagnement.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Rajab 1428 correspondant au 30 juillet 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

Vu la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002 portant loi de finances pour 2003, notamment son article 94 ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 06-141 du 20 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 19 avril 2006 définissant les valeurs limites des rejets d'effluents liquides industriels ;

Vu le décret exécutif n° 06-198 du 4 Joumada El Oula 1427 correspondant au 31 mai 2006 définissant la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 07-144 du 2 Joumada El Oula 1428 correspondant au 19 mai 2007 fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 94 de la loi n° 02-11 du 20 Chaoual 1423 correspondant au 24 décembre 2002, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'application de la taxe complémentaire sur les eaux usées industrielles.

Art. 2. — La taxe complémentaire sur les eaux usées industrielles concerne la charge de pollution rejetée dépassant les valeurs limites fixées par les dispositions du décret exécutif n° 06-141 du 20 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 19 avril 2006, susvisé.

Art. 3. — La répartition du coefficient multiplicateur est fixée comme suit :

- charge de pollution dépassant de 10% à 20% les valeurs limites : coefficient 1
- charge de pollution dépassant de 21% à 40% les valeurs limites : coefficient 2
- charge de pollution dépassant de 41% à 60% les valeurs limites : coefficient 3
- charge de pollution dépassant de 61% à 80% les valeurs limites : coefficient 4
- charge de pollution dépassant de 81% à 100% les valeurs limites : coefficient 5.

Art. 4. — La détermination des quantités de pollution rejetées afin de fixer le coefficient multiplicateur applicable est opérée sur la base des analyses des rejets des eaux usées industrielles effectuées par l'observatoire national de l'environnement et du développement durable "ONEDD".

Le coefficient multiplicateur applicable à chaque établissement classé est transmis au receveur des contributions diverses de la wilaya par les services de l'environnement de la wilaya concernée.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Ramadhan 1428 correspondant au 27 septembre 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 07-301 du 15 Ramadhan 1428 correspondant au 27 septembre 2007 modifiant et complétant le décret n° 80-184 du 19 juillet 1980 portant mise en place des organes de coordination des actions de protection des forêts.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu le décret n° 80-184 du 19 juillet 1980 portant mise en place des organes de coordination des actions de protection des forêts ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 2 du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 2. — Le siège de la commission nationale de protection des forêts est fixé au ministère chargé des forêts ».

Art. 3. — Les dispositions de l'article 4 du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — La commission nationale de protection des forêts comprend :

- le ministre chargé des forêts ou son représentant, président ;
- le représentant du ministre de la défense nationale ;
- le représentant du ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication ;
- le représentant du ministre des finances ;
- le représentant du ministre de la communication ;
- le représentant du ministre de la justice ;
- le représentant du ministre des affaires religieuses et des wakfs ;
- le représentant du ministre de l'éducation nationale ;
- le représentant du ministre des ressources en eau ;
- le représentant du ministre des travaux publics ;
- le représentant du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme ;
- le représentant du ministre de la jeunesse et des sports ;
- le directeur général des forêts ;
- le commandant du groupement de la gendarmerie nationale ou son représentant ;
- le directeur général de la sûreté nationale ou son représentant ;
- le directeur général de la protection civile ou son représentant ;
- le directeur général de la garde communale ou son représentant ;
- le directeur général des transmissions nationales ou son représentant ;
- le directeur général de l'aviation civile et de la météorologie au ministère des transports ou son représentant ;
- le directeur général de l'office national de la météorologie (ONM) ou son représentant ;
- un représentant de la société nationale des transports ferroviaires (SNTF) ;
- un représentant de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) ;

— un représentant de l'agence spatiale algérienne ;

— un représentant de l'agence nationale des changements climatiques.

La commission peut inviter à ses réunions toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux ».

Art. 4. — Les dispositions de l'article 5 du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 5. — Le secrétariat de la commission est assuré par les services du ministre chargé des forêts ».

Art. 5. — Les dispositions de l'article 8 du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 8. — Présidée par le wali, la commission de protection des forêts de wilaya comprend :

- le chef de secteur militaire ;
- le président de l'assemblée populaire de wilaya (APW) ;
- le procureur général territorialement compétent ;
- le commandant du groupement de la gendarmerie nationale ;
- le chef de la sûreté de wilaya ;
- le conservateur des forêts de wilaya ;
- le directeur de la protection civile de wilaya ;
- le directeur des transmissions nationales au niveau de la wilaya ;
- le délégué de la garde communale ;
- les directeurs de l'exécutif de wilaya concernés, ou leurs représentants ;
- un représentant de la société nationale des transports ferroviaires (SNTF) ;
- un représentant de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) ;
- le responsable de la station météorologique de wilaya ».

Art. 6. — Les dispositions de l'article 11 du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 11. — Présidé par le secrétaire général de la wilaya, le comité opérationnel permanent de wilaya comprend :

- le commandant du groupement de la gendarmerie nationale ;
- le chef de sûreté de wilaya ;

- le conservateur des forêts de wilaya ;
- le délégué de la garde communale de wilaya ;
- le directeur de la protection civile de wilaya ;
- le directeur des services agricoles de wilaya ;
- le directeur de la santé de wilaya ;
- le directeur des infrastructures de base de wilaya ;
- le directeur de l'environnement de wilaya ;
- le directeur des mines et de l'industrie de wilaya » ;

Art. 7. — Les dispositions de *l'article 13* du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 13.* — Présidé par le chef de daïra, le comité opérationnel de daïra comprend :

- le commandant de compagnie territoriale de la gendarmerie nationale ;
- le chef de sûreté de daïra ;
- le représentant de la garde communale ;
- le chef de circonscription des forêts ;
- le chef d'une unité de la protection civile ;
- le directeur du secteur sanitaire de daïra ;
- le subdivisionnaire des travaux publics ;
- le subdivisionnaire de l'agriculture ».

Art. 8. — Les dispositions de *l'article 15* du décret n° 80-184 du 19 juillet 1980, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« *Art. 15.* — Présidé par le président de l'assemblée populaire communale, le comité opérationnel communal comprend :

- le chef de la gendarmerie nationale ;
- le chef de la sûreté de urbaine ;
- le chef de brigade de la garde communale ;
- le chef du district forestier ;
- le chef d'une unité de la protection civile ;
- les représentants des comités des riverains de la forêt désignés par l'administration des forêts territorialement compétente ».

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Ramadhan 1428 correspondant au 27 septembre 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

Décret exécutif n° 07-302 du 15 Ramadhan 1428 correspondant au 27 septembre 2007 portant classement de certaines voies de communication dans la catégorie des routes nationales.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret n° 80-99 du 6 avril 1980, modifié, relatif à la procédure de classement et de déclassement des voies de communication ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 91-455 du 23 novembre 1991 relatif à l'inventaire des biens du domaine national ;

Vu le décret exécutif n° 2000-327 du 27 Rajab 1421 correspondant au 25 octobre 2000 fixant les attributions du ministre des travaux publics ;

Après avis des collectivités locales concernées,

La commission interministérielle chargée du classement et du déclassement des voies dans la catégorie "routes nationales" entendue ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 1er du décret n° 80-99 du 6 avril 1980, modifié, susvisé, le présent décret a pour objet de classer certains tronçons de routes dans la catégorie des routes nationales.

Art. 2. — Les tronçons de routes fixés à l'annexe jointe au présent décret sont classés dans la catégorie des routes nationales.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Ramadhan 1428 correspondant au 27 septembre 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

Décret exécutif n° 07-317 du 4 Chaoual 1428 correspondant au 16 octobre 2007 fixant les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition.

— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition, notamment son article 5 ;

Vu la loi n° 06-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition, ci-après désignée "la commission".

CHAPITRE I

ATTRIBUTIONS

Art. 2. — En application des dispositions des articles 5, 6 et 7 de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la commission est chargée de :

— contribuer à la prise des mesures de protection et de préservation mises en œuvre par les structures compétentes ;

— évaluer les mesures de protection, de préservation et de repeuplement des espèces concernées, sur la base des travaux réalisés par les établissements de recherche et des activités des organismes compétents en matière de connaissance et de gestion de ces espèces ;

— s'assurer de l'efficacité du dispositif de gestion et de suivi des effectifs de ces espèces et de leurs habitats ;

— initier ou commander toute recherche ou étude sur les méthodes de dénombrement, d'aménagement des habitats et sur les mesures de préservation et de développement de ces espèces ;

— établir une base de données sur les effectifs de ces espèces, leurs aires de repos et de reproduction, leur évolution et les mesures de préservation engagées.

**CHAPITRE II
COMPOSITION**

Art. 3. — Présidée par le ministre chargé de la chasse en conformité avec les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, la commission est composée :

des représentants des ministres :

- de la défense nationale ;
- de l'intérieur et des collectivités locales ;
- des finances ;
- de l'agriculture et du développement rural ;
- de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du tourisme ;
- de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;

au titre d'expert :

- un expert de l'autorité vétérinaire ;
- un expert de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;
- un expert de l'institut national de la recherche forestière ;
- un expert de l'institut national de la médecine vétérinaire ;
- un expert du centre national de la biodiversité et du développement des ressources biologiques (CNDRB) ;
- huit (8) chercheurs universitaires poursuivant une recherche sur les espèces concernées, objet de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée.

La commission peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux.

**CHAPITRE III
FONCTIONNEMENT**

Art. 4. — Les membres de la commission, désignés par l'autorité dont ils relèvent, sont nommés par arrêté du ministre chargé de la chasse pour une durée de trois (3) ans, renouvelable.

Art. 5. — Les membres de la commission au titre d'expert sont désignés par l'autorité dont ils relèvent.

Art. 6. — L'administration chargée de la chasse assure le secrétariat de la commission.

Art. 7. — La commission élabore et adopte le règlement intérieur.

Art. 8. — Les frais liés au fonctionnement de la commission sont inscrits dans la limite des crédits ouverts au titre du budget du ministère chargé de la chasse.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Chaoual 1428 correspondant au 16 octobre 2007.

Abdelaziz BELKHADEM.

Décret exécutif n° 08-122 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 complétant le décret exécutif n° 06-424 du Aouel Dhou El Kaada 1427 correspondant au 22 novembre 2006 fixant la composition et le fonctionnement du conseil de coordination côtière.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 06-424 du Aouel Dhou El Kaada 1427 correspondant au 22 novembre 2006 fixant la composition et le fonctionnement du conseil de coordination côtière ;

Décrète :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 06-424 du Aouel Dhou El Kaada 1427 correspondant au 22 novembre 2006 fixant la composition et le fonctionnement du conseil de coordination côtière, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

“ Art. 4. — Présidé par le wali ou son représentant, le conseil est composé des représentants :

— ;

— de la direction de l'environnement de wilaya ;

— du commissariat national du littoral ;

..... (Le reste sans changement)”

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008.

Abdelaziz BELKHADEM.

-----★-----

Décret exécutif n° 08-123 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 déterminant les modalités d'élaboration et d'adoption du plan national de développement du patrimoine cynégétique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment ses articles 73 et 76 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 06-400 du 20 Chaoual 1427 correspondant au 12 novembre 2006 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique ;

Vu le décret exécutif n° 06-442 du 11 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 2 décembre 2006 fixant les conditions d'exercice de la chasse ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 73 et 76 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer les modalités d'élaboration et d'adoption du plan national de développement du patrimoine cynégétique.

Art. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 73 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le plan national de développement du patrimoine cynégétique comprend :

— l'inventaire cynégétique ;

— l'aménagement cynégétique ;

— les plans de gestion du patrimoine cynégétique.

CHAPITRE I

DE L'INVENTAIRE CYNEGETIQUE

Art. 3. — En application des dispositions de l'article 74 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, la carte cynégétique nationale est constituée :

— de cartes des aires de répartition par espèces cynégétiques à l'échelle 1/1000.000ème pour tout le territoire national ;

— de cartes des aires de répartition des espèces cynégétiques par région cynégétique à l'échelle 1/200.000ème.

Art. 4. — Les cartes sont élaborées par l'administration chargée de la chasse.

Art. 5. — L'élaboration des statistiques des espèces cynégétiques est réalisée selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

CHAPITRE II

DE L'AMENAGEMENT CYNEGETIQUE

Art. 6. — Dans le cadre des dispositions de l'article 75 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, l'aménagement cynégétique vise notamment à :

— réhabiliter et restaurer les milieux et les habitats des espèces par des travaux d'entretien et d'équipement cynégétiques consistant notamment en :

* l'apport en nourriture en cas de besoin ;

* la création de points d'eau ;

* l'aménagement des zones de reproduction ;

— engager des actions tendant à prévenir, à circonscrire ou à enrayer toutes maladies ou manifestations épizootiques ;

— apprécier les équilibres généraux quantitatifs entre le patrimoine cynégétique et les espèces prédatrices ;

— identifier les menaces qui peuvent compromettre la conservation et le développement du patrimoine cynégétique ainsi que leurs causes et préconiser les mesures pour en réduire les effets ;

— déterminer les zones où seront mis en place les différents types de réserves cynégétiques devant permettre la multiplication des espèces cynégétiques.

Art. 7. — L'aménagement cynégétique est un programme d'actions élaboré par l'administration chargée de la chasse et dont le contenu et les modalités d'élaboration sont fixés par arrêté du ministre chargé de la chasse.

CHAPITRE III

DES PLANS DE GESTION CYNEGETIQUE

Art. 8. — En application des dispositions de l'article 76 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le plan de gestion du patrimoine cynégétique constitue l'élément de référence de l'exploitation du patrimoine cynégétique et est élaboré par région.

Art. 9. — En application des dispositions de l'article 76 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, les plans de gestion doivent faire ressortir :

— les effectifs des espèces cynégétiques ;

— les quantités de prélèvements ;

— l'ensemble des actions de repeuplement et de développement du patrimoine cynégétique requises.

Art. 10. — Les plans de gestion du patrimoine cynégétique sont élaborés et adoptés par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente pour une période d'un an.

Art. 11. — A l'exclusion du plan de gestion du patrimoine cynégétique qui est adopté pour une durée d'une année, le plan national du développement cynégétique est adopté pour une durée de dix (10) ans.

Art. 12. — Sur la base des évaluations des prélèvements et de l'évolution des espèces telle qu'elle ressort de la mise en œuvre des plans de gestion du patrimoine cynégétique, les plans nationaux de développement du patrimoine cynégétique peuvent être révisés ou actualisés.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Art. 13. — Le plan national de développement du patrimoine cynégétique est approuvé et adopté par arrêté du ministre chargé de la chasse, sur avis du conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique.

Art. 14. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008.

Abdelaziz BELKHADEM.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu le décret présidentiel n° 07-172 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 03-137 du 21 Moharram 1424 correspondant au 24 mars 2003 fixant les attributions du ministre du travail et de la sécurité sociale ;

Décrète :

Article 1er. — Dans le cadre de la politique générale du Gouvernement et de son programme d'actions, le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale est chargé de l'élaboration des éléments de la politique nationale en matière de travail, d'emploi et de sécurité sociale. Il suit et contrôle sa mise en œuvre, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il rend compte des résultats de ses activités au Chef du Gouvernement, au Conseil du Gouvernement et au Conseil des ministres, selon les formes, les modalités et les échéances établies.

Art. 2. — Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale exerce, en concertation avec les départements ministériels concernés, les prérogatives suivantes :

— il initie les études prospectives de nature à déterminer les choix du Gouvernement en matière de politique des salaires et des revenus ;

Décret exécutif n° 08-197 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, Canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et les modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, Canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, d'une superficie de quarante-deux (42) hectares et cinquante (50) ares, est incorporée au domaine privé de l'Etat pour la réalisation d'une centrale thermoélectrique.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 08-198 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'autorité phytosanitaire.

— — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, notamment ses articles 3 et 11 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 07-304 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires ;

Vu le décret présidentiel n° 07-307 du 17 Ramadhan 1428 correspondant au 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-36 du 23 janvier 1990, modifié et complété, portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'administration chargée de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1999 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative à l'égard des fonctionnaires et agents des administrations centrales, des wilayas et des communes, ainsi que des établissements publics à caractère administratif en relevant ;

Vu le décret exécutif n° 96-270 du 18 Rabie El Aouel 1417 correspondant au 3 août 1996 portant statut particulier des travailleurs appartenant aux corps techniques spécifiques à l'institut national de la protection des végétaux ;

DECRETS

Décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens .
— — — — —

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint des ministres de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme et de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-321 du 23 Joumada El Oula 1416 correspondant au 18 octobre 1995 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissement détenant des animaux non domestiques ;

Vu le décret exécutif n° 06-198 du 4 Joumada El Oula 1427 correspondant au 31 mai 2006 définissant la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 07-144 du 2 Joumada El Oula 1428 correspondant au 19 mai 2007 fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 43 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les conditions et les modalités de délivrance de l'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Art. 2. — Au sens du présent décret, il est entendu par :

— **Etablissement d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques** : Toute installation qui a pour but la reproduction d'animaux d'espèces non domestiques destinées à des collections spécialisées liées à la réhabilitation des espèces menacées.

— **Etablissement de vente, de location et/ou de transit d'animaux d'espèces non domestiques** : Etablissement commercial ayant pour objet social, notamment, la vente, la location, ou le transit des animaux d'espèces non domestiques avant que leur transport ne se poursuive à travers le territoire national jusqu'à leur destination finale.

— **Etablissement destiné à la présentation au public de spécimens vivants d'animaux d'espèces non domestiques** : Etablissement ayant pour objet la présentation d'animaux d'espèces non domestiques pouvant être soit des établissements fixes (zoo, safari parc, aquarium, delphinarium) soit des établissements mobiles (cirques, expositions itinérantes).

— **Enclos** : Sont considérés comme enclos tous espaces, volumes, abris, clos en tout ou en partie, situés à l'intérieur d'infrastructures ou en plein air, délimitées, y compris les cages, terrarium, et/ou aquarium, où sont détenus des animaux d'espèces non domestiques.

Art. 3. — Conformément à la législation en vigueur, et sans préjudice des autorisations requises pour l'ouverture d'établissements classés, le cas échéant, l'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère est soumise à une autorisation, délivrée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, visant à s'assurer des conditions de détention des animaux d'espèces non domestiques.

CHAPITRE II

DES CONDITIONS D'OCTROI DE L'AUTORISATION POUR L'OUVERTURE D'ETABLISSEMENTS D'ELEVAGE, DE VENTE, DE LOCATION ET DE TRANSIT D'ANIMAUX D'ESPECES NON DOMESTIQUES AINSI QUE LES ETABLISSEMENTS DESTINES A LA PRESENTATION AU PUBLIC DE SPECIMENS VIVANTS DE LA FAUNE LOCALE OU ETRANGERE

Art. 4. — L'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ne peut être accordée qu'aux établissements qui satisfont aux conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur, et notamment aux prescriptions fixées par le présent décret en matière de détention, de traitement, de sécurité et de traçabilité des animaux.

Section 1

Des conditions de détention des animaux

Art. 5. — L'éclairage, la température, le degré d'humidité, la ventilation, la circulation de l'air et les autres conditions ambiantes des enclos des animaux doivent être conformes aux besoins biologiques et de bien-être des espèces animales.

Art. 6. — L'autorisation d'ouverture d'établissement, d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère n'est accordée qu'aux établissements disposant d'un personnel titulaire d'un diplôme universitaire en relation avec l'activité qu'il va exercer.

Section 2

Des conditions de traitement et de santé des animaux

Art. 7. — Outre l'obligation de mesures d'hygiène pour les conditions de stockage, de préparation et de présentation des aliments et de l'eau, les apports en aliments et en eau doivent être établis en tenant compte de la taille et de l'âge de chaque animal, des besoins nutritionnels ainsi que des quantités requises pour certaines espèces particulièrement celles sous traitement médicamenteux ou les animaux en gestation.

Pour l'alimentation d'espèces sollicitant des proies vivantes, il doit être prévu des élevages.

Art. 8. — Dans le cadre des dispositions de la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988, susvisée, l'état de santé de chaque animal doit être contrôlé et ses maladies et malformations indiquées sur un carnet de santé. En outre, des plans d'urgences d'intervention et de prévention ainsi que des locaux d'isolement sont mis en place en cas de maladies.

Section 3

Des conditions de sécurité des animaux

Art. 9. — Afin de minimiser les risques de blessures pour le personnel et pour les animaux, les établissements doivent disposer du matériel de capture et de protection adéquat.

Section 4

Des prescriptions particulières applicables à la traçabilité des animaux

Art. 10. — Il est institué une identification des animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère. L'identification est individuelle et permanente. Elle s'applique à l'ensemble des animaux non domestiques existants dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public ainsi que ceux détenus par des personnes morales ou physiques de droit public ou privé.

Art. 11. — L'identification des animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère est réalisée, en fonction des catégories d'animaux, notamment par micro puce électronique, par bagues, par boucles auriculaires ou par tatouages.

La codification et les modalités techniques d'identification des animaux d'espèces non domestiques de la faune locale ou étrangère sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Art. 12. — Les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, doivent tenir un registre, coté et paraphé, d'entrée et de sortie des animaux.

Sur ce registre doivent être précisés :

- le nom scientifique et commun de l'animal, son sexe et son âge ;
- son numéro d'identification, conformément aux dispositions de l'article 10 ci-dessus ;
- la date d'entrée de l'animal, son origine et éventuellement pour les établissements de transit, sa destination ;
- les marques ou signes distinctifs éventuels ;
- le type d'acquisition en indiquant notamment s'il s'agit d'un don, d'un échange, d'un achat ou d'un prêt pour la reproduction ainsi que les naissances ;
- les causes de décès en cas de mort de l'animal.

Section 5

Des prescriptions particulières applicables aux établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère

Art. 13. — Il est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur, de l'environnement et de l'agriculture, un règlement général de fonctionnement des établissements fixes ou mobiles de présentation au public stipulant :

- les consignes de sécurité à l'attention du public ;
- les prescriptions applicables au déplacement d'animaux non domestiques et ce, notamment pour les établissements mobiles ;
- les périodes et heures d'ouverture et de fermeture de l'établissement ;
- les conditions de travail, de sécurité du personnel, d'hygiène, et de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement ;
- le plan d'organisation de secours en précisant les moyens à mettre en œuvre en cas d'accidents de personnes ou de fuites d'animaux ;
- les conditions de déroulement des spectacles ou des expositions.

CHAPITRE III

**DES MODALITES DE DELIVRANCE
DE L'AUTORISATION POUR L'OUVERTURE
DES ETABLISSEMENTS D'ELEVAGE,
DE VENTE, DE LOCATION, DE TRANSIT
D'ANIMAUX D'ESPECES NON DOMESTIQUES
AINSI QUE LES ÉTABLISSEMENTS DESTINÉS
À LA PRÉSENTATION AU PUBLIC
DE SPECIMENS VIVANTS DE LA FAUNE
LOCALE OU ÉTRANGÈRE**

Section 1

De la commission nationale interministérielle

Art. 14. — Il est créé une commission nationale interministérielle, présidée par le représentant du ministre chargé de l'environnement, désignée ci-après "la commission" et chargée :

- d'étudier les demandes d'ouverture d'établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que celles concernant l'ouverture d'établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- du contrôle des conditions de détention, de traitement, de sécurité et de traçabilité des animaux.

Art. 15. — La commission est composée du :

- représentant du ministre de l'intérieur ;
- représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- représentant du ministre chargé de la santé animale ;

- représentant du ministre chargé des forêts ;
- représentant du ministre chargé de la pêche ;
- représentant du ministre chargé du commerce ;
- représentant du ministre chargé de la santé.

L'organisation et le fonctionnement de cette commission ainsi que les modalités de délivrance de l'autorisation sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Section 2

Du contrôle des conditions de détention, de traitement, de sécurité et de traçabilité des animaux

Art. 16. — Il est institué un contrôle des conditions de détention des animaux non domestiques. Hors les contrôles inopinés, les contrôles réguliers sont effectués sur la base d'un programme fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture.

Art. 17. — Sans préjudice des autres contrôles vétérinaires institués par la législation et la réglementation en vigueur, seules les services de l'autorité vétérinaire sont habilités à exercer tout contrôle de la santé des animaux non domestiques.

Art. 18. — Après contrôle effectué par la commission dans le cadre de ses prérogatives ou par les services vétérinaires, s'il apparaît que le titulaire de l'autorisation a fait preuve de carences dans la détention et l'entretien des animaux ou si l'une des conditions de l'autorisation n'est pas respectée, l'autorisation peut être suspendue de façon temporaire.

Art. 19. — Si, après un délai de trois (3) mois après la notification de la suspension temporaire de l'établissement, l'exploitant de l'établissement n'a pas pris en charge les faits ayant conduit à la suspension provisoire, la suspension définitive de l'établissement est prononcée et l'autorisation prévue par les dispositions de l'article 4 ci-dessus est retirée.

Art. 20. — Lorsqu'un établissement a fait l'objet d'une mesure de suspension temporaire ou définitive, le responsable est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires de surveillance et de contrôle de l'établissement et de ses dépendances, ainsi que les conditions de détention des animaux et d'informer mensuellement la commission instituée par l'article 14 ci-dessus.

Art. 21. — L'exploitant doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation en cas :

- de suspension définitive de l'autorisation ;
- de toute modification de l'installation ou des conditions de fonctionnement préétabli, de tout transfert de l'établissement ou d'une partie de l'établissement sur un autre emplacement.

CHAPITRE IV

DES PRESCRIPTIONS PARTICULIERES APPLICABLES À LA DÉTENTION D'ANIMAUX NON DOMESTIQUES

Section 1

Des conditions de gestion, d'hygiène et de sécurité des établissements

Art. 22. — Des conditions standard d'hygiène doivent être maintenues au niveau des établissements par :

— l'utilisation de produits d'entretien et de nettoyage contenant des composants non toxiques ;

— le suivi régulier du vétérinaire dans le nettoyage des équipements sanitaires des enclos et autres lieux pouvant servir de réservoir de maladies infectieuses pour les animaux ;

— la mise en place d'un système de drainage des eaux en excès vers l'extérieur dans tous les enclos ;

— la définition d'un programme régulier de contrôle des animaux nuisibles et de lutte contre les épizooties à l'intérieur de l'établissement.

Art. 23. — Au niveau des enclos, le responsable de l'établissement est tenu de :

1- s'assurer qu'il n'y a pas de surcharge de capacité physique de l'enclos,

2- prendre toutes les mesures pour éviter les confrontations entre animaux et cela notamment dans les enclos regroupant des espèces d'animaux différentes,

3- s'assurer que les détritrus sont régulièrement enlevés afin d'éviter tout risque pour les animaux et de prévenir la prolifération de parasites et d'organismes pathogènes,

4- s'assurer que les femelles gravides et celles ayant des jeunes, disposent d'un lieu séparé du reste du groupe,

5- vérifier que les réservoirs d'eau ou bassins sont régulièrement aérés,

6- s'assurer que les animaux disposent d'abris couverts des aléas climatiques (ensoleillement, pluie,...),

7- s'assurer que les équipements aux niveaux des enclos s'accordent avec les besoins des espèces en question, litière, branches sont à ajouter, certains objets peuvent être mis à la disposition des animaux tels les perchoirs, échelettes, terriers, niches et autre objet de manipulation,

8- pour les animaux vivants à proximité de points d'eau, des plantes aquatiques, galets et cailloux sont aussi indispensables.

Art. 24. — La disposition des portes, trappes et coulisses des enclos et des cages doit permettre le contrôle de la présence ou l'absence de l'animal avant d'y accéder afin de permettre l'intervention du personnel en toute sécurité.

Art. 25. — Les couloirs de circulation réservés au personnel doivent disposer d'un éclairage et d'une ventilation adéquate et être nettoyés régulièrement au même titre que les enclos.

Art. 26. — Si des enclos sont occupés par plusieurs animaux, le détenteur doit tenir compte des règles du comportement dans le groupe. Pour les animaux vivants le plus souvent ou temporairement en solitaires, on disposera d'enclos d'isolement.

Art. 27. — Pour les animaux dangereux et notamment les félinés, les canidés, les ursidés, les hyénidés, les pinnipèdes, les équidés, et certains marsupiaux, primates, certains artiodactyles, ratites, ciconiiformes, gruidés, falconiformes, strigiformes, crocodiliens, sauriens, boïdés arthropodes et serpents venimeux :

1- Il doit être prévu entre la zone d'accès du public et la partie extérieure de la clôture, un espace de sécurité d'une largeur minimale de 1.50 m.

2- Une barrière doit être érigée à une hauteur minimale de 1.10 m en général, proportionnelle à la hauteur du danger présenté par l'animal afin d'éviter le passage involontaire des enfants.

3- S'il y a existence de fossés dans l'enclos, l'espace de sécurité sera remplacé par un garde fou ou balustrade avec une hauteur minimale de 1.50 m. Aucun accès ne sera situé du côté accessible au public.

4- Des panneaux de signalisation de danger doivent être clairement visibles où un danger particulier se présente.

5- Les enclos détenant des animaux dangereux doivent être munis de doubles portes de sécurité constituées par un sas d'entrée ne devant jamais s'ouvrir sur l'extérieur. Les commandes des portes et trappes doivent être suivies d'explications schématiques indiquant les manœuvres à suivre.

Section 2

Des prescriptions relatives aux espèces aquatiques

Art. 28. — Pour les espèces aquatiques, les viviers, les cages ou les aquariums doivent être de dimensions suffisantes afin de permettre à ces espèces d'adopter un comportement identique ou similaire à celui qu'ils auraient en pleine nature, notamment avoir la capacité de se constituer en bancs. L'eau doit être traitée de manière à convenir aux animaux.

Art. 29. — Les poissons doivent être exposés à la lumière naturelle pour la plus grande partie de leur vie. Si la lumière artificielle est utilisée, la durée totale d'exposition ne doit pas dépasser seize (16) heures par jour.

Art. 30. — Les volumes d'eau des aquariums diffèrent en fonction de la taille des poissons d'eau douces et marins conformément aux conditions fixées ci-dessous.

a) Poissons d'eau douce

Taille des poissons	Volume minimum d'eau (en litres)
Longueur égale ou inférieure à 5 cm	40
Longueur supérieure à 5 cm et inférieure à 10 cm	60
Longueur égale ou supérieure à 10 cm	100

b) Poissons marins

Taille des poissons	Volume minimum d'eau (en litres)
Longueur égale ou inférieure à 15 cm	180
Longueur supérieure à 15 cm	250

Section 3

Des prescriptions particulières relatives à certaines espèces d'animaux

Art. 31. — Pour les carnivores, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

- 1- L'espace de présentation doit être allongé pour les animaux coureurs ;
- 2- Surface minimale de 5 à 20 m² ;
- 3- Sol à terre, sable avec obstacles et anfractuosités avec rochers troncs ;
- 4- Abreuvoir ;
- 5- Grillage élevé de 2.80 m de hauteur ou de 2.20 m avec retours intérieurs de 0.50 m ;
- 6- Cages intérieures : le sol doit être en dur, avec une superficie de 4 m² individuelle.

Art. 32. — Pour les félins, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

- 1- L'espace de présentation doit être profond pour que l'animal puisse se reposer hors de l'influence du public ;
- 2- Surface minimale :
 - Lion 70 m² par animal et 15 m² par animal supplémentaire ;
 - Panthère 60 m² par animal et 5 m² par animal supplémentaire ;
- 3- Sol naturel avec sable et gravier permettant l'écoulement des eaux avec des obstacles (troncs, rochers) ;
- 4- Abris contre intempéries (grottes) et ensoleillement ;
- 5- Clôture en barreaux simples, espacement maximal 7 cm (lion), 5 cm (panthère) ;

— treillis à mailles indéformables : 25 x 15 cm (lion) : 20 x 10 cm (panthère) ;

— treillis en mailles horizontales : 30 x 10 cm ;

— grillages à mailles de : 10 x 10 cm (lion) : 8 x 8 cm (panthère) ;

6- Hauteur des parois : 3,50 m avec retour supplémentaire intérieur de 0,70 m ;

7- Espace séparant le public du grillage : 1,50 m ;

8- Cages d'isolement :

— Lion : 2,50 m x 1,30 m, H = 2 m, surface = 30 m² ;

— Panthère : 2 m x 1,10 m, H = 2 m, surface = 20 m² ;

— Sol : imperméable, cimenté ou carrelé non glissant ;

— Température supérieure à 10° C, aération par ouverture grillagée et éclairage naturel et artificiel.

Art. 33. — Pour les hyénidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : la superficie minimale est de 30 m² par animal et de 10 m² par individu supplémentaire ;

2- Sol naturel avec caches (rochers, troncs d'arbres, grottes) ;

3- Abreuvoirs ou un bassin ;

4- Le grillage doit être profondément enterré, 2 m de hauteur avec retour ;

5- Espace de 1,50 m séparant le public du grillage ;

6- Cages d'isolement, intérieures et individuelles (3 m²) avec un sol dur et un abreuvoir ;

7- En l'absence de chauffage, facultatif, fournir une litière.

Art. 34. — Pour les caprinés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation avec une superficie minimale de 80 m² par couple et 12 m² par animal supplémentaire ;

2- Râtelier et abreuvoir ;

3- Sol naturel avec partie dure (pierres, rochers) ;

4- Grillage : hauteur de 2,20 m.

Art. 35. — Pour les cervidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation avec une surface minimale de 120 m² par couple, et 20 m² par animal supplémentaire ;

2- Râtelier couvert et abreuvoir ;

3- Sol naturel avec des endroits en dur (pour l'usure des sabots), avec présence de troncs d'arbres ou panneaux de bois pour le nettoyage des velours ;

4- Grillage de 2 m de hauteur avec possibilité de fossés avec ou sans eau (profondeur 1,80 m) ;

5- Cages intérieures : isolement pour les femelles avec passage étroit empêchant les mâles d'y pénétrer.

Art. 36. — Pour les bovidés de grande taille, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : la superficie minimale est de 200 m² par couple et de 30 m² par animal supplémentaire ; de préférence il faudrait avoir un mâle pour 4 à 5 femelles dans un enclos de 400 m² ;

2- Râtelier couvert et abreuvoir avec abri ;

3- Sol naturel avec parties dures pour l'usure des sabots ;

4- Grillage de 2,20 m de hauteur ;

5- Prévoir un espace entre le public et la clôture d'environ 1,50 m avec possibilité de fossés avec ou sans eau.

Art. 37. — Pour les bovidés de taille moyenne, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : 150 m² pour un couple et 20 m² par animal supplémentaire ;

2- Grillage de 1,80 m de haut ;

3- Sol naturel avec parties dures (pierres, béton) pour l'usure des sabots ;

4- Tronc d'arbre, panneau en bois, pour permettre aux animaux de se frotter ;

5- Clôture fixée au sol, de 1,80 m de haut ; possibilité de fossé sec ou avec de l'eau ;

6- Etable commune : 6 m² par animal, cage d'isolement de 8 m² ;

7- Pas de chauffage.

Art. 38. — Pour les équidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : 120 m² pour un couple, 30 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel avec parties dures (pierres, béton) ;

3- Grillage de 1,80 m de haut (animaux mordeurs) ou fossé.

Art. 39. — Pour les rongeurs, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

Pour le porc épic :

1- Enclos extérieur : 10 m² et 1 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel (terrier) ;

3- Grillage de 1,20 m de haut.

Pour le ragondin :

1- Enclos extérieur : 10 m² et 1 m² par animal supplémentaire ;

2- Bassin de 3 m² pour un couple et 1,5 m² par animal supplémentaire ; assez profond pour permettre l'immersion complète de l'animal ;

3- Grillage de 1,20 m de haut.

Art. 40. — Pour les marsupiaux, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Surface minimale de 40 m² pour un couple, 10 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel (herbe, broussailles, sable) ;

3- Grillage de 1,20 m de haut ;

4- Abri : 10 m² pour un couple, 0,50 m² par animal supplémentaire ;

5- Sol dur, litière et abreuvoirs.

Art. 41. — Pour les primates, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation : La cage doit être entièrement fermée, bien exposée au soleil avec une superficie minimale de 10 m² par couple et de 2 m² par animal supplémentaire avec hauteur de 2,50 m ;

2- Sol de préférence dur avec bassin d'eau ;

3- Aménagements avec niches permettant aux animaux de grimper et de se balancer ;

4- Cage d'isolation commune : sol en dur, abreuvoir : hauteur de 1.50 m, superficie de 1 m² par couple ; 0.5 m² par animal supplémentaire.

Art. 42. — Pour les suidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation de 40 m² pour un couple et 5 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol est en partie dur, et en partie naturel avec bassin et souille ; troncs d'arbres ou rochers pour permettre aux animaux de se frotter ;

3- Le grillage doit être solidement et profondément enterré, de 1,20 m de haut (possibilité de fossé).

Art. 43. — Pour les camélidés, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- Espace de présentation de 80 m² par couple, 15 m² par animal supplémentaire ; et pour le lama, un espace de présentation de 60 m² par couple, et de 10 m² par animal supplémentaire ;

2- Sol naturel (sable, terre, gazon tondu) ;

3- Clôture de 1,60 m de haut (possibilité de fossé sec ou avec de l'eau) ;

4- Abri : 6 m² par dromadaire, 3 m² par lama avec box d'isolement de 8 m² par dromadaire mâle ;

5- Abreuvoir, mais pas de chauffage.

Art. 44. — Pour les pinnipèdes, les prescriptions particulières applicables aux conditions de leur détention sont les suivantes :

1- La partie terrestre doit être assez grande pour permettre à tous les animaux une position allongée confortable avec des points séparés permettant à l'animal de s'isoler ;

2- Bassin à parois lisses : 60 m² jusqu'à deux animaux, 10 m² par animal supplémentaire.

CHAPITRE V

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 45. — Les dispositions du décret exécutif n° 95-321 du 23 Joumada El Oula 1416 correspondant au 18 octobre 1995, susvisé, sont abrogées.

Art. 46. — Les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit d'animaux d'espèces non domestiques ainsi que les établissements destinés à la présentation au public de spécimens vivants de la faune locale ou étrangère déjà existant à la date de la promulgation du présent décret disposent d'un délai de vingt quatre (24) mois pour se conformer aux dispositions du présent décret.

Art. 47. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 08-202 du 4 Rajab 1429 correspondant au 7 juillet 2008 complétant le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993 déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport conjoint des ministres des finances et des travaux publics,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 07-12 du 21 Dhou El Hidja 1428 correspondant au 30 décembre 2007 portant loi de finances pour 2008, notamment son article 59 ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 08-186 du 19 Joumada Ethania 1429 correspondant au 23 juin 2008 portant nomination du Chef du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 40 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, susvisé sont complétées par un 2ème alinéa rédigé comme suit :

“Art. 40. — (sans changement) ”

Pour les opérations de réalisation des infrastructures d'intérêt général, d'envergure nationale et stratégique dont l'utilité publique est déclarée par décret exécutif, le wali territorialement compétent prend, immédiatement après la prise de possession prévue à l'article 10 bis ci-dessus, l'arrêté d'expropriation des biens et droits réels immobiliers expropriés portant transfert de propriété au profit de l'Etat.

Dans le cas où des recours sont introduits en justice par les expropriés en matière d'indemnisation, ceux-ci ne peuvent faire obstacle au transfert de propriété au profit de l'Etat conformément aux dispositions de l'article 29 bis de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 susvisée”.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 4 Rajab 1429 correspondant au 7 juillet 2008.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 08-203 du 6 Rajab 1429 correspondant au 9 juillet 2008 portant création d'un centre universitaire à Tissemsilt.

Le Chef du Gouvernement,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-4° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990 portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;

Vu l'ordonnance n° 06-03 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique ;

Décret présidentiel n° 08-424 du 30 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 28 décembre 2008 portant approbation de l'avenant n° 3 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ledjmet" (bloc : 405 b), conclu à Alger le 12 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "First Calgary Petroleum Limited".

— — — —

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'énergie et des mines,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-8° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 05-07 du 19 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 28 avril 2005, modifiée et complétée, relative aux hydrocarbures, notamment ses articles 30, 101 et 102 ;

Vu le décret présidentiel n° 95-102 du 8 Dhou El Kaada 1415 correspondant au 8 avril 1995 portant création du conseil national de l'énergie ;

Vu le décret présidentiel n° 98-48 du 14 Chaoual 1418 correspondant au 11 février 1998, modifié et complété, portant statuts de la société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures "SONATRACH" ;

Vu le décret présidentiel n° 07-73 du 11 Safar 1428 correspondant au 1er mars 2007 portant approbation des contrats pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures, conclus à Alger le 18 mars 2006 entre l'agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) et SONATRACH - SPA ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 07-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu l'avenant n° 3 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ledjmet" (bloc : 405 b), conclu à Alger, le 12 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "First Calgary Petroleum Limited" ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Article 1er. — Est approuvé et sera exécuté conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, l'avenant n° 3 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ledjmet" (bloc : 405 b), conclu à Alger, le 12 novembre 2008 entre la société nationale "SONATRACH" et la société "First Calgary Petroleum Limited".

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 30 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 28 décembre 2008.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Décret exécutif n° 08-412 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 fixant les mesures de protection pour la sauvegarde des espèces animales protégées et de leurs habitats.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 55 ;

Vu la loi n° 06-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 06-248 du 13 Joumada Ethania 1427 correspondant au 9 juillet 2006 fixant les modalités d'organisation des battues administratives ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 55 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisé, le présent décret a pour objet de fixer les mesures de protection pour la sauvegarde des espèces animales protégées et de leurs habitats.

Art. 2. — Les mesures de protection prévues à l'article 1er ci-dessus, sont :

— l'aménagement des habitats afin de permettre et de faciliter la reproduction des espèces animales protégées ;

— l'organisation de battues administratives pour la régulation des prédateurs des espèces animales protégées ;

— la réglementation du pâturage des animaux domestiques dans les territoires de protection ;

— la protection sanitaire ;

— l'information et la sensibilisation de proximité.

Art. 3. — L'aménagement des habitats consiste à réhabiliter et restaurer les milieux et les habitats des espèces animales par des travaux d'entretien et d'équipements cynégétiques notamment par :

- l'apport en nourriture ;
- la création de points d'eau ;
- la mise en défens des zones de reproduction ;
- assurer l'équilibre entre les espèces prédatrices et les espèces cynégétiques.

Art. 4. — L'organisation de battues administratives s'effectue conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 5. — En matière de protection sanitaire, les arrêtés prévus aux articles 8 et 9 ci-dessous définissent les modalités de mise en place d'un dispositif de surveillance et de détection de toute maladie ou manifestation épizootique.

Art. 6. — Les arrêtés prévus aux articles 8 et 9 ci-dessous définissent les modalités de pâturage des animaux domestiques dans les territoires de protection.

Art. 7. — Les mesures de protection sont initiées par l'administration chargée de la chasse qui élabore un rapport sur la nature et l'étendue des mesures de protection préconisées.

Art. 8. — Sur la base du rapport cité à l'article 7 ci-dessus, le wali territorialement compétent précise, par arrêté, la délimitation des territoires sur lesquels s'appliquent les mesures de protection ainsi que les périodes de leur mise en œuvre.

Art. 9. — Lorsque le territoire dont la protection est envisagée est situé sur deux ou plusieurs wilayas, les mesures de protection, la délimitation des territoires et la période de leur mise en œuvre sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la chasse et des collectivités locales et de l'environnement.

Art. 10. — Les arrêtés prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus définissent le programme d'information de proximité mis en œuvre par l'administration chargée de la chasse avec les associations de chasseurs et les associations de protection de la nature et de l'environnement, pour informer des mesures de protection des espèces protégées et leurs habitats.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 08-413 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 déterminant les centres spécialisés de naturalisation des espèces animales protégées trouvées mortes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 57 ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Vu le décret n° 83-509 du 20 août 1983 relatif aux espèces animales non domestiques protégées ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer les centres spécialisés de naturalisation des espèces animales protégées trouvées mortes.

Art. 2. — La naturalisation de tout spécimen mort des espèces animales protégées ou du patrimoine cynégétique s'effectue dans les établissements ci-après :

- les centres cynégétiques de Zéralda, Tlemcen et Réghaïa ;
- les réserves de chasse de Zéralda, Tlemcen, Mascara et Djelfa ;
- les parcs zoologiques.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Art. 3. — L'aménagement des habitats consiste à réhabiliter et restaurer les milieux et les habitats des espèces animales par des travaux d'entretien et d'équipements cynégétiques notamment par :

- l'apport en nourriture ;
- la création de points d'eau ;
- la mise en défens des zones de reproduction ;
- assurer l'équilibre entre les espèces prédatrices et les espèces cynégétiques.

Art. 4. — L'organisation de battues administratives s'effectue conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 5. — En matière de protection sanitaire, les arrêtés prévus aux articles 8 et 9 ci-dessous définissent les modalités de mise en place d'un dispositif de surveillance et de détection de toute maladie ou manifestation épizootique.

Art. 6. — Les arrêtés prévus aux articles 8 et 9 ci-dessous définissent les modalités de pâturage des animaux domestiques dans les territoires de protection.

Art. 7. — Les mesures de protection sont initiées par l'administration chargée de la chasse qui élabore un rapport sur la nature et l'étendue des mesures de protection préconisées.

Art. 8. — Sur la base du rapport cité à l'article 7 ci-dessus, le wali territorialement compétent précise, par arrêté, la délimitation des territoires sur lesquels s'appliquent les mesures de protection ainsi que les périodes de leur mise en œuvre.

Art. 9. — Lorsque le territoire dont la protection est envisagée est situé sur deux ou plusieurs wilayas, les mesures de protection, la délimitation des territoires et la période de leur mise en œuvre sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de la chasse et des collectivités locales et de l'environnement.

Art. 10. — Les arrêtés prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus définissent le programme d'information de proximité mis en œuvre par l'administration chargée de la chasse avec les associations de chasseurs et les associations de protection de la nature et de l'environnement, pour informer des mesures de protection des espèces protégées et leurs habitats.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 08-413 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 déterminant les centres spécialisés de naturalisation des espèces animales protégées trouvées mortes.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 57 ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Vu le décret n° 83-509 du 20 août 1983 relatif aux espèces animales non domestiques protégées ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer les centres spécialisés de naturalisation des espèces animales protégées trouvées mortes.

Art. 2. — La naturalisation de tout spécimen mort des espèces animales protégées ou du patrimoine cynégétique s'effectue dans les établissements ci-après :

- les centres cynégétiques de Zéralda, Tlemcen et Réghaïa ;
- les réserves de chasse de Zéralda, Tlemcen, Mascara et Djelfa ;
- les parcs zoologiques.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008.

Ahmed OUYAHIA.

**Décret exécutif n° 08-414 du 26 Dhou El Hidja 1429
correspondant au 24 décembre 2008 fixant les
modalités de capture des spécimens d'animaux
classés espèces animales menacées de disparition.**

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition, notamment son article 4 ;

Vu la loi n° 06-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 07-317 du 4 Chaoual 1428 correspondant au 16 octobre 2007 fixant les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale de protection des espèces menacées de disparition ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de capture des spécimens d'animaux classés espèces animales menacées de disparition, à des fins exclusives de recherche scientifique, de reproduction pour le repeuplement ou la détention par des établissements de présentation au public.

CHAPITRE I

**MODALITES DE CAPTURE DES SPECIMENS
D'ANIMAUX, CLASSES ESPECES ANIMALES
MENACEES DE DISPARITION A DES FINS
DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET DE REPRODUCTION POUR
LE REPEUPLEMENT**

Art. 2. — La capture des spécimens d'animaux, classés espèces animales menacées de disparition à des fins de recherche scientifique, de reproduction pour le repeuplement est soumise à une autorisation du ministre chargé de l'agriculture, après avis de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition.

Art. 3. — Les autorisations de capture sont accordées exclusivement aux établissements œuvrant dans les domaines de la recherche scientifique ou dans la reproduction pour le repeuplement.

Art. 4. — La demande de délivrance de l'autorisation doit comporter :

— l'identité du demandeur, son adresse et ses qualifications scientifiques ;

— le nom commun et scientifique de l'espèce à capturer et le cas échéant, des œufs à prélever, le nombre de spécimens à capturer ou œufs à prélever ;

— l'identité des personnes chargées des captures ou des prélèvements des œufs ;

— les moyens utilisés pour la capture et la détention des spécimens d'animaux ou la méthode de prélèvement des œufs ;

— une présentation de la technique de capture utilisée ;

— l'utilisation prévue des spécimens, justifiée par un rapport scientifique ;

— les lieux et périodes de capture ou de prélèvements des œufs.

Art. 5. — L'autorisation de capture des spécimens ou de prélèvements des œufs peut être suspendue en cas de manquement aux conditions fixées par l'autorisation de capture prévue par les dispositions de l'article 2 ci-dessus.

Art. 6. — L'autorisation de capture vaut titre de transport entre le lieu de capture et le lieu de détention de ces animaux.

CHAPITRE II

**LES MOYENS DE CAPTURE DES SPECIMENS
D'ANIMAUX CLASSES ESPECES ANIMALES
MENACEES DE DISPARITION A DES FINS
DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE
OU DE REPRODUCTION POUR
LE REPEUPLEMENT**

Art. 7. — Les installations destinées à la détention des espèces animales menacées de disparition doivent être conformes aux normes fixées par la réglementation en vigueur.

Art. 8. — L'administration chargée de la chasse territorialement compétente :

— veille au contrôle de toute capture d'espèces animales menacées de disparition ;

— s'assure de la conformité des conditions et des moyens de capture, de transport et de conditionnement utilisés ;

— se charge du suivi des spécimens capturés et du contrôle de la tenue du registre dans lequel sont consignées les opérations de capture, de marquage et l'utilisation des animaux et des œufs prélevés.

Art. 9. — Les animaux menacés de disparition ou les œufs prélevés à des fins de recherche scientifique ou de reproduction pour le repeuplement ne peuvent faire l'objet de cession à d'autres fins.

Art. 10. — La détention par des établissements de présentation au public d'espèces animales menacées de disparition n'est autorisée que pour les espèces issues de reproduction.

Art. 11. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 08-415 du 26 Dhou El Hidja 1429 correspondant au 24 décembre 2008 fixant le nombre des membres, l'organisation et le fonctionnement des commissions locales de recours préalable qualifiées en matière de sécurité sociale.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative à la retraite ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 83-14 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale ;

Vu la loi n° 90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative aux modalités d'exercice du droit syndical, notamment ses articles 36 et 37 ;

Vu la loi n° 08- 08 du 16 Safar 1429 correspondant au 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale, notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 85-35 du 9 février 1985, modifié et complété, relatif à la sécurité sociale des personnes exerçant une activité professionnelle non salariée ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-07 du 4 janvier 1992 portant statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière de la sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 92-276 du 6 juillet 1992 portant code de déontologie médicale ;

Vu le décret exécutif n° 93-119 du 15 mai 1993 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement administratif de la caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) ;

Vu le décret exécutif n° 94-188 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994, modifié et complété, portant statut de la caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC) ;

Vu le décret exécutif n° 04-114 du 23 Safar 1425 correspondant au 13 avril 2004 fixant les modalités de représentation et de désignation ainsi que les règles de fonctionnement des commissions de recours préalable en matière de sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 05-171 du 28 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 7 mai 2005 fixant les conditions de fonctionnement du contrôle médical des assurés sociaux ;

Vu le décret exécutif n° 06-370 du 26 Ramadhan 1427 correspondant au 19 octobre 2006 portant création, organisation et fonctionnement de la caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Après approbation du Président de la République,

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de fixer le nombre des membres, l'organisation et le fonctionnement des commissions locales de recours préalable qualifiées en matière de sécurité sociale, créées au sein des agences de wilaya ou régionales des organismes de sécurité sociale, en application des dispositions de l'article 6 de la loi n° 08-08 du 16 Safar 1429 correspondant au 23 février 2008 relative au contentieux en matière de sécurité sociale.

Art. 2. — Le nombre des membres des commissions locales de recours préalable qualifiées est fixé comme suit :

Au titre de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés :

— deux (2) représentants des travailleurs salariés dont un représentant titulaire et l'autre suppléant, proposés par les organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives au niveau de la wilaya ;

— deux (2) représentants des employeurs dont un représentant titulaire et l'autre suppléant, proposés par les organisations syndicales des employeurs les plus représentatives au niveau de la wilaya ;

— deux (2) représentants de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés relevant de l'agence de la wilaya concernée, dont un représentant titulaire et l'autre suppléant, proposés par le directeur général de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés ;

— un (1) médecin relevant du contrôle médical de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés de l'agence de la wilaya concernée, proposé par le directeur général de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés.

Au titre de la caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés :

— deux (2) représentants des travailleurs salariés dont un représentant titulaire et l'autre suppléant, proposés par les organisations syndicales des travailleurs les plus représentatives au niveau de la wilaya ;

DECRETS

**Décret présidentiel n° 09-82 du 18 Safar 1430
correspondant au 14 février 2009 mettant fin aux
fonctions d'un membre du Gouvernement.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 77-8° ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou
El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou
El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Décète :

Article 1er. — Il est mis fin aux fonctions de ministre
des ressources en eau, exercées par M. Abdelmalek
SELLAL, appelé à exercer d'autres missions.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 18 Safar 1430 correspondant au
14 février 2009.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

— — — — ★ — — — —

**Décret présidentiel n° 09-83 du 18 Safar 1430
correspondant au 14 février 2009 chargeant le
ministre délégué auprès du ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur et des collectivités locales,
chargé des collectivités locales, de l'intérim du
ministre des ressources en eau.**

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 77-8° ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou
El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou
El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 09-82 du 18 Safar 1430
correspondant au 14 février 2009 mettant fin aux
fonctions du ministre des ressources en eau ;

Décète :

Article 1er. — M. Daho OULD KABLIA, ministre
délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et des collectivités locales, chargé des collectivités
locales, est chargé d'assurer l'intérim du ministre des
ressources en eau.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 18 Safar 1430 correspondant au
14 février 2009.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

**Décret exécutif n° 09-75 du 13 Safar 1430
correspondant au 9 février 2009 portant
déclassement d'une parcelle de la forêt
domaniale de Saint Leu, commune de Mers
El Hadjadj, dans la wilaya d'Oran, du régime
forestier national.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du
développement rural et du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125
(alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à
l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et
complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à
la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à
la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et
complétée, portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou
El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou
El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008
portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991,
modifié et complété, fixant les conditions et les modalités
d'administration et de gestion des biens du domaine privé
et du domaine public de l'Etat ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le
déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de Saint
Leu, commune de Mers El Hadjadj, dans la wilaya
d'Oran, du régime forestier national.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus,
telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du
présent décret, d'une superficie de huit (8) hectares,
vingt-six (26) ares et neuf (9) centiares est incorporée au
domaine privé de l'Etat pour la réalisation d'une station
de dessalement de l'eau de mer.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal
officiel* de la République algérienne démocratique et
populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1430 correspondant au
9 février 2009

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 09-76 du 13 Safar 1430 correspondant au 9 février 2009 portant déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, canton Sebaâ, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national pour la réalisation d'une station de compression.

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'agriculture et du développement rural et du ministre des finances

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement d'une parcelle de la forêt domaniale de la Mafrag, canton Sebaa, lieu-dit Koudiat Ed Draouch, commune de Berrihane dans la wilaya d'El Tarf, du régime forestier national.

Art. 2. — La parcelle désignée à l'article 1er ci-dessus, telle que délimitée sur le plan annexé à l'original du présent décret, d'une superficie de trente-quatre (34) hectares est incorporée au domaine privé de l'Etat pour la réalisation d'une station de compression.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1430 correspondant au 9 février 2009.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 09-77 du 15 Safar 1430 correspondant au 11 février 2009 fixant les conditions d'accès, d'exercice et de discipline de la profession d'huissier de justice ainsi que les règles de son organisation et de son fonctionnement.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la justice, garde des sceaux,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 06-03 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006 portant organisation de la profession d'huissier de justice, notamment ses articles 4, 5, 8, 9, 43, 51 et 59 ;

Vu le décret présidentiel n° 08-365 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret présidentiel n° 08-366 du 17 Dhou El Kaada 1429 correspondant au 15 novembre 2008 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-185 du 1er juin 1991, complété, fixant les conditions d'accès, d'exercice et de discipline de la profession d'huissier ainsi que les règles d'organisation et de fonctionnement des organes de la profession ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de la loi n° 06-03 du 21 Moharram 1427 correspondant au 20 février 2006, portant organisation de la profession d'huissier de justice, notamment ses articles 4, 5, 8, 9, 43 51 et 59, le présent décret fixe les conditions d'accès, d'exercice et de discipline de la profession d'huissier de justice ainsi que les règles de son organisation et de son fonctionnement.

CHAPITRE I

CONDITIONS D'ACCES A LA PROFESSION D'HUISSIER DE JUSTICE

Section I

Conditions relatives à l'huissier de justice

Art. 2. — L'accès à la profession d'huissier de justice se fait par voie de concours.

Le concours comporte des épreuves écrites et des épreuves orales d'admission.

Les modalités d'ouverture du concours, son organisation et son déroulement ainsi que le nombre des épreuves, leur nature, leur durée, leur coefficient, leur programme et la constitution du jury du concours sont fixés par arrêté du ministre de la justice, garde des sceaux, après consultation de la chambre nationale des huissiers de justice.

DECRETS

Décret exécutif n° 09-320 du 19 Chaoual 1430 correspondant au 8 octobre 2009 modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création du conseil national des forêts et de la protection de la nature.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 22 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995 portant création du conseil national des forêts et de la protection de la nature ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier et de compléter les dispositions du décret exécutif n° 95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 95-332 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit ;

« Art. 3. — Le conseil national est composé des membres suivants :

— le représentant du ministre chargé des forêts, président ;

— le représentant du ministre chargé de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme ;

— le représentant du ministre de la défense nationale ;

— le représentant du ministre chargé des collectivités locales ;

— le représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

— le représentant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

— le représentant du ministre chargé des finances ;

— le représentant du ministre chargé des ressources en eau ;

— le représentant du ministre chargé de l'habitat ;

— le représentant du ministre chargé du travail ;

— le représentant du ministre chargé des travaux publics ;

— le représentant du ministre chargé de l'industrie ;

— le représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise ;

— le représentant du ministre chargé de la communication ;

— le représentant du ministre chargé de la jeunesse et des sports ;

— le représentant du ministre chargé de la solidarité nationale ;

— le représentant du ministre chargé de la pêche ;

— le directeur général de l'institut national de recherche forestière (INRF) ;

— Le directeur général de l'agence nationale pour la conservation de la nature (ANN) ;

— le représentant du centre national de développement des ressources biologiques ;

— un (1) représentant des exploitants forestiers désigné par la chambre nationale d'agriculture ;

— un (1) représentant des entreprises de travaux forestiers ;

— un (1) représentant des associations activant dans les domaines de la forêt et de la protection de la nature.

Les membres du conseil national sont nommés par arrêté du ministre chargé des forêts, sur proposition de l'autorité dont ils relèvent, pour une période renouvelable de trois (3) années.

.....le reste sans changement..... ».

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger le 19 Chaoual 1430 correspondant au 8 octobre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 09-362 du 23 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 11 novembre 2009 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement du réseau local de surveillance sanitaire de la faune sauvage et déterminant ses missions.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, relative au régime général des forêts ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités des médecins vétérinaires et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 71 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-66 du 22 Ramadhan 1415 correspondant au 22 février 1995, modifié et complété, fixant la liste des maladies animales à déclaration obligatoire et les mesures générales qui leur sont applicables ;

Vu le décret exécutif n° 08-123 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 déterminant les modalités d'élaboration et d'adoption du plan national de développement du patrimoine cynégétique ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 71 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et de fonctionnement du réseau local de surveillance sanitaire de la faune sauvage ci-après désigné «le réseau».

Art. 2. — Outre les attributions fixées par l'article 71 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le réseau local de surveillance sanitaire de la faune sauvage est chargé notamment de :

— observer et déceler toutes maladies ou manifestations épidémiques affectant la faune sauvage et évaluer le risque de contagion aux animaux domestiques et à l'homme ;

— proposer toute mesure susceptible d'aider à la surveillance, à la prévention et à la lutte contre les maladies de la faune sauvage ;

— collecter toutes données ainsi que signaler toutes anomalies observées et informer l'autorité vétérinaire et l'administration chargée de la chasse.

Art. 3. — Le réseau placé sous la responsabilité de l'administration chargée de la chasse territorialement compétente est composé, selon l'étendue de la wilaya et l'importance des zones cynégétiques qu'elle abrite, des représentants de :

— l'inspection vétérinaire ;

— la fédération des chasseurs de wilaya ;

— la direction de la santé de wilaya ;

— la direction de l'environnement de wilaya ;

— des associations œuvrant pour la protection de la nature.

La liste nominative des représentants est fixée par arrêté du wali territorialement compétent et publiée au bulletin des actes administratifs de la wilaya.

Art. 4. — Le réseau établit un programme de surveillance qui comporte des actions de prévention et de sensibilisation, comprenant :

— une liste d'indices de maladies qui circulent en faune sauvage susceptibles de constituer un danger aussi bien pour la santé humaine, pour les animaux d'élevage que pour la faune sauvage elle-même ;

— des contrôles périodiques sur les territoires de la faune sauvage par l'observation des signes extérieurs d'éventuelles maladies et le suivi des comportements et de l'évolution de ces espèces ;

— des prélèvements sanguins par échantillonnage et/ou des prélèvements d'organes sur des animaux trouvés morts ou sur le gibier tué lors des battues administratives ou des saisons de chasse ;

— la mise en place d'un dispositif d'information et de sensibilisation en direction de la population détenant des élevages d'animaux et des chasseurs.

Art. 5. — Les prélèvements opérés par les membres du réseau, pour analyse, sont à la charge des services vétérinaires et les résultats des analyses obtenus sont immédiatement transmis à l'autorité vétérinaire et à l'administration chargée de la chasse territorialement compétente.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 23 Dhou El Kaada 1430 correspondant au 11 novembre 2009.

Ahmed OUYAHIA.

DECRETS

Décret exécutif n° 10-69 du 15 Safar 1431 correspondant au 31 janvier 2010 fixant les mesures applicables lors de l'importation et l'exportation des produits phytosanitaires à usage agricole.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 85-05 du 16 février 1985, modifiée et complétée, relative à la protection et à la promotion de la santé ;

Vu la loi n° 87-17 du 1er août 1987 relative à la protection phytosanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises, notamment son article 3 ;

Vu la loi n° 04-04 du 5 Joumada El Oula 1428 correspondant au 23 juin 2004 relative à la normalisation ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 95-405 du 9 Rajab 1416 correspondant au 2 décembre 1995, modifié et complété, relatif au contrôle des produits phytosanitaires à usage agricole ;

Vu le décret exécutif n° 03-451 du 7 Chaoual 1424 correspondant au 1er décembre 2003 définissant les règles de sécurité applicables aux activités portant sur les matières et produits chimiques dangereux ainsi que les récipients de gaz sous pression ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance n° 03-04 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 et conformément aux dispositions de la loi n° 87-17 du 1er août 1987 et sous réserve du dispositif réglementaire

institué par le décret exécutif n° 03-451 du 1er décembre 2003, susvisés, le présent décret a pour objet de fixer les mesures applicables lors d'importation et d'exportation de produits agricoles phytosanitaires à usage agricole.

Art. 2. — L'importation de produits phytosanitaires à usage agricole est exercée par des importateurs agréés conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 3. — L'importateur de produits phytosanitaires à usage agricole agréé est tenu de s'approvisionner auprès des fabricants et/ou des sociétés de formulation agréés dans leur pays d'origine par les autorités compétentes.

Art. 4. — L'importation de produits phytosanitaires à usage agricole est interdite lorsque le produit n'est pas homologué dans le pays d'origine.

Art. 5. — Sans préjudice des dispositions de l'article 23 du décret exécutif n° 95-405 du 9 Rajab 1416 correspondant au 2 décembre 1995, susvisé, les produits phytosanitaires à usage agricole importés doivent être accompagnés du bulletin d'analyse correspondant à chaque lot justifiant que le produit est conforme aux exigences ayant prévalu à son homologation en Algérie, délivré par un laboratoire agréé par les services officiels du pays d'origine.

Art. 6. — Les produits phytosanitaires à usage agricole destinés à l'exportation sont soumis au contrôle de conformité par l'inspection phytosanitaire.

Art. 7. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1431 correspondant au 31 janvier 2010.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 10-70 du 15 Safar 1431 correspondant au 31 janvier 2010 relatif à l'usage des rapaces vivants pour l'exercice de la chasse au vol.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 22 ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 06-442 du 11 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 2 décembre 2006 fixant les conditions d'exercice de la chasse ;

Vu le décret exécutif n° 07-227 du 9 Rajab 1428 correspondant au 24 juillet 2007 fixant les procédures et les modalités d'exercice de la chasse touristique ;

Vu le décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux non domestiques et la présentation au public de ces spécimens ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 22 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités de délivrance de l'autorisation de capture, de détention, de dressage, de transport et d'utilisation des rapaces vivants pour l'exercice de la chasse au vol.

Art. 2. — L'autorisation de capture, de détention, de dressage, de transport ainsi que d'utilisation des rapaces vivants pour l'exercice de la chasse n'est délivrée qu'aux associations de chasseurs pratiquant la chasse au vol.

Art. 3. — Sous réserve des dispositions législatives en vigueur, l'autorisation de capture de rapaces destinés à la pratique de la chasse au vol est délivrée par l'administration des forêts territorialement compétente, sur la base d'une demande déposée par un chasseur au sens de la législation et la réglementation en vigueur avec l'accord de l'association pratiquant la chasse au vol dûment agréée dont est membre reconnu le chasseur qui en fait la demande.

Cette demande doit comprendre :

- les références de l'agrément de l'association,
- la liste des moyens utilisés pour la capture,
- le nombre de spécimens de rapaces à capturer,
- l'origine de ces spécimens de rapaces.

Art. 4. — L'autorisation de détention des rapaces, citée à l'article 3 ci-dessus, est délivrée par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente qui doit s'assurer que le détenteur est en mesure de :

1 — posséder un lieu d'hébergement :

— conforme à la réglementation en vigueur, conçu et équipé de façon à satisfaire aux besoins biologiques des rapaces,

— répondant aux nécessités de sécurité du demandeur et de sécurité et de tranquillité des tiers,

— doit faire l'objet d'un agrément délivré par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente,

2 — détenir ou pouvant disposer des compétences requises pour que les rapaces soient traités avec soin.

Art. 5. — Toute personne morale ou physique exerçant l'activité de reproduction ou de vente d'oiseaux rapaces destinés à la chasse doit tenir un registre coté et paraphé conformément à la réglementation en vigueur qui doit indiquer :

— le numéro d'identification tel que fixé par le système d'identification institué par l'article 6 ci-dessous,

— la date d'entrée de chaque rapace dans l'élevage, son origine et les justificatifs attestant de la régularité de son entrée,

— la date de sortie du rapace de l'élevage, sa destination et, le cas échéant, la cause de sa mort et les justificatifs attestant de la régularité de sa sortie.

Art. 6. — Lors de l'agrément du lieu d'hébergement du rapace, l'administration chargée de la chasse territorialement compétente procède à l'identification du rapace concerné, selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 7. — Tout détenteur de rapace et notamment les associations de chasseurs pratiquant la chasse au vol sont tenues de procéder à l'identification de tous les rapaces qu'elles détiennent directement ou ceux détenus par leurs membres.

Art. 8. — A la mort du rapace identifié, le détenteur doit renvoyer à l'autorité chargée de la chasse territorialement compétente, la marque portée par le rapace.

Art. 9. — Le dressage des rapaces est effectué par les personnes justifiant de qualifications requises ou par des établissements agréés à cet effet, conformément à la réglementation en vigueur, selon des modalités et des périodes fixées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 10. — Nul ne peut transporter des rapaces sans être muni d'une autorisation de détention délivrée conformément aux dispositions du présent décret.

Art. 11. — Toute action de chasse de rapaces exercée par des chasseurs de nationalité étrangère doit être conforme aux conditions et modalités fixées par les dispositions du décret exécutif n° 07-227 du 9 Rajab 1428 correspondant au 24 juillet 2007, susvisé.

Art. 12. — Lors d'importation et/ou d'exportation de rapaces, les spécimens concernés sont soumis au régime de la dérogation sanitaire à l'importation et/ou à l'exportation délivrée par les services vétérinaires et à l'accord délivré par les services chargés des forêts conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Safar 1431 correspondant au 31 janvier 2010.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 10-71 du 15 Safar 1431 correspondant au 31 janvier 2010 fixant les modalités d'application des abattements de la part patronale de la cotisation de sécurité sociale au titre de la promotion de l'emploi.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-14 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale ;

Vu la loi n° 90-03 du 6 février 1990, modifiée et complétée, relative à l'inspection du travail ;

Vu la loi n° 90-11 du 21 avril 1990, modifiée et complétée, relative aux relations de travail ;

Vu le décret législatif n° 94-09 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 portant préservation de l'emploi et protection des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire leur emploi ;

Vu le décret législatif n° 94-11 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994, modifié et complété, instituant l'assurance-chômage en faveur des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire et pour raison économique leur emploi ;

Vu le décret législatif n° 94-12 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994, modifié et complété, fixant le taux de cotisation de sécurité sociale ;

Vu la loi n° 04-19 du 13 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 25 décembre 2004 relative au placement des travailleurs et au contrôle de l'emploi ;

Vu la loi n° 06-21 du 20 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 11 décembre 2006 relative aux mesures d'encouragement et d'appui à la promotion de l'emploi ;

Vu la loi n° 08-08 du 16 Safar 1429 correspondant au 23 février 2008 relative aux contentieux en matière de sécurité sociale ;

Vu l'ordonnance n° 09-01 du 29 Rajab 1430 correspondant au 22 juillet 2009 portant loi de finances complémentaire pour 2009, notamment son article 106 ;

Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions ;

Vu le décret présidentiel n° 09-129 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction dans leurs fonctions de membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 92-07 du 4 janvier 1992 portant statut juridique des caisses de sécurité sociale et organisation administrative et financière de la sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 94-187 du 26 Moharram 1415 correspondant au 6 juillet 1994, modifié et complété, fixant la répartition du taux de cotisation de sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 05-130 du 15 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 24 avril 2005 fixant les conditions d'exercice et les modalités d'agrément des agents de contrôle de la sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 06-77 du 19 Moharram 1427 correspondant au 18 février 2006, modifié et complété, fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence nationale de l'emploi ;

DECRETS

Décret exécutif n° 10-275 du 27 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 4 novembre 2010 fixant les modalités d'approbation de la convention de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des ressources en eau,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005, modifiée et complétée, relative à l'eau ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 107 de la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005, modifiée et complétée, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les modalités d'approbation de la convention de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Art. 2. — La convention de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement établie conformément aux dispositions des articles 104 (alinéa 1er), 105 et 106 de la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005, modifiée et complétée, relative à l'eau, est approuvée par décret exécutif.

Art. 3. — Le dossier accompagnant le projet de convention de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement doit comprendre les documents suivants :

- l'avis et le dossier d'appel à la concurrence ;
- le rapport d'évaluation des offres ;
- la justification des qualifications professionnelles et des garanties financières de l'opérateur retenu.

Art. 4. — Lorsque la gestion des activités des services publics de l'eau et de l'assainissement est déléguée par le concessionnaire à une ou des filiale(s) d'exploitation créée(s) à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 104 (alinéa 2) de la loi n° 05-12 du 28 Joumada Ethania 1426 correspondant au 4 août 2005, modifiée et complétée, susvisée, la convention de délégation des services publics de l'eau et de l'assainissement est approuvée par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des ressources en eau.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 4 novembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 10-276 du 27 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 4 novembre 2010 relatif au classement des espèces animales et du patrimoine cynégétique ainsi que les procédures de changement de classification.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 53 ;

Vu la loi n° 06-14 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant approbation de l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 06-248 du 13 Joumada Ethania 1427 correspondant au 9 juillet 2006 fixant les modalités d'organisation des battues administratives ;

Vu le décret exécutif n° 08-123 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 déterminant les modalités d'élaboration et d'adoption du plan national de développement du patrimoine cynégétique ;

Vu le décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 53 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de déterminer :

- les conditions et les modalités de classification des espèces animales et du patrimoine cynégétique, ainsi que les procédures de changement de classification,
- les conditions et les modalités de prélèvement d'espèces protégées et de gibiers destinés aux fins de recherche scientifique ou d'enseignement,
- les conditions et modalités de prélèvement de gibiers vivants destinés au repeuplement,
- la régulation des effectifs des espèces pullulantes.

Art. 2. — La classification et/ou le changement de classification des espèces animales sont déterminés en tenant compte :

- des exigences de protection des espèces concernées et de leur vulnérabilité,
- des conditions de reconstitution des espèces animales en cause et de leurs habitats,
- des dommages qu'elles peuvent causer aux activités humaines et aux équilibres biologiques,
- des particularités écologiques des régions cynégétiques et du cycle de reproduction des espèces qui y vivent,
- des éléments dégagés du plan national de développement du patrimoine cynégétique prévu par l'article 72 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée,
- de l'éthologie et de la dynamique des populations animales concernées.

Art. 3. — La classification et/ou le changement de classification des espèces animales dans l'une des catégories prévues à l'article 51 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, sont établis sur un rapport d'enquête de l'administration chargée de la chasse.

Ce rapport est établi en tenant compte des données fixées à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. — Les espèces animales sont classées ou déclassées par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 5. — Les prélèvements des espèces protégées, destinés aux fins de recherche scientifique ou d'enseignement et de gibiers vivants dans le cadre du repeuplement, ne peuvent être autorisés qu'après la présentation d'une demande faisant ressortir :

- 1 — la qualité du demandeur ;
- 2 — la liste et le nombre des spécimens à prélever et les raisons du prélèvement ;
- 3 — les moyens utilisés pour la capture ainsi que les conditions de leur transport ;
- 4 — les documents faisant ressortir la conformité du lieu de détention des espèces concernées aux exigences réglementaires.

Art. 6. — Outre la régulation par les battues administratives, dans les conditions fixées dans le décret exécutif n° 06-248 du 13 Joumada Ethania 1427 correspondant au 9 juillet 2006, susvisé, la régulation des espèces pullulantes peut être exercée par l'administration chargée de la chasse territorialement compétente en utilisant tout moyen de lutte permettant de réguler l'espèce pullulante sans aucune atteinte aux autres espèces.

Art. 7. — Le recours à tout moyen de régulation des espèces pullulantes au titre des dispositions de l'article 6 ci-dessus doit faire l'objet d'une décision du ministre chargé de la chasse.

Art. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 27 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 4 novembre 2010.

Ahmed OUYAHIA.

— — — — ★ — — — —

Décret exécutif n° 10-277 du 27 Dhou El Kaada 1431 correspondant au 4 novembre 2010 modifiant et complétant le décret exécutif n° 08-126 du 13 Rabie Ethani 1429 correspondant au 19 avril 2008 relatif au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales ;

Vu la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 97-02 du 2 Ramadhan 1418 correspondant au 31 décembre 1997 portant loi de finances pour 1998, notamment son article 73 ;

Vu la loi n° 98-12 du 13 Ramadhan 1419 correspondant au 31 décembre 1998 portant loi de finances pour 1999, notamment son article 48 ;

Vu la loi n° 06-24 du 6 Dhou El Hidja 1427 correspondant au 26 décembre 2006 portant loi de finances pour 2007, notamment son article 59 ;

Vu l'ordonnance n° 08-02 du 21 Rajab 1429 correspondant au 24 juillet 2008 portant loi de finances complémentaire pour 2008, notamment son article 60 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 08-126 du 13 Rabie Ethani 1429 correspondant au 19 avril 2008 relatif au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle ;

Après approbation du Président de la République ;

Décret exécutif n° 11-109 du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011 portant déclaration d'utilité publique l'opération d'extension de la superficie servant d'emprise à la réalisation de la nouvelle résidence d'Etat.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret exécutif n° 07-146 du 3 Joumada El Oula 1428 correspondant au 20 mai 2007 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de la nouvelle résidence d'Etat et des structures d'accompagnement aux Dunes, commune de Chéraga, wilaya d'Alger.

Après approbation du Président de la République,

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 12 bis de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, susvisée, et conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, susvisé, le présent décret a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération d'extension de la superficie servant d'emprise à la réalisation de la nouvelle résidence d'Etat.

Art. 2. — La superficie globale complémentaire des biens immobiliers et/ou droits réels immobiliers servant d'emprise à l'extension de la superficie de la nouvelle résidence d'Etat est de quatre (4) hectares et dix (10) ares conformément au plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 3. — Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour l'opération d'expropriation des biens immobiliers et des droits réels immobiliers concernant l'opération visée à l'article 2 ci-dessus doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011.

Ahmed OUYAHIA.

Décret exécutif n° 11-110 du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011 complétant le décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993 portant obligation, pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles.

— — — —

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 10-236 du 28 Chaoual 1431 correspondant au 7 octobre 2010 portant réglementation des marchés publics ;

Vu le décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, portant obligation, pour toutes les entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de compléter certaines dispositions du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1er du décret exécutif n° 93-289 du 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Article 1er. — Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le certificat de qualification et de classification professionnelles est obligatoire pour toutes les entreprises ou tous les groupes d'entreprises intervenant dans le cadre du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique et des travaux forestiers, pour conclure des marchés avec l'Etat, les wilayas, les communes, les administrations, les établissements et organismes publics ».

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 3* du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Le certificat de qualification et de classification professionnelles des entreprises constitue un document réglementaire et doit être produit à l'appui de toute soumission de travaux de bâtiment, de travaux publics, d'hydraulique et de travaux forestiers.

..... (le reste sans changement) ».

Art. 4. — Les dispositions des tirets 1 et 4 de *l'article 7* du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 7. — La classification de l'entreprise ou du groupe d'entreprises est opérée sur la base des critères suivants :

L'effectif total de l'entreprise ou du groupe d'entreprises décompté et déclaré de la dernière année à la caisse de sécurité sociale dans lequel doit figurer l'effectif de l'encadrement technique composé de cadres universitaires et agents de maîtrise ayant le profil lié aux activités du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique et des travaux forestiers. Cet encadrement, déclaré une année au moins auprès de la caisse de sécurité sociale, doit représenter entre 10 et 20 % de l'effectif global ;

..... (sans changement) ;

..... (sans changement) ;

— Le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique et des forêts tel qu'il figure sur les bilans fiscaux et les extraits de rôle des trois (3) derniers exercices comptables ;

.....(Le reste sans changement)..... ».

Art. 5. — Les dispositions de *l'article 11* du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 11. — Placé sous l'autorité conjointe des ministres chargés de la construction, des travaux publics, de l'hydraulique et des forêts, le comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique et des travaux forestiers, compétent pour les entreprises des catégories V à IX est composé comme suit :

..... ;

..... ;

..... ;

..... ;

— Le représentant du ministre chargé des forêts ;

..... ;

..... ;

..... ;

..... ;

..... (le reste sans changement) ;

Art. 6. — Les dispositions de *l'article 12* du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 12. — La présidence du comité national est assurée alternativement, pour une durée d'une (1) année, par les représentants des ministres chargés de l'habitat, des travaux publics, des ressources en eau et des forêts.

..... (le reste sans changement) » ;

Art. 7. — Les dispositions de *l'article 17* du décret exécutif n° 93 - 289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 17. — Placée sous l'autorité du wali, la commission de wilaya de qualification et de classification professionnelles des entreprises du bâtiment, des travaux publics, de l'hydraulique et des travaux forestiers, compétente pour les catégories de I à IV et dont le siège est situé sur le territoire de la wilaya, est composée comme suit :

— ;

— ;

— ;

— ;

— Le conservateur des forêts de wilaya ;

— ;

— ;

— ;

— ;

— ;

(le reste sans changement) ».

Art. 8. — Les dispositions de l'alinéa 2 de *l'article 22* du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 22. — (sans changement) ;

Les critères prévus ci-dessus sont précisés, selon le cas, par les ministres chargés de l'habitat et de l'urbanisme, des travaux publics, des ressources en eau et des forêts, dans le cadre de leurs attributions respectives, après avis du comité national de qualification et de classification professionnelles, et par le wali après avis de la commission de wilaya territorialement compétente.

.....(Le reste sans changement)..... ».

Art. 9. — Les dispositions du dernier alinéa de *l'article 25* du décret exécutif n° 93-289 du 14 Joumada Ethania 1414 correspondant au 28 novembre 1993, modifié et complété, susvisé, sont complétées et rédigées comme suit :

« Art. 25. — (sans changement) ;

Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et des collectivités locales, de l'habitat et de l'urbanisme, des travaux publics, des ressources en eau et des forêts, précisera les modalités d'application du présent article ».

Art. 10. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 11-111 du Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011 modifiant et complétant le décret exécutif n° 06-209 du 17 Joumada El Oula 1427 correspondant au 13 juin 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération portant réalisation de dédoublement de la route nationale n° 24.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des travaux publics,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu décret exécutif n° 06-209 du 17 Joumada El Oula 1427 correspondant au 13 juin 2006 portant déclaration d'utilité publique l'opération portant réalisation de dédoublement de la route nationale n° 24 ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet de modifier les dispositions des articles 3 et 4 du décret exécutif n° 06-209 du 17 Joumada El Oula 1427 correspondant au 13 juin 2006, susvisé.

Art. 2. — Les dispositions de *l'article 3* du décret exécutif n° 06-209 du 17 Joumada El Oula 1427 correspondant au 13 juin 2006, susvisé, sont modifiées, complétées et rédigées comme suit :

« Art. 3. — Les terrains évoqués à l'article 2 ci-dessus, qui représentent une superficie totale de quatre cent soixante-quinze mille cinq cents mètres carrés (475.500 m²), sont situés dans les territoires de la wilaya d'Alger pour une superficie de quatre cent treize mille soixante-huit mètres carrés (413.068 m²) et de la wilaya de Boumerdès pour une superficie de soixante-deux mille quatre cent trente-deux mètres carrés (62.432 m²), conformément au plan annexé à l'original du présent décret ».

Art. 3. — Les dispositions de *l'article 4* du décret exécutif n° 06-209 du 17 Joumada El Oula 1427 correspondant au 13 juin 2006, susvisé, sont modifiées et rédigées comme suit :

« Art. 4. — La consistance des travaux à engager au titre de la réalisation de dédoublement de la route nationale n° 24 est la suivante :

—(sans changement);

— profil en travers variable 2X2 voies et 2X3 voies + terre-plein central + bande d'arrêt d'urgence ;

— nombre d'échangeurs : deux (2) ;

— (sans changement)».

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le Aouel Rabie Ethani 1432 correspondant au 6 mars 2011.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 10-300 du 23 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 29 novembre 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'administration chargée des domaines, de la conservation foncière et du cadastre (rectificatif).

J.O n° 74 du 29 Dhou El Hidja 1431 correspondant au 5 décembre 2010.

Page 30, 2ème colonne, article 8, 2ème ligne,

Au lieu de : ... des inspecteurs du cadastre régis...

Lire : ... des inspecteurs régis...

..... (Le reste sans changement).....

Art. 2. — Le caractère d'utilité publique concerne les biens immeubles et/ou les droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération visée à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3. — Les terrains visés à l'article 2 ci-dessus qui représentent une superficie totale de 206 hectares, 41 ares sont situés sur le territoire des wilayas de Djelfa et de Laghouat et délimités conformément au plan annexé à l'original du présent décret.

Art. 4. — La consistance des travaux à engager concerne la réalisation de l'opération de la ligne ferroviaire à voie unique Djelfa/Laghouat et porte notamment sur :

- les terrassements généraux,
- la pose de la voie ferrée,
- la réalisation de quarante-et-un (41) ouvrages d'art,
- la réalisation de gares.

Art. 5. — Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour l'opération d'expropriation des biens et droits réels immobiliers nécessaires à l'opération de la réalisation de la ligne ferroviaire à voie unique Djelfa/Laghouat doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Joumada Ethania 1432 correspondant au 22 mai 2011.

Ahmed OUYAHIA.

-----★-----

Décret exécutif n° 11-197 du 19 Joumada Ethania 1432 correspondant au 22 mai 2011 fixant les dispositions relatives à la détention, la mise en vente, la vente ou l'achat, le colportage ou l'exportation des animaux gibier, nés et élevés en captivité.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, notamment son article 62 ;

Vu la loi n° 08-16 du Aouel Chaâbane 1429 correspondant au 3 août 2008 portant orientation agricole ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 04-82 du 26 Moharram 1425 correspondant au 18 mars 2004, modifié et complété, fixant les conditions et modalités d'agrément sanitaire des établissements dont l'activité est liée aux animaux, produits d'animaux et d'origine animale ainsi que leur transport ;

Vu le décret exécutif n° 06-442 du 11 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 2 décembre 2006 fixant les conditions d'exercice de la chasse ;

Vu le décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008 fixant les conditions et les modalités de délivrance d'autorisation pour l'ouverture d'établissements d'élevage d'animaux d'espèces non domestiques et la présentation au public de ces spécimens ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 62 de la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004, susvisée, le présent décret a pour objet de fixer les dispositions relatives à la détention, la mise en vente, la vente ou l'achat, le colportage ou l'exportation des animaux gibier, nés et élevés en captivité.

Art. 2. — Sans préjudice des dispositions du décret exécutif n° 08-201 du 3 Rajab 1429 correspondant au 6 juillet 2008, susvisé, la détention et/ou l'élevage d'animaux gibier sont soumis à autorisation de l'administration de la chasse territorialement compétente.

Art. 3. — L'autorisation citée à l'article 2 ci-dessus comporte :

- l'identité et la qualité du demandeur ;
- le lieu d'élevage ou de détention ;
- les caractéristiques des installations ;
- la nature de la production et sa destination ;
- la copie de l'agrément sanitaire.

Art. 4. — Tous les animaux gibier ainsi que leurs œufs provenant d'élevages autorisés doivent faire l'objet d'un marquage qui sera défini par arrêté du ministre chargé de la chasse.

Art. 5. — Est autorisée la mise en vente, la vente, l'achat et le colportage des animaux gibier, nés et élevés en captivité.

Art. 6. — Tous les mouvements d'animaux sont consignés sur un registre coté et paraphé par l'administration de la chasse territorialement compétente et soumis au contrôle des instances habilitées.

Art. 7. — L'exportation d'animaux gibier est exercée conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 8. — Les éleveurs d'animaux gibier disposent d'un délai d'une (1) année pour se mettre en conformité avec les dispositions du présent décret.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Joumada Ethania 1432 correspondant au 22 mai 2011.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE (Suite)

WILAYA	COMMUNE	SUPERFICIE
M'SILA	OULED MADHI	3 hectares
	KHOUBANA	5 hectares
	M'CIF	8 hectares
MASCARA	AIN FARES	0,90 hectare
KHENCHELA	KHENCHELA	16 hectares 78 ares 51 ca
	ENSIGHA	5 hectares
	MAHMEL	5 hectares 97 ares 75 ca
	KAIS	17 hectares 30 ares 25 ca
	TOUZINET	17 hectares 1 are 26 ca

Décret exécutif n° 11-238 du 7 Chaâbane 1432 correspondant au 9 juillet 2011 portant déclassement de parcelles de forêts domaniales dans les wilayas de Béjaïa, d'Alger et de Jijel du régime forestier national.

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation du territoire du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée portant loi domaniale ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement de parcelles de forêts domaniales situées dans les territoires des wilayas de Béjaïa, d'Alger et de Jijel du régime forestier national telles que délimitées sur les plans annexés à l'original du présent décret.

Art. 2. — Les parcelles de forêts, désignées à l'article 1er ci-dessus, dont la superficie et le lieu sont fixés en annexe du présent décret, sont incorporées au domaine privé de l'Etat et font l'objet d'une affectation pour la réalisation de logements publics et des équipements d'accompagnement.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaâbane 1432 correspondant au 9 juillet 2011.

Ahmed OUYAHIA.

Décret présidentiel n° 11-367 du 26 Dhou El Kaada 1432 correspondant au 24 octobre 2011 portant transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des finances,

Vu la Constitution, notamment ses articles 77-8° et 125 (alinéa 1er) ;

Vu la loi n° 84-17 du 7 juillet 1984, modifiée et complétée, relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 10-13 du 23 Moharram 1432, correspondant au 29 décembre 2010 portant loi de finances pour 2011 ;

Vu la loi n° 11-11 du 16 Chaâbane 1432, correspondant au 18 juillet 2011 portant loi de finances complémentaire pour 2011 ;

Vu le décret présidentiel du 3 Ramadhan 1432 correspondant au 3 août 2011 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances complémentaire pour 2011, au budget des charges communes ;

Vu le décret exécutif n° 11-50 du 4 Rabie El Aouel 1432 correspondant au 7 février 2011 portant répartition des crédits ouverts, au titre du budget de fonctionnement, par la loi de finances pour 2011, au ministre des affaires religieuses et des wakfs ;

Décrète :

Article 1er. — Il est annulé, sur 2011, un crédit de quatre-vingt-douze millions de dinars (92.000.000 DA), applicable au budget des charges communes et au chapitre n° 37-91 «Dépenses éventuelles — Provision groupée».

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2011, un crédit de quatre-vingt-douze millions de dinars (92.000.000 DA), applicable au budget de fonctionnement du ministère des affaires religieuses et des wakfs et au chapitre n° 36-01 «Administration centrale — Subventions aux instituts nationaux de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et des wakfs».

Art. 3. — Le ministre des finances et le ministre des affaires religieuses et des wakfs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Dhou El Kaada 1432 correspondant au 24 octobre 2011.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

Décret exécutif n° 11-360 du 24 Dhou El Kaada 1432 correspondant au 22 octobre 2011 portant déclassement de parcelles de forêts domaniales, dans la wilaya de Annaba, du régime forestier national.

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre de l'agriculture et du développement rural ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-30 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, portant loi domaniale ;

Vu la loi n° 11-10 du 20 Rajab 1432 correspondant au 22 juin 2011 relative à la commune ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — Le présent décret a pour objet le déclassement de parcelles de forêts domaniales situées dans le territoire de la commune d'Oued El Anab, wilaya de Annaba, du régime forestier national.

Art. 2. — Les parcelles de forêts, désignées à l'article 1er ci-dessus, telles que délimitées sur les plans annexés à l'original du présent décret, d'une superficie globale de mille cent soixante-neuf (1169) hectares, sont incorporées au domaine privé de l'Etat et font l'objet d'une affectation pour la réalisation de logements et d'équipements publics.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 Dhou El Kaada 1432 correspondant au 22 octobre 2011.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

WILAYA	COMMUNE	SUPERFICIE
BEJAIA	BEJAIA	200 hectares
ALGER	GUE DE CONSTANTINE	2 hectares
JIJEL	JIJEL	36 hectares 24 ares
	BOUCIF OULED ASKEUR	3 hectares
	EL MILIA	37 hectares
	SIDI ABDELAZIZ	5 hectares
	EL KENNAR NOUCHFI	8 hectares
	BORDJ T'HAR	1 hectare
	TEXENNA	8 hectares
	DJIMLA	4 hectares

Décret exécutif n° 11-239 du 7 Chaâbane 1432 correspondant au 9 juillet 2011 portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de logements publics et des équipements d'accompagnement dans certaines wilayas.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, complétée, fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, complété, déterminant les modalités d'application de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991 fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Après approbation du Président de la République ;

Décète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 12 bis de la loi n° 91-11 du 27 avril 1991, et conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 93-186 du 27 juillet 1993, susvisés, le présent décret a pour objet de déclarer d'utilité publique l'opération relative à la réalisation de logements publics et des équipements d'accompagnement dans certaines wilayas dont la liste est fixée conformément à l'annexe jointe au présent décret.

Art. 2. — Le caractère d'utilité publique concerne les biens immobiliers et /ou les droits réels immobiliers servant d'emprise à la réalisation de l'opération prévue à l'article 1er ci-dessus. La superficie et les limites des parcelles de terrains situés dans les territoires des wilayas concernées sont fixés conformément aux plans annexés à l'original du présent décret.

Art. 3. — La consistance des travaux à engager au titre de l'opération citée à l'article 1er ci-dessus est la réalisation de logements publics et, le cas échéant, des équipements d'accompagnement.

Art. 4. — La mise en œuvre de la procédure d'expropriation, objet du présent décret, est assurée par les walis des wilayas concernées conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Les crédits liés à cette opération sont rattachés à l'indicatif du wali de la wilaya concernée.

Art. 5. — Les crédits nécessaires aux indemnités à allouer au profit des intéressés pour les opérations d'expropriation des biens et droits réels immobiliers nécessaires à l'opération de réalisation de logements publics et des équipements d'accompagnement doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Chaâbane 1432 correspondant au 9 juillet 2011.

Ahmed OUYAHIA

CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Décret présidentiel n° 12-236 du 7 Rajab 1433 correspondant au 28 mai 2012 portant ratification de l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés en Algérie, signé à Alger, le 15 avril 2012.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,

Vu la Constitution, notamment son article 77-11° ;

Considérant l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés en Algérie, signé à Alger, le 15 avril 2012 ;

Décrète :

Article 1er. — Est ratifié l'accord entre le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et l'institut des Nations Unies pour la formation et la recherche pour la formation et l'accompagnement à l'entrepreneuriat des jeunes diplômés en Algérie, signé à Alger, le 15 avril 2012, annexé à l'original du présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rajab 1433 correspondant au 28 mai 2012.

Abdelaziz BOUTEFLIKA.

DECRETS

Décret exécutif n° 12-235 du 3 Rajab 1433 correspondant au 24 mai 2012 fixant la liste des espèces animales non domestiques protégées.

Le Premier ministre,

Sur le rapport conjoint du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et du ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu la Constitution, notamment ses articles 85-3° et 125 (alinéa 2) ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Vu la loi n° 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de la médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale ;

Vu la loi n° 01-11 du 11 Rabie Ethani 1422 correspondant au 3 juillet 2001 relative à la pêche et à l'aquaculture ;

Vu la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu l'ordonnance n° 06-05 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006 relative à la protection et à la préservation de certaines espèces animales menacées de disparition ;

Vu le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction signée à Washington le 3 mars 1973 ;

Vu le décret présidentiel n° 05-108 du 20 Safar 1426 correspondant au 31 mars 2005 portant ratification de la convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, faite à Bonn le 23 juin 1979 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-140 du 16 Rabie El Aouel 1427 correspondant au 15 avril 2006 portant ratification de l'accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique - Eurasie, fait à la Haye le 15 août 1996 ;

Vu le décret présidentiel n° 06-405 du 22 Chaoual 1427 correspondant au 14 novembre 2006 portant ratification du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, signé à Barcelone le 10 juin 1995 ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Après approbation du Président de la République ;

Décrète :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 41 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, et sans préjudice des dispositions législatives relatives aux espèces animales menacées de disparition et aux espèces protégées en vertu d'autres législations et des conventions internationales dûment ratifiées, le présent décret a pour objet de fixer la liste des espèces animales non domestiques protégées, la nature et la durée des interdictions qui leur sont applicables ainsi que les parties du territoire et les périodes de l'année auxquelles elles s'appliquent.

Art. 2. — Il est institué une commission interministérielle chargée de fixer la liste des espèces animales non domestiques protégées, conformément aux dispositions de l'article 41 de la loi n° 03-10 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003, susvisée, et de définir les conditions de reconstitution de leur population, de leur habitat et les exigences de protection pendant les périodes ou circonstances où elles sont particulièrement vulnérables.

Les modalités et les conditions de fonctionnement de cette commission et de validation de ses travaux sont fixées par arrêté interministériel du ministre chargé de l'environnement et du ministre chargé des forêts.

Art. 3. — Pour permettre la protection des espèces animales concernées avant l'établissement de la liste définitive et sans préjudice des dispositions législatives relatives aux espèces animales menacées de disparition et aux espèces protégées en vertu d'autres législations et/ou réglementations ainsi que des conventions internationales dûment ratifiées, il est établi une liste provisoire des espèces animales non domestiques protégées annexée au présent décret.

Art. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rajab 1433 correspondant au 24 mai 2012.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Liste provisoire des espèces animales non domestiques protégées

1- MAMMIFERES

1.1. Carnivores

Nom latin	Nom commun
<i>Caracal caracal</i>	Caracal
<i>Felis libyca</i>	Chat sauvage
<i>Genetta genetta</i>	Genette
<i>Herpestes ichneumon</i>	Mangouste
<i>Ictonyx libyca</i>	Zorille de Libye
<i>Leptailurus serval</i>	Serval
<i>Lutra lutra</i>	Loutre
<i>Lycaon pictus</i>	Lycaon
<i>Mellivora capensis</i>	Rattel
<i>Monachus monachus</i>	Phoque moine de Méditerranée
<i>Mustela nivalis</i>	Belette
<i>Panthera pardus</i>	Panthère
<i>Vulpes rueppelli</i>	Renard famélique

1.2. Chiroptères

<i>Asellia tridens</i>	Trident
<i>Eptesicus serotinus</i>	Sérotine commune
<i>Hipposideros caffer</i>	Rinolophe de Cafrerie
<i>Hypsugo savii</i>	Vespère de Savi
<i>Miniopterus schreibersii</i>	Minioptère de Schreibers
<i>Myotis capaccinii</i>	Murin de Capaccini
<i>Myotis emarginatus</i>	Murin à oreille échancrée
<i>Myotis nattereri</i>	Murin de Natterer
<i>Myotis punicus</i>	Murin du Maghreb
<i>Nyctalus leisleri</i>	Noctule de Leisler
<i>Nyctalus noctula</i>	Noctule commune
<i>Otonycteris hemprichii</i>	Oreillard d'Hemprich
<i>Pipistrellus deserti</i>	Pipistrelle du désert
<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Pipistrelle de Kuhl
<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune
<i>Pipistrellus rueppellii</i>	Pipistrelle de Rüppell
<i>Pletocus kolombatovici</i>	Oreillard des Balkans
<i>Plecotus teneriffae gaisleri</i>	Oreillard de Gaisler
<i>Rhinolophus blasii</i>	Rhinolophe de Blasius
<i>Rhinolophus clivosus</i>	Rhinolophe de Cretzschmar
<i>Rhinolophus euryale</i>	Rhinolophe euryale
<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand rhinolophe
<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe
<i>Rhinolophus mehelyi</i>	Rhinolophe de Mehely
<i>Rhinopoma hardwickii</i>	Petit rhinopome
<i>Rhinopoma microphyllum</i>	Grand Rhinopome
<i>Tadarida aegyptiaca</i>	Molosse d'Egypte

<i>Tadarida teniotis</i>	Molosse de Cestoni
<i>Taphozous nudiventris</i>	Taphien à ventre nu

1.3. Hyracoides

<i>Procavia capensis</i>	Daman des rochers
--------------------------	-------------------

1.4. Insectivores

<i>Atelerix algirus</i>	Hérisson d'Algérie
<i>Paraechinus aethiopicus</i>	Hérisson du Désert

1.5. Macroscélide

<i>Elephantulus rozeti</i>	Macroscélide de Rozeti
----------------------------	------------------------

1.6. Primate

<i>Macaca sylvanus</i>	Singe magot
------------------------	-------------

1.7. Rongeurs

<i>Atlantoxerus getulus</i>	Ecureuil de Berbérie
<i>Eliomys melanurus</i>	Lérot à queue noire
<i>Hystrix cristata</i>	Porc-épic
<i>Ctenodactylus gundi</i>	Goundi de l'Atlas
<i>Ctenodactylus vali</i>	Goundi du Sahara
<i>Massoutiera Mzabi</i>	Goundi du M'zab

2. Oiseaux

<i>Accipiter gentilis</i>	Autour des palombes
<i>Accipiter nisus</i>	Epervier d'Europe
<i>Acrocephalus melanopogon</i>	Lusciniole à moustaches
<i>Aegypius monachus</i>	Vautour moine
<i>Alca torda</i>	Petit pingouin
<i>Alcedo atthis</i>	Martin pêcheur
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée
<i>Apus affinis</i>	Martinet des maisons
<i>Aquila chrysaetos</i>	Aigle royal
<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin
<i>Aquila rapax</i>	Aigle ravisseur
<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpre
<i>Ardeola ralloides</i>	Héron crabier
<i>Asio flammeus</i>	Hibou des marais
<i>Asio otus</i>	Hibou moyen duc
<i>Athena noctua</i>	Chevêche d'Athéna
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule Nyroca
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé
<i>Bubo ascalaphus</i>	Hibou grand duc du désert
<i>Bubo bubo</i>	Hibou grand duc d'Europe
<i>Burhinus oedipnemus</i>	Edicnème criard
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable
<i>Buteo rufinus</i>	Buse féroce
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant

<i>Caprimulgus aegyptius</i>	Engoulevent du désert
<i>Caprimulgus europaeus</i>	Engoulevent d'Europe
<i>Caprimulgus ruficollis</i>	Engoulevent à collier roux
<i>Charadrius hiaticula</i>	Grand Gravelot
<i>Chersophilus duponti</i>	Sirli de Dupont
<i>Chlidonias hybrida</i>	Guifette moustac
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche
<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire
<i>Cinclus cinclus</i>	Cincle plongeur
<i>Circaetus gallicus</i>	Circaète Jean Leblanc
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin
<i>Circus macrourus</i>	Busard pâle
<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré
<i>Clamator glandarius</i>	Coucou geai
<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	Gros bec casse noyaux
<i>Columba oenas</i>	Pigeon colombin
<i>Coracia garrulus</i>	Rollier d'Europe
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours
<i>Crex crex</i>	Râle des genêts
<i>Cuculus canorus</i>	Coucou gris
<i>Dendrocopos minor ledouci</i>	Pic épeichette
<i>Dendrocopos major numidus</i>	Pic épeiche
<i>Egretta alba</i>	Grande aigrette
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette
<i>Elanus caeruleus</i>	Elanion blanc
<i>Emberiza hortulana</i>	Bruant ortlan
<i>Falco biarmicus</i>	Faucon lanier
<i>Falco columbarius</i>	Faucon émerillon
<i>Falco eleonora</i>	Faucon d'Eléonore
<i>Falco pelegrinoides</i>	Faucon de Barbarie
<i>Falco subbuteo</i>	Faucon hobereau
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle
<i>Falco vespertinus</i>	Faucon kobez
<i>Fratercula arctica</i>	Macareux moine
<i>Fulica cristata</i>	Foulque caronculée
<i>Garrulus glandarius</i>	Geai des chênes
<i>Gallinago media</i>	Bécassine double
<i>Gelochelidon nilotica</i>	Sterne Hansel
<i>Glareola pratincola</i>	Glaréole à collier
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée
<i>Gypaetus barbatus</i>	Gypaète barbu
<i>Gyps fulvus</i>	Vautour fauve
<i>Haliaeetus albicilla</i>	Pygargue à queue blanche
<i>Hieraaetus pennatus</i>	Aigle botté
<i>Hieraaetus fasciatus</i>	Aigle de Bonelli
<i>Himantopus himantopus</i>	Echasse blanche

<i>Hirundo daurica</i>	Hirondelle rousseline
<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain
<i>Jynx torquilla</i>	Torcol fourmillier
<i>Loxia curvirostra</i>	Bec croisé des sapins
<i>Larus audouinii</i>	Goéland d'Audoin
<i>Locustella luscinioides</i>	Locustelle lusciniide
<i>Marmaronetta angustirostris</i>	Sarcelle marbrée
<i>Merops apiaster</i>	Guêpier d'Europe
<i>Merops persicus</i>	Guêpier de perse
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal
<i>Monticola saxatilis</i>	Monticole de roche
<i>Morus bassanus</i>	Fou de bassan
<i>Neophron percnopterus</i>	Percnoptère d'Egypte
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré
<i>Numenius tenuirostris</i>	Courlis à bec grêle
<i>Nycticorax nycticorax</i>	Héron bihoreau
<i>Oriolus oriolus</i>	Loriot d'Europe
<i>Otus scops</i>	Hibou petit duc
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore
<i>Pica pica</i>	Pie bavarde
<i>Picus viridis levaillanti</i>	Pic vert de levaillant
<i>Phalacrocorax aristotelis</i>	Cormoran huppé
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand cormoran
<i>Phoenicopiterus ruber roseus</i>	Flamant rose
<i>Phoenicurus ochruros</i>	Rouge-queue noir
<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	Rouge-queue à front blanc
<i>Phoenicurus moussieri</i>	Rouge-queue de Moussier
<i>Platalea leucorodia</i>	Spatule blanche
<i>Plegadis falcinellus</i>	Ibis faicinelle
<i>Porphyrio porphyrio</i>	Talève sultane
<i>Porzana porzana</i>	Marouette ponctuée
<i>Prunella collaris</i>	Accenteur alpin
<i>Pterocles lichtensteinii</i>	Ganga de Lichtenstein
<i>Pyrrhocorax pyrrhocorax</i>	Crave à bec rouge
<i>Rallus aquaticus</i>	Râle d'eau
<i>Recurvirostra avosetta</i>	Avocette élégante
<i>Regulus ignicapillus</i>	Roitelet à triple bandeau
<i>Rhodopechys sanguinea</i>	Bouvreuil à ailes roses
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini
<i>Sitta ledanti</i>	Sittelle Kabyle
<i>Sterna albifrons</i>	Sterne naine
<i>Sterna nilotica</i>	Sterne Hansel
<i>Strix aluco</i>	Chouette hulotte
<i>Struthion camelus camelus</i>	Autruche à cou rouge

<i>Sturnus unicolor</i>	Etourneau unicolore
<i>Tadorna ferruginea</i>	Tadorne casarca
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon
<i>Torgos tracheliotus</i>	Vautour oricou
<i>Tringa ochropus</i>	Chevalier culblanc
<i>Turnix sylvatica</i>	Turnix d'andalousie
<i>Tyto alba</i>	Effraie des clochers
<i>Upupa epops</i>	Huppe fasciée

3 - Amphibiens

<i>Alytes maurus</i>	Crapaud alyte afrain
<i>Hoplobatrachus occipitalis</i>	Grenouille tigrée africaine
<i>Pleurodelus nebulosus</i>	Pleurodèle d'Algérie
<i>Pleurodelus poireti</i>	Pleurodèle de Poiret
<i>Pseudepidalea brongersmai</i>	Crapaud de brongersma
<i>Salamandra algira</i>	Salamandre algérienne

4 - Reptiles

<i>Acanthodactylus bedriagai</i>	Acanthodactyle de Bedriaga
<i>Acanthodactylus Blanci</i>	Acanthodactyle de Blanc
<i>Acanthodactylus dumerili</i>	Acanthodactyle de Duméril
<i>Acanthodactylus pardalis</i>	Acanthodactyle panthère
<i>Acanthodactylus savignyi</i>	Acanthodactyle de Savigny
<i>Acanthodactylus spinicauda</i>	Acanthodactyle à queue épineuse
<i>Acanthodactylus taghitensis</i>	Acanthodactyle de Taghit
<i>Agama impalearis</i>	Agame de Bibron
<i>Caretta caretta</i>	Tortue Caouanne
<i>Chalcides mauritanicus</i>	Seps de Maurétanie
<i>Chalcides minutus</i>	Petit seps tridactyle
<i>Chalcides ocellatus</i>	Seps ocellé
<i>Chalcides parallelus</i>	Seps de Doumergue
<i>Chamaeleo chamaelon</i>	Caméléon commun
<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte
<i>Clemmys leprosa</i>	Tortue clemmyde
<i>Coronella girondica</i>	Coronelle girondine
<i>Dermochelys coriacea</i>	Tortue Luth
<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe
<i>Eryx jaculus</i>	Boa javelot
<i>Eumeces algeriensis</i>	Eumécès d'Algérie
<i>Hyalosaurus koellikeri</i>	Orvet du Maroc
<i>Macropotodon abubakeri</i>	Couleuvre à capuchon d'Abubaker
<i>Macropotodon mauritanicus</i>	Couleuvre à capuchon algérienne
<i>Mesalina pasteuri</i>	Erémias de Pasteur
<i>Myriopholis algeriensis</i>	Leptotyphlops d'Algérie

<i>Natrix natrix</i>	Couleuvre à collier
<i>Naja haje</i>	Cobra d'Afrique du Nord
<i>Ophisops elegans</i>	Lézard à œil de serpent
<i>Psammodromus algirus</i>	Psammodrome d'Algérie
<i>Psammodromus blanci</i>	Psammodrome de Blanc
<i>Scelarcis perspicillata</i>	Lézard à lunettes
<i>Scincopus fasciatus</i>	Scinaue fascié
<i>Scincus scincus</i>	Poisson de sable
<i>Tarentola deserti</i>	Tarente du désert
<i>Timon pater</i>	Lézard ocellé d'Algérie
<i>Timon tangitanus</i>	Lézard ocellé de Tanger
<i>Trapelus mutabilis</i>	Agame changeant
<i>Trapelus tournevillei</i>	Agame de Tourneville
<i>Tropiocolotes algericus</i>	Triopiocolotes d'Algérie
<i>Tropiocolotes steudneri</i>	Triopiocolotes de Steudner
<i>tropiocolotes tripolitanus</i>	Tropiocolotes de Tripoli-taine
<i>Uromastix alfredschmidti</i>	Fouette queue du Tassili
<i>Uromastix geyri</i>	Fouette queue de Geyr
<i>Uromastix dispar</i>	Fouette queue du Mali
<i>Vipera latastei</i>	Vipère de Lataste

5 - Arthropodes**I - Insectes****a - Coléoptères****1 - Carabidae**

<i>Anthia sexmaculata</i>	Bombardier du désert
<i>Asaphidion rassii</i>	Asaphidion
<i>Brosicus politus</i>	Brosce
<i>Calosoma inquisitor</i>	Calosome inquisiteur
<i>Calosoma sycophanta</i>	Calosome sycophante
<i>Carabus morbilassus</i>	Jardinier auxiliaire
<i>Drypta dentata</i>	Drypte denté
<i>Eurycarabus famini maillei</i>	Carabe de Famin
<i>Graphipterus serrator</i>	Carabe du désert
<i>Laemostenus algerinus</i>	Laemostène d'Algérie
<i>Laemostenus deneveui</i>	Carabe de Deneveu
<i>Licinus punctiferus</i>	Licene
<i>Nebria rufilineatus</i>	Nebrie de Quensel
<i>Percus bilineatus</i>	Percus de Bonelli
<i>Reicheia lucifuga</i>	Reicheia lumineux
<i>Sphodrus leucophthalmus</i>	Sphodre
<i>Tachyta nana</i>	Tachyte nain

2 - Staphylinidae

<i>Alapsodus myops</i>	Alapsode
<i>Diochus standingeri</i>	Diochus de Krauss
<i>Doryxenus punicus</i>	Doryxène
<i>Lebtobium lucidum</i>	Lebtobium flamboyant
<i>Nazaris bernhaueri</i>	Nazaere
<i>Paragabrius fagniezi</i>	Paragabrius de Jarriuge
<i>Specdophilus calceatum</i>	Petit specdophile
<i>Xantholinus kocheri</i>	Xantholin

3 - Hudraenidae

<i>Ochtebius impressus</i>	Ochtebie
----------------------------	----------

4 - Silphidae

<i>Silpha granulata</i>	Silpha granulé
<i>Silpha sinuata</i>	Silphe

5 - Cicindelidae

<i>Cicindela campestris</i>	Cicindèle champêtre
-----------------------------	---------------------

6 - Scarabaeidae

<i>Aphodius luridus</i>	Bousier
<i>Grorimus baborensis</i>	Scarabée des Babors
<i>Hyballus constantin</i>	Hyballus de baraud
<i>Onthophagus taurus</i>	Grand scarabée bousier
<i>Scarabaeus laticollis</i>	Bousier commun

7 - Buprestidae

<i>Phaenopes marmottani</i>	Phaenope
-----------------------------	----------

8 - Anobiidae

<i>Ernobius cerdi</i>	Vrillette du cèdre
<i>Ernobius fructum</i>	Vrillette des fruits

9 - Melyridae

<i>Falsomelyris granulata</i>	Falsomelyre granulé
-------------------------------	---------------------

10 - Cryptophagidae

<i>Anathilopus theryi</i>	Anathilope
<i>Atomaria barbara</i>	Atomane
<i>Paramecosoma univestre</i>	Paramecosome

11 - Tenebrionidae

<i>Crypticus terriensis</i>	Crypte des terriers
<i>Nesotes nitidicollis</i>	Nesotes de lucas
<i>Probatiscus valdani</i>	Ténébrion

12 - Cerambycidae

<i>Acanthocinus henschi</i>	Acanthocine
<i>Parmena algerica</i>	Parmène d'Algérie

13 - Chrysomelidae

<i>Phyllotreta djurdjurenensis</i>	Chrysomèle du Djurdjura
<i>Phyllotreta fallaciosa</i>	Chysomèle trompeuse

14 - Curculionidae

<i>Lixus algeris</i>	Lixe d'Algérie
<i>Sibinia primata algerica</i>	Sibine d'Algérie

15 - Coccinellidae

<i>Adalia bipunctata</i>	Coccinelle à 2 points
<i>Chilocorus bipusralus</i>	Chilocore à 2 tâches
<i>Coccinella diodecimpunctata</i>	Coccinelle à 12 points
<i>Coccinella septempunctata</i>	Coccinelle à 7 points
<i>Hyperaspis repensis</i>	Hyperaspe rampante
<i>Propylaea quatuordecimpunctata</i>	Coccinelle à 14 points

16 - Cleridae

<i>Thanasimus formicarius</i>	Clairon des fourmis
<i>Trichodes apiarus</i>	Clairon des abeilles

17 - Zopheridae

<i>Colydium elongatum</i>	Colydium long
---------------------------	---------------

18 - Meloidae

<i>Mylabris colida</i>	Mylabre colidé
<i>Mylabris impressa</i>	Mylabre véloce
<i>Mylabris interrupta</i>	Mylabre
<i>Mylabris variabilis</i>	Mylabre variable

b - Hymenoptères**1. Meloidae**

<i>Apis mellifica</i>	Abeille domestique
<i>Apis mellifica sahariensis</i>	Abeille saharienne
<i>Bombus terrestris</i>	Bourdon terrestre
<i>Xylocopa violacea</i>	Abeille charpentière

2 - Lampyriadae

<i>Lampyris noctiluca</i>	Ver luisant
---------------------------	-------------

3 - Chacididae

<i>Brachymeria intermedia</i>	Brachymère
-------------------------------	------------

4 - Braconidae

<i>Apanteles porthetriae</i>	Apantèle
<i>Apanteles solitarius</i>	Apantèle solitaire
<i>Apanteles vitripennis</i>	Apantèle vitripenne
<i>Meteorus versicolor</i>	Météore versicolore

5 - Eulophidae

<i>Baryscapus servadei</i>	Guêpe de la processionnaire du pin
----------------------------	------------------------------------

6 - Ichneumonidae

<i>Erygorgus femorator</i>	Erygorge
<i>Pimpla instigator</i>	Ichneumon

7 - Encyrtidae

<i>Ooencyrtus pityocampae</i>	Oencyrte
<i>Ooencyrtus kuwanae</i>	Oencyrte du limantria dispar

8 - Cynipidae

<i>Diplolepis divisa</i>	Cynips
--------------------------	--------

9 - Formicidae

<i>Cataglyphis bicolor</i>	Cataglyphe à deux couleurs
----------------------------	----------------------------

10 - Chrysidae

<i>Chrysis rutilans</i>	Chrysis rutilant
-------------------------	------------------

11 - Mutillidae

<i>Barymutilla barbara</i>	Mutille de berbérie
<i>Mutilla partita</i>	Mutille

12 - Vespidae

<i>Polistes gallicus</i>	Guêpe française
<i>Vespula germanica</i>	Guêpe germanique

13 - Trichogrammatidae

<i>Trichogramma evanescens</i>	Tichogramme
--------------------------------	-------------

c - Diptères**1 - Tachinidae**

<i>Compsilura concinnata</i>	Compsilure
<i>Exorista larvarum</i>	Exoriste de larve
<i>Exorista segregata</i>	Exoriste
<i>Phryxe caudata</i>	phryxe
<i>Senometopia separata</i>	Senomètope

2 - Syrphidae

<i>Syrphus corollae</i>	Syrphe enguirlandé
<i>Xanthandrus comtus</i>	Syrphe

3 - Bombyliidae

<i>Villa brunnea</i>	Bombylide brun
----------------------	----------------

d - Lépidoptères**1. - Satyridae**

<i>Melanagria galathea</i>	Demi-deuil
<i>Pandoriana pandora</i>	Cardinal
<i>Satyrus semele</i>	Satyre

2 - Lycaenidae

<i>Polyommatus icarus</i>	Argus bleu
---------------------------	------------

3 - Pieridae

<i>Aporia crataegi</i>	Gazé
<i>Colias croceus</i>	Souci
<i>Euchloe pechi</i>	Pièride de la steppe
<i>Gonepteryx rhamni</i>	Citron

4 - Nymphalidae

<i>Argynnis paphia</i>	Nacré tabac d'Espagne
<i>Vanessa atalanta</i>	Vulcain
<i>Vanessa polychloros</i>	Vanessa grande tortue

5 - Papilionidae

<i>Iphiclides festhemalii</i>	Flambé
<i>Papilio machaon</i>	Machaon

6 - Tortricidae

<i>Ramapezia paracintana</i> (n.sp)	Ramapezia du Djurdjura
<i>Stenodes pseudoalternana</i> (n.sp)	Stenode

e - Névroptères

1. - Chrysopidae

<i>Chrysopa carnea</i>	Chrysope
<i>Chrysopa vulgaris</i>	Chrysope commun

f - Odonates

1. - Aeshnidae

<i>Aeshna affinis</i>	Aeshne affine
<i>Aeshna cyanea</i>	Aeshne bleue
<i>Aeshna isosceles</i>	Aeshne isocèle
<i>Anax imperator</i>	Anax empereur

2 - Ascalaphoidae

<i>Acisoma panorpoides</i>	Libellule ascaplaphe
----------------------------	----------------------

3 - Calopterygidae

<i>Calopteryx exul</i>	Calopteryx
<i>Calopteryx virgo meridionalis</i>	Calopteryx viègre

4 - Corduliidae

<i>Cordulie aenea</i>	Cordulie bronzée
-----------------------	------------------

5 - Coenagrionidae

<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure
<i>Pseudagrion hamoni</i>	Sprite de Hamon

6 - Gomphidae

<i>Gomphus lucasii</i>	Gomphe de lucas
<i>Lindenia tetraphylla</i>	Lindénie à quatre feuilles
<i>Onychogomphus costae</i>	Gomphe pâte

7 - Lestidae

<i>Lestes dryas</i>	Leste dryade
<i>Lestes numidicus</i>	Leste algérien

8 - Libellulidae

<i>Rhythermis semihyalina</i>	Libellule fantôme
<i>Sympetrum sanguineum</i>	Sympétrum sanguin
<i>Urothemis edwardsii</i>	Libellule d'Edward

g - Mantodes

1. - Mantidae

<i>Iris oratoria</i>	Iris
<i>Mantis religiosa</i>	Mante religieuse
<i>Rivetina fasciata</i>	Rivetine fascié
<i>Sphodromantis bioculata</i>	Mante à deux yeux

II - Myriapodes

1. - Schendylidae

<i>Scutigera coleoptrata</i>	Scutigère vélocité
<i>Nannophilus eximius</i>	Nannophile

2. - Scolopendridae

<i>Ethmostigmus trigonopodus</i>	Scolopendre
----------------------------------	-------------

III - Arachnides

1. - Dysderidae

<i>Dysdera hamifera</i>	Dysdère d'Algérie
-------------------------	-------------------

2. - Palpimanidae

<i>Palpimachus gibbulus</i>	Araignée tueuse
-----------------------------	-----------------

3. - Eresidae

<i>Eresus latifasciatus</i>	Araignée rayée
-----------------------------	----------------

4 - Linyphiidae

<i>Gnathonarium dentatum</i>	Gnathonare denté
<i>Mecopisthes paludicola</i>	Mecopisthe des marais
<i>Oedothorax tingitanus</i>	Linyphide de Berbérie
<i>Bathyphantes gracilis</i>	Linyphide gracile

5. - Lycosidae

<i>Hogna radiata</i>	Tarentule radiée
----------------------	------------------

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Miloudi, Kheloufi et Souidania dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des

dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Miloudi, Kheloufi et Souidania, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire de la commune de Zéralda et de Souidania, dans la wilaya d'Alger, et s'étendent sur une superficie de 33,5 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Zéralda	1	Miloudi	03	483,334	4059,185	4058,493	4058,493
Zéralda	2	Kheloufi	1,5	485,106	4060,615	4060,615	4060,485
Souidania	3	Souidania	29	491,308	4063,390	4063,390	4062,875
TOTAL.....			33,5				

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Kerrouche dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Kerrouche, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Réghaïa, dans la wilaya d'Alger, et s'étend sur une superficie de 38 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 560,281

X2 = 560,559

Y1 = 3815,575

Y2 = 3813,255

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Oued Béni Messous dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Oued Béni Messous, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Béni Messous, dans la wilaya d'Alger, et s'étend sur une superficie de 8 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 496,017

X2 = 496,334

Y1 = 4070,531

Y2 = 4070,182

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Kerrouche dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Kerrouche, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Réghaïa, dans la wilaya d'Alger, et s'étend sur une superficie de 38 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 560,281

X2 = 560,559

Y1 = 3815,575

Y2 = 3813,255

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Oued Béni Messous dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Oued Béni Messous, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Béni Messous, dans la wilaya d'Alger, et s'étend sur une superficie de 8 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 496,017

X2 = 496,334

Y1 = 4070,531

Y2 = 4070,182

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Kerrouche dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Kerrouche, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Réghaïa, dans la wilaya d'Alger, et s'étend sur une superficie de 38 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 560,281

X2 = 560,559

Y1 = 3815,575

Y2 = 3813,255

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Oued Béni Messous dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Oued Béni Messous, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Béni Messous, dans la wilaya d'Alger, et s'étend sur une superficie de 8 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 496,017

X2 = 496,334

Y1 = 4070,531

Y2 = 4070,182

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur de Meghnouche, Oued El Kerma et Baba Ali dans la wilaya d'Alger.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinés à la mise en valeur dénommés Meghnouche, Oued El Kerma et Baba Ali, dans la wilaya d'Alger.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire de la commune de Gué de Constantine et de Shaoula, dans la wilaya d'Alger, et s'étendent sur une superficie de 38 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Gué de Constantine	—	Meghnouche 1	11	505,199	505,700	4060,118	4060,365
	—	Meghnouche 2		505,806	506,216	4060,226	4059,917
Saoula	—	Oued Kerma 1	24	503,467	504,039	4058,689	4059,192
	—	Oued Kerma 2		503,887	504,895	4058,980	4059,624
	—	Oued Kerma 3		504,677	505,097	4059,730	4059,480
	—	Baba Ali	03	503,370	503,770	4058,087	4057,763
TOTAL.....			38				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1424 correspondant au 25 mars 2003.

Saïd BARKAT.

ETAT "B"

N°s DES CHAPITRES	L I B E L L E S	CREDITS OUVERTS EN DA
	MINISTERE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	
	SECTION I	
	SECTION UNIQUE	
	SOUS-SECTION I	
	SERVICES CENTRAUX	
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-02	Administration centrale — Matériel et mobilier.....	2.000.000
	Total de la 4ème partie.....	2.000.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Administration centrale — Entretien des immeubles.....	2.600.000
	Total de la 5ème partie.....	2.600.000
	Total du titre III.....	4.600.000
	Total de la sous-section I.....	4.600.000
	Total de la section I.....	4.600.000
	Total des crédit ouverts.....	4.600.000

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Blida.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Blida.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Blida, et s'étendent sur une superficie de 82 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Djebabra	1	Zerouala (1)	Zerouala	09	520,34	521,06	4049,22	4049,81
Djebabra	2	Zerouala (2)	Zerouala	30	521,80	523,34	4050,33	4051,55
Meftah	3	Ouled Tahar	Ouled Tahar	16	521,70	522,64	4051,98	4052,89
Guerrouaou	4	Dalmatie	Ghabet Ezzaouech	27	488,35	489,92	4038,20	4039,40
TOTAL				82				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tlemcen.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tlemcen.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tlemcen, et s'étendent sur une superficie de 1517 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Blida, et s'étendent sur une superficie de 82 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Djebabra	1	Zerouala (1)	Zerouala	09	520,34	521,06	4049,22	4049,81
Djebabra	2	Zerouala (2)	Zerouala	30	521,80	523,34	4050,33	4051,55
Meftah	3	Ouled Tahar	Ouled Tahar	16	521,70	522,64	4051,98	4052,89
Guerrouaou	4	Dalmatie	Ghabet Ezzaouech	27	488,35	489,92	4038,20	4039,40
TOTAL				82				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tlemcen.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tlemcen.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tlemcen, et s'étendent sur une superficie de 1517 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Maghnia	1	Tafna	Lagfaf	100	584,96	603,59	210,065	209,007
Hammam Boughara	2	Tafna	Bled Chahba	30	985,50	997,65	184,868	183,734
Sabra	3	Tebount	Djerda	15	114,574	1154,351	177,865	177,475
Bouhlou	4	Ouaroudjan	Bibane	15	104,746	105,799	177,296	176,162
Marset Ben M'Hidi	5	Marset Ben M'Hidi	Chaïb Rasso	50	603,59	584,96	210,065	209,007
Souani	6	Sidi Boudjenane	Lahouareg	50	774,49	781,44	198,149	194,353
Beni Ouarsous	7	Beni Ouarsous	Zaghou	32	110,045	111,426	213,593	212,074
Beni Ouarsous	8	Beni Ouarsous	Matouda	50	111,455	114,462	211,863	211,491
Bouhi	9	Khelil	Khelil	200	933,92	896,94	130,828	128,069
Aïn Tellout	10	Serie IFD Slissen	Bahloula	30	162,955	163,830	179,639	178,384
Aïn Tellout	11	Serie IFD Slissen	Haoud Remade	100	165,874	161,086	173,070	171,260
Aïn Tellout	12	Serie IFD Slissen	Zelzela El Tahirta	125	162,809	165,553	166,443	161,393
Ouled Mimoun	13	FD Zerdeb	Miez	20	156,999	157,904	182,267	180,924
Sidi Abdelli	14	FD Matora	Matora	10	149,817	150,430	196,426	195,871
Beni Smiel	15	FD Merbah	Sidi Aïssa El Farch	200	144,036	147,335	168,282	169,03
Remchi	16	Pierre de Chat	Ammouche Pierre De Chat Sidi Ali	300	124,067	128,651	216,833	212,133
Sebaa Chioukh	17	Mont de Sebaa Chioukh	Tidda Sidi Mellouk El Hfa	150	128,680	132,213	217,067	214,322
Aïn Ghoraba	18	FD Hafir	Aïn Djedi	15	121,314	121,872	170,347	169,977
Aïn Ghoraba	19	FD Hafir	Sidi Abdelli	15	121,254	121,847	169,952	169,387
Teny	20	FD Tassera M'Ramet	Aïn El Besbes	10	131,865	132,288	173,131	172,627
TOTAL				1517				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Jijel.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Jijel.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Jijel, et s'étendent sur une superficie de 1000 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNES			
					X1	X2	Y1	Y2
Texenna	1	Rekkada Metlatine	Missa Cheria Sendouh Tassouda	150	775,784	781,292	374,386	379,024
Djimla Béni Yadjis	2	Oued Rha	Zaouia El Merbaa Taberkout	120	777,233	784,915	367,574	371,342
Tahar Oudjana	3	Oued Boukriaa	Boukriaa	50	785,930	788,974	382,503	385,401
Chahna	4	Boukhrouf	Boukhrouf	50	791,438	794,916	373,516	376,995
El-Milia O. Yahia	5	Bessam	Bessam	250	815,353	820,136	379,024	383,952
El Milia	6	M'Chatt	Ahchichene Boudounes Boulahdjar	100	817,382	822,600	392,213	395,402
El Milia	7	El Atika	Zerzour	280	823,179	827,817	384,532	388,155
TOTAL				1000				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Jijel.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Jijel.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Jijel, et s'étendent sur une superficie de 1000 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNES			
					X1	X2	Y1	Y2
Texenna	1	Rekkada Metlatine	Missa Cheria Sendouh Tassouda	150	775,784	781,292	374,386	379,024
Djimla Béni Yadjis	2	Oued Rha	Zaouia El Merbaa Taberkout	120	777,233	784,915	367,574	371,342
Tahar Oudjana	3	Oued Boukriaa	Boukriaa	50	785,930	788,974	382,503	385,401
Chahna	4	Boukhrouf	Boukhrouf	50	791,438	794,916	373,516	376,995
El-Milia O. Yahia	5	Bessam	Bessam	250	815,353	820,136	379,024	383,952
El Milia	6	M'Chatt	Ahchichene Boudounes Boulahdjar	100	817,382	822,600	392,213	395,402
El Milia	7	El Atika	Zerzour	280	823,179	827,817	384,532	388,155
TOTAL				1000				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Skikda.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Skikda.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Skikda, et s'étendent sur une superficie de 1228,22 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Béni Oulbène	1	Bassin versant Guenitra	Oum Labranas	150	850,062	851,952	380,841	378,285
Tamalous	2	Bassin versant Guenitra	Oued Guebli 21ème km	50	847,728	849,562	407,629	404,850
Kerkara	3	Bassin versant Guenitra	Garmajana	50	846,728	849,117	420,523	418,411
Oum Toub	4	Bassin versant Guenitra	Tahar Arous	100	846,503	849,193	390,400	386,732
Aïn Kechra	5	Bassin versant Guenitra 1	Oued Zeggar	50	835,279	836,857	399,848	397,403
		Bassin versant Guenitra 2			834,945	837,057	396,458	394,013
		Bassin versant Guenitra 3			834,445	836,910	393,346	390,900
Ouldja Boulbalout	6	Bassin versant Guenitra	Oued Asfora	50	825,331	827,387	405,017	402,572
Bin El Ouidène	7	Bassin versant Guenitra	Tahouna	73,97	839,447	841,225	401,182	395,624
Zerdezas	8	Bassin versant Zerdezas	Ouled Hamza	50	878,402	880,073	362,940	359,944

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Skikda.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Skikda.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Skikda, et s'étendent sur une superficie de 1228,22 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Béni Oulbène	1	Bassin versant Guenitra	Oum Labranas	150	850,062	851,952	380,841	378,285
Tamalous	2	Bassin versant Guenitra	Oued Guebli 21ème km	50	847,728	849,562	407,629	404,850
Kerkara	3	Bassin versant Guenitra	Garmajana	50	846,728	849,117	420,523	418,411
Oum Toub	4	Bassin versant Guenitra	Tahar Arous	100	846,503	849,193	390,400	386,732
Aïn Kechra	5	Bassin versant Guenitra 1	Oued Zeggar	50	835,279	836,857	399,848	397,403
		Bassin versant Guenitra 2			834,945	837,057	396,458	394,013
		Bassin versant Guenitra 3			834,445	836,910	393,346	390,900
Ouldja Boulbalout	6	Bassin versant Guenitra	Oued Asfora	50	825,331	827,387	405,017	402,572
Bin El Ouidène	7	Bassin versant Guenitra	Tahouna	73,97	839,447	841,225	401,182	395,624
Zerdezas	8	Bassin versant Zerdezas	Ouled Hamza	50	878,402	880,073	362,940	359,944

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Bekkouche Lakhdar	9	Bassin versant Zit Emba	Settah	300	914,197	910,474	380,619	377,220
Djendel Saâdi	10	Bassin versant Zit Emba	Lakhyadra	100	894,845	896,913	397,903	395,513
Aïn Charchar	11	Bassin versant Zit Emba	Zaitria	44,25	903,605	904,805	389,845	387,121
El Hadaïek	12	El Hadaïek	M'Rah Lebghal	50	869,792	871,126	399,570	398,181
Beni Zid	13	Bassin versant Béni Zid	Baaker	100	838,780	840,503	416,077	413,020
			El Kef El Ghirene	20	835,223	837,446	413,687	411,189
Zitouna	14	Bassin versant Beni Ziad	Khnak Laarbna	20	836,001	838,058	423,024	421,245
Oued Z'Hor	15	Bassin versant Beni Zid	Lamrahou	20	822,830	824,664	416,855	413,631
TOTAL				1228,22				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Defla.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Defla.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Aïn Defla et s'étendent sur une superficie de 876 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Bekkouche Lakhdar	9	Bassin versant Zit Emba	Settah	300	914,197	910,474	380,619	377,220
Djendel Saâdi	10	Bassin versant Zit Emba	Lakhyadra	100	894,845	896,913	397,903	395,513
Aïn Charchar	11	Bassin versant Zit Emba	Zaitria	44,25	903,605	904,805	389,845	387,121
El Hadaïek	12	El Hadaïek	M'Rah Lebghal	50	869,792	871,126	399,570	398,181
Beni Zid	13	Bassin versant Béni Zid	Baaker	100	838,780	840,503	416,077	413,020
			El Kef El Ghirene	20	835,223	837,446	413,687	411,189
Zitouna	14	Bassin versant Beni Ziad	Khnak Laarbna	20	836,001	838,058	423,024	421,245
Oued Z'Hor	15	Bassin versant Beni Zid	Lamrahou	20	822,830	824,664	416,855	413,631
TOTAL				1228,22				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Defla.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Defla.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Aïn Defla et s'étendent sur une superficie de 876 hectares.

Ces périmètres de mises en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-dessus.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Sidi Lakhdar	1	Sidi Lakhdar	Bled Sidi Aïssa	186	420,3	424,3	4014,2	4018,0
Khemis Miliana	2	Oued Rehane	Oued Rehane	90	424,3	426,7	4010,0	4016,6
Aïn Defla	3	Doui	Guembou Kerrata	600	397,4	410,5	4010,8	4016,3
TOTAL				876				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur d'El Eulma dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé El Eulma, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune d'El Eulma, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 8200 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 350,50

X2 = 366,57

Y1 = 4054,72

Y2 = 4067,70

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Sidi Lakhdar	1	Sidi Lakhdar	Bled Sidi Aïssa	186	420,3	424,3	4014,2	4018,0
Khemis Miliana	2	Oued Rehane	Oued Rehane	90	424,3	426,7	4010,0	4016,6
Aïn Defla	3	Doui	Guembou Kerrata	600	397,4	410,5	4010,8	4016,3
TOTAL				876				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 11 Safar 1424 correspondant au 13 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur d'El Eulma dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé El Eulma, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune d'El Eulma, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 8200 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 350,50

X2 = 366,57

Y1 = 4054,72

Y2 = 4067,70

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Aïn Berda dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Aïn Berda, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Aïn Berda, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 4700 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 364,2

X2 = 379,2

Y1 = 4064,2

Y2 = 4053,9

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Berrehal dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Berrehal, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Berrehal, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 2000 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 354,5

X2 = 363,25

Y1 = 4077,10

Y2 = 4081

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Aïn Berda dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Aïn Berda, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Aïn Berda, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 4700 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 364,2

X2 = 379,2

Y1 = 4064,2

Y2 = 4053,9

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Berrehal dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Berrehal, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Berrehal, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 2000 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 354,5

X2 = 363,25

Y1 = 4077,10

Y2 = 4081

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Oued El Aneb dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Oued El Aneb, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Oued El Aneb, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 97,2 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 366,90
X2 = 369,35
Y1 = 4078,33
Y2 = 4079,45

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Treat dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Treat, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Treat, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 268,7 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 354,5
X2 = 357,5
Y1 = 4085
Y2 = 4087,45

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Oued El Aneb dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Oued El Aneb, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Oued El Aneb, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 97,2 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 366,90
X2 = 369,35
Y1 = 4078,33
Y2 = 4079,45

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Treat dans la wilaya de Annaba.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommé Treat, dans la wilaya de Annaba.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, est localisé sur le territoire de la commune de Treat, dans la wilaya de Annaba, et s'étend sur une superficie de 268,7 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 354,5
X2 = 357,5
Y1 = 4085
Y2 = 4087,45

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 3 Rabie Ethani 1425 correspondant au 23 mai 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Chlef.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Chlef.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Chlef, et s'étendent sur une superficie de 10.781 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Chlef	1	Chlef	1.1. Montagnes rouges	613	373,013	379,961	322,264	318,581
			1.2. Sidi Baghdad	183	374,750	376,834	317,678	314,760
Medjadja	2	Medjadja	Bouhadjlak	115	377,043	379,891	330,183	326,571
Ouled Farès Chlef	3	Ouled Farès	Bouhlma	512	372,666	375,514	329,211	324,765
Béni Rached	4	Béni Rached	Beni Rached	1071	388,923	396,287	330,461	325,578
Herenfa	5	Ouled Abdellah	Ouled Abdellah	1625	347,169	352,658	334,560	330,461
Taougrite	6	Ransou	Ransou	326	339,526	342,654	333,866	331,156
Taougrite	7	Kaf Abderrahman	Kaf Abderrahman	186	336,470	339,458	336,922	334,412
Dahra	8	Boumimoune	Boumimoune - Oued Attia	1827	330,079	336,331	338,590	331,642
Dahra	9	Dahra	Dahra	2704	327,216	322,385	337,536	327,167
Marsa	10	Marsa	Sidi Messieur	418	337,818	341,300	344,633	352,659
Moussadek	11	Baache	Baache	1201	345,849	351,755	340,882	337,409
TOTAL				10.781				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie Ethani 1425 correspondant au 23 mai 2004.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 3 Rabie Ethani 1425 correspondant au 23 mai 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Mascara.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Mascara.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Mascara, et s'étendent sur une superficie de 62,82 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Zahana	1	Djenane Mesquine	4	226,601	222,286	247,191	244,351
Chorfa	2	Anatra	2	242,286	235,278	239,357	238,348
	3	Haoudh El Kouabi	7	241,964	244,288	238,671	234,023
	4	Djellaba	2	246,418	148,548	243,383	240,414
El Menaouer	5	Temaznia	4	294,621	291,154	247,118	251,225
Makdha	6	Djebel Tematmat	4,57	278,306	281,017	216,013	212,399
	7	Djebel Bourdim	6,25	280,952	283,534	217,885	213,625
Aouf	8	Sidi Reffas	4	284,157	281,115	210,610	206,976
	9	Djebel Zerakine	3	282,178	284,180	213,690	211,237
Nesmoth	10	Graat El Bordji	3	287,047	289,329	221,242	218,337
	11	Aïn Sidi Dahou	6	289,408	291,926	224,082	219,757
Zelamta	12	Khenafou	3	292,700	295,282	220,532	217,175
	13	Guergour	2,50	299,091	296,702	226,627	219,585
	14	Bled Aïoun	11,50	299,825	304,236	224,605	221,258
TOTAL			62,82				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie Ethani 1425 correspondant au 23 mai 2004.

Saïd BARKAT.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté interministériel du 20 Chaâbane 1422 correspondant au 6 novembre 2001 fixant la composition et le fonctionnement de la commission de wilaya chargée d'examiner les demandes d'autorisation d'usage sur les terres du domaine forestier national.

Le ministre des finances,

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret présidentiel n° 01-139 du 8 Rabie El Aouel 1422 correspondant au 31 mai 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-454 du 23 novembre 1991, modifié, fixant les conditions et modalités d'administration et de gestion des biens du domaine privé et du domaine public de l'Etat ;

Vu le décret exécutif n° 95-333 du Aouel Joumada Ethania 1416 correspondant au 25 octobre 1995, modifié et complété, portant création de la Conservation des forêts de wilaya et fixant son organisation et son fonctionnement ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 5.

Arrêtent :

Article. 1er. — En application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition et le fonctionnement de la commission de wilaya chargée d'examiner les demandes d'autorisation d'usage sur les terres du domaine forestier national.

Art. 2. — La commission d'examen de wilaya est composé :

- du conservateur des forêts de wilaya : président
- du directeur des services agricoles de wilaya ou son représentant : membre
- du directeur des domaines de wilaya ou son représentant : membre
- du chef de circonscription territorialement compétent : membre

Les représentants, le cas échéant, doivent être nommément désignés par le directeur concerné et avoir le rang de chef de service au moins.

Le secrétariat de la commission d'examen de wilaya est assuré par les services de la conservation des forêts de wilaya.

Art. 3. — La commission d'examen de wilaya se réunit au moins deux (2) fois par mois sur convocation de son président et ne délibère valablement qu'en présence de l'ensemble des ses membres.

Art. 4. — Les dossiers soumis à la commission d'examen de wilaya doivent comprendre, outre les documents prévus à l'article 5 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 susvisé, le dossier technico-économique pour les activités d'élevage comme précisé dans l'annexe 3 de ce même décret.

Art. 5. — Avant de se prononcer sur les dossiers soumis à son examen, la commission d'examen de wilaya s'assurera de la conformité des pièces exigées aux modèles fixés par les annexes du décret exécutif 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 susvisé.

Art. 6. — A la fin de chaque séance de la commission d'examen de wilaya, son président prend les dispositions nécessaires à l'effet de notifier l'autorisation d'usage ou le refus motivé dans un délai n'excédant pas un (1) mois.

Les conclusions de la commission d'examen de wilaya sont consignées dans un registre paraphé et signé.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 20 Chaâbane 1422 correspondant au 6 novembre 2001.

P/Le ministre des finances P/Le ministre de l'agriculture

Le secrétaire général

Le secrétaire général

Abdelkrim LAKEHAL.

Rachid BENAÏSSA.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Arrêté interministériel du 21 Joumada El Oula 1427
correspondant au 17 juin 2006 portant
nomination des officiers titulaires du corps
spécifique de l'administration des forêts en
qualité d'officiers de police judiciaire.**

Le ministre de la justice, garde des sceaux,

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale, notamment ses articles 21 à 24 ;

Vu la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts notamment ses articles 62 bis et 66 ;

Vu la loi n° 01-14 du 29 Joumada El Oula 1422 correspondant au 19 août 2001, modifiée et complétée, relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière, notamment son article 131 ;

Vu la loi n° 04-07 du 27 Joumada Ethania 1425 correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse ;

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 91-255 du 27 juillet 1991 portant statut particulier applicable aux travailleurs appartenant aux corps spécifiques de l'administration des forêts ;

Vu le décret exécutif n° 04-332 du 10 Ramadhan 1425 correspondant au 24 octobre 2004 fixant les attributions du ministre de la justice, garde des sceaux ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 62 bis et 66 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, susvisée, sont nommés en qualité d'officiers de police judiciaire les officiers titulaires du corps spécifique de l'administration des forêts dont les noms sont annexés au présent arrêté.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 21 Joumada El Oula 1427 correspondant au 17 juin 2006.

Le ministre
de la justice,
garde des sceaux

Tayeb BELAIZ

Le ministre
de l'agriculture
et du développement rural

Saïd BARKAT

ANNEXE

**LISTE NOMINATIVE DES OFFICIERS TITULAIRES DU CORPS SPECIFIQUE
DE L'ADMINISTRATION DES FORETS NOMMES EN QUALITE D'OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE**

Kemamine Abdelkader	Sadat Ghania	Ziza Djemai
Benalia Mustapha	Ould Mohamed Farid	Hamidi Messaoud
Bedriat Redha	Ouad Feul Mhamed	Houari Ahmed
Lachachi Mohamed	Boukerche Mohamed	Zair Mohamed
Bensouiah Omar	Belaïd Mohamed	Laradji Mohamed
Bentaher Khaled	Dahmouche Ahmed	Makhchouche Bachir
Behloul Toufik	Hamid Rezki	Reguig Mohamed
Aggoun Abdelkrim	Igueni Idir	Attoum Mohamed
Belkhiri Hayet	Sayah Rachid	Benziane Tahar
Saadi Nacer	Si Ali Essaïd	Djoughi Ali
Tenkhi Smaïl	Korichi Kamel	Hamzaoui Ahmed
Assoul El-Khier	Moustiri Bachir	Bouaza Bachir
Messaoudi Mohamed	Ouazir Rabah	Boulfered Abdelkader
Chaïb Terzi	Boutoub Sidi-Mohamed	Skendraoui Mohamed
Loudini Brahim	Achoub Noureddine	Guedri Mohamed Ou Ramdane
Bouchakour Brahim	Ababsa Hamou	Hendel Rachid

ANNEXE (suite)

Merad Mohamed Amokrane	Ayachi Abdelhamid	Gaceb Boualem
Chikhaoui Abderrahmane	Dria Ali	Baaziz Sid-Ahmed
Achour Khadra	Lakhrif Mohamed	Hammadouche Brahim
Achir Abdelkrim	Ameur Moussa	Djouadi Mohamed Salah
Dellal Tahar	Chatta Hocine	Djardini Lahouari
Nakak Brahim	Lattoui Attia	Sebti Zine
Gueriniaï Ali	Ladgham-Chicouche Abdelatif	Bouchetila Zoubir
Okazi Djedid	Ounes Boubekeur	Yettou Abdelkader
Rabhi Mohamed	Rabia Abderrahmane	Mouzaoui Abdelmoumène
Benabdelouahab Mustapha	Adda Bendia	Boubetra Redouane
Badache Atmane	Moumnine Abdelkader	Maachi Saïd
Ariche Mokhtar	Khanfar Bachir	Hamroune Abdelhamid
Rahal Lazhar	Remil Bachir	Boukara Ratiba
Guessas Djamel	Zebiri Djamel	Benhadoud Amar
Naamane Ali	Bouaouina Amar	Maassam Louardi
Omri Ameur	Chaïb Saadoun	Bargui Abdelkader
Noureddine Ali	Aïssani Rachid	Achour Abdelkader
Djellouli Abdelkader	Abadli Mhamed	Batel Djamel
Bettir Abdelkader	Bahri Bachir	Khalidi Mohamed
Bouguedah Messaoud	Chorfi Hocine	Bouziane Abdelkrim
Bouraoui Sabah	Lamraoui Mohamed	Zair Mustapha
Ghemired Abdelkrim	Hadjou Kamel	Mahammedi Mohamed
Lakehal Miloud	Benhamada Mohamed Tayeb	Demime Zakaria
Kadri Azzeddine	Belahcene Zineddine	Kacemi Abdelkader
Mahdjane Rabah	Djemmal Mohamed	Chahbi Aboubekr
Khechemli Larbi	Ould Gacem Ahmed	Zaoui Djamel
Dridi Cherifa	Bezza Miloud	Mezaïr Ramdane
Meraï Mohamed	Zigh Chawki	Chaïb Boualem
Bouchama Kamel	Aït-Menguellat Karim	Benslimane Mohamed Fateh
Boushaba Abdessalem	Boudraa Khalida	Adoui Saïd
Brahimi Chérif	Debabnia Harkati	Belih Youcef
Laouti Farid	Guerroudj Djedid	Layoune Mebarek
Hadjadj Hocine	Ammari Tayeb	Ghrici Abdelaziz
Chetibi Mourad	Bendouina Naïmi	Haddou Benderbal
Boudjadi Ahmed	Bekkara Bakhta	Bakhti Noureddine
Djehel Brahim	Miloudi Fadila	Saiah Mohamed
Sighi Mohamed Kheireddine	Guermit Kamal	Habchaoui Abdelkader
Mesbahi Bouzid	Bouafir Hachemi	Djadi Kacem
Dhif Ali	Dekkal Ferroudj	Beddi Senouci
Zergane Rachid	Hadouchi Nora	Benamar Miloud
Salem Ahmed	Kamel Bachir	Boueyli Mohamed
Mekheteche Fouzi	Dib Abdel-Ali	Nekaz Abdelkader
Kaouder Nourine	Boussoualim Mourad	Kettar Brahim
Touafek Narimen	Chelirem Abdelaziz	

Arrêté interministériel du 7 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 2000-149 du 25 Rabie El Aouel 1421 correspondant au 28 juin 2000 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-09 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005 fixant les modalités de coordination, le champ d'application et le contenu des schémas directeurs sectoriels des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national, ainsi que les règles de procédure qui leur sont applicables, notamment ses articles 2 et 4 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 2 et 4 du décret exécutif n°05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées.

Art. 2. — Placée auprès du ministre chargé de l'agriculture et du développement rural, la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées est présidée par le secrétaire général du ministère de l'agriculture et du développement rural.

La commission centrale comprend :

Au titre de l'administration chargée de l'agriculture et du développement rural :

- le directeur général des forêts ;
- le directeur général de l'agence nationale pour la conservation de la nature (ANN) ;
- le haut commissaire au développement de la steppe (HCDS) ;
- le commissaire au développement de l'agriculture des régions sahariennes (CDRS) ;
- le directeur chargé des parcs nationaux à la direction générale des forêts ;
- le représentant de l'autorité vétérinaire ;
- le représentant de l'autorité phytosanitaire.

Au titre de l'administration chargée de l'aménagement du territoire :

- le directeur général de l'environnement ;
- le directeur de la prospective, de la programmation et des études générales d'aménagement du territoire ;
- le directeur de l'action régionale, de la synthèse et de la coordination ;
- le directeur de la conservation, de la diversité biologique, du milieu naturel, des sites et des paysages ;
- le directeur général de l'observatoire national de l'environnement et du développement durable ;
- le directeur général du centre national de développement des ressources biologiques ;
- le directeur général du commissariat national du littoral.

Au titre des autres administrations :

- le représentant du ministre chargé des finances ;
- le représentant du ministre chargé des ressources en eau ;
- le représentant du ministre chargé de la culture ;
- le représentant du ministre délégué chargé de la recherche scientifique.

La commission peut faire appel à toute personne susceptible d'éclairer ses travaux.

Art. 3. — La commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées est chargée d'examiner le projet de schéma directeur sectoriel élaboré par le ministère de l'agriculture et du développement rural, et de procéder aux consultations et concertations relatives au projet de schéma directeur sectoriel qu'elle juge nécessaires.

Art. 4. — Le secrétariat de la commission centrale est assuré par les services du ministère de l'agriculture et du développement rural.

Art. 5. — La commission centrale se réunit autant de fois que de besoin en session ordinaire sur convocation de son président.

Le président établit l'ordre du jour des réunions; les convocations sont adressées aux membres quinze (15) jours avant la réunion.

Art. 6. — La commission centrale ne peut valablement se réunir que si les deux tiers (2/3) au moins de ses membres sont présents.

Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle réunion a lieu dans les huit (8) jours, la commission centrale se réunit alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 7. — Les délibérations de la commission centrale sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de séance.

Les procès-verbaux sont adressés dans un délai de quinze (15) jours au ministre de l'agriculture et du développement rural et au ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Art. 8. — En cas de vacance de l'un des membres, il est procédé à son remplacement dans les mêmes formes.

Art. 9. — L'échéancier des travaux de la commission est fixé comme suit :

— Phase d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel : jusqu'au 31 juillet 2006.

— Phase de consultation : jusqu'au 31 août 2006.

— Phase d'adoption : jusqu'au 30 septembre 2006.

— Phase de finalisation : jusqu'au 31 décembre 2006.

Art. 10. — La commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des espaces naturels et aires protégées, élabore et adopte son règlement intérieur.

Art. 11. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Rajab 1427 correspondant au 2 août 2006.

Le ministre
de l'agriculture
et du développement rural

Le ministre
de l'aménagement
du territoire
et de l'environnement

Saïd BARKAT

Chérif RAHMANI

MINISTERE DE LA CULTURE

Arrêté interministériel du 11 Chaâbane 1427 correspondant au 4 septembre 2006 fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels.

— — — —

La ministre de la culture,

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 01-09 du 12 Chaoual 1421 correspondant au 7 janvier 2001 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 05-80 du 17 Moharram 1426 correspondant au 26 février 2005 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la culture ;

Vu le décret exécutif n° 05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005 fixant les modalités de coordination, le champ d'application et le contenu des schémas directeurs sectoriels des grandes infrastructures et des services collectifs d'intérêt national, ainsi que les règles de procédure qui leur sont applicables, notamment ses articles 2 et 4 ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions des articles 2 et 4 du décret exécutif n° 05-443 du 12 Chaoual 1426 correspondant au 14 novembre 2005, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition et les modalités de fonctionnement de la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels.

Art. 2. — Placée auprès du ministre chargé de la culture, la commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels est présidée par le secrétaire général du ministère de la culture.

La commission centrale comprend :

Au titre de l'administration chargée de la culture :

— le directeur des études prospectives, de la documentation et de l'informatique ;

— le directeur de la protection légale des biens culturels et de la mise en valeur du patrimoine culturel ;

— le directeur de la conservation et de la restauration du patrimoine culturel ;

— le directeur du développement et de la promotion des arts ;

— le directeur de l'organisation et de la diffusion du produit culturel et artistique ;

— le directeur du livre et de la lecture publique ;

— le directeur général de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels.

Au titre de l'administration chargée de l'aménagement du territoire :

— le directeur de la prospective, de la programmation et des études générales d'aménagement du territoire ;

— le directeur des grands travaux d'aménagement du territoire ;

— le directeur de l'action régionale, de la synthèse et de la coordination ;

— le directeur de la conservation et de la diversité biologique, du milieu naturel, des sites et paysages.

Au titre des autres administrations :

— le représentant du ministre chargé des finances ;

— le représentant du ministre chargé des wakfs ;

— le représentant du ministre chargé des technologies de l'information et de la communication ;

— le représentant du ministre chargé de l'urbanisme ;

— le représentant du ministre chargé du tourisme.

La commission peut faire appel à toute personne susceptible d'éclairer ses travaux.

Art. 3. — La commission centrale d'élaboration du projet de schéma directeur sectoriel des biens et des services et grands équipements culturels est chargée d'examiner le projet de schéma directeur sectoriel élaboré par le ministère de la culture, et de procéder aux consultations et concertations relatives au projet de schéma directeur sectoriel qu'elle juge nécessaires.

Vu le décret n° 81-275 du 17 octobre 1981 portant création d'une commission interministérielle permanente d'homologation des tenues et de leurs attributs pour les personnels autres que les militaires de l'Armée nationale populaire ;

Vu le décret exécutif n° 08-167 du 3 Joumada Ethania 1429 correspondant au 7 juin 2008 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant au corps spécifique de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret exécutif n° 04-393 du 21 Chaoual 1425 correspondant au 4 décembre 2004 portant organisation de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion ;

Décide :

Article 1er. — Le polo des personnels de la direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, dont la fiche et le descriptif techniques sont définis à l'annexe jointe à l'original de la présente décision, est homologué.

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Chaâbane 1429 correspondant au 27 août 2008.

Le président de la commission interministérielle permanente d'homologation des tenues et leurs attributs pour les personnels autres que les militaires de l'Armée nationale populaire

Général Hadji ZERHOUNI.

-----★-----

Décision du 26 Chaâbane 1429 correspondant au 27 août 2008 portant homologation des tenues et attributs des personnels de la direction générale des douanes.

Le président de la commission interministérielle permanente d'homologation des tenues et leurs attributs pour les personnels autres que les militaires de l'Armée nationale populaire,

Vu le décret n° 81-248 du 19 septembre 1981 portant protection des uniformes militaires de l'Armée nationale populaire et préservant leurs attributs exclusifs ;

Vu le décret n° 81-275 du 17 octobre 1981 portant création d'une commission interministérielle permanente d'homologation des tenues et de leurs attributs pour les personnels autres que les militaires de l'Armée nationale populaire ;

Vu le décret exécutif n° 89-239 du 19 décembre 1989, modifié et complété, portant statut particulier applicable aux travailleurs des douanes, notamment son article 8 ;

Vu le décret exécutif n° 93-329 du 13 Rajab 1414 correspondant au 27 décembre 1993, modifié et complété, portant organisation de l'administration centrale de la direction générale des douanes ;

Vu l'arrêté du 16 mai 1992, modifié et complété, fixant le port de l'uniforme des douanes ;

Décide :

Article 1er. — Les tenues et attributs des personnels de la direction générale des douanes, dont la fiche et le descriptif techniques sont définis à l'annexe jointe à l'original de la présente décision, sont homologués.

Art. 2. — La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Chaâbane 1429 correspondant au 27 août 2008.

Le président de la commission interministérielle permanente d'homologation des tenues et leurs attributs pour les personnels autres que les militaires de l'Armée nationale populaire

Général Hadji ZERHOUNI.

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES LOCALES**

Arrêté interministériel du 8 Chaoual 1429 correspondant au 8 octobre 2008 portant déclaration de zones sinistrées.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre des finances,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-402 du 15 décembre 1990, modifié et complété, portant organisation et fonctionnement du fonds des calamités naturelles et des risques technologiques majeurs ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Arrêtent :

Article 1er. — Sont déclarées zones sinistrées les communes de : Ghardaïa, Dhaïa Ben Dahoua, Bounoura, El Ateuf, Berriane, Metlili, Guerara, Sebseb et Zelfana.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Chaoual 1429 correspondant au 8 octobre 2008.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales

Nouredine
ZERHOUNI dit YAZID

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Vu le décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995 relatif aux modalités d'organisation des concours, examens et tests professionnels au sein des institutions et administrations publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 Chaoual 1417 correspondant au 20 février 1997, complété, fixant la liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de compléter l'arrêté interministériel du 13 Chaoual 1417 correspondant au 20 février 1997, complété, fixant la liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels.

Art. 2. — La liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels, fixée à l'article 1er de l'arrêté interministériel du 13 Chaoual 1417 correspondant au 20 février 1997, complété, susvisé, est complétée par les établissements publics suivants :

— l'institut islamique de formation des cadres du culte à Relizane ;

— l'institut islamique de formation des cadres du culte spécialisé dans les lectures à Alger ;

— l'institut islamique de formation des cadres du culte de la ville d'Alger "Dar El Imam".

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Chaoual 1424 correspondant au 20 décembre 2003.

Le ministre des affaires
religieuses et des wakfs

Bouabdellah GHLAMALLAH

Pour le Chef du
Gouvernement
et par délégation
*Le directeur général
de la fonction publique*

Djamel KHARCHI

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur d'El Karboussa dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé El Karboussa, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune d'El Fedjoudj, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 100 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 917,45

X2 = 918,92

Y1 = 364,46

Y2 = 365,68

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Djebel Boukechrouda dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Vu le décret exécutif n° 95-293 du 5 Joumada El Oula 1416 correspondant au 30 septembre 1995 relatif aux modalités d'organisation des concours, examens et tests professionnels au sein des institutions et administrations publiques ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 Chaoual 1417 correspondant au 20 février 1997, complété, fixant la liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de compléter l'arrêté interministériel du 13 Chaoual 1417 correspondant au 20 février 1997, complété, fixant la liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels.

Art. 2. — La liste des établissements publics de formation spécialisée habilités pour l'organisation du déroulement des concours sur épreuves et examens professionnels, fixée à l'article 1er de l'arrêté interministériel du 13 Chaoual 1417 correspondant au 20 février 1997, complété, susvisé, est complétée par les établissements publics suivants :

— l'institut islamique de formation des cadres du culte à Relizane ;

— l'institut islamique de formation des cadres du culte spécialisé dans les lectures à Alger ;

— l'institut islamique de formation des cadres du culte de la ville d'Alger "Dar El Imam".

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 26 Chaoual 1424 correspondant au 20 décembre 2003.

Le ministre des affaires
religieuses et des wakfs

Bouabdellah GHLAMALLAH

Pour le Chef du
Gouvernement
et par délégation
*Le directeur général
de la fonction publique*

Djamel KHARCHI

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur d'El Karboussa dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé El Karboussa, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune d'El Fedjoudj, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 100 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 917,45

X2 = 918,92

Y1 = 364,46

Y2 = 365,68

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Djebel Boukechrouda dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Djebel Boukechrouda, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Béni Mezline, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 100 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 940,52

X2 = 942,78

Y1 = 359,32

Y2 = 362,30

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Djebel Ancel dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Djebel Ancel, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Oued Zenati, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 80 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 901,17

X2 = 902,40

Y1 = 337,56

Y2 = 338,80

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Ksar El Azeb dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Ksar El Azeb, dans la wilaya de Guelma.

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Djebel Boukechrouda, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Béni Mezline, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 100 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 940,52

X2 = 942,78

Y1 = 359,32

Y2 = 362,30

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Djebel Ancel dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Djebel Ancel, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Oued Zenati, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 80 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 901,17

X2 = 902,40

Y1 = 337,56

Y2 = 338,80

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Ksar El Azeb dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Ksar El Azeb, dans la wilaya de Guelma.

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Djebel Boukechrouda, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Béni Mezline, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 100 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 940,52

X2 = 942,78

Y1 = 359,32

Y2 = 362,30

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Djebel Ancel dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Djebel Ancel, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Oued Zenati, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 80 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 901,17

X2 = 902,40

Y1 = 337,56

Y2 = 338,80

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003 portant délimitation du périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Ksar El Azeb dans la wilaya de Guelma.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter le périmètre des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dénommé Ksar El Azeb, dans la wilaya de Guelma.

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Aïn Regada, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 120 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 891,10

X2 = 893,74

Y1 = 342,47

Y2 = 343,52

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Batna, et s'étendent sur une superficie de 191,239 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
1	Bouarif	El Madher	Aïn Igni, Tisfrah	X1 = 830 X2 = 851	Y1 = 261 Y2 = 279	1887
		Boumia	Guimel, Tafraout, Azzem			2193
		Boulhilet	Djendeli, Boulhilet			775
		Chemora	O. Mellouk			2256
			O. Si Mancar			
			Bouyaghzen			1467
		Timgad	O. Moussa			
2	Fesdis	Fesdis	Zoui Ouest	X1 = 818	Y1 = 264,5	658
			Bouatchaoun	X2 = 826	Y2 = 260,2	
3	Fedjoudj	Chemoura	Ras Khellelf	X1 = 854,3 X2 = 863,7	Y1 = 265,7 Y2 = 273	2785
			Merzeklel			
			Ras Seffane			
4	Djerma	Fesdis	Changourah, Zaatar	X1 = 822 X2 = 830,6	Y1 = 266,2 Y2 = 275,8	2798
			Babache nord			539
		Djerma	Djebbas nord			
			Merfeg El Baroud			
5	Oued Chaâba	Oued Chaâba	Achentouf	X1 = 797 X2 = 805,5	Y1 = 250,5 Y2 = 257,7	1758
			Djar Bouabd			
			Aïn Berda			

Art. 2. — Le périmètre de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus est localisé sur le territoire de la commune de Aïn Regada, dans la wilaya de Guelma, et s'étend sur une superficie de 120 hectares.

Ce périmètre de mise en valeur est constitué par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

X1 = 891,10

X2 = 893,74

Y1 = 342,47

Y2 = 343,52

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 Safar 1424 correspondant au 15 avril 2003.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Batna, et s'étendent sur une superficie de 191,239 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
1	Bouarif	El Madher	Aïn Igni, Tisfrah	X1 = 830 X2 = 851	Y1 = 261 Y2 = 279	1887
		Boumia	Guimel, Tafraout, Azzem			2193
		Boulhilet	Djendeli, Boulhilet			775
		Chemora	O. Mellouk			2256
			O. Si Mancar			
			Bouyaghzen			1467
		Timgad	O. Moussa			
2	Fesdis	Fesdis	Zoui Ouest	X1 = 818	Y1 = 264,5	658
			Bouatchaoun	X2 = 826	Y2 = 260,2	
3	Fedjoudj	Chemoura	Ras Khellelf	X1 = 854,3 X2 = 863,7	Y1 = 265,7 Y2 = 273	2785
			Merzeklel			
			Ras Seffane			
4	Djerma	Fesdis	Changourah, Zaatar	X1 = 822 X2 = 830,6	Y1 = 266,2 Y2 = 275,8	2798
		Djerma	Babache nord			539
			Djebbas nord			
			Merfeg El Baroud			
5	Oued Chaâba	Oued Chaâba	Achentouf	X1 = 797 X2 = 805,5	Y1 = 250,5 Y2 = 257,7	1758
			Djar Bouabd			
			Aïn Berda			

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
6	Ras Fortas	Oued El Ma	Ras Fortas. Cht	X1 = 797,3 X2 = 801,8	Y1 = 270,3 Y2 = 278,6	3376
			Bouزيد			
			Mestaoua nord			
7	Tadjenent	Oued El Ma	Tadjenent. Bourouh	X1 = 797,2 X2 = 810	Y1 = 262,3 Y2 = 273	2382
			Bosdam pie. Tafsah			
8	Baïou	Tazoult	Cht. Lefress. Bertouli	X1 = 813,9 X2 = 831,2	Y1 = 237,7 Y2 = 253,4	3247
			Tizerouine			
			Cht El Khiene			
		Oued Taga	Outifirassine			3243
			Tafsest. Chet Sersa Baïou. Azenzedira Zana. Aïn Cherchar			
9	Maafa		Dj. Lekhel. Djebroun	X1 = 790 X2 = 798,6	Y1 = 218,1 Y2 = 224,5	6937
			Draou			
			Arbi. Cht. Merer			
		Maafa	Dj. Tounts. Adeloume			
			Cht. Barbat. Tamezrit			
10	O. Fedhala	Bouzina	Tinourist	X1 = 804,7 X2 = 814,8	Y1 = 228 Y2 = 239,2	924
			Oued Bour			5634
			Tafrent. Djebel			
		Larbaa	Lesfer. Larbaa. Tifren			4854
			Bouyakaken. Theniet			
		Béni Fedhala	Haoua			
			Bou Aioune			
	Belgou. Dj. Akkar					
	Iguedlen					
11	Chihat	O.Si Slimane	Chihat. Argoub	X1 = 760,3 X2 = 775,5	Y1 = 242,1 Y2 = 251,5	3882
			Dj. Adfer. Serra			
			Zebah. Tizegatine			
			Tirfahine			
		Boumagueur	Boumagueur			300
	Sefiane	O. Taleb. Ouslit	1208			

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
12	Guetiane	Guigba	Tachrit Tifertassine. Cht Siouf. Dj. Taziet	X1 = 752,1 X2 = 770,7	Y1 = 267 Y2 = 277,7	4443
		Gosbat	Azzekar. Bouchtit Tinefidine			2847
		Rahbat	Akial Ouest. Taziri. Rummel Ras Akkakane Dj. Debbah			1939
13	Kimel	Sidi Ali	Béni Imloul. Kabet Hadjer. Ras Grine El Guettaya. Takechrit Sidi Ali Ghassbil Bled Srehna. Mahssar	X1 = 833,4 X2 = 848,9	Y1 = 193,6 Y2 = 223	27749
14	Bouzina	Bouzina	Dj. Bous Kherbache Kef Mahleb	X1 = 799 X2 = 810,3	Y1 = 221,5 Y2 = 226,9	2557
15	TAXLENT	Taxlent	Refraa Foukania. Bouari Mansouria. Cht Asser Kef Rached	X1 = 772 X2 = 786	Y1 = 253 Y2 = 259,8	3979
		Lemcene	Refaa Tahtania Kef Rached			334
16	O. SELLEM	O. Sellem	Taforer	X1 = 772,7 X2 = 791,1	Y1 = 268,6 Y2 = 290,9	1865
		Talkhemt	Mahjouba Boughnem Akhenchoub Oum Saad. O. Mira Ras Foughal Kef Oum Drouss			9708

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
17	T'KOUT	T'Kout	Beni Bouslimane. Dj. Louh El Ghorbane . Ras Tizirt Asrir El Hara. Dj. Krouma Abesbous Ras Cherief	X1 = 813,9 X2 = 833,5	Y1 = 199,3 Y2 = 216,5	8684
		Ghassira	Ghassira. Sadira Samar. Dra Tissidam. Toudja Assrir. O. Ali. Sadira Bouinem			7956
18	OUED LABIOD	Arris	O. Tibrihine. Drean Draa Zitoune O. Bellouf	X1 = 819,8 X2 = 835,7	Y1 = 216,5 Y2 = 226	5308
		Tighanimine	O. Labiod			10450
19	FOUM TOUB	Inoughissene	Tafrent. O Tider Bouhiten Cheffat. Bouaoun. Bacha	X1 = 835,1 X2 = 848,3	Y1 = 223,5 Y2 = 244,8	725
		Ichmoul	Ichmoughassem. El Annasseur Ichmoul. Abdelhey Belhadj. Ichengourah			5358
		Foum Toub	Ich Larbaa. Imoujane Asslef. Boughidene Tissedelt			237

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
20	METLILI	Tilatou	Chet. Sekoum Sedjafiner. Chouf Krou. Cht Touzelt	X1 = 754,5 X2 = 776,1	Y1 = 226,5 Y2 = 237,6	7485
		Seggana	Kef Saiden. El Arar Oum Lefaa. Tazeght Sidi Ali. Dj. Sekkhar			5657
21	BITAM	Bitam et M'Doukel	Bitam	X1 = 730,8 X2 = 745,5	Y1 = 211,6 Y2 = 223,7	12300
22	GUEROUAOU	Aïn Touta	Moulia. Chraf El Halfa Guerouaou. Hamada	X1 = 794 X2 = 799,3	Y1 = 231 Y2 = 242,5	3542
		Maafa	Tamezrit			1200
		Béni Fedhala	Guerouaou			2300
23	MENAA	Tigharghar	Ich Aberkane	X1 = 800,4 X2 = 811,7	Y1 = 206,8 Y2 = 216,7	500
		Menaa	Dj. Lezrag Tazmalt. Nara			4490
24	DJEZZAR	Djezzar	Dj. Djezzar	X1 = 741,1 X2 = 745,6	Y1 = 250,8 Y2 = 258,8	3200
25	OULED AOUF	Ouled Aouf	Tikermine. Meheidou Cht. Nmeur Taoutchir. Djebel Cheffa. O. Berriche Tamezghit	X1 = 780 X2 = 790,4	Y1 = 245 Y2 = 253,7	3323
	TOTAL					191239

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Décète :

Article 1er. — Il est annulé, sur 2003, un crédit de paiement de huit milliards de dinars (8.000.000.000 DA), applicable aux dépenses à caractère définitif (prévu par la loi n° 03-05 du 13 Rabie Ethani 1424 correspondant au 14 juin 2003 portant loi de finances complémentaire pour 2003) conformément au tableau "A" annexé au présent décret.

Art. 2. — Il est ouvert, sur 2003, un crédit de paiement de huit milliards de dinars (8.000.000.000 DA), applicable aux dépenses à caractère définitif (prévu par la loi n° 03-05 du 13 Rabie Ethani 1424 correspondant au 14 juin 2003 portant loi de finances complémentaire pour 2003) conformément au tableau "B" annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 7 Dhou El Kaada 1424 correspondant au 31 décembre 2003.

Ahmed OUYAHIA.

ANNEXE

Tableau "A" — Concours définitifs

(En milliers de DA)

SECTEURS	C.P ANNULES
Dépenses en capital	8 000 000
Dont :	
— Dotation aux EPIC et CRD.....	4 600 000
— Participation dans le capital de la société algéro-saoudienne.....	1 400 000
— Fonds de partenariat.....	1 000 000
— Fonds pour l'environnement et la dépollution.....	1 000 000
Total.....	8 000 000

Tableau "B" — Concours définitifs

(En milliers de DA)

SECTEURS	C.P OUVERTS
Dépenses en capital	8 000 000
Dont :	
— Fonds spécial de solidarité nationale.....	4 000 000
— Autres dépenses en capital.....	4 000 000
Total.....	8 000 000

ARRETES, DECISIONS ET AVIS**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE****Arrêté du 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000 mettant fin aux fonctions d'un magistrat militaire.**

Par arrêté du 21 Ramadhan 1421 correspondant au 17 décembre 2000, il est mis fin, à compter du 31 juillet 1999, aux fonctions de procureur militaire adjoint de la République près le tribunal militaire de Blida, 1ère région militaire, exercées par le commandant Mohamed Berkani.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL****Arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tipaza.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tipaza.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tipaza, et s'étendent sur une superficie de 934 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES		SUPERFICIE (Ha)
				X	Y	
1	Ghabet Ezzaouech	Koléa	Haouch Errouz	X1 = 482,04 X2 = 483,30	Y1 = 4052,10 Y2 = 4054,15	13
2	Ferguen 1	Koléa	Chikh Lebiar	X1 = 481,29 X2 = 481,52	Y1 = 4051,78 Y2 = 4052,13	56
	Ferguen 2			X1 = 481,51 X2 = 481,55	Y1 = 4051,11 Y2 = 4051,17	
3	Petit pont	Koléa	Domaine Imekrez	X1 = 479,93 X2 = 480,47	Y1 = 4050,22 Y2 = 4051,47	27
4	Boukernoune	Chaiba	Ben Akreb	X1 = 478 X2 = 478,61	Y1 = 4048,66 Y2 = 4049,14	15
5	Boumelek	Chaiba	Ben Akreb	X1 = 477,75 X2 = 478,22	Y1 = 4048,09 Y2 = 4048,62	7
6	Oum El Hallouf	Chaiba	Ben Akreb	X1 = 476,10 X2 = 477,68	Y1 = 4047,32 Y2 = 4049,61	138
7	Doumia	Chaiba	Ben Akreb	X1 = 476,05 X2 = 477	Y1 = 4048,64 Y2 = 4049,77	68
8	Doumia	Attatba	Doumia	X1 = 473,89 X2 = 476,45	Y1 = 4047,40 Y2 = 4048,94	100
9	Attatba	Attatba	Domaine Sidi Tayeb	X1 = 470,74 X2 = 474,05	Y1 = 4047,64 Y2 = 4050,85	400
10	Attatba	Attatba	Chabet Laakhra	X1 = 465,51 X2 = 466,79	Y1 = 4047,01 Y2 = 4048,37	60
11	Tifessassine 1	Béni mileuk	Boukachebi	X1 = 386 X2 = 386,55	Y1 = 4027,68 Y2 = 4028,33	50
	Tifessassine2			X1 = 387,10 X2 = 387,52	Y1 = 4026,41 Y2 = 4026,77	
	Tifessassine3			X1 = 385,19 X2 = 385,55	Y1 = 4025,78 Y2 = 4026,14	
Total						934

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Mila.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Mila.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Mila, et s'étendent sur une superficie de 601,5 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES				SUPERFICIE (Ha)
				X 1	X 2	Y 1	Y 2	
1	Mila	Aïn Tinn	Lahfari	824,2	826,1	353,7	355,7	11
2	Mila	Sidi Marouane	Medious	816	817,9	361,2	363,3	1
3	Mila	Chigara	F.D. Zouagha	813	817	367,5	372	177
4	Tassala	Tassala	F.D. Zouagha	790,6	795	366,3	370,8	50
5	Tassala	Arres	F.D. Zouagha	796,9	800,5	368,7	371,8	20
6	Tassala	Beinen	F.D. Zouagha	803	807	670,6	371,9	60
7	Hammam Grouz	O. Khlouf	Tafrent	797,5	803,8	299,6	306,1	162,5
8	Mila	Grarem	F. D. Mouia	833	838,6	364,5	368,8	120
Total								601,5

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Témouchent.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspoondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Aïn Témouchent.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Aïn Témouchent, et s'étendent sur une superficie de 5110 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

N°	PERIMETRE	COMMUNE	COORDONNEES				SUPERFICIE (Ha)
			X 1	X 2	Y 1	Y 2	
1	Bouzedjar	Bouzedjar M'Said	153,7	161,9	257,0	266,3	579
2	Sassel 1	M'Said	146,1	155,1	252,4	258,2	464
3	Sassel 2	Ouled Boudjemaa Hassi El Ghella	146,1	154,8	245,4	253,6	677
4	Djebel Touila	El Maleh	151,4	155,7	242,3	245,9	40
5	Sidi kacem	Terga El Maleh	146,3	153,2	239,7	243,4	31
6	Cordon dunaire	Ouled El Kihal	139,9	144,6	236,4	241,6	117
7	Bled El Houaria	Sidi Safi	132,9	136,3	232,2	235,5	40
8	Bled Doukara	Sidi Safi	135,4	138,6	229,2	233,4	104
9	Aïn El Karma	Sidi Safi	133,2	139,0	225,4	227,5	57
10	Sidi Sohbi	Béni Saf	130,3	135,6	229,0	232,9	34
11	Skhoua	Béni Saf	126,7	131,6	225,9	229,9	30
12	Sidi El Mahdi	Béni Saf	122,6	127,4	225,6	230,1	90
13	Béni Ghanem	Emir Abdelkader	124,3	130,9	222,4	226,1	58
14	Lakhmas	Emir Abdelkader	129,7	132,8	219,9	224,2	91

N°	PERIMETRE	COMMUNE	COORDONNEES				SUPERFICIE (Ha)
			X 1	X 2	Y 1	Y 2	
15	Ouardania	Souk El Tenine	110,9	117,0	223,3	228,1	700
16	Ouled Benayed	Sidi Ourieche	115,2	120,0	217,0	220,0	108
17	Souf Tell	Aïn Témouchent	154,9	157,2	225,2	226,9	20
18	Djebel Guettif	Aghlal	156,7	162,3	214,6	217,8	302
19	Bled El Kolla	Aoubellil	165,3	166,7	212,5	214,5	17
20	Bled Batti	Aoubellil	162,1	164,8	207,8	210,2	4
21	Kiroulis	H. Bouhdjar Chentouf	160,4	164,5	232,5	235,6	60
22	Oued El Besbès	Hassasna Sidi Boumediene	168,2	175,6	222,6	229,8	167
23	Bled Sourag	Aïn Larbaa	172,4	176,2	235,6	237,8	60
24	Raida	Oued Sabbah	179,2	183,9	227,8	233,3	98
25	Hammar Belloul	Oued Sabbah	184,6	186,7	231,1	234,6	122
26	Draa El Oûst	Tamazoura	189,1	195,0	232,7	236,2	700
27	Chaiba	Tamazoura	192,7	197,7	236,6	238,7	220
28	Arbal	Tamazoura	197,2	200,4	240,2	243,9	120
Total							5110

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Relizane.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 02-208 du 6 Rabie Ethani 1423 correspondant au 17 juin 2002 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Relizane.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Relizane, et s'étendent sur une superficie de 4702 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES				SUPERFICIE (Ha)
				X 1	X 2	Y 1	Y 2	
01	Kenanda	Dar Ben Abdellah Sidi Lazreg	Douar Felahia	330,3	331,4	264,2	264,7	19
02	Zlefen	Dar Ben Abdellah	Zlefen	327,1	328,0	263,8	265,9	15
03	Chehairia	Dar Ben Abdellah	Chehairia	327,3	328,2	266,4	267,3	36
04	Sidi Lazreg	Dar Ben Abdellah Sidi Lazreg	Sidi Lazreg	325,8	326,4	262,4	262,8	10
05	El Matmar	El Matmar	El Matmar	295,8	298,0	270,2	272,4	200
06	Yellal	Yellal Sidi Saada	Dj. Akerma	282,1	283,8	273,6	275,9	100
07	Belaassel	Belaassel	Belaassel	294,4	301,8	280,9	289,9	1200
08	Bendaoud	Bendaoud	Sidi El Hadj	301,4	303,1	268,6	270,7	100
09	Sidi Amara	Ammi Moussa	Sidi Amara	357,7	359,3	285,7	286,9	100
10	Bourokba	Aïn Tarik	Bourokba	363,6	364,1	277,3	277,8	25
11	Hggaf -1-	Guettar	Hggaf haut	333,9	337,0	307,6	310,7	700
12	Hggaf -2-	Ouarizane	Hggaf bas	333,0	338,4	306,3	308,1	600
13	Ouled Ziane	Béni Zentis	Ouled Ziane	313,6	314,3	315,2	315,8	23
14	Sidi Slimane	Béni Zentis	Sidi Slimane	313,3	314,1	315,5	316,2	15
15	Ouled Sidi Ziane	Béni Zentis	O. S. Ziane	314,3	315,1	315,9	316,8	34
16	Chaaba Hamra	Djediouia Oued Rhiau	Chaaba Hamra	334,4	336,6	292,4	293,6	290

N°	PERIMETRE	COMMUNE	LIEU DIT	COORDONNEES				SUPERFICIE (Ha)
				X 1	X 2	Y 1	Y 2	
17	Sidi Abdelkader	Djediouia El Hamadna	Sidi Abdelkader	331,7	333,3	291,4	293,6	200
18	Regada	Djediouia	Regada	335,6	336,6	286,2	288,6	150
19	El Khetatfa	Djediouia	El Khetatfa	335,9	337,1	289,8	290,9	42
20	Htatba	Oued Rhjou	Grigra	339,4	340,8	292,1	295,0	200
21	Sidi Abdelkader	Lahlef	Sidi Abdelkader	346,7	347,4	289,5	290,1	24
22	Chaib Draa	S. M. Ben Ali	Chaib Draa	333,9	335,8	315,4	317,7	200
23	Hamri	Hamri	Hamri	320,9	322,0	306,3	307,7	90
24	Ouled Hlal	Mediouna	Ouled Hlal	320,2	321,2	316,6	317,6	47
25	Sidi Said	Mediouna	Sidi Said	321,2	322,5	317,3	317,9	36
26	Ouled Zekri	Mediouna	Ouled Zekri	320,9	322,1	319,1	319,9	68
27	Ouled Rahou 1	Mediouna	Ouled Rahou 1	318,9	319,4	318,0	318,7	42
28	Ouled Rahou 2	Mediouna	Ouled Rahou 2	320,3	321,0	317,9	318,9	39
29	Ouled Rahou 3	Mediouna	Ouled Rahou 3	319,1	320,0	319,2	319,8	49
30	Ouled Saha	Mediouna	Ouled Saha	324,6	325,8	317,3	318,1	48
Total								4702

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tébessa.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tébessa.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tébessa, et s'étendent sur une superficie de 1650 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après .

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU - DIT	SUPER- FICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Ouenza	1	Djebel Ouenza	Oued Mellegue	100	987,25	989,63	308,91	311,05
Ain Zerga	2	Nadjaria	Saf Saf	150	1002,01	1008,44	276,05	278,99
El Aouinet	3	Ain Chenia	Setha	250	968,83	976,85	292,40	297,80
El Aouinet	4	Oued Besbes	Reggas	100	980,66	983,60	306,53	309,55
Morsott	5	Ain Damous	El Biar	50	965,90	967,80	271,52	274,22
Bekkaria	6	Bled Ben Falia	Djebel Sif	300	997,88	1005,27	244,85	250,09
El Haouidjbet	7	Bouderies	Bouchebka	300	1009,55	1016,62	223,90	229,54
El Haouidjbet	8	El Hadba	Bouchebka El Hadba	200	1012,98	1021,22	225,96	231,36
El Haouidjbet	9	Ain Tagga	Ain Tagga	200	1005,42	1010,66	223,26	228,82
Total				1650				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, et s'étendent sur une superficie de 123,39 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après .

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Draa Ben Kheda	1	Mouldiouene	60,3	609,640	612,550	378,940	381,790
Tizi-Ouzou	2	Bouaid	28,99	615,800	618,920	380,960	383,710
Sidi-Naâmane	3	Zaouia	14	619,220	621,920	384,280	386,560
Idjeur	4	Tacherchour et Mehaga	6,1	662,770	666,790	376,500	378,940
	5	Tala-Kitane	8	667,110	670,440	378,200	380,680
	6	Tala-Ouzar	6	664,090	666,530	379,090	381,320
Total			123,39				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Constantine.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Constantine.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Constantine, et s'étendent sur une superficie de 400 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après .

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU - DIT	SUPER- FICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Benbadis	1	Khenaba	Djebel Krami	100	341,53	342,81	875,05	877,25
Benbadis	2	El-Bier	El-Bier	100	353,28	354,41	872,02	874,17
Zighoud Youcef	3	Bit Djazia (1)	Djebel Bit Djazia	87	369,61	370,46	856,40	858,10
Zighoud Youcef	4	Bit Djazia (2)	Rgareg	57	369,78	370,41	854,17	855,72
Zighoud Youcef	5	Béni Amrane	Kef Ras El Mechri	56	358,69	359,93	861,90	863,20
Total				400				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Mostaganem.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Mostaganem.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Mostaganem, et s'étendent sur une superficie de 8644.5 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après .

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU - DIT	SUPER- FICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Stidia	1	Mactaa	Mactaa	800	221,638	226,773	3967,320	3964,124
Hadjadj	2	Ouled moussa et Boukhatem	Ouled moussa et Boukhatem	1448	257,866	262,195	4006,495	4001,535
Sidi Lakhdar	3	Bourahma	Bourahma	750	259,215	263,938	4009,085	4006,635
Sidi Lakhdar	4	Oued Seddaoua	Oued Seddaoua	1216,5	265,625	270,779	4011,185	4006,635
Sidi Lakhdar	5	Sidi Youcef	Sidi Youcef	60	272,953	273,741	4007,115	4006,215
Khadra	6	Ard Khadra	Ard Khadra	450	278,838	282,643	4015,352	4012,065
Touahria	7	Ouled Attia	Ouled Attia (DAS Si Zoubir)	7	245,346	245,684	3965,285	3964,835
Mansourah	8	Ouled Cheikh	Ouled Cheikh (DAS Si Makhlof)	7	247,502	247,933	3974,225	3973,656
Sour	9	Hadaidia	Hadaidia (DAS Si Abdeslem)	19	263,582	264,126	3986,985	3986,355
Bougairat	10	Zouairia	Zouairia	14	253,349	252,862	3962,995	3962,415
Souafli	11	Dar Zerka	Dar Zerka	41	257,397	258,335	3972,555	3971,775
Souafli	12	Mehaidia	Mehaidia (Si-Djaffer)	20	258,803	259,309	3968,215	3967,688
Saf Saf	13	Agboub	Agboub	3386	259,459	266,544	3978,625	3969,975
Saf Saf	14	Bel Hacer	Bel Hacer	426	267,481	269,561	3973,685	3971,775
Total				8644,5				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Rabie Ethani 1424 correspondant au 9 juin 2003.

Saïd BARKAT.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oum El Bouaghi.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oum El Bouaghi.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi et s'étendent sur une superficie de 110 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après.

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Meskiana Dhalâa	1	Ras Ezbar	Koudiet El Merdja Bir Ouled Chamekh	70	939,15	943,06	253,04	258,10
Ouled Zouai	2	Ouled Sellam	Mechtet Kabel Sambra Djebel Annouda Est	20	838,73	841,97	253,59	293,59
Souk Naâmane	3	Ouled Sellam	Mechtet Tinsilit Djebel Annouda Est	20	835,67	838,97	290,59	293,34
TOTAL				110				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Béjaïa.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Béjaïa.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Béjaïa, et s'étendent sur une superficie de 272 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Ighil Ali	1	Béni Abbès	Boni	22	625,119	623,894	4008,735	4007,925
Akbou	2	Bouyizène	Bouyizène	20	620,077	621,305	4031,675	4030,445
Toudja	3	Bouhatem	Bouhait	30	653,366	654,385	4081,775	4080,625
Toudja	4	Bouhatem	Djemaa N'Dekka	15	657,617	658,215	4080,195	4079,855
El Kseur	5	Taourirt Ighil	Medlilef	35	648,128	649,566	4062,665	4061,665
Béjaïa	6	Madala	Sidi Boudrarem	150	668,220	670,765	4067,145	4066,085
TOTAL				272				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tiaret.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tiaret.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tiaret, et s'étendent sur une superficie de 1.547 hectares.

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Béjaïa.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Béjaïa.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Béjaïa, et s'étendent sur une superficie de 272 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Ighil Ali	1	Béni Abbès	Boni	22	625,119	623,894	4008,735	4007,925
Akbou	2	Bouyizène	Bouyizène	20	620,077	621,305	4031,675	4030,445
Toudja	3	Bouhatem	Bouhait	30	653,366	654,385	4081,775	4080,625
Toudja	4	Bouhatem	Djemaa N'Dekka	15	657,617	658,215	4080,195	4079,855
El Kseur	5	Taourirt Ighil	Medlilef	35	648,128	649,566	4062,665	4061,665
Béjaïa	6	Madala	Sidi Boudrarem	150	668,220	670,765	4067,145	4066,085
TOTAL				272				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tiaret.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tiaret.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Tiaret, et s'étendent sur une superficie de 1.547 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Takhemart	1	Oued El Abd	Boudoula	100	320,038	321,051	215,221	213,619
Rosfa	2	Chebka	Chaabet Lakhdar	80	331,426	322,523	167,139	166,127
Aïn Heddid	3	Boumaaza Est	Ben Karma (Ouled Yahia)	80	335,117	336,340	197,043	196,031
Sidi Bakhti	4	Djebel Sbaa	Djebel Sbaa	40	344,522	345,661	214,504	213,661
Mechraa Sfa	5	Kharouba	Kharouba	100	347,095	348,360	227,537	225,978
Frenda	6	M'Daris	M'Daris	20	348,571	349,668	206,870	206,195
Frenda	7	Aïn Defla	Zaouil	20	348,740	349,626	201,893	200,965
Frenda	8	El Tat	Rocher Schneider	60	349,331	350,512	196,874	195,862
Medroussa	9	Ben Eddine	Lakhfedj	50	361,098	362,195	207,672	206,744
Medroussa	10	Oued Louhou	Oued Louhou	100	356,543	359,453	214,589	212,564
Mechra Sfa	11	Tafrent	Tafrent	20	362,574	363,840	223,319	222,392
Medroussa	12	Boudjhih	Boudjhih	27	360,128	361,140	202,821	202,020
Medroussa	13	Aïn Hallouf	Aïn Hallouf	50	362,110	363,291	211,994	210,666
Tagdempt	14	Tagdempt	Mardjem Nakhas	50	363,713	364,599	227,579	226,272
Medroussa	15	Ladjdar	Ladjdar	100	363,038	364,135	202,231	200,712
Tiaret	16	Sidi Khaled	Al Abdia	50	373,751	375,523	231,333	229,224
Dahmouni	17	Ouled Boughadou	Ouled Boughadou	100	378,939	379,993	238,798	237,618
Rechaiga	18	Touilila	Touilila	500	439,168	448,743	230,658	222,518
TOTAL				1.547				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Sétif.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Sétif.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Sétif, et s'étendent sur une superficie de 1.517,91 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Guenzet	1	Aïn Houria	Aïn Houria	320,00	691,185	691,956	337,058	338,668
Guenzet	2	Talasoust	Talasoust	25,47	692,505	693,860	338,825	339,631
Harbil	3	Oued Souka	Oued Souka	481,20	698,209	700,151	336,160	338,870
Harbil	4	Koudiet Ali	Koudiet Ali	304,42	698,628	700,154	340,214	341,895
Béni Mohli	5	Aourir Oubelout	Aourir Oubelout	126,82	698,936	700,978	358,807	360,042
Amoucha	6	Chenatour	Chenatour	260,00	749,012	751,650	342,701	346,701
TOTAL				1.517,91				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Saïda.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Saïda.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Saïda, et s'étendent sur une superficie de 395 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Aïn El Hadjar	1	Meurdja	Meurdja	120	246,68	249,68	175,95	177,76
Aïn El Hadjar	2	Ghar Dib	Ghar Dib	225	248,55	251,38	171,48	176,04
Ouled Khaled	3	Aïn Zerga	Djebel Ferkout	50	270,48	271,83	175,79	176,57
TOTAL				395				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Sidi Bel Abbès, et s'étendent sur une superficie de 2.226,7 hectares.

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Saïda.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Saïda.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Saïda, et s'étendent sur une superficie de 395 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Aïn El Hadjar	1	Meurdja	Meurdja	120	246,68	249,68	175,95	177,76
Aïn El Hadjar	2	Ghar Dib	Ghar Dib	225	248,55	251,38	171,48	176,04
Ouled Khaled	3	Aïn Zerga	Djebel Ferkout	50	270,48	271,83	175,79	176,57
TOTAL				395				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Sidi Bel Abbès, et s'étendent sur une superficie de 2.226,7 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Aïn Adden	1	Aïn Adden	Haoud Dbab	91	229,964	235,273	228,161	224,912
Sfisef	2	Sfisef	Trois Ravins	40	228,470	232,893	222,471	220,275
Zerouala	3	Zerouala	Haoud Smah Telirichet	119	213,520	220,080	220,152	214,142
Belarbi	4	Belarbi	Bouteleg Mergrouzel Malgranis M'Saïda Faid El Hadj	224	209,127	218,158	207,003	201,420
Hassi Dahou	5	Ténira	Boutin Khrichfa	110	202,019	208,120	207,034	201,878
Amarnas	6	Ténira 2	Bouhriz 1 Khamissis	100	196,985	203,025	206,210	196,325
Boukhanifis	7	Ténira 1	Bouhriz 2 Sidi Bouyahi	28	194,634	197,168	199,315	195,227
Oued Sefioun	8	Oued Sefioun	Boudenaria	150	217,242	220,263	199,163	197,149
Sidi Ali Benyoub	9	Eghit	Djebel Kebir	8	181,631	182,808	185,004	184,157
Sidi Ali Benyoub	10	Kounteidat	Halloufa	96,7	188,897	195,042	187,067	183,342
Slissen	11	Slissen 1	Maârid	220	184,374	186,757	182,793	176,876
Slissen	12	Slissen 2	Tanetiouna	200	172,035	182,054	172,865	166,889
Mezaourou	13	Mezaourou	Frid Attia	240	186,663	192,528	183,064	179,247
Telagh	14	Télagh	Sidi Ahmed	60	200,772	201,915	172,338	170,668
Oued Sebaâ A	15	Oued Sebaâ	Forêt de Touazizine	100	178,957	187,678	158,145	152,104
Oued Sebaâ B	16	Oued Sebaâ	Forêt de Touazizine	126	187,678	178,957	158,745	152,104
Oued Sebaâ C	17	Oued Sebaâ	Forêt de Touazizine	114	186,890	191,513	156,937	150,396
Taurira	18	El Faija	Aïn Bent Soltane El Faija	100	206,924	214,921	162,143	153,180
Tafessour	19	Tafessour	Negaguiche Aïn Nour	100	230,739	236,540	166,098	154,937
TOTAL				2.226,7				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.

Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Médéa.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des

dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Médéa.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Médéa et s'étendent sur une superficie de 2.043,42 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Bouchrahil	1	Takhsait	173	550,659	553,079	334,308	331,937
Bouchrahil	2	Seghien	88,35	544,930	546,412	334,308	331,937
Bouchrahil	3	Drâa El West	312,90	543,498	546,609	331,542	329,320
Bouchrahil	4	Taïcha	93,5	543,498	545,523	329,122	327,690
Bouchrahil	5	Oum Lardjem	106	542,806	544,831	326,801	324,776
Bouchrahil	6	El Khaloua	174,65	539,794	543,004	329,270	326,505
Bouchrahil	7	Beziza	166,7	539,744	543,004	331,098	328,974
Berrouaghia	8	El Guitoum	166	515,088	517,475	314,412	312,561
Oued Daïd	9	Besbassi	28	535,003	536,336	308,922	308,033
Ouled Bouachra	10	Barik	35	507,702	508,732	315,263	314,509
Bouskene	11	Kehailia	34,77	544,782	546,264	325,171	323,344
Bouskene	12	Drâa Lakhel	50	549,205	543,992	321,813	320,973
Souagui	13	Heddada	30	546,214	546,856	315,985	314,750
Souagui	14	Kef Laâgab	20	555,351	556,586	314,750	314,108
Souagui	15	Oued Safi	37,55	559,400	560,636	314,997	314,157
Ouled Hellal	16	Daouiet	115	485,095	486,891	296,394	294,380
Cheniguel	17	Zemiane	22	579,305	580,243	289,868	289,166
Deux Bassins	18	Deux Bassins	10	552,665	553,227	351.884,000	351,421
Draa Smar Tamezguida, Médéa	19	Tibhirine	170	501,417	505,843	332,570	330,481
Ouzera	20	Bodha	50	510,253	511,030	331,636	330,758
Bouaichoune	21	Aïn Belkheir	160	492,356	494,121	315,272	313,055
TOTAL			2.043,42				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oran.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oran.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'Oran, et s'étendent sur une superficie de 810 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Mers El Kebir	1	Santon	147	192,530	195,288	273,148	271,802
Tafraoui	2	Sidi Ghalem	54	209,298	207,622	245,281	246,208
Misserghine	3	Aïn El Baida - Rocher	185	190,522	193,479	264,962	263,021
Aïn El Kerma	4	Rody	164	167,686	169,870	270,898	268,294
Benfreha	5	Menatsia	260	221,742	226,111	275,685	271,251
TOTAL			810				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Bordj Bou Arréridj et s'étendent sur une superficie de 2.029 hectares.

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oran.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oran.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'Oran, et s'étendent sur une superficie de 810 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Mers El Kebir	1	Santon	147	192,530	195,288	273,148	271,802
Tafraoui	2	Sidi Ghalem	54	209,298	207,622	245,281	246,208
Misserghine	3	Aïn El Baida - Rocher	185	190,522	193,479	264,962	263,021
Aïn El Kerma	4	Rody	164	167,686	169,870	270,898	268,294
Benfreha	5	Menatsia	260	221,742	226,111	275,685	271,251
TOTAL			810				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Bordj Bou Arréridj et s'étendent sur une superficie de 2.029 hectares.

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oran.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'Oran.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'Oran, et s'étendent sur une superficie de 810 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Mers El Kebir	1	Santon	147	192,530	195,288	273,148	271,802
Tafraoui	2	Sidi Ghalem	54	209,298	207,622	245,281	246,208
Misserghine	3	Aïn El Baida - Rocher	185	190,522	193,479	264,962	263,021
Aïn El Kerma	4	Rody	164	167,686	169,870	270,898	268,294
Benfreha	5	Menatsia	260	221,742	226,111	275,685	271,251
TOTAL			810				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national objet de l'article 1er ci-dessus sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya de Bordj Bou Arréridj et s'étendent sur une superficie de 2.029 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Ouled Dahmane	1	Bouarfa	Ababssa	239	685	687	327	329
K'Sour El Euch	2	K'Sour	Chaâbet Ben Saci Tihamamine Khoulafia	1248	666,5	671,6	294,9	299,2
El Euch	3	El Fedj	Goutaya Bel Harouche	300	664,1	668	290	292,6
El Mehir	4	M'Zahem	M'Zahem	42	650	651,5	320	320,5
Zemourah	5	Hamada	Hamada-Rabta	200	695	698,9	328,3	330,7
TOTAL				2.029				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'El Tarf.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'El Tarf.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'El Tarf, et s'étendent sur une superficie de 715 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
El Tarf	1	El Tarf	Feid Zana	50	407	408	1002	1003
R'Mel Souk	2	El Kala	T'Leil Sebaa	15	407	408	1021	1022
Oued Zitoun	3	Bouhadjar	Rekeb	30	358	360	979,05	980,05
Chefia	4	Ben M'Hidi	Hamil Lahrech	70	389	390	980	981
Chihani	5	Drean	Ousfeta	400	388,7	389,8	964,89	966,8
Asfour	6	Besbes	Bendir	150	388,7	389,8	964	966,8
TOTAL				715				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
Ouled Dahmane	1	Bouarfa	Ababssa	239	685	687	327	329
K'Sour El Euch	2	K'Sour	Chaâbet Ben Saci Tihamamine Khoulafia	1248	666,5	671,6	294,9	299,2
El Euch	3	El Fedj	Goutaya Bel Harouche	300	664,1	668	290	292,6
El Mehiri	4	M'Zahem	M'Zahem	42	650	651,5	320	320,5
Zemourah	5	Hamada	Hamada-Rabta	200	695	698,9	328,3	330,7
TOTAL				2.029				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.



Arrêté du 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'El Tarf.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 03-215 du 7 Rabie El Aouel 1424 correspondant au 9 mai 2003, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'El Tarf.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'El Tarf, et s'étendent sur une superficie de 715 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	NUMERO DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	LIEU-DIT	SUPERFICIE (HA)	COORDONNEES			
					X1	X2	Y1	Y2
El Tarf	1	El Tarf	Feid Zana	50	407	408	1002	1003
R'Mel Souk	2	El Kala	T'Leil Sebaa	15	407	408	1021	1022
Oued Zitoun	3	Bouhadjar	Rekeb	30	358	360	979,05	980,05
Chefia	4	Ben M'Hidi	Hamil Lahrech	70	389	390	980	981
Chihani	5	Drean	Ousfeta	400	388,7	389,8	964,89	966,8
Asfour	6	Besbes	Bendir	150	388,7	389,8	964	966,8
TOTAL				715				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 15 Moharram 1425 correspondant au 7 mars 2004.

Saïd BARKAT.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL****Arrêté du 3 Rabie Ethani 1425 correspondant au
23 mai 2004 portant délimitation des périmètres
des terres du domaine forestier national destinées
à la mise en valeur dans la wilaya d'El Bayadh.**

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 04-138 du 6 Rabie El Aouel 1425 correspondant au 26 avril 2004 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national, destinées à la mise en valeur dans la wilaya d'El Bayadh.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de la wilaya d'El Bayadh, et s'étendent sur une superficie de 2000 hectares.

Le périmètre de mise en valeur est constitué par l'aire dont les coordonnées sont fixées ci-après :

$$X_1 = 392,922$$

$$X_2 = 398,863$$

$$Y_1 = 433,966$$

$$Y_2 = 366,356$$

La délimitation de ce périmètre est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie Ethani 1425 correspondant au 23 mai 2004.

Saïd BARKAT.

ANNEXE II

PROGRAMME DE FORMATION DE MATELOT

FILIERE PONT

Volume horaire

Matières	Théorique	Pratique	Total
Règles de barre et de route	72	—	72 h
Timonerie	54	—	54 h
Matelotage	36	36	72 h
Machine	36	—	36 h
Amarrage et mouillage	36	—	36 h
Géographie / Météo	36	—	36 h
Travaux d'entretien	72	—	72 h
Moyens de communication	27	9	36 h

Durée totale de la formation : 414 heures, soit 15 semaines (4 mois).

ANNEXE III

PROGRAMME DE FORMATION DE MATELOT

FILIERE MACHINE

Volume horaire

Matières	Théorique	Pratique	Total
Machine	108	54	162 h
Physique	64	—	64 h
Technologie	64	—	64 h
Froid	64	—	64 h
Travaux d'atelier (ajustage et soudage)	—	96	96 h
Dessin technique	36	—	36 h

Durée de la formation : 486 heures, soit 18 semaines (5 mois).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 25 Dhou El Hidja 1426 correspondant au 25 janvier 2006 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur de Nouara et Chebket Bouchaara dans la wilaya de M'Sila.

— — — —

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur, dénommés Nouara et Chebket Bouchaara dans la wilaya de M'Sila.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, sont localisés sur le territoire des communes de Matafa et de Magra dans la wilaya de M'Sila, et s'étendent sur une superficie de 150 hectares chacune.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	N° DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (Ha)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Matafa	1	Nouara	150	668,20	669,20	274,20	276,10
Magra	2	Chebket Bouchaara	150	714,00	715,60	260,00	261,70
TOTAL			300				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Dhou El Hidja 1426 correspondant au 25 janvier 2006.

Saïd BARKAT.

Tout membre du personnel aéronautique navigant ou au sol qui :

- a) refuse d'obtempérer à un ordre de réquisition donné par l'autorité de l'aviation civile ;
- b) a volontairement endommagé les installations aéronautiques ;
- c) a volontairement entravé la circulation des aéronefs.

Art. 14. — La sanction disciplinaire de retrait définitif de la licence, de certificat de sécurité et de sauvetage ou de qualification du personnel de l'aéronautique civile est proposée dans le cas de récidive aux infractions ayant donné lieu à un retrait temporaire de la licence, de certificat de sécurité et de sauvetage ou de qualification du personnel de l'aéronautique civile.

Art. 15. — Lorsque le dossier disciplinaire concerne un navigant ayant obtenu la validation d'une licence étrangère conformément aux dispositions du décret exécutif n° 04-109 du 23 Safar 1425 correspondant au 13 avril 2004, susvisé, le ministre chargé de l'aviation civile informe l'autorité aéronautique étrangère ayant délivré la licence.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Rabie Ethani 1427 correspondant au 3 mai 2006.

Mohamed MAGHLAOU.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006 portant annulation de l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté annule les dispositions de l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006.

Saïd BARKAT

-----★-----

Arrêté du 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006 portant annulation de l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté annule les dispositions de l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006.

Saïd BARKAT.

Tout membre du personnel aéronautique navigant ou au sol qui :

- a) refuse d'obtempérer à un ordre de réquisition donné par l'autorité de l'aviation civile ;
- b) a volontairement endommagé les installations aéronautiques ;
- c) a volontairement entravé la circulation des aéronefs.

Art. 14. — La sanction disciplinaire de retrait définitif de la licence, de certificat de sécurité et de sauvetage ou de qualification du personnel de l'aéronautique civile est proposée dans le cas de récidive aux infractions ayant donné lieu à un retrait temporaire de la licence, de certificat de sécurité et de sauvetage ou de qualification du personnel de l'aéronautique civile.

Art. 15. — Lorsque le dossier disciplinaire concerne un navigant ayant obtenu la validation d'une licence étrangère conformément aux dispositions du décret exécutif n° 04-109 du 23 Safar 1425 correspondant au 13 avril 2004, susvisé, le ministre chargé de l'aviation civile informe l'autorité aéronautique étrangère ayant délivré la licence.

Art. 16. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 5 Rabie Ethani 1427 correspondant au 3 mai 2006.

Mohamed MAGHLAOU.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

Arrêté du 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006 portant annulation de l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1^{er} janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté annule les dispositions de l'arrêté du 3 Moharram 1423 correspondant au 17 mars 2002 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Tissemsilt.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006.

Saïd BARKAT

-----★-----

Arrêté du 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006 portant annulation de l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 05-161 du 22 Rabie El Aouel 1426 correspondant au 1er mai 2005 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna ;

Arrête :

Article 1er. — Le présent arrêté annule les dispositions de l'arrêté du 28 Safar 1424 correspondant au 30 avril 2003 portant délimitation des périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans la wilaya de Batna.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 Rabie Ethani 1427 correspondant au 14 mai 2006.

Saïd BARKAT.

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 12 Joumada Ethania 1427 correspondant au 8 juillet 2006 portant délimitation des périmètres de terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans des communes de la wilaya de Skikda.

Le ministre de l'agriculture et du développement rural,

Vu le décret présidentiel n° 06-176 du 27 Rabie Ethani 1427 correspondant au 25 mai 2006 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 90-12 du 1er janvier 1990, modifié et complété, fixant les attributions du ministre de l'agriculture ;

Vu le décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001 fixant les conditions et les modalités d'autorisation d'usage dans le cadre des dispositions de l'article 35 de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984, modifiée et complétée, portant régime général des forêts, notamment son article 3 ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n° 01-87 du 11 Moharram 1422 correspondant au 5 avril 2001, susvisé, le présent arrêté a pour objet de délimiter les périmètres des terres du domaine forestier national destinées à la mise en valeur dans des communes de la wilaya de Skikda.

Art. 2. — Les périmètres de mise en valeur du domaine forestier national, objet de l'article 1er ci-dessus, s'étendent sur une superficie de 600 hectares.

Ces périmètres de mise en valeur sont constitués par les aires dont les coordonnées sont fixées ci-après :

COMMUNE	N° DU PERIMETRE	NOM DU PERIMETRE	SUPERFICIE (Ha)	COORDONNEES			
				X1	X2	Y1	Y2
Djendel	1	Lakhyadra	50	896.000	897.500	396.500	398.250
Essebt	2	Oum N'Hal 1	60	893.000	893.600	382.500	383.000
Essebt	3	Tengout	100	889.100	890.800	378.200	380.000
Essebt	4	Oum N'Hal 2	40	892.000	892.400	381.000	382.000
Azzaba	5	Bissy	100	889.100	890.800	393.800	395.000
Azzaba	6	Haloufa	50	889.000	890.000	390.000	389.000
Sidi Mezghiche	7	Arab Staiha	50	854.700	855.500	390.000	390.800
Ouled H'Baba	8	Bousnib	10	882.800	883.300	363.300	364.000
Ouled H'Baba	9	Ain Lekleb	10	887.500	887.700	363.400	363.900
Ouldja Boulbalout	10	Zaouia	50	826.400	827.200	391.600	393.000
Oum Toub	11	Diar Leftat	60	845.200	846.000	387.200	388.900
Beni Zid	12	Hadjar Mefrouche	10	834.000	834.500	401.800	402.400
Ain Kechra	13	Hadjar Mefrouche	10	832.400	833.000	398.400	399.000
TOTAL			600				

La délimitation de ces périmètres est définie dans le plan annexé à l'original du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 12 Joumada Ethania 1427 correspondant au 8 juillet 2006.

Saïd BARKAT.

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le taux minimal légal du prélèvement à opérer par les communes sur leurs recettes de fonctionnement et affecté à la couverture des dépenses d'équipement et d'investissement est fixé à dix pour cent (10 %) pour 2008.

Art. 2. — Sont prises en compte, pour le calcul du prélèvement, les recettes énumérées ci-après :

* Compte 74 – Attribution du fonds commun des collectivités locales déduction faite de l'aide aux personnes âgées (sous-article 7413 ou article 666 pour les communes chefs-lieux de wilayas et de daïras).

* Compte 75 – Impôts indirects, déduction faite de droits de fêtes (article 755 des communes chefs-lieux de wilayas et de daïras).

* Compte 76 – Impôts directs, déduction faite de la participation au fonds de garantie des impôts locaux (chapitre 68).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 18 mars 2008.

Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et des collectivités locales

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid



Arrêté du 10 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 18 mars 2008 fixant le taux de prélèvement sur les recettes de fonctionnement des budgets des wilayas.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu le décret n° 70-154 du 22 octobre 1970 fixant la nomenclature des dépenses et des recettes des wilayas ;

Vu le décret n° 70-156 du 22 octobre 1970 relatif au prélèvement sur les recettes de fonctionnement, notamment son article 1er ;

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Arrête :

Article 1er. — Le taux minimal légal du prélèvement à opérer par les wilayas sur leurs recettes de fonctionnement et affecté à la couverture des dépenses d'équipement et d'investissement est fixé à dix pour cent (10 %) pour 2008.

Art. 2. — Sont prises en compte, pour le calcul du montant du prélèvement, les recettes énumérées ci-après :

* Compte 74 – Attribution du fonds commun des collectivités locales.

* Compte 76 – Impôts directs, déduction faite de la participation au fonds de participation de garantie des impôts directs (article 640).

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 10 Rabie El Aouel 1429 correspondant au 18 mars 2008.

Noureddine ZERHOUNI dit Yazid

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU TOURISME**

Arrêté du 7 Moharram 1429 correspondant au 15 janvier 2008 portant nomination des membres de la commission interministérielle pour l'examen et l'adoption des règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux.

Par arrêté du 7 Moharram 1429 correspondant au 15 janvier 2008 sont nommés membres de la commission interministérielle pour l'examen et l'adoption des règlements d'aménagement du territoire des massifs montagneux, en application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 07-85 du 20 Safar 1428 correspondant au 10 mars 2007 fixant les modalités d'élaboration et d'adoption du règlement d'aménagement du territoire du massif montagneux, les études et les consultations préalables devant être menées ainsi que les procédures d'arbitrage y afférentes, Mmes, Melle et MM. :

— Kharfi Rabéa, représentante du ministre chargé de l'aménagement du territoire, présidente ;

— Halzoune Slimane, représentant du ministre chargé des collectivités locales ;

— Haridi Ammar, représentant du ministre chargé des finances ;

— Yalaoui Moussa, représentant du ministre chargé des ressources en eau ;

- Hamioud Ferhat, représentant du ministre chargé des mines ;
- Fiotmane Boualem, représentant du ministre chargé de l'environnement ;
- Khodja Beldjilali, représentant du ministre chargé de l'éducation nationale ;
- Ghazi Zohra, représentante du ministre chargé de l'agriculture ;
- Kherazzi Kacem, représentant du ministre chargé des travaux publics ;
- Hattali Nadia, représentante du ministre chargé de la santé ;
- Aït Abdellah Boubekeur, représentant du ministre chargé des transports ;
- Djehiche Fatiha, représentante du ministre chargé du développement rural ;
- Louasfane Khaled, représentant du ministre chargé de la petite et moyenne entreprise ;
- Habbache Nadhéra, représentante du ministre chargé de la culture ;
- Louri Mesbahi, représentant du ministre chargé de l'artisanat ;
- Ferhati Riad, représentant du ministre chargé du tourisme.

-----★-----

Arrêté du 22 Moharram 1429 correspondant au 31 janvier 2008 portant création des annexes de l'agence nationale de développement du tourisme.

Le ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 07-350 du 8 Dhou El Kaada 1428 correspondant au 18 novembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme ;

Vu le décret exécutif n° 98-70 du 24 Chaoual 1418 correspondant au 21 février 1998 portant création de l'agence nationale de développement du tourisme et fixant ses statuts ;

Arrête :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n° 98-70 du 24 Chaoual 1418 correspondant au 21 février 1998, susvisé, le présent arrêté a pour objet la création des annexes de l'agence nationale de développement du tourisme.

Art. 2. — Il est créé les annexes suivantes :

— annexe nord-est : son siège est fixé à Annaba et couvre les territoires des wilayas de Annaba, El-Tarf, Skikda, Souk Ahras, Guelma et Tébessa ;

— annexe nord-centre : son siège est fixé à Alger et couvre les territoires des wilayas d'Alger, Tipaza, Boumerdès, Blida, Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Chlef, Aïn Defla et Médéa ;

— annexe nord-ouest : son siège est fixé à Oran et couvre les territoires des wilayas d'Oran, Mostaganem, Aïn Témouchent, Tlemcen, Mascara, Relizane et Sidi Bel Abbès ;

— annexe sud-est oasisien : son siège est fixé à Ghardaïa et couvre les territoires des wilayas de Ghardaïa, El Oued et Biskra ;

— annexe sud-ouest "Touat-Gourara" : son siège est fixé à Adrar et couvre les territoires des wilayas d'Adrar et Bèchar ;

— annexe du Tassili N'Ajjer : son siège est fixé à Illizi et couvre le territoire de la wilaya d'Illizi ;

— annexe de l'Ahaggar : son siège est fixé à Tamenghasset et couvre le territoire de la wilaya de Tamenghasset.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 Moharram 1429 correspondant au 31 janvier 2008.

Chérif RAHMANI.

ANNONCES

J.O. n° 44 du 23 Joumada Ethania 1428 correspondant au 8 juillet 2007 (rectificatif)

Page : 2 à 18 (Folio)

Au lieu de : 8 juillet 2006

Lire : 8 juillet 2007

(Le reste sans changement)

ARRETES, DECISIONS ET AVIS

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêté du 13 Rabie Ethani 1429 correspondant au 19 avril 2008 portant nomination des membres de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition.

Par arrêté du 13 Rabie Ethani 1429 correspondant au 19 avril 2008, sont nommés membres de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition, en application des dispositions de l'article 4 du décret exécutif n° 07-317 du 4 Chaoual 1428 correspondant au 16 octobre 2007 fixant les attributions, la composition et le mode de fonctionnement de la commission nationale de protection des espèces animales menacées de disparition, mesdames et messieurs :

Les représentants des ministres :

- Beladem Benaouda : représentant du ministre de la défense nationale ;
- Taleb Abdenmour : représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Lagoune Nacer Zouhir : représentant du ministre des finances ;
- Titah Abdelmalek : représentant du ministre de l'agriculture et du développement rural ;
- Chenouf Nadia : représentante du ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du tourisme ;
- Chouia Farida : représentante du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Au titre d'experts :

- Zemour Amel : expert de l'autorité vétérinaire ;
- Abdelfettah Mourad : expert de l'institut national de la recherche agronomique d'Algérie ;
- Brague Nadia : expert de l'institut national de la recherche forestière ;
- Ghemim Taha Hocine : expert de l'institut national de la médecine vétérinaire ;
- Medjahed Taous : expert du centre national de la biodiversité et du développement des ressources biologiques ;
- Semraoui Boudjemaa : chercheur à l'université 8 mai 45, Guelma ;
- Si Bachir Abdelkader : chercheur à l'université Hadj Lakhdar - Batna ;
- Belhamra Mohamed : chercheur à l'université Mohamed Khider - Biskra ;
- Mostefai Noureddine : chercheur à l'université Aboubakr Belkaid - Tlemcen ;
- Idder Mohamed Azzedine : chercheur à l'université Kasdi Merbah - Ouargla ;

— Moali Aissa : chercheur à l'université Abderrahmane Mira - Bejaïa ;

— Rouague Rachid : chercheur à l'université d'El Tarf ;

— Ladjali Mohamed Kafia : chercheur à l'université des sciences et de technologies Houari Boumediène - Alger.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté interministériel du 19 Safar 1429 correspondant au 26 février 2008 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 10 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 22 décembre 2004, modifié, portant création des directions des œuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et de la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées.

Le ministre des finances,

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Vu le décret présidentiel n° 07-173 du 18 Joumada El Oula 1428 correspondant au 4 juin 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-84 du 21 Chaoual 1415 correspondant au 22 mars 1995, modifié et complété, portant création, organisation et fonctionnement de l'office national des œuvres universitaires ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 22 décembre 2004, modifié, portant création des directions des œuvres universitaires et fixation de leur siège, de la liste et la consistance des résidences universitaires qui leur sont rattachées ;

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté a pour objet de modifier et compléter le tableau annexé à l'arrêté interministériel du 10 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 22 décembre 2004, modifié, susvisé.

Art. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté interministériel du 10 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 22 décembre 2004, modifié, susvisé, est modifié et complété, conformément au tableau annexé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 19 Safar 1429 correspondant au 26 février 2008.

Le ministre de l'enseignement
supérieur et de la recherche
scientifique,

Rachid HARAOUBIA

Le ministre
des finances

Karim DJOUDI